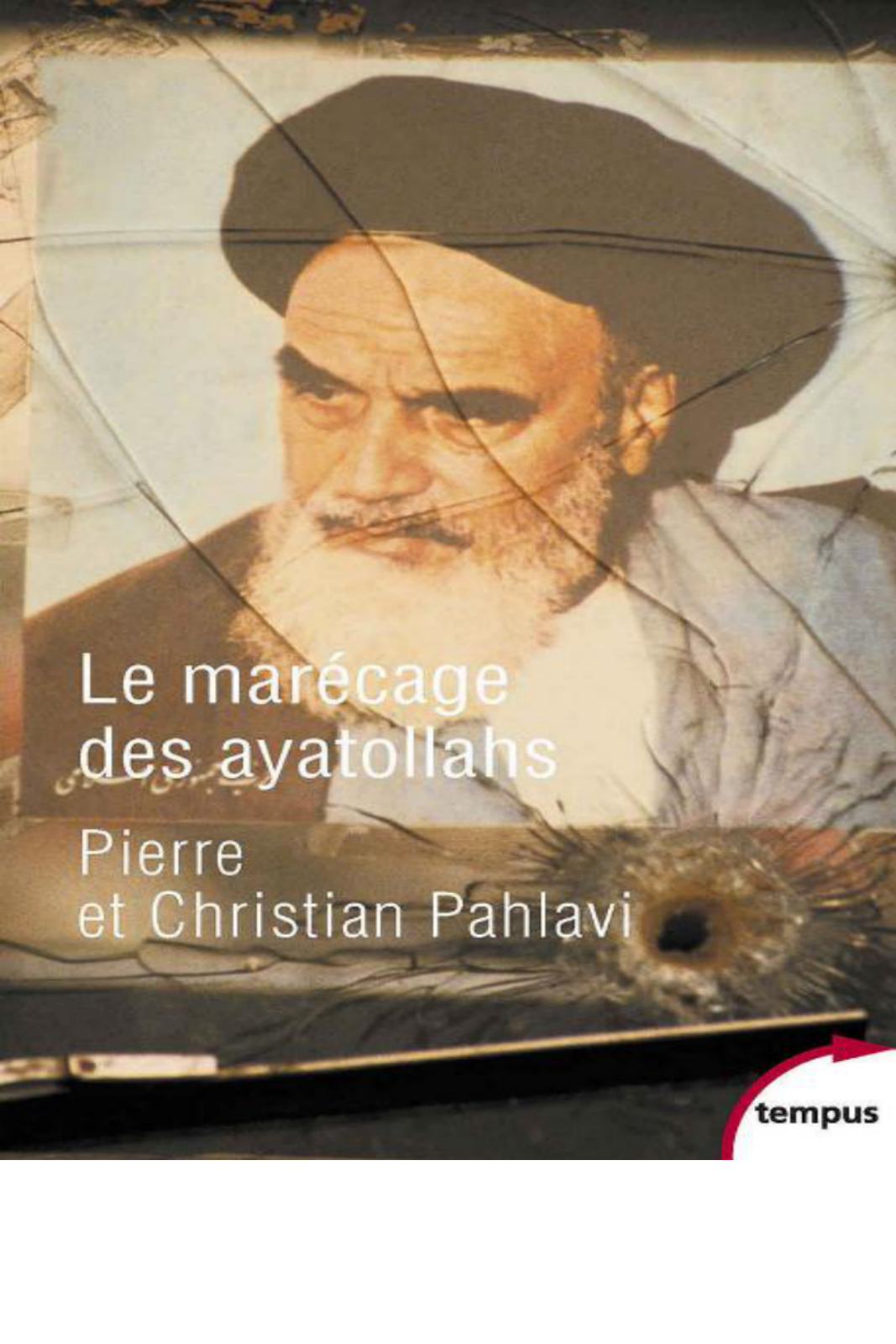


**Le marécage des
ayatollahs
(Tempus) (French
Edition)**

**Christian PAHLAVI
Pierre PAHLAVI**

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM



Le marécage des ayatollahs

Pierre
et Christian Pahlavi

tempus

collection tempus

Christian et Pierre Pahlavi

LE MARÉCAGE DES AYATOLLAHS

Une histoire
de la Révolution iranienne

PERRIN
www.editions-perrin.fr

Secrétaire générale de la collection :
Marguerite de Marcillac

© Perrin, un département d'Édi8, 2015
et 2017, pour la présente édition revue et augmentée

Affiche à l'effigie de l'ayatollah Khomeini, fin des années 1970.

© Keystone France

12, avenue d'Italie
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 09 00
Fax : 01 44 16 09 01
www.editions-perrin.fr

EAN : 978-2-262-07243-8

Dépôt légal : mai 2017

Composition : [Nord Compo](#)

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

tempus est une collection des éditions Perrin.

Ce document numérique a été réalisé par [Nord Compo](#).

*À notre famille de cœur et de sang.
À l'Iran éternel. Puisse-t-il renaître de ses cendres.*

SOMMAIRE

Titre

Copyright

Calendrier iranien

Avant-propos

La Révolution islamique étendue au monde

PROLOGUE - Les gardiens du Heartland

LIVRE I

Révolution blanche et réaction noire

Persépolis

Les années folles

Une révolution culturelle et sociale

Le temps des excès

Effets pervers

Les forces de l'opposition interne

Dans le secret du Prince

The Great Pretender

La prétentieuse grenouille perse

L'Amérique de l'Oncle Jim

Un funeste avènement

Bisbilles

Le « vent de Carter »

L'éviction d'Hoveida

Canossa sur le Potomac

Réveillon persan

Le brûlot de l'Etelāat

Nouvelle « donne »

Le tonnerre gronde

L'accalmie du mois de juin

LIVRE II

Le Rex s'enflamme

Les mea-culpa de Sharif-Emāmi

L'Ayd-é Fetr et le Vendredi noir

Le temps des concessions

Le roi groggy

À la croisée des chemins

La pieuvre amputée

Les prisons s'entrouvrent

La SAVAK décapitée

C'est le Bāzār !

L'Hégire dans la banlieue parisienne

La « doctrine Groucho »

Paranopolis à l'ombre d'Albion

L'ayatollah BBC

Le rendez-vous manqué

Dernière cartouche

La Révolution du peuple et du Chah

Moharram, Achoura et Noël 1978

Knock-out impérial

Premiers règlements de comptes

L'URSS et la Révolution

Une créature hybride

LIVRE III

Twilight zone

Le Lafayette persan

De Persépolis à la Guadeloupe

Le « départ de Darius »

Fuite en Égypte

L'héroïque intermède

Marianne et l'ayatollah

La « parousie de l'imam »

La décade de l'aube

Les Trois Glorieuses islamiques

Post mortem

L'huissier du Pentagone

Pourquoi ?

L'« annexe afghane »

La mort des quatre généraux

Le tabou piétiné

LIVRE IV

La jungle des komitehs

Le divorce des Verts et des Rouges

Le pacte brisé

L'arabisation de l'Iran

Les désillusions du mois de mars

L'Empire éclate-t-il ?

Le référendum

Trois balles pour le Sphinx

L'inquisition islamiste

Le Chah errant

Malaise

Palinodie constitutionnelle

Reprise en main

Vers une normalisation irano-américaine

Shahdov en Amérique

ÉPILOGUE - La rupture

Quatre décennies de prolongations

Chronologie

Bibliographie sélective

La Révolution en marche

Les acteurs iraniens (témoignages)

Les acteurs étrangers (témoignages)

La République islamique

Les plaintes viennent surtout des femmes

L'affaire des otages

Le terrorisme

Et encore...

Remerciements

Index

Calendrier iranien

Démarrant avec l'Hégire de Mahomet et l'ère musulmane (622 de l'ère chrétienne), le calendrier iranien, depuis les Pahlavi, marche au pas du Soleil. C'est-à-dire au rythme d'une rotation complète de la Terre autour du Soleil. De ce fait, l'année dure 365 jours, comme dans les pays chrétiens.

Ce calendrier comporte douze mois qui sont réunis, trois par trois, en quatre saisons délimitées par :

- l'équinoxe du printemps (21 mars) ;
- le solstice d'été (21 juin) ;
- l'équinoxe d'automne (21 septembre) ;
- le solstice d'hiver (21 décembre).

Remarquons que les mois du calendrier iranien, à peu de chose près, coïncident avec ceux du calendrier révolutionnaire français :

Farvardin	20 avril).
Ordibehrest	21 mai).
Khordad	21 juin).
Tir	22 juillet).
Mordad	22 août).
Chahrvad	22 septembre).
Mehrdad	22 octobre).
Aban	21 novembre).
Azar	21 décembre).
Dey	20 janvier).
Bahman	19 février).
Esfandar	20 mars).

Les mois iraniens coïncident aussi avec les signes du zodiaque :

Favardine = Bélier ; Ordibéhecht = Taureau ; Khordad = Gémeaux ; Tyr = Cancer ; Mordād = Lion ; Chahrivar = Vierge ;

Mehr = Balance ; Aban = Capricorne ; Azar = Sagittaire ; Day = Capricorne ; Bahman = Verseau et Esfand = Poissons.

Le calendrier mis en place par les Pahlavi, qui est toujours en usage dans la République islamique, est appelé « Hedjri Chamsi » (de l'Hégire et du Soleil). Il a été conçu au ^{xii}e siècle (ère chrétienne) par Omar Khayyām, le fameux poète, auteur des *Quatrains*, qui était aussi mathématicien.

Avant-propos

« Quand on fait monter l'âne sur le toit, il faut savoir l'en faire descendre. »

Proverbe iranien

Comment et pourquoi le régime du Chah d'Iran, qualifié en janvier 1978 d'« île de stabilité » par le président Carter, s'est-il brusquement effondré, un an plus tard ?

En deux mots, parce que ses alliés, du dedans et du dehors, ont fait cause commune avec ses adversaires pour former une coalition paradoxale, semblable à ces vagues scélérates qui engloutissent les plus gros navires. Après vingt-cinq ans de règne, le pouvoir de Mohammad Réza Chah s'est usé, les haines les plus contradictoires ont convergé vers cet homme pressé et faustien qui, sous le nouvel éclairage des temps, est soudain apparu, dans son effort de modernisation, anachronique, acculturé, grotesque. Une fois l'anathème lancé contre cet apostat, chacun ira de son grief. Or cette curieuse coalition s'est formée à l'appel du principal allié du Chah, de son suzerain, qui la conduira jusqu'à son terme et se chargera du coup de grâce. Pour l'essentiel, après l'avoir compromis en le remplaçant sur son trône – opération Ajax de 1953 – et après lui avoir imposé des réformes qui le privèrent de ses partisans traditionnels – le clergé et les grands propriétaires du Bāzār –, les Américains ont décidé de se débarrasser de cette créature clinquante, déloyale et encombrante qu'il était devenu après le premier choc pétrolier. Voilà la thèse.

L'opération faisait espérer de gros profits et, comme dans toute trahison, il fallait lui donner un lustre moral. Lorsqu'on veut noyer son chat, dit un vieux proverbe, on l'accuse d'avoir la peste. L'adage devait s'appliquer au Chah persan. De celui-ci on s'efforça rapidement de ne plus se rappeler que le pire. En revanche, de son remplaçant, l'ayatollah Khomeini, le seul qui ait passé le *casting* occidental, on ne

savait rien. Le calcul était aléatoire, le pari risqué et ses résultats se révélèrent funestes. Les avis de prudence furent pourtant rarissimes. « La désastreuse expérience de ces trente dernières années, a écrit Jean Daniel en faisant le bilan d'une vie d'observation politique, nous conduit à comprendre toutes les révoltes, mais en même temps à ne faire confiance à aucune révolution¹. » Encore ces paroles ne concernaient-elles pas directement l'expérience révolutionnaire qui débutait alors en Iran. Quant aux autres observateurs – politiciens, universitaires, journalistes ou intellectuels –, quasiment aucun ne prit fait et cause pour le régime qui s'apprêtait à devenir « ancien ». Emportés par leur militantisme fiévreux, les Claude Manceron, les Paul Vieille et autres Michel Foucault, trop soucieux de passer à la postérité comme les champions de la liberté et de l'émancipation du tiers-monde, se ruèrent à la défense de Khomeini, voyant en lui une alternative séduisante à un despote éclairé qui, bien que modernisateur, voire authentiquement réformiste, était coupable à leurs yeux d'incarner le camp de l'occidentalisme et de l'autoritarisme honnis. Le procès fut sommaire. De toute façon, ces coryphées n'ont été que les « justificateurs » d'une tragédie écrite ailleurs.

Devant l'ampleur du désastre qu'a connu l'Iran, héritier de l'une des plus grandes civilisations du monde, les sédatifs n'ont plus d'effet. Vains, les propos d'un Alfred Sauvy sur l'humanité « condamnée au progrès » ou de tous ceux qui, à la manière du comte de Gobineau, prétendent la Perse immortelle. Et en ces temps d'Histoire accélérée, on se prend à répéter avec Ivan Illich que « l'inconcevable est devenu évidence du jour au lendemain ». Le gâchis, pour être irréversible, n'est pas tout à fait accidentel. Comment l'expliquer ?

1979. Trois mille ans d'histoire s'effondrent, provoquant une telle poussière que l'on n'y voit pas encore très clair... Au moment des faits, à l'époque où s'écroule l'empire des Pahlavi, dans le tumulte révolutionnaire, les Iraniens ont échafaudé mille et une théories, dont peu furent consignées et développées. Le temps manquait. L'urgence était ailleurs. Après tant d'avis, d'écrits consacrés à l'Iran et à son malheureux destin, il est devenu nécessaire que des Iraniens, libres de toute compromission, hormis celle du cœur et de l'âme, apportent à leur tour un témoignage et une relecture des événements qui ont fait basculer leur pays dans le drame.

Alors que le régime islamique entre dans sa quatrième décennie, et

que Téhéran et les chancelleries occidentales tentent de renouer le dialogue, il semblait opportun de raconter cette histoire méconnue à la lumière de trente années d'études et de réflexions. C'est la tâche que se propose *Le Marécage des ayatollahs* en fournissant une explication de la chute du dernier empereur perse. Les auteurs, père et fils, membres de la famille impériale et de la grande diaspora iranienne, livrent leur analyse de la Révolution islamique. Écrit à quatre mains, fruit de notes et d'informations glanées dans le feu de l'action par Christian Pahlavi, témoin direct du processus révolutionnaire, cet ouvrage rétablit la chronologie complète et précise des événements qui ont forgé le destin de l'Iran de 1977 à 1979, pour offrir un éclairage unique et sans concessions de l'un des événements majeurs du dernier siècle.

La Révolution islamique étendue au monde

Le 11 février 1979, la terre a tremblé une première fois en Iran, quand la citadelle des Pahlavi s'est effondrée, dynamitée par ses propres sponsors. Elle laissait place au marécage des ayatollahs, un marigot putride dont les émanations pestilentielles et la lave bouillonnante allaient immédiatement se répandre dans le monde et en premier lieu en direction de l'Empire soviétique.

L'ère de la glaciation et de la guerre froide cède la place à la propagation tous azimuts, des faubourgs des grandes villes américaines à l'Insulinde, en passant bien sûr par l'Europe et le Moyen-Orient, d'un fanatisme et d'un terrorisme brûlants avec lesquels le monde est aux prises depuis bientôt quatre décennies.

Le 11 septembre 2001, la terre a tremblé une seconde fois à New York, et les regards se sont tournés vers Al Qaïda et Ben Laden, puis vers Daech. Mais que l'on ne s'y trompe pas, tout est parti de Téhéran. Et ces ayatollahs qu'on voudrait voir candidats secouristes ne seront jamais que des pompiers pyromanes.

1. Jean Daniel, *L'Ère des ruptures*, Paris, Grasset, 1979.

PROLOGUE

Les gardiens du *Heartland*

Comme les prodiges de la nature, ceux qu'engendre la géopolitique sont rares et précaires. Apparu au milieu du ^{xx}e siècle, l'empire des Pahlavi a la fragilité d'un miracle historique. Tout le prédispose à être éphémère.

Une combinaison de facteurs explique la réémergence de la vieille Perse qui après une longue période d'isolement semble, à la fin de l'ère qādjāre, sortir de sa gangue islamique et se tourner de nouveau vers un monde en effervescence. De toutes les causes de cette semi-résurrection, la plus importante est la Révolution communiste qui, en 1917, fait voler en éclats la Grande Russie, ébranle l'échiquier mondial et place la Perse au centre des rapports de force entre la future URSS et les puissances occidentales. Devenu ligne de front, l'Iran voit son destin attaché à l'évolution de ce rapport de force. Telle une île qui émerge d'un séisme, l'Iran des Pahlavi surgit à la faveur du cataclysme géopolitique produit par l'avènement de l'Union soviétique. Comme si leurs destins étaient liés, ces deux utopies du ^{xx}e siècle disparaîtront ensemble.

Les causes profondes sont à chercher dans le « Grand Jeu » décrit par Rudyard Kipling, qui, depuis le traité russo-perse de 1813, oppose la Russie et la Grande-Bretagne pour le contrôle de l'Asie centrale. Cette rivalité entre dans sa phase ultime lorsque la guerre russo-japonaise et la révolution de 1905 affaiblissent la partie russe, déplaçant le centre de gravité de ce jeu d'influence vers le plateau perse et son vieux royaume.

Alors que l'empire des tsars se désagrège, le royaume qādjār, vassal de la Russie, entre à son tour en ébullition. Entre 1905 et 1911, la Révolution constitutionnelle conduite par les réformateurs, soutenue par la puissante tribu des Bakhtiāris¹ et encouragée par la Couronne britannique, remet en cause l'ordre ancien établi par Nasser Eddine Chah Qādjār². Le train de réformes, une fois lancé, entraîne l'émergence d'une nouvelle classe politique, l'éclosion d'une presse foisonnante et l'adoption de nouvelles institutions. En 1906, une

Constitution est concédée par Mozaffar Eddine Chah Qādjār³. C'est la Constitution belge à la sauce chiite et son adoption représente une victoire pour ses promoteurs anglais. Les difficultés auxquelles fait face la Russie et l'instabilité révolutionnaire qui agite la Perse permettent aux Britanniques de prendre une longueur d'avance en arrachant aussi aux derniers souverains qādjārs, une concession pétrolière de soixante ans sur laquelle est fondée, en 1909, l'Anglo-Persian Oil Company⁴.

Au lendemain de la Grande Guerre, la Révolution bolchevique et l'effondrement de la Russie tsariste mettent fin au « Grand Jeu » russo-britannique, au cours duquel la Perse était parvenue à maintenir un semblant d'indépendance au milieu des convoitises concurrentes de Saint-Pétersbourg et de Londres. Alors que le feu révolutionnaire finit de consumer la Russie, l'Angleterre de lord Curzon⁵, se voyant seule en lice, s'apprête à accroître son avantage en formalisant son protectorat sur le royaume perse... En 1919, la Conférence de paix de Paris a mis les mandats à la mode. Certains Turcs réclament d'être placés sous la protection américaine ! En Perse, le Premier ministre, Vossough Dowleh⁶, négocie avec le Royaume-Uni un traité de tutelle. Avec la Russie hors jeu, les Anglais se mettent à rêver. De nouvelles acquisitions territoriales leur permettraient de connecter l'Inde au canal de Suez. La Perse est le chaînon manquant. La Corse fut au XVIII^e siècle une vice-royauté britannique ; pourquoi pas la Perse ? Mais les soviets viennent encore brouiller les cartes.

La partie anglaise semblait gagnée, note Maurice Pernot, lorsque, bien plus tôt qu'on ne l'eût pensé, le soleil rouge, sortant de la Caspienne, incendie l'horizon. L'éclipse russe en Asie n'avait pas duré deux ans. Avant la fin de 1919, les armées bolcheviques réoccupent le Turkestan et chassent l'émir de Boukhara ; dans les premiers mois de 1920, elles rentrent à Bakou, à Tiflis et à Batoum, rétablissant ainsi le contrôle de Moscou sur tout le Caucase. Enfin, le 18 mai 1920, un corps expéditionnaire russe débarque à Enzeli, le port persan de la Caspienne, et en chasse la garnison britannique⁷.

En 1920, les bolcheviks menacent la Perse et les intérêts

britanniques. Inspiré par l'anti-impérialisme rouge, le mouvement constitutionnaliste du Gilān prolonge, jusqu'en 1921, la Révolution constitutionnelle par une rébellion ouverte contre la dynastie chancelante des Qādjārs, mais aussi contre la mainmise croissante des Occidentaux sur les intérêts iraniens⁸. La République Djangali qui vient d'être proclamée au Gilān fait craindre à Londres que la nouvelle dynamique n'aboutisse à faire basculer l'Iran dans le giron soviétique.

Les ambitions du Kremlin et le péril de l'exportation de la révolution soviétique contraignent les puissances occidentales à revoir leurs plans. Afin de contenir l'expansionnisme rouge, ils changent de méthodes et décident de dérouler un cordon sanitaire de la Baltique à l'Asie centrale. Dans la droite ligne de l'« approche indirecte » chère à B. H. Liddell Hart et de la doctrine de l'utilisation des forces indigènes du colonel Lawrence, ils vont confier à quelques porteurs de sabre la mission de monter la garde sur les pourtours de ce qu'un autre Britannique, H. J. Mackinder, a appelé le *Heartland*⁹. Du nord au sud et d'ouest en est, ce seront : le maréchal Mannerheim en Finlande, le maréchal Piłsudski en Pologne, Antonescu en Roumanie, Moustafa Kemal en Turquie, le maréchal Tchang Kaï-chek en Chine et... Réza Khan en Perse.

Le « garde-barrière iranien de l'Occident » a été déniché, en 1917, au sein de la brigade des Cosaques persans par un certain Ardéchir-Dji Reporter, agent britannique d'origine parsie¹⁰ qui, depuis 1899, enseignait à l'École des sciences politiques de Téhéran. C'est lui qui le présente au responsable militaire de la politique moyen-orientale du Foreign Office, le général Ironside, un de ces « James Bond » dont Albion est prodigue¹¹. Arrivé le 1^{er} octobre 1920 de Bagdad, à bord d'une Vauxhall, par la route jadis empruntée par le Macédonien et les caravaniers de la soie, Ironside ne tarde pas à être, lui aussi, impressionné par le chef de l'Atriade de Tabriz : « un géant de plus de six pieds, au profil d'aigle et au regard étincelant », qui ressemble, écrit-il à ses supérieurs, « aux Rajahs et à nos meilleurs Sirdars de l'Inde ». Le sort de l'Iran est scellé.

Né dans les hauts du Māzandarān, une province montagneuse et semi-tropicale du nord de l'Iran, Réza Khan est issu de cette impénétrable jungle caspienne où certains fils de l'Iran ont trouvé refuge pour échapper à l'assujettissement des envahisseurs arabes. Le « Dernier Tigre du Tabarestān » [le pays de la Hache] a emprunté la

voie tracée par son père en poursuivant une carrière militaire exemplaire au sein de la brigade cosaque, à la tête de laquelle il mate la rébellion bolchevisante du Gilān. Bien qu'il soit moins instruit que Moustafa Kemal, son modèle et futur partenaire diplomatique, Réza se distingue par son courage, son opiniâtreté et ses qualités militaires. Il est l'« agent antisoviet » que cherchaient les Anglais.

Fort de ses qualités, de l'appui de Londres mais aussi – on a souvent tendance à l'oublier – de celui du clergé et des Bāzāris [grands marchands], Réza Khan gravit rapidement les échelons pour devenir, successivement, *Sardar Sepah* [chef de l'armée], puis chef du gouvernement d'Ahmad Chah Qādjār¹². Dès 1921, il met sur pied une armée nationale [Artech] en fusionnant les deux seuls corps militaires viables de la Perse des Qādjārs : la brigade des Cosaques et le corps de la gendarmerie¹³. Le 22 février, bénéficiant du soutien des Anglais, il dirige à son profit un coup d'État qui mettra fin à la dynastie qādjāre.

Dans un premier temps, Réza Khan veut abroger la monarchie et adopter un régime républicain calqué sur le modèle d'Atatürk, avant de se raviser sous la pression de deux grandes forces politiques : le 22 mars 1924, une manifestation organisée par les Bāzāris fait échouer un vote du Majless – le parlement iranien – pour proclamer la république¹⁴. Le 30 mars, Réza Khan se rend à la ville sainte de Ghōm pour tenter de convaincre les grands ulémas [autorités ecclésiastiques]. Deux jours plus tard, devant les réticences des religieux, il renonce définitivement à proclamer la république. Après avoir obtenu la déchéance du dernier souverain qādjār, Réza Khan est intronisé par le Majless et couronné *ChahanChah* [Roi des Rois] le 25 avril 1926. C'est la naissance de la dynastie Pahlavi.

Ce sont donc trois forces qui, en se combinant, ont présidé à l'instauration du régime monarchique des Pahlavi : l'Occident, le clergé et le Bāzār. Ce sont ces mêmes forces qui, en conjuguant une nouvelle fois leurs efforts, entraîneront sa chute un demi-siècle plus tard. Pour le moment, elles sont toutes trois convaincues d'avoir trouvé en Réza Khan le garant de leurs intérêts.

Le choix d'Ironside est bon. Trop bon, même. Au cours des années 1930, le Centaure cosaque travaille tant et si bien à la résurrection de l'Iran que, emporté par l'élan de ses succès, il finit par se retourner contre ses commanditaires. En adoptant les méthodes d'Atatürk et en appliquant l'électrochoc kémaliste, Réza Chah fait

sortir le pays de la torpeur dans laquelle il avait été plongé depuis des siècles¹⁵. Au lieu de n'être que le simple gestionnaire d'un État tampon au service des intérêts occidentaux, il se mue en réformateur ambitionnant de placer l'Iran sur la trajectoire d'un État moderne et indépendant. Ce sont les douze travaux d'Hercule : fondation d'universités et d'écoles, construction de chemins de fer, modernisation de l'armée et de la justice, industrialisation massive. Pour ceux qui l'ont mis sur le trône, il ne fait pas de doute que ses succès lui montent à la tête. Pour preuve ce décret royal qui, en 1935, interdit le port du voile pour les femmes ou celui qui, la même année, rebaptise la Perse « royaume d'Iran », allusion à l'âge d'or préislamique et... préoccidental. Les Britanniques ne voient pas d'un très bon œil le kéalisme de Réza Chah qui, loin de se limiter au domaine symbolique, lui fait, chaque jour un peu plus, outrepasser sa mission première.

Les pires craintes de Londres se concrétisent lorsque, en 1933, Marjoribanks (sobriquet que donnent les Anglais à Réza Chah¹⁶) décide de restaurer la souveraineté iranienne dans le domaine hydrocarbure et de reprendre le pré carré pétrolier que les Britanniques s'étaient taillé dans la chair de l'Iran en 1909. Déjà, en 1925, il a fait capturer Khazal al-Kabi, cheikh de la province de l'Arabistan – actuel Khouzestān –, antrusion de Londres et « concierge anglais » de la raffinerie d'Abadan. Le 27 novembre 1932, franchissant une étape supplémentaire, il jette dans les flammes de son poêle la concession qui attribuait l'exploitation du pétrole iranien à l'Anglo-Persian Oil Company, devenue l'Anglo-Iranian Oil Company. Au cours de la crise pétrolière qui s'ensuit, le Chah confie à Chir Ahmad Khan, l'ambassadeur d'Afghanistan en Iran, que pour faire respecter ses droits sur son pétrole « l'Iran est prêt à utiliser les armes contre l'Angleterre et, personnellement, dans cette affaire je suis disposé à sacrifier ma vie¹⁷ ». Imbibé de benzine, le torchon brûle désormais entre le trône du Paon et ses sponsors britanniques.

En à peine une décennie, comme son fils un demi-siècle plus tard, Réza Chah passe du statut de créature des Anglais à celui de « trublion numéro un ». Le châtiment ne se fait pas attendre. En 1941, lorsqu'ils envahissent l'Iran afin d'acheminer des armes destinées à l'armée Rouge, pour soutenir leur lutte commune contre le III^e Reich, les Britanniques se débarrassent de ce gredin qu'ils accusent de sympathie

pronazie¹⁸. Comme jadis Napoléon à l'île d'Elbe et à Sainte-Hélène, le dynaste est condamné à l'exil, d'abord à l'île Maurice, puis à Johannesburg, où il mourra en 1944. À F. D. Roosevelt qui lui demande ce qu'est devenu le roitelet oriental, Winston Churchill répond : « *Empire giveth, empire taketh away* » [Empire donné, empire repris]¹⁹.

*

Un nouvel homme fort doit être placé à la tête de l'Iran, capable d'appuyer, sans défection cette fois-ci, l'effort de guerre allié. Échaudés, les Anglais songent d'abord à restaurer la paisible et vassale dynastie des Qādjārs en faisant monter sur le trône un prince de cette famille qui s'est engagé dans la Home Fleet²⁰. Malgré le goût amer laissé par le règne de Réza Khan, l'aventure des Pahlavi va connaître un second épisode. Grâce à l'habile intercession d'un vieux serviteur du royaume, Mohammad Ali Foroughi²¹, Londres se laisse convaincre de permettre à Mohammad Réza de succéder à son père. C'est un jeune prince très discret qui s'installe sur le trône du Paon²². Témoin de son avènement, le 16 septembre 1941, Walter Bosshard, reporter de la *Nouvelle Gazette de Zurich* qui assiste à la fois à l'entrée dans Téhéran de 20 000 soldats soviétiques et de 3 000 Britanniques, et à la prestation de serment du nouveau Chah, écrit : « en grand uniforme de général, le Chah Mohammad Riza [sic] entra dans la salle, et, d'une voix à peine audible, lut le serment²³ ». Les ambassadeurs des grandes puissances boycottent la cérémonie – le représentant de l'URSS déclara qu'il voulait d'abord s'assurer que le nouveau Chah « ne marchait pas sur les traces de son père ». Le corps diplomatique est absent, à l'exception du nonce apostolique et du ministre de Pologne.

Alors que l'Iran est qualifié par le Premier ministre britannique de « Pont de la Victoire » en raison de son rôle stratégique dans l'issue de la Seconde Guerre mondiale, Londres s'attelle, en ce nouveau contexte de guerre froide, à rafistoler le « barrage perse » désormais plus important que jamais pour contenir la menace soviétique. De prime abord, Mohammad Réza Pahlavi, jeune homme timide aux allures hollywoodiennes, donne l'impression d'être davantage soucieux de suivre le modèle des Occidentaux que de les affronter. En 1948, on le voit passer en revue le 2nd Battalion Coldstream Guards en compagnie de George VI à Buckingham Palace. La même année, en France, le

« monarque pilote » expérimente, à Villacoublay, quatre prototypes qu'on lui présente : « il en prit les leviers de commande, fit du rase-mottes, alla survoler le château de Versailles et revint atterrir, tout égayé²⁴ ». À l'occasion de son premier voyage aux États-Unis, en 1949, le Chah se lie à une Américaine, Ruth Stevens. Elle fait de la peinture et appartient à une vieille famille de San Francisco. On parle de mariage...

En retour de ses bonnes dispositions, le nouveau « protégé » obtient, durant la première décennie de son règne, un soutien sans faille des capitales occidentales. En 1953, elles volent à son secours lorsque son trône vacille face aux ardeurs révolutionnaires du Dr Mohammad Mossadegh. Premier ministre de 1951 à 1953, ce dernier a entrepris de nationaliser le pétrole iranien, ce qui menace, une nouvelle fois, les intérêts de l'Anglo-Iranian Oil Company²⁵. Accusant le « Premier ministre renégat » de vouloir renverser la monarchie au profit d'une république satellite de l'Union soviétique, le Royaume-Uni et les États-Unis décident de provoquer sa destitution. Planifiée par le MI-6 et la CIA, dirigée par Kermit « Kim » Roosevelt Jr²⁶ et exécutée par le général Zāhédi²⁷, l'opération Ajax d'août 1953 aboutit à une restauration de la monarchie iranienne et à une stabilisation du *statu quo* régional pro-occidental.

Date charnière de l'histoire de l'Iran moderne, le « coup d'État du 28 Mordād » (19 août 1953) restera profondément gravé dans la mémoire collective des Iraniens comme le symbole de l'interventionnisme anglo-américain dans les affaires internes du pays. Rien à partir de là ne sera plus comme avant. À commencer par l'Anglo-Iranian Oil Company qui, en 1954, laisse tomber la référence à l'Iran et devient la British Petroleum Company (BP). À cette occasion, un nouvel accord d'exploitation du pétrole iranien est signé qui garantit 54 % des actions du Consortium des pétroles à la British Petroleum. Le nouveau pacte, qui court sur vingt-cinq ans, arrivera à échéance... en 1978.

Dès son rétablissement sur le trône du Paon, Mohammad Réza Pahlavi, qui a reçu carte blanche de Londres et Washington, prend un rôle central dans la gestion exécutive des affaires politiques et économiques de l'État. Le pouvoir législatif du Majless est limité, les partis d'opposition sont placés sous contrôle strict et, en 1957, une police secrète chargée de surveiller et de réprimer au nom de la sûreté

ationale est mise en place sous le nom de SAVAK [*Sāzmān-e Eṭelāat va Amniyat-e Keshvar*]. En 1959, l'ami d'enfance du Chah, Hussein Fardoust²⁸, est envoyé à Londres pour suivre un stage auprès du Special Bureau, dans le but de créer à son retour une organisation similaire en Iran.

L'après-1953 est également marqué par un renforcement du rôle de l'Iran sur la scène régionale et internationale. La doctrine Eisenhower, adoptée en 1957 par le Congrès américain pour contenir l'influence soviétique et préserver celle des États-Unis dans les régions de production hydrocarbure, restaure le rôle de l'Iran comme rempart du « Monde libre ». Le maillon Iran de la chaîne de défense contre le communisme est remis au goût du jour par Foster Dulles ; et Mohammad Réza, en intégrant le pacte de Bagdad, puis le CENTO, devient, comme son père, l'un des maîtres d'œuvre de la stratégie de *containment* de l'Union soviétique.

L'Histoire se répète.

1. Dirigée par Samsam-es-Saltaneh et Ali Gholi khān, respectivement père et oncle du futur Premier ministre Chapour Bakhtiar dont il sera question plus loin.

2. 1831-1896, règne de 1848 à 1896.

3. 1853-1907, règne de 1896 à 1907.

4. En 1901, William Knox D'Arcy obtient du Chah de Perse une concession pétrolière (initialement de soixante ans) au profit de la Grande-Bretagne et fonde l'Anglo-Persian Oil Company (APOC, 1909), qui deviendra l'Anglo-Iranian Oil Company (AIOC, 1935), puis la British Petroleum Company (BP, 1954) et, enfin, la BPAmoco (2001).

5. Vice-roi des Indes de 1899 à 1905, puis secrétaire d'État au Foreign Office, George Nathaniel Curzon (1859-1925), 1^{er} marquis de Kedleston, est le grand architecte de la politique coloniale et territoriale britannique du début du xxe siècle. C'est lui qui dessine la partition du Bengale et qui trace les frontières orientales de la Pologne : « la ligne Curzon ». Mort l'année même de la naissance de la nouvelle dynastie des Pahlavi, il connaissait bien l'Iran et particulièrement sa province orientale du Khorāsān. « Le magnifique marquis » avait même publié (en deux tomes) un livre de référence, *Persia and the Persian Question*, Londres, Longman, 1892. À la National Portrait Gallery de Londres, un tableau représente lord Curzon l'œil bleu ciel et le teint rose bonbon.

6. Frère aîné de Ghavam os-Saltaneh, Hassan Vossough (1868-1951) fut Premier ministre d'Iran à deux reprises sous les derniers Qādjārs.

7. Maurice Pernot, *En Asie musulmane*, Paris, Hachette, 1927, p. 56. Grand

reporter et écrivain, Maurice Pernot (1875-1948) avait voulu, au moyen d'un grand périple en terre d'Islam, prendre le pouls du monde musulman au moment où la France menait la guerre du Rif contre Abdelkrim et pacifiait les Druzes au Levant.

8. Ce mouvement, qui voit s'illustrer des leaders comme Mīrzā Kutchik Khān, est aussi appelé mouvement *Djanganal* : « mouvement de la Forêt » (1914 et 1921).

9. Géographe et géopoliticien britannique, Halford John Mackinder (1861-1947) développe la théorie d'un monde polarisé autour du rapport de force entre les puissances terrestres du *Heartland* (composé des continents eurasiatique et africain) et les puissances maritimes des « îles périphériques » – *Outlying Islands* (les îles Britanniques, l'Amérique, l'Australie). Sa lecture est reprise par les géopolitologues américains comme Nicholas Spykman (1893-1943), père du concept de *Rimland* selon lequel : « Qui contrôle le Rimland gouverne l'Eurasie ; qui gouverne l'Eurasie contrôle les destinées du monde ». Cette vision du jeu international articulé autour de la « lutte entre l'Ours et la Baleine » est également reprise par... un certain Zbigniew K. Brzezinski, dont il sera question plus loin.

10. Les parsis sont ces Iraniens adeptes du parsisme, confession dérivée du zoroastrisme, qui à la suite de la conquête arabo-islamique de la Perse se sont enfuis vers l'est et, notamment, vers l'Inde où résident encore une majorité d'entre eux.

11. Officier de l'armée de terre britannique ayant servi durant la guerre des Boers, William Edmund Ironside, 1^{er} baron Ironside (1880-1959), commande les forces alliées antibolcheviques en Russie (1918) et, au lendemain de la Première Guerre mondiale, en Turquie et en Perse (1920). Là, il nomme Réza Khan commandant de la brigade d'élite cosaque et aide celui-ci à faire son coup d'État. À son départ de Perse en 1921, Ahmad Chah le décore de l'ordre du Lion et du Soleil. Promu *field marshal*, il servira comme chef d'état-major général impérial durant la première année de la Seconde Guerre mondiale.

12. 1898-1930, règne de 1909 à 1925.

13. Jusque-là, la brigade des Cosaques était commandée par des officiers russes et le corps de la gendarmerie par des officiers suédois.

14. Ebrahim Safaï, *Zandegui-name-yé Sepahbod Zāhédi* [La vie du général Zāhédi], Téhéran, Entecharat-é Elmi, 1994, p. 45.

15. À propos de l'influence d'Atatürk en Iran, voir la thèse de doctorat de Manoutchehr Assadi (faculté de lettres de l'université d'Ankara, 1972) et Mediha Ambarcioglu, *Gazi Moustafa Kemal Atatürk ve İran da Yaphila Reformlar* [Gazi Moustafa Kemal Atatürk et les réformes accomplies en Iran], vol. III, no 4, Ankara, Dogu Dilleri, 1983.

16. Robert Byron, *La Route d'Oxiane*, Paris, Quai Voltaire, 1990, p. 114.

17. Wipert von Blücher, *Safarnameh-e Bloucher* [Le journal de Blücher], Téhéran, Etéchāraté Khazami, 1984, p. 264. Blücher, descendant du vainqueur de Napoléon à Waterloo, était en ce début des années 1930 ambassadeur d'Allemagne à Téhéran.

18. De fait, l'Allemagne est, à la fin des années 1930, le premier partenaire commercial du royaume iranien.

19. *The New Yorker*, vol. 61, part. 1, 1985, p. 81 ; Ryszard Kapuściński, *Shah of Shahs*, Londres, Houghton Mifflin Harcourt, 1985, p. 38.

20. Denis Wright, *The English amongst the Persians : Imperial Lives in Nineteenth-Century Iran*, Londres, I. B. Tauris, 1985, p. 214 ; Gholām Réza Afkhami, *The Life and Times of the Shah*, Californie (CA), University of California Press, 2008, p. 55.

21. Homme de lettres (il est notamment l'auteur d'une *Anthologie de la philosophie occidentale*), également connu sous le nom de Zaka ol-Molk, Mohammad Ali Foroughi (1877-1942) fut Premier ministre de Réza Chah à deux reprises avant de jouer un rôle décisif dans l'accession au pouvoir de son fils, Mohammad Réza Chah, dont il fut également le premier chef de gouvernement (27 août 1941-9 mars 1942).

22. Le trône du Paon, chef-d'œuvre d'un orfèvre bordelais (Augustin Hiriart), appartenait aux Grands Moghols de l'Inde. Il fut dérobé en 1740, avec l'ensemble de leur trésor, par Nader Chah Afchar qui le rapporta en Perse. Les deux souverains Pahlavi ont été couronnés assis sur ce trône, qui est devenu le symbole de l'Empire iranien, comme le chrysanthème est celui de l'Empire nippon.

23. *Nouvelle Gazette de Zurich*, 17 septembre 1941.

24. Jacques Dumaine, *Quai d'Orsay (1945-1951)*, Paris, Julliard, 1955, p. 300.

25. Il semblerait que Londres ait alors retourné Washington qui, au départ, avait vu dans le gouvernement du « docteur M. » un régime populaire susceptible de faire écran contre l'influence communiste.

26. Petit-fils de l'ancien président des États-Unis Theodore Roosevelt.

27. Servant dans la brigade des Cosaques aux côtés de Réza Khan, Mohammad Fazlollah Zāhédi (1897-1963) est impliqué dans l'écrasement du mouvement du Gilān et dans l'arrestation du cheikh Khazal Khan. Sous le règne de Mohammad Réza, il devient de nouveau chef de la police nationale (1949), sénateur (1950) et ministre de l'Intérieur (1951) jusqu'à l'élection du gouvernement Mossadegh. Après la destitution de ce dernier, Zāhédi se nomme lui-même Premier ministre avant d'être confirmé par le Chah à son retour d'exil (22 août 1953).

28. Issu d'une famille modeste – son père est gendarme –, Hussein Fardoust (1917-1987) est choisi par Réza Chah pour étudier à l'école Le Rosey en Suisse avec son fils, Mohammad Réza, qu'il accompagne ensuite à l'École militaire de Téhéran où se renforcent leurs liens d'amitié. Au terme de plusieurs séjours à Londres entre 1949 et 1959, il crée également, sur le modèle du MI-6 qu'il a eu le loisir d'étudier, une organisation de renseignement similaire en Iran : le *Daftar-e Vidjeh* [Cabinet noir installé au Palais]. En 1961, il ajoute à cette fonction celle de numéro deux de la SAVAK. Il ne cessera plus, dès lors, d'influencer les affaires du pays.

LIVRE I

« Rien ne sera trop beau pour l'Iran, le plus grand amour
du Chah. Avec des ambitions parfois insensées¹. »

Houchang NAHĀVANDI

Révolution blanche et réaction noire

Au début des années 1960, la digue Pahlavi maçonnée par le tandem anglo-américain semble plus robuste que jamais. En réalité, des pressions externes et internes font déjà apparaître des fissures qui ne cesseront de croître.

Dès son élection, le président démocrate John F. Kennedy, révisant la doctrine Eisenhower et le soutien indéfectible de Washington aux anciens « clients » de l'administration républicaine, envisage de se débarrasser du Chah comme il le fera bientôt avec Ngô Đình Diệm au Viêt-nam. Puis, se ravisant, JFK décide d'inoculer ce qu'il pense être un puissant vaccin antirévolutionnaire à l'empire des Pahlavi : il impose au Chah de nommer Ali Amini¹, un prince qādjār notoirement américanophile, au poste de Premier ministre et d'entreprendre une réforme hardie de l'agriculture qui, même si elle est fragmentaire en raison des déficits des infrastructures, a le mérite de créer une formidable dynamique de progrès.

Après s'être délesté d'Amini en 1962², le Chah échafaude, autour de la réforme agraire que lui a imposée Kennedy, la charte de la Révolution blanche [*Enghelab-é-Sefid*]. Dans cette charte soumise à référendum, on trouve pêle-mêle : des droits politiques accordés aux femmes, la participation ouvrière empruntée au gaullisme, la création de corps d'alphabétisation et de vulgarisation inspirés par le scoutisme, etc.³. Après avoir décrété la création d'une Armée du savoir⁴, le Chah, se prenant au jeu, ajoute coup sur coup la création d'un corps de l'hygiène et d'un autre du développement, de maisons d'équité rendant une justice de proximité. Puis il lance la nationalisation de l'eau et des ressources naturelles ainsi que l'édification d'une dizaine de grands barrages. Se complaisant dans son rôle de « despote éclairé », le Chah fera, au cours de la décennie

suivante, multiplier les articles de la charte qui toucheront alors tous les aspects de la vie sociale et économique de l'Iran⁵.

En quelques années, cette révolution « du Chah et du Peuple » porte des fruits encourageants : modernisation de l'agriculture et des infrastructures, industrialisation de l'économie, alphabétisation des masses, affranchissement des femmes, amélioration du niveau de vie, émergence d'une classe moyenne... Autant de « révolutions » qui provoquent une métamorphose de l'Iran moyenâgeux des Qādjārs. Une réforme en suscitant une autre, elles mêlent leurs effets et, derrière ce grand échafaudage, surgit bientôt l'édifice d'un pays en pleine croissance. Rétrospectivement, on peut se demander si cette Révolution blanche, qui alliait monarchisme et socialisme, n'avait pas fini par faire de l'Iran une « démocratie populaire couronnée⁶ ». Le palais de Niāvarān, où réside le souverain iranien à partir de 1968, devient, durant ces années fastes, un laboratoire du développement alternatif⁷.

Mais toute victoire a son revers. Porté par ses succès, le Chah ne s'aperçoit pas qu'il est en train de prolonger la politique de son père, ce kémalisme monarchique qui avait tant irrité les Occidentaux. Un autre écueil se profile : la contestation intérieure.

Ces réformes, qui bouleversent l'ordre ancien et imposent une modernisation effrénée à l'Iran millénaire, isolent le Chah sur la scène politique interne en le privant du soutien des grands propriétaires terriens, en lui aliénant les grands marchands du Bāzār et en nourrissant la fronde des partis libéraux et gauchistes. Le Front national et le Toudeh, des forces d'opposition traditionnelles que Mohammad Réza avait réussi à museler, relèvent la tête et reprennent le combat contre la dynastie Pahlavi. Toutes ces forces dénoncent ce qu'elles considèrent comme des « capitulations » concédées par le Chah aux puissances occidentales. En 1964, le gouvernement d'Hassan-Ali Mansour dispense les conseillers militaires américains de comparaître devant la justice iranienne. Cette immunité juridique accordée aux « *U.S. advisers* » cristallise le rejet de la politique du Chah.

Surtout, la Révolution blanche alimente la colère du clergé chiite et des mollahs de l'École théologique de Ghōm. Les plus traditionalistes d'entre eux s'opposent violemment au volet de la réforme agraire qui remet en cause la gestion des terres en *vaqf* – sorte

de legs foncier –, privant le clergé d'une bonne partie de ses revenus. L'un des principaux chefs de file de l'opposition religieuse à la Révolution blanche, Ruhollāh Moussavi, dit Khomeini⁸, choisit l'affrontement direct avec le pouvoir et joue un rôle de premier plan dans les émeutes de juin 1963. Qui est-il ?

Khomeini, dernier-né d'une fratrie de sept enfants, voit le jour en 1900 dans une famille bigote de Khomein, petite ville du Khamnsé au cœur de l'Iran. Sous le nom de Ruhollāh Moussavi, ce dévot, armé d'un fusil dès l'âge de dix-sept ans, a senti très tôt peser sur lui le « grand dépôt » l'appelant à vouer son existence à la lutte contre les ennemis du Dogme, au premier rang desquels il place les Pahlavi. Son turban noir indique qu'il est un Seyyed [descendant du Prophète]. Il descend du septième imam, Moussa Ibné Djafaar, d'où la rallonge de son nom : Khomeini Al-Moussavi. Il se distingue des autres religieux de sa génération par son sens aigu de la politique, comme en atteste notamment le *Kachf-ol-Asrār* [Dévoilement des secrets], un violent pamphlet antioccidental que publie le jeune professeur de théologie en 1942, ou l'*Explication des problèmes*, une œuvre déconcertante destinée à n'être lue que par des initiés, publiée en 1955, dans laquelle perce déjà la volonté de vengeance et de conquête politique qui caractérise cet auteur prolifique.

L'ayatollah Ruhollāh Khomeini naît politiquement le 4 juin 1963, quand il prend la tête des émeutes contre la Révolution blanche, prônant la rébellion et faisant appel aux musulmans du monde entier pour défendre l'Islam en danger. C'est alors que Khomeini prononce son fameux discours à l'école Fewzieh de Ghôm, dans lequel, après avoir lancé l'anathème contre la décision de conférer l'immunité diplomatique au personnel militaire américain basé en Iran, il interpelle le Chah, cet « enfant de quarante-cinq ans », et le met en garde : « Souviens-toi du destin de ton père ! » Puis, mêlant l'injure à la menace et à l'incitation à la révolte, il ajoute : « Monsieur le Chah, votre Excellence, vous n'êtes qu'un misérable ! » Excédé par ses diatribes insolentes, le souverain le fait arrêter à l'aube du 5 juin 1963, à son domicile de Ghôm, avant de le libérer. Mais, devant son influence grandissante, décision est prise de le chasser hors d'Iran.

Le 4 novembre 1964, alors que les Beatles débarquent en Amérique, le vicaire de Ghôm, lui aussi dans le vent, à sa façon, amorce une longue tournée internationale qui le mènera d'abord en

Turquie, puis en Irak, et enfin, mais beaucoup plus tard, à Paris. À Nadjaf, où il s'installe en octobre 1965, le banni n'aura de cesse de dénoncer les réformes modernisatrices des Pahlavi, « ces rois mécréants », s'inscrivant selon lui dans un plan diabolique d'occidentalisation de l'Iran et d'élimination de son « âme islamique ». Chaque empire a son conjurateur obscur, son général Dru-Zod, animé par le désir viscéral de revenir d'exil pour se venger et faire tomber le système honni. Pour l'Iran impérial de Mohammad Réza Chah, Ruhollāh Khomeini est celui-là.

Le trouble-fête réduit au silence – du moins le croit-il –, Mohammad Réza reprend, sur les traces de son père, sa grande marche vers l'immortalité politique, armé cette fois-ci d'une dose supplémentaire d'assurance, voire d'arrogance. Car, au lendemain des émeutes de juin 1963, le Chah n'est plus ce « jeune premier » hollywoodien, neutre, frêle et timide, portant la raie au milieu, que les Britanniques ont installé sur le trône du Paon vingt ans auparavant, ni tout à fait « le roi jet-set », élégant et affirmé, en costume de tweed gris et en Ray-Ban, que les Américains ont remis sur ce trône en 1953. Comme Bonaparte (*Bony*) devenant à la fin de son règne Napoléon (*Fleshy*), le monarque iranien s'apprête à opérer une troisième mue et à devenir l'empereur d'Iran, héritier de Réza Chah mais aussi de Cyrus le Grand, celui qui ne cessera par son paternalisme et ses provocations de se heurter à l'incompréhension de plus en plus aiguë de ses sujets et de ses alliés.

En 1965, cédant à son penchant pour la gloriole, le Chah se drape dans les plis d'un titre ronflant aux accents de péplum : *Alaa-Hazrat Homāyoun, ChahanChah Aryamehr, ChahanChah-e Iran*⁹. Avec cette dénomination sonore aux boursouflures néoachéménides qui sera désormais déclamée, *ad nauseam*, à la radio et dans les discours, Mohammad Réza se choisit un nom de règne comme, à la fin du XIX^e siècle, l'empereur du Japon, Mutsuhito, s'était proclamé Meiji. Dans un livre dédié au Chah et inspiré, sinon écrit, par son épouse Farah, les circonstances de l'attribution de ce titre sont rappelées : le 15 septembre 1965, les deux Chambres accordent au Chah le titre *Aryamehr* [Lumière des Aryens]¹⁰, une référence directe au passé zoroastrien et achéménide de l'Iran¹¹. L'augustissime et pompeux titre *Aryamehr* a été forgé par des orfèvres de la glorification historique et de la flagornerie. Le cadeau est empoisonné.

Plus Mohammad Réza devient *Aryamehr*, moins il sied dans le décor d'un monde en bouleversement et plus il indispose ses adversaires, ceux du dedans comme ceux du dehors. Ses outrances aryanistes détonnent dans le *Zeitgeist* de la fin des années 1960 et incommode ses partenaires occidentaux. Son kémalisme monarchique, qui célèbre son origine indo-européenne en une fin de siècle où l'Occident lui-même amorce sa propre désoccidentalisation, est en soi un anachronisme. Sa volonté de faire renaître l'Occident en Orient heurte également le tiers-mondisme de l'opposition communiste et mossadéghiste¹² comme l'intégrisme des mollahs qui dénoncent le « prétendu » passé préislamique que célèbre Mohammad Réza comme une « mystification des colonialistes ». Tout le monde s'accorde donc déjà pour le vomir.

Faisant fi des récriminations que suscite sa grandiloquence impériale, Mohammad Réza Pahlavi est décidé à couronner, c'est le cas de le dire, son règne. Durant les vingt-cinq années qui se sont écoulées depuis l'abdication de son père, en 1941, le Chah avait refusé de ceindre la couronne impériale, prétextant qu'il ne voulait pas être « le roi d'un pays indigent et illettré¹³ ». Au tournant des années 1960, avec le sentiment du devoir accompli, il décide qu'il est temps d'être coiffé du diadème des Pahlavi. Le 26 octobre 1967 sont donc organisées, en grande pompe, les cérémonies de son sacre au palais du Golestān¹⁴, à Téhéran. Cérémonies au cours desquelles est également couronnée l'impératrice Farah, la *Chahbanou*, tandis que le jeune Réza, né en 1960, est désigné héritier présomptif du trône. Aveuglement rassuré par l'appui de ses « alliés » et par les victoires de « sa » Révolution blanche, Mohammad Réza s'apprête, comme disait Khomeini, à « chausser les bottes de son père » et à fêter la renaissance de l'Empire perse.

Aryamehr ignore cependant que tous les ferments de sa propre chute sont à l'œuvre.

1. Ali Amini (1905-1992) a fait ses études en France où il a obtenu un diplôme en droit (Grenoble) et un doctorat en économie (Paris). Jeune ministre dans le cabinet de Ghavam os-Saltaneh (1876-1955), Amini bénéficie du soutien des États-Unis – amitiés influentes, dont celle du couple Kennedy – qui interviennent pour qu'il soit nommé Premier ministre en 1961... malgré les réticences du Chah qui voit en lui un « homme des Américains » doublé d'un dangereux rival.

Dans *Réponse à l'Histoire*, paru en 1980 aux États-Unis, le Chah écrit : « Je me rappelle encore ma première rencontre avec John Kennedy et sa femme à la Maison Blanche. Devant moi, Jacqueline Kennedy évoqua les magnifiques yeux étincelants d'Ali Amini et me confia qu'elle espérait, vivement, que je le nomme Premier ministre. Avec le temps, les pressions augmentèrent et je finis par céder » (Paris, Le Livre de Poche, 1981). Il est vrai qu'Amini avait un peu les yeux d'Onassis.

2. Amini est remplacé en 1962 par un proche de Mohammad Réza Chah, Assadollah Alam, qui sera Premier ministre de 1962 à 1964, puis ministre de la Cour de 1969 à 1977 (remplacé par Hoveida).

3. Au départ, la charte n'avait que six articles, mais en 1967, lorsque le souverain annonce le « redémarrage » de la Révolution, elle en compte déjà le double.

4. L'Armée du savoir – *Sepāh-é Dānesh* – est créée dans le cadre de la Révolution blanche pour alphabétiser les populations iraniennes, notamment dans les campagnes.

5. Christian Pahlavi, *Les Grains du sablier*, Paris, Éditions Thaddée, 2010, pp. 243-247.

6. *Ibid.*, p. 247.

7. Dessiné par l'architecte iranien Aziz Farman-Farmayan et achevé en 1968, le palais de Niāvarān, qui devait initialement accueillir les hôtes de la Couronne, devient la résidence principale de la famille Pahlavi et le siège politique de la monarchie, ce qui en fait l'équivalent iranien de Buckingham Palace, de la Maison Blanche, du Kremlin ou de l'Élysée. C'est à lui que l'on se réfère lorsqu'il est question, dans ce texte, du « Palais » ou de la Cour. Situé au nord de Téhéran, dans un complexe qui inclut également des bâtiments royaux de l'époque qādjāre, le Palais servira, après la Révolution, de résidence au Guide suprême de la république islamique d'Iran.

8. Pour une biographie (parfois un peu longue et ennuyeuse), lire : Amir Tāhéri, *Khomeiny*, Paris, Balland, 1985.

9. En français : *Sa Majesté impériale, Sa Grandeur, Roi des Rois, Lumière des Aryens, l'Empereur d'Iran*.

10. *Aryamehr*, un titre qu'Abou Nasr Azod, l'un des princes rouges d'Iran, traduit par « Soleil des Aryens ».

11. « L'expression, forgée *ex nihilo*, nous dit Jacques Lapeyre, a été inventée par le ministre marocain de la Culture et chef de l'exécutif de l'Unesco, Mohammad al-Fassi. » Celui-ci aurait voulu qu'hommage soit rendu au souverain iranien pour son action dans la lutte contre l'analphabétisme (Jacques Lapeyre, *Le Chah d'Iran*, Paris, Éditions Chronique, 1998, p. 100). En Iran, on attribue plutôt l'invention de ce titre au sénateur et homme de lettres iranien Réza-Zadeh Chafagh.

12. Bien qu'occidentalisé (il fut candidat à la citoyenneté helvétique), Mossadegh, l'un des premiers champions du tiers-monde naissant, confondait déjà, comme les chariatistes et les islamistes plus tard, l'origine de l'Iran avec la conquête arabe du VII^e siècle.

13. Farah Pahlavi, *Mémoires*, Paris, XO Éditions, 2003, p. 150.

14. Situé dans l'ancienne citadelle de Arg-é Soltanati, sorte de Cité interdite construite par les Safavides et résidence royale jusqu'à l'époque qādjāre, le palais du Jardin des fleurs est utilisé, sous les Pahlavi, pour des cérémonies officielles comme les couronnements.

Persépolis

Fils du Centaure cosaque, Mohammad Réza Chah est, au début des années 1970, plus proche que jamais de son rêve : égaler, voire dépasser le prestige de son père. Pour célébrer sa gloire dans son pays et dans le monde, il entreprend de fêter le 2 500^e anniversaire de la dynastie des Achéménides sur les lieux mêmes de sa naissance. Faire ressurgir Persépolis des sables du *Takhté-Djamchid*¹, comme renaît des cendres qui l'ont vu périr le Simorg², est la métaphore de l'ambition qu'il nourrit pour son pays : restaurer l'empire de Cyrus dans toute sa grandeur et toute sa magnificence.

Les célébrations de Persépolis s'ouvrent en octobre 1971 à Pasargades, le berceau de l'Empire iranien, sur les ruines de la monarchie antique, à l'ombre du mausolée de Cyrus. Dans un étrange mélange de nativité et de mort, entre péplum hollywoodien et tragédie grecque, le *show* homérique, dont la version cinématographique fut intitulée *Lumières de la Perse*, s'ouvrit sur un Orson Welles dithyrambique déclarant, à la manière de Bonaparte au pied des pyramides, que « ce n'est pas la fête du siècle qui commence, mais la célébration de vingt-cinq siècles³ ! ». L'impératrice est étroitement associée à ces célébrations. Séparément, le Chah et la Chahbanou ne manquent pas d'allure. Elle est grande, élancée et lui a la silhouette élégante, le port altier. Le couple présente toutefois un léger déséquilibre de taille que ne manquent pas de souligner ses détracteurs, Farah dépassant légèrement son époux.

Le prestige du régime étant en jeu, rien n'est trop beau. Le sol a été recouvert d'immenses tapis de soie auxquels ont travaillé jour et nuit les meilleurs artisans d'Ispahan. Georges Truffaut, maître jardinier de Versailles et, à ce titre, successeur de Le Nôtre, a été chargé de couvrir plusieurs hectares de terres désertiques de parterres de fleurs et de cyprès symbolisant l'éternité. Au milieu du désert iranien a été planté un somptueux camp du Drap d'or inspiré de celui que François I^{er} fit

ériger en 1520 pour divertir Henry VIII d'Angleterre⁴. Rappelant la porte des Nations de Xerxès, d'où partaient dans l'Antiquité les voies de communication vers les satrapies de l'Empire, cette cité de tentures – équipée de salles de bains en marbre ! – a été disposée en étoile dont les branches représentent les cinq continents d'où arrivent les convives. Sur un rayon de trente kilomètres, le lieu a été débarrassé de ses scorpions et reptiles venimeux.

De tous les points du globe les Rois mages affluent vers la ville stellaire de Chiraz, formant une galaxie de monarques, de reines, de princes, de légats, de cheikhs, de sultans, de présidents, de vizirs, d'ambassadeurs, de magnats du pétrole et de stars de la jet-set internationale. Parmi les centaines d'invités illustres se trouvent l'empereur Haïlé Sélassié d'Éthiopie, les souverains des royaumes scandinaves, Constantin, ex-roi de Grèce, Juan Carlos, futur roi d'Espagne, la princesse Grace de Monaco, Hussein de Jordanie, ainsi que certaines étoiles rouges déjà pâlissantes comme le président yougoslave, Tito, son homologue roumain, Ceaușescu, et le chef du présidium du Soviet suprême, Podgornýï, pour ne citer que les plus célèbres.

Le matin du 12 octobre, deux mille cinq cent dix ans après la conquête de Babylone, au son des déflagrations de 110 canons qui se répercutent dans le cirque environnant, le Chah, vêtu de l'uniforme impérial et paré de l'ordre des Pahlavi, le *Tādj*, s'avance vers la tombe du fondateur de l'empire millénaire. Dans un calme solennel et martial, il prononce d'une voix claire une eulogie minérale à la gloire de son illustre prédécesseur :

Ô Cyrus, grand roi, empereur des Achéménides,
Monarque de la terre d'Iran,
Moi, le *ChahanChah* et mes frères,
Nous te saluons.
Noble fils de l'humanité, nous sommes rassemblés
Sur la tombe où tu reposes pour l'éternité afin de te
dire :
Dors en paix [*Assoudé bekhāb*] parce que nous veillons
[*zira mā bidārim*] !

Ce panégyrique, télédiffusé à travers le monde, est suivi d'un long

moment de silence durant lequel le vent du désert souffle plus fort, soulevant le sable des ruines antiques. Pour les courtisans et les amis, il ne fait pas de doute : c'est une réponse soupirée par Kouroch⁵.

Le lendemain, sous un soleil de plomb, Mohammad Réza s'adresse cette fois à ses contemporains, les appelant à sauvegarder l'héritage universel laissé par Cyrus et à poursuivre la voie qu'il a tracée :

Il y a 2 500 ans, Cyrus, fils de cette Nation et de l'Humanité tout entière, apporta un changement fondamental en réformant le système de gouvernement archaïque et inhumain qui prévalait alors, pour en imposer un nouveau fondé sur le respect de l'individu, ouvrant ainsi la longue marche de l'homme vers le rêve de la société parfaite. Je veux espérer qu'avec l'aide de toutes les âmes éclairées de ce monde nous pourrions tourner la page sur une nouvelle ère de notre histoire, une ère dont seront éradiqués l'obscurantisme, la souffrance et l'injustice. Au cours de vingt-cinq siècles, cette terre a souffert de plusieurs invasions souillant son sol du sang de ses fils et la mettant à genoux – et pourtant ils ont toujours réussi à vaincre et l'Iran s'est relevé. En ce jour historique, en lequel nous renouvelons notre allégeance à ce passé glorieux, Moi, le *ChahanChah* d'Iran, j'appelle l'histoire à témoin !

Plus tard, le Chah en exil exprimera le regret de n'avoir pas été lui-même un témoin plus attentif de la déesse Clio et des cruelles leçons qu'elle a données à ceux qui rêvent trop grand. Pour le moment tout lui donne raison, tant ses réalisations semblent se placer dans la lignée de celles des souverains achéménides.

Des centaines de tambours et de cors résonnent de partout dans les ruines, comme si Cyrus, Darius, Xerxès et Cambyse étaient à ce moment descendus sur Persépolis pour confirmer le Chah comme leur digne successeur. Le message de continuité parcourt également la gigantesque parade des glorieuses dynasties perses. Arborant des costumes flamboyants reconstitués dans les moindres détails par des historiens de l'Ermitage, du Louvre et du British Museum, plus de 4 000 hommes paradent, figurant les armées achéménide, parthe, sassanide, safavide, afsharide, qādjāre et pahlavi, défilés entrecoupés

par des références aux sacs de Persépolis par les envahisseurs macédoniens et arabes⁶.

Toutefois, les *Djachna-hā* [festivités] de Persépolis n'allaient pas avoir le résultat escompté. Bien au contraire.

D'emblée, les observateurs retiennent de ces commémorations grandioses moins leur sens profond que les détails de la superproduction, le luxe des bals VIP, l'opulence des banquets arrivés tout droit de chez Maxim's, la profusion de caviar et de foie gras ou le collier de diamants arboré par le chouchou du Négus. L'attention se fixe sur le glamour des festivités qui fait paraître la Perse impériale légère et inconsciente « comme les bulles déformées qui scintillent à travers les flûtes de champagne », observe le génial et non moins éthylique Orson Welles. *La Guerre des mondes*, qu'il avait imaginé trente ans plus tôt, prend forme réelle. L'apothéose sonne déjà comme une sentence capitale.

Au-dedans comme au-dehors, à gauche comme à droite, tout le monde tombe d'accord, la comédie n'a que trop duré. On se donne le mot et on se ligue (chefs d'État, journalistes, penseurs, etc.) pour boycotter la fête. La cible clinquante est facile à viser. Depuis son exil mésopotamien, Khomeini condamne l'organisateur des festivités de Persépolis, accusé de crypto-zoroastrisme : « ce cirque du diable te condamne au plus sombre des futurs », avertit-il. Simultanément, l'Occident auquel Mohammad Réza veut greffer le destin de l'Iran l'accable aussi, à commencer par les leaders qui ont pris ombrage des « pompes et circonstances » de Persépolis. Les plus puissants d'entre eux, tels les présidents américain et français, le chancelier allemand et la reine d'Angleterre, ont en effet brillé par leur absence aux fêtes organisées par le Chah, prétextant qu'elles étaient « indignes et honteuses ». Paradoxe monarchique, la reine Élisabeth II ne trouve pas de mots assez durs pour juger son *alter ego* iranien, estimant notamment que « la mascarade », évaluée par le Foreign Office à plusieurs centaines de millions de dollars, est « l'un des pires excès du régime des Pahlavi⁷ ».

À leur tour, les journaux européens et américains s'acharnent contre le « césarisme des Pahlavi » et les « gabegies de Persépolis ». Le *Times* avance le chiffre de 200 millions de dollars investis dans les célébrations, tandis que la presse française n'hésite pas à surenchérir en doublant l'estimation. Le monde est scandalisé. Le mal est fait.

Les fêtes de Persépolis ont été le chant du cygne de la dynastie Pahlavi. Les tambours, les cors et les canons qui ont retenti à Pasargades annonçaient le fracas de son effondrement prochain.

1. « Trône de Djamchid. » Devenus musulmans, les Iraniens avaient une vision confuse de leur passé préislamique. Sachant que la fête de Nōrouz (nouvel an iranien) avait été inventée par Djamchid (un roi de la dynastie légendaire des Pichdarians) et que Persépolis avait été bâtie par le roi achéménide Darius pour célébrer cette fête, ils en avaient déduit que ce devait être le lieu de résidence de Djamchid, d'où ce nom.
2. Dans la mythologie iranienne, le Simorg est l'équivalent du Phénix grec.
3. Pour plus de détails : Cyrus Kadivar, « We are awake. 2,500-year celebrations revisited », *The Iranian*, 25 janvier 2002.
4. L'événement n'était également pas sans rappeler (mais personne n'y pensa) le camp du Drap d'or dressé en 1869 par le khédivé Ismaïl pour y accueillir ses hôtes célèbres et couronnés (l'impératrice Eugénie, François-Joseph, Abdelkader) à l'occasion de l'inauguration du canal de Suez.
5. Cyrus.
6. Les dynasties des Achéménides, des Parthes (Arsacides) et des Sassanides ont régné sur l'Iran avant la conquête arabe de 642. Les Safavides et les Afshars au XVIII^e siècle, les Qādjārs au XIX^e et les Pahlavi au XX^e siècle.
7. Beaucoup plus tard, durant le sombre automne 1978, alors que le Chah occupe un trône branlant, le sociologue Ehsān Narāghi (dont il sera de nouveau question) va le voir pour lui rendre compte des critiques du prince Hugues de Bourbon-Parme à propos des fêtes de Persépolis. Et Narāghi ajoute : « d'après les dynasties d'Europe [fragilisées depuis les révolutions française et russe], le bruit autour d'événements comme celui-là ranime la vieille animosité contre les rois » (Ehsān Narāghi, *Des palais du Chah aux prisons de la Révolution*, Paris, Balland, 1991, p. 66).

Les années folles

En février 1971, huit mois avant les fêtes de Persépolis, avec les accords de Téhéran, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), dont l'Iran du Chah, arrachent aux grandes compagnies pétrolières occidentales le contrôle sur leur production hydrocarbure et la capacité de fixer, à leur gré, les prix du baril de brut. Le 16 octobre 1973, pendant la guerre du Kippour, en réaction à l'aide apportée par les États-Unis à Israël contre l'attaque égypto-syrienne soutenue par les Soviétiques, les membres de l'OPEP décident, sous l'impulsion du Chah, d'augmenter, sans en informer les compagnies pétrolières, le prix du baril de brut. En un an, son prix augmentera de 300 % pour passer de 3 à 12 dollars.

Catastrophique pour les Occidentaux, ce quadruplement du prix du brut fait bénéficier l'économie de l'Iran d'une manne prodigieuse. En 1974 déjà, avec 302 millions de tonnes, l'Iran se place au quatrième rang des pays producteurs de pétrole derrière les États-Unis, l'URSS et l'Arabie saoudite. Les revenus hydrocarbures de l'Iran passent de 1,5 milliard de dollars en 1972 à 4,5 milliards en 1974 et à 18 milliards en 1975, offrant l'opportunité d'une accélération foudroyante de la politique de modernisation enclenchée, au cours de la décennie précédente, par la Révolution blanche. Toutes les activités d'exploitation, de production, de raffinement, de recherche et de commercialisation sont passées sous contrôle iranien. Les compagnies étrangères ne sont plus que des clients, des clients contraints de payer à prix d'or. Le bleu roi de ce pétromonarque vire au bleu pétrole. Débutent alors les années folles de l'Iran impérial.

Entre les partisans d'une gestion prudente de cette manne – comme Ali Amini – et ceux qui y voient la possibilité d'un « Grand Bond en avant » pour l'Iran, le Chah, qui veut voir son pays devenir le « Japon du Moyen-Orient », opte pour le « *big push* ». Fort d'une augmentation annuelle du revenu national de 13 %, *Aryamehr*, décidé à surpasser les réformes de Réza Chah et ambitionnant d'égaliser le

prestige de Cyrus le Grand, se lance dans des projets pharaoniques. Il puise dans le flot ininterrompu des revenus de l'or noir pour bâtir une puissante économie nationale digne d'un pays moderne et, le souhaite-t-il, indépendant des États occidentaux.

Mais le Chah ne veut pas se contenter de trôner paresseusement sur une pétromonarchie rentière. Se méfiant de ce pétrole qui a fait sa fortune, il s'intéresse à de nouvelles ressources : la mer, le solaire, la géodésie, la multiplication microbienne et, déjà, la puissance nucléaire. À la fin des années 1970, non sans déplaire à Washington, le Chah a pris la décision de lancer son pays dans l'aventure atomique : il envisage alors la construction de près de vingt centrales nucléaires. À ses yeux, c'est offrir à l'Iran un gage d'indépendance énergétique et une source supplémentaire de prestige international. L'abondance de pétrodollars permet d'accélérer le développement du projet. Rapidement, les principaux fournisseurs de procédés nucléaires civils – essentiellement européens – aident Téhéran à obtenir divers équipements tandis que l'Iran, signataire du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), obtient la présidence du Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique à Vienne². Parmi ses projets phares, le Chah commande cinq centrales nucléaires à la France et deux à l'Allemagne... non sans réveiller certaines inquiétudes chez ses partenaires anglo-américains.

Les pétrodollars qu'il fait tomber du ciel, le Chah les dépense aussi pour équiper l'Iran de toutes les technologies disponibles. Car ce maniaque du progrès, ce disciple inconscient de Condorcet et de Saint-Simon est un néopathe ! Poussé par une exigence de modernisation industrielle absolue, le Chah achète les gadgets dernier cri les plus coûteux : Concorde, jumbo-jets, télé-stars, métros urbains et même un turborail de conception française. Le pays s'équipe rapidement de nouvelles infrastructures qui sont, aux yeux du Chah, autant de bijoux sur la couronne Pahlavi : des villes, des réseaux de transport, des autoroutes, des ponts, des barrages hydrauliques, des hôpitaux clés en main. Le ministre Rohāni annonce la création de « pôles de croissance³ ». Tabriz, Chiraz, Ahvāz et Ispahan deviennent des centres industriels qui rivalisent avec la capitale.

Dans tous les domaines, l'Iran du Chah réalise des progrès prodigieux. Sur le plan industriel, on assiste à l'équipement spectaculaire et forcené du royaume qui se métamorphose, se couvre

de complexes métallurgiques et sidérurgiques, de raffineries, d'usines chimiques. Bénéficiant de l'apport massif en capitaux, de nombreux projets sont menés à terme : le gazoduc transiranien, le terminal pétrolier de Kharg (le plus grand du monde), l'usine d'aluminium d'Arak, les usines chimiques de Chiraz et d'Abadan, les barrages du Dez et du Karun. Fleuron de la stratégie d'industrialisation de la Révolution blanche, l'aciérie d'Ispahan, site russo-iranien inauguré en présence d'Alexeï Kossyguine, président du Conseil des ministres de l'Union soviétique, produit déjà 750 000 tonnes de fonte et d'acier par an en 1975.

L'économie iranienne est en plein essor. Le Chah n'est pas le seul à le croire : dans les capitales du monde entier, on est ébahi par le bond en avant phénoménal accompli par l'Iran en l'espace de quelques années seulement. En 1974, le taux de croissance est de 40 % ! Dans les années suivantes, à prix constants, il se stabilise en moyenne à 14 % par an. Un chiffre fabuleux, seulement dépassé par le Japon, qui place l'Iran au neuvième rang des pays les plus riches du globe. L'Iran semble catapulté sur la trajectoire des grandes puissances. L'impératrice se rappelle : « L'espoir de rejoindre les pays développés paraissait à notre portée dans les dix ou quinze années à venir⁴. » Avec assurance, son époux annonce à un journaliste de la BBC : « dans dix ans notre pays sera ce que la Grande-Bretagne est aujourd'hui et, dans vingt-cinq ans, il l'aura déclassée dans le groupe des cinq premières économies du globe⁵ ».

Pourvoyeur de triomphes, annonciateur de miracles, le Chah se présente comme l'homme providentiel d'une vieille nation fière au seuil d'un nouvel âge d'or. S'il était revenu à ce moment, Réza Khan n'aurait pas reconnu l'Iran. Comme ce TGV propulsé par des turbines à gaz que son héritier vient d'acquérir pour que les Iraniens puissent traverser le désert, le royaume, boosté par les revenus du pétrole, est lancé à toute allure sur la voie, aléatoire diront certains, de la modernisation.

Une révolution culturelle et sociale

Avec les moyens considérables dont il dispose, *Aryamehr* ne se contente pas de vouloir augmenter le niveau de vie des Iraniens et de partager avec eux les fruits de la prospérité générée par le boom pétrolier. Il veut également modifier leur mode de vie, moderniser leur façon de voir l'Iran et le monde. Il a l'ambition de transformer la nation de l'intérieur. Pour cela, il poursuit les réformes « révolutionnaires » entreprises durant la décennie précédente : après avoir rendu l'école gratuite et obligatoire pour tous les Iraniens et pris des mesures pour accélérer l'alphabétisation des petites filles, le Palais facilite l'accès des femmes aux universités et, au grand dam des patrons, offre aux ouvriers 49 % des actions des entreprises.

L'indéboulonnable Amir-Abbās Hoveida est le principal maître d'œuvre de cette révolution sociale et culturelle voulue par Mohammad Réza. La mine sévère, le masque dramatique du souverain contraste avec la bonhomie de cet aimable Solon, commis en chef de cette « deuxième phase » de la Révolution blanche. On le dit mystérieux – peut-être à cause des volutes de fumée qu'il produit à l'aide de sa pipe – et son biographe l'affublera même du sobriquet de « Sphinx persan⁶ ». Mais ce vizir éduqué en Europe est surtout un charmeur passé maître dans l'art d'amadouer *Aryamehr*. Absalon et le Chah du Cheshire se complètent, et le tandem fonctionne plutôt bien.

Premier ministre de 1965 à 1977, Hoveida œuvre pour créer une administration compétente et efficace en initiant, notamment, la « Révolution de l'éducation » et en facilitant le recrutement d'un maximum de jeunes gens compétents, hommes et femmes, dans les principales filières de l'économie iranienne. Sous son impulsion, l'enseignement devient totalement gratuit. L'Iran nationalise toutes les écoles. Hoveida préside également à la création d'un ministère de la Science et de l'Éducation supérieure, et prend les mesures nécessaires pour que la plupart des grandes villes iraniennes soient dotées d'institutions universitaires : dès le milieu des années 1970, c'est le cas

à Ispahan, Machhad et Chiraz. L'objectif avoué de cette stratégie de l'éducation – donner à l'Iran les cadres et techniciens dont un pays industrialisé a besoin – est de s'affranchir de la dépendance vis-à-vis des technologies et des cerveaux étrangers.

Certains ne cachent pas leur scepticisme au sujet de cette politique qui exempte même les Iraniens les plus riches des droits de scolarité. Le ministre chargé de l'appliquer formule lui-même, rétrospectivement, certaines réserves à son sujet : « Nous n'étions pas la France de Jules Ferry, offrir la gratuité aux enfants riches – dont les parents étaient prêts à payer l'éducation –, c'était priver les pauvres à qui aurait dû être réservée la totalité de nos fonds⁷. » Reste que, dès 1974, d'immenses progrès sont réalisés dans le domaine de l'éducation. Le taux d'alphabétisation passe de 12 % en 1962 à 70 %. Le nombre des écoles élémentaires progresse de 7 900 à 21 900, permettant de scolariser plus de 5 millions d'enfants contre seulement 1,5 million en 1962. Huit universités et de nombreuses écoles supérieures et techniques ont vu le jour. L'impératrice se souvient de cette grand-mère venue la remercier parce qu'elle pouvait enfin lire les lettres que lui envoyait son petit-fils⁸.

Vingt siècles après Persépolis, l'Iran connaît, à bien des égards, un nouvel âge d'or. Les réformes du tandem Pahlavi-Hoveida font accoucher l'Iran d'une classe moyenne formée d'intellectuels, d'universitaires, de médecins, de magistrats et de magistrates – comme la future prix Nobel de la paix Chirine Ebadi –, souvent issus des couches les plus populaires de la société. Cette bourgeoisie naissante, vêtue « à l'occidentale », adopte un nouveau mode de vie caractérisé par le confort et les loisirs : la fréquentation des restaurants, des cinémas, des boîtes de nuit, les vacances au ski ou à la mer Caspienne. Le Chah fait également pénétrer dans des millions de foyers la radio et la télévision couleur. Le directeur de la Radio et Télévision nationale iranienne (RTNI), Réza Ghotbi⁹, dote l'Iran de « la plus grande puissance de diffusion [d'images télévisées], après le Japon, de toute l'Asie¹⁰ ». D'un coup de sceptre magique, *Aryamehr* colorie les écrans de télé et les Iraniens peuvent le voir, lui, dans son uniforme kitch bardé de ses décorations multicolores, mais aussi le *Big Bird* jaune poussin de *Sesame Street*, *The Six Million Dollar Man* dans son survêtement écarlate, Kojak tétant sa Chupa Chups céruléenne et les petites filles modèles de la *Petite Maison* dévalant une prairie vert

acide...

Toutes les mesures sont prises pour faire entrer la nation iranienne dans le ^{XXI}^e siècle et, notamment, dans l'âge informatique. Les chercheurs et les étudiants iraniens sont parmi les premiers au monde à être dotés d'ordinateurs. En 1977, le Chah décide de consacrer une partie des 20 milliards de dollars que le pétrole apporte chaque année dans les caisses de l'État pour informatiser le système de sécurité sociale rudimentaire qui peinait à recueillir les cotisations et était très facile à frauder. Un contrat est passé avec la firme américaine Electronic Data Systems (EDS) qui entreprend de délivrer à chaque Iranien une carte de sécurité sociale, d'organiser le prélèvement sur les salaires et de mettre sur pied un système de versement des allocations.

Les Iraniens bénéficient également de l'augmentation de l'importation des denrées de consommation les plus courantes ainsi que de produits autrefois inexistantes sur le marché domestique. Qu'elles proviennent des Caraïbes ou de Somalie, les bananes, hier presque inconnues, sont sur toutes les tables ; leurs épluchures jonchent les trottoirs. Le Chah promulgue également la distribution obligatoire dans les écoles de montagnes de fruits, de biscuits et de berlingots de lait... dont les lycéens s'empressent de faire des projectiles. Ici comme ailleurs, le gaspillage accompagne prospérité et modernisation accélérée.

La révolution culturelle et sociale se traduit aussi par une ambitieuse politique de réaménagement du territoire et de transformation urbanistique. Le Chah entreprend de rationaliser l'Iran. Il veut fondre les villages, bâtir de nouvelles métropoles. Un observateur français témoigne : « Les villes poussent comme des morilles au lendemain d'orage. Partout des chantiers, des routes en éclosion. Des immeubles de quinze étages cernent le cœur de la capitale¹¹. » On veut métamorphoser Téhéran avec la création *ex nihilo* d'un « centre de ville » pour combler le vide qui subsiste entre elle et la banlieue huppée de Chémirān : le Chahrestan Pahlavi¹², auquel s'ajoutent d'autres réalisations comme le Mossalah¹³ ou la tour Chahyād¹⁴, autant de symboles dignes de l'urbanisme ambitieux du baron Haussmann. À la fin de la décennie, on projette de construire à Téhéran « la plus grande bibliothèque du monde », des halles semblables à celles de Rungis et, dans l'île de Kich, un « paradis terrestre » pour les dignitaires et les milliardaires du Golfe, etc.

Le temps des excès

Le 31 décembre 1973, dans une interview donnée à la journaliste italienne Oriana Fallaci pour le *Chicago Tribune*, le Chah déclare :

Mes visions sont des miracles qui ont sauvé le pays. Mon règne a sauvé le pays et il est sauvé parce que Dieu est à mes côtés. Ce ne serait pas juste de ma part de prendre tout le crédit pour les grandes choses que j'ai faites pour l'Iran. Remarquez que je pourrais le faire. Mais je ne veux pas, car je sais qu'il y a quelqu'un d'autre derrière moi : Dieu¹⁵.

La pompe des célébrations de Persépolis laissait déjà présager le temps des excès. Grisé par les pétrodollars et par les succès de la Révolution blanche, le Chah laisse désormais libre cours à sa folie des grandeurs.

Toute la morgue du souverain éclate avec le nouveau protocole des *Salams*. Jusqu'ici, on se contentait de lui baiser la main. Surenchère de courtisans, certains, comme le général Minbachian¹⁶, ajoutent désormais à cet hommage une gémulation. Le souverain fait son entrée dans la grande salle du Golestān et le vent de la dévotion courbe les épis de ce champ chamarré de palatins qui, les mains croisées sur le bas-ventre, se prosternent... Les visiteurs du Palais, comme Bernard Lewis, se plaignent d'être soumis à une étiquette impériale qui, selon ce dernier, n'a rien à envier au décorum mussolinien¹⁷. Abreuvé de compliments, le roi ne supporte plus l'ombre d'une critique. Lorsque l'un de ses proches, comme sa première épouse, l'impératrice Soraya¹⁸, ose une remarque, « son visage se ferme, ses yeux se rétrécissent, sa bouche se pince¹⁹ ». L'empereur se rigidifie, se statufie et se referme sur lui-même. Mais la rigueur de sa gestuelle et de l'étiquette qu'il impose à ses courtisans tranche avec l'exubérance toujours plus débridée de ses initiatives politiques, économiques et culturelles.

L'injection massive des pétrodollars alimente le goût du couple impérial pour le décorum et les fêtes. Il peut maintenant assouvir pleinement ses deux grandes passions : la résurrection du passé le plus reculé et l'accès au plus lointain avenir. Confondant toujours davantage la grandeur et le grandiose, *Aryamehr* se livre à une périlleuse gesticulation qui associe les références au passé avec les modernisations les plus agressives. Il conjugue la commémoration des Achéménides avec l'électrification de l'Iran et l'ère des nouvelles technologies. Il ressuscite l'histoire millénaire tout en poursuivant l'idéal productiviste. Se télescopent dans sa vision utopique archéologie et science-fiction.

En 1975, le Chah invite les Iraniens à rejoindre les rangs d'un rassemblement populaire : la Résurrection nationale [*Rastākhiz*], un terme emprunté à la langue pahlavi et au langage sacré du mazdéisme, qui englobera sous la direction du Premier ministre Hoveida toutes les formations politiques officielles, toutes les composantes de la nation, à l'exception des bahaïs – une réserve faite sans toutefois les nommer²⁰. À cette exception près, tous ceux qui admettent les trois principes de *Monarchie*, de *Constitution* et de *Révolution blanche* devront intégrer la nouvelle formation. Les autres, les réfractaires, seront obligés de s'expatrier²¹. Moins de quarante-huit heures après la déclaration du Chah, les groupements professionnels et les fonctionnaires adhèrent naturellement en masse au nouveau parti unique. La procédure est expéditive. Dans chaque entreprise, chaque bureau, le personnel est invité par un inspecteur à apposer sa signature au bas d'un serment d'allégeance.

Prévoyant déjà l'adhésion de 30 millions d'individus, Hoveida, qui déclare avoir reçu 6 millions de télégrammes, annonce qu'il va confier les formalités d'enregistrement à des ordinateurs destinés à faire entrer le patriotisme iranien dans l'âge informatique. On adhère au Rastākhiz à main levée, en découpant un bulletin dans les journaux, ou même automatiquement, en bloc, par villes entières ! Les adolescents qui, selon Hoveida, seront la « sève de la résurrection nationale », sont autorisés à s'inscrire dès l'âge de quatorze ans. On les fait signer en classe. Les allégations de parti unique adressées au Rastākhiz sont rejetées par les prosélytes officiels : « jamais un parti unique n'a englobé un peuple tout entier ». C'est un phénomène inédit, un cas d'école pour la science politique. Mais la nouvelle

machine se révélera aussi coûteuse – l'État lui versant une subvention annuelle de 2 milliards de rials (environ 200 millions de dollars à l'époque) – qu'inutile et même embarrassante. On a parlé à son propos de « centralisme démocratique au service de la monarchie ». Le Rastākhiz et tous les autres ballons de baudruche gonflés à cette époque par l'orgueil du régime seront, dès que la crise s'enflammera, les premiers à crever.

Le Chah, qui se prend de plus en plus pour une réincarnation de Cyrus, irrite musulmans et libéraux en poursuivant son projet de résurrection de l'Empire achéménide. En 1976, cinq ans après les festivités de Persépolis, il célèbre le cinquantenaire de la dynastie Pahlavi. Une cérémonie se déroule à l'Aramga, le tombeau du dynaste Réza. L'ambassadeur du Royaume-Uni, sir Anthony Parsons, se gausse de cette autocélébration. Sur la route, il voit quatre têtes de chevaux sortir d'un véhicule de la police : « On dirait, dit-il à sa femme, que la SAVAK emprisonne aussi les chevaux ! » Puis il double un porte-char qui transporte un carrosse recouvert d'une bâche en plastique à bord duquel le Chah, venu en hélicoptère, ne fera que quelques centaines de mètres²². Parsons envoie aussitôt un câble à Londres pour faire part de sa réprobation à l'égard de l'extravagance impériale.

La même année, le Chah annonce à ses concitoyens l'arrivée prochaine de ce qu'il appelle la *Grande Civilisation* [*Tamadoné Bozorg*], un idéal combinant la résurrection du passé antique et l'avènement d'un Iran ultramoderne. Cette « Grande Civilisation » et sa fameuse Porte constituent les constructions mentales du « retour vers le futur » fantasmé par le souverain iranien, mais n'en sont pas moins placées en point de mire de sa politique de réformes. Le souverain va jusqu'à préciser que la nation devrait franchir le seuil de cette Grande Civilisation « d'ici à onze ans – soit d'ici à 1987 » (*sic*). Courtisan ou envoûté, le fidèle Hoveida dit même avoir aperçu la Porte de cette nouvelle ère, sans bien distinguer, toutefois, ce qu'il y avait derrière... Les ruines de ce mirage hanteront longtemps les monarchistes comme les vestiges oniriques d'un « ex-avenir », d'un nouveau Persépolis, appelé à surgir des siècles pour paver la voie de l'Iran futur. Pour les détracteurs de Mohammad Réza, qu'ils soient iraniens ou étrangers, cette « vision civilisationnelle » est plutôt le symptôme d'une dérive chimérique et mégalomaniaque.

Dans la foulée, le Chah ordonne qu'un calendrier impérial

remplace le calendrier islamique qui remontait à l'Hégire. Avant lui, son père Réza Chah avait remplacé le calendrier lunaire par le calendrier solaire, le « calendrier de Khayyām », du nom de ce grand poète iranien qui était aussi un mathématicien de génie. Mais *Aryamehr* pousse le sacrilège jusqu'à remplacer le point de départ du calendrier, autrefois fixé au début de l'exode de Mahomet en 622, par les dates des avènements de Cyrus et du sien combinés, additionnés dans un savant calcul. Du jour au lendemain, le caprice du prince transporte les Iraniens de l'an 1355 à 2535, chiffre obtenu par l'addition des règnes des Cyrus, l'ancien et le nouveau : $2500 + 35$. Ni plus ni moins. Bien sûr, le fondateur du kéalisme, Atatürk, avait abandonné le calendrier musulman pour le chrétien, mais c'était le 1^{er} janvier 1926, en un autre temps. « C'est comme si en Italie Mussolini, qui admirait tant les empereurs romains, avait brusquement décidé de faire de la fondation de Rome par Romulus et Remus le départ d'un nouveau calendrier ! On imagine la réaction des catholiques italiens²³ ! » Pour de nombreux observateurs, cela ne fait plus de doute : le Chah est en plein délire. Mais à y réfléchir, le plus vieil empire du monde ne méritait-il pas, comme les Chinois et les Juifs, de faire part de son âge ? N'est-il pas finalement étrange que le Canada connaisse l'an 2000, alors que le pays des Perses et des Mèdes n'est toujours qu'en 1393 ?

Aryamehr le Magnifique est un personnage flamboyant qui donne des fêtes, inaugure des barrages et distribue des pétrodollars. Il impose sa marque à toute chose, allant jusqu'à instaurer un « Coran *Aryamehr* » et une « Coupe de tennis *Aryamehr* ». Après Zoroastre et Mahomet, l'âge de Mammon était-il venu ? Bourses, casinos, *night-clubs* ne sont-ils pas autant d'autels dressés à sa gloire ? Autant d'idoles pour lesquelles le Chah sera bientôt condamné ?

Les « folies » du Chah relèvent de tous ordres, culturel, politique, économique, mais il faut aussi compter avec celles de Farah. En 1970, par exemple, le peintre et cinéaste tchèque Jiri Polak, chassé de Prague par les chars soviétiques, écrit une lettre à l'impératrice et le voilà nommé gouverneur de l'île d'Ormuz. Farah lui donne carte blanche et suffisamment de pétrodollars pour bâtir une école, une mairie, des logements de fonction et un dispensaire. Débarqué avec le *Zarathoustra* de Nietzsche en poche, à la veille des célébrations des 2 500 ans de l'Empire iranien à Persépolis, devenu vice-roi *de facto* de

l'île d'Ormuz, il ne repartira que près de dix ans plus tard. Comme lui, de nombreux « parasites » se greffent sur la cour des souverains et détériorent, par leurs frasques, son image et sa réputation.

L'impératrice est également la marraine du festival de Chiraz qui affiche l'avant-gardisme le plus outrancier comme les pièces de théâtre de Peter Brook, jouées dans les rues devant une population éberluée. En août 1977, ce festival des arts est entaché par un scandale. La pièce *Pig Child Fire*, présentée par la troupe hongroise Squatt Child et inspirée par l'histoire du roi Hérode qui faisait assassiner les nourrissons pour se débarrasser de Jésus, fait scandale. Elle est jouée derrière la vitrine d'un marchand d'automobiles en plein centre de Chiraz. Ébahis, les badauds n'en croient pas leurs yeux : ils assistent à une scène de viol ! Les mollahs crient au scandale. Farah Pahlavi témoigne et se défend :

L'essentiel du Festival était voué aux arts traditionnels d'Iran et d'ailleurs, mais Chiraz fut aussi un laboratoire d'idées susceptibles de bousculer un peu les esprits, au point que certains iront jusqu'à prétendre que le Festival fit le lit de la réaction islamique et fut donc une des causes du renversement de la monarchie [...]. Il est vraisemblable que le Festival fut le lieu d'expression de courants politiques. Certaines troupes étrangères ne cachaient pas leur opposition au roi et, de façon assez provocatrice, prétendaient plaider pour une libéralisation du régime [...]. Nous les laissions libres de jouer comme elles l'entendaient et de dénoncer ce qu'elles voulaient [...]. Certains journalistes européens arrivaient également à Chiraz très remontés contre la monarchie, et prêts à en découdre. Comme ils connaissaient mon investissement dans la culture, ils demandaient souvent à me rencontrer et, invariablement, nos entretiens démarraient par des questions agressives²⁴.

Si les provocations néoachéménides ou avant-gardistes des souverains iraniens provoquent l'ire du clergé, elles choquent également les observateurs étrangers qui ne se privent pas de les critiquer ouvertement. C'est notamment le cas de l'ambassadeur du

Royaume-Uni, scandalisé par une danse brésilienne d'inspiration « vaudoue » au cours de laquelle un acteur tranchait la tête d'un coq avec les dents : « Je me souviens, écrit-il dans ses Mémoires, d'en avoir parlé au Chah et de lui avoir dit que si un tel spectacle avait été présenté dans la ville anglaise de Winchester, les acteurs n'en seraient pas sortis vivants. Le Chah s'était contenté de rire²⁵. » Le Palais a réussi à mettre tout le monde d'accord contre lui.

Éloigné des réalités, Mohammad Réza Chah l'est aussi de son peuple. Ce souverain prométhéen est devenu une créature mythologique. Un archange ? Il se déplace à l'aide de pales d'hélicoptère. Il ne voit plus l'Iran que d'en haut. Et l'on sait comme cet angle de vue est trompeur en repensant aux paroles du personnage d'Orson Welles prononcées depuis la grande roue du Prater dans *Le Troisième Homme*²⁶. N'en fait-il pas trop ? Ne va-t-il pas trop loin ? « On ne va jamais aussi loin, a dit Talleyrand, que lorsqu'on ne sait pas où l'on va. »

Mohammad Réza est devenu « une victime de ce que les Grecs appelaient “*hubris*” : la perte du sens, de la mesure, la maladie classique des souverains absolus²⁷ ». C'est l'*hubris* de son père dans lequel il plonge, celui qui trouble le jugement des plus grands. Il se pense ange, mais il est déjà, très largement, diabolisé. Par ses adversaires, certes, mais aussi, et de plus en plus, par ceux qui jusque-là l'ont soutenu.

Effets pervers

Déjà les nuages s'amoncellent à l'horizon et l'effet boomerang du Grand Bond économique se fait sentir. Les pétrodollars se révèlent être un bien empoisonné, autant, sinon plus, qu'une aubaine : la hausse des prix du pétrole entraîne une montée des prix à l'Ouest qui se répercute sur les produits importés par l'Iran et donc sur le porte-monnaie des consommateurs iraniens. Simultanément, la demande de pétrole baisse... une baisse qui résulte autant de la récession provoquée par le choc pétrolier que d'une décision politique des pays occidentaux.

La modernisation de l'industrie iranienne s'accompagne parallèlement d'un phénomène de surchauffe économique et d'engorgement industriel. Le flot accéléré des marchandises rencontre des goulots d'étranglement contribuant à désynchroniser les plans de réforme économique. La désorganisation s'étend, « dévore » les crédits. Le paradoxe est immense : il y a croissance sans développement. Il y a surchauffe et surcharge à la fois. Les ports sont engorgés (les navires doivent jeter l'ancre plusieurs semaines au large de KhorramChahr avant de pouvoir décharger leurs cargaisons), les routes obstruées (d'interminables embouteillages de camions et de voitures se forment, notamment à certains postes frontaliers). Les matériaux se détériorent. Le ciment se gâte. On va jusqu'à incendier des entrepôts pour faire de la place.

Autre paradoxe, l'élan de modernisation se heurte à une pénurie de main-d'œuvre alors que subsiste par ailleurs un chômage endémique. Les planificateurs iraniens décident de se tourner vers l'« importation de travailleurs ». Jusqu'en 1976, malgré ses carences, l'Iran n'avait ouvert ses ports et les douanes qu'à 50 000 travailleurs étrangers. Brusquement, le flux d'immigration s'accélère. Le pays est submergé par des dizaines, des centaines de milliers d'Afghans, de Cingalais, de Bengalis et de Philippins attirés par l'eldorado iranien. De nouvelles habitudes apparaissent : on n'achète plus de camions sans chauffeur coréen. L'Asie du Sud-Est envahit le Moyen-Orient.

L'agriculture, emblème de la Révolution blanche, illustre à elle seule les aberrations du développement économique iranien. La volonté de voir l'Iran réussir son *take-off* exigeait qu'elle devienne intensive mais, sous les coups d'accélérateur qu'on lui fait subir, l'agriculture iranienne se modernise pour générer de la surabondance, sans profiter réellement aux Iraniens. Dans les campagnes, on ne récolte plus, on ne cueille pas les fruits qui pourrissent sur les arbres. À Sāveh, un vieux paysan abandonné par ses fils et qui a délaissé les moissons prétend faire son pain avec... les réserves des rats.

Alors que certains secteurs souffrent de surproduction, Téhéran connaît une disette de légumes : il n'y a plus ni oignons ni pommes de terre. Les journaux suggèrent de cultiver ces précieuses denrées dans les parterres de fleurs des grandes villes. En 1978, l'Iran importe 70 % de sa consommation de viande. Un restaurant affiche « bouillon de montage » parce que tous les ingrédients qui entrent dans sa préparation ont été importés : viande d'Australie, lentilles pakistanaïses, etc.

Déconnectées des réalités, les autorités iraniennes ne peuvent ou ne veulent pas s'apercevoir des contradictions induites par les plans de réforme. Elles s'évertuent à se persuader et à persuader leurs concitoyens du contraire. Ainsi voit-on, dans le cadre prestigieux d'une serre ultramoderne, le ministre de l'Agriculture énumérer les brillants résultats de la modernisation du secteur agricole : « 50 000 tracteurs, 10 000 moissonneuses-batteuses... » À ces gains tangibles il ajoute, non sans fierté, les points marqués en termes de « bonheur par tête d'habitant ».

L'afflux de pétrodollars et l'engorgement industriel suscitent une inflation galopante – dépassant 500 % par an – qui, mal jugulée, aura des effets économiques, sociaux et politiques désastreux pour l'Iran et les Iraniens.

L'inflation s'accompagne, à son tour, de la hausse disproportionnée des loyers d'habitation et des prix de consommation. La spéculation immobilière fait rage : « En quatre ans, de 1974 à 1978, les loyers augmentent de 400 %, quand un tiers de la population vit en location. Le mètre carré sur l'avenue Pahlavi se négocie au même prix que sur les Champs-Élysées ou sur la 5^e Avenue à New York²⁸ ! » Beaucoup d'Iraniens n'ont plus les moyens de vivre dans la capitale que le Chah souhaite rénover et dont il veut leur faire cadeau.

La hausse des prix se traduit aussi par une paupérisation rapide des classes populaires, par l'accélération de l'exode rural et par la création de *favelas* en périphérie des centres urbains. Alors que la politique volontariste du Chah améliore sensiblement le niveau de vie global des Iraniens et leur offre les fruits d'une modernisation rapide, elle contribue également à élargir le fossé économique, social et culturel entre une élite fortement occidentalisée et une classe populaire de plus en plus frustrée et sensible à la contestation. La nouvelle classe moyenne, elle, n'est pas encore assez homogène et enracinée pour cimenter l'œuvre impériale.

Les dysfonctionnements de la nouvelle infrastructure industrielle se traduisent par des interruptions de distribution d'eau et d'électricité qui perturbent de manière incessante l'activité sociale et économique. Durant l'été 1977, Téhéran est victime de grandes coupures d'électricité. De passage dans la capitale, l'ambassadeur d'Iran à Londres, Parviz Radji²⁹, fait à ce propos quelques remarques désabusées : « Je bois ma vodka chaude. Il n'y a pas d'air conditionné et on ne peut même plus lire le soir³⁰ ! » Pour le moment, ces interruptions prêtent à plaisanter. Bientôt, elles vireront au tragique.

Devenue la plus vaste agglomération entre l'Europe et l'Asie, avec ses 1 200 kilomètres carrés et une population qui a triplé en huit ans, Téhéran se mue en enfer urbain. L'industrialisation sauvage et un trafic déjà effrayant à l'époque (1 million d'automobiles) engendrent une pollution qui atteint régulièrement la cote d'alerte. L'asphaltage du paysage urbain contribue à accroître la température moyenne de la ville de 5 degrés. Les monts Alborz qui couronnent la capitale disparaissent progressivement sous une épaisse couche de smog. Même les mouches et les moustiques fuient la ville, et l'on parle très sérieusement de vendre aux automobilistes des masques à oxygène à conserver dans les boîtes à gants, en cas de pic de pollution.

La pollution des hommes n'a rien à envier à celle de l'environnement. Dans ce pays d'argent facile où l'on ne sait plus que demander, la richesse côtoie l'indigence des ruraux attirés par le faste des villes. La pauvreté des uns cohabite avec la fraude, la corruption et l'opulence des autres. Les chauffeurs d'autobus contraignent leurs passagers à régler leurs propres amendes ; les facteurs qui ont pris un second « boulot » ne distribuent plus le courrier que le vendredi ; les éboueurs exigent une prime supplémentaire pour chaque poubelle

vidée ; les réparateurs de téléviseurs ou de machines à laver réclament des « honoraires » astronomiques, payables d'avance et par chèque ! Les percepteurs exigent un *bakchich* avant d'encaisser les impôts. On en arrive à « payer pour payer ».

L'ampleur extraordinaire des transactions profite surtout à une mafia d'intermédiaires bien placés qui réalisent des fortunes fabuleuses, frauduleuses, scandaleuses. La spéculation foncière tombant sous la coupe d'hommes d'affaires véreux, une multitude de petits épargnants, de bourgeois lucides et de simples rentiers décident, par prudence ou par calcul, de fuir l'Iran et ses nuisances. Les sorties d'argent se chiffrent à 2 milliards de dollars par an. Cette émigration financière arrachera en deux vagues, pré et postrévolutionnaires, un immense capital de matière grise et d'or à l'Iran. En quelques années, 30 000 citoyens iraniens acquièrent une villégiature sur la Côte d'Azur. Des ghettos se forment à Londres où le quartier Kensington prend des airs de Ghazvine. Dès la fin des années 1970, plus de 100 000 Iraniens s'établissent aux États-Unis où ils chassent la *Green Card*, surtout en Californie, dans des villes comme Los Angeles qu'ils se plairont plus tard à rebaptiser *Tehranjeles*.

La société tout entière souffre de ce capitalisme sauvage, corollaire des réformes accélérées que le Chah a voulues pour l'économie iranienne. Peu de vrais remèdes sont apportés à ces maux.

Le régime tente, par exemple, de juguler l'inflation galopante de manière autoritaire et particulièrement maladroite. En 1975, devant l'explosion des prix, le Chah signe un *farmān*³¹ sur « la lutte contre la vie chère et la défense des consommateurs », et demande à Moïnian³² et à l'Inspection impériale [*Bazressi*] de former des équipes chargées d'appliquer sa politique de contrôle des prix³³. La réponse du souverain consiste donc à s'emparer du « sabre de bois » que lui tendent ses courtisans pour décréter... l'interdiction de l'inflation. Docile, la Banque centrale annonce que « la montée des prix est retombée au-dessous de zéro et il n'y a donc plus d'inflation ». Satisfait de défier ainsi le jeu aveugle de l'économie, le Chah fait promulguer cette mesure comme le dix-septième article de la charte de la Révolution blanche !

Au cours des années suivantes, témoigne un proche du roi, « les prix des biens et des services sont fixés au ministère du Commerce par un licencié ès lettres qui passe son temps à déclamer des poèmes ».

Inefficaces, les mesures prises par le régime pour combattre la crise sont également impopulaires, notamment au sein du Bāzār : « La lutte drastique de ces “*revizors*” est très mal perçue et cause beaucoup de mécontentement³⁴. » Pour Houchang Nahāvandi³⁵, autre membre de la Cour, le contrôle brutal des prix est indéniablement l’une des principales causes de la révolte populaire contre le régime du Chah³⁶. En aliénant cette classe moyenne qu’il avait lui-même fait naître, le Chah se prive d’une source importante de légitimation du régime.

Mal informé, Mohammad Réza est particulièrement, et volontairement, inconscient des dérives de son pays. Autour de lui, rares sont ceux qui sont informés de l’ampleur des problèmes socio-économiques. C’est le cas du général Fardoust³⁷, son proche conseiller et directeur des services de renseignements, qui, quoique tardivement, lui apprend, par un rapport secret, que l’écart entre les riches et les pauvres s’est considérablement creusé et que la colère gronde. Imperméable à la critique et étourdi par un climat de flagornerie unique en son genre, le souverain refuse de regarder les problèmes en face ou opte, comme dans le cas de la lutte anti-inflation, pour des solutions à l’emporte-pièce. Il invite, par exemple, les autorités à placer le VI^e plan de réforme sous le signe de la qualité de vie ! Lorsque l’inefficacité de ces faux remèdes se révèle incontestable, on invite quelques intellectuels étrangers à suggérer de nouvelles solutions. En 1977, Ivan Illich³⁸ est ainsi appelé en consultation... Mais à quoi bon. L’indigestion est à son comble et le temps du rejet est venu.

Submergé par les pétrodollars, le Chah se noie. Dès le départ, en 1973, il n’a pas eu la « capacité de réponse » qui s’imposait. Mais qui pourrait se targuer de canaliser un tel afflux de capitaux ? « En fait, remarque un observateur étranger, la richesse comme l’avarice “s’apprennent” ; il n’est pas facile de devenir brusquement riche et de savoir ne pas gaspiller³⁹. » Dès 1974, un jeune économiste iranien du FMI nommé Abadian avait rédigé une expertise sur un usage judicieux de la nouvelle rente pétrolière. Mais l’a-t-on seulement lue ? Le principal architecte de cette modernisation à marche forcée demeure résolument sourd aux avis dissonants. Un mélange d’ivresse, d’orgueil, de paresse, d’impatience mais aussi de peur réduit sa capacité à remplir sa fonction régalienn.

Plus que quiconque, le Chah est responsable de la pagaille – le mot

n'est pas trop fort – qui, dès 1976, submerge l'Iran. Soucieux de tirer le meilleur profit de la nouvelle conjoncture, il exige qu'on entreprenne tout à la fois : « Il ne suffit pas d'avancer avec son temps, s'écrie-il, il faut aussi être toujours quelques pas en avant ! » Il manque au Chah le sentiment de la mesure, le sentiment de la vastitude. N'est-il pas dit dans la Bible que « celui qui marche devant le char du temps sera piétiné par les chevaux de l'attelage » ? *Adjalé Kār-é Cheitān ast*, dit le vieux proverbe iranien : la précipitation est mère de toutes les catastrophes⁴⁰.

Quelques « sages », inaudibles dans le vacarme et l'exubérance de ces « années folles », avaient judicieusement remarqué que le boom pétrolier présageait pour l'Iran une période noire semblable à celle que connut l'Espagne après la découverte du trésor des Incas : les maléfices d'une richesse acquise sans peine. Selon le Vénézuélien Juan Pablo Pérez Alfonzo, l'un des fondateurs de l'OPEP, le pétrole n'est rien d'autre que « l'excrément du diable ».

1. Grâce à cet accord, les revenus pétroliers de l'Iran doublent, passant de 900 millions en 1971 à 1,5 milliard de dollars en 1972.

2. Aslan Afshār, *Les Mémoires du dernier grand chambellan du Chah d'Iran*, Entretiens avec Ali Mirfetros, traduction de Christian Pahlavi, Nice, 2014, pp. 189-190 (à paraître).

3. Petit bonhomme d'origine modeste, Mansour Rohāni est ministre de l'Eau et de l'Électricité. Il sera exécuté le 11 avril 1979.

4. Farah Pahlavi, *Mémoires*, op. cit., p. 240.

5. BBC, « Shah of Iran Criticizing British Policies towards Iran », 28 janvier 1974. Entrevue disponible sur Youtube : <http://www.youtube.com/watch?v=ciAEQMEtgNo> (accès le 15 janvier 2014).

6. « Durant l'entretien, Hoveida, qui me prenait peut-être pour un Iroquois, ne m'adressa, au moyen de sa pipe légendaire, que des messages de fumée » (Christian Pahlavi, *Les Grains*, op. cit., p. 131) ; Abbās Milani, *The Persian Sphinx : Amir-Abbās Hoveyda and the Riddle of the Iranian Revolution*, Londres, I. B. Tauris, 2000, 399 pages.

7. Manoutchehr Ganji, *Être persan*, Paris, Michel Lafon, 1995, p. 68.

8. Farah Pahlavi, *Mémoires*, op. cit., p. 240.

9. Ingénieur formé en France, alors directeur de la Radio et Télévision impériale, Réza Ghotbi est aussi le cousin germain de Farah.

10. Hassan Chahbaz, *Ghorour va Massibat* [Orgueil et catastrophe], Los Angeles, Rahavar, 1997, p. 134.

11. Édouard Sablier cité dans Farah Pahlavi, *Mémoires*, op. cit., p. 208.
12. *Chahrestan* : « ville royale », ou « quartier royal ». Le projet de ce quartier Pahlavi ne verra le jour qu'après la Révolution, pour devenir le Champ-de-Mars de la République islamique.
13. *Mossalah* : « esplanade, butte ». Une fois le bâtiment achevé, après la mort de de Khomeini son catafalque y sera exposé.
14. « Mémoire des rois. » Inaugurée le 16 octobre 1971 pour la commémoration du 2 500^e anniversaire de l'Empire perse, cette tour sera quant à elle, après la chute de la monarchie, rebaptisée Azādi [Liberté].
15. Oriana Fallaci, « The mystically divine Shah of Iran (interview) », *Chicago Tribune*, 31 décembre 1973.
16. Le général [Arteshbod] Fathollah Minbachian (1915-2007) était le commandant de l'armée de terre à l'époque des fêtes de Persépolis.
17. Bernard Lewis, *Notes on a Century : Reflections of a Middle East Historian*, New York, Penguin Books, 2012, p. 185.
18. Fille d'un seigneur Bakhtiari et d'une Allemande, surnommée « la princesse aux yeux tristes », Soraya (1932-2001) est la deuxième épouse du Chah et le grand amour de sa vie. Répudiée parce que stérile, elle promena son regard langoureux parmi la jet-set européenne des années 1960 et 1970.
19. S. A. I. Soraya, *Le Palais de solitude*, Paris, Michel Lafon, 1991, p. 74.
20. Il ne s'agit pas d'une brimade mais d'une faveur, puisque leur religion interdit aux bahaïs toute affiliation politique.
21. Ces derniers seront cependant exemptés de la taxe de sortie et conduits gratuitement vers une destination de leur choix. Quelques jours après la promulgation de la loi, ayant opté pour cette dernière solution, un vieux retraité de la fonction publique se verra délivrer le « passeport communiste no 1 » avec un billet d'avion sans retour vers l'URSS. Mais il fut une exception.
22. William Shawcross, *Le Shah : exil et mort d'un personnage encombrant*, Paris, Stock, 1988, p. 201 (éd. anglaise : *The Shah's Last Ride*, Londres, Pan Books, 1989).
23. Christian Delannoy et Jean-Pierre Pichard, *Khomeiny : la Révolution trahie*, Paris, Carrère, 1988, p. 95.
24. Farah Pahlavi, *Mémoires*, op. cit., pp. 224-225.
25. Au sujet d'une autre initiative de Farah, sir Anthony Parsons écrit dans ses Mémoires : « Devait-il [le Chah] permettre à la reine d'organiser à Téhéran un Congrès mondial des zoroastriens en plein Ramadan ? » (*The Pride and the Fall : Iran 1974-1979*, Londres, Jonathan Cape, 1984, p. 54).
26. « Regardez-les, d'ici ils paraissent aussi insignifiants que des fourmis. »
27. Jérôme Dumoulin, *L'Express*, 2-8 août 1980.
28. Christian Delannoy, *Khomeiny*, op. cit., pp. 84-85.
29. Économiste de formation ayant servi comme secrétaire particulier d'Hoveida et de représentant de l'Iran aux Nations unies, Parviz Camran Radji (1936-2014) est le cousin germain de l'acteur français Robert Hossein et un play-boy mondain qui doit à sa relation sentimentale avec la princesse Ashraf d'être,

depuis 1976, ambassadeur du Chah à Londres.

30. Parviz Radji, *In the Service of the Peacock Throne*, Londres, Hamilton, 1983.

31. *Firman* en français, de l'ancien persan *framatarā*, décret.

32. Ombre du roi, Nosratollah Moïnian est chef du Bureau spécial de la Cour et secrétaire particulier de Sa Majesté.

33. En février 1975, Amin Dada, en Ouganda, crée lui aussi, en même temps que le Chah, des brigades de contrôle des prix.

34. Hussein Fardoust, *Zohour va Soghout-é Saltanaté Pahlavi* [La naissance et la chute de la monarchie Pahlavi], Téhéran, Entecharat-é Etelâat, 1990, p. 372.

35. Ancien professeur d'économie politique, Houchang Nahāvandi a été ministre du Développement de 1964 à 1968, puis recteur des universités de Chiraz et de Téhéran, et chef du cabinet de l'impératrice Farah de 1976 à 1978. Durant l'été 1978, il est brièvement ministre de l'Éducation dans le gouvernement de Sharif-Emāmi. Réfugié en Europe depuis la Révolution islamique, il est l'auteur de très nombreux articles et ouvrages ainsi que d'une biographie fort complète du Chah, parue aux éditions Perrin en 2013.

36. Il écrit : « D'autre part, on mit en place un carcan corporatif, largement inspiré du système que Turgot ne réussit pas à briser avant la Révolution française, mal adapté à une économie en pleine expansion. Le système, suggéré et défendu par Amir-Abbās Hoveida, fut une des causes les plus profondes de l'exaspération de la petite et de la moyenne bourgeoisies, traditionnellement favorables au régime » (Houchang Nahāvandi, « Iran : anatomie d'une Révolution », Paris, *La Revue universelle des faits et des idées*, 1983, pp. 64-65).

37. Responsable du *Daftar-é Vidjeh* et, depuis 1961, numéro deux de la SAVAK, le général Fardoust, ami personnel du Chah, est devenu directeur du service de l'Inspection impériale. En cumulant ces fonctions au sein de ces trois organismes clés, Fardoust contrôle, de fait, tout le système iranien de renseignement et de police, ce qui fait de lui l'homme le plus discret et le plus influent de l'Empire.

38. Penseur de l'écologie politique et pourfendeur de la société industrielle (1926-2002). Il est à l'origine d'un projet de ville alternatif en Californie, du nom d'« Illichville ».

39. Y. Recard, « L'Iran et les pétrodollars », *Notes et études documentaires*, Paris, nos 4188-4189, 15 mai 1975, pp. 1-78.

40. Mot pour mot : la hâte est l'affaire du diable.

Les forces de l'opposition interne

Comme Deng Xiaoping en Chine, le Chah accorde à son peuple les « quatre modernisations » : agricole, industrielle, technique et, nous allons le voir, militaire ; mais pas la cinquième, la modernisation politique... la démocratie. *Aryamehr* est jaloux de son pouvoir et, comme le montre la création du parti unique Rastākhiz, n'a aucune intention de le partager. Le 12 septembre 1975, alors qu'il faisait du deltaplane au barrage de Dez, le général Khatam, beau-frère du Chah, se tue. Une rumeur, discrète mais diffusée dans l'entourage du Palais, prétend que le défunt avait acquis trop de faveur auprès des Américains et qu'il aurait été assassiné sur ordre du souverain.

En marge de la prospérité et de la modernisation, en marge de ce règne sans partage et des intrigues d'une Cour détachée des problèmes réels de l'Iran, l'insatisfaction populaire gronde chaque jour un peu plus. Elle est nourrie par les dysfonctionnements de l'économie, par l'inflation galopante et la corruption, mais aussi par les excès du Palais, ses gabegies, ses licences et son mépris des institutions traditionnelles comme le clergé et le Bāzār. Dès 1976, le malaise est palpable : cette année-là, le journaliste Jean Pelletier qui accompagne Robert Bourassa, Premier ministre du Québec, au cours d'une visite en Iran perçoit une atmosphère particulièrement tendue : « peut-être une énergie comprimée, écrit-il, comme un ressort trop serré¹ ». Pelletier se remémorera plus tard les propos tenus à Téhéran par Ivan Illich à l'ambassadeur du Canada, Jim George, vers lequel l'économiste s'était penché pour lui dire à voix basse : « le pays est à la veille d'exploser ». Ce à quoi le diplomate canadien avait acquiescé².

Depuis quelques années, l'insatisfaction populaire s'est politisée à grande vitesse. Se radicalisant peu à peu, elle se drape d'une rhétorique libérale, progressiste, mais aussi et de plus en plus souvent

de revendications réactionnaires, conservatrices et religieuses. Désormais, se greffe sur ce mécontentement jusqu'alors diffus une opposition organisée contre le régime qui se cristallise autour d'une série de forces politiques constituées de partis, de mouvements et de groupes divers. À partir de 1976, dans l'atmosphère délétère que décrit le journaliste québécois, ces forces politiques attendent leur heure, conscientes qu'elles pourront bientôt être appelées à jouer un rôle de premier plan dans le processus de changement de régime qui s'amorce.

La plus importante de ces forces en taille, mais aussi la plus disparate d'un point de vue idéologique, est le Front national [*Jebhe Melli*]. Fondé dans les années 1940 par Mohammad Mossadegh et d'autres héritiers des constitutionnalistes du début du siècle, c'est un bloc politique comprenant un large éventail de partis et d'associations aux sensibilités nationalistes et sociales-démocrates parfois divergentes. Les membres de cet agrégat se retrouvent autour du principal cheval de bataille du Dr Mossadegh : le rejet de l'assujettissement de l'Iran aux intérêts occidentaux, notamment dans le domaine hydrocarbure. C'est ce qui les avait amenés à soutenir son gouvernement de coalition, élu en avril 1951, et à voter la loi de nationalisation du pétrole. Mais dans la foulée du coup d'État de 1953, le Front national avait été interdit.

En 1960, malgré les divisions internes, la coalition s'est reconstituée autour du Mouvement pour la Résistance nationale et autour de personnalités comme Mehdi Bāzargān³, Chapour Bakhtiar⁴, Karim Sandjabi⁵ ou Dariouch Forouhar, quatre leaders qui prendront, plus tard, des directions différentes mais dont le point commun est alors de promouvoir une approche légaliste et laïque qui prône le retour de la monarchie constitutionnelle d'avant 1953. Épigones de Mossadegh, ils vont encore un temps, tels de vieux prêtres mazdéens, entretenir la flamme sacrée de son héritage politique. Après les événements de 1963, un premier schisme s'était opéré lorsque Bāzargān avait choisi de s'allier avec l'ayatollah Mahmoud Taleghāni⁶ pour former le *Nehzāt-e Āzādi-e Iran* [Mouvement pour la Liberté de l'Iran, MLI], œuvrant pour un système démocratique dans lequel – c'est là que réside toute la nuance – la religion islamique devrait jouer un rôle social et politique plus important. Après la scission de Bāzargān et jusqu'au milieu des années 1970, le Front national

présente encore une façade unie même si, en réalité, ses leaders divergent de plus en plus sur les moyens d'action : certains, tel Bakhtiar, continuent de privilégier la réforme de la monarchie par la négociation ; d'autres se tournent vers l'islam politique et la remise en cause de l'ordre établi (Sandjabi et Forouhar). D'autres encore, comme Bāzargān ou le Dr Baghaïr⁷, misent sur une combinaison de moyens qui, assez paradoxalement, n'exclut ni la carte islamiste ni le recours à la pression des États-Unis sur le régime du Chah.

Situé à la gauche du Front national, le plus vieux parti d'opposition est le Parti communiste iranien, le Toudeh [*Hezb-e Toudeh-ye Iran*, ou Parti des masses], fondé par les amis du Dr Erani (un professeur de physique azerbaïdjanais) en 1941, au moment de l'exil de Réza Chah et alors que l'armée Rouge occupait l'Iran. Continuant à entretenir, depuis, des relations étroites avec l'Union soviétique, le PCI constitue l'une des forces politiques majeures de l'Iran d'après guerre. Mis hors la loi par le Premier ministre Mohammad Sāed⁸ après une tentative ratée de régicide (1949), le Toudeh refait surface durant l'épisode Mossadegh (1951-1953). Après le 28 Mordād 1953 et la Restauration, le général Zāhédi le démantèle de nouveau et pourchasse ses partisans. Dans la clandestinité, le PCI se réorganise néanmoins et regagne progressivement de l'influence, pour devenir l'un des piliers de l'opposition clandestine des années 1960 et 1970.

Se résumant le plus souvent à une simple courroie de transmission du Kremlin et de ses « ukazes », le Toudeh est par exemple en 1968, avec celui du Portugal, le seul PC au monde à avoir salué l'entrée des chars russes à Prague. L'arrestation et l'exécution, en 1966, de plusieurs membres de son comité central entraînent une réorganisation du Parti vers la lutte syndicale, paramilitaire et le militantisme révolutionnaire. Sous l'aile gauche du Toudeh se développent également des groupuscules extrémistes comme celui des *Fedayin-e-Khalg* (FeK), qui optent résolument pour l'action directe et se spécialisent dans la guérilla urbaine et les attentats ciblés contre l'Artech et les ressortissants étrangers⁹.

Dans le sillage des communistes se développe également, au cours des années 1960 et 1970, une mouvance hybride qui se distingue des marxistes « purs » du Toudeh et du FeK en reprenant certaines revendications de l'islam politique des mollahs. Le plus important des

mouvements qualifiés d'« islamo-marxistes » est celui des *Modjāhedin-e-Khalg* [*Sāzemān-e Modjāhedin-e-Khalg-e Irān*, MeK] qui, en 1965, s'est détaché du Mouvement de libération de l'Iran de Bāzargān et Taleghāni et constitue donc un bâtard du mossadéghisme¹⁰. Malgré sa taille relativement modeste et la répression sévère dont il fait l'objet, le MeK et son idéologie hétérogène, nourrie par la pensée de Chariati¹¹, exercent une forte attraction au sein des milieux dissidents. Son « gauchisme islamiste » séduira notamment des personnages clés du mouvement révolutionnaire comme Abolhassam Bani-Sadr, Ebrahim Yazdi et Sādegh Ghotbzādeh¹², après que ces derniers auront pris leurs distances avec le constitutionnalisme laïque et avant qu'ils ne glissent vers le khomeinisme, pour finir dans le giron de l'imam.

Situé hors du système des partis politiques d'opposition, le Bāzār de Téhéran n'en est pas moins le noyau socio-économique de la révolte. Le bâtiment, construit sous le règne de Nasser Eddine Chah, a la réputation d'abriter le plus grand marché du monde et les Bāzāris sont considérés comme une force politique incontournable, « faiseuse et défaiseuse de régime ». Après avoir présidé à la chute de l'Empire qādjār, le Bāzār est resté, sous la dynastie Pahlavi, le foyer de la contestation économique. Conservateur au sens « poujadiste » du terme, il a souffert de la modernisation et de l'internationalisation de l'économie imposées par les Pahlavi. Alors que le Palais leur a toujours reproché, par la voix des technocrates, leurs « méthodes sclérosantes », les Bāzāris n'ont jamais pardonné à la Révolution blanche d'avoir industrialisé le pays, menaçant ainsi le commerce des importations tout en l'ouvrant à l'infiltration des multinationales étrangères.

Si les réformes kémalistes du Chah n'ont pas suffi, ses méthodes drastiques de lutte contre l'inflation et de contrôle des prix finissent par faire basculer les grands marchands dans le camp de l'opposition. À défaut d'être un mouvement politique constitué avec un agenda spécifique, le Bāzār contrôle les leviers permettant de paralyser l'économie du royaume. Les Bāzāris, jusque-là relativement neutres, se mettent, avec l'accélération des réformes, à soutenir la fronde cléricale et l'opposition ouverte contre le Chah. De ce point de vue, le Bāzār peut être considéré comme le moteur économique de la Révolution.

La dernière grande force antirégime n'est ni organisée ni officiellement un parti d'opposition, puisqu'il s'agit du clergé chiite

ou, plus précisément, de son excroissance politique. Celle-ci se développe autour de l'École théologique de Ghōm, fondée en 1922, au moment même de la prise de pouvoir par Réza Khan. Rejetant l'affrontement direct contre le régime des Pahlavi, son guide religieux, le *Hāzeh* [doyen, recteur] de Ghōm, avait traditionnellement prêché l'enseignement apolitique de la scolastique aux jeunes *Talibehs*¹³ iraniens tout en préconisant un rejet passif des réformes agraires du Chah, qualifiées de « destructives ». Lorsque meurt, au début des années 1960, le dernier grand ayatollah quiétiste, Seyyed Boroudjerdi¹⁴, il est remplacé par des leaders religieux qui prônent la politisation du chiisme et, progressivement, le rejet violent de la monarchie. En 1963, le plus vindicatif d'entre eux, l'ayatollah Ruhollāh Khomeini, s'oppose directement à la Révolution blanche avant que le Palais ne le chasse hors d'Iran.

Exilé en Irak, Khomeini est le premier religieux chiite à théoriser un islam politique. Sa pensée donne naissance au « *vélāyat-é faġih* » [gouvernement du sage, du docte], la base du régime théocratique qu'il projette d'instaurer à son retour : une République islamique dans laquelle les clercs auront le pouvoir de désigner l'un des leurs pour lui confier l'essentiel de l'autorité et du pouvoir de décision. Relayé par ses disciples en Iran¹⁵, le message du khomeinisme fédère tous les laissés-pour-compte de la Révolution blanche et devient, à l'orée des années 1970, le catalyseur de l'antimonarchisme sur lequel viendront, un à un, se greffer aussi bien des « islamistes gauchistes » comme Bani-Sadr et Sādegh Ghotbzādeh que des constitutionnalistes comme Mehdi Bāzargān.

Longtemps épargné par les restructurations et la répression des Pahlavi, le clergé, devenu au fil des années sanctuaire politique, s'est avec le temps imposé comme le lieu symbolique où convergent toutes les forces d'opposition à la monarchie et où finissent par graviter les dissidents issus d'autres courants idéologiques. Alors qu'il se méfie des mossadéghistes et combat activement les marxistes en tout genre, le Palais mettra longtemps à réaliser que le danger réel vient, en fait, des religieux¹⁶. Avec sa barbe volumineuse qui le fait ressembler à Tolstoï, Khomeini, lui, n'a jamais tourné son regard de braise ailleurs que sur le siège du pouvoir impérial.

En marge des ennemis déclarés du régime, dissidents, marchands ou religieux, une autre force interne, discrète et mystérieuse,

s'organise elle aussi contre le Chah : la SAVAK. Mohammad Réza Chah lui a confié la gestion et la répression des mouvements d'opposition, ignorant que sa police secrète, qui échappe le plus souvent à son contrôle direct, s'est à son tour progressivement engagée dans un étrange double jeu avec les ennemis de la Couronne : alors que ses opérateurs subalternes, les tristement célèbres Savakis, continuent de semer la terreur et d'alimenter la haine envers la dynastie Pahlavi, ses principaux responsables, mieux renseignés que quiconque sur la chute inéluctable du régime, préparent déjà l'après-monarchie.

Formé par le MI-6 britannique, le général Fardoust, ami d'enfance du Chah, qui du haut du *Daftar-é Vidjeh* [Cabinet noir installé au Palais] coiffe tous les services de la SAVAK, sera l'un des premiers à trahir¹⁷. Un personnage éminemment énigmatique. Un visage si jaune qu'on pourrait croire que du jus de sauge a été substitué au sang qui coule dans ses veines. Il a été à la meilleure école du renseignement : l'anglaise. De son propre aveu, Fardoust a fait trois séjours de formation au Royaume-Uni auprès de l'Intelligence Service. Lors de son premier séjour (à la fin des années 1940), il remarque que tous les professeurs parlent le persan. De Fardoust, on dit qu'il était « un rapiéçage disgracieux dans l'étoffe de l'aristocratie persane ». Il choque le visiteur par sa mise négligée. Il est bourré de complexes sociaux et physiques. Il est effacé, presque caché – bref, il ne paie pas de mine. En revanche, l'homme est doué d'une prodigieuse intelligence. C'est elle qui le met au premier rang des conjurateurs qui, de l'intérieur, feront basculer le sort de l'Iran.

Ce n'est pas la première fois que la police secrète de Mohammad Réza conspire contre lui. Déjà dans les années 1960, le fondateur de la SAVAK, Teymour Bakhtiar, était tombé en défaveur après qu'il eut été soupçonné de manigancer contre le Chah et de médire à son propos auprès du couple Kennedy¹⁸. En 1961, Bakhtiar avait été destitué de sa fonction et remplacé par le général Hassan Pākравān¹⁹. Pensant qu'il continue de conspirer dans son dos avec les Arabes, le souverain décide son élimination : en 1970, au cours d'une chasse en Irak, il est assassiné par d'autres agents de la SAVAK. Depuis, la conjuration décapitée s'est de nouveau développée au sein de la police secrète mais à la différence que, cette fois-ci, elle ne se limite plus à un félon isolé. Aux côtés du général Hussein Fardoust, le « Brutus iranien », d'autres collaborateurs du Chah et d'autres officiers de l'Artech, dont

le lieutenant général Nasser Moghaddam²⁰, joignent progressivement leurs efforts pour œuvrer, de l'intérieur, à la fin de la monarchie, ou du moins à la faciliter.

Le Chah a donc tout contre lui : ses rêves trop grands, son entourage et une armée d'opposants qui veulent sa peau. Il s'était donné le titre d'*Aryamehr*, qui signifie aussi l'« Aimé des Iraniens » ; or tous semblent maintenant le conspuer. Le roi de France Louis XV, le « Bien-Aimé », connut la même disgrâce. Les éléments dans leur ensemble tournent en sa défaveur, y compris la manne pétrolière qui se révèle empoisonnée. Mais ni cette « malédiction des ressources naturelles », ni l'impuissance du monarque iranien, ni l'opposition politique, ni même le jeu des trahisons internes – des maux qui, assurément, affectent tous les pays moyen-orientaux de l'époque – n'auraient pu suffire à provoquer ni donc à expliquer entièrement la formidable tragédie révolutionnaire que s'apprête à écrire Clio. D'autres ingrédients doivent être ajoutés pour compléter cette recette pour le désastre.

1. Jean Pelletier et Claude Adams, *Évadés d'Iran*, Montréal, Éditions La Presse, 1981, p. 54.

2. *Ibid.*

3. Diplômé de l'École centrale des arts et manufactures de Paris et chef de file de la tendance religieuse du Front national, Mehdi Bāzargān (1907-1995) se présente comme l'une des figures « modérées » de l'opposition au régime du Chah. L'« ingénieur » a également été directeur du Comité exécutif pour la nationalisation du pétrole et le premier directeur de la NIOC.

4. Leader du parti Iran, l'une des trois formations politiques principales du Front national, Chapour Bakhtiar (1914-1991) est un fidèle du Dr Mossadegh dont il a été ministre délégué au Travail en 1953 et dont il a toujours défendu fidèlement les idées à la fois nationalistes et laïques.

5. Avocat de formation française et chef d'une petite tribu kurde, Karim Sandjabi (1904-1995) est indissociable de son comparse Dariouch Forouhar, chef d'un petit parti paniraniste au sein de la coalition du Front national, reconnaissable à son col Mao et à sa moustache effilée.

6. Théologien « progressiste » et religieux de premier plan, Mahmoud Taleghāni (1911-1979), dit l'« ayatollah des villes », séduit surtout les intellectuels et les progressistes dans les grands centres urbains. Il est également proche des milieux « islamo-marxistes ».

7. Autre membre de l'aile gauche du Front national et chef du parti des Travailleurs, le Dr Baghaï est également, même si cela semble contradictoire,

l'un des plus proches des Américains.

8. Homme politique et diplomate iranien, Mohammad Sâed Marâghei (1883-1973) a été trois fois Premier ministre du dernier Chah et l'un des plus farouches opposants aux visées impérialistes de Staline sur l'Iran.

9. *Fédayin-e-Khalg* signifie, mot à mot, les Sacrifiés du peuple. De *Fédayin* : celui qui se sacrifie (*Fada* – sacrifice). Les marxistes du FeK se sont séparés des « islamo-marxistes » du MeK en 1974.

10. Il est intéressant de noter à ce propos que peu avant sa mort, dans sa résidence surveillée d'Ahmad-Abad, Mossadegh avait préfacé un livre intitulé *L'Algérie et les Moudjahidines*, dans lequel le Premier ministre exprimait son admiration pour le FLN et son combat (Kazem Radjavi, *La Révolution iranienne et les Moudjahédines*, Paris, Anthropos, 1983).

11. Sociologue, philosophe et militant politique iranien, Ali Chariati (1933-1977) est, avec l'ayatollah Khomeini, le principal théoricien de l'idéologie révolutionnaire iranienne. Un portrait lui sera consacré dans un [chapitre ultérieur](#).

12. Ces trois individus réapparaîtront à plusieurs reprises au fur et à mesure du développement de la Révolution et nous aurons l'occasion de mieux faire la connaissance de chacun d'entre eux.

13. Même étymologie que le mot « taliban ». Littéralement « aspirants clercs », les *Talibehs* sont des séminaristes, qui étudient le Coran.

14. L'une des figures emblématiques de l'École de théologie de Ghôm où il occupe, pendant cinquante ans, une chaire professorale réservée aux études juridico-théologiques, le grand ayatollah Seyyed Hussein Tabatabai Boroudjerdi (1875-1961) prêche en faveur de l'unification islamique et défend une doctrine essentiellement mystique consistant en un itinéraire spirituel de « cheminement vers Dieu ».

15. Parmi lesquels des leaders religieux comme Mohammad Djavād Bahonar, Mohammad Béhecti, Akbar Hashemi Rafsandjani, Ali Khamenei et Abdolkarim Mousavi-Ardabili.

16. Le Chah aurait commis une erreur fatale en épargnant les religieux ou, à l'inverse, en n'essayant pas de les ménager pour obtenir leur soutien. Devant l'impossibilité de les détruire, il a essayé, en vain, d'y trouver un interlocuteur valable, un nouvel ayatollah Boroudjerdi.

17. Christian Pahlavi, *Les Grains*, op. cit., p. 242.

18. Diplômé de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr et de l'école de Saumur, le général de corps d'armée Teymour Bakhtiar crée la SAVAK en 1957, avec l'aide de la CIA et du Mossad. De la Suisse, où il s'est réfugié après sa destitution, il établit des relations avec les mouvements d'opposition au Chah.

19. Formé en Belgique (université de Liège) et en France (écoles d'artillerie de Poitiers et de Fontainebleau), le général de division [*Sar-Lashgar*] Hassan Pâkravân (1911-1979) est donc le deuxième directeur de la SAVAK, succédant à Teymour Bakhtiar (1961) et précédant le sulfureux général Nassiri (1965). À ce poste au moment de la révolte de juin 1963, il était intervenu personnellement pour que Ruhollâh Khomeini, condamné à mort, soit gracié par le Chah.

20. De formation militaire et légale, Nasser Moghaddam participe à la création du « Bureau spécial » [*Daftar-é Vidjeh*] avant d'être nommé directeur de la sécurité intérieure de la SAVAK (en 1963, au lendemain des révoltes contre la Révolution blanche dirigées par Khomeini) et chef du 2^e Bureau de l'armée (1971).

Dans le secret du Prince

Alors que l'opposition encercle les grilles du Palais et qu'en dedans se nouent les conjurations intestines, sur le trône du Paon Mohammad Réza Chah lutte contre un mal plus intérieur encore. Il est malade et le cancer qui ronge ses entrailles diminue à chaque instant sa capacité à faire face à l'adversité.

Dès 1949, lors de la première visite du souverain aux États-Unis, des médecins américains avaient décelé « quelque chose d'anormal », mais on avait préféré ne pas y prêter plus d'attention que cela et, depuis, il se portait bien. Cependant, au début des années 1970, à Vienne où il se rend chaque année pour un check-up de routine, le Pr Fellingner lui trouve un taux élevé de lymphocytes dans le sang. Il est également alerté par une vitesse de sédimentation, une anémie et des phases de fatigue insolites. Pour la première fois est diagnostiquée la maladie de Waldenström, un cancer hématologique proliférant au niveau de la moelle osseuse. Maladie génétique rare, elle n'affecte que trois à cinq individus par million d'habitants, âgés, en moyenne, de soixante-cinq ans au moment du diagnostic.

À l'automne 1973, lors d'un séjour à l'île de Kish, le Chah remarque une voussure de son hypocondre gauche. Se palpant lui-même, il établit, de manière exacte, un autodiagnostic de splénomégalie. Immédiatement, il s'adresse au ministre de la Cour, Assadollah Alam, Premier ministre de 1962 à 1964, dont il sait qu'il est lui-même soigné, en France, pour une maladie du sang, et lui dit : « Demande à tes médecins de Paris de venir¹. » C'est un choix délibéré. Il ne veut pas être soigné par des médecins américains.

Au mois d'avril 1974, le Dr Abbās Safavian, professeur agrégé des universités françaises et, à l'époque, doyen de la faculté de médecine de l'université libre de Téhéran, fait appel au fameux hématologue français Jean Bernard. Répondant à l'appel de son ancien élève et accompagné de son assistant Georges Flandrin, le Pr Bernard débarque

à Mehrābād sans savoir que c'est le Chah qu'il va soigner. Ce n'est qu'en arrivant au palais de Niāvarān que les deux médecins découvrent l'identité de leur patient. Voici comment Flandrin le décrit : « Nous étions devant un homme encore jeune ; Sa Majesté avait cinquante-cinq ans [...]. Au physique, c'était un sujet athlétique, et j'en fus étonné en passant le brassard pour prendre sa tension artérielle². » Les deux praticiens font un prélèvement de moelle osseuse et une prise de sang.

Le diagnostic du Pr Fellingier est confirmé, le Chah est bien atteint d'une leucémie lymphocytaire chronique. Le nom de la maladie de Waldenström est à nouveau prononcé... au moment même où le président Pompidou succombe des suites de cette même maladie et quatre ans avant que le président Boumediene en soit également atteint. Mais le médecin personnel du roi, le Dr Ayadi, demande aux spécialistes français de ne pas prononcer le mot « cancer » et décide qu'outre lui-même, Alam, Bernard, Flandrin et Mohammad Réza, personne d'autre ne doit être mis au courant.

Au cours des quatre années qui suivent, les cancérologues et hématologues français ne cesseront de faire la navette entre Paris et Téhéran pour soigner le Chah. On prétend que la reine mère est leur patiente. Le Dr Flandrin, de l'hôpital Saint-Louis, effectuera trente-huit voyages à Téhéran. Seule sa femme sait où il se rend. Aux autres, il dit qu'il va « chasser le canard en Irlande ». Le Pr Bernard raconte également le suivi de son royal patient, sans toutefois le nommer, dans le fameux livre *Ces malades qui nous gouvernent*³.

Le Chah reçoit d'emblée un traitement classique par chlorambucil, chimiothérapie la plus efficace et la mieux tolérée dans la maladie de Waldenström, avec parfois de courtes cures de prednisone⁴. Cependant, la maladie est de plus en plus difficile à dissimuler. Les gélules qu'il prend pour combattre la prolifération des globules blancs entraînent une paralysie partielle du cerveau. Il doit aussi absorber des tranquillisants pour calmer la douleur et pouvoir dormir. Les visiteurs du palais Niāvarān, comme Houchang Nahāvandi, ne peuvent éviter de le remarquer. Plus tard, Chapour Bakhtiar racontera l'avoir vu prendre, « à la dérobée », des capsules « dans un petit drageoir » caché dans son bureau⁵.

Farah n'est prévenue qu'au printemps 1977. Avec l'accord du Dr Ayadi, mais contre les instructions du Chah, elle rencontre les

médecins français, lors d'une visite à Paris, qui lui apprennent que son mari est atteint d'une grave maladie du sang mais qu'ils peuvent le soigner, peut-être même le guérir. « Je garde de cette rencontre un sentiment de froid glacial que le temps n'a pas effacé⁶ », écrit-elle dans ses *Mémoires*. Le mot « cancer » demeure tabou. La reine raconte qu'il ne sera pas prononcé par le Chah avant 1979, au moment de leur exil au Mexique⁷.

Durant l'été 1977, à l'écart du Palais, Mohammad Réza, c'est son autre secret, se console avec une petite comédienne française de dix-sept ans qui a laissé un plaidoyer émouvant sur ce personnage hors du commun. La jeune femme tombe amoureuse de cette voix « feutrée, trouble et légèrement cassée en fin de phrase »... « Une voix de porcelaine avec des vibrations de violon. » Cette même voix qui avait frappé le Pr Flandrin lors de sa première rencontre avec le Chah. Marie Lebey écrit encore : « Je suis étonnée, le personnage qui est devant moi dégage une douceur et une simplicité plus proches de celles d'un prêtre que d'un empereur. On lui donnerait plutôt des rôles de rois-mages que ceux de militaires machos et brutaux⁸ ». Dans le salon bleu d'une villa anonyme, les deux amants jouent au trictrac en écoutant de la musique classique. Pour la première fois, le roi fléchit, se demande s'il ne vaudrait pas mieux qu'il se déporte de toutes les responsabilités que sa charge d'empereur fait peser sur ses épaules d'homme. Et puis il se reprend.

Même s'il refuse toujours de reconnaître le « cancer », il décide de le « prendre par les pinces » et de l'affronter. Il demande à ses médecins combien de temps il lui reste à vivre. Ceux-ci lui répondent que cela peut être huit ans s'il est bien soigné, sinon six. Le Chah répond calmement que c'est suffisant pour sortir son pays du sous-développement et pour préparer son fils à le remplacer⁹.

Décidé à combattre la maladie et à vaincre l'adversité, le Chah reprend, avec plus de résolution que jamais, sa marche vers la Grande Civilisation. Coûte que coûte, il fera de l'Iran une grande puissance et rien ni personne ne l'en empêchera. C'est cette certitude qui, désormais, le fera vivre. Le Chah est atteint de ce que l'on appelle le complexe de Nivelles, du nom de ce général qui, pressé par la maladie, entreprit l'offensive à outrance qui conduisit ses troupes à l'hécatombe du Chemin des Dames en 1917. Dans sa course effrénée, poussé par le sentiment d'urgence, il va confondre vitesse et précipitation.

1. Georges Flandrin, *Lettres inédites au professeur Jean Bernard*, novembre 1987-janvier 1988.
2. *Ibid.*
3. Pierre Accoce et Pierre Rentchnick, *Ces malades qui nous gouvernent*, Paris, Stock, 1996.
4. Sur son lit de mort, Alexandre le Grand se serait écrié : « Je meurs d'avoir été soigné par tant de médecins » (Caroline Lucas, Andrew Hoy et Jo Wells, *Oxford Handbook of Palliative Care*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 132).
5. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, Paris, Albin Michel, 1982, p. 146.
6. Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 233.
7. C'est ce que confie la reine Farah dans une interview à Mansoureh Pirnia, dans *Persicum cc. Rockville*, octobre 1991.
8. Marie Lebey, *Dix-sept ans porte 57*, Paris, Balland, 1986, pp. 30-31.
9. Bertrand de Castelbajac, *L'Homme qui voulait être Cyrus*, Paris, Éditions Albatros, 1987, p. 85.

The Great Pretender

Grâce à l'accord de Téhéran de 1971 et au quadruplement des prix du baril de brut, les revenus pétroliers de l'Iran du Chah sont multipliés par douze entre 1972 et 1975, atteignant l'équivalent de ceux des cinquante années précédentes. Tout le monde se demande alors ce que cet autocrate vaniteux va faire du pactole qu'il vient d'arracher aux compagnies pétrolières occidentales : « Il peut le jeter à la mer, s'acheter des crèmes glacées ou l'enfermer dans un coffre¹. » Une partie, on l'a vu, est consacrée à réaliser son rêve de « Grande Civilisation ». Le reste, le Chah va l'utiliser pour financer une politique diplomatique et militaire de grande ampleur visant à introduire l'Iran dans le club sélect des grandes puissances².

Aux yeux du Chah, l'outil militaire doit être le principal levier de cette ambition internationale. En sept ans seulement, le budget de défense iranien est multiplié par dix, passant d'1 milliard de dollars en 1970 à près de 10 en 1977³.

La blague circule que le Chah est devenu l'Eldorado (contraction de l'expression espagnole *El Rey Dorado*, Le Roi d'or) des marchands d'armes du monde entier. Il achète tout. Rien n'est trop beau. Mais c'est surtout aux armateurs américains qu'Aryamehr commande le glaive inoxydable et ultramoderne dont il veut doter Rostam⁴... Féru de technologie militaire, le Chah dépense sans compter auprès d'eux son surplus de pétrodollars pour offrir à l'Artech, l'armée impériale, l'équipement le plus sophistiqué du moment.

Choyée, l'armée de terre voit croître ses effectifs, sa puissance de feu et sa mobilité opérationnelle. Elle compte, en 1978, 200 000 combattants organisés en 3 divisions blindées, 3 divisions d'infanterie et 4 brigades indépendantes formées d'unités aéroportées et de forces spéciales incluant la *Gārd-e Djāvidān* [la Garde des immortels] vouée à la protection du Palais⁵. Les unités d'infanterie reçoivent des armements derniers modèles incluant des missiles antichars US TOW (*Tube-launched Optical-tracking Wire-Guided*). En

plus des chars M-47 et M-60 Patton, le Chah achète 770 nouveaux tanks Chieftain de fabrication britannique en attendant 1 500 autres pièces qui placeront l'Iran à égalité avec la France et devant la Grande-Bretagne en termes d'unités blindées. L'artillerie est dotée de missiles surface-air (SAM) de type US I-HAWK (*Improved Homing-All-the-Way-Killer*) ainsi que de missiles antiaériens mobiles de conception anglaise. À cela s'ajoute la commande de 200 hélicoptères de combat et de 400 autres hélicoptères de transport⁶. Forte de ce nouvel arsenal, l'armée de terre iranienne peut, à la fin de la décennie, se vanter d'être, en théorie du moins, la plus puissante du Moyen-Orient.

Pilote lui-même, Mohammad Réza entreprend aussi de moderniser l'aviation iranienne en donnant la priorité à l'achat d'une nouvelle flotte d'avions de combat dernier cri dont le nombre passe de 75 appareils en 1965 à 500 en 1978. Aux 200 F5-Tiger dont dispose l'Iran au début des années 1970 le Chah ajoute, sur les conseils du général Mohammad Khatam, une série de F-4D, des jets Phantom (à 5 millions de dollars pièce) et des F-14 Tomcat (à 30 millions l'unité) qui, armés de missiles air-air Phoenix, deviennent les fleurons de la nouvelle aviation impériale. En 1978, les forces aériennes du Chah sont non seulement les plus imposantes de la région, mais elles égalent, voire dépassent déjà, celles de la France et de la République fédérale allemande⁷. Outre leur nombre, ces avions sont tellement sophistiqués que leurs fournisseurs américains eux-mêmes n'en maîtrisent pas toujours l'utilisation. Pour s'occuper de cet arsenal *high-tech* sont recrutés plusieurs centaines de techniciens de l'air, les *Homāfars*, envoyés aux États-Unis pour y suivre une formation spéciale. Ils joueront un rôle clé d'ici à la fin de la décennie.

Jusque-là relativement négligée, la marine impériale iranienne bénéficie elle aussi de cette transfusion de pétrodollars qui se traduit notamment par la modernisation de la base navale de KhorramChahr et par la création de celles de Bandar Abbās et de l'île de Kharg⁸. Entre 1972 et 1978, ses effectifs passent de 9 000 à 30 000 marins et son armada de 1 à 3 destroyers, de 2 à 4 frégates, et elle est dotée d'une douzaine d'hovercrafts. En plus de SAM britanniques et de missiles mer-mer, de fabrication française (La Combattante/Exocet) et américaine (Harpoon), la marine iranienne dispose, en 1978, d'une cinquantaine d'hélicoptères – dont 12 appareils de type Sea King. Le Palais passe commande de 4 croiseurs, de 12 destroyers, de 3 sous-

marins de classe Tang, ainsi que des éléments de soutien nécessaires pour ravitailler cette flotte au large.

En 1972, le Chah annonce son intention de faire de l'Iran une puissance maritime capable de se projeter dans l'océan Indien et de rivaliser avec les autres grandes puissances maritimes. Six ans plus tard, grâce aux nouveaux destroyers américains qu'il projette d'acquérir, il est fier d'annoncer que la marine iranienne pourra croiser jusqu'au large de l'île Maurice et du cap de Bonne-Espérance⁹ – deux points à la fois stratégiques et symboliques, puisque c'est là que les Britanniques avaient exilé son père, Réza Khan, pendant la Seconde Guerre mondiale. Le message est bien reçu.

Enfin Mohammad Réza s'attelle, avec l'aide de ses partenaires américains, européens, israéliens et soviétiques, à développer l'industrie de défense iranienne. Les experts britanniques sont appelés à développer des chaînes de montage permettant de produire des pièces détachées et des munitions pour les chars Chieftain. Le projet Fleur, une tentative irano-israélienne de créer un nouveau missile balistique, voit le jour en 1977. Électricité d'Iran, fondée en 1971, et l'aciérie d'Ispahan, inaugurée en 1973, sont également destinées à établir les bases d'un complexe industrialo-militaire iranien. Difficile, enfin, de ne pas intégrer le développement de la capacité nucléaire iranienne – la construction de la centrale nucléaire de Bouchehr a débuté le 1^{er} mai 1975 – dans ce désir d'assurer l'indépendance sécuritaire du royaume.

À court et à plus long terme, l'acquisition de ces « joujoux militaires » va cependant coûter particulièrement cher à l'Iran du Chah. Dans l'immédiat, le budget militaire, qui explose, atteint durant la dernière décennie du régime 30 % du revenu national. Ces lourdes dépenses constituent sans doute l'une de ses erreurs les plus graves puisque, en plus de bloquer une grande partie des ressources qui pourraient être consacrées à la modernisation du pays, elles alimentent les critiques politiques internes comme externes. Il faut dire que, depuis 1972, le président américain Richard Nixon et son conseiller national à la sécurité, Henry Kissinger, ont donné instruction de vendre au « protégé iranien » à peu près tout ce qu'il voudrait, y compris des armements non encore utilisés par l'armée américaine elle-même.

À bien des égards, l'attitude de cet empereur cancéreux guidé par

la « volonté de puissance », mais aussi par les encouragements de ses alliés, n'est pas sans rappeler ce que l'on nomme, en France, le « syndrome d'Alençon », qui pousse un responsable malade à fuir en avant, à prendre des risques... et mieux précipiter sa perte.

*

Dès le lendemain du choc pétrolier, écrit Michael Barry dans *Le Royaume de l'insolence*, l'Iran du Chah s'impose « comme une puissance partenaire du grand jeu¹⁰ ». Lui montant à la tête, les vapeurs de l'or noir inspirent au souverain iranien une pétrodiplomatie qui se veut bienfaitrice mais qui ne manque pas d'irriter les susceptibilités des courtiers de la communauté internationale.

Débarassé de sa dette extérieure, l'Iran profite de l'augmentation de sa rente pétrolière pour se porter au secours, non seulement des pays pauvres – en participant à un « fonds spécial » dont le Chah a été l'inspirateur –, mais également, et avec une certaine condescendance, de l'Occident lui-même. Fort de ses moyens décuplés, l'Iran achète 25 % de l'entreprise allemande Krupp, des actions de la compagnie américaine Pan-Am, ainsi que des participations dans un grand nombre de multinationales européennes et américaines en péril. Les Iraniens s'installent, explique le Premier ministre Hoveida, « là où nous pouvons acquérir le savoir-faire dont nous avons besoin ». En 1973, par l'intermédiaire de la Fondation Pahlavi, le Chah fait l'acquisition à Manhattan du building DePinna, haut de cinquante étages, sur la 5^e Avenue. Du sommet de cette tour, le leader couronné peut, comme King Kong, chatouiller le ciel new-yorkais !

L'augmentation astronomique des revenus hydrocarbures de l'Iran fournit à Mohammad Réza Chah les moyens d'une politique de Grande Puissance. À sa soif de grandeur et à ses vastes capacités financières s'ajoute un troisième facteur, conjoncturel celui-là, qui lui offre le cadre stratégique nécessaire pour réaliser son ambition : en 1971, la Grande-Bretagne commence son grand retrait de la zone du Golfe, donnant à l'Iran l'occasion de remplir le vide britannique et de concrétiser enfin, à la lettre, la « doctrine Nixon » qui appelle les alliés régionaux des États-Unis à acquérir plus d'autonomie pour assurer la sécurité et la stabilité régionales¹¹. Se substituant à Londres, Téhéran collabore avec Washington, dans le cadre de ce que Ledeen et Lewis appellent l'« entente de la mer Rouge », pour combattre la pénétration

communiste soviétique dans le sud de l'Arabie et la Corne de l'Afrique¹².

Aux yeux de la monarchie iranienne, toutes les conditions sont remplies pour devenir le « gendarme du Golfe » et étendre son influence dans tout le Moyen-Orient. Entre 1973 et 1978, les initiatives se multiplient. En 1974, le Chah fournit une assistance d'un milliard de dollars à l'Afghanistan et envoie des bombardiers écraser la dissidence baloutche au Pakistan. Quatre ans plus tard, en mars 1978, le voilà qui s'impose comme arbitre et force ses deux « vassaux », l'Afghanistan et le Pakistan, à faire la paix. Entre-temps, il a monté un pont aérien d'Iran vers la Somalie, afin de ravitailler les troupes de Siad Barré durant les combats contre les communistes d'Éthiopie¹³. Ce sont les États-Unis eux-mêmes qui lui demandent d'y mettre fin lorsque l'URSS viole l'espace aérien du Soudan, de l'Arabie saoudite et de l'Iran, et se mêle de la partie¹⁴. Enfin, le Chah joue un rôle clé dans les négociations de paix entre l'Égypte d'Anouar al-Sadate et Israël. L'Iran impérial est partout. On le voit même intervenir au Viêt-nam¹⁵ !

Mais, dans sa hâte à asseoir le nouveau statut régional de l'Iran, le Chah commet plusieurs maladresses à l'égard de ses commanditaires anglo-américains. La première est la manière cavalière avec laquelle l'armée impériale s'est emparée, en 1971, d'Abu Musa, de la grande Tumb et de la petite Tumb, trois îlots du golfe Persique, véritables verrous du détroit d'Ormuz, jusque-là occupés par la Grande-Bretagne. Téhéran s'était justifié en déclarant que leur occupation était nécessaire pour prévenir les agressions asymétriques contre le territoire iranien – l'une des hantises du Chah. Officiellement, Whitehall était au courant et s'était « lavé les mains » en laissant faire les Iraniens. En réalité, le fait que l'invasion se soit déroulée la veille du départ des Britanniques et au mépris des revendications territoriales des monarchies du Golfe a, en plus d'avoir bousculé les Anglais, pris tout le monde de court. Plus encore, Londres aurait tout fait pour que le projet irrédentiste du Palais déraile¹⁶. Rigueur sera tenue au monarque iranien pour ce manque de tact.

Deux ans plus tard, en 1973, le Chah envoie un corps expéditionnaire de 1 500 hommes commandé par le général Nādjī¹⁷ pour aider le sultan d'Oman à défaire une rébellion d'inspiration marxiste-maoïste soutenue par le Sud-Yémen, la Chine, l'Union

soviétique, l'Irak et plusieurs organisations palestiniennes. Après avoir, avec l'aide des forces britanniques, contenu l'insurrection qui fait rage dans la région reculée du Dhofar, le sultan Qabus ibn Saïd s'est tourné vers le nouvel homme fort de la région, espérant que ses capacités militaires accrues lui permettraient de mettre un terme à ce conflit larvé qui s'éternise depuis 1963. Pour le Chah, c'est l'occasion d'offrir à l'Artech nouvellement modernisée un « baptême du feu » et de procéder à une véritable démonstration de force. Après que les effectifs du corps expéditionnaire ont été élevés à 3 500 hommes, l'armée, l'artillerie et l'aviation iraniennes, ravitaillées par un pont aérien, apportent une aide décisive à la lutte anti-insurrectionnelle. En décembre 1975, les derniers rebelles sont repoussés au Yémen et le sultan Qabus déclare que, grâce à l'aide iranienne, la rébellion a été écrasée. Au prix de la vie d'un millier de ses combattants, l'Iran vient officiellement d'inaugurer son rôle de « gendarme » régional.

À ces coups d'éclat s'ajoutent, depuis le début des années 1970, une série de politiques clandestines – les Américains les appelleraient *cover policies* – destinées, elles aussi, à accroître l'influence régionale de l'Iran. Tout en entretenant des relations de coopération avec Israël, le Chah apporte son soutien logistique et financier à la « résistance palestinienne ». Parallèlement, considéré, avec admiration et espoir, comme l'unique État chiite souverain, l'Iran joue le rôle de défenseur de ses coreligionnaires minoritaires dans les pays du Moyen-Orient. Un « ministère du Panchiisme » a été mis en place et, durant les années prérévolutionnaires, il n'est pas exceptionnel de trouver, dans les demeures chiites du Sud-Liban, le portrait de Mohammad Réza Chah, « protecteur des Chiites », en lieu et place, plus tard, de ceux de l'ayatollah Khomeini et du cheikh Nasrallah¹⁸. Dans les capitales occidentales, on commence à penser que le Chah s'occupe d'affaires qui ne le regardent pas.

La crispation des chancelleries occidentales est également alimentée par les relations plutôt « cordiales » que le Chah développe, depuis la fin des années 1960, avec l'URSS et ses satellites. Le Palais n'a, semble-t-il, jamais songé à remettre en cause l'adhésion de son pays au Central Treaty Organisation (CENTO), à la Regional Cooperation for Development (RCD) ou au pacte de Bagdad, autant d'institutions pro-occidentales, chapeautées par l'OTAN et les États-Unis, ayant pour fonction d'endiguer l'influence du Bloc de l'Est et les

vellités expansionnistes du pacte de Varsovie. Cela ne l'empêche pas, un peu à la manière du général de Gaulle en France, d'établir un dialogue ouvert avec plusieurs puissances communistes. Le Chah cède à cette tentation de la troisième voie autant pour se défaire de l'emprise occidentale et restaurer un peu de la souveraineté perdue depuis 1953 que par simple naïveté.

Au cours des années 1970, l'empereur effectue plusieurs visites officielles à Leonid Brejnev, à Edward Gierek ou à Nicolae Ceaușescu, des leaders avec lesquels il noue parfois des liens d'amitié. L'Iran a d'ailleurs fait au Conducator un « cadeau inestimable », écrit Edward Behr : « un accord pour l'achat de pétrole iranien à un prix fixe¹⁹ ». Le Chah va jusqu'à subventionner de grands travaux dans les républiques populaires, comme l'autoroute qui traverse la Bulgarie d'est en ouest. En 1977, de retour d'un voyage à Varsovie, il confie à sa maîtresse française, Marie Lebey, que les Polonais l'ont beaucoup ému : « Je me sens beaucoup plus proche d'eux que des Américains », lui dit-il avec un trémolo dans la voix. « Les uns ont encore une âme, tandis que les autres n'en ont plus²⁰. » Il n'y a pas si longtemps, Mohammad Réza passait pour le pire adversaire des Rouges. Apparemment, ce n'est plus le cas et ça commence à se savoir.

Par ailleurs, Téhéran développe des relations avec la Chine de Mao. En 1972, c'est avant les États-Unis que l'Iran officialise la renaissance de ses relations avec la république populaire. La princesse Ashraf, sœur du Chah, est la première à convier la délégation chinoise à un déjeuner à l'ambassade d'Iran aux Nations unies et l'impératrice Farah rend une visite officielle à Pékin lors de laquelle elle est reçue par Chou En-lai. Quelques années plus tard, le Palais recevra Hua Guofeng, secrétaire général du Parti communiste chinois, pour son premier voyage hors de la sphère socialiste²¹. Ici comme ailleurs, l'intention du Chah est de diversifier ses relations internationales. Mais cette volonté d'indépendance l'amène à ruer dans les brancards de l'alliance occidentale.

Les relations de l'Iran avec les pays communistes et, en particulier, les alliés de l'Union soviétique ne sont pas toujours exemptes de brutalité. Ainsi, c'est après avoir abattu un MiG-23 irakien et posté un régiment iranien en territoire irakien que Mohammad Réza amène Saddam Hussein, alors proche de Moscou, à la table des négociations et lui fait admettre le point de vue iranien sur la question du Chatt al-

Arab²². Signé le 6 mars 1975, l'accord d'Alger, qui scelle le rapprochement entre Téhéran et Bagdad, bouleverse la donne régionale. Qu'il ait été obtenu par la force ou non, cet accord qui marque la prépondérance régionale de l'Iran dans le Golfe alarme les puissances anglo-saxonnes, toujours soucieuses de maintenir l'équilibre des forces²³.

La prétentieuse grenouille perse

Ivre de ses victoires militaires et diplomatiques, le Chah entreprend au rythme de plusieurs interviews par mois de donner d'exaspérantes leçons à ladite communauté internationale. Les grands de ce monde se pressent à la porte de l'Oracle perse qui, dans sa villa « Survetta » de Saint-Moritz, dans le cadre grandiose et enchanteur de l'Engadine, se pare des atours du Maître pour sermonner les Occidentaux. Mohammad Réza annonce que le temps de la domination des « hommes aux yeux clairs » est révolu. Il affirme que les Européens ne sont que des paresseux, mal gouvernés. À l'avenir, « l'Europe dépendra économiquement, voire politiquement, de l'Iran ». Il proclame que sa « Grande Civilisation » sera un modèle pour le monde entier, y compris l'Occident dont il déplore la « dégénérescence ». Le Chah va jusqu'à avoir la prétention de combler le vide spirituel que ne manquera pas de créer la décadence de l'Ouest²⁴.

Plus la prétentieuse grenouille iranienne s'étend, et s'enfle, et se travaille, plus elle agace la vache occidentale piquée dans son orgueil. Mais au lieu de détourner le regard et de s'éloigner, la génisse lui enjoint de poursuivre ses rêves de grandeur pour mieux la voir éclater : – Est-ce assez ? demande l'impertinente au bovin ; n'y suis-je point encore ? – Nenni. – M'y voici donc ? – Point du tout. – M'y voilà ? À peine la vache plisse-t-elle les yeux dans l'attente du dénouement inéluctable de cette cruelle fable persane²⁵.

Au tournant des années 1970, les Occidentaux et, à leur tête, les États-Unis et la Grande-Bretagne, n'ont cure des rodomontades du roitelet oriental qui réclame, à cor et à cri, une place dans le « temple de tous les dieux ».

D'aucuns remettent sur la table son rôle dans la flambée des prix

du pétrole. Certes, les leaders arabes de l'OPEP portent également leur part de responsabilité. Mais c'est désormais lui que l'on tient pour principal responsable du premier choc pétrolier et de ses conséquences désastreuses pour l'économie internationale. Pour beaucoup, ce Don Quichotte couronné passe pour avoir convaincu ses partenaires arabes de troquer l'embargo contre une hausse brutale du prix de l'or noir. On l'accuse même d'avoir suggéré une multiplication par dix de ce prix ! Plus aucun doute : c'est lui qui a mis fin aux Trente Glorieuses.

Dès lors, on ne prend plus de pincettes pour dénoncer les exubérances et les excès de l'autocrate iranien. Depuis 1971, Amnesty International publie des rapports accablants sur la SAVAK et sur les tortures qu'elle inflige aux prisonniers politiques. Après 1973, tous les projecteurs sont braqués sur les folies du Chah. En 1976 est publié au États-Unis *God's Shadow*, un livre consacré à la torture en Iran, suivi en 1977 de *Crowned Cannibals* dans lequel Réza Baraheni, un polémiste irano-américain, fait des révélations sur les « habitudes anthropophages » du couple royal... Le 16 mars 1975, Ahmad Faroughi – le petit-fils du dernier roi qādjār – signe, dans le *New York Times*, un article intitulé « Repression in Iran » qui fait beaucoup de bruit au États-Unis comme en Iran. Alors que l'ambassadeur britannique ne ménage pas ses critiques à l'égard des frasques du Palais, celui du Canada, Jim George, câble à Ottawa une dépêche faisant état d'une rumeur qui accuse le roi... de bigamie.

La presse occidentale s'en mêle et fait du Chah la cible incessante de controverses. C'est l'heure du grand déballage. Récemment publiés, les « Carnets » [*Diaries*] du général Ironside qui divulguent l'« origine anglaise des Pahlavi » sont diffusés en Iran et abondamment discutés par les médias. À point nommé, on révèle aussi que le monarque iranien avait envoyé un escadron pour aider « son ami Nixon » à combattre les communistes au Viêt-nam alors que les négociations de paix de Paris touchaient à leur fin²⁶. En juin 1977, la journaliste américaine Barbara Walters fait observer à Parviz Radji, l'ambassadeur d'Iran à Londres, que le Chah a commis de grosses maladroites dans ses récentes interviews : elle mentionne son acquiescement aux activités de la SAVAK aux États-Unis et une remarque à propos de l'influence des Juifs sur les médias²⁷. Qu'il se soit agi d'une campagne orchestrée pour dénigrer le Chah ou non, son image ne cessera plus, dès lors, de se dégrader en Occident.

Plus que ses paroles et ses actes, c'est la personnalité même du souverain iranien qui focalise bientôt toutes les critiques. Le ministre britannique des Affaires étrangères, David Owen, jugeant Mohammad Réza plus présomptueux qu'audacieux, va jusqu'à suggérer que, au fond, il « ne peut plus être considéré comme un véritable allié²⁸ ». Mandaté par le Département d'État américain pour tracer le profil du souverain iranien, un psychologue de la CIA conclut qu'il est un « dangereux mégalomane » en qui on ne peut plus avoir confiance²⁹. Le diagnostic est rédigé comme une condamnation. Transpirant dans le domaine public, la crainte qu'inspire le « roi fou » se trouve déjà exprimée dans un ouvrage d'anticipation intitulé *Clash 79*. Une étape est franchie lorsque le secrétaire au Trésor du président Gerald Ford, William Simon, le traite publiquement de « cinglé ». L'incident cause un malaise au palais de Niāvarān et le *Washington Post* rapporte même que les relations diplomatiques entre les deux pays seraient menacées³⁰.

En 1976-1977, Mohammad Réza achève donc d'éveiller la crainte de ses partenaires occidentaux. Ces derniers se disent de plus en plus mal à l'aise devant son « despotisme », sa « mythomanie », ses chimères aryanistes et son rêve de « Grande Civilisation ». Courroucés, les « dieux de l'arène internationale » sont aussi, peut-être même surtout, inquiets de voir ce trublion réaliser une partie de ses projets grandioses, de le voir façonner un nouvel empire doté, grâce à ses capacités économiques et à la force militaire nouvellement acquise, d'une politique étrangère de plus en plus autonome. Car l'ambition du Chah, loin d'être fixée sur quelques ruines du passé, se projette tout autant vers un futur déjà palpable, celui d'une puissance moderne et rayonnante capable de compter sur l'échiquier international. En octobre 1971 déjà, l'universitaire Peter Avery, professeur à Cambridge, écrivait dans *Le Courrier de l'Unesco* :

Aujourd'hui, l'Iran moderne a des ressources, il a retrouvé la confiance en soi perdue dans la servitude au cours de la période de domination et d'exploitation étrangères [...]. Maintenant, l'Iran commande à nouveau le respect sur la scène internationale. Il peut jouer, et joue, un rôle véritable dans les affaires internationales. [...]. Il montre la route à suivre à d'autres pays en voie de développement. Il est

devenu le terrain de rencontre idéal pour préparer des accords internationaux et débattre de problèmes de l'heure, comme l'alimentation, le développement agricole, l'analphabétisme, les droits de la femme. Une fois de plus, il est le centre où convergent idées et techniques³¹.

Mais depuis ce constat optimiste, *Aryamehr*, peut-être galvanisé par le syndrome d'Alençon, a « poussé sa chance », outrepassé ses droits. Ses détracteurs lui reprochent d'avoir provoqué la crise la plus grave qu'ait connue l'Occident depuis le krach de 1929. Pétrodollars, gloire et beauté. Ses succès font des envieux, des jaloux. Il prête, achète, donne, intervient. Il donne son opinion sur tout, se mêle de tout. Il scandalise. Pire, il provoque. Près de quarante ans plus tard, Nahāvandi s'interroge : « Comment se fait-il qu'un homme si fin n'ait pas compris que ses ennemis extérieurs, ébranlés par les chocs pétroliers successifs, n'attendaient qu'une occasion pour profiter des mécontentements et oppositions internes à l'Iran et l'abattre³² ? » « Un roi, c'est un rebelle » : ce propos que l'on prête, curieusement, à Saint-Just s'applique comme un gant à l'arrogant souverain iranien. Mais cette rébellion ne saurait être tolérée. Le monarque est attendu au tournant. Plus dure sera la chute. Le Chah va tomber de très haut, comme s'il avait placé son trône au sommet du Damāvend, berceau de la mythologie royale iranienne.

Le fils du Centaure qui veut donner à son pays une « place au soleil » incommode maintenant la morgue de l'impérialisme capitaliste qui, toujours, n'a connu qu'un centre. L'Olympe qui sait le talon d'Achille du champion – la montée de l'opposition islamiste – et son défaut majeur – celui de n'être plus le meilleur « soldat de l'anticommunisme » – s'apprête donc à l'abandonner aux fauves. Amputation. Choix mortifère. Préambule d'une tragédie collective.

1. Ryszard Kapuściński, *Le Shāh ou la Dmesure du pouvoir*, Paris, Flammarion, 1986, p. 63.

2. Mohammad Réza Pahlavi, *Mission for my Country*, Londres, Hutchinson, 1961, p. 105.

3. Soit, en dollars constants, le budget militaire de la République islamique au début des années 2010.

4. Roi mythique de l'Antiquité, sorte de Siegfried iranien, Rostam est un symbole de force et de résistance dans la culture de l'Iran.
5. Elle a été créée en 1946, au début du règne de Mohammad Réza, sur le modèle de celle des rois achéménides dont on voit les bas-reliefs sur le grand escalier de Persépolis. En 1978, la Garde, placée sous le commandement du lieutenant général Abdolali Badreï, est forte de 20 000 combattants aguerris. Elle est considérée comme l'« assurance-vie » du régime.
6. Steven R. Ward, *The Immortals : A Military History of Iran and its Armed Forces*, Washington, Georgetown University Press, 2008, p. 197.
7. *Ibid.*, p. 198.
8. Située au nord-est du détroit d'Ormuz, l'île stratégique de Kharg est le port d'attache de la nouvelle flottille d'hovercrafts acquise par la Couronne, l'une des plus imposantes du monde à cette époque.
9. Steven R. Ward, *The Immortals*, *op. cit.*, p. 200.
10. Michael A. Barry, *Le Royaume de l'insolence : la résistance afghane du Grand Moghol à l'invasion soviétique*, Paris, Flammarion, 1984, p. 203.
11. Lire à ce propos l'article de l'ambassadeur britannique en Iran, avant et pendant la Révolution : sir Anthony Parsons, « Gulf withdrawal : British withdrawal from the Gulf 1965-71 », *Contemporary Record*, 2, 2, 1988, p. 43.
12. Michael Ledeen et William Lewis, *Débâcle : l'échec américain en Iran*, Paris, Albin Michel, 1981.
13. Bertrand de Castelbajac, *L'Homme qui voulait être Cyrus*, *op. cit.*, p. 140.
14. Michael Ledeen et William Lewis, *La Débâcle*, *op. cit.*, p. 113.
15. Cette assistance avait comporté plusieurs escadrilles de F5 qui avaient renforcé la capacité de défense de Saïgon (dans les tout derniers temps de la guerre au Viêt-nam) (*ibid.*, p. 73).
16. La déclassification des archives du Foreign Office montre que Whitehall a, tout en soignant les apparences, fait son possible pour défendre Abu Musa et les deux Tumbs contre une annexion iranienne ; Richard A. Mobley, « The Tumbs and Abu Musa Islands : Britain's perspective », *The Middle East Journal*, vol. 57, no 4, 2011.
17. Général de l'armée de l'air impériale, Réza Nādjī (1922-1979), qui sera gouverneur militaire d'Ispahan sous la loi martiale, s'est surtout illustré pour son rôle de commandant des opérations contre-insurrectionnelles dans le Dhofar.
18. Abbās William Samii, « The Shah's Lebanon policy : the role of SAVAK », *Middle Eastern Studies*, 33 (1), 1997, pp. 66-91.
19. Edward Behr, *Baise la main que tu n'oses mordre*, Paris, Robert Laffont, 1991, p. 235.
20. Marie Lebey, *Dix-sept ans*, *op. cit.*, p. 188.
21. Sur la politique étrangère de l'Iran durant cette période et sur l'irritation qu'elle suscite au sein de la communauté internationale, voir l'entrevue du Dr Amir Aslan Afshār dans la série « Iran during the Pahlavi Era », vol. 15, sous la direction de Cyrus Kadivar, Londres, novembre 2003.
22. Principal chenal du delta du Tigre et de l'Euphrate, situé sur la frontière

stratégique entre l'Irak et l'Iran, le Chatt al-Arab [La rivière des Arabes] est au cœur d'une dispute territoriale entre Téhéran et Bagdad. Son contrôle sera l'un des enjeux de la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988).

23. L'accord d'Alger inclut également la cessation de l'aide iranienne à la rébellion kurde en Irak.

24. Au même moment, seul Idi Amin Dada va plus loin dans la provocation, en envoyant de la nourriture pour les « Anglais affamés » et en se faisant promener sur une chaise à porteurs par quatre sujets de sa Gracieuse Majesté.

25. Inspiré de la fable *La grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf* de Jean de La Fontaine (1668).

26. Yann Richard, « La prise du pouvoir par l'ayatollah Khomeini », *Histoire*, février 1993, pp. 28-42.

27. Parviz Radji, *In the Service*, *op. cit.*

28. Steven R. Ward, *The Immortals*, *op. cit.*, p. 195.

29. Michael A. Palmer, *Guardians of the Gulf: A History of America's Expanding Role in the Persian Gulf, 1883-1992*, New York, Simon & Schuster, 1999, pp. 90-91.

30. William Shawcross, *Le Shah*, *op. cit.*, p. 197.

31. Peter Avery, « Iran, carrefour des cultures millénaires », *Le Courrier de l'Unesco*, UNESCO, octobre 1971, p. 9 ; Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 207.

32. Houchang Nahāvandi et Yves Bomati, *Mohammad Réza Pahlavi*, *op. cit.*, p. 426.

L'Amérique de l'Oncle Jim

4 novembre 1976. Jour fatidique pour l'Iran. Surgit alors à la Maison Blanche un président méthodiste appelé à devenir la sage-femme maladroite d'une sanglante révolution, le fossoyeur du plus vieil empire du monde.

Un funeste avènement

L'élection de Jimmy Carter est une surprise. Elle défie toutes les « lois » électorales et prend tout le monde de court. Jusqu'ici, le candidat le plus petit de taille à la présidence américaine a toujours été battu. Dans ses pronostics, le fameux établissement américain de Paris, le *Harry's Bar*, qui ne s'était encore jamais trompé sur l'élection des candidats à la Maison Blanche, donnait Gerald Ford gagnant contre Carter. Et c'est ce personnage à la mine poupine d'un Mickey Rooney qui sort des urnes ! Au départ, tout le monde s'en amuse. On dit : *Jimmy who ?* [Jimmy qui ?]. Au premier abord, on dirait un homme de paille, tout droit sorti de l'univers du *Magicien d'Oz* (entre *La Ferme des animaux* d'Orwell et *Le Pays des merveilles* de Lewis Carroll). Sa famille – spécialisée dans le commerce des arachides – avait elle-même utilisé, à des fins publicitaires, son sourire mou plaqué sur une énorme cacahuète.

Mais Jimmy « Peanuts » Carter, l'homme qui est l'objet de toutes ces plaisanteries, est bien plus qu'un homme-sandwich. Il a un agenda. Il est élu avec une mission. L'Amérique qui bat sa coulpe et se couvre de cendres l'a choisi pour effacer l'opprobre du Viêt-nam et du Watergate. C'est un exorciste. Un purificateur de l'âme de son pays dont il va s'efforcer de faire sortir Richard Nixon. Car il y a un côté pasteur chez le trente-neuvième président des États-Unis. Depuis les années 1950, ce fervent méthodiste a toujours enseigné le catéchisme, tous les dimanches, au sein des congrégations pieuses du vieux Sud. Durant ses « prêches », il fait part de ses ambitions politiques et de sa volonté d'y mêler ses convictions religieuses. Celui que l'on présentera plus tard comme « l'infatigable pèlerin de la paix » est bien décidé à commencer son chemin en rompant les liens entre l'Amérique et ses alliés les plus douteux, en premier lieu l'Iran des Pahlavi.

De fait, l'avènement de Jimmy Carter ne laisse rien présager de bon pour Mohammad Réza et son régime. Que ce soit avec Roosevelt, Kennedy ou Johnson, le règne des « démocrates » a,

traditionnellement, coïncidé avec de dures épreuves pour le Chah – au point, a-t-on dit, qu’il aurait aidé à la réélection de Nixon².

« Si les Américains élisent Jimmy Carter, avait confié le Chah à ses proches quelques jours avant le scrutin présidentiel du 3 novembre 1976, c’est qu’ils sont fous. » L’Amérique de l’Oncle Sam lui a jusqu’ici pardonné ses incartades. Sa crainte est que celle de l’Oncle Jim ne lui fasse plus guère de crédit. Pour le monarque, qui vient d’apprendre qu’il est atteint d’un cancer, l’élection américaine est une douche froide. L’arrivée du nouveau président démocrate provoque aussi une profonde inquiétude chez tous les tenants du régime monarchique : « J’étais dans le bureau d’Hoveida, écrit Fardoust, lorsque le téléphone sonna pour lui apprendre le résultat des élections américaines. Il reposa le combiné et dit : “Carter a gagné, il faut faire les valises³ !” » Pour tous les monarchistes iraniens, c’est donc un funeste avènement.

Avant l’élection présidentielle, les intentions de l’« équipe Carter » à l’égard du régime étaient plutôt floues et se prêtaient à toutes les spéculations. Interrogé par Olivier Todd sur les conséquences qu’aurait la nouvelle présidence sur les relations extérieures des États-Unis, le conseiller stratégique des démocrates, Arthur Schlesinger⁴, ne mentionnait qu’une remise en cause de la politique vis-à-vis de l’Amérique latine. « Et l’Iran ? » s’enquit, plus précisément, le journaliste. « Au Moyen-Orient, avait répondu Schlesinger, entre le pétrole et Israël, c’est compliqué. J’hésiterais à me prononcer quant à l’Iran. »

La mise au point a lieu pendant la campagne électorale : le Parti démocrate met, d’emblée, l’accent sur la question des droits de l’homme et le candidat Carter désigne l’Iran comme « l’un des pays où ceux-ci sont le plus régulièrement violés⁵ ». Dès son élection, le Bureau des droits humains du Département d’État condamne, sans ambages, la brutalité du régime iranien. Le 1^{er} janvier 1977, un rapport accablant sur la situation des droits de l’homme en Iran, préparé par un comité spécial de la Chambre des représentants, est rendu public par le Département d’État dans l’édition du *New York Times*. Début 1977, une sous-commission du Sénat, présidée par le représentant démocrate Hubert Humphrey, au sein de laquelle siège George McGovern – un virulent détracteur du Chah –, remet elle aussi un rapport déplorant l’« état désastreux des droits de l’homme en Iran » tout en dénonçant les « aberrations » de la vente des armes

américaines à ce pays⁶. Particulièrement intéressantes sont les conclusions de cette analyse au sujet de la dépendance accrue de l'armée iranienne à l'égard des États-Unis : le document laisse entendre que « cette dépendance est telle qu'il serait quasiment impossible de modifier sensiblement les relations entre les deux pays, même si une révolution en Iran devait aboutir au remplacement du Chah par un régime antiaméricain ». Aussitôt une rumeur, venue d'horizons politiques divers, se répand à Téhéran, annonçant l'imminence d'un « coup d'État américain » contre le Chah.

À l'image du président Carter, le reste de la nouvelle administration est nettement moins bien disposé à l'égard du Chah que ne l'étaient Nixon, Kissinger ou William P. Rogers⁷. Le constat est particulièrement vrai pour l'équipe chargée de la politique étrangère et des relations avec l'Iran. Encore faut-il distinguer des individualités et des inclinations diverses. À la tête de cette équipe, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Cyrus Vance, que l'on décrit souvent comme un clone idéologique de Jimmy Carter, veut, de même que lui, mettre les régimes « réactionnaires » et « autoritaires », tel celui du Chah, sur le chemin des réformes démocratiques. Peu intéressé par la question iranienne elle-même, « Cy » préfère s'en remettre aux recommandations de l'« Iran Desk » et de l'ambassade américaine à Téhéran. À ses côtés, on retrouve d'autres « activistes » comme l'ambassadeur américain aux Nations unies, Andrew Young⁸, ou la secrétaire adjointe aux droits de l'homme, Patricia M. Derian, qui, directement ou indirectement, ne cesseront de mettre des bâtons dans les roues au souverain.

Au sein de la nouvelle administration démocrate, les plus virulents adversaires de la monarchie iranienne sont Henry Precht, William H. Sullivan et Hamilton Jordan. Precht, nommé par Vance à la tête du département Iran, est « le premier à penser que le Chah ne peut être maintenu sur le trône » et qu'« une révolution amènera inévitablement au pouvoir des constitutionnalistes modérés » (sic). Du même avis que lui, le nouvel ambassadeur américain, William H. Sullivan, qui a consacré son précédent mandat aux Philippines à pourfendre les Marcos à coups de phrases assassines, se mettra dès sa nomination à Téhéran, le 24 juin 1977, à scier la branche de la monarchie avec application¹⁰. Quant au chef de cabinet de la Maison Blanche, Hamilton Jordan, c'est un autodidacte portant perruque, sans aucune

connaissance de l'Iran, qui ne cache pas « l'horreur que lui inspire la dictature impériale¹¹ ». Ces colombes aux côtés desquelles voltigent des faucons, comme le nouveau patron de la CIA, l'amiral Stansfield Turner, seront, au cours des prochains mois, autant de vautours tournoyant autour de la carcasse malade du vieux royaume.

À défaut d'avoir, au sein de cette administration Carter, de véritables amis, Mohammad Réza Chah peut néanmoins compter sur la neutralité, parfois bienveillante bien que toujours intéressée, d'un certain nombre d'individus parmi lesquels le vice-président, Walter Mondale, le ministre de la Défense, Harold Brown, et le conseiller à la Sécurité nationale, Zbigniew K. Brzezinski¹². Obnubilé par la menace soviétique, ce géopoliticien d'origine polonaise n'est pas tant un allié du Chah qu'un « réaliste » de la vieille école qui se méfie autant de l'opposition gauchiste et islamiste d'Iran que des « idées fumeuses » de Vance, Young, Precht et Sullivan. S'il est convaincu que la monarchie iranienne peut être préservée en faisant usage de la force brute, « Zbig », comme l'appelle Carter, n'a qu'une priorité : œuvrer à la destruction de l'URSS, l'« Empire du Mal ». Autrement dit, pour ce « *cold warrior* », le maintien de la monarchie iranienne est souhaitable, mais secondaire et optionnelle.

Bisbilles

Dès le début, s'engage une épreuve de force entre le nouvel occupant de la Maison Blanche et celui du palais de Niāvarān.

À l'annonce de l'élection de Jimmy Carter, le Chah a décidé de prendre les devants en resserrant son contrôle sur l'appareil d'État. Par un *farmān* daté du 10 novembre 1976, il ordonne le renforcement des prérogatives de l'Inspection impériale [*Bazressi*] chargée de contrôler tous les actes du gouvernement et de rapporter directement ses initiatives à son Cabinet privé. En se scindant, la nouvelle commission double chacun des ministères pour mieux les soumettre à la supervision du monarque iranien. Le 28, le cabinet Hoveida comparaît devant ce nouveau « saint des saints » composé de Nosratollah Moïnian, chef du Bureau spécial, de son directeur, le général Fardoust, de palatins et de quelques jeunes loups. Devant ces contempteurs du Palais, le Premier ministre et les membres de son gouvernement ont des allures d'« élus du peuple » ! Pour faire bonne contenance, Amir-Abbās Hoveida murmure quelques paroles d'acquiescement. Au terme de la cérémonie, il dira : « C'est très bien, nous voilà dotés maintenant d'un feu de signalisation qui, tantôt vert, tantôt rouge, réglera notre allure. » Il est timidement applaudi... par son équipe.

Dès son entrée en fonctions, le nouvel exécutif américain exige, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Téhéran, Sullivan, que soient « le plus rapidement possible » adoptées des mesures de libéralisation à l'égard des prisonniers politiques iraniens et que soit entamé un processus de démocratisation du régime¹³.

Irrité par les exigences du nouveau gouvernement américain, le Chah prend la mouche et, se déclarant insensible à « tout ce que dit le *Washington Post* », affirme, très nerveux, dans une menace à peine voilée à la Maison Blanche, que le principe monarchique iranien est « indestructible ». Obsédé par le spectre d'une Histoire qui se répète, et faisant allusion aux troubles consécutifs à l'élection de John Fitzgerald Kennedy¹⁴, le souverain annonce, prophétique : « Chaque

fois que la question du pétrole a été soulevée, “ils” [les Américains] nous ont tendu un piège [*bamboul*]. C’est ainsi qu’une fois, déjà, les *Talibehs* sont descendus dans la rue et “ils” [les Américains] sont arrivés à leurs fins... » Dans ce climat de défiance, le Rastākhiz et les journaux iraniens, relayant la position du Palais, rappellent avec insistance « les interventions répétées de l’Oncle Sam dans les affaires intérieures des pays souverains ». Certains éditorialistes vont jusqu’à accuser directement Washington du meurtre du président chilien, Salvador Allende, et « avertissent » les Américains que ce type de « changement de régime » est impossible en Iran.

C’est ce que l’on appelle un très mauvais départ et les actes de provocation qui vont se multiplier de part et d’autre ne feront rien pour arranger des relations bilatérales tournant déjà au vinaigre.

L’année 1977 s’est achevée sans que Carter ait répondu aux deux télégrammes de félicitations du Chah. Début janvier, le bruit court à Téhéran qu’Ali Amini, l’ancien Premier ministre américainophile, aurait été envoyé à Washington pour solliciter une réponse... qui ne sera jamais fournie.

Carter traîne également les pieds pour agréer l’ambassadeur quasi inamovible du Chah aux États-Unis, Ardéchir Zāhédi¹⁵. Cet enfant chéri du Palais – et un temps gendre du Chah – n’avait cessé depuis des années de défrayer la chronique diplomatique de Washington par ses largesses et ses mondanités tapageuses¹⁶. Aux yeux puritains du nouveau couple présidentiel qui vient de s’installer à la Maison Blanche, l’exubérance de Zāhédi symbolise sans doute ce que le régime Pahlavi a de plus scandaleux. Au Conseil de la sécurité nationale, Z. Brzeziński a émis des réserves à son sujet, allant jusqu’à déclarer publiquement que son attitude était « une “honte” [*a disgrace*] à cause des réceptions somptueuses que donnait le diplomate et de son habitude d’offrir des présents coûteux aux parlementaires américains et aux représentants de la presse¹⁷ ».

En mars, une occasion se présente pour Ardéchir Zāhédi d’améliorer son image à Washington lorsque des Hanafis, un groupe extrémiste issu de Nation of Islam et des Black Muslims, séquestrent des otages juifs qu’ils menacent d’exécuter. Sautant sur l’occasion, le diplomate iranien s’empare alors du premier rôle dans une médiation qu’il organise avec les ambassadeurs d’Égypte et du Pakistan. Lorsque le drame se dénoue, c’est Zāhédi, la cravate en bataille, qui annonce

triomphalement à la presse américaine que « les otages ont été libérés ». Carter n'a alors d'autre choix que de remercier publiquement l'ambassadeur en lui adressant un télégramme dans lequel il fait même allusion à son « humour coutumier ». Néanmoins, l'antipathie du président américain à l'égard du diplomate est tenace, et les relations entre Washington et Téhéran ne cesseront de se détériorer.

En avril, la première Conférence mondiale du transfert de la technologie nucléaire, organisée dans le cadre prestigieux et hautement emblématique de Persépolis, sert d'arène aux critiques adressées à la politique américaine de non-prolifération et de production de plutonium annoncée par le président Carter ; une politique qui, déclare alors le secrétaire d'État iranien à l'Énergie nucléaire, n'est « avantageuse que pour les États-Unis » étant donné les surplus énergétiques dont bénéficient les Américains. En juillet, exaspéré par les rodomontades américaines, le Chah annule sa commande de radars volants, les fameuses fusées Hawaks, dont la vente à l'Iran vient d'être différée par un vote du Congrès.

Au début de l'été 1977, l'impératrice Farah est envoyée aux États-Unis en mission de charme pour plaider la cause iranienne auprès de Carter. Au cours de cette visite, l'impératrice multiplie les gestes symboliques. Franchissant le seuil du « temple des droits humains », elle serre la main de l'auteur de *Roots*, le fameux best-seller consacré à la traite des Noirs que lui présente Rosalynn Carter. Quelques jours plus tard, au cours du pique-nique de l'Independence Day, une photographie en demi-page – célèbre et très commentée par les contestataires en Iran – la représente, assise sur l'herbe, aux côtés de son chef de cabinet (qui a décapsulé une canette de bière) et s'entretenant avec Henry Kissinger, lui-même accompagné de son fils en tee-shirt et en jeans effrangés. La reine s'est acquittée de bonne grâce, et sans doute avec « joie », de cette mission diplomatique, somme toute facile. Mais l'ombre de la contestation a été projetée sur l'ensemble de son déplacement officiel par les incessantes manifestations des opposants iraniens... souvent entretenues par les intellectuels américains.

Le « vent de Carter »

À son retour en Iran, l'impératrice constate qu'une atmosphère nouvelle règne dans le pays. Dans ses *Mémoires*, elle note : « L'opposition iranienne avait vu en Carter un allié pour ses combats de demain et le vent des revendications n'aurait sans doute pas soufflé avec cette force si un autre homme avait accédé à la Maison Blanche¹⁸. » Le discours moralisateur du président américain redonne espoir aux adversaires du régime. Soljenitsyne l'a dit, il suffit souvent d'un cri pour déclencher l'avalanche.

Flairant l'air nouveau drainé par ce qu'on appelle alors le « vent de Carter », les dissidents relèvent la tête : « Le printemps 1977, témoignent Claire Brière et Pierre Blanchet, vit fleurir lettres ouvertes et pamphlets qui, l'été venu, devinrent manifestes collectifs¹⁹. » En avril, Asghar Seyyed-Djavādi²⁰ adresse au Chah, « au nom de l'Histoire », une lettre de 222 pages, autant dire un livre. Dans ce « réquisitoire » maintes fois photocopié et abondamment diffusé, sur le ton poli mais glacial d'un procureur, il dresse la liste minutieuse des méfaits du régime. S'enhardissant à son tour, le Dr Baghaï, chef du parti des Travailleurs, s'attaque au Rastākhiz qu'il accuse d'être le centre de ralliement de tout ce que l'Iran compte de corrompus et de pillards. Ses accusations s'appuient notamment sur un passage précis de *Mission pour ma Patrie*, le livre du Chah, dans lequel celui-ci se présente comme le défenseur du bipartisme. Une pluie de pamphlets similaires s'abat alors sur le pouvoir impérial : celui des « artistes », réclamant le droit de créer une libre association, voisine avec une pétition, inspirée par la charte 77 des dissidents tchèques, qui réunit un grand nombre de signataires. Dans leur lettre datée du 12 juin 1977, trois personnalités du Front national, Karim Sandjabi, Chapour Bakhtiar et Dariouch Forouhar, demandent au Chah de « mettre fin à la dictature » et de respecter « enfin » la lettre de la Constitution de 1906. Ouverte, la vanne des critiques ne cessera plus d'alimenter la fronde antirégime.

Les opposants au régime ont trouvé en Carter un nouveau protecteur. Nombre d'entre eux vont désormais rechercher son appui, le citer à témoin, comme Mozaffar Firouz, le fameux « prince rouge », qui, dans l'une des nombreuses missives enflammées dont il bombarde le président américain, le met au défi de faire davantage pression sur le Chah pour accélérer la démocratisation du pays, avant d'ajouter : « Je suis convaincu qu'un [Andrew Young] sera plus utile à l'Amérique que toutes les bombes atomiques²¹. » Et la Maison Blanche d'entonner à son tour les revendications des opposants iraniens pour les jeter à la figure du Chah. C'est le cas du secrétaire d'État américain, Cyrus Vance, qui, dans un entretien avec le souverain, reprend les termes mêmes de la lettre de Seyyed-Djavādi sur les violations de la Constitution²². C'est à ce moment que se fait, officiellement, la jonction entre les adversaires du dedans et du dehors.

En août 1977, poussée par le « vent de Carter », la contestation franchit un seuil supplémentaire. Au cours d'une harangue prononcée dans une mosquée, en plein cœur de Téhéran, Mehdi Bāzargān, chef de la tendance religieuse du Front national, porte-parole du Bāzār, c'est-à-dire du noyau socio-économique de l'opposition anti-régime, fait acclamer par des centaines de fidèles le nom du Dr Mossadegh... mais aussi celui de l'ayatollah Khomeini.

1. Fondée au XVIII^e siècle en Angleterre par John Wesley, l'Église méthodiste s'adresse aux oubliés. C'est un populisme sacralisé tourné vers les plus pauvres et l'outre-mer. On peut à son sujet parler de proto-tiers-mondisme.

2. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, op. cit., pp. 335-336.

3. Hussein Fardoust, *Zohour*, op. cit., p. 572.

4. Historien américain et analyste politique, Arthur M. Schlesinger Jr. (1917-2007) fut assistant spécial du président américain John F. Kennedy et conseiller de l'administration Carter.

5. Hussein Bashiriyeh, *The State and Revolution in Iran*, Londres, Routledge, 2011, p. 105.

6. Sara Steinmetz, *Democratic Transition and Human Rights : Perspectives on U.S. Foreign Policy*, New York, SUNY Press, 1994.

7. Attorney général de 1957 à 1961 sous le mandat du président Dwight David Eisenhower et ministre des Affaires étrangères de 1969 à 1973 sous le mandat du président Richard Nixon, William Pierce Rogers (1913-2001) fut également « administrateur de la Fondation Pahlavi enregistrée à New York comme une société américaine ».

8. Politicien, diplomate, pasteur et militant des droits civiques, Andrew Young (1932-) a été nommé par Jimmy Carter comme premier ambassadeur afro-américain aux Nations unies en 1977. Par la suite, Young sera maire d'Atlanta et président-directeur général de Wal-Mart.
9. Gary Sick, *All Fall Down : America's Fateful Encounter with Iran*, New York, I. B. Tauris, 1985, p. 69.
10. Vingt ans plus tard, Ardéchir Zāhédi se souviendra : « J'avais mis Sa Majesté en garde contre Sullivan, lui demandant de lui refuser son agrément. Tout le monde se souvenait à Washington des dégâts qu'il avait causés dans ses précédents postes, au Viêt-nam et aux Philippines » (Radio Shalom Nice, 30 avril 1998).
11. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, op. cit., pp. 368-369.
12. Politologue américain d'origine polonaise et farouche opposant du « totalitarisme soviétique » (titre de sa thèse de doctorat), Zbigniew Kazimierz Brzeziński a été conseiller à la Sécurité nationale (National Security Advisor ou NSA) du président des États-Unis Jimmy Carter, de 1977 à 1981. Il est notamment l'auteur du *Grand Échiquier*, traduction de *The Grand Chessboard* (Paris, Hachette Littératures, coll. « Pluriel », 1997).
13. Dans l'autobiographie qu'il publie durant son exil, le Chah relate les pressions constantes de l'ambassadeur américain en vue d'obtenir des mesures de « libéralisation extrême » (M. R. Pahlavi, *The Shah's Story*, Londres, Michael Joseph, 1980, p. 186).
14. Liés dans son esprit aux intrigues des grandes compagnies pétrolières et aux pressions exercées par l'Amérique.
15. Fils du général Mohammad Fazlollah Zāhédi qui s'est illustré lors de l'opération Ajax (1953), ambassadeur aux États-Unis (1959-1962) et au Royaume-Uni (1962-1966), Ardéchir Zāhédi fut ministre des Affaires étrangères du cabinet Hoveida avant de reprendre son poste d'ambassadeur à Washington de 1973 à 1979.
16. Ardéchir Zāhédi figure, par exemple, parmi les chevaliers servants de Liz Taylor...
17. Michael Ledeen et William Lewis, *La Dêbâcle*, op. cit., p. 74.
18. Farah Pahlavi, *Mémoires*, op. cit., p. 260.
19. Claire Brière et Pierre Blanchet, *Iran : la Révolution au nom de Dieu*, Paris, Seuil, 1979, p. 52.
20. Figure emblématique de la gauche mossadéghiste, Asghar Seyyed-Djavādi est, sous le Chah, un grand magistrat, procureur de Téhéran puis directeur d'un département au ministère de l'Équipement et du Logement. Après la Révolution, il sera ministre de l'Intérieur dans le cabinet Bāzargān.
21. Mahine Firouz, *Zandegui-e Siyassi-e Chazde Mozaffar Firouz* [La vie politique du prince Mozaffar Firouz], Paris, Abenousse, 1990.
22. Parviz Radji, *In the Service*, op. cit.

L'éviction d'Hoveida

Alors que se réveille l'opposition politique, l'économie iranienne traverse, au cours de l'année 1977, une très mauvaise passe. Plusieurs facteurs se conjuguent pour priver l'Iran des pleins bénéfices du « boom pétrolier », cette prodigieuse carotte dont dépend, dans une large mesure, la légitimité du régime du Chah.

En réponse à l'augmentation du prix du baril de pétrole provoquée par le choc pétrolier, les pays occidentaux ont entrepris une politique ciblée de réduction de leur consommation d'énergie, amoindrissant du même coup les profits des pays producteurs d'hydrocarbures. La situation est aggravée par la récession mondiale et par la baisse continue du dollar US, monnaie des transactions pétrolières, qui limite davantage les exportations de l'Iran.

À tout cela s'ajoute l'absence des investissements privés causée par la fuite des capitaux à l'étranger ou par leur placement dans des activités spéculatives à court terme. De nombreux projets industriels en cours sont mis en berne, d'autres abandonnés. Les nouvelles couches de la population, qui s'étaient vu distribuer une part des profits du développement économique accéléré, se sentent maintenant flouées et menacées par la paupérisation.

Le gouvernement Hoveida opte pour une augmentation des revenus fiscaux de l'État. Le Premier ministre déclare fièrement que, grâce aux impôts qui couvrent désormais 20 % du budget, le niveau de la croissance sera maintenu. Mais ces mesures peinent à produire les résultats escomptés. Surtout, elles ne répondent pas à l'impatience croissante de la population. L'amélioration du statut des peuples qui commencent à mieux vivre les rend de moins en moins enclins à la résignation : « C'est justement parce que cela allait mieux pour les Français qu'ils n'ont pas supporté que cela aille plus mal », expliquait Alexis de Tocqueville à propos de la Révolution française.

En juillet, la machine surchauffée s'arrête soudainement.

L'alimentation électrique est la première à lâcher. Le pays, privé de courant, est plongé cinq heures par jour dans l'obscurité et la chaleur étouffante. En devenant quotidiennes, ces coupures causent de multiples incidents et font scandale. Ainsi deux hommes opérés des yeux perdent-ils la vue à cause des pannes électriques qui affectent l'alimentation de l'hôpital Firouzgar de Téhéran. Le plus grand ophtalmologue d'Iran porte plainte contre le ministère de l'Énergie. L'affaire fait du bruit, mais c'est l'ensemble du système qui est rapidement paralysé et discrédité par ces dysfonctionnements : usines, centrales, réseaux de communication. Techniciens et experts pointent du doigt quatre causes : les vices de construction du barrage Réza Chah Kabir ; les retards d'installation des turbines Alsthom ; la sécheresse ainsi que la croissance effrénée de la consommation électrique. Mais il faut un fautif.

Tout le monde s'étonne d'apprendre que le Premier ministre, Amir-Abbās Hoveida, est en Grèce où il passe ses vacances. « Hoveida, entend-on dire chez l'épicier, s'est sauvé à cause des pannes ! » Au Majless, le député de la ville d'Abadan attaque le chef du gouvernement qu'il déclare « défaillant dans 95 % de ses entreprises ». Dans la classe politique iranienne circulent les propos les plus méprisants à l'égard d'Hoveida. Abou-Nasr Azod, un autre « prince rouge », prétend que durant treize ans, de 1965 à 1977, Hoveida n'a pas été Premier ministre mais seulement « le secrétaire particulier du Chah¹ ».

Farah est rentrée de sa visite à Washington convaincue que l'on ferait bien de se débarrasser de lui. Dans le contexte de crise, la vindicte populaire aidant, l'idée fait rapidement son chemin. On se plaît à penser qu'en sacrifiant l'encombrant commis en chef de la Révolution blanche on pourrait se refaire une virginité et rentrer dans les grâces du président américain, tout en satisfaisant l'opposition. Peut-être cela permettrait-il de gagner du temps... À défaut d'une solution économique, le Chah a besoin d'une issue politique. Il décide donc de plier et d'abandonner du lest en sacrifiant son bras droit.

Lorsque Hoveida revient en Iran, fin juillet, son sort est réglé. Le 3 août, il confie à son ami Radji : « ils m'ont déjà enterré vivant », expliquant au diplomate iranien que la reine est devenue sa pire ennemie. Le 5 août, selon les rumeurs persistantes qui circulent dans la presse, Amir-Abbās Hoveida, calomnié dans un journal anglais,

devrait démissionner incessamment. Le 6 août, le Palais lui signifie qu'il doit quitter la tête du gouvernement. Pour atténuer son limogeage, le Chah lui offre le titre honorifique de ministre de la Cour². Il dit à Farah : « il saura, j'en suis sûr, mettre de l'ordre dans cette maison ». « À condition, réplique la reine, avec un sourire malicieux, que vous lui fournissiez le balai dont il aura besoin³. » Celui qu'Abbās Milani a surnommé le Sphinx est certain qu'il saura rebondir et rester dans les bonnes grâces du Palais⁴.

Le lendemain de son éviction, le journal *Etelāat*⁵ publie une photographie de lui le montrant de dos, la canne à la main, avec le titre : « Hoveida s'en va ! » Le départ de ce président du Conseil réputé inamovible signifie la fin d'une époque, celle du rêve de la Grande Civilisation auquel il avait lui-même sans doute cru. Personnalité bonhomme associée à l'orchidée qu'il portait à la boutonnière et à la pipe qu'il fumait de manière compulsive, il en était venu à incarner le régime impérial. René Maheu l'avait qualifié de « colonne du nouvel Empire », bien qu'en réalité il n'était plus que le soliveau d'un système branlant. Hoveida se confond tant avec sa fonction qu'à la radio le speaker qui, le 6 août, annonce son éviction et la nomination de son remplaçant commet un lapsus révélateur en s'écriant : « *Amouzegar, Hoveida Chod* » [Amouzegar est devenu Hoveida]. Le signe d'une embolie institutionnelle.

Avant de disparaître de l'avant-scène politique, Hoveida a donné quelques exemples de sa sagacité politique. Début 1977, cherchant à se montrer au nouvel occupant de la Maison Blanche sous son jour le plus libéral, il a été le premier chef de gouvernement à rendre visite au Premier ministre espagnol, Adolfo Suárez, lui aussi engagé dans un effort de modernisation et de « transition démocratique » de la monarchie ibérique. En juin, revêtu du costume de paysan du Kavir, où on l'a élu « Katkhoda [maire de village] d'honneur », il a fait son dernier show en présentant la nouvelle version du *battledress* des forces auxiliaires iraniennes. Mais aucune posture, aucune parure ne peut désormais suffire à prolonger son mandat.

Qui est-il ? Demi-qādjār, demi-bahā'ī, mais 100 % intellectuel, à coloration surréaliste. Homme de gauche rallié à l'aventure Pahlavi. Dans sa jeunesse, durant ses études à Bruxelles, il avait fait partie de l'équipe qui traduisit *Le Capital* de Karl Marx en persan. M. Hoveida, M. Évidence, c'est un tronc de mollusque monté sur des jambes de

héron aux fines chevilles gainées de soie⁶. De cette enveloppe ingrate, mais sympathique, jaillit une pensée aussi lumineuse qu'un rayon laser sortant d'une motte de beurre. L'âme autant élastique que ses chairs sont flasques, il est doté d'un formidable esprit de repartie. Lecteur boulimique, ce spécialiste de Panaït Istrati, le Gorki des Balkans, a été imprégné à jamais par le bain surréaliste dans lequel il a si longtemps macéré. Extérieurement, cet animal politique s'est constitué une panoplie d'homme d'État, tout un attirail comprenant la « pipe d'Harold Wilson » et la « canne de Talleyrand ».

L'Histoire lui a reproché, et lui reprochera sans doute encore, certains traits de caractère qui lui ont valu une partie de sa pérennité politique au Palais : « une personnalité ondulante, un caractère melliflu, [...] une sinuosité, une serviabilité prononcées⁷ ». Bref, cet administrateur débonnaire se voit reprocher ce qui a également fait sa qualité de Premier ministre d'Empire : sa souplesse – certains diront son laxisme – systématique. Amir-Abbās Hoveida a dû sa longévité politique à ses défauts autant qu'à ses qualités. Comme Barrès l'avait dit de Briand, c'était « un monstre de souplesse ». Hoveida, qui est très lié à la grande figure de la franc-maçonnerie française Ernest Van Hecke, a assumé une charge sans véritable responsabilité, sinon celle d'arrondir les angles.

Celui en qui ses ennemis ont voulu voir un courtisan obséquieux et servile n'est pourtant pas homme à renier ses croyances ou à les utiliser pour servir un quelconque agenda. Patriote doublé d'un esprit rationnel, il a cru en la cause qu'il servait. Sa formation marxiste lui a enseigné que l'économique, la fameuse « infrastructure », détermine le reste. Exposant dans *La Revue des Deux Mondes* le « nouveau contrat social iranien », il a énoncé clairement ses certitudes selon lesquelles, normalement, la démocratie économique doit entraîner, tôt ou tard, l'avènement de la démocratie politiques⁸. Pour reprendre le mot de la reine, il reste persuadé que l'Iran est un pays « en voie de démocratie ». Une fois son échec consommé, nombreux sont ceux qui lui feront le procès de cette « équation optimiste », argument éminemment néolibéral qui, il est vrai, souvent justifie la dictature.

Mais Hoveida va bientôt cesser de baguenauder. En même temps que lui tombent Manoutchehr Eghbal⁹ et Assadollah Alam¹⁰, deux autres piliers du régime. Hoveida, qui a tant fait rire les Iraniens, les fera bientôt pleurer. Charlie Chaplin meurt. Le temps de la comédie

terminé, celui de la tragédie est venu.

1. Abou-Nasr Azod, *Bāznégari dar Tarikh* [Corrections historiques], Bethesda (MA), Iranbooks, 1996, p. 399.
2. N'était-ce pas à ce poste qu'il avait nommé le grand Mohammad Ali Foroughi (1877-1942) après sa démission en 1942 ?
3. Histoire rapportée par Fereidoun Hoveida, le frère d'Amir-Abbās, dans : *La Chute du Shah*, Paris, Buchet-Chastel, 1980.
4. Abbās Milani, *The Persian Sphinx*, op. cit., pp. 283-284.
5. Fondé en 1927, *Etelāat* [Information] est le plus vieux quotidien encore diffusé en Iran.
6. « Mon pigeon pattu », c'est ainsi que la marquise de Pompadour appelait le cardinal de Bernis, en raison de ses longues jambes et de son gros ventre...
7. Farhad Khōsrōkhavar, « Modernisation et appareil d'État : du rapport entre la modernisation et l'appareil d'État en Iran entre 1960 et 1977 », thèse de troisième cycle, Paris, École des hautes études en sciences sociales, décembre 1977.
8. Amir-Abbās Hoveida, « L'Iran et le "nouveau contrat social" », *La Revue des Deux Mondes*, 1975, pp. 527-534.
9. Fin novembre 1977, le Dr Manoutchehr Eghbal, ancien Premier ministre, fidèle parmi les fidèles, est foudroyé par une apoplexie. Son frère Khosrō raconte que, dans les jours qui avaient précédé, le défunt était très inquiet de la tournure des événements. Il était allé trouver le Chah qui l'avait rabroué et était revenu ulcéré de cet entretien...
10. Le 14 avril 1978, Assadollah Alam, le prédécesseur d'Hoveida au ministère de la Cour, s'écroule à son tour. Celui qui a mis le Chah en contact avec les hématologues français meurt de leucémie au New York Hospital. Lui aussi avait perçu la montée du processus révolutionnaire.

Canossa sur le Potomac

Le 30 juillet 1977, avec une semaine d'avance, considérant comme acquis, sinon officiels, la destitution d'Amir-Abbās Hoveida et son remplacement par Houchang Ansari¹ – lequel vient fort opportunément de se déclarer partisan de la liberté d'expression –, l'ambassade de Grande-Bretagne communique la nouvelle aux autres ambassades et chancelleries du Commonwealth.

Finalement, c'est Djamchid Amouzegar qui succède à Hoveida. À bien des égards, Ansari ou Amouzegar, c'est un peu blanc bonnet et bonnet blanc. Ce sont tous deux des économistes, leaders de deux factions – forcément amies – du Rastākhiz et, surtout, les deux hommes se valent par leur bienveillance ouverte vis-à-vis des États-Unis. L'important pour le roi est de nommer « un homme des Américains » plutôt que ces derniers ne le choisissent eux-mêmes. Et les candidats ne manquent pas. Parmi eux Ali Amini, un autre américanophile qui vient de déclarer qu'il se débarrasserait de toute la « clique d'Hoveida » s'il était nommé à la tête du gouvernement.

En nommant Amouzegar, le Palais a choisi un personnage relativement « terne² », plus facile à contrôler qu'Amini ou Ansari, mais susceptible, tout de même, de plaire à Washington. Avec lui, Hoveida, le maçon francophile, diplômé de l'université libre de Bruxelles, est remplacé par son contraire, un technocrate sorti d'universités d'outre-Atlantique et affilié à la CIA. Le successeur d'Hoveida est aussi sec que lui était gras. Un visage émacié, de la prestance mais aucun charisme. Fils d'un mollah reconverti lors de la fondation de l'école laïque par Réza Chah, il est originaire de Beyram, près de Lār, dans la région du golfe Persique. C'est pour ainsi dire un « Bandari », d'où son teint basané, son profil aquilin et son air farouche. Amouzegar est détenteur d'un Ph.D. d'hygiéniste de l'université Cornell où il a également enseigné quelque temps avant de revenir au pays. C'est, pour ainsi dire, un « Américain » qui succède à

un « Français ».

L'« instituteur » (c'est la signification littérale de son patronyme) a été, tour à tour, ministre de la Santé, du Travail et de l'Intérieur. Surnommé « l'Aigle de l'OPEP » en raison du rôle clé qu'il a joué dans le quadruplement du prix du baril du pétrole en 1971, il a été brièvement pris en otage par le terroriste vénézuélien Carlos (1975) avant d'être décoré par le Chah du *Tādj* de première classe. Il jouit d'une réputation de brillant administrateur et d'amoureux des arts. Chapour Bakhtiar trace de lui un portrait peu amène : « Djamchid Amouzegar était droit, intelligent, doté d'une mémoire fantastique. On peut néanmoins le qualifier de parfait technocrate, il n'avait pas l'étoffe d'un chef d'État et se montrait dépourvu de sens politique³. » Il parle peu, agit beaucoup, pas toujours dans la bonne direction... Mais tout le monde en Iran – et aux États-Unis – semble se satisfaire de sa nomination.

Dès sa prise de fonctions, « l'Aigle de l'OPEP » se montre très conciliant envers les capitales occidentales. Inversant la politique pétrolière de l'Iran d'Hoveida, il se déclare partisan de la baisse des prix du brut, ce qui, de fait, l'aligne sur le Saoudien Yamani, jusqu'ici décrié à Téhéran.

Amouzegar entreprend une « politique d'austérité » particulièrement maladroite qui, en plus de le rendre impopulaire, finit d'enrayer complètement la machine économique. Dans le budget promulgué en 1978, le successeur d'Hoveida annonce vouloir augmenter la recette fiscale de 46 % ! Ses tentatives pour refroidir la machine économique ne vont faire qu'aggraver la crise du système, entraîner une hausse du chômage et une baisse des profits du secteur privé.

En chargeant Amouzegar de former le nouveau cabinet, le Chah, en proie à une agitation croissante, déclare : « Je dois vous dire que les dix-huitième et dix-neuvième points de la Révolution blanche sont déjà dans ma tête ! » Promulgués quelques jours plus tard, les deux nouveaux articles de la charte impériale sont les suivants : 1) « indexation de la montée des prix des terrains au rythme “normal” de l'inflation, par paliers annuels » ; 2) « contrôle de la fortune personnelle des fonctionnaires de l'État, sur déclaration, et jusqu'à la retraite ». La corruption s'ajoute ainsi à l'inflation comme nouvelle cible de la fuite en avant du Chah. Or, en s'attaquant à cette dernière,

le nouveau gouvernement Amouzegar provoque une accélération de l'exil fiscal et exhume quelques « affaires » qui, déformées par la rumeur, scandalisent les « purs », embrasent l'imagination publique et excitent la vindicte populaire. Des bruits circulent par exemple sur le fait que l'ancien maire de la capitale, Gholām-Réza Nikpay⁴, a été arrêté à l'aéroport Mehrābād, avec une valise contenant 70 millions de dollars. Les oui-dire soutiennent également que ce même Nikpay avait trouvé un moyen particulièrement macabre pour faire sortir en fraude les bijoux de grand prix qu'il avait amassés : sa mère venant de mourir, il avait obtenu la permission, conformément aux traditions religieuses de la famille, de la faire inhumer dans la ville sainte de Karbala, en Irak. Avant d'expédier la dépouille par avion, il lui aurait ouvert le ventre afin d'y dissimuler son trésor et éviter ainsi les contrôles douaniers. Dans la même veine, Farokhrou Parsā⁵, la célèbre « première femme ministre d'Iran », aurait également cherché à frauder les douanes en faisant sortir 10 millions de tomans. Les Iraniens découvrent ces malversations dans la presse. Les esprits s'échauffent.

Le mois d'octobre est parcouru par une nouvelle vague contestataire. Des grèves et des manifestations d'intellectuels et d'étudiants se succèdent presque chaque jour.

Début octobre, au Goethe Institute que l'ambassadeur d'Allemagne Ritzel a volontairement ouvert aux opposants, un rassemblement de poètes dégénère en de véritables « assises de l'Intelligentsia antirégime ». Trois cents personnes étaient attendues, il en vient trois mille, puis quinze mille. Tout ce monde occupe les rues adjacentes, installe des haut-parleurs qui répercutent dans les quartiers avoisinants des suppliques en vers glorifiant la Liberté. Au même moment l'ambassadeur Ritzel prend contact avec les chefs de l'opposition, parmi lesquels Mehdi Bāzargān⁶.

Le 9 octobre, les étudiants de l'université de Téhéran interdisent aux « filles » l'accès du restaurant universitaire que les autorités avaient voulu rendre mixte. Après avoir bombardé la salle commune d'œufs pourris et d'oignons, ils incendient un autobus. Fait notable : le passage à l'acte s'habille d'une rhétorique religieuse. Une étudiante raconte : « ils s'interdisaient de nous parler, nous adressant leurs mises en garde griffonnées sur des bouts de papier ». La fronde, encore balbutiante, expose sa misogynie. Le Chah dénonce aussitôt les

nouvelles exactions de ce qu'il appelle la « réaction noire » et déclare que celle-ci « prétend effacer la Révolution blanche pour faire retourner l'Iran 1 500, 2 000 ans en arrière ! »

Le 21 octobre, Mostafa, le fils aîné de Ruhollāh Khomeini, meurt emporté par une brève maladie. Ce deuil fournit aux partisans de l'ayatollah une première occasion de mesurer leur force. Le 25, le journal *Keyhān* [Le monde, ou L'univers] publie un avis de décès signé par le beau-père de Khomeini, l'ayatollah Saghafi-Tehrani, qui invite les fidèles à assister au service funéraire à la mosquée Djamé, en souvenir « du fils de l'éminent chef des chiites de toute la planète ». Les obsèques attirent 3 000 personnes.

Avant de quitter l'Iran pour une visite officielle aux États-Unis, le Chah décide de parer à tout danger de se voir contraint par Carter de prendre Amini comme Premier ministre. Dans le but de discréditer ce dernier, il révèle qu'il lui avait déjà été imposé à ce poste, quinze ans auparavant, par John Fitzgerald Kennedy. Du même coup, il dévoile sciemment l'origine américaine des réformes, notamment celle de l'agriculture, célébrée pourtant comme la principale réalisation de son règne. Le 22 octobre, la presse iranienne rapporte, avec une synchronie parfaite, les révélations récentes faites par l'ex-ambassadeur américain en Iran, Armin Mayer, attestant qu'en 1961 le président Kennedy, en contrepartie d'une aide de 35 millions de dollars à l'Iran, était personnellement intervenu pour obtenir du Chah qu'il nomme Ali Amini, alors ambassadeur à Washington et proche de la Maison Blanche, chef du gouvernement. Les journaux ajoutent que le conseiller à la sécurité de JFK, Walt Whitman Rostow, farouche anticomuniste, avait alors conçu un vaste plan d'intervention américaine dans les affaires iraniennes, scénario dans lequel Amini était appelé à jouer un rôle de premier plan. « Mais, conclut l'un des principaux organes de presse, devant le mécontentement populaire et après avoir, tour à tour, établi une sévère censure sur la presse, fait emprisonner des centaines d'individus, réduit le budget militaire du pays et proclamé la faillite de la nation, Amini avait dû donner sa démission. » Le Palais fait d'une pierre deux coups : la campagne de presse neutralise « l'option Amini » tout en pointant du doigt les fautes américaines.

Quatre jours plus tard, cherchant à éviter sa marginalisation politique, Ali Amini tente une contre-attaque. À l'occasion du

traditionnel « Salām du Quatre Aban », les vœux d'anniversaire traditionnels des anciens ministres au Chah, le discours est prononcé... par Amini en personne. L'atmosphère est glaciale et l'empereur, qui ne daigne pas même répondre, murmure en s'éloignant : « Ce n'était pas sa place... » Le 31 octobre, dans une lettre ouverte adressée au journal *Rastākhiz*, Amini répond aux allégations de la presse : « Pourquoi, après seize ans d'oubli, s'est-on brusquement souvenu de moi ? » Joignant à sa lettre la photocopie du firman par lequel le roi l'avait nommé Premier ministre en 1961, et soulignant « la confiance » que le Chah disait alors lui porter, Amini joue son va-tout en déclarant que l'auteur de ces allégations devrait, en toute logique, être poursuivi et condamné pour « injures au souverain ». Pourtant, dans l'interview qu'il accorde le 3 novembre à *Newsweek*, le Chah confirme que « Kennedy était bien intervenu personnellement dans la désignation d'Ali Amini comme chef du gouvernement iranien ».

Le sort d'Ali Amini, longtemps considéré comme l'option préférée des Américains pour l'Iran, semble scellé. Pour le moment du moins. Mais la crise irano-américaine, elle, reste ouverte. Malgré sa volonté d'en découdre avec la Maison Blanche, le Chah sait qu'il n'a pas d'autre option que de s'incliner devant ses protecteurs. C'est donc habité par des sentiments contraires que le souverain se résout à « aller à Canossa ».

La rencontre de Washington s'annonce comme une épreuve de vérité. Tout le monde a le sentiment que de l'impression que fera le Chah sur Carter dépendra le sort du régime et donc du pays. À la veille de rencontrer le président américain, le roi donne « des gages de bonne volonté » à la Maison Blanche. Dans l'entrevue donnée à *Newsweek*, il déclare qu'il renoncera à réclamer une hausse supplémentaire du pétrole brut. Une attention à laquelle est particulièrement sensible l'exécutif américain. Le journaliste français Éric Rouleau observe à ce propos que le cadeau royal a peut-être ébranlé le leader américain, dont les principes moraux n'ont cessé de s'étioler au contact des dures réalités de la politique internationale⁷. Cerise sur le gâteau, moins de quarante-huit heures avant l'arrivée du Chah d'Iran sur le sol américain, sa sœur, la princesse Ashraf, condamne farouchement, à la tribune des Nations unies, l'usage de la violence.

Le 15 novembre 1977, devant un parterre de journalistes réunis devant la Maison Blanche, Carter accueille le Chah par ces mots : « Vous avez déjà rencontré sept autres présidents des États-Unis ; c'est un honneur pour moi de vous recevoir dès la première année de ma présidence. » À peine le roi a-t-il commencé son discours que des cris et des vociférations se font entendre. Le souverain se mouche bruyamment, tandis que le président américain écrase du pouce des larmes qui pointent au coin de ses yeux. Farah éponge aussi son visage avec un mouchoir. Les gens qui, en Iran, regardent la retransmission de la cérémonie sur leurs écrans de télévision croient que les dirigeants, submergés par l'émotion, n'ont pu retenir leurs larmes⁸. Intense émotion ? Non, ce sont plutôt les effets des gaz lacrymogènes avec lesquels la police tente de disperser les très nombreux manifestants qui sont venus accueillir le couple impérial, gaz que le vent violent qui souffle ce jour-là a rabattu vers la tribune présidentielle⁹. « L'air de Washington est très pollué... », murmure Carter à l'adresse de ses hôtes.

En tout, une dizaine de milliers d'Iraniens sont réunis jusque sur les pelouses de la Maison Blanche devant la porte du « justicier en chef », comme s'ils voulaient qu'il les départage. Il en vient de partout aux États-Unis, d'Europe et du Moyen-Orient. Trois groupes se font face. Les premiers arrivés manifestent en faveur du Chah. Ils sont jeunes et portent des vêtements élégants et décontractés ; il y a parmi eux beaucoup de femmes. L'une d'elles porte son bébé qui agite un drapeau iranien arborant le Lion et le Soleil [*Chir-o-Khorchid*] des Pahlavi¹⁰. Puis arrivent les opposants au régime, essentiellement des hommes armés de bâtons et masqués. Ces deux groupes sont enfin rejoints par les contre-manifestants : mines patibulaires, certains coiffés d'un « *kola tādjer* » [bonnet de laine], ils brandissent des banderoles proclamant des slogans en persan. Ces renforts sont arrivés en avions affrétés tout spécialement par les autorités. Interrogé à leur propos, l'ambassadeur Ardéchir Zāhédi déclare à la presse : « Vous me demandez si j'ai organisé une contre-manifestation et vous ne vous préoccupez pas de savoir qui soutient les manifestants anti-Chah¹¹ ! »

L'épisode au parfum de gaz lacrymogène est salué par les journaux anglo-saxons avec des titres irrévérencieux comme : « Le Chah reçu avec des gaz. » Les observateurs relèvent que c'est « la première fois [aux États-Unis] que des manifestations importantes mettent aux

prises des citoyens presque exclusivement étrangers¹² ». Pendant quelques heures, les abords de la Maison Blanche ressemblent en effet à un quartier de Téhéran. Un véritable microcosme de la société iranienne. Un échantillon de la crise qui se joue à des milliers de kilomètres de Washington.

Le reste de la visite se déroule sans encombre. Passage en revue des troupes, signature d'accords, conférence de presse, dîner officiel. Le soir, Carter offre à son hôte un concert de jazz avec Sarah Vaughan et Dizzy Gillespie. Ce n'est pas le style du Chah. Le malaise est palpable. Les incidents du matin ont démontré l'instabilité de la situation politique iranienne.

Les manifestations de Washington, que les Iraniens ont pu suivre sur la BBC, suscitent une agitation accrue dans les universités iraniennes. Le 17, à Téhéran, les étudiants dévastent l'avenue Eisenhower, proche de l'université. La succursale Citroën et quelques banques sont mises à sac. Deux cents émeutiers sont appréhendés par les forces de l'ordre. Début décembre, les principales universités sont en grève ou fermées. Réunis au « Caravansérail de pierre » à Karadj, les membres du Front national sont molestés par des nervis du régime. L'un des dirigeants, Chapour Bakhtiar, a un os du bras fêlé. Des manifestations similaires éclatent un peu partout. À Machhad, il y a un mort. Mi-décembre, au cours de la coupe *Aryamehr* de lutte gréco-romaine, les étudiants de la faculté de physique, après avoir démonstrativement mis en lambeaux la bannière étoilée, fraternisent avec les athlètes soviétiques, avec lesquels ils échangent de chaudes poignées de main.

Durant l'automne 1977, les premiers troubles sont encore essentiellement le fait de mouvements de gauche et d'extrême gauche. Dans l'ombre, les groupes islamistes se contentent d'observer et de compter les points.

Le Chah est, malgré tout, satisfait de son voyage. Les médias iraniens saluent cette visite qui s'achève par la signature, entre l'Iran les États-Unis, « du plus grand accord économique jamais conclu entre les deux États ». « D'une manière générale, note Rouleau, les observateurs ont été frappés par la chaleur avec laquelle M. Carter a célébré son hôte et sa politique, ainsi que la réserve avec laquelle le problème des droits de l'homme a été abordé¹³. » En cette fin 1977, la situation semble en effet se décanter. Les relations avec la Maison

Blanche se détendent ; c'est de bon augure pour le déplacement officiel que s'apprête à faire le président américain sur le sol iranien.

-
1. Diplomate, *businessman* et « philanthrope irano-américain » (comme il aime à se présenter lui-même), il a été ambassadeur aux États-Unis et ministre des Finances. Il deviendra directeur de la National Iranian Oil Company après que le Chah lui aura préféré Amouzegar au poste de Premier ministre (été 1977).
 2. « Intègre et terne », c'est ainsi que le qualifie Nahāvandi (Houchang Nahāvandi, *La Révolution iranienne : Vérité et mensonges*, Paris, L'Âge d'Homme, 1999, p. 75).
 3. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, *op. cit.*, p. 104.
 4. Gholām-Réza Nikpay a été ministre du Logement, vice-Premier ministre et maire de Téhéran de 1969 à la Révolution islamique durant laquelle il sera arrêté, sommairement jugé et exécuté.
 5. Physicienne, parlementaire et ministre de l'Éducation, Farokhrou Parsā fut également l'un des principaux défenseurs du droit des femmes durant la période préislamique. Condamnée à mort en 1980, elle subit d'abord une pendaison ratée avant d'être achevée par un peloton d'exécution.
 6. Ritzel est si bien introduit au sein des milieux révolutionnaires qu'en septembre 1979 il sera invité aux funérailles de l'influent ayatollah Taleghāni.
 7. Éric Rouleau, « Le Chah d'Iran s'est prononcé à Washington pour un blocage du prix du pétrole pendant un an », *Le Monde*, 18 novembre 1977.
 8. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, *op. cit.*, p. 277.
 9. Jimmy Carter, *Keeping Faith : Memoirs of a President*, Fayetteville, University of Arkansas Press, 1995, pp. 441-442.
 10. Héritage de l'époque préislamique, le lion solaire est l'emblème de l'Iran et le motif central du drapeau du pays de 1576 à 1979.
 11. C'est Zāhédi qui aurait eu l'idée de faire venir de Téhéran – tous frais payés – des monarchistes pour accueillir le couple impérial et faire « bon effet » à leur hôte de la Maison Blanche. Mais l'affaire s'ébruite, les contestataires affluent, d'où l'incident.
 12. Éric Rouleau, « Le Chah d'Iran », art. cité.
 13. *Ibid.*

Réveillon persan

Deux semaines après la visite du couple impérial à Washington, Jimmy Carter leur rend la politesse en s'arrêtant en Iran, le 31 décembre 1977.

Arrivant de Moscou et en route pour New Delhi, le président américain atterrit à bord d'Air Force One. Entouré par les plus hauts dignitaires de l'Empire, le Chah vient à sa rencontre sur le tarmac de l'aéroport Mehrābād dans son manteau de cashmere noir. En haut de la passerelle, le petit président virginien surgit du cockpit, vêtu d'un imperméable mastic, soigneusement froissé, qu'il semble avoir emprunté à l'inspecteur Columbo.

Le couple Carter est venu passer la Saint-Sylvestre à Téhéran. La capitale iranienne leur a réservé le plus chaleureux et le plus intime des accueils. Le Chah a donné des ordres pour qu'un petit sapin de Noël soit placé dans la chambre qu'occuperont le président et la *First Lady* au palais Niāvarān. Au même moment, à New York, invitée dans un *late-show*, la chanteuse pop Joan Baez déclare, tout en grattant sa guitare, que « le Chah regarde, de sang-froid, égorger, sous ses yeux, des femmes et des enfants ».

Le réveillon a été organisé dans la bibliothèque personnelle du Chah. Le chef du protocole, Aslan Afshār, ne peut s'empêcher de remarquer les grosses chaussures marron que le président américain porte avec son smoking. Le roi Hussein de Jordanie arrivera après le dîner officiel¹. La table de ce nouvel an persan se couvre des mets les plus délicieux où se mêlent le champagne français et le caviar de la Caspienne. Pierre Salinger en fait un délicieux compte rendu : « Bientôt, les lumières baissèrent dans la salle à manger et l'on vit entrer une procession de valets portant des glaces flambées au cherry. Suivies d'une salade de fruits pour les convives encore assez courageux. Tout au long du dîner, un orchestre nous joue des morceaux de Verdi, Chopin, Bernstein, Sandjari et Matesky². »

Portant un toast, le Chah prend le premier la parole et déclare : « Dans notre pays, selon la tradition ancienne, la visite du premier hôte de l'année nouvelle est un présage pour l'année entière. Et si l'année nouvelle se célèbre habituellement par l'arrivée du printemps [à Nōrouz], notre hôte de ce soir est une personne dont l'amitié et la bonne volonté sont telles que nous considérons sa visite comme un présage tout à fait excellent³. » Puis, sur un ton plus solennel, le roi prononce des paroles lourdes de sens à l'adresse de son hôte américain :

Dès les premiers jours de votre campagne électorale, vous avez indiqué combien vous étiez attaché aux grands idéaux du droit, de la justice et des valeurs individuelles. Autant de qualités qui ont contribué, en un si court laps de temps, à conférer à la société américaine son prestige actuel ; et une nation comme la nôtre, avec sa culture millénaire, peut très bien comprendre à quel point cette conception des principes moraux est vitale, particulièrement dans un monde qui, comme aujourd'hui, souffre de ce qui s'apparente à une crise de civilisation⁴.

Dans sa réponse à *Aryamehr*, Jimmy Carter va jusqu'à affirmer que la monarchie iranienne constitue « une île de stabilité dans l'une des régions les plus troubles et les plus instables du monde », et que son souverain et lui partagent « les mêmes vues sur les droits de l'homme ». Carter passe alors pour avoir fait, en faveur du Chah, la plus belle entorse à sa croisade humanitaire. Pour sa part, le Chah a la faiblesse de prendre les paroles louangeuses de son hôte pour argent comptant.

Minuit sonne ses douze coups. Les vœux de bonne année sont échangés, l'humeur est à la fête. Pierre Salinger se souvient : « Le Chah embrasse Mme Carter, le président embrasse la Chahbanou. L'orchestre entame un fox-trot, le Chah entraîne Mme Carter. Le président se met à danser avec la Chahbanou. Bientôt, tout le monde danse⁵. » L'ambiance est surréaliste. Aux petites heures, le président méthodiste, avec son *tuxedo* et ses godillots marron, valse avec une ballerine américaine du Rudaki (opéra de Téhéran), tandis que les enfants du Chah dansent le disco, sur la mezzanine, sur le *I will Survive*

de Donna Summer. D'aucuns jugent que la « Statue de la Liberté » a choisi un drôle d'endroit pour passer les fêtes de fin d'année, un moment qui est, pour le président américain, traditionnellement celui des bilans et des projets. Le jour se lève sur 1978. Année fatidique.

Après la halte iranienne, Carter fait une tournée proche-orientale pour débloquer les négociations israélo-arabes qui, depuis la mémorable visite de Sadate à Jérusalem, piétinent. Le 4 janvier, il rencontre le raïs égyptien à Assouan.

Carter a-t-il été sincère lorsqu'il a clamé son appui à l'« île de stabilité » du Chah ? Est-il au contraire un parfait hypocrite⁶ ? Pour l'heure, en cette aurore d'année 1978, tout se passe comme si les Américains, ayant regretté leurs récentes récriminations, voulaient faire acte de contrition vis-à-vis de l'allié iranien. Le Chah obtient une victoire personnelle, mais il reste à voir si ces « résolutions du nouvel an » seront tenues.

1. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, op. cit., pp. 296-297.

2. Pierre Salinger, *Otages : les négociations secrètes de Téhéran*, Paris, Buchet-Chastel, 1980, p. 13.

3. Archives du président Jimmy Carter, *Tehran, Iran Toasts of the President and the Shah at a State Dinner*, 31 décembre 1977, coll. « Public Papers of the President », rendus disponibles par John Wooley et Gerhard Peters, *The American Presidency Project*, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=7080> (accès le 15 janvier 2014).

4. *Ibid.*

5. Pierre Salinger, *Otages*, op. cit., p. 13.

6. L'histoire se reproduira quand en octobre 1978, alors que la Révolution fait déjà rage en Iran, Carter, accueillant Ceaușescu à Washington, le couvrira de louanges : « le monde entier vous apprécie et vous admire ». Quant à Rosalynn Carter, elle « entretenait alors une correspondance assez volumineuse avec l'impératrice Farah Diba et lui parlait constamment du soutien de l'Amérique. Indiscutablement, ces lettres encouragèrent la famille impériale à croire que, finalement, le président viendrait à son secours » (Michael Ledeen et William Lewis, *La Débâcle*, op. cit., p. 199).

Le brûlot de l'*Etelāat*

Le 7 janvier 1978 paraît, dans l'*Etelāat*, un éditorial rédigé à l'acide qui accuse l'ayatollah Khomeini d'être un « sodomite » à la « solde des Anglais¹ ». C'est l'étincelle qui met le feu aux poudres. Les trois coups sont frappés. Le drame débute.

La réaction de la communauté religieuse est immédiate. Dans la ville sainte de Ghōm, à l'appel de mollahs outragés, une émeute éclate devant le siège local de l'*Etelāat*. Le lendemain, les *Talibehs* descendent dans la rue et forment un long cortège condamnant l'éditorial impie. La police ouvre le feu, faisant une vingtaine de morts. La presse internationale, notamment allemande, reprend la nouvelle et rapporte que les rues ont dû être nettoyées au bulldozer tant il y avait de cadavres de victimes gisant sur la chaussée.

Pour qu'une telle explosion soit produite par une seule rubrique de journal, il fallait que beaucoup de poudre ait été accumulée dans les mosquées et les officines politiques. L'affaire a des allures de provocation. Mais qui sont les responsables de ce tragique faux pas ? L'éditorial du 7 janvier, signé Rachidi-Motlagh – un pseudonyme –, a été rédigé par un certain Nikou-kha. Mais les doigts se tournent dans la direction de Dariouch Homāyoun, ancien mossadéghiste devenu ministre de l'Information du cabinet Amouzegar.

Incarcéré durant l'intermède du gouvernement Bakhtiar, Dariouch Homāyoun sera interrogé en prison, le 7 janvier 1979, soit un an jour pour jour après la funeste parution, sur les circonstances entourant ce qui est devenu le « scandale de l'*Etelāat* ». Soucieux de sauver sa peau, il tentera d'en rejeter la responsabilité sur ses « supérieurs hiérarchiques » : « C'était pendant le congrès du Rastākhiz, le chef du bureau du parti m'a remis un article dans une enveloppe en me disant de le faire publier. J'étais très occupé et j'ai remis cet article, sans même l'avoir lu, au premier journaliste venu. » Dans un livre écrit en persan aux États-Unis, *Dirouz-o Farda* [Hier et

demain] (1981), Dariouch Homāyoun² s'expliquera plus longuement sur l'article infamant de l'*Etelāat*. Il accusera le Chah d'en avoir été l'inspirateur et Hoveida de l'avoir fait fabriquer. Le texte lui aurait été remis par le ministre de la Cour, dans une enveloppe cachetée aux armes du Palais, avant qu'il ne le confie à Farhad Massoudi, le rédacteur en chef de l'*Etelāat*, avec ordre de le faire paraître... L'autre principal organe de presse, *Keyhān*³, aurait refusé de publier le brûlot tandis que l'*Etelāat*, pourtant un modèle de docilité, aurait résisté trois jours avant de s'y résoudre. Le typographe chargé de la mise en page racontera plus tard avoir enfoui l'article dans les pages intérieures avant de le redécouvrir à sa grande surprise, le lendemain matin, à la une du quotidien.

Pourquoi, comme l'affirme Homāyoun, le Palais aurait-il ordonné la publication du libelle incendiaire ? Encouragé par les propos flatteurs prononcés par Carter à la table du « réveillon », le Chah a-t-il voulu décocher une flèche en direction de Khomeini qui, depuis quelques mois, ne relâche plus son harcèlement contre le régime⁴ ? Selon Ahmad-Ali Ansari, le Chah est hors de lui parce que le ministre des Affaires étrangères, Abbās-Ali Khalatbari⁵, vient de lui apprendre que l'ayatollah se préparait à porter une charge publique contre sa personne et le principe monarchique. Aurait-il voulu crever l'abcès et répéter la manœuvre réussie de juin 1963, lorsqu'il était parvenu, une première fois, à étouffer la contestation ?

Quel que soit le résultat escompté, la manœuvre est un échec et l'erreur est grave. On a sous-estimé la colère religieuse et ses soutiens dans l'opinion. Réalisant la bévée, le Palais tente de reprendre la situation en main. Mais il est trop tard.

La manifestation des mollahs, à Ghōm, fournit à la contestation ses premiers morts et enclenche, du même coup, le mécanisme fatidique des quarante jours... L'Iran est déjà entré dans l'engrenage des émeutes qui vont se renouveler inexorablement de ville en ville, comme un feu roulant, tous les quarante jours, le laps de temps qui, selon le rite du deuil musulman, marque la commémoration des morts. Dans le contexte révolutionnaire, c'est l'intervalle qui sépare, d'un côté, la répression des émeutes et, de l'autre, six semaines plus tard, la célébration du souvenir des martyrs marquée par la colère populaire contre la brutalité policière. Ainsi chaque nouvelle émeute se nourrira-t-elle des drames de la précédente, générant une spirale de violence

crescendo qui ne culminera qu'au mois de février 1979. À bien des égards, le début officiel de la Révolution islamique peut donc être daté du jour de l'éditorial-étincelle.

Quarante jours après la parution et les violences de début janvier, le 18 février, la ville de Tabriz – d'où, selon l'étymologie de son nom, « coule la fièvre » – devient le point de départ d'un nouveau cycle de manifestations et d'escalade de la violence. L'armée intervient en force contre les manifestants. Une bataille urbaine fait rage jusqu'au soir. Le choc est particulièrement brutal, la ville est mise à feu et à sang. Lourd, le bilan fait état de dizaines de morts et de centaines d'arrestations. L'officine locale du Rastākhiz est saccagée. Au Parlement, où une motion de censure a été déposée par le bouillant député Ahmad Bani-Ahmad, un autre député, Holāgou Rambod, déclare que les manifestants étaient des étrangers. D'aucuns noteront, non sans humour, que les slogans scandés ce jour-là avaient une consonance étrangement américaine : « Nous voulons un roi pour quatre ans ! »

L'émeute de Tabriz est gigantesque et, selon le mot de Talleyrand – repris par Churchill –, c'est déjà « le commencement de la fin ». Pourtant le régime, peut-être dans une tentative de diversion ou, plus probablement, dans un accès de dénégation, vogue à ses occupations comme si de rien n'était.

Le 26 janvier est célébré, en grande pompe, le quinzième anniversaire de la Révolution blanche : 300 000 personnes défilent à Téhéran et 3 millions à travers le pays. Place Chahyād, sur un fond de marche militaire, le Premier ministre Amouzegar annonce triomphalement qu'il a en main le nouveau livre du roi intitulé *Vers la Grande Civilisation*, opus qu'il présente comme « un message d'espoir pour notre humanité nihiliste ». Dans l'introduction, le Chah se positionne de nouveau en prophète de temps meilleurs : « Mon premier livre concernait le passé, le deuxième le présent, et celui-ci l'avenir... » Des passages de ce texte sont lus sur la tombe du fondateur de la dynastie Pahlavi, Réza Chah, dont on célèbre le centième anniversaire de la naissance.

Le 1^{er} février, le Chah inaugure, à l'occasion du lancement du satellite franco-allemand *Symphonie*, le premier dialogue télévisé en direct entre chefs d'État. La scène est surréaliste : le souverain iranien apparaît sur le poste de télévision de millions d'Iraniens, assis devant

son écran où lui font face, également installés dans leurs résidences respectives, le président français Valéry Giscard d'Estaing et son homologue allemand, le Bundespräsident Walter Scheel.

Fin février, Manoutchehr Ganji, le ministre de l'Éducation, se souvient que le cabinet Amouzegar poursuit la routine : « Deux ou trois jours après les incidents de Tabriz, écrit-il, Amouzegar a réuni le Conseil des ministres et soulevé le problème suivant : une voiture appartenant au gouvernement doit-elle ou non porter l'inscription "usage personnel interdit" ? La seule personne qui, ce jour-là, a renâclé, c'était moi. – Pardonnez-moi, je ne sais plus où je suis ! Sommes-nous en Iran, par hasard ? Monsieur le Premier ministre, on ne discute pas de Tabriz⁶ ? » La dégradation de la situation n'empêche pas le Chah de recevoir des visites, notamment celles, très discrètes, des chefs de la droite anglo-américaine, alors sur la touche : Ronald Reagan d'abord, le 26 avril, suivi, deux jours plus tard, de Margaret Thatcher⁷. En voyage dans l'île de Kish, le Chah déclare à la presse qu'il n'est pas ému outre mesure par l'ampleur des manifestations⁸. Difficile de ne pas penser à Louis XVI écrivant dans son journal, le jour de la prise de la Bastille, son célèbre : « rien ». Mais alors que le régime fait comme si de rien n'était, le séisme révolutionnaire prend de l'ampleur.

Au printemps, pour la première fois depuis les incidents de Tabriz, l'inquiétude se niche dans l'esprit des notables du système impérial, ceux que l'on appellera bientôt les Tāghoutis⁹. Les classes et les cours sont reportés dans les établissements d'enseignement, les célébrations religieuses chrétiennes et juives sont annulées. En avril, le bruit court parmi les ressortissants européens de la capitale qu'il va y avoir du grabuge. Les femmes n'osent plus sortir sans voile de peur d'être malmenées ou, pire, vitriolées. Le 11 mai, des ouvrières sont d'ailleurs assaillies par des individus qui leur aspergent le visage d'acide parce qu'elles ne portent pas le tchador. La terreur morale s'installe. Progressivement, plus ou moins volontairement, les jeunes filles se mettent à porter une sorte de chasuble, un fichu rabattu sur le nez, que les anciens identifient à un *maghna-é*.

D'abord désorganisée et sans direction, toute cette agitation est peu à peu reprise en main, canalisée et entretenue par les mots d'ordre des chefs religieux. Le grand chef d'orchestre, l'ayatollah Khomeini, se pose en arbitre et ne parle plus du Chah que comme de l'« Homme

maléfique » [*Mard-e Khabis*]. Sonnant comme un anathème, l'expression est aussitôt reprise par ses disciples. Une « charte des droits de l'homme islamique », extraite du Coran et rédigée en vingt-quatre articles par un mollah, circule sous forme de photocopies. La contestation cléricale se greffe sur la révolte sociale.

En mars, l'échéance des quarante jours vient une nouvelle fois à terme. Le 17, un mois et dix jours après Tabriz, de nouveaux troubles éclatent dans de nombreuses villes dont Téhéran, Bābol, Ghazvine et, surtout, Yazd. Les 7, 8 et 9 Farvardine – 27, 28 et 29 mars –, en pleines vacances du nouvel an iranien, le Nōrouz, dont la célébration a été interdite aux musulmans par le grand ayatollah Chariat-Madari¹⁰, des émeutiers s'attaquent, « pour marquer le deuil du mois précédent », à plusieurs institutions bancaires iraniennes et étrangères. À Abadan, le Monument de la Révolution blanche est incendié. À chacune de ces exactions le régime répond par la force. La mécanique révolutionnaire est enclenchée.

Les partisans du Chah tentent de s'organiser mais peinent à galvaniser les foules. Le 3 avril, Majid Majidi¹¹, coordinateur de la « Faction des Pionniers » [*Pich-Ro*] du Rastākhiz, fait appel à ses concitoyens pour demander un sursaut national. Durant un meeting du parti à Bandar-Abbās, Mahmoud Djafarian, le responsable de la propagande du Rastākhiz, à qui l'on a demandé « si chaque bris de vitre cassée devait faire autant de bruit dans la presse », s'écrie que « cet Iran défiguré par les manifestations fanatiques, c'est aussi, et surtout, celui dont les soldats sont accueillis les bras ouverts au Dhofar et devant lequel on déroule le tapis rouge au Sud-Liban ». Le 9 avril, une manifestation de soutien au régime rassemble 200 000 personnes à Tabriz et le gouvernement annonce qu'il combattrait les émeutiers pied à pied¹². Au même moment, des « Comités de vigilance populaire » voient le jour et sont autorisés à s'armer pour encadrer et organiser la population contre les méfaits révolutionnaires. Venant au secours de la police, ces corps francs lui remettent trois fauteurs de troubles à Ispahan, quatre à Ghōm et deux à Zandjan... « Prises » bien dérisoires comparées aux foules qui viennent chaque jour grossir l'opposition au régime.

Cédant à l'affolement, le régime se raidit. Un vent de fascisme souffle alors sur l'Iran qui fait gonfler encore davantage la rébellion. Chaque jour, des personnalités de l'opposition sont menacées. Il est

question d'établir une « Organisation secrète de vengeance ». Dès le mois d'octobre, la SAVAK avait esquissé l'amorce d'une « politique du chantage et des otages », en exécutant un opposant et en menaçant de continuer si ces manifestations ne cessaient pas. À l'université de Téhéran, le doyen de la faculté des lettres est molesté alors qu'un étudiant, attaqué au dortoir pendant son sommeil, est battu à mort. Les étudiants se vengent en suspendant un « appariteur », pieds et poings liés, au sommet de la grande échelle de secours et lui accrochent un drapeau rouge à chaque jambe. Des bombes sont déposées au domicile de plusieurs leaders du Front national, chez Karim Sandjabi et Mehdi Bāzargān.

Enfin, et surtout, à Ghōm la police abat un jeune mollah à l'intérieur même de la demeure de l'ayatollah Chariat-Madari¹³. Le clergé crie au scandale et appelle à ce que « nul n'oublie que, pour la première fois dans l'histoire de l'Iran, le refuge d'un ayatollah a été violé ». Le coin de la pièce où le « *Chahid* » [martyr] est tombé sera conservé en l'état, en mémoire de ce sacrilège, et tout au long de l'année on montrera aux journalistes étrangers, parmi les débris de verre et les gravats, le manteau maculé de sang de la victime ainsi que des marques blanchâtres sur le tapis : les éclats de sa cervelle. Le sang a coulé. La tache, sombre et indélébile, ne cessera de grandir.

Le processus révolutionnaire est en marche. Il a été déclenché par un éditorial injurieux contre l'imam Khomeini. À propos de ce brûlot, l'écrivain-voyageur polonais Ryszard Kapuściński écrit : « Les mots sont plus redoutables que les bombes¹⁴. »

1. Les sociétés musulmanes considèrent l'homosexualité comme particulièrement ignominieuse. Une accusation qui, ici, est doublée par celle, également infamante en Iran, de collaboration avec l'Angleterre.

2. Profitant des troubles révolutionnaires, Homāyoun réussira, miraculeusement, à s'échapper de prison et à disparaître dans la nature.

3. Fondé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, *Keyhān* est à cette époque le quotidien le plus respecté et le plus célèbre d'Iran. Après la Révolution, il sera supervisé par un institut dirigé par le représentant du Guide suprême et placé sous l'autorité du cabinet privé de ce dernier. Un *Keyhān* de Londres, financé par la princesse Ashraf, paraîtra en Grande-Bretagne jusqu'en 2013.

4. William Shawcross, *Le Shah*, op. cit., p. 20.

5. Diplomate iranien et ancien secrétaire général du CENTO, Abbās-Ali Khalatbari (1912-1979) est ministre des Affaires étrangères de 1970 à août 1978.
6. Manoutchehr Ganji, *Être persan*, op. cit., p. 74.
7. Steven F. Hayward, *The Age of Reagan : The Fall of the Old Liberal Order, 1964-1980*, New York, Random House LLC, 2009, p. 554.
8. *Keyhān, Etelāat*, 14 Ordibéhecht 1357 (4 avril 1978).
9. Tāghoutis, de *tāghout* (mot d'origine arabe qui prend sa racine du mot *toughian* et qui signifie « transgresser » ou « dépasser les limites »), sera utilisé durant la Révolution islamique iranienne pour désigner les « Tyranniques », c'est-à-dire tous les membres de la cour impériale et, par extension, tous les possédants de l'ancien régime.
10. Voir ci-après.
11. Détenteur de plusieurs portefeuilles ministériels dont celui de l'Agriculture et du Travail, Abdol Majid Majidi est un personnage haut en couleur connu pour ses fous rires et pour sa femme, Mme Vakili, cantatrice à l'opéra. Accusé par les monarchistes d'avoir participé aux grandes marches révolutionnaires de l'automne 1978, Majid Majidi est arrivé en France sans papiers. C'est lui qui, en 2001, a prononcé l'oraison funèbre de l'impératrice Soraya à la cathédrale américaine de l'avenue George-V à Paris.
12. *Etelāat*, 21 Farvardine 1357 (10 avril 1978).
13. Devenu, en 1962, *Mardja-é Taghlid*, l'un des échelons les plus élevés du clergé chiite, l'ayatollah Mohammad Kazem Chariat-Madari (1905-1986) est reconnu par Khomeini en 1963 et devient l'un des principaux opposants au régime du Chah. « Modéré », Chariat-Madari sera toujours perçu comme l'un des principaux rivaux de Khomeini.
14. Ryszard Kapuściński, *Le Shāh*, op. cit.

Nouvelle « donne »

Au printemps 1978, deux événements qui ont lieu à quelques jours d'intervalle hors des frontières, de part et d'autre de l'Iran, à Kaboul et à Nadjaf, vont avoir des répercussions majeures sur la suite des événements : le coup d'État prosoviétique d'Afghanistan et l'interview accordée par l'ayatollah Khomeini au journal français *Le Monde*.

Lorsque est perpétré le « coup de Kaboul », le 27 avril 1978, le « sous-impérialisme » iranien n'a pas encore abandonné l'idée de concurrencer les grandes puissances dans le nouveau « Grand Jeu » qui les oppose en Afghanistan. Le Chah ambitionne de voir l'Iran retrouver les « frontières naturelles » des grands Empires achéménide et safavide en étendant sa sphère d'influence sur son flanc oriental. Bien avant la politique panchiite des mollahs, Téhéran tente, en effet, de ramener dans son orbite géopolitique ce pays en s'appuyant notamment sur ses 20 % de chiites incluant les Hazâras, Mongols turcophones vivant au centre de l'Afghanistan, et les Parsivans, persophones regroupés dans la région limitrophe d'Hérat. En 1974, on l'a vu, le Chah a fourni une assistance de 1 milliard de dollars à l'Afghanistan et, en mars 1978, est intervenu personnellement pour sceller un rapprochement entre Kaboul et Islamabad.

Le Chah, qui doit se rendre à Kaboul en visite officielle, est atterré par la nouvelle : le coup d'État déloge brutalement le gouvernement du général Daoud, lequel avait renversé Zaher-Chah cinq ans plus tôt¹, et aboutit à la proclamation, par un parti communiste à la solde de Moscou, de la « république démocratique d'Afghanistan » (DRA). À ses yeux, la mainmise russe sur le « jumeau de l'Iran » constitue un danger direct : étant donné la proximité physique et ethno-religieuse entre les deux pays, cette satellisation de l'Afghanistan par l'URSS risque de créer « une situation propice aux infiltrations ». Gardant le souvenir de l'occupation du nord de l'Iran par l'armée Rouge de Staline et sensibilisé à la menace soviétique par ses conseillers américains, le

souverain iranien craint une action éventuelle du pacte de Varsovie contre l'Iran. Face à la suprématie technologique et militaire soviétique, lui et son état-major se sont même préparés, en cas d'invasion, à recourir à une défense reposant sur des méthodes de guerre irrégulière², héritières de la guérilla des Scythes.

Dans un premier temps, pourtant, la riposte iranienne se cantonne à une intense campagne de presse antisoviétique. Le 2 mai, dans l'intention de démystifier les rouges aux yeux du clergé chiite, le député de la province orientale du Kerman déclare : « À Kaboul, le premier jour, il était question d'islam mais, dès le troisième jour, les chefs cléricaux ont été passés par les armes. » Le bruit court à Téhéran que les religieux insurgés sont en fait des communistes travestis. Il est également question de l'arrestation d'étranges mollahs portant de fausses barbes. On raconte que, dans la ville sainte de Ghôm, une autorité ecclésiastique aurait rassemblé des mollahs pour leur ordonner de dénouer puis de renouer leur turban, exercice habituel auquel certains ne seraient cependant pas parvenus à se plier. « Sans doute des espions du KGB », clame-t-on à Téhéran. Pour le régime, la priorité consiste donc à endiguer l'influence idéologique de Moscou en discréditant les communistes et en s'assurant ainsi du soutien des religieux.

Mais, dans un second temps, la Maison Blanche surprend le souverain iranien en lui enjoignant de nouer de bonnes relations avec le nouveau régime communiste de Kaboul : « Cette attitude était tellement contraire aux intérêts du "monde libre" que le Chah fut persuadé que Carter avait conclu un nouveau Yalta avec les Russes et leur avait cédé l'Afghanistan avec – pourquoi pas ? – les provinces du nord de l'Iran³. » Charles Dickens a dit que les grands paranoïaques sont aussi, souvent, de grands lucides... même s'ils ne voient pas, immédiatement, très clair dans ce qui se trame contre eux. Nouvelle donne il y a, mais pas celle que le Chah soupçonne. Le souverain iranien n'a pas correctement interprété, pas encore du moins, la nature de la redistribution géopolitique qui est en train de s'opérer sur l'échiquier centrasiatique. Pas plus que lui, son entourage, à l'exception peut-être de Fardoust, chef de l'Inspection impériale, n'a pris la mesure de la menace indirecte que la percée soviétique en Asie centrale va constituer pour la « digue Pahlavi ». Au Palais, personne n'a compris que cette avancée soviétique contribuera à remettre en

cause son utilité même aux yeux des Américains. Les événements vont bientôt montrer comment.

Alors que ce premier coup de semonce accentue la « fragilité externe » du régime, un autre événement vient accroître sa « fragilité interne » : début mai, dans sa retraite de Nadjaf, quelque temps avant d'être chassé en France par Saddam Hussein, l'ayatollah Ruhollāh Khomeini, qui fait déjà figure de maître à penser de la contestation, accorde une entrevue « choc » au quotidien *Le Monde* qui fera écho tant en Iran qu'ailleurs. Deux heures durant, le « vicaire en exil » énumère sur le ton monocorde qui le caractérise une litanie des griefs contre le Chah et son régime : « Malgré la Révolution blanche, l'Iran importe 96 % de ses denrées alimentaires ; la réforme agraire n'avait pour but que de fournir un marché de plus aux étrangers ; la monarchie corrompt l'Iran et parjure l'islam⁴ », etc.

En marge des récriminations politico-religieuses dont il a fait son fonds de commerce, Khomeini s'efforce, fort astucieusement, de présenter un profil libéral et anticomuniste aux Occidentaux. Il annonce bien clairement ses couleurs, un « vert islam » sans mélange ni compromis, qui, le cas échéant, saura s'opposer vigoureusement au rouge des communistes. Le marxisme islamique, affirme-t-il, est une pure invention du Chah, qu'il a imaginée avec ses services secrets pour discréditer l'opposition cléricale. Il en est de même, selon lui, pour le « mythe de l'alliance des Rouges et des Noirs [couleur du clergé chiite] ». À ce sujet, le leader islamiste déclare : « Nous ne collaborerons pas avec des marxistes, même pour renverser le Chah. J'ai donné en ce sens des instructions spécifiques à mes partisans. Nous sommes opposés à leur idéologie et nous savons qu'ils nous poignardent toujours dans le dos. S'ils arrivent au pouvoir, ils établiront un régime dictatorial contraire à l'esprit de l'islam⁵. » Toutefois, il croit bon d'ajouter que, dans la société post-Chah qu'il préconise d'établir, les communistes auraient encore une place et qu'ils seraient tolérés. L'avenir le dira.

Pour l'heure, l'affirmation, par l'imam, de l'opposition insurmontable entre islamisme et communisme ne passe pas inaperçue. La dichotomie vert/rouge a déjà fait son chemin chez les analystes stratégiques des *think tanks* et des institutions gouvernementales américaines. Elle se retrouvera bientôt instrumentalisée, notamment au cœur de théories échafaudées par des

géopoliticiens et conseillers de la Maison Blanche comme Zbigniew Kazimierz Brzeziński.

1. Mohammad Zaher-Chah (1914-2007), dernier roi d'Afghanistan, a régné sur ce pays de 1933 à 1973.
2. Robert Ghobad Irani, *Arms Transfer and National Security : An Interpretation of Iran's Perspective*, Carlisle Barracks (PA), Strategic Studies Institute, US Army War College, 1978, p. 10.
3. Bertrand de Castelbajac, *L'Homme qui voulait être Cyrus*, op. cit., p. 141.
4. Interview de l'ayatollah Khomeini, *Le Monde*, 6 mai 1978.
5. *Ibid.*

Le tonnerre gronde

Le climat politique, électrique, de plus en plus perturbé, est alimenté par le cycle des émeutes, par la répression policière et militaire, mais aussi par l'écho national et planétaire que leur donnent les médias.

Ainsi l'interview de l'imam Khomeini au journal *Le Monde* connaît-elle un retentissement énorme en Iran où elle nourrit l'atmosphère révolutionnaire. Quelques jours à peine après sa parution, le texte de l'entretien publié à Paris se répand à travers l'Iran sous la forme d'une brochure bilingue : l'original en français et sa traduction persane en vis-à-vis. Ironie de l'Histoire, la langue de la République française fournit les mots du discours clérical et sert les intérêts de l'« infâme » tant conspué, à une autre époque, par Voltaire et les philosophes des Lumières.

Le discours de l'ayatollah Khomeini trouve également sa pleine résonance en Iran grâce aux cassettes sur lesquelles il a enregistré, depuis son exil, ses philippiques vengeresses vilipendant les souverains mécréants de la dynastie Pahlavi et leur régime iconoclaste et diabolique. Le message se diffuse et s'enracine d'autant plus rapidement dans les esprits échauffés que des marchands ambulants les vendent comme des petits pains. Et pour cause, leur boniment est des plus alléchant : « cassettes neuves, à moitié prix » ! En submergeant l'Iran de ces cassettes révolutionnaires, Khomeini et ses disciples inaugurent donc les révolutions hypermédias de l'après-guerre froide. En s'appuyant sur ces outils de subversion que sont les magnétophones et les cassettes audio, cette révolution naissante, que certains qualifieront d'« obscurantiste » et de « rétrograde », n'en est pas moins, à bien des égards, la « première révolution de l'âge de l'information » tant elle a su exploiter les outils de communication pour diffuser son message.

Sur ces cassettes, Khomeini attaque les Américains mais aussi les

Russes. Le slogan de la Révolution, « Ni l'Est ni l'Ouest, l'Islam », prend forme. L'ayatollah exige également le départ du Chah qui, clame-t-il, est un roi illégitime puisqu'il a failli à son serment en violant la Constitution de 1906 et la place que celle-ci réserve à l'islam politique. Les mollahs d'Iran relaient ces récriminations et réclament la création d'un Conseil d'ecclésiastiques dont la fonction serait de veiller à ce que la politique de l'État soit bien conforme aux dogmes de l'islam. Théoriquement, en effet, selon le texte original de la Constitution, cinq docteurs de la foi devraient siéger de plein droit au Parlement afin de s'assurer que les lois votées dans cette assemblée ne sont pas contraires aux préceptes du Coran. Sous le régime du Chah – est-il utile de le préciser ? –, cette prédisposition institutionnelle est restée lettre morte.

Dans ce climat délétère, chaque protestataire y va désormais de sa flèche contre le régime. Chargé de la défense de l'assassin de l'enfant kidnappé d'un riche homme d'affaires, le célèbre avocat Khalil Āzād, plus connu au palais de justice sous le nom de « Khalil Enghélab » [Khalil Révolution], profite de l'agitation générale pour faire, avec fougue, le procès du régime chancelant. Un groupe de 44 autres avocats, ayant à sa tête le propre petit-fils du Dr Mossadegh, Me^e Matin-Daftari¹, se porte à la défense des jeunes opposants antimonarchiques. Et, encore une fois, la rébellion se joue sur les scènes étrangères : à Toulouse, par exemple, des Iraniens envahissent le terrain de football où l'équipe d'Iran devait venir jouer un match exhibition en avant-première de la Coupe du monde 1978. Ces *hooligans* d'avant-garde badigeonnent les tribunes et les gradins de slogans révolutionnaires tout en répandant un défoliant qui anéantit le gazon.

Le jeudi 11 mai, deux semaines après le coup d'État de Kaboul, Mohsen Pezeckpour², le député de KhorramChahr, monte à la tribune du Majless avec un énorme dossier de 1 000 pages sous le bras, pour présenter une nouvelle mouture du projet de loi sur le contrôle des revenus des fonctionnaires. Trois jours auparavant, le Chah s'était inquiété de ce qu'il était advenu du « 19^e principe » de la Révolution blanche, promulgué au moment de la désignation de Djamchid Amouzegar au poste de Premier ministre. Le rapporteur de la loi, qui prétend « couper la main des voleurs », a baptisé son projet « *Az Kodjā āvardi* ? » [Où l'as-tu trouvé ?], une formule percutante qui résume

son projet et qui n'est pas sans rappeler l'esprit de la campagne anticorruption menée quinze ans plus tôt par le gouvernement d'Ali Amini. Aussitôt, le député Holāgou Rambod riposte en déclarant qu'un tel projet ne peut être qu'une imposture. Sommé d'arbitrer en mettant sur pied un tribunal d'investigation, Amouzegar ponce-pilatise : « Je ne suis pas de la Gestapo ! »

Pendant que les apparatchiks du régime tergiversent sur le « sexe des anges », la Révolution développe ses métastases. Quarante jours après les événements de Yazd, une nouvelle vague de manifestations déferle sur l'Iran et, ce même 11 mai, dans l'après-midi, une émeute éclate en plein cœur de la capitale iranienne. Non loin du Parlement, les manifestants saccagent des automobiles à coups de pioche. Avenue Hachémi, on les voit brandir une banderole ornée du marteau et de la faucille. Les blindés de l'armée interviennent et occupent le Bāzār.

Ghōm est maintenant en proie à une agitation endémique. Les *Talibehs* sont combattus par les policiers au visage couvert d'un heaume de plexiglas à coups de gaz lacrymogènes. Victimes de leurs émanations, les ayatollahs Marachi et Golpāyegānī³ partent se faire soigner les yeux en Angleterre.

Le 13 mai, le Chah, qui a annulé un voyage en Europe orientale, convient, devant un représentant de la presse locale, de l'échec du Rastākhiz – le parti unique créé en 1975 – envers lequel l'opinion n'a cessé de devenir plus hostile. Dans le cadre de ce que l'on a appelé la « Résurrection de la Résurrection », il promet aux opposants non communistes un « dialogue dans le cadre du parti ». Mais cette proposition est rejetée par le Front national : « En somme, s'écrit Chapour Bakhtiar, [le roi] nous demande de commencer par nous déshonorer en renonçant à être nous-mêmes, pour avoir la chance de nous faire entendre. » Faute de mieux, et pour faire bonne contenance, le parti accueille quelques intellectuels assujettis, des anciens de l'Armée du savoir et... des chauffeurs de taxi. En fait, le glas du Rastākhiz a déjà sonné. Le porte-parole du gouvernement ayant déclaré que « l'appartenance [à ce parti] n'est pas une obligation », les paniranistes s'en vont, suivis par le remuant député de Tabriz, Bani-Ahmad, qui, dit-on en riant, va fonder un parti... démocrate-chrétien. Tous ces transfuges et déserteurs s'indignent soudain de l'inconditionnalité et de l'exclusivité d'un système qu'ils prônaient pourtant eux-mêmes depuis plusieurs années. À force de nuancer le

système – il est maintenant question de « *mono-and-half-Party system* » –, le régime opère lui-même sa dissolution.

Sous les premiers coups de boutoir de la contestation révolutionnaire, le régime monarchique amorce donc, bien avant l'heure, le démantèlement de sa propre Révolution blanche. La Grande Civilisation s'efface avant même que d'avoir existé. Le rêve passe...

1. Fils de la fille de Mossadegh et du Premier ministre iranien lors du déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en 1939, formé en Grande-Bretagne et aux États-Unis, Matin-Daftari est membre du Front national et fondateur du Groupe des avocats progressistes (1969). Il devient bâtonnier du barreau de Téhéran en 1978.

2. Cofondateur et leader charismatique du Parti paniraniste militant pour l'unité et l'indépendance iraniennes, Mohsen Pezechkpour est arrêté par le régime islamique et placé en résidence surveillée avant de s'exiler à Paris où il meurt en 2011, victime d'une cirrhose. Il n'a jamais accepté l'abandon de Bahreïn (que les irrédentistes iraniens considèrent comme la quatorzième province) par le Chah.

3. Les grands ayatollahs Sayeed Nadjafi Marachi (1897-1990) et Lotfollah Safi Golpāyegāni (1919-) sont, avec Chariat-Madari, les principales autorités religieuses de la ville sainte de Ghōm qui partagent le *leadership* du clergé chiite iranien après la mort du grand ayatollah Borujerdi en 1961. Comme le soulignent Dadsetan et Jageneau, Ruhollāh Khomeini, simple *motjahed*, n'a d'autre droit pour briguer ce statut que celui que lui confère le rôle d'opposant principal du Chah (Mehdi Dadsetan et Dimitri Jageneau, *Le Chant des mollahs : la République islamique et la société iranienne*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 114).

L'accalmie du mois de juin

À la fin du printemps 1978, plusieurs éléments laissent espérer au régime que la fièvre révolutionnaire est en train de retomber.

Fin mai, pressé par l'ambassadeur à Washington, Ardéchir Zāhédi, et par le milliardaire Nelson Rockefeller, ami personnel de Mohammad Réza, Jimmy Carter accepte de prodiguer de bonnes et apaisantes paroles au souverain iranien. À Niāvarān, doutant de nouveau des intentions de la Maison Blanche, on réclame un télégramme de confirmation : « Au lieu du télégramme, le Département d'État expédie un message pour information à l'ambassadeur Sullivan. Le Palais doit envoyer à l'ambassade le chef du protocole pour entrer en possession du document¹. » Cela n'empêche pas Washington de refuser sèchement à l'Iran la vente d'une nouvelle escadrille de McDonnell Douglas F-4 Phantom II, des appareils hautement sophistiqués appelés « *Wild Weasels* » [belettes sauvages] que le Chah désirait acquérir.

Au cours du mois de juin, l'agitation marque une pause et le pouvoir tente de reprendre la main en se montrant conciliant. Le roi promet la création d'une « université islamique ». Le 5, date anniversaire des troubles qui, quinze ans plus tôt, avaient entraîné le bannissement de Khomeini et la nomination du terrible général Nematollah Nassiri à la tête de la SAVAK, ce dernier est démis de ses fonctions et nommé ambassadeur au Pakistan². Nassiri est remplacé par le chef du 2^e Bureau de l'armée, le lieutenant général Nasser Moghaddam, qui passe pour être un « doux ». Nahāvandi se souvient : « Le 14 juin [1978] à 10 h 15, Mohammad Reza reçoit dans son petit bureau privé de Niāvarān le Premier ministre Amouzegar. L'audience dure deux minutes. Aucun photographe ni cameraman – Sire, j'ai l'honneur de vous présenter le général Nasser Moghaddam comme secrétaire d'État à la présidence du Conseil et chef de la SAVAK³. » Nommé par Amouzegar l'« Américain », ce proche de Fardoust, le chef

de l'Inspection impériale, allait jouer un rôle crucial dans le démantèlement de l'Empire.

Fin juin, Mohammad Réza Chah relève la tête. Lors d'une allocution télévisée, il déclare, « à la ville et au monde » : « Personne ne peut me renverser. Je jouis du soutien de la plus grande partie du peuple, de tous les ouvriers et de 700 000 soldats⁴. » Puis *Aryamehr* disparaît de la scène politique. Mi-juillet, l'éclipse est si longue que le bruit circule qu'il aurait été abattu à la mitraillette par l'un de ses neveux, Ali-Patrick Pahlavi⁵. En fait, en plus du cancer qui le ronge, le souverain souffre depuis la chute de Kaboul d'un accès de goutte qui a failli l'empêcher de chausser ses bottes pour aller accueillir le roi d'Espagne, Juan Carlos, arrivé en visite officielle.

Jusqu'au milieu de l'été, la vie de l'Iran conserve une apparence de normalité. C'est alors que la « Faction des Pionniers » du Rastākhiz annonce, triomphante, avoir acquis « la certitude formelle » que les fauteurs de troubles des mois passés n'étaient, en fait, qu'une poignée d'agitateurs itinérants se déplaçant de ville en ville pour y allumer des foyers de révolte. Tout le monde veut y croire.

En vérité, écrit Manoutchehr Ganji, le ministre de l'Éducation, « nous labourions notre champ d'illusions⁶ ». Alors que les dignitaires du régime tentent de se rassurer et de rassurer le Chah, les capitales occidentales ne se laissent pas prendre au mirage. Pierre Salinger écrit : « Le Quai d'Orsay montre au diplomate de l'ambassade des États-Unis à Paris les dépêches passionnées de l'ambassadeur de France à Téhéran, Raoul Delaye, décrivant les événements en Iran non pas comme une série d'émeutes, mais comme une révolution⁷. » La contestation ne s'est jamais dissipée. Tout au plus s'est-elle, avec la chaleur de la saison estivale, assoupie. Un instant seulement. Le feu qui couve menace à chaque instant de repartir.

Fin juillet, de violents incidents éclatent à Hamadān et à Machhad, faisant respectivement 20 et 40 morts. Dans la première ville, montant en chaire revêtu de son linceul, un prêcheur fait acclamer Khomeini et réclamer son retour. Le 5 août 1978, le Chah sort de son mutisme et annonce que l'année suivante, soit en juin 1979, se tiendront des élections « libres à 100 % » auxquelles pourront participer, avec le Rastākhiz, tous les partis qui respectent la Constitution. Le roi ajoute qu'il entend accorder au pays « le maximum de liberté dans les limites de la loi⁸ ». Est-il seulement entendu ?

Le 9, une émeute éclate à Ispahan. Durant trois jours, la foule crie que « le Chah est un bâtard » et la ville est le théâtre de scènes de pillage. Construit au ^{XVII}^e siècle par le sultan Hussein et transformé en palace de luxe, en 1957, par Jeanne Augier, l'hôtel Chah Abbās, le Parador iranien, est dévasté. Le symbole est lourd, la réplique aussi. La troupe rétablit rapidement l'ordre et reprend le contrôle de la ville. Un correspondant étranger note que « les mosquées désertées par les touristes tremblent au passage des hélicoptères ». Le 12, la loi martiale est décrétée : « Le cycle de la violence, titre la presse, a recommencé⁹. »

-
1. Michael Ledeen et William Lewis, *La Débâcle*, *op. cit.*, p. 169.
 2. S'étant illustré pour sa fidélité au Chah durant la crise de 1953, il succède au général Pākravān à la tête de la SAVAK en 1965.
 3. Houchang Nahāvandi et Yves Bomati, *Mohammad Réza Pahlavi*, *op. cit.*, p. 456.
 4. Ehsān Narāghi, *Des palais du Chah*, *op. cit.*
 5. Fils du prince Ali-Réza Pahlavi (1922-1954), fils puîné de Réza Chah et frère cadet de Mohammad Réza, Ali-Patrick Pahlavi est l'héritier présomptif du trône du Paon jusqu'en 1960 – et de nouveau depuis 2011. Celui qu'on a surnommé « Ali Eslāmi » en raison de sa conversion à l'islam et de ses positions très critiques à l'égard du Chah (son oncle) est le cousin germain de l'actuel chef de la famille impériale d'Iran, Réza Pahlavi, ainsi que, respectivement, le frère et l'oncle de Christian et Pierre Pahlavi.
 6. Manoutchehr Ganji, *Être persan*, *op. cit.*, p. 80.
 7. Pierre Salinger, *Otages*, *op. cit.*, p. 40.
 8. Le Chah : « Nous aurons les mêmes libertés politiques que les nations européennes », *Keyhān*, 15 Mordād 1357 (6 août 1978) ; *Etelāat Daily*, même jour.
 9. *Ibid.*, 21 Mordād 1357 (12 août 1978).

-
1. Houchang Nahāvandi et Yves Bomati, *Mohammad Réza Pahlavi*, Paris, Perrin, 2013, p. 14.

LIVRE II

« Mais où va la blancheur quand la neige a fondu ? »

Rainer Maria RILKE

Le Rex s'enflamme

À l'été 1978, les cinémas iraniens présentent des films comme *La Malédiction de la panthère rose* de Blake Edwards, *Meurtre d'un bookmaker chinois* de John Cassavetes ou encore *Mort sur le Nil*, adaptation d'Agatha Christie, avec Peter Ustinov, David Niven et Bette Davis. Les plus jeunes se ruent dans les salles obscures pour voir *Star Wars* de George Lucas ou the *Deer Hunter* [Voyage au bout de l'enfer] de Michael Cimino. À ces grosses productions hollywoodiennes les cinéphiles préfèrent *Gavaznha* [Les Biches], réalisé quatre ans auparavant par le réalisateur iranien Massoud Kimiai.

Le film de Kimiai est projeté au mois d'août au cinéma Rex d'Abadan. La séance du samedi 19, à laquelle assistent quatre cents personnes, vire au drame. Des feux éclatent aux quatre coins de la salle dont les portes, habituellement fermées pour éviter le resquillage, restent verrouillées, piégeant les spectateurs – hommes, femmes et enfants – dans un four crématoire pour vivants. Apprenant la nouvelle le lendemain, dans la presse, les Iraniens sont horrifiés¹. C'est le point de bascule de la Révolution iranienne.

Au terme d'une enquête préliminaire, le général Réza Razmi, chef de la police d'Abadan, explique que des criminels ont aspergé de combustible le cinéma avant d'y mettre le feu. Une dizaine de suspects sont appréhendés – à la hâte – dont « des individus transportant des explosifs », deux employés de l'établissement ainsi que le directeur du cinéma accusé de n'avoir pas respecté les consignes de sécurité anti-incendie. Sans les nommer formellement, Razmi pointe les « radicaux antiréformistes » et tout ce que le régime compte d'ennemis « aux masques changeants² ». Très affecté par la nouvelle, le Chah arpente son bureau du palais Niāvarān en répétant : « La réaction noire ! La réaction noire³ ! »

Ce crime atroce qui, selon les autorités, « marque un nouveau pas dans l'escalade du terrorisme » semble, quelques jours durant, pouvoir

retourner l'opinion internationale en faveur de la cause monarchique. Dernier en date d'une longue série d'actes incendiaires revendiqués par des opposants, l'incendie du Rex est d'abord, lui aussi, imputé par les médias étrangers aux fanatiques musulmans. « Ses auteurs, écrit le 21 août l'éditorialiste du *Monde*, ont fait plus en une heure pour le régime du Chah que vingt-cinq ans de propagande. » *L'Aurore* fait remarquer que « la Libye du colonel Kadhafi a été le seul pays à se féliciter, par la voix de sa radio officielle, de cet horrible incident ». Pour la presse américaine, surtout en province, tout laisse penser que ce sont les « ennemis du Chah » qui sont derrière « l'odieux acte terroriste⁴ ».

Mais, dès le lendemain, posant la question de savoir « à qui profite le crime », des dissidents rejettent la faute sur les agents du régime. Ils font notamment remarquer que les vingt-neuf autres salles incendiées jusque-là par les opposants l'avaient toujours été alors qu'elles étaient vides. Au fur et à mesure, des éléments nouveaux émergent et semblent engager la responsabilité du régime. On apprend, par exemple, que le camion-citerne envoyé sur les lieux du sinistre n'avait pas d'eau dans son réservoir ! D'aucuns s'étonnent que le feu n'ait pas été plus rapidement circonscrit par les pompiers de la ville d'Abadan (ils sont arrivés au bout d'une demi-heure), une ville où se trouve pourtant la plus grande raffinerie de pétrole du monde et, donc, des installations anti-incendie très perfectionnées.

À la lumière de ces différents développements, la presse internationale se forge une nouvelle opinion. Quarante-huit heures après le drame, la BBC, qui fait désormais monter le bilan à 500 morts, pose la question de la responsabilité du régime. Les journaux français lui emboîtent le pas. Le caricaturiste de *L'Humanité*, Wolinski, illustre l'événement en représentant le Chah, en grand uniforme, posant négligemment le pied sur la lance d'un pompier. Même la presse américaine, plutôt mieux disposée à son égard que les médias européens, reproduit un communiqué de l'Organisation des étudiants iraniens accusant directement le roi et ses mercenaires de ce « massacre⁵ ».

En Iran, le député Mohsen Pezeckpour reproche à son tour à l'État de n'avoir pas su empêcher le carnage du Rex. Karim Sandjabi, leader du Front national, va jusqu'à insinuer que l'incendie est une machination du Palais pour discréditer l'opposition. L'ensemble de la

presse et, désormais, de nombreux sénateurs réclament tout haut que le Chah rende des comptes et châtie les coupables.

Durant les semaines et les mois qui suivent, le camp des prorégime et celui des opposants continuent de se jeter le brasier au visage. Chacun y va de ses révélations. Les partisans du Chah affirment que l'Irak a livré aux autorités iraniennes l'un des incendiaires qui, on le note bien, aurait été autrefois employé à l'aciérie... construite par les Soviétiques. À cela les adversaires du régime, conduits par le *Navid*, l'organe de presse du Toudeh, rétorquent en accusant la SAVAK et vont jusqu'à prétendre que ses agents ont profité de la fournaise pour faire disparaître certaines preuves accablantes de leurs odieuses activités, incluant les corps de dissidents atrocement mutilés.

Malgré les éléments du dossier permettant de disculper le régime, celui-ci, pétrifié par le climat délétère qui règne en Iran, est incapable de se défendre. « Sans doute, se souvient Manoutchehr Ganji, le régime, dans la déliquescence ambiante, n'était-il pas certain lui-même de n'y avoir pas trempé à travers tel ou tel de ses membres⁶. » Comme en témoigne le ministre de l'Éducation, aucun des membres du gouvernement Amouzegar n'ose s'avancer pour plaider la cause du pouvoir : « Il y eut un débat au sein du Conseil de sécurité nationale pour savoir qui se rendrait à la télévision : le ministre de l'Information, le ministre de l'Intérieur, le ministre de la Justice ? Tous se défilèrent. » Grâce aux premiers éléments de l'enquête, le cabinet est pourtant en possession de preuves qui semblent incriminer un certain Hussein Takbalizādeh. Arrêté en Irak, ce militant islamiste aurait même avoué avoir voulu « jeter de l'huile » sur le feu de la révolution. « Encore eût-il fallu, écrit Ganji, que les intéressés eux-mêmes y croient : un tel complexe de culpabilité les tenaillait que, devant quarante témoignages concordants, la plupart des ministres eussent continué à soupçonner la SAVAK⁷. » Il n'y a pas plus coupable que celui qui renonce à se défendre.

Dans ces conditions, on ne s'étonne guère que l'enquête publique n'ait pas eu le temps d'aboutir avant les événements de l'hiver 1978-1979. De toute façon, pour l'opinion iranienne comme pour l'opinion publique internationale, la messe est dite : la SAVAK est seule et unique responsable de l'« Oradour iranien » et la tragédie est à mettre au compte des pires crimes du régime impérial. En septembre, une pancarte plantée sur les ruines du Rex indique : « *Kébābi-é*

Aryāmehr » [La rôtisserie d'*Aryamehr*]. Durant les derniers mois de 1978, la carcasse calcinée du cinéma devient une chapelle ardente dans laquelle des vestales de la cause révolutionnaire maintiennent des cierges allumés en l'honneur des martyrs carbonisés. D'ores et déjà, l'incendie qui a anéanti le Rex s'est étendu au régime des Pahlavi. Mohammad Réza continue de trôner, mais désormais du haut d'un bûcher qui ne demande qu'à être allumé. *Rex, consumpta est. Rex accensus.*

*

Même si le mal est fait, l'épilogue du drame n'aura lieu qu'au lendemain de la Révolution. Le régime islamique, à peine en place, se précipite pour régler et classer l'affaire. Arrêté quelques jours après la chute de la monarchie, un capitaine de l'armée impériale, Monir Tāhéri, soupçonné d'avoir suivi une « formation d'élite aux États-Unis », sera accusé d'avoir organisé et perpétré l'incendie du cinéma Rex, puis sommairement jugé par le tribunal révolutionnaire de Roudsar et exécuté le 23 février 1979.

L'incendie du Rex ne s'éteindra pas pour autant. En 1980, sur l'insistance des familles des victimes, un second procès, présidé par l'ayatollah Zia Rohāni, conclura que 4 opposants islamistes, dont Hussein Takbalizādeh, poursuivis par des membres de la SAVAK, se seraient barricadés à l'intérieur du cinéma où ils auraient allumé la fournaise pour y mourir en martyrs... L'année suivante, Chapour Bakhtiar ira plus loin : « L'incendie était incontestablement criminel, mais les auteurs en sont les Mollahs. Je l'affirme d'une manière absolue⁸. »

Malgré tout, le régime islamique ne démordra jamais de la thèse d'un drame provoqué, ou du moins instrumentalisé, par le Chah pour discréditer la cause révolutionnaire. Une thèse officielle qui sera d'ailleurs reprise par certains iranologues occidentaux⁹. Tout cela fait dire à d'autres observateurs que les révolutionnaires islamistes ont décidément « réussi leur incendie du Reichstag¹⁰ ».

1. *Etelāat*, 20 août 1978.

2. *Keyhān*, 20 août 1978.

3. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, op. cit., p. 324.
4. « Hundreds feared lost in Iran theater fire », *The Southeast Missourian*, 21 août 1978 ; « Enemies of Shah blamed for arson in crowded Iran theater », *Toledo Blade*, 21 août 1978 ; « Extremists accused of fire that kills 377 », *Rome News-Tribune*, 21 août 1978 ; « Shah foes accused of fire fatal to 377 », *The Free Lance-Star*, 21 août 1978.
5. « Truth about Shah and Iran not being told, students say », *The Deseret News*, 12 septembre 1978.
6. Manoutchehr Ganji, *Être persan*, op. cit., p. 84.
7. *Ibid.*, pp. 84-85.
8. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, op. cit., p. 113.
9. Pour eux : « L'incendie, le 19 août, du cinéma Rex à Abadan (400 victimes) marqua le début d'une nouvelle politique du gouvernement impérial, visant à provoquer volontairement des désordres et des drames afin de rallier la moyenne bourgeoisie et de justifier une reprise en main » (Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *L'Iran au ^{xx}e siècle : Entre nationalisme, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 2007, p. 160). Depuis, le drame du Rex continue d'être abondamment commenté. Lire notamment Daniel L. Byman, « The rise of low-tech terrorism », *Washington Post*, 6 mai 2007.
10. Ramine Kamrane, *Le Vingtième Siècle iranien – le jeu des quatre familles*, Paris, Kimé, 2007, p. 204.

Les *mea-culpa* de Sharif- Emāmi

Au lendemain de l'incendie du Rex, le 20 août, tous les avis convergent : le régime doit s'amender pour survivre. Selon les termes employés par Djavād Alamir, il faut que le régime se réforme de l'intérieur « afin qu'on ne jette pas, en somme, le bébé avec l'eau du bain¹ ».

Le moment est critique. Ce pourrait être le grand tournant tant attendu. Le Chah pourrait s'effacer, abandonner quelques-unes de ses « folies », céder le gouvernail à un navigateur frais et capable de faire franchir au navire iranien ce périlleux détroit. Les candidats ne sont pas nombreux, mais il y en a. Le Chah écarte ceux qui se font les plus pressants ou ceux qu'il soupçonne de lui être imposés. C'est le cas de son rival de toujours, Ali Amini, soudain réapparu en juillet pour proposer ses bons offices. Au sociologue iranien Ehsān Narāghi² venu lui proposer de réunir un Conseil de régence, le souverain aurait sèchement répondu : « Pensez-vous que je sois mort pour avoir besoin d'un exécuteur testamentaire ? » Imperméable aux conseils, cloisonné derrière son aréopage de flagorneurs et de frotte-manches, il se tourne finalement vers un homme du sérail qu'il pense pouvoir guider comme bon lui semble.

Le 27 août, l'impopulaire Djamchid Amouzegar est remplacé par Djafar Sharif-Emāmi³. Plutôt que de changer de cap en s'assurant les services d'un homme providentiel, le roi a préféré s'offrir ceux d'un « vieux de la vieille » en qui il a confiance et qu'il a d'ailleurs chargé, quasi à vie, de la présidence du Sénat et de la gestion de la Fondation Pahlavi ; un courtisan qu'il croit capable, du seul fait d'être né dans une famille de prélats et en raison des consonances pieuses de son patronyme, de satisfaire les exigences de l'opposition cléricale. Personne n'ose le contredire.

Si le *timing* de ce remplacement est opportun, en revanche il ne pouvait y avoir plus mauvais choix. Issu d'une famille d'ecclésiastiques, Djafar Sharif-Emāmi a fait des études d'ingénieur spécialisé dans la construction ferroviaire en Allemagne puis en Suède. Ministre des Routes du gouvernement Razmara en 1950, il avait été une première fois chef du gouvernement dix ans plus tard. Une expérience peu concluante, gangrenée par des affaires de corruption et qui s'était achevée dans une atmosphère d'émeutes. Pour les Iraniens, ce « constructeur de locomotives » garde la réputation d'être un « *badghadam* » [« porte-malheur », « oiseau de mauvais augure »]. Celui à qui ses adversaires reprochent également d'être le Grand Maître de la franc-maçonnerie iranienne est donc un « cheval de retour » à qui personne n'accorde beaucoup de crédit. Dès sa nomination, la rue scande : « Sharif-Emāmi ! Tu n'es ni *Sharif* [honnête] ni *Emāmi* [imam docte et éclairé] ! »

Lorsqu'il présente au roi son nouveau cabinet, fin août, tous peuvent relever que le remaniement est plus profond qu'escompté. Première nouveauté, le beau-frère du souverain, Mehrdād Pahlbod, n'est plus ministre⁴. Même chose pour l'ancien ministre de l'Information, Dariouch Homāyoun, écarté, entre autres pour avoir laissé passer le scabreux éditorial anti-Khomeini. Personnellement attaqué par l'*Hodjatoleslam*⁵ Falsafi, qui lui reproche d'être à la fois bahā'i et corrompu, le Dr Abdolkarim Ayadi, médecin et conseiller particulier du monarque, est également prié de quitter la Cour⁶. Autre changement notable : ce nouveau cabinet « plus libéral », dans lequel le portefeuille des Affaires féminines a été supprimé, est exclusivement formé d'hommes. Les monarchistes observent qu'il compte plusieurs « musulmans convaincus » et que, sur 23 ministres, 6 ont déjà appartenu au parti Toudeh. De leur côté, les opposants, même s'ils reconnaissent un semblant de ménage, demeurent cependant sceptiques et attendent des actions concrètes.

Même s'il est l'un des piliers du régime, Sharif-Emāmi sera « l'huissier en chef » de la dissolution de l'œuvre monarchique. Jusque-là, tous les espoirs étaient encore permis. Après son départ, seulement deux mois plus tard, le point de non-retour sera atteint, dépassé même, et le sort de la monarchie joué⁷.

Le jour de son investiture, le nouveau Premier ministre annonce une série de « mesures de libéralisation » qui, sous couvert de *mea-*

culpa visant à contenter les milieux cléricaux, amorce un processus de réislamisation du régime. D'emblée, les femmes députées sont priées de ne pas assister à la présentation du programme au Majless.

Sharif-Emāmi proclame, séance tenante, l'abandon du calendrier impérial et le retour de l'Iran au calendrier coranique⁸. Dans la même veine, le 30 septembre, il ordonnera aussi la dissolution du Rastākhiz. C'est l'abandon en bloc de toutes les « folies » du Chah. En remplaçant Hoveida par Amouzegar, le souverain avait voulu crever un abcès. Mais en remplaçant Amouzegar par Sharif-Emāmi, il pratique une ablation et renonce à ses rêves... Le lendemain, le nouveau Premier ministre ajoute à son « programme de retour aux valeurs » l'interdiction des jeux de hasard et la fermeture des casinos. Ce qui fait remarquer à des observateurs ironiques que la « démocratisation en Iran » passe par la fermeture des tripots alors que celle, concomitante, de l'Espagne post-Franco entraîne leur réouverture : « les chemins de la liberté sont insondables ». D'autres gestes en faveur des conservateurs ne trompent pas : Hoveida est chassé du ministère de la Cour, mis en résidence surveillée et remplacé par Ardalan, un honorable vieillard à la chevelure de coton hydrophile.

Dès sa nomination, Sharif-Emāmi entreprend d'épurer le régime des membres de la secte religieuse des bahaïs, très présents dans les hautes sphères du pouvoir et auxquels les mollahs vouent une haine implacable pour leur reniement de la primauté de l'islam⁹. « Les Bahaïs, se souvient Houchang Nahāvandi, étaient depuis toujours un objet de critiques envers le régime impérial pour la fraction radicale du clergé, chacun sachant que des ministres, des hauts fonctionnaires, des militaires, des universitaires de renom appartenaient à cette religion et que le pouvoir ne les discriminait en aucune façon¹⁰. » Le jour de la présentation du cabinet au roi, on fait sortir du rang l'un des ministres venus rendre hommage à Mohammad Réza, parce qu'il est bahaï. Dans la même veine, Sharif-Emāmi annonce la fin des avantages accordés à la minorité religieuse¹¹. Début septembre, il suspend également, par décision personnelle, l'activité des loges maçonniques. Obsédé par sa volonté de complaire aux mollahs, le Premier ministre semble avoir oublié qu'il est lui-même le Grand Maître de la Grande Loge d'Iran.

Selon son successeur, Chapour Bakhtiar, la situation est limpide : « Le nouvel aurige du char de l'État joue, dès son arrivée (27 août

1978), le jeu des mollahs¹². » Réfugié à New York après la Révolution, Sharif-Emāmi ira jusqu'à transférer aux religieux toutes les liquidités et richesses que la Fondation Pahlavi détenait en Amérique, y compris le fameux building DePinna de la 5^e Avenue¹³. Depuis sa nomination, le président du Conseil, déjà en relation avec l'ayatollah Mohammad Béhehti¹⁴, acolyte de Khomeini, s'est profondément incliné devant le clergé auquel ont été faites des concessions inouïes et, surtout, vaines. C'est aussi durant son mandat que le Chah est encouragé à établir un dialogue direct avec les grands chefs religieux. Ahmad-Ali Ansari, un cousin pratiquant de Farah, et Hedayat Eslami-Nia, un Bāzāri, l'ont mis en contact avec le grand ayatollah Chariat-Madari¹⁵.

Ce que certains voient déjà comme un processus de réislamisation est perçu par les observateurs étrangers comme une période sans précédent de libéralisation. Pour l'iranologue américain Richard Cottam – qu'on reverra bientôt –, les deux mois du cabinet Sharif-Emāmi sont « la plus grande période de liberté que connut l'Iran depuis 1962¹⁶ ». De fait, la presse dispose d'une beaucoup plus grande marge de manœuvre ; au Majless souffle un vent de liberté d'expression et les députés, bénéficiant d'une couverture médiatique accrue, peuvent s'adonner à une critique généreuse du régime. Ils ne s'en privent pas. Les manifestations se multiplient, regroupant jusqu'à 500 000 personnes le 4 septembre ; pas une journée ne s'écoule sans qu'éclate une nouvelle grève... même si le gouvernement vient de voter une hausse générale des salaires. Des tribunaux sont mis en place pour juger les « malfaiteurs d'hier ».

Mais ces mesures interviennent à un moment où elles apparaissent déjà comme des aveux de faiblesse à une opposition qui en veut bien plus. Trop tard, trop peu ou, plutôt, bien trop. Le principe est connu de tous les parents d'enfants turbulents : après une période de restrictions jugées injustes, il suffit que, de guerre lasse, ils relâchent la bride et fassent des concessions « soudaines et tardives » pour perdre leur autorité parentale. C'est un peu le problème des initiatives « libérales » du cabinet Sharif-Emāmi. Loin d'éteindre les récriminations des dissidents politiques, ces concessions les attisent au contraire, précipitant du même coup le craquellement du régime. À peine officialisées, elles entraînent une surenchère de la part de l'opposition.

Fin août, le grand ayatollah Chariat-Madari affirme que le

Rastākhez a toujours été « le parti du gouvernement et pas celui du peuple ». Le jour de la nomination de Sharif-Emāmi, Khomeini va plus loin en faisant une déclaration publique dans laquelle il évoque la création d'une République islamique.

Le 29, le journal *Keyhān* fait paraître en première page une immense photo de l'ayatollah et annonce qu'une mission s'est rendue à Nadjaf pour l'inviter à rentrer en Iran. La parution du portrait de l'imam fait bondir son tirage, qui dépasse le million d'exemplaires. Fausse, la nouvelle est démentie à grand-peine. Mesbah-Zadéh, le directeur de *Keyhān*, semble avoir été débordé par sa rédaction. Mais voilà l'opposition qui s'engouffre dans une autre brèche. En septembre, la télévision d'État programme un film sur la révolution mexicaine dont le passage culminant est l'exécution de l'empereur Maximilien par les généraux de Benito Juárez. Certains, visiblement, se sentent inspirés. Jusque-là dociles, même les médias officiels commencent à échapper au contrôle du Palais.

Quarante-huit heures après la formation du nouveau gouvernement, profitant des ouvertures faites par le nouveau Premier ministre, pas moins de 17 nouveaux partis et formations politiques éclosent. Certains sont des micro-partis sans influence, comme ce « Parti radical » fondé par un individu et une dizaine d'amis. D'autres sont appelés à devenir des poids-lourds de la scène politique iranienne qui pèseront sur le destin de l'Iran. Le monopartisme à l'iranienne vole en éclats. La Révolution blanche vacille. La noire se profile.

Au lieu de récompenser le régime pour ses efforts de libéralisation, les médias occidentaux redoublent leurs critiques. C'est le cas du *New York Times*, du *Washington Post*, du *London Times*, du *Manchester Guardians*. C'est aussi le cas du *Monde* de Paris et de son reporter, Paul Balta. Jusqu'ici c'est Éric Rouleau qui, dans les colonnes du grand quotidien français, sciait patiemment la branche du Chah¹⁷. Profitant du relâchement du musellement imposé jusqu'ici à la presse iranienne, les journaux foisonnent de caricatures du souverain.

Ingénu, le roi déclare : « Je n'aurais pas imaginé qu'il serait si difficile d'établir la liberté¹⁸. » Plus perspicace, sa sœur la princesse Ashraf, qui se trouve à Paris, dit au téléphone à Parviz Radji, l'ambassadeur en poste à Londres, le 31 août : « Pour nous [les Pahlavi], c'est fini ! Une république islamique va être proclamée, c'est une question de temps... »

Au même moment, le Chah, qui continue d'espérer que ses récents choix politiques seront suffisants pour étayer le régime, accueille la visite du Premier ministre chinois, Hua Guofeng. Le 29 août, l'hôte du dernier empereur d'Iran fait, en carrosse, son entrée dans l'Iran impérial, le premier pays non communiste visité par un chef d'État de la nouvelle Chine. Les deux dirigeants évoquent une collaboration entre les deux pays pour construire une autoroute reliant la Chine à l'Europe, une autoroute de la soie, en quelque sorte¹⁹. Plus tard, en exil, le Chah écrira : « J'ai eu alors le sentiment que les Chinois étaient les seuls à vouloir un Iran fort²⁰. » Par cette visite de deux jours, le successeur de Mao apporte sa caution à un régime moribond²¹.

Lorsqu'un mois plus tard Mohammad Réza recevra le dernier hôte officiel du régime Pahlavi, Muhammad Zia-Ol-Hagh²², le nouveau maître du Pakistan, la situation se sera considérablement dégradée. C'est le grand chambellan du Chah, Aslan Afshār, qui viendra l'accueillir à l'aéroport Mehrābād. Dans la voiture qui les conduit à Téhéran, le général Zia, tournant vers lui ses yeux caves, cernés d'immenses taches noires et encore obscurcis par une arcade sourcilière saillante, lui dira : « Si votre souverain veut conserver son trône, il faudra qu'il y mette le prix, qu'il tue beaucoup de monde²³ ! »

1. Membre de la famille qādjāre et francophone pur sucre, Djavād Alamir est un journaliste documentariste iranien de coloration tiers-mondiste qui fut, pendant des années, correspondant du *Monde* à Téhéran. Proche d'Hoveida, ce libre-penseur acariâtre s'installe en France en 1979 où il dirige l'académie Berlitz tout en se tenant loin de la diaspora iranienne. Quelques mois plus tard, Alamir apportera son appui à Chapour Bakhtiar.

2. Sociologue formé en France et en Suisse, Ehsān Narāghi a été l'un des grands experts du « *brain drain* », sujet sur lequel il rédige l'une des premières études dans ce domaine pour l'ONU. Après avoir connu les geôles du régime islamique, il choisira l'exil d'où il écrira *From Palace to Prison : Inside the Iranian Revolution*, Londres, I. B. Tauris, 1994, 352 pages (cité précédemment dans son édition française, sous le titre *Des palais du Chah aux prisons de la Révolution*).

3. Ingénieur formé en Suisse et en Allemagne, spécialisé dans la construction ferroviaire, Djafar Sharif-Emāmi a été Premier ministre en 1960 avant de le redevenir en 1978. Président du Sénat et de la Fondation Pahlavi, il a été Grand Maître de la Grande Loge d'Iran de sa création en 1969 à la Révolution iranienne en 1979. Pendant la guerre, les Alliés l'avaient accusé de complicité avec le Reich et l'avaient déporté à Arak. Les Mémoires de Sharif-Emāmi sont parus par chapitre, à partir de 1994, dans le périodique persan *Rahāvar* de Los

Angeles, véritable encyclopédie iranienne.

4. Mari de la princesse Chams, sœur aînée du roi, et père de Chahbāz Pahlavi qui réside à Londres.

5. Un grade intermédiaire entre mollah et ayatollah.

6. Fils d'un leader bahai, accusé d'être un agent du MI-6 britannique, le très corrompu Dr Abdolkarim Ayadi fut non seulement le médecin personnel de Mohammad Réza Chah, mais aussi l'un de ses principaux confidents tout au long de son règne. En revanche, la comparaison, souvent faite à son sujet, avec le Raspoutine du tsar Nicolas II est tout à fait incongrue.

7. Selon Houchang Nahāvandi, c'est Hoveida qui avait conseillé le choix de Sharif-Emāmi, lequel, ajoute-t-il, « devait se révéler désastreux » (*L'Action française hebdo*, 21 janvier-3 février 1999).

8. Contraints de renoncer au calendrier *ChahanChahi* de Mohammad Réza, les Tāghoutis vont se livrer, après la Révolution, à une surenchère en imaginant un calendrier de l'ère « Aryai-Mitraï » qui les situe, aujourd'hui, quelque part aux alentours des années 7040 ! Après eux, ni Sharif-Emāmi ni même Khomeini n'ont abandonné le calendrier solaire qui avait été adopté par Réza Chah... avec ses noms de mois zoroastriens.

9. Sur le bahaïsme, sa fondation et ses relations avec le clergé chiite, voir Livre II, « Le *knock-out* impérial ».

10. Houchang Nahāvandi et Yves Bomati, *Mohammad Réza Pahlavi*, *op. cit.*, p. 463.

11. Le 15 août, déjà, le restaurant Khān Sālar, dont les propriétaires sont des bahais, a été plastiqué. Le même jour, le chef de la garnison de la province du Khorāsān est assassiné par un soldat aux cris de « *Allāh-ō-Akbar* ! ».

12. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, *op. cit.*, p. 120.

13. Selon les dires du prétendant à ses biographes, Christian Malard et Alain Rodier, *Réza Pahlavi*, Paris, Plon, 1986, p. 142.

14. Prélat de grande prestance et ancien responsable de la mosquée de Hambourg, Seyyed Mohammad Husseini Béhechti (1928-1980) a été soupçonné d'être proche de la SAVAK de Fardoust et de Moghaddam. On le retrouvera par la suite.

15. Dans son livre, Ahmad-Ali Ansari raconte que les deux hommes ont à plusieurs reprises eu des conversations téléphoniques : « Au cours de ces entretiens, l'ayatollah Chariat-Madari utilisait le pseudonyme d'"Hadji Agha" et il s'adressait au souverain en lui disant simplement "Monsieur" » (Ahmad-Ali Ansari, *Man va Khāndan-e Pahlavi* [La dynastie Pahlavi et moi], San José (CA), Touka Publishing, 1991, p. 92).

16. Richard W. Cottam, *Nationalism in Iran : Updated through 1978*, Pittsburgh (PA), University of Pittsburgh Press, 1979, p. 356.

17. Rouleau sera récompensé par un poste d'ambassadeur à Tunis (1985-1986), où il soutiendra les islamistes et leur « Révolte du pain ».

18. *Keyhān*, 28 Mordād 1357 (19 août 1978).

19. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, *op. cit.*, p. 303.

20. Mohammad Réza Pahlavi, *Réponse à l'Histoire*, op. cit., p. 190.

21. « Le 29 juillet 1979, la radio iranienne annonce une nouvelle surprenante et fort peu conforme aux usages diplomatiques : Hua Guofeng avait exprimé ses regrets pour la visite faite au Chah et assuré la Révolution islamique du soutien de Pékin » (Mohammad Réza Djalili et Harish Kapur, « Pékin-Téhéran : les paradoxes d'une alliance », *Politique internationale*, no 28, été 1985). Ces prétendus regrets semblent toutefois avoir été fabriqués par les mollahs de Téhéran, soucieux de sortir la jeune République de son isolement diplomatique.

22. Officier de carrière à la mine sombre, vétéran de la campagne de Birmanie (pont sur la rivière Kwai, etc.), Muhammad Zia-Ol-Hagh avait aussi participé, en 1970, à l'opération Septembre noir menée par le roi Hussein contre les Palestiniens. Nommé le 11 octobre 1976 chef de l'armée pakistanaise par le président Zulfikar Ali Bhutto, le général Zia renverse ce dernier par un coup d'État en 1977 avant de se faire élire président du Pakistan et de doter le pays d'une Constitution à forte teneur théocratique.

23. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, op. cit., p. 270.

L'Ayd-é Fetr et le Vendredi noir

Le célèbre prédicateur Nostradamus avait annoncé qu'à la fin des temps un million d'Iraniens se mettraient en marche.

Le jour de l'Ayd-é Fetr, la fête musulmane marquant la rupture du jeûne du mois de Ramadan, semble annoncer cette « fin des temps » imminente depuis l'incendie du cinéma Rex, le 19 août. Le 4 septembre 1978 au matin, une formidable rumeur, qui depuis quelque temps s'enflait et grondait comme un tonnerre souterrain, réveille les patriciens et les nantis de Chémirān¹. Parti des hauteurs de Gheyṭārieh², galvanisé par un discours de l'*Hodjatoleslam* Mohammad Djavād Bahonar, un flot humain de plus de 200 000 personnes – certains disent 500 000 – déferle sur l'avenue Pahlavi avant de s'immobiliser et de se prosterner dans une immense prière collective³.

Puis la foule, menée par un jeune mollah de trente ans, se remet en marche et couvre de fleurs les militaires et les policiers qui se trouvent sur son passage. Homa Nategh, qui participe à la manifestation, livre ce témoignage enthousiaste : « L'atmosphère était érotique. On entendait des femmes crier : “Oh, mon doux Khomeini, ordonne que le sang coule de moi” – ce qui, en persan, veut aussi dire : “prends ma virginité”. Pour la première fois, des femmes marchaient à côté des hommes, il y avait dans l'air comme un orgasme collectif⁴. » En rangs serrés, des femmes, toutes revêtues du tchador noir, scandent à perdre haleine : « *Doroud bar Khomeini !* » [Vive Khomeini !]

Jamais personne n'avait vu une telle procession en Iran. Tant par son ampleur que par son style insolite, la marche de l'Ayd-é Fetr marque les esprits et constitue un tournant. L'éditorial qui attaquait Khomeini a mis le feu aux poudres. Puis, la tension est montée d'un cran à Tabriz où est née la révolte violente. L'incendie du Rex a encore attisé la contestation révolutionnaire. Mais le seuil de non-retour est

franchi avec cette grande « marche sur Téhéran ».

Chacun s'interroge, tente de faire le point. De toute évidence, c'est une immense gifle infligée, devant le monde entier, au Chah⁵. Il ne fait plus de doute que lui et son régime sont honnis par le peuple. Mais quelle signification lui donner ? Est-ce une réaction épidermique ou un véritable réveil religieux de l'Iran ?

Une hypothèse s'impose : la religion s'offre à ce peuple lassé par l'autoritarisme kémaliste des Pahlavi, épuisé par la modernisation, comme le refuge le plus évident. Étourdi par le rythme effréné du développement, par la tempête réformatrice et la perte des valeurs ancestrales, le petit peuple se tourne vers ses mollahs et leurs mosquées, comme une jeune mariée effarouchée rentre chez son père. Après avoir cru aux fleurettes qu'on lui comptait, chimères de la Révolution blanche, de l'industrialisation, ou même du socialisme et, plus récemment, de la panacée pétrolière, la population perçoit aujourd'hui le progrès comme un leurre et le développement comme un « rocher de Sisyphe ». D'où son acharnement à brûler les symboles d'un Occident envahissant dont les cadeaux lui semblent soudain empoisonnés : banques, cinémas, discothèques, téléviseurs, débits de boissons Pepsi-Cola. L'indigestion et l'écœurement provoqués par ces « douceurs » occidentales rendent d'autant plus attrayante la diète morale que préconise le clergé traditionnel. C'est donc dans un islam culturel, social, atavique que le peuple pense trouver son salut.

Alors que souffle ce vent de ferveur sur Téhéran, le clergé sonde déjà la sincérité de ses ouailles, soucieux de s'assurer que la religion, plus qu'un simple prétexte, sera le véhicule principal de la révolte : « Combien, interroge un mystique, de ceux qui, l'autre jour, se sont prosternés avenue Pahlavi ont-ils prié, ce soir-là, dans le secret de leur demeure ? »

À vrai dire, les Iraniens ne sont jamais passés pour exemplaires dans l'accomplissement de leurs devoirs religieux. Souvent appelés péjorativement *Râfidhites* (en arabe : « celui qui refuse »), les chiites, en général, semblent tièdes aux yeux de leurs coreligionnaires sunnites. Les Iraniens, en particulier, ont toujours scandalisé leurs frères musulmans par les libertés qu'ils prennent avec les rituels de l'islam en ramenant, par exemple, de 5 à 3 le nombre des prières quotidiennes ou en pratiquant leurs ablutions de manière rustique et expéditive. Et le dernier demi-siècle de « modernisation en roue libre »

sous la direction impie des Pahlavi n'a certainement pas contribué à faire d'eux de « meilleurs musulmans ».

Cela n'empêche pas les opposants iraniens de se découvrir, du jour au lendemain, une ferveur religieuse sans faille. Leur discours antirégime, jusque-là teinté de libéralisme ou de socialisme, se conjugue désormais avec les versets du Coran. Ce brusque regain de zèle dévot s'observe dans toutes les classes sociales, dans toutes les sphères socioprofessionnelles, dans toutes les générations. Ainsi les potaches du lycée Kharazmi – le Janson-de-Sailly iranien – qui, jusque-là, s'étaient fait connaître pour leurs quolibets irrévérencieux proférés à l'adresse des dames voilées de noir, se mettent-ils soudainement à réclamer, corps et âme, une « société islamique » et s'adonnent-ils tous ensemble à une prière collective dans la cour d'école en posant devant eux une feuille de papier arrachée dans leur cahier et un caillou, en guise de tapis de prière et de *mohré*⁶. Même la jeunesse dorée des quartiers occidentalisés, que l'on pensait obnubilée par Hollywood, se découvre des convictions religieuses.

Réputés pour leur pratique « libérale » du culte, les Iraniens ont, tout au long de l'Histoire, connu de soudains et intenses accès de fièvre religieuse. S'il est surprenant, le phénomène n'est ni extraordinaire ni inexplicable. À en croire Carl Jung, le célèbre psychanalyste des cultures, « la religion d'un peuple et le cours véritable de sa vie se compensent toujours réciproquement, sans quoi la religion n'aurait plus de sens pratique ». Selon lui, comme le démontrent la relation singulière de la nation iranienne avec le chiisme et sa prédisposition aux sursauts mystiques, la religion est avant tout un moyen de compensation : « Que l'on considère, explique le psychosociologue suisse, la religion hautement morale des Perses et leur conduite plus que douteuse dans la vie quotidienne, déjà fameuse dans l'Antiquité, [...] cette règle se confirme⁷. » Autrement dit, la religion est pour ce peuple une « méthode thérapeutique » des psychoses collectives, une soupape à travers laquelle s'expriment ses passions et ses désordres⁸.

Parce que le fanatisme est le dernier refuge et la dernière révolte légitime du pauvre et du faible, le peuple iranien a toujours su sublimer ses déconvenues par de fulgurantes manifestations de piété. Une fois enclenchée, cette réaction mystique est alimentée par un stimulus nouveau, lui-même découvert dans la phase de rébellion, au

cours de la frénésie contestataire : « Il est si doux, écrivait Gobineau, à l'homme de souffrir pour quelque chose que, dans bien des cas, l'appât du martyre suffit à faire croire⁹. » Dans la psyché collective des Iraniens, comme dans celle de nombreux peuples mais peut-être plus encore qu'ailleurs, le désarroi mène à la révolte extrême et trouve dans le sacrifice ultime une suprême motivation : la promesse d'éternité.

Après la marche blanche de l'Ayd-é Fetr, c'est ce que vont démontrer les événements sanglants du Vendredi noir.

*

La manifestation du 4 septembre et la foule immense qu'elle a drainée ont démontré que le peuple contestataire constitue une force vive avec laquelle il faut désormais compter. Une force vive que chaque camp va maintenant s'efforcer de courtiser et de canaliser pour servir sa propre vision politique.

Dès le 4, désireux de saisir l'occasion au vol, le Toudeh tend la main « à tous les autres opposants » qu'il appelle à renverser la monarchie et à briser, du même coup, l'impérialisme américain. Alors que Karim Sandjabi, de plus en plus « islamisant », repousse les avances des communistes, un autre leader du Front national, Mehdi Bāzargān, confie son « inquiétude » au journal *Le Monde*. Regrettant l'attitude « non constructive » de certaines factions de la dissidence politique et religieuse à l'égard du gouvernement Sharif-Emāmi, Bāzargān préconise d'offrir à ce dernier une chance de mettre en œuvre ses promesses de libéralisation au lieu d'opter pour la confrontation *a priori*. Désireux de prendre ses distances avec les groupes les plus radicaux, l'ayatollah Chariat-Madari se déclare pareillement hostile aux démonstrations sauvages.

La grande marche de l'Ayd-é Fetr a pris de court certains leaders de l'opposition dont les conseils de modération ne seront pas suivis. Le mercredi 6 septembre, averti de l'agitation croissante et voulant anticiper une nouvelle démonstration de force, le Chah fait interdire toute nouvelle manifestation. La mesure n'est pas plus efficace.

Le jeudi 7, une marée humaine déferle de nouveau sur la capitale, arrachant au passage la plaque de l'avenue Pahlavi que les émeutiers rebaptisent avenue Khomeini. Le nom du « Guide » est sur toutes les lèvres, son image partout. Hissé au sommet d'un camion, l'envoyé

spécial du *Figaro*, seul journaliste occidental présent sur les lieux, assiste à un spectacle « hallucinant » : des centaines de milliers de manifestants, que l'on arrose pour les rafraîchir comme des coureurs cyclistes, brandissent des portraits de Khomeini « le fusil dressé » ou encore représenté de profil, comme le « prince des croyants ». Soudain, les jeunes gens qui encadrent la foule lancent un nouveau mot d'ordre repris en chœur : « Nous sommes tous des Khomeini¹⁰ ! »

Cette fois, c'en est trop. Le régime cesse de faire le gros dos. Le 7 au soir, une réunion extraordinaire du Conseil de sécurité nationale vote en faveur de l'adoption de la loi martiale. Les membres du Conseil décident cependant de ne l'annoncer, par voie de communiqué radiophonique, que le lendemain matin. Le ministre Ganji qui assiste à la réunion raconte : « Ils ont décidé d'attendre le matin ; or la nuit même, tout était organisé autour de la place Jāléh pour une manifestation contre la loi martiale. La loi martiale dont personne n'était encore averti ! Il y avait donc un mouchard parmi les ministres ou les généraux et celui-ci allait porter la responsabilité d'un bain de sang¹¹. » Mouchard ou pas, lorsque le couvre-feu est annoncé à la radio, personne ne l'entend. Jour de prière. C'est le 17 Chahrivar 1357 (8 septembre 1978), une date qui restera gravée dans le calendrier révolutionnaire.

Dès l'aube, bravant toutes les interdictions, les jeunes émeutiers de la veille, environ 5 000 individus, redescendent dans la rue pour affronter l'armée qui, depuis la soirée précédente, a pris position dans le quartier de la place Jāléh. La tension monte rapidement. Ouvrant leurs chemises, ils présentent leur poitrine nue aux canons des blindés. Le général Amin Afshār ordonne d'ouvrir le feu. La troupe tire à balles réelles. Plusieurs rangées de manifestants sont fauchées et, en quelques secondes, la place Jāléh est jonchée de cadavres. C'est un bain de sang. Les détonations font place à un silence saisissant, puis aux cris. Hurlant, des femmes trempent leurs mains dans le sang des victimes et s'en maculent le visage et la poitrine. Avant que les affrontements ne reprennent sur la place et ses alentours.

Toute la journée, le quartier est le théâtre d'une véritable guérilla urbaine. Jusqu'au crépuscule, les rescapés opposent à l'armée une résistance farouche. Ils improvisent des barricades avec le rideau de fer des boutiques, des cocktails Molotov avec les bouteilles de Seven-Up. Usant d'une technique qui surprendra les militaires, les émeutiers

brûlent des pneus pour se prémunir contre les gaz fumigènes. Poursuivis par les soldats, une trentaine d'entre eux se réfugient dans une vieille maison du Serayé Hozour¹², près de la place Jâléh, avant d'en être délogés par une grenade lacrymogène. Une occupante racontera : « Grand-mère et ma tante asthmatique ont été très traumatisées tandis que notre chat domestique toussait comme un homme avant de disparaître... sans doute a-t-il été mourir ailleurs. »

Le calme ne revient sur la ville que dans la soirée. Aussitôt les autorités procèdent, dans la hâte, à de très nombreuses arrestations et les manifestants sont emmenés dans la célèbre prison d'Evin, où il faut dresser des tentes de fortune pour les interner tous. Dans la liste des individus appréhendés apparaissent certaines personnalités connues comme Aslan Kāzemieh, poète et rédacteur du journal clandestin *Djombech*, l'ingénieur Bāzargān, des étudiants, des mollahs aussi... Le tout-Iran se retrouve dans les filets de la police. Ce vendredi soir, au rythme des sinistres communiqués de la radio signés par l'« administrateur de la loi martiale », le terrible général Oveissi¹³, Téhéran et quelques autres villes s'enfoncent dans les ténèbres du couvre-feu. La nuit tombe sur le régime.

Le lendemain, le 9 septembre, la nation tout entière découvre la tuerie de ce que les journalistes appellent désormais le « Vendredi noir » [*Djome-yé Siah*]¹⁴. Le lien déjà distendu entre le Chah et son peuple est rompu.

La capitale s'éveille, quadrillée par une soldatesque armée jusqu'aux dents. Les autorités espèrent que cette démonstration de force refroidira la contestation populaire. Très vite, cependant, ces lourds hannetons, écrasés sous la carapace formée par leur barda de combat, sont assaillis par les fourmis citadines qui s'agglutinent, par grappes, autour de chacun d'eux, s'enhardissant au point de caresser le dard de leurs baïonnettes. Tourné à la dérision, le couvre-feu devient une mine d'anecdotes, une source inépuisable de plaisanteries.

Après avoir pleuré, les Iraniens se mettent à rire en se racontant qu'à Ispahan, où le couvre-feu avait été fixé à 21 heures, un boutiquier a été abattu à 20 heures par une sentinelle *turque*¹⁵ qui explique à son gradé médusé que, de toute façon, « il n'aurait jamais eu le temps d'atteindre son domicile à temps ». On colporte également l'histoire de ce village du nord où un vieux caporal décrète sa propre loi martiale ou encore celle de Djāirom, dans le Sud, où les habitants lâchent, en

pleine nuit, un âne chargé d'un mannequin en bois avant d'assassiner le chef de la police... Comme les Français, les Iraniens ont l'esprit frondeur. Ils rient de tout, même si le rire est parfois grinçant. Le régime qui, après s'être couvert de honte, se couvre de ridicule n'est pas épargné.

Pourquoi ce massacre ? Un observateur français remarque que « le Chah n'avait ni CRS ni gardes mobiles ». L'Iran, qui n'a pas connu de manifestations importantes depuis juin 1963, manque de tout pour les réprimer : groupement antiémeutes, balles en caoutchouc, canons à eau, etc. Les stocks de gaz lacrymogènes sont limités. Depuis sa nomination en 1977, la secrétaire adjointe aux droits de l'homme de la Maison Blanche, Patricia M. Derian, bloque la livraison de matériel antiémeutes à destination de l'Iran. Pour contourner l'embargo américain, l'armée et la police se tournent vers Israël pour obtenir des « arroseurs antiémeutes ». Mais ceux-ci ne seront livrés qu'en janvier 1979¹⁶. C'est-à-dire beaucoup trop tard.

Combien y a-t-il eu de victimes place Jāléh ? Comme souvent dans ces cas-là, la tragédie donne lieu à une macabre bataille de chiffres. « Quelques centaines au plus », selon les estimations officielles ; « des milliers ! », selon la rue en colère. Michel Foucault, qui arrive en Iran pour soutenir la cause islamiste, en dénombre 2 000 à 3 000, chiffre qu'il réévaluera plus tard à 4 000. Leader du Front national et futur Premier ministre, Chapour Bakhtiar écrit quant à lui : « Les médias ont exagéré en parlant de milliers de morts. J'ai moi-même fait transporter, par mon chauffeur, 18 blessés, dont 17 ont été guéris à l'hôpital. Les multiples rapports que j'ai eus en main, car je m'occupais justement de ces choses-là [à la présidence du Conseil], me permettent de dire que le nombre des tués ne peut pas dépasser 700 ou 800¹⁷. »

Quel que soit leur nombre, les victimes du 17 Chahrivar, comme celles du Rex, inspirent aussitôt un véritable culte populaire. Mohsen Kāchāni, un soldat abattu par son supérieur pour avoir refusé de tirer, devient instantanément un héros de la cause rebelle. Une mythologie révolutionnaire se développe spontanément, cultivée par des Iraniens en quête d'un nouvel idéal comme cette jeune fille qui consacre un cahier entier de poèmes aux victimes de la fusillade sanglante. La place Jāléh sera rebaptisée « place des Martyrs ».

À Téhéran, la population se refuse à croire que les soldats fleuris et attendris de l'Ayd-é Fetr aient pu tourner leurs fusils contre leurs

concitoyens. Les rumeurs se forment, s'amplifient et se répandent. Ce jour-là, dira-t-on, bien des corps ont été déchiquetés « par les balles dum-dum 12,7¹⁸ » tirées par des étrangers. À cause de l'uniforme insolite que portaient les forces spéciales, le bruit se répand qu'il s'agissait d'agents israéliens du Mossad et de Tsahal. Les leaders religieux reprennent l'histoire à leur compte et déclarent que « des milliers ont été massacrés par les troupes sionistes¹⁹ ».

Le même type de théories s'échafaude dans le camp adverse. Les forces de l'ordre collectent des témoignages, notamment celui d'un ressortissant néerlandais travaillant pour la compagnie Philips, selon lequel le feu aurait été mis à de la sciure de bois imbibée de pétrole répandue sur la chaussée pour faire un maximum de victimes et attiser la vindicte populaire. D'autres témoins attesteront de la présence d'agitateurs professionnels « formés en Palestine et dans les camps libyens²⁰ », en tenue camouflée, noyés dans la foule et perchés sur les toits, faisant feu sur les individus de tous bords, protestataires et militaires, dans le but d'aggraver la fracture politique et de déstabiliser le régime²¹. Autant de pistes qui, de toute façon, ne peuvent être exploitées, surtout après l'affaire du Rex.

Que ces rumeurs soient vraies ou fausses importe peu maintenant : le massacre de la place Jāléh condamne le régime de Mohammad Réza Chah. Le « Vendredi noir » finit de discréditer le Palais et son occupant. Les magazines du monde entier font leurs manchettes avec les terribles images de l'affrontement inégal entre les émeutiers et l'armée. Sur la couverture d'une revue, on peut voir les lunettes du Chah qui reflètent, au moyen d'un montage, l'armée (verre de droite) tirant sur le peuple (verre de gauche). À Paris, répondant à l'appel du premier secrétaire du Parti communiste français, Georges Marchais, une foule soucieuse d'affirmer sa solidarité avec les « démocrates iraniens » défile de la place de la République à celle de la Bastille sous de larges calicots du PC. Au terme de cette procession, faisant écho aux prières collectives de l'Ayd-é Fetr, des étudiants iraniens se prosternent sur les pavés de la Bastille²².

À travers le monde, les intellectuels prennent désormais fait et cause contre le monarque sanguinaire et pour son adversaire désigné : l'ayatollah. Nombreux sont ceux qui, tel Michel Foucault, deviennent du jour au lendemain des soldats de la cause du Guide. Certains de ses nouveaux alliés, comme le Dr Richard W. Cottam²³, qui vient de se

précipiter auprès de Khomeini à Nadjaf, aideront directement l'Iran à accoucher de cette révolution en gestation. Au sortir de sa rencontre avec l'imam, l'universitaire américain le décrit comme un « centriste modéré » qui, intéressé seulement par les questions religieuses, n'a aucune ambition politique²⁴.

L'ambassadeur Ardéchir Zāhédi qui, à la nouvelle du Vendredi noir, quitte précipitamment Washington pour Téhéran, va retrouver le président américain afin de l'avertir qu'il fera la navette le plus souvent possible entre les deux capitales. Jimmy Carter lui répond : « Ne vous faites pas de souci pour Washington. Je serai votre ambassadeur aux États-Unis²⁵. »

La fin du régime est désormais facile à augurer.

1. Situé sur les pentes des monts Alborz, au nord de Téhéran, Chémirān regroupait, jusqu'au milieu du ^{xx}e siècle, une dizaine de villages de montagne où les rois, les riches et les puissants venaient passer l'été, y trouvant une relative fraîcheur. Aujourd'hui, absorbé par la croissance de Téhéran, il est devenu un quartier résidentiel qui abrite les demeures des *apparatchiks* du régime islamique. S'y trouvent notamment l'ancienne maison de l'imam Khomeini et celles de nombreux autres dignitaires religieux.

2. Un espace libre de construction, propice au grand rassemblement, situé à Chémirān.

3. Depuis, la Révolution a sacralisé le terrain vague de Gheytārieh d'où partit cette grande prière de rupture du jeûne.

4. Christian Delannoy, *Khomeiny*, *op. cit.*, p. 125.

5. « Désormais, écrit un proche [Ahmad-Ali Ansari], on ne le vit plus jamais rire ni même parler... Il fixait au loin un objet invisible. »

6. Également appelé *mohr* ou *turbah*. Il s'agit d'une petite pierre, généralement rapportée des lieux saints, sur laquelle les chiites posent leur front durant la prière.

7. Carl Gustav Jung, *L'Âme et la Vie*, Paris, Buchet-Chastel, 1963, p. 445.

8. Véronique Liard, *Carl Gustav Jung, Kulturphilosoph*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2007, pp. 58-59.

9. Joseph Arthur de Gobineau, cité dans Ernest Renan, *Les Apôtres*, Paris, Michel Lévy Frères, 1866.

10. Yves-Guy Bergès, *Le Figaro*, 8 septembre 1978.

11. Manoutchehr Ganji, *Être persan*, *op. cit.*, p. 85.

12. Le Serayé Hozour [carrefour Hozour] se trouve à proximité du Majless, à l'est de Téhéran.

13. Dur parmi les durs du régime, le général et chef d'état-major de l'armée

Gholām Ali Oveissi est nommé gouverneur militaire de Téhéran le 7 septembre 1978 au lendemain de la marche de l'Ayd-é Fetr. La répression sanglante du Vendredi noir, dont il est l'un des responsables militaires, lui vaut le surnom de « boucher de Téhéran ».

14. *Etelāat*, 18 Chahrivar 1357 (9 septembre 1978).

15. Les Turcs (nombreux et généralement originaires de l'Azerbaïdjan) servent souvent de têtes de... Turcs à leurs compatriotes iraniens. Dans les blagues, l'adjectif « turc » signifie habituellement que le protagoniste qui en est affublé est une personne bête et lente.

16. Radio Moscou, 23 décembre 1978.

17. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, *op. cit.*, p. 116.

18. Interdite lors de la première conférence de La Haye en 1899, la balle *dum-dum* est un projectile se fragmentant à l'impact de la cible pour maximiser les dégâts. Utilisée notamment par les forces coloniales britanniques en Inde, elle tire son nom du quartier de Calcutta où se trouvait l'une de ses principales manufactures.

19. Amir Tāhéri, *The Spirit of Allah : Khomeini and the Islamic Revolution*, Londres, Hutchinson, 1985, p. 223.

20. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, *op. cit.*, pp. 322-323.

21. Sur le sujet, voir Houchang Nahāvandi, *Carnets secrets : Chute et mort du Shah*, Paris, Éditions Osmondes, 2003, p. 139.

22. Soulignant le contraste entre cet hommage appuyé pour les « 3 000 morts » de la place Jāléh avec l'omerta de la gauche sur le génocide khmer et ses 2 millions de victimes, le directeur du *Monde* s'écrit : « Le rouge nous monte au front. »

23. Ancien diplomate à Téhéran de 1956 à 1958, Richard W. Cottam (1924-1997), spécialiste de l'Iran, est alors professeur émérite à l'université de Pittsburgh et conseiller de la Maison Blanche sur les questions iraniennes (1977-1979). Ses deux principaux ouvrages, *Nationalism in Iran* et *Iran and the United States : A Cold War Case Study*, sont consacrés à la dénonciation du régime du Chah, qu'il qualifie volontiers de « despotique » et de « fasciste ». Il est l'un des rares intellectuels américains à avoir approché l'ayatollah Khomeini avant son retour.

24. Ofira Seliktar, *Failing the Crystal Ball Test : The Carter Administration and the Fundamentalist Revolution in Iran*, Westport (CT), Greenwood Publishing Group, 2000, p. 121.

25. Michael Ledeen et William Lewis, *La Débâcle*, *op. cit.*, p. 172.

Le temps des concessions

Dès le 9 septembre, Sharif-Emāmi s'affaire à refermer la parenthèse sanglante du « Vendredi noir » et reprend, comme si de rien n'était, son numéro d'équilibriste. Le 10 septembre, il se rend au Parlement et déclare qu'il s'inclinera devant les dépouilles des victimes de l'avant-veille. Imaginant qu'il peut acheter la paix, il annonce aussi que les familles seront dédommagées... alors qu'au même moment on raconte que les soldats restituent aux parents les corps de leurs enfants, moyennant 500 tomans¹ par balle extraite.

Le 15, Téhéran célèbre le septième jour du massacre de la place Jāléh par une « kermesse politique », organisée au cimetière Béhesht-é Zahrā, où se réunissent de 20 000 à 40 000 participants vêtus de linuels. Juché sur une chaise de bois, un mollah crie à la foule : « Le sang des martyrs n'a pas été versé en vain. Il n'y a pas de révolution sans victimes ! » Béhesht-é Zahrā s'apprête à devenir l'un des hauts lieux de la Révolution islamique². Des kiosques vendant des brochures révolutionnaires sont apparus aux quatre coins du « carré des Martyrs », sorte de « mur des Fédérés » iranien. Bientôt, on verra des hommes-sandwichs défiler, autour de la nécropole et dans la capitale, les portraits des martyrs épinglés sur leur costume.

Sharif-Emāmi fait le pari d'enfermer la contestation à l'intérieur du Parlement. Comme on fait rentrer un diable dans sa boîte. Il veut abstraire le drame présent en transportant les esprits dans l'atmosphère irréaliste, légère et pathétique de ce petit hémicycle vieillot qui, avec ses gypses et ses boiseries désuètes, ressemble à un théâtre de province. L'idée lui aurait été soufflée par l'écrivain Ali Dachti pour faire diversion, vider la rue et gagner du temps.

À la mi-septembre, la présidence du Conseil [*Nakhostvaziri*] annonce donc l'organisation au Majless d'un débat « entièrement libre » retransmis par la radio et la télévision d'État. Mais une fois le bâillon levé, les uns et les autres, enhardis par la promesse d'impunité, par la présence des micros et des caméras ou croyant même faire leur

devoir, libèrent un torrent de reproches et d'injures à l'adresse du régime. Un vent de palinodie souffle sur le Majless. Certains députés se sentent pousser des ailes. Celui de Tabriz, l'excentrique Bani-Ahmad, tour à tour demande une minute de silence, menace de faire la grève de la faim avant de se murer dans le silence derrière le rempart des feuilles déployées de *l'Internationale socialiste*.

L'amphithéâtre devient cirque et les députés s'en donnent à cœur joie. Le chef du gouvernement en sortira couvert de crachats. Se croyant lavé de ses fautes, il déclare : « Je ne suis plus le même Sharif-Emāmi qu'il y a quarante jours ! » L'homme n'est décidément pas à la hauteur de la situation.

Cherchant désespérément à reprendre l'initiative, le cabinet annonce une nouvelle batterie de mesures visant à « corriger les erreurs du passé ». Parmi les priorités se dégagent l'édification d'une agriculture souveraine (en réponse, semble-t-il, à l'impérialisme du blé américain récemment dénoncé par la presse), mais aussi le redoublement de la lutte contre la corruption (une autre question dont les médias font leurs choux gras). Le ministre du Travail, Azmoun, emploie alors une expression menaçante pour accompagner l'annonce de la nouvelle campagne anticorruption : « Cette fois-ci ce sera sérieux³ ! » Aussitôt dit, aussitôt fait : une « liste noire » comptant des dizaines de noms est dressée avec l'aide de l'Inspection impériale. Des milliers de financiers véreux et de fonctionnaires corrompus tremblent. Quelques jours plus tard, une première charrette emportant un ex-ministre et deux sous-secrétaires d'État fait route vers la prison d'Evin.

Pendant le débat marathon qui suit l'annonce du nouveau programme, les députés se suivent à la tribune et s'en prennent à tout ou presque : à l'incapacité des responsables, à la ploutocratie, au gaspillage, au programme nucléaire. Mais surtout à Hoveida (qui, le 8, a été chassé du ministère de la Cour) et aux bahaïs qui sont particulièrement visés par les purges. Prenant la parole, le député d'Īlām (dans le Kurdistan iranien), un vieillard caustique, lance, sentencieux : « Tout le mal vient des bahaïs ! » Dénonçant ceux qu'il nomme les « vrais responsables », le député s'écrie à l'adresse du Premier ministre : « Monsieur Sharif-Emāmi ! Arrêtez donc Hoveida ! Arrêtez donc Rohāni ! Ce sont eux qui ont amené les bahaïs au pouvoir⁴ ! » Le gibier débusqué, la meute se rue. Au cours des séances

suivantes, c'est à celui qui dénoncera l'« infantilisme d'Hoveida » et sa connivence avec la secte honnie. Certains reprochent au père de l'ex-Premier ministre d'avoir été le « nègre » d'un *Ilkhān* [d'un chef tribal] et de n'avoir jamais véritablement abjuré sa foi bahaïe (« ce n'était que la confession d'un loup »). Tous ces « représentants du tiers état » se mettent à dénoncer le complot de ces bahaïs et de ces crypto-chrétiens qui, à leurs yeux, pullulent au Palais et gangrènent l'Iran.

Pour certains de ces députés « assermentés », c'est l'heure de sortir de l'ombre du régime et de se tailler une petite gloriole. C'est le cas de Mohsen Pezechkpour qui, des années durant, fut pourtant le leader fantomatique d'une opposition parlementaire inexistante. Le 12 septembre, interdisant que l'on prononce le nom d'un « certain personnage » doté par la Constitution de l'« irresponsabilité politique » (le roi) et ajoutant que « ce qui se passe dans ce pays depuis un an est une révolution », il dresse un réquisitoire implacable contre le gouvernement Sharif-Emāmi : celui-ci est tout bonnement accusé d'être incapable de mener à bien les réformes qu'il a entreprises. Se tournant vers le chef du gouvernement, assis à ses pieds devant la tribune, il ajoute, péremptoire : « parce que je vous connais bien ! ». Pezechkpour refuse la main tendue par le Premier ministre, qu'il estime tachée de sang : « parce que vous êtes à la tête d'un cabinet militaire », ajoute-t-il, accusateur. Sous l'invective, Sharif-Emāmi ne bronche pas.

Comme Pezechkpour, les députés assermentés, créatures paisibles et serviles il y a peu, sont maintenant pris de rage et, se prenant pour les véritables élus du peuple, réclament des têtes. Certains d'entre eux tournent même le dos au souverain devant qui, hier encore, ils se prosternaient humblement. Surpris par les nouvelles postures de « ses » parlementaires, le Chah dit à Narāghi : « On dirait que, tout d'un coup, certains députés rencontrent tous les soirs Robespierre dans leurs rêves. Les députés dont je n'avais jamais entendu parler auparavant font maintenant des discours incendiaires⁵ ! »

Le roi groggy

Sonné par la tournure des événements, le Chah ne sait plus où donner de la tête. Incapable de choisir entre deux voies contradictoires, il mêle concessions et répression alternativement suggérées par ses conseillers, selon qu'ils sont partisans de la ligne dure ou plutôt de l'ouverture. Les vols de colombes et d'éperviers s'entrecroisent autour du trône du Paon, si bien que, déboussolé, celui-ci fait arrêter pêle-mêle des opposants et des corrompus, souffle le chaud et le froid, se raidit et se relâche. Certains croient voir du machiavélisme là où il n'y a en fait que du désarroi.

Le 14 septembre, l'un de ses proches entend le souverain, désabusé, murmurer : « Et tous les gens du Rastākhiz ! Que sont-ils devenus ? Disparus comme neige au soleil⁶... » Cherchant la réponse aux défis immenses qui se posent à lui, il se laisse aller à son penchant pour le mysticisme. C'est le moment que choisit son beau-fils, « islamiste » conduit vers Allah par les hippies de Berkeley, pour lui écrire une lettre en anglais dans laquelle il l'appelle à se rendre à l'évidence : « Il ne vous reste plus qu'à devenir musulman⁷. » C'est également le moment où survient une catastrophe naturelle qui semble, un instant, offrir au régime défaillant un secours providentiel.

Le 18 septembre, Tabās, l'oasis immaculée des Kévirs, dont une propagande subtile avait fait le symbole d'une civilisation du bien-être, est brusquement engloutie par un séisme de magnitude 7,7 sur l'échelle de Richter. On dénombre 25 000 morts⁸. D'un seul coup, le nombre des victimes de la catastrophe politique de la veille est escamoté par celui, dix fois plus grand, du tremblement de terre. D'aucuns ont pu y voir un signe du ciel, l'occasion d'une trêve, celle, pour les Iraniens, de se réunir dans un même deuil national.

Mais, dans le contexte survolté de ce mois de septembre 1978, au lieu de se retrouver pour pleurer le drame de Tabās, les deux parties s'affairent à l'instrumentaliser et à se le reprocher mutuellement. Selon l'opposition, c'est la reine Farah qui, avec sa manie de préserver

à tout prix les vestiges historiques et l'architecture de pisé, a causé le drame en empêchant que ne soient édifiées sur place davantage de constructions antisismiques. Du côté du Palais, on fait remarquer qu'au dire du directeur de l'Observatoire de Bochum, le Pr Heinz Kaminski, ce séisme aurait été causé par une explosion nucléaire souterraine provoquée au Kazakhstan, en URSS. De part et d'autre, on trouve des causes politiques à la catastrophe naturelle.

Dans ce bras de fer idéologique, c'est finalement Khomeini qui arrache au Chah tout le profit politique qui pouvait être tiré du cataclysme. Depuis son lieu d'exil, il s'adjuge le rôle du sauveur en demandant à la population de confier ses dons, non pas à l'État, mais au clergé.

Le Palais a perdu l'initiative.

À la croisée des chemins

Le 12 septembre, Ali Amini rompt le silence qui lui a été imposé pour prodiguer au Chah ses conseils en vue de sortir de l'impasse. Il faut, selon lui, libéraliser franchement, sans arrière-pensée. L'heure n'est plus aux demi-mesures. « Je suis, dit-il, contre la libéralisation au compte-gouttes, suivant la célèbre formule “un pas en avant, deux pas en arrière”. » Pour l'ancien Premier ministre, il ne fait pas de doute que le souverain est mal conseillé, mal informé : « Pourquoi dépensons-nous tellement d'argent pour entretenir des services de renseignements qui ne sont pas capables de renseigner ? » Amini est d'avis que le Chah, même s'il est « en grand danger », peut encore être sauvé, mais encore faut-il le débarrasser de son entourage. Toute la faute, est-il convaincu, incombe à 3 000 ou 4 000 courtisans « qui pendant quinze ans ont profité du régime et l'ont amené là où il est ». Le 23 septembre 1978, le sociologue Ehsān Narāghi, qui a obtenu une audience avec le Chah, lui remet une copie de son dernier livre et lui conseille, à son tour, d'entreprendre des réformes, tout en le mettant en garde contre les dangers de la modernisation. En quête de repères, pour la première fois depuis le début de son règne, le souverain semble prêter l'oreille à ces « *coachs* du dernier round » et aux conseils vagues qu'ils prodiguent.

Simultanément, plusieurs scandales qui élaboussent le Palais vont contribuer à sortir le Chah de sa profonde torpeur.

D'abord le scandale « Ghotbi », du nom de l'oncle de la reine qui s'est approprié le monopole du commerce des *Kaleh pātché*⁹. Ensuite l'escroquerie des immeubles grand luxe de Luna-Ville [*Māh-Char*] où l'on découvre que son principal instigateur, Steve Marcus, escroc apatride¹⁰, a bénéficié du soutien politique nécessaire à ces malversations via son épouse, ex-belle-sœur du Chah et dame d'honneur de la princesse Ashraf. Dans la même veine, il y a les détournements de fonds opérés par Mahmoud « Stanley » Moncef, chargé par la Cour du développement hôtelier et touristique de l'île de

Kish, qui a pris la poudre d'escampette à bord de son Falcon « piloté par une jeune Suissesse blonde¹¹ ». Il y a enfin le cas « Hojabr Yazdani¹² », personnage hors normes, ex-berger, bahaï, dont l'extraordinaire fortune et l'ascension sociale n'ont cessé de faire jaser. On prétend qu'il a servi de prête-nom au Chah et même qu'il a organisé l'assassinat de Teymour Bakhtiar, le fondateur de la SAVAK, contre une forte rétribution de son ami, le sulfureux général Nassiri. Même après avoir été jeté en prison, Yazdani fait parler de lui car les conditions mêmes de son incarcération font scandale. N'a-t-il pas été emprisonné avec sa « secrétaire » et son whisky ? Et ne reçoit-il pas les visites du prince Mahmoud-Réza, l'un des frères du Chah ?

Ces scandales sont doublés d'une hémorragie fiduciaire souvent frauduleuse. Depuis la fusillade de la place Jāléh, la psychose se développe dans les milieux aisés et alimente une fuite accélérée des capitaux vers l'étranger. Chaque jour, 50 millions de dollars quittent le pays. La panique concernant les biens s'empare aussi des personnes. Beaucoup de possédants décident de s'exiler... ou de ne pas rentrer de vacances. Les rats quittent le navire.

Décidément, il y a quelque chose de pourri dans le royaume. Pris d'un sursaut, le Chah réalise que l'ablation des membres les plus gangrenés ne peut plus être retardée. Après l'immobilisme des derniers mois, il se résout à une série impressionnante de concessions déchirantes : expatriation de la famille royale, libération des prisonniers politiques, démantèlement de la SAVAK.

La pieuvre amputée

Le 10 septembre 1978, Scotland Yard prévient l'ambassade d'Iran à Londres de l'arrivée, à Heathrow, d'un avion transportant la princesse Chams¹³ accompagnée de son mari Pahlbod. À l'exception du prince héritier qui poursuit aux États-Unis une formation de pilote, ils sont les premiers Pahlavi à quitter définitivement l'Iran.

Le 13 au soir, le Chah réunit les autres membres de sa famille et leur demande de s'exiler à leur tour. « Sire, interjette l'un des princes, s'il y a des dangers, laissez-nous les affronter à vos côtés ! » – « Non, réplique le roi furieux et impatient, je vous ai dit de foutre le camp. » Seul Chahram, le fils aîné de sa sœur Ashraf, obtiendra l'autorisation de rester avec sa femme Niloufar. L'impératrice Farah et les enfants du couple impérial resteront aussi auprès du Chah au palais Niāvarān. La sécurité étant de moins en moins assurée, il faudra à tout prix éviter le scénario du pire : celui qu'ont connu le tsar, la tsarine et leurs enfants à Iekaterinbourg en 1918¹⁴.

Deux semaines plus tard, alors que le roi hésite encore à rendre public l'exode des siens, le nouveau ministre de la Cour Ardalan, vieil et noble dignitaire, annonce que les membres de la famille impériale n'auront désormais plus le droit de faire « ni politique ni affaires¹⁵ ». Une commission a également été chargée d'enquêter sur les fortunes des membres de la famille royale. En décembre, la liste des richesses accumulées par les enfants de « Réza le Cosaque » apportera encore un peu plus d'eau au moulin de la Révolution. Cette liste sera publiée sous le titre évocateur de *La Pieuvre à mille pattes*.

Après le départ du reste de la famille royale, la reine, se pliant aux nouveaux usages islamisants de la Cour, se rendra dans la ville sainte de Karbala pour jouer la conciliation envers les religieux dont l'influence politique ne cesse de croître. Elle apparaîtra à la télévision, priant sur la tombe de l'imam Ali, la tête couverte d'un *tchador-namaz* [voile de prière] avec, à ses côtés, le petit prince Ali-Réza triturant un chapelet¹⁶. Si Farah n'a jamais été hostile au voile et si elle en a fait

elle-même distribuer aux portes des sanctuaires, son geste apparaîtra, dans le contexte nouveau, comme une humiliation. Il sera surtout vain. À Nadjaf où l'amènera son pèlerinage, le doyen du clergé, l'ayatollah Khoï, lui refusera une audience privée, contraignant ainsi son auguste visiteuse à se poster sur son passage pour l'apercevoir brièvement, à la porte de la mosquée, à l'heure de la prière avec le reste des fidèles. S'il peut sembler anodin, l'incident aura de lourdes implications politico-religieuses. La bénédiction cléricale lui ayant été ostensiblement refusée, la possibilité qu'on lui confie un jour la régence, si longtemps envisagée, ne sera plus dès lors sérieusement envisageable.

Sur l'échiquier royal, une fois la reine hors jeu, il ne reste donc plus que le monarque. Encore celui-ci doit-il composer avec une marge de manœuvre chaque jour plus réduite. Il joue ses derniers coups.

Les prisons s'entrouvrent

Depuis des années, la libération des prisonniers politiques est l'une des plus vieilles revendications de l'opposition. S'en faisant le relais, la presse occidentale estime que plus de 100 000 opposants sont détenus dans les geôles du Chah. « La réalité est celle-ci, écrit Farah : le nombre de prisonniers politiques n'a jamais dépassé 3 164. » Toujours cette guerre des chiffres. Ce qui est certain, c'est que l'enjeu politique est incalculable.

Cédant aux pressions conjuguées de l'opposition et de l'opinion publique internationale, le Chah décide, fin septembre, d'ouvrir les portes de ses prisons politiques. Fin octobre, les geôles du régime laissent sortir une nuée de dissidents hagards comme autant de mites s'échappant d'un placard soudain ajouré. Sur le bord du Park-Way, un tronçon de périphérique à proximité d'Evin, de délirantes effusions attendent ceux qui recouvrent leur liberté. Leur doyen, Safar Ghahremani, un vétéran du gouvernement sécessionniste d'Azerbaïdjan¹⁷, l'un des plus vieux dissidents en prison, est fêté comme un héros. Lorsque ses enfants lui annoncent qu'ils vont l'amener dans leur « appartement », il ne comprend pas, car il ne sait pas ce que c'est¹⁸. Dans la foulée, le gouvernement présente au Majless, le 22 octobre, un projet d'indemnités financières pour les prisonniers politiques libérés.

Mais, en s'ouvrant, les prisons politiques laissent également s'échapper des secrets inavouables. Remontant à la surface du vase clos d'un univers concentrationnaire, ceux qui jusque-là croupissaient au fond des geôles du régime soulèvent dans leur sillage un épais nuage de bourbe. D'abord, les révélations arrivent au compte-gouttes. La presse divulgue que l'un des prisonniers politiques serait sorti du cachot avec « huit viscères en moins, dont un rein ». Et puis, les vannes s'ouvrent. D'une traite, le grand public apprend ce qu'on lui avait caché jusque-là. Coup sur coup, il apprend l'existence des « cellules vertes » de 1 mètre sur 70 centimètres, dans lesquelles les

prisonniers ne pouvaient s'étendre. Il découvrit également le « casque Apollo » qui répercutait dans la tête du supplicié le son de sa propre voix mille fois amplifié, « un simple soupir devenant un terrible fracas qui déchire la cervelle ». Il faudra attendre janvier pour qu'on parle du « Tango de l'œuf chaud », ainsi nommé par les bourreaux à cause des bonds désordonnés que faisaient les prisonniers dans l'anus desquels on avait enfoncé un œuf brûlant.

La SAVAK décapitée

Rarement une police parallèle s'était fait une aussi sombre réputation que la SAVAK. Rarement une telle institution avait autant discrédité un régime que celui du Chah. Désireux de s'en dissocier, celui-ci décide de la remanier. Comme Ali Amini, Bertrand Russell, moraliste britannique, avait dans les années 1960 dénoncé l'inutilité et la toxicité de cette armée d'espions que chaque puissance entretient à grands frais « et qui, vivant de la guerre – larvée, secrète ou déclarée –, n'a d'autre finalité propre que de favoriser les conflits ». Celle du Chah est indubitablement devenue un boulet.

Le 29 octobre, alors que, le matin même, le député Bani-Ahmad s'est écrié au Majless que « chaque famille iranienne avait *son* propre prisonnier », la presse du soir annonce la mise à la retraite de 34 dirigeants de la SAVAK. Au premier rang d'entre eux le « numéro deux » de la sécurité iranienne, Parviz Sābeti, le fameux « notable de la sécurité ». Quelques jours plus tard, le général Nassiri, qui était volontairement revenu du Pakistan où le Chah l'avait nommé ambassadeur, sera également mis aux arrêts. Le 16 novembre, Radio Moscou se félicitera de la capture de ce sinistre personnage qui fut aussi un rude adversaire pour le KGB puisqu'il venait de démanteler un vaste réseau d'espionnage soviétique en Iran dirigé par le général Mogharani. Il avait été remplacé, au début de l'été, par le lieutenant général Nasser Moghaddam, directeur de la sécurité intérieure de la SAVAK (depuis 1963) et chef du 2^e Bureau de l'armée. Comme Fardoust, cet autre homme de l'ombre ne cessera d'agir contre le Trône.

Sous la direction du général Moghaddam, la SAVAK tente de faire peau neuve et de présenter un visage plus présentable. Ses nouveaux chefs affirment qu'après cette décapitation elle a perdu ses fonctions d'investigation interne, comparables à celles du FBI américain, devenant du même coup, notent certains opposants sceptiques, une sorte de « CIA iranienne ». Même si le coup de balai ne fera pas

oublier la brutalité de la « police secrète du Chah » ni la tache indélébile qu'elle représente pour le régime impérial, l'institution amorce sa mue. De fait, avec Moghaddam à sa tête, la SAVAK saura faire preuve d'une incroyable capacité d'adaptation institutionnelle. Sous le régime islamique qui se profile déjà à l'horizon, alors que de nombreux membres de l'ancien régime « moindrement impliqués » finiront emprisonnés, torturés et exécutés, de nombreux haut gradés de la SAVAK, les mains pourtant maculées de sang, retrouveront du galon dans les organisations de renseignements islamiques. Souvent cooptés par les mollahs, ces experts de l'occulte sauront faire passer l'institution dans l'appareil d'État islamique au sein duquel elle ne changera pas grand-chose d'autre que son appellation, devenant SAVEMA [*Sazman-e Ettelaat va Amniat-e Melli-e Iran*]¹⁹ avant d'être rebaptisée VAVAK [*Veazarat-e Ettelaat va Amniyat-e Keshvar*]²⁰. Une révolution et son cortège d'horreurs pour que la SAVAK devienne la VAVAK. Avec les mêmes chefs. « Tout change pour que rien ne change », comme l'a dit Alexis de Tocqueville.

Pour les autres apparatchiks, ceux qui se sont trop compromis avec le régime ou les services secrets occidentaux, c'est le « sauve-qui-peut » général. Ceux-là parviennent, sans grandes difficultés, à mettre les voiles et à refaire leur vie à l'étranger, comme Parviz Sābeti qui doit à ses amis de l'« Agency » de quitter l'Iran sain et sauf. Les conditions de son évasion sont rocambolesques : il s'embarque à bord d'un vol régulier d'Iran Air. Reconnu, il est sommé de quitter la cabine par les passagers de « première classe » qui, devant son refus d'obtempérer, vont se planter devant les roues de l'appareil pour l'empêcher de décoller. Mais, comme les chats, certains personnages ont plusieurs vies : Sābeti en est quitte pour s'envoler vers Genève, une heure plus tard, à bord d'un appareil de la Pan-Am²¹. Jouissant des mêmes réseaux et des mêmes types d'appuis, d'autres personnalités politiques du régime prennent elles aussi congé et quittent précipitamment l'Iran. C'est le cas de l'ex-président du Conseil, Djamchid Amouzegar, qui part discrètement, sur la pointe des pieds. On l'avait vu franchir, livide, le portillon de Mehrābād. D'autres, déjà à l'étranger, préféreront ne pas remettre les pieds en Iran : c'est notamment le cas d'Houchang Ansari, le patron de la National Iranian Oil Company (NIOC)²², qui, parti pour négocier un nouvel accord pétrolier, fait savoir qu'il est vraiment trop « souffrant »

pour rentrer. Ansari met le cap sur les mers chaudes et l'île paradisiaque de Saint-Martin, où il se portera acquéreur d'un palace.

1. C'est-à-dire 5 000 rials, soit environ 50 dollars.
2. Construit en banlieue sud-ouest de Téhéran en 1970, Béhesht-é Zahrā (en persan : Le paradis de Zahrā, en référence à Fatima Zahrā, fille du prophète Mahomet) est un vaste cimetière qui abrite aujourd'hui les tombes des « martyrs » de la Révolution et de la guerre Iran-Irak. À proximité se trouve également le mausolée de l'ayatollah Khomeini.
3. Formé à l'université Marx-Engels de Berlin et ancien membre de la Confédération des étudiants, une organisation révolutionnaire installée en RDA, Azmoun est récupéré par la SAVAK et nommé par Sharif-Emāmi ministre du Travail. Il sera, par la suite, touché par la « grâce islamique » et tournera définitivement le dos au régime.
4. Mansour Rohāni, l'un des principaux artisans de l'électrification de l'Iran, était lui aussi bahāï.
5. Ehsān Narāghi, *Des palais du Chah*, op. cit., p. 146.
6. On pense ici à ce vers de Rainer Maria Rilke : « Mais où va la blancheur quand la neige a fondu ? » (dans sa préface au livre de Denis Peiron, *Blancheur de l'exil*, Paris, Éditions Caractères, 2004, p. 12).
7. L'auteur de la lettre est Khosrō Djahānbāni, le mari de la princesse Chahnāz, la fille aînée du Chah.
8. Construite à l'époque préislamique et avant-poste sassanide durant les invasions arabes, Tabās est une ville de la province du Khorāsān dont les habitants parlent un dialecte considéré comme l'une des formes originales du persan.
9. Sorte de brouet, préparé avec la tête et les pattes du mouton, ce mets iranien occupe une place importante dans la culture populaire. Il paraissait scandaleux qu'un homme d'affaires étende ses activités à une nourriture de rue comparable aux marrons chauds parisiens – surtout quand cet homme s'appelait Mohammad Ali Ghotbi et était l'oncle maternel de la reine.
10. Très probablement le pseudonyme d'un certain Rosenberg, ami de Porfirio Rubirosa, de nationalité dominicaine et marié avec Minou Dowlatchahi, ancienne épouse du prince Hamid-Réza Pahlavi, le plus jeune fils de Réza Chah.
11. « Island playground boss vanishes », *The Straits Times*, 29 octobre 1978.
12. Considéré comme le plus grand *businessman* de son époque, Hojabr Yazdani s'installe après la Révolution au Costa Rica, où il meurt en 2010.
13. Connue pour sa douceur, la princesse Chams était la sœur aînée du Chah et donc la tante du prétendant Réza.
14. Début octobre, la reine écrira dans l'un de ses carnets personnels : « J'ai le sentiment qu'il n'y a plus d'espoir [...]. Je suis inquiète pour les enfants » (Farah Pahlavi, *Mémoires*, op. cit., p. 275).

15. Il s'agit du remplaçant d'Hoveida : homme d'État iranien d'origine kurde et ancien ministre des Affaires étrangères dans les années 1950.
16. Plus jeune fils de Mohammad Réza et de Farah Pahlavi, Ali-Réza Pahlavi est le frère cadet de Réza Pahlavi. Il se suicide à Boston en janvier 2011.
17. Le Gouvernement populaire d'Azerbaïdjan (GPA), dirigé par Jafar Pishevari, est un État éphémère (nov. 1945-nov. 1946) soutenu par l'Union soviétique et situé dans le nord-ouest de l'Iran.
18. À peine relaxé, Safar Ghahremani est invité à venir inaugurer dans son village de Chichvan, près de Tabriz, la bibliothèque municipale, créée à son nom par une souscription de ses admirateurs...
19. Mot à mot : Organisation d'information et de sécurité nationale de l'Iran.
20. En français : ministère des Renseignements et de la Sécurité nationale.
21. Numéro deux de la SAVAK, il quitte l'Iran au début de la Révolution islamique et s'installe en Floride, aux États-Unis, où il dirige sous le nom de Peter Sābeti une entreprise immobilière, la Paris Enterprises, et où il vient de publier (2012) des Mémoires en persan.
22. Établie en 1948, la National Iranian Oil Company [*Sherkat-é Melli-yé Naft-é Iran*] est une société d'État basée à Téhéran et placée sous la direction du ministère du Pétrole iranien. Conservée par la République islamique, la NIOC est, en 2014, la troisième compagnie pétrolière au monde après Aramco (Arabie saoudite) et Gazprom (Russie).

C'est le Bāzār !

Au mois d'octobre, l'Iran, le pays des soufis, l'empire de la SAVAK et des syndicats jaunes, est le laboratoire d'une expérience sans précédent : la première « grève totale » de son histoire que l'ayatollah Khomeini appelle, de son exil, avec l'appui des partis d'opposition... et du Bāzār. L'appel est très largement suivi.

Le débrayage commence dans l'administration où des délégations vont à la rencontre des ministres, bouquet de fleurs à la main, « pour éviter que notre mauvaise odeur ne les incommode ». Puis, en quelques jours, le travail s'arrête dans tous les autres secteurs : des raffineries pétrochimiques au corps de ballet de l'Opéra, en passant par les « Cœurs lumineux », ces non-voyants pour lesquels la reine s'était pourtant dépensée sans compter.

Les revendications sont faramineuses. Certains grévistes réclament jusqu'à 100 % d'augmentation de leur salaire. Les ouvriers d'une usine de papier exigent que leur patron les satisfasse en rédigeant lui-même les remèdes nécessaires à leur mécontentement absolu ! Hâtés de formaliser leurs récriminations, les lycéens finissent par soumettre une liste de trente revendications. Mais lorsqu'ils apprennent que celles-ci seront toutes prises en compte, ils en ajoutent une dernière : « Laquelle ? » s'enquière des pouvoirs publics. « Que le ministre de l'Éducation nationale vienne danser avec nous ! »

Le gouvernement, pensant pouvoir « acheter » la paix sociale, cède sur presque toutes les doléances. La politique démagogique de Sharif-Emāmi qui vient d'accorder des augmentations de 12 % à tous les fonctionnaires, avec promesse d'une autre majoration du même ordre pour le Nōrouz (nouvel an iranien), va non seulement porter un coup terrible à l'économie, mais encore et surtout mettre l'État à genoux devant les contestataires.

La nervosité s'installe chez ceux, plus lucides, qui prennent conscience de l'immense danger que représentent ces grèves sauvages.

Des querelles éclatent au sein du cabinet. Plusieurs ministres claquent la porte. Le 16, Houchang Nahāvandi¹, atterré par les risques que le laxisme obstiné du Premier ministre fait encourir au pays, démissionne.

Le mouvement se politise. Le 17 octobre, durant leur défilé, les instituteurs affirment que leur objectif n'est pas tant de réclamer une augmentation de salaire que d'obtenir que le jour de la mort de Khan-Ali, l'enseignant tué sous le précédent gouvernement de Sharif-Emāmi, dans les années 1960, devienne le « Jour du Maître ». À l'université de Téhéran, étudiants et professeurs grévistes, qui ont décidé de ne plus se séparer, dorment sous une immense tente au sommet de laquelle flotte le drapeau rouge.

C'est alors que la presse, qui depuis le début des mouvements sociaux a servi de plate-forme à la contestation, annonce à son tour sa décision de cesser de paraître. Cette décision intervient à la suite de menaces proférées par l'armée, elles-mêmes consécutives à la parution dans l'*Etelāat* d'un grand portrait de Khomeini abondamment brandi et embrassé dans les cortèges de grévistes. Les typographes arrêtent les rotatives avant que la grève ne s'étende dans les salles de rédaction des grands quotidiens. L'atmosphère y est brûlante. Debout sur la table, Homa Nātegh², qui raconte avoir été violée par les sbires de la SAVAK, harangue ses confrères et les appelle à la lutte. Sous la pression, Sharif-Emāmi accorde la liberté aux journaux en apposant sa signature au bas d'une « charte de la presse ». L'octroi de cette liberté est d'autant plus étourdissant qu'il fait suite à des années de contrôle rapproché. Immédiatement après la levée de la censure, un journaliste du *Keyhān* déclare à la télévision : « Nous n'osions même pas parler de feuilles “vertes” ou de roses “rouges” de peur d'attirer la foudre des censeurs. »

Les réclamations des grévistes se radicalisent. Les ouvriers d'une filature formulent une liste de 40 réclamations, parmi lesquelles « la démission de Jimmy Carter » ! Pour se remettre au travail, les employés d'ARDJ (électroménager), première usine d'Iran, demandent rien de moins que l'« établissement d'une république démocratique populaire ». Les grèves prennent une telle ampleur que les étrangers, qui commencent à quitter le pays, ne parviennent pas à se faire délivrer le visa de sortie qu'ils sont astreints de présenter. Aussi le Canada en arrivera-t-il à menacer le ministère iranien des Affaires

étrangères de considérer cette situation de bris des obligations consulaires comme un éventuel *casus belli*.

Le mouvement de grève doit sa radicalisation à l'appui du Bāzār qui, sous l'impulsion de Nasser Komélian et de Molavi-Doust, entre en lutte ouverte avec le pouvoir en garantissant le salaire des grévistes.

Dès le 2 octobre, un journaliste de *Keyhān*, Amir Tāhéri³, qui attribue aux Bāzāris la « paternité » de la manifestation de l'Ayd-é Fetr, avait entrepris d'expliquer les raisons de leur mécontentement. L'origine du malaise remonte, selon lui, à la « guerre » que, quatre ans plus tôt, le « ministre-bulldozer » de l'Économie, Fereidoun Mahdavi, avait déclaré au Bāzār au nom de la défense des prix. Comme on l'a vu, une armée de 10 000 inspecteurs avait alors été lancée à l'assaut de cette « citadelle », laissant dans les étals le souvenir de véritables gardes rouges : « En quelques mois, 250 boutiques durent fermer leurs portes, 8 000 commerçants furent arrêtés et 23 000 autres déportés. » S'inscrivant dans le cadre de la lutte contre l'inflation qui avait été inscrite sur la charte de la Révolution blanche, cette campagne avait été menée avec la plus grande maladresse. Les médias s'étaient alors acharnés contre les marchands, ridiculisés dans les cabarets sous les traits de quelques versions locales de Scrooge et de Volpone. Pour couronner le tout, le ministre de la Santé avait annoncé une vaste campagne pour imposer la sécurité sociale dans les échoppes tandis que la municipalité avait projeté de percer un grand boulevard « haussmannien » à travers le dédale de venelles et de « *timchés* » [échoppes] du « plus grand marché du monde ». Pour cette « intrusion », les Bāzāris n'ont jamais pardonné le régime du Chah.

À cet égard, la « Révolution islamique » de 1979 apparaît comme une réédition de la « Révolution constitutionnelle » du début du ^{xx}e siècle. Le système impérial de l'époque s'était déjà montré incapable de créer les conditions propices au commerce, et les Bāzāris, dissimulés derrière les religieux, les libéraux et ladite opinion internationale, avaient financé la rébellion contre le souverain qādījār : « Il est accusé, écrivait Victor Bérard, tout à la fois de transgresser les lois de cette religion musulmane, que la conquête arabe jadis imposa à la Perse vaincue, et de violer ces droits de l'homme et du peuple que la France révolutionnaire a imposé au monde occidental⁴. » Même si l'Histoire ne se répète jamais dans ses infimes détails, elle présente, décidément, de curieuses constantes.

En appuyant les grèves qui paralysent l'économie iranienne, le Bāzār sert donc de bailleur de fonds à la Révolution du clergé chiite.

Nourri depuis le foyer révolutionnaire de la capitale, le brasier de la contestation s'étend progressivement aux villes de province. Le 22 octobre, Hamadān se soulève après qu'une lycéenne, violée par la police, se fut suicidée. Du toit d'un hôtel, une mitrailleuse fauche la foule et tue quinze personnes. Le lendemain, la ville est la proie des flammes. Capitale provinciale, Gorgān tombe aux mains des insurgés qui contrôlent les accès de la ville. Ils incendient une voiture de la SAVAK avant de la suspendre aux hautes branches d'un grand arbre. Amōl, une ville du nord de l'Iran, dans la province du Māzandarān, qui avait été mise à sac quinze jours plus tôt, est livrée aux révolutionnaires qui en assurent « la sécurité » et qui, malgré les protestations du gouverneur, proclament la « république démocratique d'Amōl ».

L'émulation révolutionnaire entre les différentes cités atteint des niveaux sans précédent, s'apparentant à la rivalité parfois infantile qui les oppose dans le cadre d'une compétition sportive. C'est à celles qui se rebellent le plus, le mieux. Ainsi, voulant railler le calme exceptionnel qui règne à Racht et se moquer du manque proverbial de « virilité » de ses habitants, ceux de la ville rivale de Ghazvin leur expédient un paquet de sous-vêtements féminins⁵ !

Radicalisée par les syndicats et financée par le Bāzār, la contestation est progressivement récupérée par les mollahs qui vont, pour servir la cause, jusqu'à mobiliser en ce début d'année scolaire les cohortes d'enfants désœuvrés par la grève des enseignants. À Machhad, les *Talibehs* manifestent en portant sur leurs épaules des bambins qui agitent des banderoles revendicatrices. Pour galvaniser ces jeunes émules, le clergé puise dans les tragédies qui sont en train de s'écrire avec le sang des Iraniens. Ainsi le courage du soldat qui un mois plus tôt, place Jāléh, avait été abattu par son supérieur et l'abnégation de sa mère sont-ils cités en exemple aux parents pour les persuader du devoir qu'ils ont de mener leurs enfants au sacrifice. La haine du « despote » Pahlavi est inculquée dès le plus jeune âge dans les écoles. Dans les petites classes, les instituteurs arrachent le portrait du Chah et invitent leurs élèves à venir, un à un, le profaner. Fanatisés, de nombreux révolutionnaires en herbe comptent parmi les premiers martyrs de cette révolution en devenir, devançant ceux qui

tomberont lors des terribles « vagues humaines » de la guerre Iran-Irak. Les hôpitaux d'Iran accueillent de jeunes blessés parfois à peine âgés de douze, de dix et même de huit ans.

Des slogans aux rimes faciles, scandés sur des rythmes entraînants, résonnent dans les rues et enchantent grands et petits :

Na Chir mikhahim, na moz ! [Nous ne voulons ni lait ni banane !]
Nemikhahim, Chah-é dozd ! [Ni non plus d'un roi voleur !]

ou bien

Le Chah nous donne des *Kotak* [fessées]
Mais Khomeini nous offre des *Pofak* [meringues],

etc.

Fin octobre, 90 % des succursales des banques ont été détruites. Après avoir dépensé des fortunes en réparations vaines, la direction de la banque Saderat décide de remplacer les baies vitrées de ses agences par des murs de béton. L'*establishment* se cloître. Au même moment, les habitants d'Hamadān abattent la statue du Chah et mettent le feu au siège local du Rastākhiz. Des incendies sont également allumés à Gorgān et Boroudjerd. Le 28 octobre, des membres des forces de l'ordre sont assassinés à Khorram Abad. Le lendemain, une émeute éclate à Ardakān-e Fars, contraignant le maire de la ville à se réfugier dans la caserne des gendarmes. Le 30, un membre de la SAVAK est blessé par balles à Mahābād, dans le Kurdistan⁶.

Exaspérés, les partisans du régime tentent une nouvelle fois de réagir en répondant « coup pour coup » à la contestation. À l'appel de certains hommes d'affaires, des « commandos loyalistes » de « sportifs fidèles au Chah » commencent à se former et apostrophent les mollahs dans la rue. Dans la province du Kermānchāh, Salar Djāf, député loyaliste de Pāveh, attaque sa propre ville à la tête de 2 000 cavaliers, faisant une vingtaine de morts. À Kerman, dans le sud-est, des saltimbanques, à la solde de l'État, arrachent les tchadors et incendient la mosquée. Des incidents similaires sont rapportés des

quatre coins du pays⁷.

À la réaction prorégime les mollahs répondent en faisant placarder, dans les mosquées, le procédé de fabrication des cocktails Molotov. L'ombre de la guerre civile s'étend sur l'Iran.

Alors que la raison cède le pas aux passions, les gens se racontent cette prédication, sans doute apocryphe, de Chah Nématollāh Vali, le Nostradamus iranien : « Les rois s'effondreront, remplacés par un officier droit comme un cyprès. Son fils lui succédera mais sera renversé par les grèves qui déboucheront sur quarante ans de pouvoir islamique et l'arrivée du Mahdi⁸. »

1. Ancien directeur du cabinet de l'impératrice Farah Pahlavi de 1976 à 1978, Houchang Nahāvandi est ministre de l'Enseignement supérieur de septembre à octobre 1978.

2. Égérie de l'opposition féministe et progressiste au régime du Chah, Homa Nātegh subira aussi la répression sous le régime éminemment machiste des mollahs. Elle a fait, en exil, amende honorable auprès du souverain.

3. Sous le régime du Chah, Amir Tāhéri a été rédacteur en chef du quotidien *Keyhān* de Téhéran (1972-1979) et conseiller de « presse » d'Hoveida.

4. Victor Bérard, *Révolutions de la Perse*, Paris, Armand Colin, 1910, p. 12.

5. Encore un autre exemple de la propension des Iraniens à mêler frivolité et gravité.

6. À Yazd, Soma-Sara, Sar-e Pol-e Zahab, Bam, Kamiaran, Chah Abad-e Gharb, Miyandoab, Khorram Abad, Azar Chahr, Oghlid, Marand, Ghorveh, Ravar, Racht, BehChahr et GarmChahr (*Keyhān*, 25 et 28 octobre 1978 [3 et 6 Aban 1357] ; *ibid.*, 29 et 30 novembre 1978 [8 et 9 Azar 1357]).

7. *Keyhān*, 29 et 30 octobre 1978 (7 et 8 Aban 1357) ; *ibid.*, 1^{er} et 2 novembre 1978 (10 et 11 Aban 1357).

8. Fondateur de la confrérie des Nématollāhi, Chah Nématollāh Vali est un maître et poète soufi des xiv^e et xv^e siècles (1330-1431).

L'Hégire dans la banlieue parisienne

Durant l'été 1978, Saddam Hussein est venu déjeuner avec le Chah en tête à tête au palais de Niāvarān. La discussion a porté sur la question kurde et sur les nouveaux liens établis entre Téhéran et Bagdad depuis l'accord bilatéral signé en mars 1975 à Alger. Un autre sujet est abordé qui tient à cœur au souverain iranien. Depuis quelque temps il ne cache pas son irritation à l'égard de l'influence grandissante de l'ayatollah Khomeini, exilé en Irak après les événements de juin 1964. Il est probable que c'est alors qu'a été prise la décision de l'expulser de son repaire de Nadjaf.

Les deux dirigeants ont un intérêt commun à voir l'ayatollah rebelle quitter la troisième ville sainte du monde chiite. Pour le Chah, il s'agit d'étouffer la voix de cet adversaire politique sans pour autant lui offrir l'auréole du martyr. Le dictateur de Tikrit est lui aussi indisposé par l'activisme religieux de Khomeini et inquiet de son ascendant séditieux sur les chiites irakiens. Saddam fait d'abord cerner sa demeure par des blindés mais, devant l'inefficacité de l'intimidation, se résout à adopter une manière plus radicale : se rendant à la demeure de l'imam, Saddoum Chaker, le chef de la police politique irakienne, lui enjoint de mettre ses sermons en sourdine ou de quitter le territoire. Ça tombe bien, Khomeini est décidé à se libérer de l'étreinte croissante du raïs irakien avec lequel il recroisera le fer plus tard... et plus violemment.

Le 4 octobre 1978, le vicaire de Ghōm cherche à gagner le Koweït voisin mais, après une heure d'attente à la frontière du petit royaume arabe, il est refoulé. Selon l'ambassadeur du Royaume-Uni, sir Anthony Parsons, ce serait Sharif-Emāmi qui, de son propre chef, aurait demandé aux ambassadeurs anglais et américain d'empêcher Khomeini de se réfugier au Koweït alors que le Chah, lui, aurait été

partisan que l'ayatollah s'y installe. Qu'à cela ne tienne, l'oiseau de proie ira refaire son nid dans les Yvelines ! L'imam s'embarque donc de Bagdad, le 6 octobre, à bord d'un jumbo-jet à destination de Paris.

Pourquoi Paris ? Les chiïtes d'Indonésie ont invité l'ayatollah à venir se réfugier chez eux. D'autres invitations ont afflué du monde musulman, notamment de Syrie, du Cachemire et d'Algérie. Mais c'est finalement la République française qui, à l'instigation de Bani-Sadr et de Sâdegh Ghotbzâdeh¹, est préférée à ces autres destinations de la communauté des croyants.

Le 6 octobre, au terme de nouvelles pérégrinations et après une « prière brisée » – celle du voyageur –, l'ayatollah débarque à Paris doté d'un visa de touriste (selon les accords franco-iraniens de l'époque, les sujets des deux pays n'avaient même pas besoin de visa). Ses lieutenants, Bani-Sadr et Ghotbzâdeh, sont tous les deux présents à Orly-Sud pour l'accueillir. Avec eux sont présentes huit autres personnes, dont trois avocats français : Christian Bourguet, François Cheron et Nuri Albala, prêts à intervenir au cas où les autorités françaises tenteraient de barrer la route à l'imam. Mais Khomeini et ses compagnons de voyage, son fils Ahmad et Ebrahim Yazdi, franchissent sans encombre le contrôle des passeports. Christian Bourguet s'apprête, au volant de sa Peugeot 504, à conduire l'ayatollah à l'appartement où il devait passer la nuit... « C'est alors qu'une Mercedes marron arrive en trombe. Les portes s'ouvrent et Bani-Sadr pousse l'imam dans la voiture, puis s'assoit à ses côtés, tandis qu'Ahmad Khomeini prend la place avant². » Bani-Sadr a organisé cette manœuvre, lui qui prétend être le « fils spirituel » de l'ayatollah...

L'ayatollah réside d'abord dans un logement HLM de Cachan, dans le Val-de-Marne³, puis à Versailles, avant d'installer ses pénates dans un pavillon de la vallée de Chevreuse qu'a mis à sa disposition un couple franco-iranien. C'est Neauphle-le-Château, une petite localité dans laquelle Maurice Druon situe le comptoir des usuriers lombards dans ses *Rois maudits*. Une commune qu'on ne connaissait jusqu'ici que pour sa distillerie de liqueur mais appelée, désormais, à connaître une célébrité mondiale⁴. C'est donc de là, sur le cours de la Mauldre, un petit affluent de la Seine, que va rebondir la Révolution islamique.

Qui est vraiment celui qui, arrivé en France inaperçu, va en repartir comme le nouvel empereur ?

Un chef religieux. Depuis les événements de juin 1963, Ruhollâh Moussavi a vu son aura croître au sein de l'École théologique de Ghôm. Seyyed, Khomeini bénéficie de la légitimité de celui qui descend du prophète Mahomet. Dans son cas, la filiation se fait à travers Moussa Kazem, le septième imam. À ce titre de noblesse cléricale il a ajouté celui de *Mardja-é Taghliid* [Source d'imitation] qui en fait, dans un système ecclésiastique aussi sensible qu'une bourse des valeurs, un leader influent, incontestable et, de fait, rarement contesté⁵.

Un théoricien proluxe. Durant son exil mésopotamien, il a rédigé plusieurs ouvrages qui exposent sa pensée religieuse mais aussi ses projets politiques. Parmi ceux-ci, son fameux *Hokumat-é Eslâmi* [Le gouvernement islamique] développe le concept de *vêlâyat-é fagih* [gouvernement du sage, du docte] qui plaide pour « un système de gouvernement dans lequel la souveraineté émane de Dieu et réside en lui, et sous lequel la Communauté doit être dirigée par un docteur en jurisprudence suprême capable d'interpréter les lois religieuses ». Pour lui, l'écriture du programme va de pair avec sa mise en œuvre. Et de ce programme, il n'a jamais eu de doute qu'il est l'exécuteur en sa qualité de Guide, d'« imam », c'est-à-dire « celui qui marche devant ». Khomeini s'identifie à l'islam. C'est un cas flagrant de métempsychose.

Un homme pragmatique. Khomeini n'est pas un mystique. Le mysticisme et la piété religieuse l'indiffèrent et même l'agacent. L'action doit l'emporter sur les ergotages théologiques qui n'ont, à ses yeux, réussi qu'à anesthésier la force du chiisme combattant. Dans un sermon prononcé à la mosquée irakienne de Koufa, enregistré sur cassette, il s'est écrié : « D'ici, Ali gouvernait tandis que nous, nous prions, c'est pitoyable ! » Il exècre les tenants de l'inspiration mystique qui, comme d'Abdol-Ghassem Ebrahimi, « Sarkar Agha », le chef de l'École Sheikhi, se bornent au « corpus spirituel » et délaissent le monde temporel⁶.

Un révolutionnaire. À l'instar de Cromwell qui ne connaissait que la Bible, Khomeini ne connaît que le Coran. Mais, comme lui, il est avant tout un révolutionnaire. Il préfère le combat à la prière. Pour lui, l'islam est surtout une police sociale individuelle. Loin du quiétisme de son maître, le *Hâzeh* Boroudjerdi, l'ayatollah est un « justicier intransigeant⁷ » porté par le désir de faire tomber le régime impie des « rois mécréants ». Il se range parmi ceux qui, à travers le temps et

l'espace, veulent rappeler au monde « la véritable nature de l'islam », lui rendre toute sa radicalité. La religion est une arme politique et il est décidé à s'en servir pour établir un nouvel ordre.

Une bête politique. De son île d'Elbe irakienne, Ruhollāh Khomeini n'a eu de cesse d'échafauder le scénario de son retour. Là, en stratégie politique, il a élaboré un vaste réseau d'influence lui permettant, à travers ses disciples, de communiquer ses décrets religieux, de commenter les événements qui se déroulent au sein de l'Empire et de demeurer présent sur la scène politique iranienne afin d'être en mesure, lorsque le moment viendra, d'exécuter son plan de vengeance et de conquête politique. Nadjaf a été une étape de ce plan. Paris est la suivante.

Le 7 octobre, le lendemain de l'arrivée du Guide dans la capitale française, l'ambassadeur du Chah, Chapour Bahrami, se rue sur son téléphone et appelle Valéry Giscard d'Estaing qui est en visite officielle au Brésil. Apprenant l'arrivée de l'ayatollah sur le sol français, raconte Pierre Salinger, VGE « n'en croit pas ses oreilles ». De Brasilia, il répond au diplomate iranien qu'il n'y a cependant pas grand-chose qu'il puisse faire, rappelant que « tout Iranien peut résider en France trois mois sans visa »...

Le 8 octobre, 70 ecclésiastiques iraniens adressent une missive au président de la République française, le sommant de réserver le « meilleur des accueils à l'ayatollah Khomeini ». Joignant le charme à l'intimité, les mollahs couvrent également de fleurs l'ambassade de France à Téhéran. L'un après l'autre, ils vont y porter leur bouquet, dont le portier remplit une pièce entière. C'est le début de cette fameuse diplomatie islamique qui mêle avec art le bâton et la carotte, et que les mollahs appelleront, de manière si poétique, le « *siasat-é dast-é gol* », littéralement : la « politique de la gerbe de fleurs⁸ ».

Malgré l'inquiétude affichée par l'ambassadeur Bahrami, l'arrivée de Khomeini en France est d'abord considérée par le régime du Chah comme une bonne affaire : hors d'Islam, l'ayatollah n'est-il pas coupé de ses racines, de sa base, de ses réseaux ? Selon le chef des services secrets français, Alexandre de Marenches⁹, qui est venu à Téhéran pour interroger le monarque, celui-ci aurait même décliné l'offre d'expulser Khomeini, jugeant préférable qu'il reste en France plutôt qu'il ne se rapproche de ses partisans, que ce soit en Afrique du Nord ou au Moyen-Orient¹⁰. Mais Khomeini a, d'ores et déjà, perçu les

immenses opportunités de son nouvel asile européen, extraordinaire caisse de résonance que le paradoxe même de la situation ne fait qu'amplifier. Réalisant sa bétise, le Chah en viendra, fin octobre, à espérer que son vieil allié, Anouar al-Sadate, parvienne à l'attirer en Égypte afin d'y réduire son écho. En vain.

Dans sa garçonnière de Neauphle-le-Château, Khomeini s'installe, prend ses aises... Il occupe deux bâtiments de chaque côté de la route de Chevreuse : le lieu de prière du saint homme se trouve en face du pavillon qu'il habite, dans une tente-mosquée blanche à rayures bleues, de l'autre côté de la route. Il a aussi son pommier, comme Saint Louis avait son chêne. Mais il tourne le dos à Paris, sans un regard sur la tour Eiffel. Ses regards, ses pensées sont braqués sur Téhéran, ses paroles lui sont destinées.

Le 17 octobre, une photo publiée à la une de l'*Etelāat* le montre priant dans le jardinet de son pavillon de banlieue où il reçoit accroupi sur un tapis, à l'ombre du fameux pommier, adossé au grillage d'un poulailler. À travers les médias, on le découvre également prononçant la prière publique, du haut du perron, devant une assistance agglutinée et débordant largement sur la rue de la Chevreuse. Le bruit ayant couru qu'il « recevait », des fidèles et des sympathisants affluent d'Iran et du monde entier pour le rencontrer. Sans discontinuer, ils font antichambre à sa porte sur laquelle est collé le disque rouge d'un sens interdit. Tous les visiteurs, mollahs, laïcs, athées, trouvent le gîte et le souper avec, au menu, un bol de lentilles ou de haricots rouges. Le journaliste Amir Tāhéri estime que pas moins de 200 000 Iraniens accourent à Neauphle entre le début octobre 1978 et la fin janvier 1979.

Jusqu'ici, pour la plupart des Iraniens – surtout les plus jeunes –, Ruhollāh Khomeini n'était qu'un nom, un vague cri de ralliement. Soudain, les médias occidentaux lui donnent chair. Les clichés font apparaître son visage, beau, surtout de trois quarts. De face, le masque est plus dur, presque brutal. Les sourcils noirs contrastent avec la blancheur de la barbe. « Et ce regard minéral, qui ne se fixe jamais directement sur l'interlocuteur¹¹. » Dans les reportages, les Iraniens voient ses lèvres rouges et charnues, celles d'un vieillard d'opérette, leur dicter des mots d'ordre. Les *fatwas* dont il assaisonne son discours mouchettent d'un *a* à consonance rurale la plupart de ses phrases¹². Il parle lentement, d'une voix sourde, sur un ton monocorde, lancinant,

répétant à l'infini ses litanies reprises en Iran sous forme de slogan.

Dans sa demeure, insolite pour un leader chiite, il tient salon devant un parterre d'intellectuels ayatollâtres qui accourent à son chevet et confèrent une précieuse caution morale à son combat « contre le despotisme ». Conquis par le charisme du Guide, des iranologues et des philosophes comme Jean-Paul Sartre ou Michel Foucault iront jusqu'à le louer comme l'« apôtre de la nouvelle Persépolis¹³ ». Il saura exploiter la bénédiction que lui offrent ces thuriféraires pour en faire les complices de son *come-back*¹⁴.

À Neauphle-le-Château, les uns viennent en pèlerins, pour apercevoir, entendre et, pour les plus chanceux, toucher l'ayatollah. Les autres, moins intéressés par le saint homme que par le leader politique, veulent connaître son avis et ses projets, s'entretenir avec lui de l'avenir de l'Iran. Parmi eux, Marvin Zonis, un conseiller de la Maison Blanche, Ramsey Clark, futur émissaire du président Carter auprès de la République islamique, ou encore Warren Zimmermann, le chargé des Affaires politiques de l'ambassade américaine à Paris. Certains de ces visiteurs contribueront bientôt à lui ouvrir les portes de l'Iran.

L'ayatollah exploite donc pleinement ce séjour à Neauphle, qui n'aura duré que cent douze jours. Lorsqu'il débarque à Paris le 6 octobre 1978, personne hors d'Iran ne le connaît vraiment. Quand il s'envole vers Téhéran, le 1^{er} février 1979, il est devenu une star, mieux, un leader politique craint et respecté.

En fait, s'étonnent Jean-Yves Chaperon et Jean-Noël Tournier, « il est frappant de constater aujourd'hui que ces trois mois et demi figurent dans les esprits comme une éternité ». Sans doute, remarquent-ils, « parce que l'événement a bénéficié d'une extraordinaire couverture médiatique¹⁵ ». Comme le meilleur des stratèges en communication, l'ayatollah a su exploiter l'attention que lui ont accordée les journalistes pour conférer à ses sermons un écho planétaire et s'imposer comme l'adversaire le plus influent du Chah. Ils lui ont tendu le micro et il l'a gardé. Le pavillon de banlieue parisien au fronton duquel pend, comme dans n'importe quelle ruelle de Perse, le pennon noir du deuil chiite devient ainsi le QG de la révolution qui crépite, à des milliers de kilomètres de là...

Pendant son séjour parisien, Khomeini publie jusqu'à 50 déclarations et n'accorde pas moins de 132 interviews. Il a compris

qu'il peut dire aux reporters tout et son contraire. L'important est de se faire entendre : par exemple, personne ne lui tiendra rigueur d'avoir déclaré, le 11 janvier 1979, qu'il n'avait aucune intention d'occuper des positions élevées après le renversement du Chah... même s'il se dédie magistralement quelques semaines plus tard. Les médias ne sont pas venus chercher des engagements mais un spectacle et, en cette fin des années 1970, il est le *showman* par excellence. Le magazine *Times* s'apprête d'ailleurs à le nommer personnalité de l'année.

Pour l'ayatollah, la Ville lumière, capitale historique de la Révolution, est l'endroit idéal pour médiatiser sa cause révolutionnaire. Paris est son porte-voix et Neauphle-le-Château le studio d'enregistrement dans lequel ses prêches sont transcrits sur des cassettes, dupliquées pour être massivement diffusées en Iran. Il est le premier à s'étonner en constatant, à peine quatre mois après son arrivée, à quel point sa stratégie de communication fonctionne bien et fonctionne vite¹⁶. En un claquement de doigts, Paris est devenu le minaret de la guerre sainte du haut duquel l'imam muezzin lance ses anathèmes contre le régime impérial, relayés et amplifiés dans le monde musulman par la déesse aux cent bouches de la radiotélévision occidentale.

Nul n'est prophète en son pays. C'est en France que l'ayatollah Khomeini l'est devenu.

*

Durant son séjour dans l'Hexagone, l'ayatollah Khomeini est accompagné d'un cénacle de conseillers, d'ecclésiastiques et de courtisans en tous genres. Mais autour de la « crèche » de Neauphle, on remarque surtout trois Rois mages formant un trio énigmatique qu'on a appelé, en réunissant les premières lettres de leurs noms, le « BYGH » : Bani-Sadr, Yazdi et Ghotbzādeh. Un mot sur ces trois personnages clés de la Révolution iranienne s'impose ici.

Le premier, Abolhassam Bani-Sadr, sociologue ondoyant aux idées confuses, s'est proclamé « économiste en chef » de la Révolution¹⁷. Fils d'un mollah proche de Khomeini, il a fait partie des Mouvements de la Jeunesse antimonarchiste – il est blessé et arrêté durant les événements de 1963 – avant de partir en France pour suivre des études d'économie à la Sorbonne, où il devient disciple de Paul Vieille.

Les premiers contacts dataient de leur rencontre à l'Institut des sciences sociales de l'université de Téhéran, où Vieille était chercheur¹⁸. Comme celle de son maître à penser, l'œuvre de Bani-Sadr est amphigourique. Auteur d'une « curiosité » sur les finances islamiques intitulée *Eghtesad Tohidi* [Économie du monothéisme], il se répand en d'interminables péroraisons sur sa conception de l'utopie islamiste. Même si Khomeini le considère comme son fils spirituel et lui offrira, plus tard, des responsabilités importantes, Abolhassam Bani-Sadr n'est ni le plus dangereux ni le plus intéressant des trois compères¹⁹. Avec son visage digne du théâtre nô dont la bouche en cœur déverse un impérissable flot de propos incohérents, fut-il dans cette crèche vivante l'un des trois mages ou plutôt l'âne ? Ses discours-fleuves et ses élucubrations théoriques lui ont valu, de la part des « gauchistes islamistes », le surnom de Bani-Harf (Bani la Parlote)... tout en lui gagnant une solide réputation de simple d'esprit aux idées compliquées²⁰.

Le deuxième, Sâdegh Ghotbzādeh, fils d'un marchand de bois de construction d'Ispahan, issu de l'aile radicale du Front national, est un personnage autrement plus singulier. On le charge de toutes les équivoques : membres de la CIA ? du KGB ? On s'interroge. Pour certains, c'est un « simple gigolo » qui parasite l'entourage de Khomeini. Pour d'autres, il y a bien plus que cela derrière l'image de « bellâtre islamiste » : exilé depuis 1959, Ghotbzādeh « étudie » d'abord aux États-Unis, à l'université Georgetown de Washington, avant de repartir, en 1963, vers le Moyen-Orient, l'Algérie, la Syrie et l'Irak où il rencontre l'ayatollah Khomeini pour la première fois. En Égypte, il aide avec Yazdi à mettre en place une organisation anti-Chah. Au Liban, où on le retrouve « distribuant les journaux », il suit une formation paramilitaire et développe des liens avec les Palestiniens. On lui prête alors une liaison avec la fille de l'un des leaders de l'OLP²¹. Puis il retourne séjourner aux États-Unis, au Canada, en Europe et, notamment, en France. À Paris, où il a élu domicile, comme Lénine, à La Closerie des Lilas, il hume, à pleins poumons, les idées de son temps et travaille comme correspondant d'un journal de Damas sous une fausse identité, avec un passeport syrien²². C'est là qu'il retrouve le Guide, qui fera de lui son ministre des Affaires étrangères, de l'Information et de la Censure, avant de l'accuser de travailler pour la CIA et de le faire passer par les armes.

Champion comme les deux autres de l'antisoviétisme et chantre de l'islamo-marxisme de Chariati, Ebrahim Yazdi, le troisième de la bande, est, à l'instar de Ghotbzādeh, le chaînon manquant entre l'ayatollah Khomeini et les États-Unis. Et pour cause ! Figure de l'opposition antimonarchiste aux États-Unis, où il a émigré au début des années 1960, Yazdi a travaillé comme assistant de recherche dans le laboratoire de microbiologie et de toxicologie du Collège de médecine de l'université Baylor, au Texas, jusqu'en 1977. Il a également été directeur du laboratoire de microbiologie et de toxicologie du Veterans Administration Hospital de Houston. Pharmacien, comme les premiers leaders du FLN, cet ancien séminariste, président de l'Association des musulmans iraniens résidant aux États-Unis, mariait les chiites du Texas selon le rite coranique du « *aghd*²³ ». Ebrahim Yazdi est aussi américanisé que Ferhat Abbās l'Algérien était francisé. D'Amérique, Yazdi a rapporté le sourire *cheese*, un accent irano-texan nasillard, la nationalité américaine et... la sulfureuse et tenace réputation d'être, lui aussi, un agent de la CIA. Étrangement, Ebrahim Yazdi, peut-être parce qu'il est le Croquignol du trio, est le seul qui ne sera ni exilé ni exécuté par l'ayatollah Khomeini au lendemain de la Révolution islamique.

Les raisons véritables qui poussent Khomeini à s'encombrer de ces trois « Pieds nickelés », malgré les divergences idéologiques qui les séparent de lui et de l'ambiguïté qui les caractérise chacun, reste un mystère. Ces étranges collaborateurs, plus proches des personnages de San-Antonio que des islamistes purs et durs que l'on s'attendrait à retrouver dans l'entourage du Guide suprême de la Révolution islamique, vont néanmoins fortement faciliter son retour en scène. Nifnif, Nafnaf et Noufnouf sont les viatiques du grand méchant loup. Ses alibis. Ses passe-droits. Voilà l'explication. Il s'en débarrassera une fois entré dans la bergerie.

1. Voir le chapitre suivant pour un portrait de ces deux personnages.

2. Pierre Salinger, *Otages*, *op. cit.*, p. 82.

3. La presse iranienne indique parfois Arcueil.

4. Les fils du destin sont aussi innombrables qu'entremêlés. Le chef du protocole qui en 1948 avait accueilli le Chah lors de sa première visite officielle en France, Jacques Dumaine, possède justement une résidence secondaire à Neauphle-le-

Château. Le monde est petit.

5. Le *Mardja-é Taghlid*, sorte de *primus inter pares*, n'est pas choisi d'après un processus formel mais il se dégage d'un consensus bien conforme aux traditions grégaires de l'Iran.

6. Selon d'Abdol-Ghassem Ebrahimi, tout être dispose d'un second cadavre impérissable, sorte de portrait de Dorian Gray, destiné à la résurrection... Son *Tanzih ol-Olia* avait été traduit par Henry Corbin dans *Terre céleste et corps de résurrection : de l'Iran mazdéen à l'Iran shî'ite*, Paris, Buchet-Chastel, coll. « La barque du soleil », 1960.

7. Claire Brière et Pierre Blanchet, *Iran, op. cit.*, p. 19.

8. Robert O. Freedman, « Radical Islam and the struggle for influence in Central Asia », *Terrorism and Political Violence*, vol. 8, issue 2, 1996, pp. 216-238.

9. Chef du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), ancien nom de la DGSE, de septembre 1970 à mai 1981, le comte Alexandre de Marenches, alias « Portos » ou « la Pervenche », est un gentilhomme savoyard, né d'une mère américaine, qui avait au moment de la Libération servi de traducteur en anglais au général de Gaulle et d'aide de camp au général Juin. Il est marié à une Anglaise.

10. Alexandre de Marenches et Christine Ockrent, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986, p. 254.

11. *L'Express*, 20-26 janvier 1979.

12. Les *fatwas* sont les « bulles » de l'islam, les consignes de ses chefs religieux, l'équivalent religieux des décrets ou des firmans du Chah.

13. Michel Foucault, « À quoi rêvent les Iraniens ? », *Le Nouvel Observateur*, 16 octobre 1978.

14. Sur ce point, lire notamment Houchang Nahāvandi, *La Révolution, op. cit.*, p. 163.

15. Jean-Yves Chaperon et Jean-Noël Tournier, *Enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar*, Paris, Éditions no 1, 1992, p. 101.

16. « Khomeini, note Ahmad Salamatian, Khomeini lui-même ne s'attendait pas à ce que cela aille si vite. C'est pourquoi il avait demandé à son entourage de lui acheter une maison en France » (France Inter, « Vivre en Iran », 26 janvier 1994).

17. C'est lui qui conseille à l'imam de s'installer à Paris et qui, dans les premiers jours, lui offre le gîte dans son logement en HLM de Cachan.

18. Socio-anthropologue français spécialisé dans l'étude de l'Iran, Paul Vieille a été chercheur au CNRS et professeur à l'université de Chicago. Coauteur d'un ouvrage avec Bani-Sadr, Ghotbzādeh et Khomeini lui-même, ce défenseur des « vertus explosives de l'islam politique » se dit très fier de ce qu'il appelle son « combat pour l'indépendance de l'Iran ».

19. De retour en Iran, Abolhassam Bani-Sadr sera ministre des Affaires étrangères de Bāzargān puis, du 4 février 1979 à janvier 1980, premier président de la République islamique. Après deux « accidents » d'hélicoptère, accusé d'anticléricisme, il sera contraint de s'exiler de nouveau en France où il vit toujours.

20. L'ayatollah, affirme Torab Soltan-Pour, aurait insisté pour que Bāzargān l'incorpore dans son équipe. Ce à quoi ce dernier aurait rétorqué : « Mais il ne serait même pas capable d'administrer une école ! »

21. Pendant son séjour européen, Ghotbzādeh aurait rendu des services aux Palestiniens : il se trouvait à Munich pendant les Jeux de l'été 1972.

22. L'affaire a récemment été exhumée par Tariq Alhomayed, un journaliste syrien : « An Iranian minister pretending to be a Syrian reporter ! », *Asharq Alawsat*, 11 juin 2011.

23. En Iran, le mariage comporte deux parties : l'*aghd*, la partie sanctionnée par la charia chiite, qui consiste en l'établissement du contrat par un religieux également officier d'état civil, et l'*aroussi*, la célébration, la fête essentiellement anislamique, telle que pratiquée depuis des temps immémoriaux. Ces parties du rite peuvent se dérouler des jours différents.

La « doctrine Groucho »

En offrant à Khomeini l'asile, la parole et un porte-voix pour la faire entendre, la France a certainement fait la courte échelle à la Révolution islamique. Mais elle est loin d'être la seule à lui donner un coup de main.

Comme l'a remarqué, sur le vif, Raymond Aron, certains aspects de la Révolution iranienne « demeurent incompréhensibles ». Parmi eux, le rôle des puissances occidentales, les États-Unis de Jimmy Carter en tête, reste l'élément le plus trouble. Le plus troublant aussi. « Personne, a reconnu un jour ce dernier, ne peut prévoir ce que je ferai demain. » En 1980, après la tournure tragique prise par la Révolution iranienne, le conseiller du président démocrate, Arthur Schlesinger, dira avoir souvent eu la plus grande difficulté à anticiper ses décisions et à déchiffrer la logique sous-jacente de sa politique¹.

En fait, Carter a beau se draper d'une réputation d'idéaliste intuitif porté par ses convictions intimes, sa décision de couper les liens avec le régime de Mohammad Réza Chah n'est ni tout à fait personnelle ni vraiment spontanée. Une chose est sûre, elle n'est certainement pas improvisée.

La coupure entre la Maison Blanche et le palais de Niāvarān s'inscrit dans un long processus de « lâchage en douceur » amorcé par les États-Unis depuis le début des années 1970². Déjà sous Richard Nixon, le « grand ami » du Chah, le boycott des fêtes de Persépolis et la condamnation de la politique pétrolière de Téhéran reflètent, plus en profondeur, le début d'une remise en cause de l'appui indéfectible de Washington à la monarchie. Ministre et proche conseiller de l'*Aryamehr*, Houchang Nahāvandi décrit avec force détails comment, dès le milieu de cette décennie, les États-Unis ont commencé à prendre leurs distances avec l'Iran impérial³. Sous la présidence de Gerald Ford, le désamour américain franchit un nouveau stade quand le souverain iranien est diagnostiqué comme un homme instable et

néfaste pour les intérêts américains⁴. Dès 1974, envisageant sérieusement le départ du roi, Henry Kissinger déclare devant le Conseil de sécurité nationale (NSA) : « Il faut que le Chah change de politique, ou que le Chah s'en aille⁵. » Carter n'est donc que l'exécuteur d'un avis de décès qui avait été rédigé des années auparavant. Cependant, il s'acquitte de la tâche qui lui incombe avec une diligence particulière.

En mettant avec emphase, dès 1977, l'accent sur la question des droits humains et en dénonçant l'Iran du Chah comme « l'un des pays où ceux-ci sont le plus régulièrement violés⁶ », l'administration Carter donne à la « demande de divorce » américaine une justification morale et accélère du même coup la fissuration du système monarchique. Rétrospectivement, il est indubitable que « la plaidoirie de Carter pour les droits de l'homme eut des conséquences majeures sur la destinée de l'Iran⁷ ». Que les valeurs défendues par le président américain soient légitimes et sacrées ne se discute pas, bien entendu. Mais que sa croisade morale ait affaibli le régime du Chah, facilité la Révolution et entraîné les conséquences internationales que l'on connaît depuis ne laisse non plus aucun doute. C'est Jimmy Carter qui, pour reprendre la fameuse phrase d'Alexandre Soljenitsyne, pousse le cri qui déclenche l'avalanche de 1978-1979.

Mais quelles sont les raisons qui motivent les Américains à abandonner le Chah et à paver la route aux mollahs ? Elles sont de plusieurs ordres. Disons pour l'instant qu'elles procèdent essentiellement d'un calcul d'ordre géopolitique, lui-même né d'une nouvelle lecture de la situation en Iran et dans sa région. Depuis quelque temps, les stratèges de la Maison Blanche s'intéressent à l'émergence du fondamentalisme islamique et aux travaux d'un islamologue de l'université Princeton, le Dr Bernard Lewis⁸. L'une de ses études, qui sera dévoilée en mai 1979 à Vienne, lors d'une réunion Bilderberg⁹, constate que l'aggravation des lignes de fracture tribales et religieuses peut entraîner la balkanisation de l'ensemble du Proche-Orient et, par voie de conséquence, la déstabilisation du Bloc soviétique¹⁰. Sur la base de cette étude, on en vient à imaginer qu'il est possible d'encourager les mouvements islamistes dans ce que Lewis appelle l'« Arc de crise » moyen-oriental, de manière à générer un chaos régional susceptible, à son tour, de se propager dans les provinces musulmanes de l'Union soviétique et, à terme, de provoquer

sa déstructuration. La monarchie iranienne sera la victime collatérale de cette nouvelle grille de lecture géopolitique.

L'application de cette théorie de l'« Arc de crise » à l'Iran équivaut à condamner le régime du Chah à une mort certaine. Mais, remarquent les partisans de la nouvelle approche, celui-ci est déjà moribond. Le Chah est désormais trop faible pour qu'on songe à l'aider¹¹. De toute façon, il est devenu imprévisible et dangereux (par son influence au sein de l'OPEP), encombrant et incommode (par ses frasques et sa mégalomanie) et de moins en moins fiable dans la croisade contre le communisme (il faut chercher d'autres solutions). Pourquoi alors ne pas substituer au régime « périmé » des Pahlavi une République islamique, placée sous un minimum de contrôle de Washington ? Elle serait le fer de lance d'une nouvelle phase de la guerre froide visant non plus à contenir le Bloc communiste, mais à le faire implorer. Pour mettre un terme à la sempiternelle « lutte entre l'Ours [soviétique] et la Baleine [capitaliste] » décrite par le géopoliticien H. J. Mackinder, il s'agit donc de doter cette dernière d'une nouvelle dentition acérée formée par un chapelet d'États fondamentalistes. Mais pour que poussent ces nouveaux crocs antisoviets, il faut, au préalable, que les « dents de lait » qui occupent leur place meurent et tombent, si possible, « d'elles-mêmes ». C'est ce à quoi s'appliquent les Américains entre l'élection de Carter et le pourrissement de la situation sous Sharif-Emāmi.

En novembre 1978, prenant note de la fracturation « irréversible » du régime impérial et de l'aggravation de la santé du Chah, l'Iran Task Force (NSA) – un groupe de travail chargé de la politique iranienne de la Maison Blanche, dirigé par George Ball¹² et supervisé par Zbigniew Brzezinski¹³ – recommande la cessation immédiate de l'appui à la monarchie. Aussitôt, le Département d'État et le secrétaire d'État Cyrus Vance officialisent la nouvelle ligne politique : « Le problème, c'est le Chah¹⁴. » Quasi simultanément, vers la mi-décembre, George Ball, Henry Precht, directeur de l'Iran Desk (Département Iran) et Gary Sick, analyste senior (Maison Blanche), échafaudent et font circuler des scénarios pour l'après-Chah. Le point commun de ces « plans de contingence » est de recommander que des contacts soient établis au plus vite avec des groupes composites¹⁵ formés de politiciens, de religieux et de militaires capables de proposer une solution de rechange pour l'Iran après l'écroulement – sous-entendu

inévitable – de la monarchie¹⁶. Les étoiles s'alignent. L'option d'un redressement du régime monarchique par l'emploi de la force, encore parfois invoquée par Brzeziński, est de fait abandonnée.

Sur le terrain, l'ambassadeur américain, William H. Sullivan, qui a déjà initié des contacts avec les ayatollahs Chariat-Madari et Béhechti, et avec le général Gharabaghi, reprend le fil de ses rapports pessimistes du mois de septembre. Dans l'un de ses câbles, estimant que les chances du souverain iranien de se maintenir au pouvoir sont infimes, il considère qu'il est temps d'organiser son départ : « Le Chah devrait partir¹⁷. » Le 9 novembre, dans un mémorandum intitulé *Thinking the unthinkable* [Penser l'impensable], il préconise de préparer le *regime change* en favorisant, sous la houlette des États-Unis, un rapprochement entre l'armée et l'opposition laïco-islamiste¹⁸. Le 11 novembre, Sullivan « envoie un télégramme – dit “Cheerokee” –, secret et à distribution limitée, au Département d'État, suggérant que les Américains contactent Khomeini en France pour avoir avec lui des entretiens substantiels¹⁹ ». Aussitôt dit, aussitôt fait.

En Europe, les envoyés américains se ruent à Neauphle-le-Château pour rencontrer l'idole de chair qui trône sous son pommier. Mi-décembre, le Pr Marvin Zonis, conseiller de la Maison Blanche sur les questions iraniennes, est l'un des premiers à établir le contact officiel. Une entrevue avec un envoyé du secrétaire d'État Vance, Theodor H. Eliot, ancien conseiller économique à l'ambassade américaine à Téhéran, est annulée à la dernière minute²⁰. Mais, dix jours plus tard, le 14 janvier 1979, Warren Zimmermann, le chargé des affaires politiques de l'ambassade américaine à Paris, rencontre, dans une petite auberge des environs de Paris, le « Dr » Ebrahim Yazdi pour aborder la question du rôle des forces armées iraniennes²¹. Les Américains voudraient les conserver dans l'équation. Les khomeinistes sont réticents et demandent des garanties. Le 22 janvier, Ramsey Clark, ancien procureur général sous la présidence de Lyndon Johnson et futur émissaire du président Carter auprès de la République islamique, vient à son tour s'entretenir avec le Guide à propos du futur de l'Iran²². Le scénario d'un rapprochement prend forme.

Simultanément, la Maison Blanche s'assure une dernière fois de l'état de mort clinique de la monarchie. Pour compléter les informations fournies par la CIA et le NSA²³, le président américain dépêche sur place trois iranologues, ses « contre-enquêteurs²⁴ » :

James Bill, Richard Cottam et Marvin Zonis²⁵ qui, après s'être entretenus avec les représentants de différents courants d'opinion, déclarent, unanimes : « Le Chah doit partir, tout s'arrangera ensuite. » À leur retour aux États-Unis, ces universitaires multiplient les publications dans lesquelles les mollahs sont décrits comme se désintéressant de la politique (Bill) et le régime du Chah comme une dictature fasciste « dirigée par les militaires et l'extrême droite » dont il conviendrait de se distancier au plus vite (Falk, Cottam)²⁶.

Washington décide alors de « couper l'alimentation en oxygène » au Chah au profit de l'opposition islamique de l'ayatollah Khomeini.

*

Peu de temps avant la chute des Pahlavi, le Dr Bernard Lewis, l'islamologue émérite auquel a été imputée la doctrine à l'origine de l'abandon de la monarchie iranienne, est reçu en audience privé dans le bureau du Chah, au palais de Niāvarān. Dans les Mémoires qu'il a récemment fait paraître, l'orientaliste anglo-américain raconte cette singulière rencontre.

En proie à la panique, le souverain iranien demande au chercheur de l'université Princeton de lui expliquer pourquoi les puissances occidentales ont décidé de l'abandonner. Bernard Lewis offre au Chah désesparé une réponse énigmatique qui, formulée comme une aimable plaisanterie, est en réalité un terrible avertissement : « Vous devez comprendre, Votre Majesté, que la politique étrangère de l'Occident répond à des principes marxistes [...]. Non pas ceux de Karl Marx, mais ceux de Groucho. » Au Chah interloqué, l'universitaire explique qu'il fait référence à cette blague surréaliste dans laquelle Groucho Marx raconte qu'il aimerait faire partie d'un club... dont il ne serait pas membre lui-même. Voyant que Mohammad Réza ne saisit toujours pas le sens de ses propos, le Pr Lewis ajoute : « Un principe de nos politiques étrangères est que nous nous intéressons moins à ceux qui se prétendent nos amis qu'à nos adversaires²⁷. » Le Chah, pense Lewis, avait « parfaitement compris son allusion ». Un peu tard sans doute.

1. Arthur M. Schlesinger Jr., « The Great Carter Mystery », *New Republic*, 12 avril 1980.

2. Voir auparavant, puisque, comme nous l'avons vu, J. F. Kennedy avait déjà tenté de se débarrasser de la monarchie iranienne au début des années 1960.
3. « Nous savons maintenant que l'idée de destituer le Chah a été patiemment élaborée, depuis le milieu des années 1970, au sein du Conseil de sécurité nationale à Washington, par Henry Kissinger, que le Chah considérait comme un ami sûr » (Houchang Nahāvandi, *The Last Shah of Iran*, Londres, Aquilion Ltd, 2005).
4. William Shawcross, *Le Shah*, *op. cit.*, p. 197.
5. Cité par Pierre F. de Villemarest, « Lettre d'information », Centre européen d'information, bulletin du 16 octobre 1980, p. 4. Commentant ces propos, Villemarest écrit : « En l'obligeant [le régime du Chah] à se démettre – tout en feignant de le protéger –, on a définitivement jeté cette région dans une confusion pire que celle créée par les problèmes israélo-palestiniens. »
6. Hussein Bashiriyeh, *The State*, *op. cit.*, p. 105.
7. Sara Steinmetz, *Democratic Transition*, *op. cit.*, p. 189.
8. Né en Grande-Bretagne, de nationalité israélo-américaine et spécialiste des interactions entre l'Occident et l'Islam, Bernard Lewis est aussi un praticien politique qui a notamment servi comme consultant du Conseil de sécurité nationale des États-Unis (NSA). Lire à son sujet : Alain Gresh, « Bernard Lewis et le gène de l'islam », *Le Monde diplomatique*, août 2005.
9. Inauguré en mai 1954, le groupe Bilderberg est un rassemblement annuel et informel de 120 à 140 membres – diplomates, hommes d'affaires, hommes politiques, décideurs, « intellectuels », essentiellement occidentaux.
10. Peter Dale Scott, *The Road to 9/11*, Berkeley, University of California Press, 2008, p. 67 ; Stephen Sheehi, *Islamophobia : The Ideological Campaign against Muslims*, Gardena (CA), SCB Distributors, 2011, pp. 1960-1961.
11. Cet autre Machiavel qu'est Baldassare Castiglione l'a bien expliqué : « Quand l'ennemi est dans l'eau jusqu'à la taille, tendez-lui la main. Mais s'il en a jusqu'au cou, mettez-lui le pied sur la tête et appuyez. »
12. Diplomate américain, conseiller des présidents J. F. Kennedy et Lyndon B. Johnson, George W. Ball (1909-1994) est l'un des architectes de la nouvelle politique américaine pour le golfe Persique et un partisan de la « re-calibration de la politique israélienne de Washington » (« How to save Israel from itself », *Foreign Affairs*, 1977).
13. National Security Advisor (NSA) du président Carter, Zbigniew K. Brzezinski rompt avec la politique de détente et préconise une approche plus agressive vis-à-vis de Moscou en s'appuyant sur le réarmement des États-Unis, l'instrumentalisation des droits de l'homme et l'emploi de l'« arme verte » : le fondamentalisme islamiste.
14. Michael Ledeen et William Lewis, *La Débâcle*, *op. cit.*, p. 182.
15. Ball utilise le terme « Conseil de notables ».
16. Gary Sick, *All Fall Down*, *op. cit.*, pp. 120-122.
17. William H. Sullivan, *Mission to Iran*, New York, W. W. Norton and Company, 1981, pp. 203-204.

18. Charles Kurzman, *The Unthinkable Revolution in Iran*, Harvard, Harvard University Press, 2009, p. 2.
19. Michael Ledeen et William Lewis, *La Débâcle*, *op. cit.*, p. 183.
20. Voir chapitres suivants.
21. Gary Sick, *All Fall Down*, *op. cit.*, p. 141 ; Said Amir Arjomand, *The Turban for the Crown : The Islamic Revolution in Iran*, Oxford, Oxford University Press, 1988, p. 131.
22. Sepehr Zabir, *Iran since the Revolution*, New York, Taylor & Francis, 2012 ; *The Telegraph*, 20 janvier 1979.
23. Fin novembre, Carter avait blâmé son conseiller, Z. Brzezinski, et les responsables de la sécurité américaine pour l'avoir « mal informé ». La CIA est alors placée sous le feu de l'opprobre présidentiel : elle est, dira Kissinger en février, dénigrée, purgée, contrôlée jusqu'à la paralysie.
24. Ainsi que les appelle Paul Balta, qui couvre la crise iranienne pour le journal *Le Monde*.
25. Professeurs respectivement à l'université du Texas, de Pittsburgh et de Chicago, ces trois iranologues font partie des universitaires qui, avec Richard Falk (Princeton), Bernard Lewis (Princeton) et Thomas Ricks (Georgetown), fournissent leurs « lumières » aux décideurs de Washington et exercent, de ce fait, une influence décisive sur le destin de l'Iran.
26. Ofira Seliktar, *Failing the Crystal Ball Test*, *op. cit.*, pp. 121-122.
27. Bernard Lewis, *Notes on a Century*, *op. cit.*, p. 185.

Paranopolis à l'ombre d'Albion

À Téhéran, durant ce fatidique automne 1978, on ne cesse de parler d'une échéance dans la durée des contrats avec le Consortium des pétroles, d'une date butoir d'une importance considérable pour le régime. Pas plus que les Iraniens, les Britanniques n'ont oublié le grand rendez-vous pétrolier : l'accord d'exploitation du pétrole iranien, signé vingt-cinq ans auparavant, juste après l'éviction du Dr Mossadegh, arrive à terme. La British Petroleum, à qui cet accord garantit 54 % des actions du Consortium des pétroles, s'attend à le voir reconduire, peu importe les effets dévastateurs sur l'opinion publique iranienne. Les enjeux sont considérables.

Pour l'Iran, c'est l'occasion, la première depuis 1953, de s'affranchir du contrôle britannique et de gérer ses ressources hydrocarbures de manière souveraine, en diversifiant ses partenariats et en contractant de nouvelles ententes avec d'autres acheteurs potentiels comme l'Allemagne ou le Japon. Exprimant l'opinion des milieux nationalistes, l'éditorialiste de *Keyhān International* écrit, au mois de septembre : « Rétrospectivement, les vingt-cinq années de partenariat au sein du Consortium des pétroles et les cinquante années de relations avec la British Petroleum qui l'ont précédé n'ont pas été bénéfiques pour l'Iran [...]. À l'avenir, la NIOC [National Iranian Oil Company] doit gérer toutes les opérations pétrolières seule. » Comprendre : sans en référer à Londres. L'opinion nationaliste est alors d'autant plus remontée contre la British Petroleum¹ qu'on soupçonne celle-ci de profiter de la position de force que lui confère l'accord de 1953 pour exercer de lourdes pressions sur le gouvernement iranien. Depuis le choc pétrolier de 1973, les Britanniques limitent notamment leurs achats à 3 millions de barils de pétrole iranien par jour contre les 5 millions prévus par l'accord – cela est facilité par la récente découverte par BP de gisements en mer du

Nord. Or les restrictions des revenus pétroliers du royaume iranien ont pour effet, c'est le cas de le dire, de « mettre de l'huile sur le feu révolutionnaire » en aggravant le mécontentement socio-économique et en nourrissant la contestation politique.

Voulant préserver son avantage, BP négocie, pied à pied, pour obtenir la reconduction de l'accord pétrolier. Alors que l'incendie révolutionnaire se propage, les rumeurs vont bon train sur les raisons de la réticence du Chah à céder aux exigences britanniques. On dit que le Palais refuserait que la durée de cet engagement outrepassse les cinq ans, alors que le Consortium exige au moins vingt ans. Le différend serait également relatif à l'indemnité de vingt-cinq annuités que l'Iran s'était engagé à verser au gouvernement anglais au moment de la nationalisation. Le reste du contentieux porterait sur le niveau des prix et sur le contrôle du pompage. Les négociations sont âpres. En octobre, les pourparlers semblent échouer lorsque le Chah repousse une « offre » britannique exigeant des droits exclusifs sur la production hydrocarbure future de l'Iran tout en refusant de garantir les achats de pétrole. Jusqu'au bout, presque indifférents au développement de la situation dans la rue, les négociateurs iraniens demeurent dans l'attente d'un crucial rendez-vous avec les représentants du Consortium, fixé au 15 janvier, convaincus que de cette réunion, et de cette réunion seule, dépendront le dénouement de la crise et le sort du régime².

En Iran, dans les sphères du pouvoir, tout le monde est alors persuadé que BP et le Consortium des pétroles ont délibérément choisi ce moment crucial où le Chah est affaibli pour le contraindre à reconduire le bail anglais mais, aussi et surtout, à régler un lourd contentieux. Ce « mobile » fournit alors à toute une catégorie d'Iraniens, attachés au système et certainement conditionnés par l'anglophobie commune à beaucoup de leurs compatriotes, une explication à la crise que traverse alors l'Iran³.

Pour Mohammad Réza Chah, la renégociation de l'accord pétrolier avec la British Petroleum n'est, à bien des égards, que la cerise sur le gâteau. Depuis le dérapage de l'été 1977, il est convaincu de la malveillance de Londres à son égard. Le 11 août 1977, il a confié à Radji, son ambassadeur à Londres : « Je ne peux comprendre l'hostilité aveugle que les Britanniques éprouvent à notre égard. » Parviz Radji s'efforce de remonter le moral du Chah : « Sans le pétrole de la mer du

Nord, ils n'auraient même pas la force de remonter leur pantalon⁴ ! » Le ministre de la Cour, Assadollah Alam, attribue au roi cet accès de colère dans la langue de Shakespeare : « *If [the British] have the fucking audacity to advise me ever again, I shall fuck them so rigid that they'll think twice before crossing my path in future*⁵. » Un an après, alors que la situation est déjà hors de contrôle, l'exaspération d'Aryamehr à l'égard des Anglais est à son comble. Le 5 décembre 1978, il lance au sociologue Ehsân Narâghi que les Anglais, « jaloux des progrès de l'Iran », sont « coupables de tout ». – « Et les Américains ? » lui demande Narâghi. – « Les Américains, répond le Chah, sont d'une autre espèce. Seulement, ils se sont laissé mener par les Anglais qui, eux, craignent notre prospérité, et donc notre puissance⁶. » Partout, il voit le MI-6 à la manœuvre. Une conspiration britannique. La main de Londres⁷. À tel point que lorsqu'il viendra prendre congé, début décembre, l'ambassadeur britannique sir Anthony Parsons – en poste en Iran depuis 1971 – lui dira, les larmes aux yeux, qu'il ne veut pas parler car tout ce qu'il dirait « semblerait émaner d'un complot britanniques⁸ ».

Cette obsession britannique, le Chah la partage avec la plupart de ses sujets qui, comme lui, sont offusqués par les prétentions de BP sur le pétrole iranien. Aux yeux de beaucoup d'entre eux, la série de petits incidents qui ont émaillé l'année 1978 sont autant de « manigances anglaises » [*sīāsāt engelīs*] : le 3 juin, le *Guardian* de Londres, qui n'a eu de cesse de critiquer le Palais, annonce que Mehdi Bāzargān, leader du Front national, et le Chah vont participer à un débat télévisé. « Intox », rétorque le Palais. Le 8 août, la reine Élisabeth II, qui avait boycotté les festivités de Persépolis, annonce son intention de se rendre en Iran et de faire une visite de la citadelle de Bam... en février prochain [février 1979] ! Le 17 septembre, le Premier ministre britannique Callaghan écrit au Chah pour lui dire qu'il espère que « la libération de l'Iran va continuer⁹ ». Et si les Iraniens ne vont pas jusqu'à croire, comme certains conspirationnistes, à « l'appartenance de l'Ayatollah [Khomeini] aux renseignements britanniques¹⁰ », bon nombre d'entre eux ne doutent pas qu'il est tout de même la « figure de proue » de leurs ruses sibyllines.

L'anglophobie des Iraniens est proverbiale. Bien plus encore que les Français, ils croient aux maléfices de l'Angleterre. « Paranopolis », le nom que les opposants de Ceaușescu ont donné à la Roumanie,

conviendrait à ravir pour Persépolis si les Anglais ne venaient régulièrement apporter de l'eau au moulin de cette obsession nationale. La géographie de l'Iran, qui en a fait la « porte des Indes », lui a valu, depuis des siècles, le plus grand intérêt de la part de la couronne britannique. Quant à son histoire, elle est jalonnée d'incessantes interventions anglo-saxonnes : le partage du pays en deux zones d'influence, anglaise et russe, en 1907 ; la violation de sa neutralité perpétrée en commun par les armées soviétique et britannique en 1941 ; la destitution et l'exil de Réza Chah dans les colonies britanniques ; l'opération Ajax organisée par le tandem anglo-américain ; sans compter les multiples pressions diplomatiques exercées sur l'exécutif depuis la restauration de 1953.

Ces ingérences ont contribué à développer chez les Iraniens un syndrome de « citadelle assiégée » : la certitude, profondément ancrée dans la psyché collective, que John Bull, avec ou sans l'Oncle Sam, est constamment occupé à ourdir des plans pour s'immiscer dans le jeu politique de l'Iran, réduire sa souveraineté et, au passage, mettre la main sur ses richesses naturelles. « Nos compatriotes pensent que le destin de notre pays se trouve entre les mains des Anglais. Ils ont envers eux le regard suspicieux de Daï-Djan Napoléon¹¹ », s'écrit Samad Rahman-Zadeh, un ancien du service iranien de la BBC. Sport national, « élément à part entière de la culture nationale¹² », l'anglophobie est donc le *leitmotiv* de la vie politique de l'Iran du Chah. Elle le restera jusqu'au bout et, sans doute, bien au-delà¹³. Six jours avant l'effondrement définitif de l'Empire iranien, le *Khāndanihā*, un hebdomadaire qui s'était spécialisé dans le colportage de ces théories, soulignera une dernière fois le rôle funeste de la perfide Albion en écrivant : « Tout cela n'est rien qu'une vengeance anglaise [...] aux frais de l'Iran¹⁴. »

Sur les sentiments des Britanniques à l'égard des Iraniens, on sait en revanche peu de chose. Peut-être à cause du goût du mystère et de la politesse des fils d'Albion. Shakespeare a tout de même écrit dans son *Antoine et Cléopâtre* : « Il arrive, le serpent, le Persan » et des générations de gentlemen se sont gaussés des facéties du *Hadji Baba d'Ispahan*, le petit chef-d'œuvre de James Morier¹⁵. Tout au plus peut-on gager que l'image qu'ont les Britanniques de l'Iran n'est pas toujours des plus romantiques : plus qu'à une aquarelle, elle doit ressembler à un « *oil painting* » !

Se pourrait-il justement que, au-delà de l'animosité pure que prêtent certains Iraniens à l'Angleterre, le « croche-patte anglais » fait au Chah soit motivé par des considérations pragmatiques ? Après tout, même les moins anglophiles reconnaissent que, plutôt que de céder à la haine et aux passions, les Britanniques agissent le plus souvent de sang-froid et par intérêt. Quelle serait, au juste, la nature de ce mobile ? Il en est de peu tangibles, comme celui qui prétend que l'Angleterre souhaite disposer d'un monopole monarchique, considéré comme un précieux atout politique, ou comme la défiance britannique vis-à-vis de toute forme de kéralisme et de césarisme nationaliste, qu'il s'agisse de celui d'Atatürk, de Nasser ou de Mohammad Réza.

Il est cependant un mobile beaucoup plus concret : le pétrole. On le sait, les Britanniques possèdent en Iran d'énormes intérêts pétroliers depuis le début de l'aventure hydrocarbure. Or, depuis leur avènement, les Pahlavi s'en sont systématiquement pris à leur pré carré. Réza Chah les avait déjà menacés en jetant dans les flammes de son poêle l'accord qui attribuait l'exploitation du pétrole iranien à l'Anglo-Persian Oil Company, l'ancêtre de la British Petroleum. En 1973, Mohammad Réza, qu'ils ont remplacé sur le trône pour éviter qu'un nouveau Mossadegh ne vienne nationaliser leur pétrole, incite l'OPEP à augmenter vertigineusement le prix du baril¹⁶. Ce même Mohammad Réza Pahlavi qui avait été adoubé par la BP et ses Six Sœurs¹⁷ en 1953 pour veiller à leurs intérêts « vient, vingt ans plus tard, leur donner une magistrale leçon d'économie politique¹⁸ ». *Unbelievable !*

Le premier choc pétrolier provoqué par Mohammad Réza Chah et ses acolytes a été une catastrophe économique pour la Grande-Bretagne en termes de croissance, d'inflation et de balance commerciale¹⁹. C'est, en grande partie, à lui que les sujets de Sa Majesté ont dû de devoir reprendre leurs bicyclettes. En dépit de la découverte providentielle des gisements d'or noir écossais en mer du Nord à la fin des années 1960, le choc ne sera amorti que très progressivement et l'économie britannique ne relèvera la tête qu'à la fin des années 1980²⁰. Autant dire que la décision de l'OPEP a fait terriblement mal au portefeuille britannique.

À cet affront et à ses désastreuses conséquences économiques, le Chah a ajouté maintes provocations en narguant, du haut de ses derricks, les grandes puissances occidentales, tout particulièrement la

Grande-Bretagne. Au lendemain de la victoire pétrolière de 1973, un certain « Docteur H. F. » avait adressé un véritable soufflet à l'Angleterre sous la forme d'une « lettre ouverte » à la BBC et au *Financial Times*, dans laquelle il écrivait : « Il fut un temps où le soleil parcourait inlassablement les possessions britanniques sans parvenir à se coucher. Il n'était pas le seul à qui l'Empire britannique avait interdit le repos. De nombreux pays en souffraient également, et notamment le nôtre. Cet état de choses a heureusement pris fin²¹. » N'était-ce pas l'opinion de bon nombre d'Iraniens ? N'était-ce pas surtout, à peine déguisée, celle du Chah lui-même ? Depuis 1973, ce second Pahlavi, envers lequel Londres n'a jamais été très enthousiaste, s'est mué en despote mégalomane qui donne à l'Angleterre des leçons de civilisation²². Loin de se repentir, ne voilà-t-il pas qu'il se fait prier pour accepter une prorogation des droits d'exploitation pétrolière de la British Petroleum ? La plaisanterie n'a que trop duré.

Le dossier de Mohammad Réza Chah est lourd. La mémoire des dirigeants britanniques est longue et leur patience limitée. Pour le souverain iranien au bord du gouffre, il ne fait pas de doute qu'il est victime d'une vengeance que Londres a la réputation de savourer glacée. Il s'en souviendra lorsque, au moment de sa chute, la télévision anglaise repassera « en boucle » un morceau d'interview, filmé quelques années plus tôt à Vienne, au cours duquel, au zénith de son règne, il prédisait aux Anglais : « Vous retournerez dans les cavernes ! » *Really ?*

Dès 1977, le ministre des Affaires étrangères, David Owen, qui considère que le souverain iranien ne peut plus être considéré comme un allié « sincère », préconise de prendre ses distances avec le régime, sans quoi les intérêts stratégiques de la Grande-Bretagne dans la région risquent d'être « surexposés²³ ». Comme le reconnaît l'ambassadeur Parsons, l'Angleterre a fait un « pari avec le Chah » qui, maintenant, se révèle non seulement infructueux, mais contre-productif²⁴. Il est temps de prendre congé... à l'anglaise.

L'ayatollah BBC

En ce ^{XX}e siècle finissant, telles les trompettes de Jéricho, les médias sont devenus si puissants qu'ils peuvent faire vaciller n'importe quel empire. Que ce soit celui des Pahlavi ou même celui des Soviétiques.

Dans les dernières heures du régime, lors de l'entrevue accordée au Dr Bernard Lewis au palais de Niāvarān, le Chah demande à son visiteur : « Pourquoi s'acharnent-ils tous à m'attaquer ainsi ? » Feignant de ne pas comprendre, l'universitaire répond : « Qui, Votre Majesté ? » Le Chah précise : « Le *New York Times*, le *Washington Post*, le *London Times*, le *Manchester Guardians* et *Le Monde*. Les Cinq Sœurs²⁵ qui dansent autour de la ruine de l'Occident. Ne réalisez-vous pas que je suis le meilleur ami que vous puissiez espérer avoir dans cette région du monde ? Pourquoi toutes ces critiques ? » La vérité, lui laisse entendre Lewis, est que ces Sœurs sont au service de la « doctrine Groucho »²⁶.

De tous les médias occidentaux qui ont servi cette doctrine, le plus important est sans doute la BBC. Le rôle joué par cette dernière est d'une tout autre ampleur et mérite donc que l'on s'y attarde.

Née en même temps que la dynastie Pahlavi, en 1926, la BBC partage une longue et tumultueuse histoire avec elle. Déjà, en 1941, elle avait fait campagne, huit mois durant, pour le départ de Réza Chah. Comme en témoigne Walter Bosshard, reporter de la *Nouvelle Gazette de Zurich*, cette campagne de dénigrement de la BBC facilita le retournement de l'opinion publique contre le roi et sa destitution par les Alliés²⁷. En automne 1978, se souvenant de cet épisode, la reine, comme beaucoup d'Iraniens, s'inquiète : « Si la BBC fait campagne contre le Chah, c'est la fin de la monarchie²⁸. »

À la fin des années 1970, le média britannique possède une influence considérable dans le paysage audiovisuel iranien. Chaque soir, à 7 h 45 précises, répondant à l'appel de *Big Ben*, des millions d'Iraniens, l'oreille collée au transistor, écoutent religieusement le

commentaire quotidien du *Djāmē Djahān Namā*²⁹. Personne n'y échappe : « Moi aussi, s'écrie une paysanne, j'écoute chaque soir *Bi-Bi-Sim* [Sans-Sans-Fil en persan]. » Jouissant d'un crédit considérable auprès de ces millions d'auditeurs, elle fait et défait leur pensée... rarement dans un sens favorable au régime. Une première plainte est déposée par l'ambassadeur d'Iran à Londres en 1973 au sujet d'un documentaire particulièrement tendancieux³⁰.

Mais ce n'est qu'à partir de 1977 que le bras de fer entre la British Broadcasting Company et le Palais prend des proportions significatives. Pas une semaine ne s'écoule sans qu'une « pique médiatique » soit décochée contre le roi. Exemple du peu d'aménité de la radio britannique à l'égard du Chah, la diffusion de ces propos que s'échangent, le 18 juin 1978, deux Iraniens sur ses ondes. « Peut-on espérer que Staline devienne Bertrand Russell en une nuit ? » demande le premier. Et le second de répondre : « Au moins avec la Mafia, on a le choix entre plusieurs familles ! » Aux plaintes du Palais on réplique en invoquant la liberté de parole et d'information. Au cours de l'année 1978, alors que la situation se dégrade, le service persan de la BBC devient une formidable vitrine de la cause révolutionnaire. Son programme fait office de loupe à travers laquelle la jeune Révolution iranienne peut contempler, chaque soir, ses progrès et ses victoires. Le régime l'accuse de servir de relais de communication et de permettre aux dissidents d'organiser la révolte. Manoutchehr Ganji, ministre de l'Éducation, se souvient que la BBC annonçait alors en persan, jour après jour, les horaires et les lieux des manifestations révolutionnaires du lendemain : « Je le dis tout net – l'histoire le vérifiera aisément : toutes les cassettes sont là –, sans la BBC, jamais les révolutionnaires n'auraient réussi à renverser le régime³¹ ! »

C'est *Aunt Bee* – comme les Britanniques aiment à appeler affectueusement la BBC – qui fait connaître aux Iraniens celui qui s'apprête à devenir le Guide suprême de la Révolution islamique. C'est sur ses ondes qu'ils entendent Khomeini, dont la voix leur parvient pour la première fois, leur dire, avec son accent désuet : « *Bāyad bara !* [Il faut qu'il parte !]³² » C'est à travers le média britannique que, depuis Paris, l'imam distille ses consignes³³. Le 6 décembre 1978, par exemple, ce poste retransmet *in extenso* les directives de l'ayatollah et sa condamnation religieuse des militaires qui osent prendre les armes contre les manifestants. Durant les quinze mois que dure la déchéance

du régime impérial, de nombreux monarchistes font remarquer que la BBC n'offre pour ainsi dire aucun droit de réponse au Chah et à ses défenseurs, donnant la quasi-exclusivité du temps de parole à son opposant islamique³⁴. Choqué, Mohammad Réza affirme à l'ambassadeur Sullivan qu'il s'agit sûrement d'une autre manifestation de la « subversion britannique³⁵ ». Plusieurs dirigeants britanniques, dont lord Chalfont, Sullivan et le Premier ministre admettent ce traitement inégal au détriment du souverain iranien³⁶. Pour sa part, ne s'y trompant pas, Khomeini déclare : « La BBC est ma voix³⁷. » En fait, il bénéficie de tant d'heures d'antenne que cela lui vaut bientôt le surnom d'« ayatollah BBC³⁸ ». Un sobriquet qui devait, étrangement, survivre après la chute de l'Empire.

Ayant la certitude que la BBC est « la voix officielle du gouvernement britannique³⁹ », le Chah et la Cour font, en représailles, circuler le bruit que Khomeini est une « créature de l'Angleterre ». Jouant sur l'origine indienne de sa famille, la SAVAK colporte que son père est né dans l'ancienne colonie britannique, qu'il s'appelle en vérité Hindi-Zādeh, que son frère s'appelle toujours Hindi et qu'il a lui-même reçu « une formation britannique » au cours d'un long séjour, « de plusieurs années », à Heyder-Abād. La blague circule également qu'un jour, en faisant sa prière, l'ayatollah a, en se prosternant, fait choir son turban et laissé ainsi apparaître son crâne nu et chauve, oblitéré par un « *Made in England*⁴⁰ ». Sur les liens présumés de l'ayatollah avec l'Angleterre, Bertrand de Castelbajac écrit : « Il est vrai que Khomeini appartient à la confrérie des Frères musulmans, qui a été fondée en Égypte en 1920, avec la bénédiction de la Compagnie universelle du canal de Suez, qui redoutait le réveil du nationalisme arabe et cherchait à le concurrencer par un retour aux valeurs spirituelles de l'islam⁴¹. » Marionnette ou pas, une chose est certaine : Khomeini a su jouer de la BBC.

Le régime n'a d'autre recours que de multiplier les protestations auprès du Foreign Office. Le 20 octobre, le ministre iranien des Affaires étrangères, Amir Khosrō Afshār, adresse une plainte auprès de son homologue britannique, David Owen, tandis que l'ambassadeur d'Iran à Londres remet une note de protestation à Mark Dodd, directeur de cette radio, et demande la démission d'Andrew Whitley, correspondant de la station à Téhéran, critique virulent du Chah. Mais rien n'y fait. À travers le porte-voix britannique, les prêches de

l'ayatollah continuent de parvenir en Iran. Le 30 novembre, le ministre Khosrō Afshār « proteste officiellement auprès du gouvernement de sa Gracieuse Majesté contre les propos de la BBC ». Le soir même, le poste britannique se contente de retransmettre l'éditorial du *Times* dans lequel il était affirmé que le Chah « devait partir ». En guise de réponse, le célèbre speaker iranien Rouhāni lit à la radio, de sa voix grave, un violent réquisitoire contre l'Angleterre : « La guerre des nerfs que nous subissons nous vient d'outre-Manche. Le but de tout cela, c'est d'emporter notre pétrole gratis⁴² ! » Toujours cette obsession.

Fin novembre, à court d'options, le régime met sur pied un plan de sabotage du relais de l'île de Masirah qui répercute les programmes de la BBC depuis les côtes du sultanat d'Oman. En vain. Plus tard, les militaires essaient, sans plus de succès, de voiler les émissions de « Radio Londres » au moyen d'un brouilleur d'ondes. En décembre, le général Badreï, le chef de la Garde impériale, informe le Chah qu'il a trouvé « des moyens techniques » permettant de brouiller les émissions de la BBC, mais le souverain lui fait répondre que ce serait s'abaisser⁴³. À la veille de Noël, une grève des employés de la TSF anglaise fait espérer au régime un répit mais, ayant obtenu une augmentation salariale, au bout de vingt-quatre heures ils reprennent leur travail. Au même moment, la présidence du Conseil iranien tente encore de faire pression sur la BBC à travers le gouvernement britannique. Le Dr Homāyoun-Far, membre du nouveau cabinet militaire, est témoin de la convocation de l'ambassadeur Parsons par le général Azhari qui lui reproche vertement le rôle funeste de la radio anglaise. Le diplomate ne bronche pas : « on aurait dit, raconte Homāyoun-Far, qu'on lui avait plaqué un masque sur le visage ou qu'il avait des boules de coton plein les joues ». Rien à faire, la BBC accompagnera la Révolution jusqu'au bout du chemin.

Face aux protestations iraniennes, le ministre des Affaires étrangères Owen répond que la BBC, comme toute radio crédible, joue le rôle qu'impose la déontologie journalistique. Au chambellan Aslan Afshār, qui l'a convoqué au Palais, l'ambassadeur anglais rétorque : « Vous savez bien que la BBC est un organisme privé sur lequel notre gouvernement ne dispose d'aucun moyen de pression⁴⁴. » Or les interlocuteurs iraniens de Whitehall demeurent dubitatifs quant à l'autonomie réelle d'un média qui ne rapporte rien et qui n'a pas de

revenus publicitaires⁴⁵. Pour Chapour Bakhtiar qui aura, lui aussi, à essayer le feu de la critique, « la BBC n'est pas, quoi qu'en disent les Anglais, “*completely independant from our government*”⁴⁶ ». Comme lui, les détracteurs de la Corporation, dont le directeur est nommé par le 10 Downing Street, font valoir qu'elle est dotée d'un statut hybride d'organisme « public » mais pas « gouvernemental », placé sous le patronage de la reine et du prince de Galles. Ils rappellent également que le Royal Charter and Licence Agreement qui régle *Aunt Bee* – jusqu'à la fin des années 1990 – stipule assez clairement que la vocation de la radio britannique est de contribuer à faciliter les objectifs de la politique étrangère nationale⁴⁷.

Quant aux responsables de la British Broadcasting Corporation, ils campent sur une ligne de défense assez singulière qui consiste à dire qu'ils n'ont pas de véritable contrôle sur la ligne éditoriale du Service persan. Invoquant l'impuissance, Bush House, le siège de sa direction, se contente de dire que ce programme a été « infiltré » par des gauchistes et qu'il n'y a pas grand-chose à faire⁴⁸. De fait, l'un des membres éminents du BBC Persian Service, Lutf-Ali Khonjji, avouera plus tard que l'équipe était formée à « 80 % d'individus ouvertement hostiles au Chah » et ralliés à la cause de la Révolution islamique⁴⁹.

Plus tard, au Maroc, le Chah, désabusé, ne cessera de répéter à son chambellan : « Tu as vu ce qu'a fait la BBC⁵⁰ ! ? »

1. Ancêtre de la BPAmoco (2001), la British Petroleum Company (BP, 1954) est l'héritière de l'Anglo-Persian Oil Company (APOC) fondée en 1909 par William Knox D'Arcy et de sa remplaçante l'Anglo-Iranian Oil Company (AIOC, 1935).

2. Cette réunion « de la dernière chance » n'aura finalement pas lieu, en raison de la détérioration de la situation révolutionnaire.

3. En 1974, inspiré par Mossadegh et bousculant le Consortium, le Chah avait rendu à l'Iran la haute main sur la gestion de son pétrole.

4. Et, comme pour répondre aux critiques britanniques à l'égard de ses réformes démocratiques, le Chah ajoute : « La démocratie de Westminster ne nous est pas adaptable. Ça ne marcherait même pas en France ! » ; Parviz Radji, *In the Service*, op. cit., p. 100.

5. Essentiellement et en termes policés : « Que les Anglais aillent au diable et ne s'avisent plus de me donner de leçons » (Assadollah Alam, *The Shah and I : The Confidential Diary of Iran's Royal Court, 1968-1977*, Londres, I. B. Tauris, 1991, pp. 173-174).

6. Ehsân Narâghi, *Des palais du Chah*, op. cit., p. 119.

7. *Of course*, les Anglais ne peuvent être partout à la fois, même si le fameux reporter Albert Londres les a qualifiés d'« envoyés spéciaux de Dieu le Père sur terre » (Pierre Assouline, *Albert Londres*, Paris, Balland, 1989, p. 278).
8. Par la suite, Parsons conseillera à Mme Thatcher de ne pas accueillir le roi déchu au Royaume-Uni. Puis, devenu le représentant de l'Angleterre à l'ONU, il invitera les nouvelles autorités iraniennes à venir présenter leur révolution devant l'Assemblée générale. Il fut donné au Chah de contempler la scène retransmise par la télévision depuis son lit d'hôpital à New York. « Un diplomate, expliquait Lloyd George, doit être droit... comme un tire-bouchon » !
9. Parviz Radji, *In the Service*, *op. cit.*, p. 231.
10. Criton M. Zoakos, « L'ayatollah Khomeini : instrument des opérations de lavage de cerveau de sir Glubb Pacha », *Nouvelle Solidarité*, 26 février 1979.
11. *Dai-Djan Napoléon*, personnage de la littérature contemporaine de l'Iran, est un vieux bonhomme qui voit partout la main de l'Angleterre... Et qu'à cause de cela on appelle dans sa famille « Cher Tonton Napoléon ».
12. *The Guardian*, 4 avril 2007.
13. En 2011, au lendemain de l'attaque de l'ambassade britannique à Téhéran, Ali Laridjani, président du parlement iranien, déclare que l'incident est le résultat de « décennies d'ingérence britannique en Iran » ; Olivia Lang, « Iran and UK – centuries of mistrust », *BBC News*, 30 novembre 2011.
14. Mehdi Bahar, qui signe l'article, explique que Londres n'a pas admis la destitution du « gouvernement maçonnique » d'Hoveida ; *Khāndanīhā*, 4 février 1979.
15. James J. Morier, *Les Aventures de Hadji-Baba d'Ispahan*, traduit de l'anglais par Élian-J. Finbert, Paris, Éditions V. Attinger, 1933.
16. De nombreux auteurs ont, depuis la Révolution islamique, débattu et exploré cette théorie. Voir notamment F. William Engdahl, *A Century of War : Anglo-American Oil Politics and the New World Order*, Londres, Pluto Press Ltd., 2004, pp. 171-174.
17. Cartel des Sept Sœurs (de l'anglais *Seven Sisters*) : expression qui renvoie aux grandes compagnies pétrolières – parmi lesquelles la British Petroleum – qui, au xxe siècle, exercent un monopole de fait sur le commerce des hydrocarbures.
18. Louis Puiseux, *La Babel nucléaire : énergie et développement*, Paris, Galilée, 1977, pp. 92-94.
19. Paul Segal, « Oil price shocks and the macroeconomy », *Oxford Review of Economic Policy*, 2011, 27 (1), pp. 169-185.
20. Stephen Millard et Tamarah Shakir, « Oil shocks and the UK economy : the changing nature of shocks and impact over time », *Working Paper*, Bank of England, 2012.
21. *Journal de Téhéran*, 18 octobre 1978.
22. Sur les indécidabilités du Chah à l'égard des Britanniques et sur les réactions de ces derniers : William Shawcross, *The Shah*, *op. cit.*, pp. 59, 194-195 ; James Callaghan, *Time and Chance*, Londres, Collins, 1987, pp. 388-390.
23. David Owen, *Time to Declare*, Londres, Penguin, 1992, pp. 390-391,

24. Anthony Parsons, *The Pride*, op. cit., p. 10 sqq.

25. Ainsi les intrigues des grandes puissances pétrolières – les Sept Sœurs – et celles des médias sont-elles indissociables dans l'esprit du Chah. La BBC n'avait-elle d'ailleurs pas farouchement attaqué le Dr Mossadegh lorsque celui-ci s'en était pris aux intérêts de BP ?

26. Bernard Lewis, *Notes on a Century*, op. cit., p. 185.

27. « La British Broadcasting Company de Londres joua un rôle très important. Dans une suite de causeries en persan, on compara le glorieux passé de l'Iran à la mauvaise administration présente. On traitait de problèmes d'actualité, entre autres celui des joyaux de la Couronne, propriété de l'État, mais que le Chah avait, disait-on, détournés » (Walter Bosshard, *Regards sur 4 continents*, Lausanne, Payot, 1947, p. 165).

28. Farah Pahlavi, *Mémoires*, op. cit., p. 276.

29. Selon la mythologie iranienne, le *Djāmē Djahān Namā* est une coupe magique remplie d'un liquide dont la surface fait tout voir à celui qui le possède. C'est ce nom que la BBC a choisi pour ses programmes iraniens.

30. Amir Khosrō Afshār, « Letter : BBC documentary on Iran », *The Times*, 18 octobre 1973, p. 19.

31. Manoutchehr Ganji, *Être persan*, op. cit., p. 93.

32. Celui qui doit partir est, bien entendu, le Chah.

33. Farah Pahlavi, *Mémoires*, op. cit., p. 276.

34. Annabelle Sreberny et Massoumeh Torfeh, *Persian Service : The BBC and British Interests in Iran*, Londres, I. B. Tauris, 2014, pp. 216-217, 241 ; Parviz Radji, *In the Service*, op. cit., pp. 77-78, 100-101, 237, 262-263 ; Anthony Parsons, *The Pride*, op. cit., pp. 72-73, 102-104 ; David Owen, *Time to Declare*, op. cit., p. 394.

35. W. H. Sullivan, *Mission*, op. cit., pp. 156-157.

36. Lord Chalfont, « Exporting British Insults to Iran », *The Times*, 6 février 1978, p. 12 ; Annabelle Sreberny et Massoumeh Torfeh, *Persian Service*, op. cit., pp. 217, 219, 222-223.

37. Farah Pahlavi, *Mémoires*, op. cit., p. 276.

38. Sur le rôle de la BBC dans l'effondrement du régime impérial, lire aussi : Hussein Shāhidi, « BBC Persian Service 60 years on », *The Iranian*, 4 septembre 2001.

39. Sur l'opinion du Chah, voir Assadollah Alam, *The Shah and I*, op. cit., pp. 121, 218, 490, 541 ; Manoutchehr Ganji, *Defying the Iranian Revolution : From a Minister to the Shah to a Leader of Resistance*, Londres, Praeger, 2002, pp. 36-37 ; Ashraf Pahlavi, *Faces in a Mirror*, New Jersey, Prentice Hall, 1980, pp. 195-196.

40. Il s'agit du *remake* d'une anecdote racontée autrefois à propos de l'ayatollah Kāshāni, accusé lui aussi d'être un homme des Anglais.

41. Bertrand de Castelbajac, *L'Homme qui voulait être Cyrus*, op. cit., p. 146.

42. Au cours de la Révolution, les révolutionnaires ont tranché la gorge de ce présentateur vedette de la radio iranienne.
43. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, op. cit., p. 339.
44. *Ibid.*
45. Gholām Réza Afkhami, *The Iranian Revolution : Thanatos on a National Scale*, Washington D.C., Middle East Institute, 1985, pp. 166-167.
46. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, op. cit., p. 171.
47. U.K. – Department of National Heritage Broadcasting, *Royal Charter of the British Broadcasting Corporation* (Crown copyright material reproduced with the permission of the Controller of HMSO and the Queen's Printer for Scotland, 1996).
48. Si l'on en croit son médecin personnel, le Dr Moran, Churchill, en 1952, accusait déjà la BBC d'être aux mains des gauchistes : « D'ailleurs, disait Churchill, je suis contre le monopole accordé à la BBC. J'ai été l'objet de son ostracisme pendant onze ans. Ces gens m'ont empêché d'exprimer des vues qui se sont révélées justes. Leur comportement a été tyrannique. Ils ne font qu'un avec les socialistes et même probablement avec les communistes » (lord Moran, *Mémoires*, Paris, Robert Laffont, 1966, p. 357).
49. Annabelle Sreberny et Massoumeh Torfeh, *Persian Service*, op. cit.
50. Raconté par Aslan Afshār.

Le rendez-vous manqué

Fin octobre, à Téhéran, la situation échappe progressivement aux autorités et Sharif-Emāmi fond dans la marmite révolutionnaire comme un morceau de saindoux. Le pouvoir songe alors à le remplacer par un gouvernement de coalition dont la direction serait confiée à Ali Amini.

Cet octogénaire n'a, malgré un demi-siècle d'action politique, toujours pas brûlé ses ailes. L'ancien Premier ministre a servi Mossadegh comme le Chah. Il dispose d'appuis à la fois du côté du régime et dans l'opposition. Plus exactement, la droite et la gauche « raisonnables » admirent son exceptionnelle stature politique et reconnaissent qu'il est l'un des seuls à pouvoir encore sortir le pays de la crise. Tous le considèrent comme l'ultime recours du Chah, même si ce dernier, qui le déteste cordialement et craint que les Américains ne veuillent l'imposer comme Premier ministre, l'a dénoncé, un an auparavant, comme l'un de leurs laquais.

Passant outre au silence qui lui a été imposé, Amini prend la parole à deux reprises pour offrir ses conseils. La première fois, en septembre, c'était, on l'a vu, pour remettre en cause l'entourage du Chah et l'utilité de sa police secrète. En ce début de novembre, devant l'imminence des périls, il tente un dernier recours.

Désireux de trouver un « compromis historique » à l'italienne, Amini donne plusieurs interviews à la presse (notamment dans *Le Monde*, le 28 octobre), dans lesquelles il déclare qu'il faut « faire quelque chose » et laisse entendre qu'il est prêt à collaborer avec ses « amis du Front national ». Aussitôt, les rumeurs vont bon train sur la formation d'un gouvernement de coalition placé sous sa direction¹.

Début novembre, il apporte les dernières touches à son projet. Le jeudi 2, il est reçu en audience par le Chah avant de s'entretenir le lendemain, à Ghôm, avec l'ayatollah Chariat-Madari, le leader « modéré » de l'opposition religieuse. Rien, cependant, n'est encore

acquis tant que le projet de gouvernement de coalition nationale n'a pas reçu l'assentiment du Chah et la bénédiction de Khomeini.

Plus tôt, le 17 octobre, l'ayatollah avait fait savoir, par voie de presse, qu'il refusait « les propositions du docteur Amini ». Toujours par l'intermédiaire des médias, l'ancien Premier ministre, déclarant que l'« Iran est au bord du démembrement » et que les Iraniens souffrent, exhorte Khomeini à « surmonter ses complexes » et à songer au sort du pays. Son appel tombe dans l'oreille d'un sourd. Amini n'a pas la main plus heureuse du côté du Chah. Le 4 novembre, il déclare au correspondant du *Monde* : « Il faut que le roi fasse une déclaration télévisée à la nation dans laquelle il reconnaisse que des erreurs ont été commises, qu'il entend les redresser et qu'il est prêt à régner *sans gouverner*. » Le Chah a déjà répondu qu'il accepterait éventuellement de « régner sans gouverner » mais à condition de... conserver la haute main sur l'armée et la SAVAK².

Tout n'est pas perdu, cependant. Après une rencontre avec les deux leaders du Front national, Sandjabi et Bāzargān, qui lui offrent de nouvelles garanties, le Chah laisse entendre qu'il serait prêt à faire quelques concessions rendant possible l'idée d'une monarchie constitutionnelle et celle d'un gouvernement d'unité nationale.

Karim Sandjabi part immédiatement à Paris pour persuader l'ayatollah Khomeini de se rallier à la nouvelle coalition. Bakhtiar raconte : « Le cher homme, toujours charmant, toujours souriant, toujours fuyant, ondulant, ondoyant, s'en va avec son rôlet, que j'avais, en grande partie, rédigé moi-même³. »

Coup de théâtre. Le 5 au matin, dans un communiqué envoyé de Neauphle-le-Château, Sandjabi annonce qu'il ne participera pas à un gouvernement d'Union nationale tant que le Chah demeurera en place et que la monarchie ne sera pas abolie. Parti en France afin de tenter de rallier l'ayatollah, Sandjabi s'est donc laissé embobiner par ses arguments contre un gouvernement de coalition... Pour Khomeini, la « conversion » de Sandjabi est une véritable victoire stratégique. Non content de l'avoir convaincu de faire capoter le projet de gouvernement d'union, il lui impose un texte dans lequel il reconnaît la faillite de la monarchie et la nécessité d'une république « islamique et démocratique ». Après lui avoir fait signer le papier, l'imam le lui arrache des mains et lui dit : « Bon, vous pouvez disposer⁴. »

Et Sandjabi, qui en principe s'est arrêté à Paris sur le chemin du

Canada où se tenait la conférence des sociaux-démocrates, reprend l'avion et rentre à Téhéran. Là, le 11 novembre, continuant de jouer double jeu, il demande à être reçu par le Chah. Celui-ci écrit dans ses Mémoires : « Il me baisa les mains, protesta hautement de sa fidélité à ma personne et se déclara prêt à former un gouvernement ! » Mais, las de ses dérobades, le souverain le fait mettre aux arrêts. Placé dans une cage dorée – une élégante villa à Chémirān, près de Niāvarān. L'« écureuil » en sortira bientôt. Ce radical mou continuera de se promener dans la Révolution, en homme-catastrophe, toujours flanqué de son inséparable compère, Dariouch Forouhar, qui, avec ses moustaches croquenotes et son collant noir, n'est pas sans rappeler l'un des Frères Jacques ou un adepte de la boxe française.

Malgré sa sagesse et ses appuis outre-Atlantique, avec ses yeux et ses sourcils qui lui mangent le visage, Amini a donc échoué. Avec l'échec de ce chantre des relations irano-américaines, c'est aussi celui de la toute dernière option « monarchique » envisagée par les États-Unis. Washington va désormais chercher ailleurs.

N'ayant plus rien d'autre à offrir que ses convictions, Ali Amini s'efforcera encore de faire entendre raison à ses concitoyens. Le 27 novembre, pour la première fois depuis des années, sa grosse voix au discours raffiné, à peine déformée par le lourd bourrelet d'une lèvre camélienne, résonne à la radio. Il parle de droite, de « demi-gauche », et préconise un « centre radical ». Il parle de la frugalité du bon peuple, d'un clergé qui « se contenterait d'un peu de respect ». Du fond de la crise, il décrit la situation avec la brutale franchise d'un Churchill : « Au mieux, si nous travaillons bien, dans cinq ans nous serons revenus au stade d'il y a dix ans... » Mais qui l'écoute encore ? Pour les tenants du pouvoir, ces propos sont inaudibles. Pour les hérauts de la Révolution, ils sont lénifiants, une accumulation d'« ordonnances de pot-au-feu ».

Prenant note de l'échec de l'option constitutionnelle, Mohammad Réza Chah se tourne vers l'option d'un gouvernement militaire. L'armée, pour justifier son entrée en scène, laisse la foule se livrer au vandalisme.

1. La presse française croit même savoir que le leader du Front national, Karim Sandjabi, « qui fait alors antichambre à Neauphle-le-Château, doit y prendre le

portefeuille de la Justice » ; *L'Express, Le Monde*, 18-25 novembre 1978.

2. *Le Nouvel Observateur*, 13 novembre 1978.

3. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, *op. cit.*, p. 120.

4. *Ibid.*

5. Sandjabi signifie « écureuil ».

Dernière cartouche

Le 4 novembre, à l'université de Téhéran, les étudiants prennent d'assaut la statue de l'empereur pour la renverser. La troupe essaie de les en empêcher, il y a des provocations – on aurait lancé des excréments sur les soldats –, des coups de feu partent. Des étudiants tombent. Leurs camarades les ramassent. D'autres chargent les militaires aux cris sacrificiels de *Lā-Ellā-el-Allāh* ! [Il n'y a d'autre dieu que Dieu !]. Comme l'a écrit un témoin, reprenant les fameuses paroles de Talleyrand : « Pire qu'un crime, c'est une faute. »

Tout a été filmé par un opérateur mêlé aux étudiants. Les images très dures, projetées au journal télévisé du soir, provoquent une vive émotion dans les foyers. L'effet psychologique est considérable. Les spectateurs découvrent la statue du Commandeur abattue, les étudiants agglutinés dessus, comme les Lilliputiens sur Gulliver, se livrant à un *happening* délirant : tour à tour ils la badigeonnent, la coiffent d'un tchador, lui accrochent un pneu automobile qu'ils enflamment, lui noircissent le visage « comme celui de *Hadji-Firouz*¹ », lui passent autour du cou une plaque anthropométrique portant le matricule de prisonnier 2039 et, finalement, entreprennent de la démembrer. Tout commence souvent avec la chute d'une statue.

Les reporters présents photographient abondamment ce qui, pour la presse étrangère, sert déjà de symbole à la chute du système.

Le lendemain, d'énormes champignons de fumée noire s'élèvent en volutes au-dessus des quartiers d'affaires de la capitale. Téhéran est mis à sac par des meutes où se mêlent fanatiques et casseurs. Tout est détruit et incendié : les banques, les cinémas, les cafés, les discothèques, les débits de boissons... Boulevard Élisabeth, la haute tour de verre et d'acier qui abritait l'Agence électronique brûle silencieusement ; les carrés de lumière orange de ses fenêtres lui donnent les allures d'une immense girafe de feu.

Prétendant fêter la mort du général Oveissi dont on dit que le

corps a été vu à la morgue, les manifestants obligent, sous la menace du gourdin, les automobilistes à allumer leurs phares. Ils font également descendre les occupants des voitures les plus élégantes pour leur faire crier : « *Marg bar-Chah* » [Mort au roi]. Ailleurs, un énergumène montre à l'assistance un bidon de pétrole vide dans lequel il a introduit un chien. Frappant le bidon avec un bâton, il apostrophe la foule : « Qu'est-ce que c'est ? – Un *Halabi* [bidon] ! – Et ça ? Le chien ? – Un *Pahlavi* ! » Dans la soirée, les manifestants attaquent l'ambassade de Grande-Bretagne en lançant des cailloux et en allumant des feux. Pris de panique, l'ambassadeur, sir Anthony Parsons, va se réfugier à l'ambassade de France.

Après le passage des vandales, éberlués parmi les ruines, les promeneurs, venus constater l'ampleur du désastre, découvrent les arbres de l'avenue Chah-Réza couverts de guirlandes formées par les rouleaux de papier hygiénique trouvés dans les hôtels pillés. Deux jours durant, une épaisse fumée s'élèvera au-dessus de l'emplacement du building de vingt étages de la Société du gaz. Fondu, volatilisé, anéanti, il a totalement disparu, avec les caves du vin Pakdis et l'original de l'accord de troc irano-soviétique². Durant plusieurs jours, l'air de Téhéran ajoutera à son smog habituel l'odeur âcre de la tôle brûlée et du caoutchouc fondu.

Le surlendemain, l'ambassadeur soviétique, Vladimir Mikhaïlovitch Vinogradov, sera invité, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution d'Octobre, à adresser un long message télévisé aux Iraniens. Ses verres de lunettes filtreront un étroit regard bleuté, et sa bouche vermeille et luisante laissera choir ce compliment équivoque : « L'Union soviétique admire le combat que vous menez pour votre indépendance économique. »

De nombreux observateurs sont alors convaincus que le Chah a volontairement laissé faire les vandales pour cueillir, avant qu'ils n'aient eu le temps de mûrir, les « fruits de l'opposition ». Le bruit court que la SAVAK et certains éléments du pouvoir se seraient mêlés à la foule pour l'aider à mettre le feu à l'ambassade britannique.

Avec ces nouveaux incidents, il est évident que les amabilités de Sharif-Emāmi à l'égard de l'opposition ont échoué. Certains attendent alors un exploit de la part du Chah. Avec une bonne dose d'inconscience, ils réclament de ce sexagénaire malade : « qu'il monte donc sur un cheval ! ». Désarçonné, c'est pourtant ce qu'il tente de

faire. Une ultime fois.

Le Chah se décide à jouer sa dernière carte : l'Artech. Mais au moment d'abattre l'atout, sa main va trembler.

Voyant son heure venue et constatant la désagrégation du royaume, un groupe d'officiers, à la tête desquels se trouvent les généraux Oveissi et Khosrōdad, a mis au point le « plan Khāch » destiné à faire le ménage et à sauver la monarchie. Le plan consiste à évacuer le Chah dans une zone désertique, à Khāch, une petite localité du fin fond du Baloutchistan abritant de vastes casernes que les militaires ont fait remettre en état et où ils ont entreposé un mois de vivres pour y accueillir 4 000 loyalistes³. Une fois le Chah à l'abri, les troupes d'élite de l'Artech se chargeront d'écraser l'opposition et de ramener le calme⁴. L'un des volets de ce plan implique la neutralisation du « centre de gravité » des forces adverses : l'ayatollah Khomeini⁵. Les militaires n'attendent plus qu'une occasion de mettre à exécution leur plan. Des témoins se souviennent alors d'avoir vu, au club ChahanChahi, le fringant petit général Khosrōdad, pressé d'en découdre enfin avec les mollahs, monté sur une table et criant sa fidélité au roi.

Le 5 novembre, alors que Sharif-Emāmi est sur le point de tomber, les généraux sont certains que le Chah va leur confier les rênes du gouvernement. Le souverain a fait dire à Oveissi de se tenir prêt à former un cabinet militaire. Piaffant d'impatience, Khosrōdad fait le guet au palais de Niāvarān. Tel un funambule, le Chah hésite sur une corde raide, muni d'un balancier courbé d'un côté par les contestataires et de l'autre par les militaires.

C'est le soir. La ville est à feu et à sang. Le chambellan de la Cour, Amir Aslan Afshār, raconte ces heures cruciales qui vont peser de tout leur poids dans le destin du pays : « À 18 heures, les commandants de l'armée sont venus me trouver, me demandant de porter un message au Chah. Mais finalement, ils m'accompagnent pour attendre Sa Majesté à la porte de son bureau⁶. » Lorsque le souverain apparaît, Khosrōdad lui raconte que les émeutiers bafouent l'honneur de l'armée et qu'il est temps de prendre une grande décision. Pour toute réponse, le roi dit : « Prévenez Oveissi, dites-lui que je vais avoir besoin de lui. » Puis il ajoute : « Demandez aux ambassadeurs américain et anglais de venir⁷. » Afshār téléphone aux deux diplomates pour les convoquer. Réfugié à l'ambassade de France, Anthony Parsons redoute

d'être de nouveau agressé. Afshār envoie une voiture blindée pour le chercher.

Durant le dramatique automne iranien de 1978, Parsons et Sullivan n'ont cessé de faire des allers et retours au palais de Niāvarān. Le 30 octobre, au cours de l'une de ces visites, le Chah a dit au duo inséparable : « Comme de la neige qu'on aurait jetée dans l'eau, nous sommes en train de fondre. » Parsons ajoute que leur hôte leur déclara aussi qu'il envisageait de prendre des décisions importantes, mais qu'il avait besoin de leurs conseils. Témoin des rencontres du tandem anglo-américain avec son père, le prince Réza raconte : « À la fin, il attendait que l'ambassadeur des États-Unis ou celui de Grande-Bretagne vienne à lui pour leur demander ce qu'il devait faire⁸... » Comme Gédéon et Grand Coquin, Parsons et Sullivan dissuadaient « Pino-Chah⁹ » de s'engager sur la voie qu'il s'était tracé. La sœur du roi, Ashraf, affirme que, durant l'automne 1978, l'ambassadeur Parsons encourageait le roi à organiser des élections libres en lui disant : « Même si vous perdez votre trône, vous entrerez dans l'histoire comme un dirigeant qui est demeuré fidèle à ses idéaux démocratiques¹⁰. » Il y a donc aussi un peu de Jiminy Cricket dans tout ça.

Le soir du 5 novembre, vers 20 heures, l'escorte de l'ambassadeur de Grande-Bretagne arrive à Niāvarān, suivie de la Chrysler blindée de l'ambassade américaine dont émerge le poil dru de hérisson de Sullivan. Les deux hommes s'enferment avec le Chah dans son bureau. La réunion tripartite dure une heure selon le chambellan Afshār, qui raconte : « Après cette visite et un entretien avec l'impératrice, le souverain avait changé d'avis¹¹. » Oveissi est écarté. Un certain général Azhari lui est préféré à la dernière minute. Afshār est atterré, Khosrōdad se frappe la tête de désespoir¹².

Parsons et Sullivan sont donc parvenus à dissuader le roi de mettre le destin de l'Iran entre les mains des fidèles de l'Artech. « Il est peu douteux, considère Houchang Nahāvandi, que Washington et Londres, ayant déjà fait leur choix depuis longtemps et opté pour un changement de régime en Iran, étaient opposés à l'adoption d'une position militaire ferme qui aurait pu encore sauver Mohammad Réza Chah¹³. »

Dans ses *Mémoires*, Farah reconnaît s'être également interposée contre la nomination du général Oveissi : « Le choix du général

capable de conjurer le péril, écrit-elle, a fait l'objet de consultations. Certains ont pressé mon mari d'appeler le général Oveissi, connu pour sa rigueur. Je n'y étais pas favorable¹⁴. » Elle et son entourage n'aiment ni celui que la rue a surnommé le « Boucher de Téhéran » ni son scénario « jusqu'au-boutiste » du « plan Khāch ». Désormais, au Palais, c'est l'impératrice qui tient le volant.

Le lendemain matin, Khosrōdad, qui veut encore y croire, tente désespérément de rencontrer le roi pour le faire revenir sur sa décision. Thierry Desjardins, l'envoyé spécial du *Figaro* à Téhéran, est venu interviewer le Chah. « Le Palais semble vide. Dans le salon d'attente, le général Khosrōdad se précipite vers moi : “Vous allez voir Sa Majesté ? Je vous en supplie, dites-lui de me donner un ordre d'intervenir. J'ai 11 000 parachutistes à Ispahan prêts à sauter sur Téhéran. En deux jours tout est réglé. Sinon le pays est perdu.” » Puis le Chah reçoit le journaliste dans un immense bureau. En quinze jours, note Desjardins, « il a pris dix ans ». Il est livide, voûté. Avec un sourire désabusé, Mohammad Réza lui dit : « C'est fini. Dommage, je voulais faire de l'Iran un grand pays... » Le reporter évoque ce que Khosrōdad vient de lui dire et le Chah lui répond : « Il a raison... en quarante-huit heures, on pourrait rétablir le calme... Mais dites-lui que je ne veux pas que mon fils ait un jour honte de son père... » Par les hautes baies vitrées entrouvertes, ajoute Desjardins, on entend la rumeur qui monte des bas quartiers¹⁵.

Les durs sont donc écartés, le plan Khāch est remis au placard et c'est un *ersatz* de gouvernement militaire qui sera formé à sa place. Le Chah a raison : c'est fini. Comme sa statue l'avant-veille, il s'effondre et ne se relèvera plus.

1. Personnage burlesque du folklore iranien, toujours barbouillé de noir.

2. Cet accord prévoit qu'en échange de la construction d'infrastructures industrielles, comme l'aciérie d'Ispahan, l'Iran acheminerait, par gazoduc, du pétrole brut vers l'URSS.

3. Bertrand de Castelbajac, *L'Homme qui voulait être Cyrus*, op. cit., p. 152.

4. Houchang Nahāvandi ajoute que « le nombre de victimes civiles et militaires de l'opération Khāch est évalué à une cinquantaine au maximum » (*La Révolution*, op. cit., p. 173).

5. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, op. cit., p. 326.

6. Aslan Afshār, interview à *Parto-e Iran* [Le rayon de l'Iran], no 65, février 1998.
7. Aslan Afshār, interview donnée à Alamouti, publiée dans *Nimrouz* [Midi], le 15 Bahman (4 février) 1994.
8. Le dauphin ajoute : « Il aurait dû parler, s'adresser au peuple à la télévision, dire qu'il était malade et que, par conséquent, il passait le pouvoir à ma mère et à moi-même indirectement, dans le cadre du Conseil de régence... » (Christian Malard et Alain Rodier, *Réza Pahlavi*, *op. cit.*, p. 124).
9. Sobriquet dont la presse affuble le roi aussitôt annoncée la nomination du gouvernement militaire.
10. Ashraf Pahlavi, *Jamais résignée*, Paris, La Table Ronde, 1983, p. 77.
11. Aslan Afshār, interview donnée à Alamouti, citée.
12. Aslan Afshār : « Je me rappelle très bien que le général Khosrōdad s'était frappé le crâne avec tant de force que ça a fait du bruit » (*Les Mémoires*, *op. cit.*, p. 327).
13. Houchang Nahāvandi, *La Révolution*, *op. cit.*, p. 175.
14. Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 276.
15. Thierry Desjardins, « Iran : la grande erreur du monde libre », *Le Figaro*, 1^{er} novembre 1999.

La Révolution du peuple et du Chah

Dans la nuit du 5 au 6 novembre, Sharif-Emāmi présente sa démission et, le lendemain matin, comme il l'a décidé après la visite des ambassadeurs américain et britannique, l'empereur charge le général Gholām Réza Azhari de former un gouvernement militaire de transition.

Le jour même, Azhari, jusqu'ici chef d'état-major, présente au Chah un cabinet formé de 11 ministres dont 6 sont des militaires¹. Dès sa nomination, le « cabinet militaire » est l'objet de toutes les boutades : « Un amiral, dit-on, a été nommé ministre de la Culture parce que sa femme dirige une école de ballet », le ministre des Finances est « un soudard qui sait à peine compter ». Les politiques se gaussent. Et même si, au-dehors, les journaux ont déjà affublé le souverain du sobriquet « Pino-Chah » pour dénoncer la militarisation du régime, c'est un général de pacotille qui vient d'être chargé de rétablir l'ordre et la discipline dans le pays. À Waterloo, on attendait Grouchy, ce fut Blücher², écrit Victor Hugo dans *Les Châtiments*. En Iran, les monarchistes attendaient Oveissi et ce sera Azhari, un Gamelin iranien !

Formé à l'École militaire et au National War College de Washington, le général Gholām Réza Azhari occupait un poste au CENTO, prolongement oriental de l'OTAN, avant d'être nommé chef d'état-major, poste qu'il conserve de 1971 au 6 novembre 1978. Sa réserve, sa modération et, surtout, sa bonne connaissance de l'anglais lui ont valu l'amitié des *advisers* américains. Mais Azhari, davantage palatin que connétable, a peu servi dans les rangs et a la tenace réputation de manquer de « poigne³ ». Fardoust en dresse un portrait réaliste : « Il avait de bonnes connaissances militaires mais ce n'était pas un chef. Aimable, il finissait toujours par tomber d'accord avec

son interlocuteur... C'était, à 100 %, un officier d'état-major et il n'était en aucune façon fait pour affronter des problèmes exigeant de la volonté et un esprit de décision⁴.» Avec sa tête de vieux bouledogue larmoyant, sorte de fonctionnaire en uniforme, il n'impressionne personne.

Lors de la présentation de son programme, le nouveau gouvernement ne fait aucune annonce laissant présager plus de fermeté. Malgré l'urgence de la situation, Azhari et son équipe envisagent plutôt d'entreprendre des réformes structurelles. Dans le souci de revoir, du point de vue du bon sens et de la prudence, le grand schéma économique du pays, le cabinet militaire préconise d'utiliser les immenses réserves de gaz du pays – alors estimées les plus grandes du monde –, difficilement exportables (il faut des gazoducs ou des usines de liquéfaction, puis des méthaniers et des usines de déliquéfaction), pour compléter les ressources pétrolières et remplacer avantageusement le nucléaire. Le projet n'aura pas le temps d'être mis à exécution.

Pour le reste, ce gouvernement qui n'a de martial que l'apparence et qui s'inscrit davantage dans le prolongement du cabinet Sharif-Emāmi que dans l'esprit du « plan Khāch », ne sera capable que de lâcher plus de lest. La nomination d'Azhari est d'ailleurs immédiatement assortie d'un discours de conciliation.

Le 6 novembre, à 9 heures, le Chah demande à son chambellan, Aslan Afshār, de convoquer les médias afin qu'ils se préparent à diffuser une importante allocution. Concocté dans l'entourage de Farah⁵, par son chef de cabinet Seyyed Hussein Nasr et son cousin Réza Ghotbi⁶, le texte est apporté par ces derniers en fin de matinée et enregistré, sans relecture ni modifications, à midi, au palais Niāvarān. Directeur de la Radiotélévision, Ghotbi s'occupe de coordonner la retransmission. À 13 heures, des millions d'Iraniens écoutent Mohammad Réza s'adresser à eux d'une voix sans timbre et légèrement voilée, plate et sans inflexions :

J'ai commis beaucoup d'erreurs [...]. Mais j'ai entendu la voix de votre révolution [*Man sédāyé enghelab-e choma-rā chénidam*]. [...] Le cours des événements doit être changé, je ne l'ignore pas. J'ai demandé au chef d'état-major de former un gouvernement très provisoire [...]. Chargé de

rétablir l'ordre afin de permettre la constitution d'un gouvernement civil et procéder à des élections libres [...]. Je m'engage désormais à respecter la Constitution [...]. La révolution du peuple iranien ne peut pas ne pas avoir mon approbation⁷.

Se voulant un « Je vous ai compris » gaullien, l'allocution radiophonique est en fait une déclaration d'allégeance à la révolution – pis, un acte de contrition, un aveu de faiblesse aux implications calamiteuses. Les Iraniens sont en droit de penser que le souverain prétend désormais « s'associer à *leur* révolution ». Le mot est prononcé pour la première fois par le Chah qui reconnaît également, de manière explicite, avoir outrepassé les limites de la Constitution de 1906. Et pour comble, le souverain prive le gouvernement Azhari de toute autorité en admettant, du même souffle, qu'il n'est que transitoire. L'exercice de communication est un raté monumental qui n'a d'égal que ses conséquences « désastreuses⁸ ».

Après la diffusion du discours, dans l'après-midi, le Chah demande à Afshār de téléphoner à l'ambassade des États-Unis pour recueillir les impressions de Sullivan : celui-ci botte en touche en répondant que les services consulaires... n'ont pas encore achevé la traduction de l'allocution. En revanche, M^e Lahidji – un opposant farouche – fait savoir qu'il trouve ça « très bien » (!). Immédiatement, Khomeini répond avec violence. S'adressant depuis Paris à « celui qui a transformé nos universités en abattoirs », l'ayatollah augure sa fin prochaine et appelle à un soulèvement général.

Beaucoup plus tard, en exil, le Chah ruminera ses remords. Ceux d'avoir accepté de prononcer ce discours dans lequel il a, malgré lui, apporté sa caution à la Révolution. Il en fera, affirme Ahmad-Ali Ansari, d'amers reproches à la reine : « Ce discours inopportun, ce sont vos amis qui, par ruse, l'ont mis entre mes mains et je l'ai lu sans avoir eu le temps d'en prendre connaissance⁹. » Honteux et confus, le monarque jurera alors, mais un peu tard, qu'on ne l'y prendrait plus¹⁰.

Dans la foulée de son discours catastrophique du 6 novembre, le Chah, qui veut montrer qu'il n'a pas parlé en l'air, ordonne une vaste épuration ciblant les personnalités du régime. Le souverain justifie cette décision en expliquant qu'il s'agit de « donner des gages à l'opposition¹¹ ».

Les dernières vingt-quatre heures ont donc été particulièrement fatidiques : au lieu du coup d'État militaire qu'attendaient certains, Mohammad Réza se tourne vers un général d'opérette pour former un nouveau gouvernement. Puis il fait une déclaration d'allégeance à la Révolution avant de se retourner contre ses anciens serviteurs et de les condamner au purgatoire. Autant que l'incendie du Rex ou le Vendredi noir, cette journée est un point de bascule, celui où, selon l'expression de l'ambassadeur du Royaume-Uni, « le ballon s'est envolé ».

Le 8 novembre, quarante-huit heures après l'annonce de la purge, une douzaine de personnalités politiques sont arrêtées à leur domicile. Parmi celles-ci : Dariouch Homāyoun, le ministre Azmoun – qui, dit-on, « voulait renverser le Trône » et n'était qu'un « agent égyptien » –, Valian¹², le gouverneur abhorré du Khorāsān, et le général Nassiri, le redouté responsable de la SAVAK, capturé à son retour du Pakistan. Sous le coup d'une inculpation lui aussi, le général Khādēmi, directeur d'Iran Air, ancien as de l'aviation auquel on reproche surtout d'être bahaï, préfère le suicide au déshonneur¹³. On prétend qu'il aurait été assassiné¹⁴. L'arrestation de Nassiri amuse. Et l'on raconte cette anecdote : « Sire, aurait dit au Chah le sinistre général, faites-moi ce que vous voulez mais, de grâce, ne me livrez pas aux tortionnaires de la SAVAK ! »

Mais l'arrestation la plus marquante est celle d'Amir-Abbās Hoveida, l'homme à la pipe, qui symbolise les insouciantes années et l'autosatisfaction du régime, maintenant prisonnier du système qu'il a aidé à édifier.

Quelques jours auparavant, le souverain avait réuni une cellule de crise au Palais. Ils sont une dizaine, choisis pour leur indépendance d'esprit et leur « liberté de parole » comme le général Pākṛavān, Nahāvandi ou Pirasteh, ancien ministre de l'intérieur et partisan de la fermeté. À leurs côtés, une figure insolite, celle du docteur Sāedi, qui sort à peine de prison¹⁵. Les enjeux sont considérables. L'ambiance est tendue¹⁶. À ses conseillers, le Chah soumet une question dramatique qui, de toute évidence, le tourmente : « Faut-il arrêter Hoveida ? » Tour de table. Les avis sont partagés. Murmures. Hésitation. Le silence gêné est soudain déchiré par la sonnerie du téléphone. Le Chah décroche et, se tournant vers ses interlocuteurs, déclare : « On me dit que cette arrestation s'impose davantage que le pain du soir ». À

l'autre bout du fil, Moghaddam, le chef de la Savak, vient probablement de faire pencher la balance. Durant ces heures fatidiques, d'autres protagonistes sont également intervenus pour peser sur la décision.

Le 7, la veille de ces incarcérations, le pénible et discourtois ambassadeur anglais Anthony Parsons est retourné au Palais. Le Chah lui annonce alors que le gouvernement militaire nouvellement formé est sur le point de procéder à l'arrestation de Nassiri et réclame celle d'Hoveida. Parsons lui répond : « Votre Majesté sait les liens d'amitié qui m'attachent à Hoveida depuis vingt ans. Mais là n'est pas la question. Arrêter Hoveida qui a été durant treize ans votre Premier ministre reviendrait à vous arrêter vous-même. » Le Chah marmonne quelques mots inintelligibles, puis change de sujet... Parsons raconte qu'il avait téléphoné à Hoveida pour lui dire que quelque chose se tramait contre lui et lui conseiller de fuir : « Hoveida se contenta de rire – Mon cher Tony, je suis un Iranien et je n'ai rien fait dont je puisse avoir honte. Je n'ai pas la moindre intention de m'enfuir. Si l'on m'intente un procès, j'aurai plein de choses à dire. De toute façon, j'ai une masse de romans policiers à lire et je resterai ici jusqu'à ce que je les ai terminés¹⁷. » Durant l'été, il avait déjà répondu à l'émissaire de Chaban-Delmas qui lui proposait de venir se réfugier en France qu'il ne comptait pas quitter l'Iran.

Le soir du 8 novembre, le général Rahimi-Laridjani se présente, avec deux autres officiers, à la résidence des Hoveida. L'ancien Premier ministre, déjà informé de son arrestation, leur offre un verre et les invite à dîner¹⁸. Avant que l'on frappe à sa porte, le Chah lui a parlé au téléphone et lui a dit qu'il allait être conduit en un endroit « où [s]a sécurité sera assurée ». On a donné à Hoveida le temps de réunir quelques affaires, surtout des livres. Ali Ghaffari et Férechté Encha qui sont à ses côtés disent qu'il est resté très calme. À la fin du dîner, il est conduit à la prison de Djamchidié où il rejoint Valian, Homāyoun, Nassiri et les autres.

Jusqu'au bout, Hoveida est demeuré convaincu des bien-fondés de la Révolution blanche. En septembre, alors ministre de la Cour, à Saad-Abad, dans le palais occupé autrefois par Teymour Bakhtiar, il analysait toujours, en pleine fièvre révolutionnaire, les événements d'Iran comme une crise de civilisation. Enfoncé dans la moleskine moelleuse de son fauteuil, orchidée à la boutonnière, le geste

impatience, avec foi et fièvre il expliquait aux reporters venus l'interroger qu'il n'y avait là que les inévitables éclaboussures qui accompagnent l'effort nécessaire de modernisation : « Les difficultés sont incontournables, a-t-il l'honnêteté de leur dire, lorsqu'on largue les amarres du néolithique pour entrer dans le ^{XXI}e siècle. » De cet amas de chairs molles jaillissait encore, comme d'une lampe à huile, la flamme brillante d'une pensée lumineuse. Homme des Lumières, il est maintenant happé par les ténèbres.

La nouvelle de l'emprisonnement d'Hoveida fait sensation. Une caricature parue dans *Ātech* [Le feu] illustre en deux dessins cette déchéance : sur le premier il paraît pimpant, l'orchidée à la boutonnière, les coins de la bouche relevés – c'est le masque de la Comédie. Sur le second l'orchidée est épinglée, défraîchie, sur une tenue de bagnard, l'arc de la bouche renversé – c'est le masque de la Tragédie. Pauvre Hoveida. On l'avait engagé pour une opérette et le spectacle est en train de se muer en drame shakespearien. Ce n'est rien encore : il s'achèvera en Grand-Guignol !

À celles de grands noms illustres – anciennes figures du régime et bientôt figures d'ancien régime – s'ajouteront, au cours du mois de novembre, de nombreuses incarcérations dont celle de Nikpay, le maire honni de Téhéran, et bien d'autres. C'est le régime tel qu'on l'avait connu jusqu'alors qui est épuré, de l'intérieur, par le Chah lui-même. En abattant ses piliers, il accélère son prochain écroulement. Le 17 novembre, le nouveau ministre de la Justice fera savoir que le procès des « ministres corrompus » sera public et que l'instruction sera confiée à l'Inspection impériale, institution récemment dissoute mais recréée pour l'occasion. Horrifiées de se retrouver ensemble sur le banc des accusés et d'être assimilées les unes aux autres, les victimes de la purge se chamaillent en prison. Certains en viennent aux mains.

Le châtiment des corrompus, principal effet du « ralliement » du Chah à la Révolution populaire, consiste, selon la presse – ou du moins ce qu'il en reste –, à punir ceux qui « pendant quatorze ans ont pillé le pays ». Dès lors, ce que l'on serait tenté d'appeler la *Révolution du peuple et du Chah* supplante la *Révolution du Chah et du peuple* – l'autre titre de la Révolution blanche maintenant défunte. C'est, en quelque sorte, le couronnement de « Louis-Philippe Pahlavi », « roi des Iraniens ». Mais, politiquement, tous ces gestes de conciliation envers les ennemis du régime sont non seulement des erreurs, mais aussi des

échecs retentissants. Nahāvandi s'interroge : « Était-ce le rôle d'un gouvernement militaire de donner des gages à l'opposition¹⁹ ? » Une chose est certaine : ni la substitution d'Oveissi par Azhari, ni le discours de ralliement du Chah, ni même l'arrestation des dignitaires du régime n'ont contribué à éteindre le feu révolutionnaire. Bien au contraire. « Les pleurs du kebab, dit-on en persan, attisent les flammes » (proverbe persan).

Redoublant d'ardeur, Khomeini condamne de plus belle le régime du Chah et sa nouvelle équipe militaire. De Neauphle-le-Château, à travers le porte-voix des médias occidentaux, l'ayatollah clame maintenant : « Désobéir au gouvernement militaire est un devoir. Renverser le régime détestable des Pahlavi est un devoir... Tuer et être tué, quand on suit la voie d'Allah, apporte le Salut ! » Il prêche la désertion et la grève fiscale. À 3 000 kilomètres de distance, il téléguide avec aisance la Révolution qui, désormais, est devenue sienne.

Dès le 7 novembre, à l'appel du Guide, une foule de gens vêtus de linceuls brave la loi martiale et se dirige place Chapour vers un véritable rendez-vous de la mort. La réaction du gouvernement militaire est cinglante : il y a une quarantaine de victimes. Les coups de feu en l'air n'ayant plus d'effet, le Chah a suggéré qu'« on leur tire dans les jambes ! »

Le 14 novembre, le pays est parcouru par un nouvel accès de fièvre révolutionnaire. Il y a des morts au Bāzār de Téhéran et le Télé-Star, emblème des années de modernisation, est détruit. Le 25, plusieurs centaines de milliers de personnes manifestent dans la ville sainte de Machhad. Certains manifestants sont poursuivis à coups de mitraillette jusque dans l'enceinte du sanctuaire religieux abritant le tombeau de l'imam Réza.

Devant ce déferlement de violence, la nouvelle équipe demeure parfaitement impuissante, prise en tenailles dans les tentacules de la Révolution. Partout, la foule brave le gouvernement militaire presque aussi facilement que celui du fragile Sharif-Emāmi. Venu pour faire peur, Azhari supplie, pleurniche. Surtout, il cède du terrain en continuant à donner des gages aux révolutionnaires. En quête de légitimité, son gouvernement accuse les deux directeurs américains de la société Electronic Data System (EDS) – celle qui a informatisé la sécurité sociale iranienne – de collusion avec l'ancien ministre de

l'Hygiène, Cheikoleslam Zadeh. Les deux Américains sont jetés en prison. Là, ils retrouvent Réza Neghabat, ex-ministre délégué, chargé de la sécurité sociale au ministère de l'Hygiène, qui leur explique : « Le Chah a fait de nous des boucs émissaires afin de montrer aux masses qu'il punit vraiment la corruption²⁰. »

Le 17 novembre, faute de contre-manifestants, Azhari fait défiler l'Artech. Mais le résultat est pitoyable. Tout a l'air factice. Le matin, des monarchistes et des officiers de la Garde, en civil, imitant les méthodes de leurs adversaires, contraignent les automobilistes à allumer leurs phares. Le défilé des blindés dans la ville désertée n'est pas sans rappeler la traversée de Paris par la Wehrmacht. Les soldats sont applaudis par quelques groupes de civils enthousiastes... sans doute leurs parents. Une vieille femme embrasse un tank sous les flashes des photographes officiels. On trace sur les murs quelques « Vive le roi » à la feuille d'or. Des agents de la SAVAK viennent embrasser les soldats et placer des œillets dans les canons de leurs fusils. Et c'est tout.

Quand il ne chasse pas les corrompus ou n'organise pas des cortèges de carton-pâte, Azhari se commet en d'interminables péroraisons. Le 22 novembre, surmontant son asthme, le général se présente au Majless. Deux heures durant, il lance un vibrant appel au patriotisme et à la défense de la nation, interrompu, pendant quelques instants, par une fausse alerte d'incendie²¹... Reprenant le fil de son discours, Azhari déclare, donc, que le devoir d'un soldat – « l'être le plus noble puisqu'il n'a aucun intérêt à tuer celui qu'il tue » – est de défendre son pays contre l'étranger qui « aujourd'hui attaque du dedans ». Le généralissime ajoute, non sans une certaine prescience, que le combat qu'il livre, dans la rue, « fait déjà partie de la Troisième Guerre mondiale ».

Pour le reste, le gouvernement militaire de Gholām Réza Azhari entame, durant la première quinzaine de décembre, la liquidation de la Révolution blanche. Le 7, le ministre de la Justice, un certain Nadjafi, annonce que la « loi de protection de la famille » est amendée afin que l'âge minimal du mariage soit abaissé de deux ans : « Chaque mois, explique-t-il, rien qu'à Téhéran, 3 000 jeunes filles envahissent nos locaux pour demander une dispense. » Le 12 novembre, les avortements sont interdits. Le 14, un député demande au Majless que les « Sociétés anonymes agricoles » soient dissoutes. Le 20, on annonce

que les sommes consacrées à la distribution d'aliments gratuits aux écoliers serviront désormais à la construction d'écoles rurales. La Révolution blanche part en lambeaux.

Pendant ce temps, le bubon révolutionnaire enfle et prolifère.

Le 28 novembre, les révolutionnaires lancent une nouvelle bombe incendiaire, mais cette fois sous la forme d'une liste, publiée par des employés de la Banque centrale, énumérant des personnalités ayant exporté des fonds à l'étranger.

L'opinion publique est scandalisée. Les sommes en question sont astronomiques, des millions, même si la devise dans laquelle elles s'expriment – rials, tomans ou dollars – n'est pas clairement établie. Toute la classe politique est éclaboussée. Parmi les noms cités, trois Pahlavi-Nia (les enfants de la princesse Ashraf), « l'incorruptible » général Fardoust, le général Hachémi-Néjād, chef de la Garde impériale, et puis, pêle-mêle, l'imam Djomeh, le grand chapelain de la Cour, Houchang Nahāvandi, chef du Bureau de la reine, l'extravagant Ardéchir Zāhédi, Khayyāmi, le « Ford iranien²² », les grands administrateurs de l'industrie pétrolière : Ansari, Fallah, Amouzegar, des intellectuels comme Farrokh Ghaffari, le très raffiné créateur du festival de Chiraz, ou des médecins tel Fereidoun Alā, « gentleman hématalogue ». Mme Mossāheb, elle aussi épinglée, sanglote à la tribune du Sénat. La liste des devises expédiées dans les banques suisses, américaines, israéliennes est recopiée, photocopiée, polycopiée, affichée dans les mosquées. L'intention, évidente, est de discréditer davantage encore les classes dirigeantes déjà impliquées dans plusieurs scandales financiers. Qu'importe que la pratique de transfert de fonds ne soit pas tout à fait illégale ou que la liste soit truffée d'inepties²³, le scandale n'en est pas moins énorme. L'effet escompté a été produit et rien ne l'effacera.

Les militaires ayant rétabli la censure, les médias ont cessé de paraître. L'armée occupe le siège de la Radiotélévision nationale iranienne. Le syndicat des journalistes proteste en faisant distribuer un tract sur lequel les deux lions de la RTNI apparaissent casqués et armés jusqu'aux dents. Quelques feuilles *ersatz* aux titres ronflants, commanditées par de richissimes loyalistes, prétendent combler le vide créé par la disparition des grands quotidiens. Du plus connu, *Ātech* [Le feu], on dit qu'il « suffit pour l'éteindre de pisser dessus ! ».

Au début novembre, la nomination du cabinet Azhari a brièvement

apaisé la révolte. La grève a semblé marquer le pas. Il y a eu une légère reprise du travail. Mais en quelques jours, l'« effet Azhari » s'est dissipé. Le discours du Chah et la « chasse aux sorcières » n'ont pas eu l'effet escompté. En vérité, constate Nahāvandi, il n'y a pas eu de « recours à l'armée²⁴ ». C'était une mascarade. Mais le régime, lui, est bel et bien perdu.

Sur les ondes de la BBC, Khomeini promet 300 000 dollars aux journalistes pour qu'ils poursuivent leur grève.

1. Outre Azhari qui détient lui-même le portefeuille de la Défense, on retrouve : le général Gholām-Ali Oveissi, le gouverneur militaire, cantonné au ministère du Travail et des Affaires sociales ; le lieutenant général Nasser Moghaddam (chef de la Sécurité et ministre de l'Énergie) ; le général Abbās Gharabaghi (ministre de l'Intérieur) ; le lieutenant général Abdol Hassan Saadatmand (Logement et Développement) ; Amir Khosrō Afshār (Affaires étrangères) ; Mohammad Réza Amin (Industrie) et Karim Motamedi (Postes et Télécommunications).

2. La phrase exacte est : « Soudain, joyeux, il dit “Grouchy !” – C'était Blücher », dans *Les Châtiments* (livre 5, XIII, II).

3. Houchang Nahāvandi, *La Révolution*, *op. cit.*, p. 175.

4. Hussein Fardoust, *Zohour*, *op. cit.*, p. 589.

5. D'ordinaire, les discours du Chah étaient écrits par Chodjaeddine Chafā.

6. Directeur de la RTNI, « Ghotbi était un ingénieur formé en France qui, d'un point de vue technique, connaissait à fond son travail » (Hassan Chahbaz, *Ghorour va Massibat* [Orgueil et catastrophe], Los Angeles, Rahavar, 1997, p. 134).

7. Aslan Afshār, interview donnée à *Parto-e Iran*, citée.

8. Houchang Nahāvandi, *La Révolution*, *op. cit.*, p. 175.

9. Ahmad-Ali Ansari, *Man va Khāndan-e Pahlavi*, *op. cit.*, p. 99.

10. Déjà, en 1974, le Négus avait fait pareil. Avant que son pays n'entre dans son calvaire et d'être lui-même étouffé entre deux matelas, Haïlé Sélassié avait déclaré : « J'aime mon peuple. Mon peuple aime la révolution. J'aime la révolution. »

11. Mohammad Réza Pahlavi, *Réponse*, *op. cit.*, p. 236.

12. Responsable des Coopératives agricoles, puis gouverneur de Machad, où il scandalisa en rasant le quartier qui entourait le mausolée de l'imam Réza, le colonel Valian arborait une moustache de sapeur.

13. Khādémi est un personnage énergique et intègre. Son nom restera attaché à la création d'Iran Air : ses ennemis prétendent qu'il a fait de la compagnie nationale une entreprise bahaïe, qui verse 5 % du prix de chaque billet à la propagande bahaïe en Afrique.

14. Mettant en doute la thèse du suicide, sa veuve affirme qu'il a plutôt été

assassiné par des individus qui se sont introduits chez eux déguisés en employés du gaz.

15. Sāedi témoignera plus tard de l'état d'esprit qui régnait : « Jusqu'ici on nous interdisait de parler mais ceux qui s'apprêtaient à s'emparer du pouvoir promettaient de nous poursuivre jusqu'aux toilettes ! »

16. Rentré chez lui, Pakravan dit à sa femme à propos du chah : « Il me fait l'effet d'un noyer qui s'agrippe à moi ».

17. William Shawcross, *Le Shah*, *op. cit.*, p. 235.

18. Moins hospitalière que son mari, Leila [Lily] leur reproche d'avoir détruit le pays : « “Vous avez chié sur l'Iran, et dans un entonnoir en plus, pour être sûrs que rien ne se perdrait” ; à la fin du dîner ils emmenèrent Hoveida » (cité in *ibid.*, p. 236).

19. Houchang Nahāvandi, *La Révolution*, *op. cit.*, p. 177.

20. Finalement, c'est la foule qui, le dimanche 11 février 1979, libérera les deux Américains en ouvrant les portes de la prison Ghasr.

21. On avait cru que quelqu'un avait voulu incendier le Parlement. Une rapide enquête fit apparaître qu'il s'agissait du poêle du portier qui s'était enflammé !

22. Khayyāmi est le concepteur de la Peykān, modèle Hilman, montée en Iran avec – c'est une première – des pièces fabriquées sur place.

23. Parmi les expéditeurs de fonds, certains étaient déjà morts au moment des versements ; un seul des enfants de la princesse Ashraf, né d'un premier mariage, porte le nom de Pahlavi-Nia ; le Dr Amini dont il est question, et dont le prénom a été omis, n'est pas l'ancien Premier ministre, etc.

24. Houchang Nahāvandi, *La Révolution*, *op. cit.*, p. 178.

Moharram, Achoura et Noël 1978

Les deuils qui se sont accumulés depuis les incidents de Tabriz et le cycle de violence qu'ils ont alimenté tout au long de l'année culminent avec le Moharram, le premier mois du calendrier musulman et la période de l'année la plus sacrée pour les chiites. Les dix derniers jours de ce mois expiatoire, qui s'achève avec les fêtes de la Tessouā et de l'Achoura, promettent d'être particulièrement tendus¹. Tous les ingrédients d'une escalade de violence sont réunis.

Historiquement, la célébration collective de cette « marche à la mort » correspond souvent, dans le monde chiite, à une exacerbation des tensions politiques. Ceux qui ont connu les exaltations du Moharram se souviennent que la passion de l'imam Hussein autorise tous les débordements. En ce mois de décembre 1978, c'est le cas de la veuve balte, nonagénaire, de l'ancien Premier ministre du Chah, Mohammad Sâed, qui prévient ses proches : « Attention à *Chah sey ! Vah sey !* » (déformation, par les Russes vivant au Caucase, de l'incantation hurlée par les chiites : *Chah Hussein ! Ya Hussein !*). Cette âpre clameur qu'elle avait entendue pour la première fois hurlée par les pénitents chiites de Bakou, soixante-dix ans plus tôt, était pour elle synonyme de mutinerie et d'excès.

À la fin du mois de novembre, au cours duquel la nuit dévore le jour, les monarchistes voient arriver les deuils du Moharram comme un dénouement funeste. Les autorités militaires ont annoncé un maximum de précautions : le couvre-feu est ramené à 6 heures de l'après-midi et durera quarante-huit heures pour l'Achoura. Se souvenant que les conscrits, au lieu de les prévenir, s'étaient souvent mêlés aux mutineries de la foule², le gouvernement Azhari a confié en grand secret le maintien de l'ordre, dans les avenues de la capitale, non pas à de simples soldats, mais aux cadets de l'École de guerre. Se

resserrant autour du régime, le carré des fidèles se prépare au choc³.

Dans l'autre camp aussi le rendez-vous du Moharram est attendu dans la fébrilité. Les célébrations ont été planifiées pour susciter un maximum de mobilisation et produire le plus fort impact possible. En prévision de cette échéance, les religieux ont stocké dans certaines mosquées du riz, des bidons d'huile, des sacs de ciment, des congélateurs, mais aussi de quoi se battre, du matériel pour fabriquer des cocktails Molotov, des kalachnikovs et des munitions⁴. Il n'y a parfois plus de place pour prier, mais tout est prêt pour passer à l'action. De part et d'autre, la fin du mois de novembre a été vécue comme une veillée d'armes.

Le 1^{er} décembre au soir, au moment où le crépuscule engendre la première journée de deuil – ou plutôt sa première nuit –, de nombreux Téhéranais se laissent enfermer dans les mosquées puis, bravant le couvre-feu, sortent pour se livrer à une ronde nocturne. L'armée ouvre le feu, il y a de nombreux morts – mille selon Radio Moscou... qui cite Reuter. Le lendemain soir, les défilés se mettent de nouveau en marche. Les affrontements avec les forces de l'ordre font de nouvelles victimes. Voici venu le temps de la détresse. S'installe dans la ville une atmosphère d'hystérie glacée, ponctuée par le cri déchirant des ambulances. La révolution est au rendez-vous du mois de deuil.

Triple chape de la nuit, de l'émeute et du fanatisme. Chaque soir, à la tombée du soleil, un million d'hommes, de femmes et d'enfants montent sur les terrasses et hurlent à la mort. Les autres habitants de Téhéran, calfeutrés chez eux, entendent ces lugubres choristes entonner leur interminable chapelet sonore – *Lā-Ellā-el-Allāh* – qui alterne avec les *Yā-Hussein* [Avec l'aide d'Hussein] et le crépitement des mitraillettes. Debout sur l'une de ces terrasses, le journaliste français Marc Kravetz, qui demande pourquoi les gens de toute obédience politique reprennent machinalement ces incantations religieuses, reçoit une leçon de révolution à l'iranienne : « Si tu t'étonnes d'entendre des marxistes crier *Allāh-ō-Akbar* !, c'est que tu n'as rien compris. Il ne s'agit pas d'un slogan religieux, c'est le cri du peuple. Nous aurions pu ânonner des mots d'ordre marxistes pendant un siècle, multiplier les journaux et les tracts clandestins, affirmer nos analyses, comme les plus courageux d'entre nous, aller flinguer quelques Savakis, ou poser un pain de plastique devant je ne sais quel bureau impérial, le Chah serait encore là et il le serait pour

longtemps. » Khomeini l'a compris avant quiconque. L'islam politique est une arme. La meilleure contre le régime. Ce glaive est maintenant sorti de son fourreau. Plus rien ni personne ne pourra désormais l'y faire rentrer.

Dès les premières nuits du mois du calvaire, la guérilla urbaine qui voit s'affronter les contestataires et les forces de l'ordre se double d'une guerre psychologique d'un nouveau genre. Celle-ci a été minutieusement orchestrée par les dirigeants de la contestation. Tout commence, aux quatre coins de Téhéran, à la même minute – grâce, on l'apprendra plus tard, au signal d'une lumière qui, du haut de l'Alborz, clignote trois fois, soutenue par un fond sonore alimenté avec des magnétophones disséminés un peu partout et branchés sur de puissants haut-parleurs. Pour chaque pâté de maisons, il y a un « chef des chœurs » muni d'un porte-voix. Les révolutionnaires démontrent une nouvelle fois qu'ils ont su mettre au service de leurs valeurs ancestrales les technologies de communication les plus modernes.

Débordés par cette guérilla sonore, les autorités tentent de la discréditer en en soulignant le caractère artificiel. Le général Azhari, contre le gouvernement duquel trois motions de censure viennent d'être déposées au Majless, dénonce une « mise en scène » lorsqu'il vient s'expliquer au Sénat sur les fusillades : « Le premier soir, j'ai entendu des coups de feu et des clameurs. Je suis sorti et, à la lumière des étoiles, j'ai regardé. Je n'ai rien vu. Comme je porte des lunettes, j'ai demandé à ma femme et à mes enfants de mieux regarder. Ils n'ont rien vu non plus [...]. On a jeté de la poudre rouge dans les caniveaux de la ville pour faire croire qu'ils charriaient du sang. »

Les allégations de la présidence du Conseil exaspèrent les « chanteurs » du clair de lune. La troisième nuit, les habitants du quartier de l'avenue Aryamehr entendront très distinctement un individu crier : « Fils de chien ! Ça aussi c'est un enregistrement ? » Surtout, les témoins ne peuvent que constater la réalité du soulèvement populaire : les journalistes qui, accourus après la fusillade du 2 décembre à la place Sartchechméh, près du Bāzār, voient les employés de la voirie laver le sang à grands jets d'eau.

Durant cette guerre des nerfs du Moharram, l'inquiétude change définitivement de camp.

Dans la grande métropole *high-tech* qu'est devenue Téhéran, soudain rendue au fanatisme originel, la psychose s'empare des

mauvais musulmans ou de ceux qui ne le sont pas. À la veille du dernier week-end du mois saint, la plupart des étrangers sont rapatriés. Les avions, bondés, emportent vers l'Europe et l'Amérique du Nord les « rats » les plus prudents, les plus gras et les plus riches. Les ressortissants italiens sont évacués dans le cadre d'un plan à partir de trois villes : Téhéran, Abadan et Bandar-Abbās. On aurait même aperçu alors sur les aéroports de ces trois villes, venus « exfiltrer » leurs concitoyens, des *carabinieri* en uniforme. D'autres se murent chez eux et se préparent à soutenir le siège. Une femme russe s'enferme dans sa cave avec des provisions pour plusieurs mois. Les « provisions du cercueil », ainsi que disent les siens. Comme s'il fallait tenir le siège de Stalingrad.

Et l'on dirait que Téhéran, sous les velums noirs et bavards, s'enfonce dans les vapeurs opaques et mélancoliques : brume grise du temps, silence de la nuit déchiré par les lugubres clameurs – verbales ou enregistrées.

Dans la noirceur du solstice hivernal, les rumeurs les plus diverses se répandent, venant d'Iran ou de l'étranger. Le 3 décembre, la presse américaine rapporte que Hussein, le roi de Jordanie, aurait proposé d'aller voir Khomeini de la part du Chah, le jour de l'Achoura, pour tenter de négocier un compromis. À Téhéran, certains disent que le souverain iranien se prépare à quitter l'Iran pour se réfugier à Aman. D'autres prétendent que la SAVAK planifie une opération pour aller chercher Khomeini par la peau du cou. Le 4, France Inter annonce que l'ingénieur Sharif-Emāmi formera le premier Conseil de régence, etc.

Les deux grands défilés prévus pour le 10 et le 11, points culminants du Moharram, auront valeur de test pour le régime. Le gouverneur militaire de Téhéran, Oveissi, a mis en garde leurs organisateurs contre tout débordement. Les généraux Rahimi et Khosrōdad font planer la menace d'intervention de la brigade de paracommandos de Chiraz et une unité de chars lourds est positionnée aux alentours de la capitale. Mais, au dernier moment, le Palais et la présidence du Conseil [*Nakhostvaziri*] annoncent que les manifestations pourront avoir lieu « sans restriction ». On apprend qu'Ali Amini et le sociologue Ehsān Narāghi ont servi d'intermédiaires entre le pouvoir et les organisateurs des défilés de la Tessouā et de l'Achoura. Ils auraient obtenu des garanties des deux parties pour que tout se passe dans le calme la semaine suivante. « Sur l'intervention de

quelques personnalités “soucieuses d’apaisement”, les ambassadeurs des États-Unis et de Grande-Bretagne et, semble-t-il, l’entourage de la Chahbanou, Mohammad Réza vient encore de reculer⁶», écrit Nahāvandi.

Dans ce climat d’incertitude et devant l’inanité de la dissuasion militaire, la nervosité s’installe au sein de l’armée. Le 5, le général Oveissi, officiellement victime d’un « dérangement cardiaque », mais en vérité radicalement hostile aux faiblesses du gouvernement Azhari qui vient de libérer Sandjabi et tolère les violations de la loi martiale, quitte l’Iran à bord d’un appareil de la British Airways. Il est remplacé par le lieutenant général Mehdi Rahimi⁷. Le 7, Bani-Ahmad, le trublion du Majless, accusé d’escroquerie et d’abus de pouvoir – notamment de s’être approprié les rivages nationalisés d’un lac près de Tabriz –, riposte en divulguant l’information selon laquelle un régiment a été spécialement conçu pour la répression et regroupé autour de la capitale. Le député prétend que ce régiment, baptisé *Djānbāz* et formé des éléments les plus combattifs de l’Artech, a été cantonné dans la prison de Sorkh-é Hessar, à proximité de Téhéran, pour intervenir et prêter main-forte à la répression en cas de débordement. Le général Azhari donne ordre que tous les militaires restent cantonnés dans leurs baraquements. L’armée ne désobéira pas.

Des mesures de sécurité et de prévention draconiennes ont été prises mais, de plus en plus, les forces de l’ordre perdent l’initiative. Au début du Moharram, le général Azhari, magnanime, avait offert à l’ayatollah Khomeini de rentrer en Iran. Mais maintenant que ce dernier annonce qu’il « viendrait du ciel », l’idée de l’effet que produirait une telle apparition, parmi les centaines de milliers de manifestants conviés à se réunir place Chahyād, affole les autorités. Tous les aéroports d’Iran sont bouclés pour quarante-huit heures. Sage précaution puisque, la veille du grand jour, on apprend qu’un avion particulier a été effectivement loué à Paris pour ramener l’ayatollah...

Finalement arrive la Tessouā, neuvième jour du Moharram et veille de l’Achoura. Cette journée consacrée à Abbās ibn Ali, le général en chef de l’imam Hussein, est l’occasion d’un vaste rassemblement de la contestation antirégime. Y participent les opposants de tous horizons, des mollahs mais aussi des marxistes athées, des étrangers et même des gens de pouvoir. Comme à l’Ayd-é Fetr, la foule, cet animal à mille pattes, s’est mise en marche, drainant l’âme grégaire des

Iraniens vers les grands défilés du Moharram. Au loin, Khomeini joue les Panurges⁸.

Le soir du 10 décembre, les autorités militaires poussent un soupir de soulagement. Elles sont rassurées de constater que le défilé de la Tessouā, organisé par le Front national, s'est déroulé dans l'ordre et le calme. Mais il a aussi rassemblé un nombre considérable de manifestants estimés par Radio Moscou à deux millions de personnes, « soit à peu près la moitié de la population de la capitale ». C'est de mauvais augure pour le rassemblement de l'Achoura, prévu le lendemain, qui, s'il est également couru, pourrait constituer le test de trop pour le régime mourant du Chah.

*

Le 11 décembre 1978, à l'appel de l'ayatollah Taleghāni, arrivé sur une chaise à porteurs⁹, la grande marche de l'Achoura rassemble, malgré le mauvais temps, une foule immense : 1 million de personnes selon les agences de presse occidentales, 1,5 million d'après Radio Moscou. Comme la veille, durant la Tessouā, le défilé de l'Achoura qui aurait dû être une procession religieuse marquant la fin du Moharram se mue en manifestation politique monstre.

Habituellement, l'Achoura est marquée par des autoflagellations et des rites pittoresques. Pour se rappeler les douleurs qu'a subies l'imam Hussein, les pèlerins se martèlent la poitrine ou se frappent le dos jusqu'au sang à l'aide de rameaux ou de chaînes. Mais, ce jour-là, les convulsionnaires cèdent le pas aux activistes politiques. Dans le cortège, les références gauchistes le disputent aux pratiques religieuses. Les manifestants ont reçu consigne de brandir le poing, interrompant de 90 degrés l'ancestrale trajectoire qui, depuis toujours, fait aboutir ce poing contre la poitrine de son propriétaire. On note aussi l'apparition de drapeaux rouges, censés représenter le sang d'Hussein, à côté des vieilles oriflammes noires des chiites. L'intelligentsia progressiste est ravie de voir donner une signification nouvelle aux vieux rites sauvages d'un peuple masochiste. L'espace d'une journée, l'Iran semble avoir enterré son chiisme pénitent.

L'événement réunit une foule bigarrée. Beaucoup d'élégants fumant force cigarettes ; des féministes, des épouses étrangères, l'une d'elles, la veuve languedocienne d'un député du Chah, aperçue sous les plis de son tchador ; en haut d'un mur, un individu qui tient un

chaton au collier duquel il a accroché cette pancarte : « Vive Khomeini ! » Tout le monde est venu : aux côtés des ouvriers, des mollahs et des étudiants se retrouvent des diplomates occidentaux, la femme de Rouhāni, un des ministres bahaïs emprisonnés pour corruption, et le propre beau-fils du Chah, le fameux Khosrō Djahānbāni !

Au milieu des Iraniens, des ressortissants étrangers défilent aussi, hypnotisés, pétrifiés, quand ils n'applaudissent pas... Le chercheur Bernard Hourcade se souvient : « Durant la manifestation de l'Achoura, j'ai retrouvé, place Vali-Ahd, mon ami Yann Richard qui enseigne aujourd'hui à la Sorbonne et nous nous sommes dit : Nom de Dieu, ça a d'la gueule¹⁰ ! » Au premier rang de l'orchestre médiatique, éblouie par les feux de la rampe, la petite-fille d'un sultan, Kénizé Mourad, et le fils d'un attaché militaire qui avait passé son enfance en Iran, Pierre Blanchet. Leur emboîtant le pas, les intellectuels de tous bords se laissent aussi emporter par la fièvre collective de l'Achoura¹¹, abdiquant tout discernement. Aucun ou presque n'échappe à ce sortilège et les plus rationnels idéalisent, ceux à l'esprit le plus fort subliment la *praxis*¹².

Un dicton iranien ne dit-il pas : « Rejoins la masse, si tu crains le scandale » ? Beaucoup d'Iraniens ont participé à cette grande marche comme à une grande kermesse rappelant le traditionnel pique-nique du Sizdah-Bédar¹³. D'autres y sont allés par calcul. Au fur et à mesure des succès de la révolution, ils jugent opportun de se couvrir en prenant des assurances du côté des probables futurs maîtres du pays. Nombreux sont ceux qui invoquent la curiosité mais vont tout de même grossir le flot des manifestants. Le défilé de l'Achoura, c'est l'attrape-tout de Khomeini qui, de son exil parisien, se délecte du succès de l'événement.

Malgré la fraîcheur de ce lundi de décembre, les Iraniens défilent insouciant et la Révolution se contente de montrer son visage bon enfant. C'est l'occasion de se réchauffer en piétinant l'image du souverain. Les effigies du roi sont brûlées. On ajoute des cornes à ses photos. On conspue le Chah traité de « Mohammad *Damagh* » [Pif le Chah] comme les Napolitains avaient rebaptisé, au XIX^e siècle, « Nazone » leur roi Ferdinand, ou les adversaires suédois de Bernadotte qualifiant ce dernier de « souverain au long nez » dans leur pamphlet politique. Mais du nez, c'est surtout Khomeini qui en a eu en

ouvrant le cortège à tout ce beau monde.

Entouré par un cordon de bras virils qui les protège, un groupe de femmes chante ce refrain qu'elles scandent en frappant avec rage l'asphalte de leur talon :

« Azhari, Goussāleh ! Navār ké pāh nadāreh ! »

[Azhari, gros benêt ! Une cassette, ça n'a pas de pieds !]

Le général-Premier ministre est aussi traité d'« idiot à quatre étoiles ». À défaut d'impressionner, le cabinet militaire est l'objet de toutes les railleries. Les enfants rient à gorge déployée.

Au terme de sa traversée de la capitale, le cortège, hérissé d'effigies de Khomeini – sur l'une desquelles il a le poing noué – et de quelques Mīrẓā Koutchik Khān¹⁴, remonte l'avenue Chah-Réza, principal axe du grand défilé, et aboutit au Mémorial du Chah, l'immaculée tour Chahyād, que les manifestants couvrent de portraits de l'ayatollah, rouges, verts, jaunes. La manifestation est close par la lecture d'une « proclamation en 17 points ». Les avenues avoisinantes sont couvertes de graffitis contre le Chah et de slogans à la gloire du Guide¹⁵.

Pour certains, l'Arc royal ainsi investi, « c'est une prise de la Bastille ». Mais la comparaison qui s'impose est celle de la fête de la Fédération célébrée dans un climat d'union nationale au Champ-de-Mars de Paris, le 14 juillet 1790. C'est, dans les deux cas, la première étape d'un processus chaotique, l'enrobage sucré de la pilule, un instant de grâce avant le drame où tout le monde semble fraterniser et qui rassemble les foules autour d'un évêque Talleyrand, célébrant une messe, ou d'un ayatollah Taleghāni, conduisant une procession « œcuménique » rassemblant des Iraniens de toutes sensibilités idéologiques.

En marge du défilé qui, dans l'ensemble, s'est déroulé de manière pacifique, le sang a pourtant coulé : à midi, un commando de trois hommes, qui s'est introduit sous un déguisement dans le réfectoire de la garnison fortifiée de la Garde impériale à Lavizān (au nord-est de Téhéran), a ouvert le feu, faisant quatorze morts et seize blessés. Jusqu'au soir, on lessivait encore les cantines et le carrelage ruisselant du sang versé¹⁶.

Au lendemain de l'Achoura, tout le monde s'accorde à reconnaître

l'extraordinaire démonstration de force de l'opposition. L'évêque anglican Deghani-Tafti note : « Pour moi ce jour a été le moment décisif du mouvement vers la Révolution¹⁷. » La presse internationale prête une valeur de référendum pro-Khomeini à l'événement. Le 13 décembre, sur les ondes de la BBC, l'ayatollah déclare, triomphal, que les marches de la Tessouā et de l'Achoura constituent un plébiscite éclatant en sa faveur et il invite les gouvernements du monde entier à le considérer désormais comme la seule et unique autorité légitime.

À l'inverse, les grandes marches du Moharram ont piétiné les derniers espoirs du régime et anéanti sa combativité. Durant les semaines qui suivent, le Palais, la présidence du Conseil, l'Artech et les institutions impériales tournent au ralenti. Sous les premières neiges de décembre, la monarchie donne l'impression d'être entrée en hibernation.

Les grèves plongent le pays dans la paralysie, l'obscurité, le froid. Bientôt, l'Iran entier est en proie aux pénuries de gasoil et de pétrole. Le général Azhari supplie les grévistes de reprendre le travail : « Aujourd'hui nous en sommes venus à acheter du pétrole à l'étranger. C'est une honte ! » Le 28 décembre, pour encourager les économies de carburant, la radio d'État donne les consignes suivantes : « Comme pendant la guerre, prenez soin d'économiser la chaleur en refermant bien les portes. » Alors que d'innombrables files d'automobiles, longues de plusieurs kilomètres, serpentent à travers la ville et s'entremêlent comme des nœuds de vipère, les piétons grelottent devant les pompes à essence. Inventifs, ils prennent l'habitude, pour pouvoir aller vaquer à d'autres besognes, de faire faire la queue à leurs bidons qu'un préposé fait avancer. Puis, afin d'empêcher le resquillage aux stations-service, une corde, « véritable chaîne d'entraide », « symbole de solidarité », sera passée dans l'anse des bidons.

Le 24 décembre est l'occasion pour Khomeini de faire une démonstration éclatante de l'influence considérable qu'il a acquise avec le Moharram. Depuis la capitale française, il adresse un appel aux chrétiens d'Iran afin de leur demander de prier pour le pays : « Je me prénomme Ruhollāh, dit-il, nom par lequel les musulmans désignent le Christ. » Puis il lance ce message de Noël aux accents de Credo, synthèse du *Pater Noster* et de l'*Ave Maria* : « Au nom de Dieu

compatissant et miséricordieux ! Paix et salut divins à Jésus, fils de Marie, envoyé de Dieu, qui a ressuscité des morts et éveillé les vivants. Paix et salut divins à sa vertueuse mère, la Vierge Marie, qui a reçu le souffle du Saint-Esprit... » Rassurés par cette bénédiction, les chrétiens de Téhéran, nationaux ou étrangers, peuvent passer un réveillon presque normal devant leur arbre éclairé de guirlandes électriques. Le soir du 24, à la demande expresse du Guide, les grévistes de Tavanir¹⁸ se sont exceptionnellement abstenus de couper le courant. Cette année-là, le père Noël était habillé de noir.

Mais l'ayatollah montre également qu'il sait distinguer « les bons des mauvais », parmi les chrétiens comme parmi les musulmans. Le 24 décembre, l'ambassade des États-Unis et ses *marines* sont attaqués par des émeutiers et un citoyen américain, sous-directeur de la société OSCO, est assassiné.

Cette journée est enfin marquée par le redémarrage de l'agitation urbaine, animée cette fois par la jeunesse des écoles et des lycées. Le gouvernement avait voulu mettre à profit ce qu'il croyait être une demi-paix sociale pour tenter de rouvrir les établissements d'enseignement. Dans de nombreuses écoles, les écoliers sont là, à l'heure de la rentrée, sagement alignés, mais lorsque la cloche retentit, pivotant sur leurs talons, ils tournent le dos à leur établissement, passent sous les porches et vont emplir les rues de clameurs. D'autres attaquent et incendient leur établissement. Le phénomène se répand au sein des écoles étrangères comme le collège Jeanne-d'Arc où les portraits des souverains sont piétinés sous les yeux horrifiés des sœurs de la Charité. Trois jours durant, les élèves manifestent, certains potaches ayant même le toupet d'aller barbouiller « Mort au Chah » jusque sur le blindage des tanks !

Les enseignants s'en mêlent. Le 26, l'un d'eux est abattu sur le balcon du ministère des Sciences d'où, dit-on de source officielle, ont été lancés des slogans révolutionnaires. La mobilisation du corps professoral s'amplifie. En quelques jours, les murs de Téhéran sont couverts de graffitis contestataires que les lycéens répètent inlassablement et recopient machinalement dans leurs cahiers dont les pages, arrachées, jonchent le sol.

À Machhad, toujours livré à l'insurrection, c'est au tour des médecins de prendre le relais de la révolte lycéenne. Depuis quelques jours, ils s'opposent aux militaires dans une véritable guerre de

représailles, déclenchée, selon les autorités, par le refus d'admettre les soldats blessés lors des altercations au dispensaire du CHU de la ville. Pour se venger, des militaires font irruption dans cet hôpital, ouvrent le feu sur plusieurs médecins et sèment la panique. S'ensuit une escalade inouïe de violence. La foule, à qui l'on a dit qu'un enfant était mort parce qu'on lui aurait volontairement arraché du bras le tube de sérum, se déchaîne. Elle attaque les casernes, pend les soldats par les pieds, lynche le chef local de la SAVAK, l'éviscère et promène son cœur au bout d'une pique. Un vieux caporal en retraite, connu pour ses sentiments monarchistes, est brûlé vif.

Après les heurts de Machhad, le corps médical iranien dépose une plainte officielle au secrétaire des Nations unies tandis que la révolte des hommes en blanc s'étend aux établissements hospitaliers de toutes les grandes villes du pays. Dans l'une d'elles, des chirurgiens exhibent devant la presse des lits d'hôpitaux sur lesquels sont présentés les projectiles de guerre utilisés par les forces de l'ordre pour mater la rébellion. L'un d'eux s'indigne : « Pourquoi utilisent-ils des balles de canon pour tuer ces gens désarmés ? » Un autre déclare aux journalistes avoir pleuré pour la première fois de sa carrière. Désormais, médecins et contestataires font cause commune. Dans certaines villes, des journées de soins gratuits sont organisées.

Le 26 décembre, c'est devant l'hôpital Darius-le-Grand de Geychā, à Téhéran, entouré de médecins, que Dariouch Forouhar, l'homme lige de Karim Sandjabi, annonce aux 20 000 personnes rassemblées, après les avoir appelées à s'armer de couteaux, que le départ du Chah est imminent.

Placé en soins intensifs depuis le début de l'année, l'Iran monarchique est moribond. Souffrant chaque minute de cette longue agonie, le Chah s'apprête à passer son dernier 31 décembre à Téhéran. Peut-être se remémore-t-il le dernier réveillon où Jimmy Carter, venu lui rendre visite, qualifiait l'Iran d'« île de stabilité » avant d'esquisser des pas de danse...

1. Ces dix jours de deuil sont les plus importants, car ces fêtes commémorent le calvaire de l'imam Hussein, de sa famille et de ses disciples, assassinés par Yazid Ier à la bataille de Karbala (en 680).

2. Jusque dans les années 1920, il y avait des processions nocturnes du

Moharram dans les casernes où les soldats organisaient des rondes sanglantes de martyrs.

3. Pendant ce mois critique, on verra le gouverneur de Kermânchâh, un général, vêtu d'une tenue de combat, faire lui-même le coup de feu dans la rue.

4. Pierre Leroy, « Les mollahs, l'islam et les profiteurs », *Téhéran*, Paris, Autrement, 1987, pp. 151-153.

5. Marc Kravetz, *Irano Nox*, Paris, Grasset, 1982, p. 25.

6. Houchang Nahāvandi, *La Révolution*, *op. cit.*, p. 181.

7. Commandant adjoint de la Garde impériale, chef de la police de Téhéran ainsi que président de la Fédération de lutte de l'Iran, le lieutenant général Mehdi Rahimi devient le dernier gouverneur militaire de Téhéran, le 5 janvier 1978.

8. Sur les grands mouvements de foule : Gustave Le Bon estime que seuls les individus sont humains et que les masses, elles, sont toujours bestiales. « La foule, disait Anatole France, demande des affirmations et non des preuves. » Le poète sud-africain Roy Campbell décrit quant à lui le peuple comme « un monstre que les dieux ivres ont mutilé et placé sur une route sans but ».

9. Ses pieds ont été ébouillantés par les tortionnaires de la SAVAK.

10. « Vivre en Iran », France Inter, 26 janvier 1994.

11. Certains ont, depuis, exprimé des regrets. Ce fut le cas du philosophe Dariouch Shayegan en 1992 : « J'ai été pris pendant un mois dans un tourbillon d'hystérie collective. Avec le recul, je vois à quel point le déchaînement de la psychologie des foules peut provoquer une chute d'intelligence et de jugement. C'est après cette expérience douloureuse que je me suis dit que jamais plus je ne participerais à une manifestation collective, jamais plus je ne me laisserais guider par les masses » (Dariouch Shayegan, *Sous les ciels du monde*, Paris, Éditions du Félin, 1992, p. 262).

12. Signalons une exception à cette démission des intellectuels : celle d'Enāyat, un autre philosophe, traducteur d'Hegel en persan.

13. Signifiant littéralement « treizième dehors », Sizdah-Bédar est une fête traditionnelle iranienne célébrée treize jours après Nōrouz, le nouvel an iranien, qui donne lieu à des réunions familiales en plein air.

14. Allié objectif des bolcheviks, Mīrzā Koutchik Khān (1880-1921) est le leader du mouvement révolutionnaire du Gilān (aussi appelé mouvement du *Djanganl* : mouvement de la Forêt) qui, de 1914 à 1921, prolonge la révolution constitutionnelle par une rébellion ouverte contre les Qādjārs et l'influence britannique.

15. Le lendemain du grand défilé de l'Achoura, à l'aube, le sociologue Ehsān Narāghī parcourt avec son épouse le trajet emprunté par la procession : « Il y avait, écrit-il, sur les murs et les vitrines des magasins, tellement de graffitis et d'affiches qu'on ne peut décrire le spectacle. J'ai dit à ma femme : On dirait un océan qui a craché ses entrailles sur le rivage, par une nuit de tempête » (Ehsān Narāghī, *Des palais du Chah*, *op. cit.*, p. 73).

16. Pour un récit détaillé : Hussein Fardoust, *Zohour*, *op. cit.*, p. 593.

17. H. B. Deghani-Tafti ajoute : « Les gens dans la plupart des villes de province se massaient autour des statues du Chah et les renversèrent » (*Mochkel-e Achgh*

[La difficulté d'aimer], Téhéran, Sohrab Books, p. 18, traduit en persan de l'anglais, Deghani-Tafti [Bishop H. B.], *The Hard Awakening*, 1981).

18. L'équivalent d'EDF en France.

Knock-out impérial

Au lendemain de l'épreuve du Moharram, tout le monde accourt au Palais pour convaincre le Chah de prendre le chemin de l'exil.

À peine libéré par le « gouvernement militaire » du général Azhari, Karim Sandjabi se faufile au chevet du roi pour l'encourager à faire retraite : « Sire, faites donc un voyage... » Le Chah : « Non. » Sandjabi : « Chaque année vous alliez bien à Saint-Moritz. » Le Chah : « Pas question. » En sortant, Sandjabi raconte que le souverain lui a confié qu'il voudrait bien partir mais que l'armée l'en empêche. Répétée, la conversation est reprise en chœur par la BBC et par Radio Moscou. « Comme si tout cela ne suffisait pas, écrit Ashraf Pahlavi, George Brown, ancien ministre britannique des Affaires étrangères, envoyé on ne sait par qui, se présente à Niāvarān pour conseiller au Chah de prendre deux mois de vacances et nommer Chapour Bakhtiar comme Premier ministre¹. » Mohammad Réza a bien reçu le message qu'on tente de lui faire passer.

Le roi se sait sur le départ. Après le désaveu massif lors de la Tessouā et de l'Achoura, il est conscient que son pouvoir ne tient plus qu'à un fil – le bon vouloir des Américains. La seule question qui se pose à lui est de connaître la résistance de ce fil et la durée de son sursis. Un sursis qu'il endure d'ailleurs comme un calvaire.

À la veille du Moharram, les autorités américaines considéraient déjà que le régime n'avait que 50 % de chances de se maintenir en place. Désormais, le pronostic vital est sérieusement engagé. Même si la manifestation, qui a été tolérée, s'est déroulée dans le calme et a valu au Chah un *satisfecit* de la part de la Maison Blanche², les relations entre Téhéran et Washington, qui ont continué à se refroidir, sont maintenant glaciales.

Il y a de la friture sur la ligne. Le 15 novembre, le roi a reçu un curieux coup de fil de la « *First House* ». Une voix féminine lui a communiqué « de la part du président Carter » ce message laconique : « Abdiquez ! » Une enquête a permis d'établir qu'il ne s'agissait que

d'une supercherie perpétrée avec le concours d'un courtisan évincé qui connaissait le numéro de téléphone direct du souverain. D'abord atterré, le Chah est rassuré d'apprendre qu'il ne s'agissait que d'un canular. Mais la plaisanterie résonne comme un véritable avertissement. Calcul ou maladresse, c'est également le moment que choisit Richard Helms, ancien directeur de la CIA (1966-1973) et ex-ambassadeur en Iran (1973-1976), pour divulguer à la presse le fait que le Chah avait apporté son soutien militaire à l'administration Nixon durant la guerre du Viêt-nam³.

Bien qu'il soit plus décidé que jamais à se défaire du Chah, le locataire de la Maison Blanche campe sur une attitude des plus ambiguë à l'égard de son homologue iranien. Interrogé lors d'un petit déjeuner de la presse, Jimmy Carter déclare « espérer » que le roi restera en place. Les lettres que continue d'envoyer son épouse, Rosalynn, à Farah laissent encore penser que le Palais peut compter sur l'appui du couple présidentiel. Mais si Washington garde « toutes les options sur la table », le sort de Mohammad Réza Chah est désormais scellé. Le 14 décembre, Carter écrit dans son carnet qu'il est temps, comme le lui suggère George Ball, de « forcer » le roi à lâcher prise⁴.

À droite et à gauche, chez les républicains comme chez les démocrates, celui qu'on appelle à Washington « l'empereur du pétrole » ne fait plus recette. D'ailleurs, il donne l'impression à ses interlocuteurs américains d'être déjà un peu mort. Le 21 novembre, en visite à Niāvarān, Michael Blumenthal, le secrétaire d'État américain au Trésor, est retenu à déjeuner par le Chah qui durant tout le repas ne cesse de répéter : « Je ne sais pas ce qu'ils veulent que je fasse. » Après avoir pris congé, Blumenthal déclare à l'ambassadeur Sullivan qui l'accompagne : « Cet homme est un fantôme⁵. »

Mais où en est véritablement le Chah ? Dans quel état d'esprit se trouve-t-il ?

Deux théories s'affrontent. Pour certains, dont Paul-Marie de La Gorce, « face au péril, le Chah a fait choix d'une tactique simple, l'usure, c'est-à-dire le *māst-māli* des Persans⁶, celle où s'enlisera l'opposition qui ne peut l'emporter devant la résistance impavide d'un régime qui a confié son sort à l'armée⁷ ». Pour le journaliste français, malgré le fait que Khomeini ait annoncé que le Moharram entraînerait le départ du Chah, celui-ci, imperturbable, est toujours là. À cette

thèse de l'« homme d'airain » s'oppose une autre qui lui est diamétralement opposée et qui décrit le Chah dans cette crise comme « timide, contemplatif et cyclothymique », cheminant inexorablement, comme dans un rêve, vers la catastrophe. Selon le sociologue Khosrō Khosravi, « c'est Mohammad Réza Chah qui a été le principal auteur de la Révolution. Depuis cinq mois, il a accumulé les erreurs : notamment à travers des choix catastrophiques de Premiers ministres⁸ ».

Or les deux thèses confèrent au monarque beaucoup plus de capacité d'initiative et de contrôle qu'il n'en a en réalité. Tous ceux qui le rencontrent durant ces mois de novembre et de décembre sont unanimes : il est anéanti par le désenchantement et la maladie. On ne le dit pas, on ne le sait pas, mais sa santé ne cesse de se détériorer. Le mal a dévoré le visage, et la fièvre a brouillé l'immense regard. Farah décrit son mari : « Depuis des mois, machinalement, il lisse ses cheveux de la main. C'est, chez lui, un signe d'anxiété. Sans cesse, il répète : Comment est-ce possible⁹ ? » Pendant ce dramatique automne et ses déferlements populaires, le cancer a progressé à grands pas.

Si, sous l'adversité, les coups du destin et les assauts de la maladie, il n'a cessé de chanceler, c'est à partir du début du mois de novembre que le Chah finit par mettre véritablement genou à terre. Les événements fatidiques du 5 et du 6 l'ont plongé dans l'état catatonique où il se trouve désormais. Réduit à un rôle de somnambule politique, il a le sentiment de s'être trahi en choisissant de ne pas jouer la carte militaire, en écartant Oveissi et en lui préférant Azhari, en déléguant ses décisions à son épouse ou aux diplomates étrangers. Par ces choix, Mohammad Réza a abandonné le masque achéménide et pris l'attitude d'un Louis-Philippe qui, refusant de prendre les armes, s'était écrié : « j'ai vu assez de sang », avant de prendre le chemin de l'exil et de la mort. Dans l'attente du départ, le Chah est anéanti. Son « moi » n'est plus qu'une masse colloïdale, amorphe et malléable. Apathique, assis dans un coin du ring, il est le spectateur impuissant de la fin de son règne¹⁰.

Autour de ce roi comateux, des « défaitistes » comme Sandjabi ou George Brown se pressent pour lui suggérer de raccrocher les gants et de quitter l'arène. Le sociologue Narāghi l'invite à abandonner ses palais aux bonnes œuvres et à aller habiter « une simple maison, comme Gamal Abdel Nasser l'a fait en Égypte¹¹ ». D'autres, comme le

petit roi de Jordanie, tentent au contraire de lui faire reprendre courage. Hussein lui dit : « Les Américains sont en train de vous faire ce qu'ils ont essayé de me faire en septembre 1970. J'ai tenu bon et après ma victoire sur les Palestiniens, les Américains ont repris contact avec moi¹². » Hussein recommande aussi à Afshār, l'homme de confiance du souverain, de conduire le monarque parmi ses troupes pour lui redonner le moral. Sur ces conseils, le 3 décembre 1978, le Chah a visité un centre d'entraînement des cadets de l'armée. La nuit tombée, les images de la télévision montrent une foule en délire et le roi accueilli à grands cris par les familles. Des visages hallucinés. C'est alors que sont survenus les derniers jours du Moharram.

Une troisième catégorie d'intervenants – souvent étrangers – préconise au Chah de reprendre les armes et d'écraser la révolte dans le sang¹³. Mais à chaque fois, comme s'il s'était résigné à son sort, ce dernier reste sourd à leurs exhortations. Fin octobre, flanqué du prince Napoléon, Alexandre de Marenches, directeur du SDECE, vient à Téhéran pour connaître l'avis du Chah sur le séjour de Khomeini à Neauphle. Le souverain iranien ne réclame aucune mesure d'expulsion. Abordant ensuite la question des moyens de sauvegarder le régime monarchique, il déclare à son interlocuteur : « Sachez bien que je ne tirerai jamais sur mon peuple. » Marenches se rappelle lui avoir répliqué : « Dans ce cas, Sire, vous êtes perdu¹⁴. » Au début de novembre, lorsque Arnaud de Borchgrave, le correspondant de *Newsweek*, lui affirme que certains pays le soutiendraient s'il recourait à la force, le Chah fond en larmes et dit : « Il y a déjà eu trop de violence et [je] ne sera[i] pas celui qui fera répandre encore plus de sang¹⁵. »

Le 21 décembre 1978, Michel Poniatowski, l'émissaire spécial de Valéry Giscard d'Estaing, arrive à Téhéran. Le Chah, qui semble harassé, lui confie ne plus dormir. Il est seul, tous sont partis « pour Nice » précise-t-il, désabusé. Poniatowski se souvient : « J'ai alors proposé d'expulser Khomeini de France. Le Chah a insisté pour qu'il n'en soit rien fait, craignant qu'il ne parte pour l'Algérie ou la Libye, où il aurait trouvé plus de facilité encore... » Le ministre suggère ensuite que l'imam puisse être... mal gardé... rendu vulnérable : « Je lui ai proposé de s'occuper lui-même du destin de Khomeini, alors en France. En d'autres termes, il était libre d'agir... Il m'a répondu : Surtout pas, protégez-le à tout prix ! S'il arrivait quelque chose là-bas,

ici ce serait l'explosion et je ne pourrais rien faire, même pas partir. » Poniatowski n'a aucun doute : son interlocuteur est paralysé par la peur. Mais il note aussi que, bien qu'il répugne à faire couler le sang, il a ajouté, ambigu : « À mes amis et à mes alliés de voir ce qu'ils doivent faire¹⁶. »

À Washington, certains, comme Zbigniew Brzezinski ou le ministre de la Défense, Harold Brown, mentionnent encore, dit-on, l'option d'une « politique de la poigne de fer » [*iron fist policy*]. Mais cette possibilité est rejetée par une vaste majorité de protagonistes de la crise iranienne comprenant le secrétaire d'État Vance, son directeur du département Iran, Henry Precht, Carter et son chef de cabinet, Hamilton Jordan, l'ambassadeur Sullivan et, maintenant, le Chah lui-même.

Le fait est que le monarque iranien se montre alors dénué de toute capacité de décision, préférant s'en remettre aux autres, incapable, surtout, de déroger à l'opinion de ses conseillers occidentaux, britanniques et américains en tête. Découragé par ses erreurs et doutant de son capital de légitimité, il a, depuis le début du mois de novembre, abandonné la partie. Sa seule préoccupation, selon Houchang Nahāvandi, est maintenant de pouvoir tirer dignement sa révérence et sortir de scène. En novembre, Radji, l'ambassadeur à Londres, a griffonné dans son Journal : « Comment rester loyal envers un rat ? » Beaucoup reprocheront au Chah d'avoir lui-même, en baissant les bras, initié l'effondrement du régime. Comme si son défaitisme, contagieux, avait amené ses sujets à l'abandonner. Les traîtres sont souvent à la recherche d'une justification. Pas plus qu'un peuple, un souverain ne peut être sauvé malgré lui.

Tout le monde s'entend pour dire que le Chah, sauf recours à « la plus brutale des répressions », est « coincé ». L'un des rares défenseurs de la monarchie, Fereidoun Sāhebjam¹⁷, prétend que dès le 6 novembre Mohammad Réza, déjà anéanti, voulait quitter l'Iran, en laissant l'armée s'occuper de tout. Selon lui, Farah s'y serait opposée, réussissant à faire repousser le départ d'un mois et demi.

Les intellectuels occidentaux « pensent » à l'unisson que le départ du *ChahanChah* est devenu inévitable. C'est le diagnostic partagé par Alain Chenal qui, en octobre 1978, écrit : « Il sacrifie des gens, on dit que c'est un salaud parce qu'il lâche ses amis, il ne les sacrifie pas, c'est un salaud parce qu'il les garde, etc.¹⁸. » Le Chah, explique au

même moment Jean Cau, a voulu, grâce aux dollars du pétrole, accoucher – et au forceps s’il le fallait – d’un Iran « moderne ». Mais la masse populaire a rejeté la « greffe » et la dynastie des Pahlavi « fait les frais de ce rejet passionné ». Voilà donc le roi d’Iran victime de cette Main noire qui l’a toujours hanté.

Le 21 décembre, le général Azhari confie à l’ambassadeur américain William H. Sullivan : « Vous devez dire à votre gouvernement que le régime est perdu parce que le Chah est incapable de prendre une décision¹⁹. » Mission accomplie.

Premiers règlements de comptes

À la fin du mois de décembre, la terreur a définitivement changé de camp. Enhardis par ce changement de climat, les révolutionnaires commencent à s'en prendre aux symboles les plus détestés mais aussi les plus vulnérables du régime. C'est le temps des premiers règlements de comptes, de la persécution des bahaïs et de la chasse aux Savakis.

La minorité religieuse des bahaïs, dont l'image est intimement associée à celle du régime du Chah, est la première cible de la vindicte révolutionnaire. La secte de ces « hérétiques » haïs des mollahs avait été, surtout depuis quinze ans, protégée et même choyée par les Pahlavi qui appréciaient son modernisme et son cosmopolitisme. Ses membres avaient été nommés à des postes influents. Dans ses Mémoires (*Le Bruit de nos pas*), Clara Malraux, qui dans les années 1930 séjourna à Ispahan avec l'auteur de *La Condition humaine*, avait perçu cette clameur montée de la rue : « Réza le teigneux n'est qu'un bahaï ! » Sous le second Pahlavi, la suspicion n'a fait que croître avec le pacifisme suspect proclamé par la Révolution blanche, l'égalité des sexes, la diffusion du savoir, principes partagés par la doctrine bahaïe. Tout cela était d'autant plus troublant que, durant treize ans, le fils d'un prédicateur bahaï, Hoveida, avait été chargé de l'application de ces réformes, entouré d'une équipe formée pour la moitié de membres de cette minorité religieuse. Depuis le début de l'année 1978, le statut des bahaïs s'est cependant considérablement dégradé. La persécution qui s'apprête à s'abattre sur eux a été, on s'en souvient, amorcée en septembre sous le gouvernement de Sharif-Emāmi. Au cours de l'automne, les députés du Majless s'en sont pris à cette caste « maudite » et responsable, selon eux, de tous les maux de l'Iran. En octobre, afin de « jeter du lest », le Chah, lui-même soupçonné d'être un crypto-bahaï, a pris ses distances avec certaines vedettes politiques bahaïes ou prétendument bahaïes comme Hoveida. C'était déjà une forme de révocation de l'édit de Nantes accordé par les Pahlavi.

Mais qui sont au juste ces nouveaux parias et pourquoi sont-ils frappés par l'ire islamiste ? Tout commence lorsque, au milieu du XIX^e siècle, dans un Iran où les lumières de l'Occident perçaient déjà l'obscurantisme, un jeune Seyyed déclare qu'il est le Bāb²⁰, la Porte, l'annonciateur d'une nouvelle religion. Il est fusillé et ses disciples sont martyrisés mais l'un d'entre eux, Bahāullāh²¹ (« Splendeur de Dieu »), entraîne les survivants hors des frontières et fonde le bahaïsme. Depuis, ces renégats n'ont cessé d'exaspérer les musulmans. N'ont-ils pas d'emblée aboli leurs dogmes, notamment sur la primauté de l'islam, l'impureté des « infidèles », l'inégalité des sexes et l'obligation de faire l'aumône ? Ne reconnaissant ni culte public, ni clergé, ni sacrement, les bahaïs, à qui sont interdits le prêche « en chaire » et le « sermon dans la foule », s'étaient attiré la foudre des religieux de Ghōm en pratiquant un anticléricalisme virulent à l'égard de la majorité chiite. Dans son ouvrage intitulé *La Politique [Siyāsiyya]*, Abdol Bāhā²², « le deuxième calife du bahaïsme », commentant l'histoire de la Turquie et de la Perse, expliquait en termes irrévocables comment « tous les malheurs qui au cours du siècle dernier ont fondu sur ces deux pays ont eu pour cause initiale l'immixtion injustifiée des prêtres dans les affaires politiques du pays²³ ». Enfin, le hasard a voulu que le fondateur de cette religion, Bahāullāh, ait été emprisonné à Saint-Jean-d'Acre. De ce fait, ses lieux saints (mausolée et centre de pèlerinage) sont passés en 1948 sous l'autorité d'Israël : « Les accusations de collusion avec le sionisme ne pouvaient manquer²⁴. » En somme, la nouvelle religion et ses fidèles se sont rendus coupables de tous les sacrilèges possibles aux yeux des tenants de l'orthodoxie.

Pour toutes ces raisons, durant le mois du Moharram, les bahaïs ont vécu dans la crainte d'une « Saint-Barthélemy imminente ». On ne peut imaginer victimes plus appropriées au fanatisme chiite que ces apostats qui se trouvent également être des non-violents. Leur prophète n'a-t-il pas dit : « Il vaut mieux pour vous être tués que tuer » ? À la fin de la semaine sainte, les craintes de la minorité religieuse sont confirmées. Après l'Achoura, les demeures des bahaïs de Saadi – le nom d'un faubourg de Chiraz qui entoure le tombeau du poète – sont prises d'assaut. Il y a quarante morts. Des enfants sont enlevés pour n'être rendus que contre l'abjuration de leurs parents. C'est le début d'une longue série d'exactions. Au début de

l'année 1979, interrogé sur les bahais, Khomeini déclarera : « Il s'agit d'un parti politique. Ils sont nuisibles, on ne les acceptera pas²⁵. » Une fois l'Empire abattu, la communauté sera systématiquement soumise aux mauvais traitements, aux vexations, aux assassinats. Cela ira de l'incendie des habitations aux meurtres. Les pires horreurs auront lieu dans les bourgades de province. Par exemple à Miāndoāb, ville de l'Azerbaïdjan iranien, où un père et son fils seront assassinés, leurs corps dépecés et enfin brûlés.

En marge des persécutions religieuses, la vendetta islamiste cible aussi les sbires de la SAVAK. Déjà décapitée lors de la purge ordonnée par le Chah en octobre, la police secrète voit maintenant sa base attaquée par les révolutionnaires islamistes. Les lapidations et assassinats de « petits » Savakis de province ne se comptent plus au cours de l'automne. Au lendemain de l'Achoura, le phénomène s'accélère et s'étend aux dirigeants des grandes villes. Fin décembre, l'un d'entre eux est lynché et éviscéré, puis ses organes sont exhibés au public. Le 25 décembre, les lycéens, maîtres de la rue, ont, avenue Villa, arrêté une voiture de la SAVAK, identifiable à son antenne sur le toit. Ils ont fait descendre le conducteur, lui ont coupé les oreilles et les lui ont mises dans la main. Dans la nuit du 31 décembre, un agent de la sécurité est massacré chez lui, avec toute sa famille. Le lendemain, la demeure d'un autre membre de la SAVAK est pillée par des employés des télécommunications. L'un d'eux emporte le sucre, un mollah prend un sac de riz. Rue Malek, un Savaki est reconnu à cause de son revolver porté à la ceinture. Il est poursuivi, traqué et capturé par la foule. On lui coupe le nez et les oreilles, et on l'oblige ensuite à écrire sur le mur « Mort au roi » en trempant son doigt dans son propre sang. Dans le sud, on a tranché les seins de la femme d'un officier... Plus sordides les unes que les autres, les histoires de ce genre ne cesseront dès lors de se multiplier. Suivront les cadres de la gendarmerie, les officiers de l'Artech, les fonctionnaires, grands et petits, puis quiconque ayant occupé un poste quelconque sous l'ancien régime. « La vengeance est une justice sauvage », a écrit le philosophe Francis Bacon.

1. Ashraf Pahlavi, *Jamais résignée*, op. cit., p. 73.

2. Furieux, Khomeini, dans un mouvement de rage, invite alors les Américains à « chasser Carter ».
3. Michael Ledeen et William Lewis, *La Débâcle*, op. cit., p. 73.
4. Jimmy Carter, *Keeping Faith*, op. cit., p. 450.
5. Pierre Salinger, *Otages*, op. cit., p. 44.
6. Mot à mot : « enduire de yaourt », l'équivalent iranien de « noyer le poisson » et de « rouler dans la farine ».
7. Paul-Marie de La Gorce, *Le Figaro*, 10 décembre 1978.
8. Membre du Toudeh, professeur à l'université Bou-Ali Sina d'Hamadān, Khosrō Khosravi, que Khomeini fera emprisonner puis libérer, n'en a pas moins été atterré par la passivité du Chah et de la bourgeoisie face à la montée du péril révolutionnaire.
9. Jacques Lapeyre, *Le Chah d'Iran*, op. cit., p. 121.
10. À propos de la dictature, le théoricien politique de l'Espagne contemporaine, don Antonio Mora, a dit : « *Porque la bicicleta cae* » [parce que la bicyclette tombe dès qu'elle s'arrête].
11. Ehsān Narāghi, *Des palais du Chah*, op. cit., p. 66.
12. Bertrand de Castelbajac, *L'Homme qui voulait être Cyrus*, op. cit., p. 168.
13. Parmi les rares civils iraniens à le faire, l'avocat Chahkar est venu proposer au roi de « faire dresser une centaine de gibets dans les rues de Téhéran et d'y faire pendre une centaine de personnes, à commencer par son ancien Premier ministre. Ensuite, tout irait bien » (William Shawcross, *Le Shah*, op. cit., p. 19).
14. Alexandre de Marenches et Christine Ockrent, *Dans le secret des princes*, op. cit., p. 254.
15. Michael Ledeen et William Lewis, *La Débâcle*, op. cit., p. 165.
16. Michel Poniatowski, « Secrets d'État : ce que Marenches n'a pas dit », *Le Nouvel Observateur*, 5-11 septembre 1986, p. 30.
17. Léon Zitrone, *Farah : une cruelle destinée*, Paris, Le Signe, 1979, pp. 284-285.
18. Alain Chenal, « La révolte de l'Iran », *Peuples méditerranéens*, octobre-décembre 1978.
19. W. H. Sullivan, *Mission*, op. cit., p. 212.
20. Natif de Chiraz, Alī Muhammad Širāzī (1819-1850), dit le Bāb (« la Porte »), est l'annonciateur du bahaïsme et, de ce fait, comparable à saint Jean-Baptiste pour les chrétiens.
21. Disciple du Bāb (1819-1850), Mīrzā Ḥusayn-'Alī Nūrī (1817-1892), surnommé Bahā'ullāh, se présente comme le successeur d'autres prophètes comme Moïse, Bouddha, Zoroastre, Jésus ou Mahomet et annonce l'unification de l'humanité dans une civilisation mondiale.
22. Abbās Effendi (1844-1921), dit Abdol Bāhā (« serviteur de Bāhā »), est le fils aîné de Bahā'ullāh qui, après la mort de celui-ci, reprend le flambeau du bahaïsme.
23. Hippolyte Dreyfus, *Essai sur le Bahaïsme*, Paris, Presses universitaires de France, 1962, p. 57.

24. Maxime Rodinson, *Le Monde*, 20 mars 1979.
25. Magazine *Seven Days*, 23 février 1979.

L'URSS et la Révolution

Sur toile de fond du Moharram, réapparaît sur scène une étoile éclip­sée jusque-là : celle de l'URSS.

Le 18 novembre, Leonid Brejnev, rompant la ligne de stricte neutralité suivie jusqu'alors, adresse, dans la *Pravda*, une mise en garde aux États-Unis. Le secrétaire général du PC de l'Union soviétique déconseille aux Américains, en termes assez explicites, de débarquer dans le sud pour investir militairement la raffinerie d'Abadan, alors occupée par les grévistes proches du Toudeh. Le 27 novembre, reprenant des rumeurs qui circulent dans la presse nord-américaine, la *Pravda* s'inquiète à nouveau de l'éventualité d'une intervention militaire américaine en Iran. Le soir même, déclarant que, « pour les Américains, l'Iran se confond avec le régime en place », Radio Moscou dénonce à son tour un coup de force militaire. Le 8 décembre, elle annonce que les États-Unis ont expédié sur place des agents « qui ont déjà fait leurs preuves au Chili ». Le 17, citant le correspondant à New York de la *Literatournaïa Gazeta*, la Radio soviétique ajoute qu'« un bataillon spécialement entraîné à la répression est arrivé en Iran » et conclut en prévenant que, dans l'éventualité d'une intervention américaine, le pays risque de devenir « un nouveau Viêt-nam ».

Si l'agitation « radiophonique » est plus active qu'à l'accoutumée, c'est que les Soviétiques suspectent Washington d'avoir procédé, très récemment, à une modification en profondeur de sa politique iranienne. Le 3 décembre, Radio Moscou annonce que la Maison Blanche a mis sur pied un nouveau comité chargé de gérer la crise iranienne, ainsi qu'une « commission spéciale » au Département d'État. Pour le Kremlin, les Américains, désormais persuadés de l'impuissance du Chah, envisagent une intervention directe, type opération Ajax, pour reprendre la situation en main et répondre, par la même occasion, au récent coup d'État prorusse en Afghanistan. Aux yeux des dirigeants soviétiques, il n'y a donc plus qu'une marche à

suivre : rendre le projet américain le plus difficile possible en soutenant la rébellion ouvrière et syndicale en Iran.

Début novembre, on l'a vu, deux jours après le déboulonnage de la statue du Chah à l'université de Téhéran, l'ambassadeur soviétique, Vinogradov, avait affirmé le soutien de l'Union soviétique au « combat du peuple iranien pour son indépendance économique ». En décembre, après le défilé de l'Achoura, qui voit fleurir les fanions rouges au côté des oriflammes noires, le discours du Kremlin devient beaucoup plus explicite : Radio Moscou salue la « Révolution rouge d'Iran » et fait entendre à ses auditeurs, le 31 décembre, ces vers du poète iranien Āref qui, s'adressant au peuple, s'écrie : « Mais qu'attendez-vous pour renverser le tyran ? » Le message est on ne peut plus limpide.

L'officialisation du soutien soviétique à la Révolution et le risque de voir l'URSS la reprendre à son compte provoquent aussitôt un barrage de condamnations diplomatiques et médiatiques. Déjà rendus inquiets par l'établissement d'une république prosoviétique à Kaboul, le Chah et ses « alliés » occidentaux s'efforcent d'éviter à tout prix une soviétisation de la crise iranienne.

Téhéran fait diffuser à la télévision d'État les propos du Dr Djavanchalou², un ex-membre du PC iranien réfugié à Berlin-Ouest, qui met en garde ses jeunes compatriotes contre les ruses et les appétits de l'URSS. Les bruits qui circulent depuis le mois d'octobre au sujet d'un transfert d'armes soviétiques au profit des opposants iraniens s'amplifient. Partout, on entend dire que des caisses de fusils-mitrailleurs kalachnikov sont passées à travers la frontière irano-afghane pour nourrir le feu révolutionnaire et préparer le terrain à une éventuelle intervention soviétique. En janvier, le Palais déclare que « des hélicoptères russes pénètrent en Iran en passant sous la ligne de nos radars, et parachutent des armes ! » La presse du Chah affirme même qu'une division tadjike, l'armée des Frères musulmans, a pris position sur la frontière irano-soviétique, l'arme au pied, prête à intervenir en cas de « nécessité ».

Les rumeurs d'une intervention du pacte de Varsovie circulent également en Europe, où elles provoquent la plus vive inquiétude chez les experts des relations internationales. En décembre 1978, l'historien et journaliste français André Fontaine rappelle qu'« au cours de ces derniers mois » l'Union soviétique a « incorporé cinq pays, pas un de moins, dans sa sphère d'influence », et pourrait d'une simple

« pichenette » « faire s'écrouler le trône impérial », ce qui « effacerait l'échec majeur qui [lui] a été infligé avec la conclusion du traité sino-japonais³ ». Quelques semaines plus tard, Raymond Aron soupèse à son tour les implications d'une soviétisation de l'Iran et des pays de la région pour ceux de la Communauté économique européenne : « Si, à la faveur des régimes progressistes, marxistes ou islamo-marxistes, Moscou acquiert le pouvoir d'ouvrir ou de fermer le robinet de l'or noir, la satellisation de l'Europe occidentale devient inévitable sans qu'un seul coup de canon soit tiré⁴. » La peur se propage.

Le scénario d'un coup de force soviétique est inspiré par certaines sources occidentales, celles qu'alimente notamment un certain Robert Moss⁵, politologue australien qui ne cesse de crier au loup dans *The Economist* et la revue de la Défense nationale anglaise, *Conflict Studies*⁶. Pour Moss, toute la crise iranienne, y compris l'incendie du cinéma Rex, découlerait d'un plan soviétique destiné à rendre l'Europe indéfendable. Moss voit les Russes partout : « Il est de notoriété publique que le second étage de l'ambassade soviétique à Téhéran est la chambre de commande d'un système électronique d'écoute branché sur les ambassades occidentales, ainsi que sur les transmissions radiophoniques de l'armée et de la SAVAK. » Ses thèses trouvent un écho chez certains dirigeants américains comme le conseiller national à la sécurité, Zbigniew Brzezinski, qui les reprend, les copie, les distribue et les cite abondamment à la Maison Blanche, au point de leur donner valeur de « documents officiels de la politique étrangère américaine⁷ ». Fin décembre, l'arrestation d'un officier américain accusé d'espionner pour le compte du KGB à l'ambassade américaine vient conforter ces hypothèses. Dans quelle mesure celles-ci sont-elles fondées ?

En vérité, les Soviétiques donnent un coup de main opportuniste à la révolution iranienne et ne s'en cachent pas, mais ils le font sans véritablement comprendre ou encourager sa dimension islamiste. Considérant, comme Trotski, que la révolution bourgeoise *trans-croît* en révolution socialiste, les dirigeants de l'URSS ont fait le pari de se greffer sur la crise du régime pro-occidental du Chah en proposant une alliance « de raison » avec les islamistes, dans l'espoir que le régime qu'ils mettront en place finira par basculer dans le giron du pacte de Varsovie. Cette alliance n'est pas tout à fait improvisée puisque, depuis 1973, les communistes ont proposé aux religieux un

compromis historique, un front commun, sur la base, très large, de l'opposition au Chah, « ce suppôt de l'impérialisme américains ». Cependant, il faut attendre l'année 1978 pour que la collaboration entre Moscou et les ayatollahs soit formalisée. Ce n'est qu'à l'été de cette année que le *Navid*, l'organe de presse du Toudeh, imprimé en offset à l'ambassade d'URSS, a pris fait et cause pour Khomeini en condamnant l'Irak baasiste pour l'avoir expulsé de Nadjaf.

Si Moscou apporte son appui à la Révolution sur le tard, il le fait néanmoins à un moment décisif. Le Toudeh, qui depuis toujours entretient des relations intimes avec ses commanditaires soviétiques, a joué un rôle clé dans la grève totale de l'automne 1978. Tout a été mis en œuvre pour soutenir et amplifier le mouvement. De nombreux militants ont pratiqué l'« entrisme », se faisant embaucher dans les usines. Travaillant « à la base », le PCI a joué un rôle important dans le déclenchement et l'organisation des grèves. La grève du pétrole, à travers l'*Ettehadieh Kommounist-é Iran* et les patients efforts, entrepris depuis des années, à partir de Bassora, par le vieux syndicaliste Réza Roustà, l'une des cinq ou six plus grandes figures du Toudeh, a également été son œuvre. À Prague, où est situé son siège¹⁰, l'Association syndicale internationale a décidé, pendant ce temps, de soutenir les grèves des ouvriers d'Abadan dont l'action créait de « nouvelles opportunités » pour la lutte prolétarienne. Le prolétariat pétrolier d'Abadan, qui affirme avoir poursuivi sa lutte malgré des menaces de mort, estime avoir des droits au moins égaux à ceux des mollahs sur la Révolution. Rien de plus significatif à ce propos qu'un poster qui représente des derricks surmontés de poings noués.

Que ce soit à travers le Toudeh ou le KGB, les Soviétiques ont donc flairé l'occasion de désarçonner le régime proaméricain du Chah dans l'espoir de nuire ainsi aux intérêts régionaux de Washington. Cependant, malgré les thèses véhiculées par Moss et reprises par Brzeziński, le poids réel des communistes au sein de la contestation antirégime est relativement limité. Comme l'explique le conseiller de la Maison Blanche Gary Sick, la « gauche prosoviétique » a certainement contribué à l'agitation révolutionnaire, mais ce sont avant tout les réseaux religieux contrôlés par l'ayatollah Khomeini qui en sont la véritable locomotive. Sick ajoute : « La révolution iranienne, comme toutes les révolutions avant elle, se prête mal aux croyances conventionnelles et les analyses expriment davantage les postulats et

les *a priori* des observateurs que la réalité tout à fait nouvelle qui est alors en gestation dans les mosquées et dans les rues d'Iran¹¹. »

Non seulement l'aide de Moscou à la Révolution islamique a été relativement limitée, mais elle a été apportée à contrecœur. Malgré le front commun avec les mollahs, les leaders soviétiques n'ont goûté au calice de l'islamisme que du bout des lèvres et avec mille réserves. Surtout, ils ont toujours suivi le train du fondamentalisme, *post facto*, avec un léger temps de retard, comme s'ils se méfiaient de cette nouvelle force révolutionnaire. À partir de l'automne 1978, cette méfiance se teinte d'hostilité à l'égard de Khomeini. Alors que les mollahs prennent définitivement en main le mouvement de contestation, Moscou exprime pour la première fois la réticence que lui inspire le Guide installé à Paris. Début novembre, on peut lire dans la *Pravda* que l'URSS ne soutiendra pas la prise du pouvoir par ce dernier¹². Celui-ci n'a-t-il d'ailleurs pas déclaré publiquement son refus de servir les communistes ?

Le fait est que, à la fin des années 1970, les dirigeants soviétiques sont conscients que l'islam politique est un phénomène qui menace l'Union soviétique autant, sinon plus, qu'il menace l'Occident capitaliste. En 1978, dans *L'Empire éclaté*, Hélène Carrère d'Encausse vient de révéler au monde les tensions qui agitent l'Orient soviétique et les difficultés éprouvées par le Kremlin à l'égard des populations musulmanes¹³. Pour de nombreux soviétologues, l'URSS est un « colosse aux pieds d'Islam » qui subit la pression démographique et politique des républiques eurasiatiques (notamment celles de Transcaucasie et d'Asie centrale) dans lesquelles, sous le glacis du communisme, s'affirment déjà les revendications identitaires et religieuses. L'acteur Peter Ustinov va jusqu'à suggérer que c'est cette peur de l'islamisme qui aurait encouragé les Soviétiques à envahir l'Afghanistan : « Il se pourrait bien que la Russie [URSS] se soit inquiétée de sa minorité musulmane qui représentait 19 % de sa population et augmentait plus vite que ses éléments slaves. Elle avait vu cette vague de fondamentalisme religieux qui se propageait ailleurs comme un incendie de forêt, sans se préoccuper des frontières, et qui faisait appel à des allégeances bien plus anciennes que le pouvoir soviétique¹⁴. » Une chose est sûre : la crainte de l'islamisme, profondément ancrée dans l'âme russe, ne prédispose pas Moscou à l'instrumentaliser pour servir sa politique étrangère.

En raison de ses fragilités internes, l'URSS a tout à redouter de la contagion d'un Iran « islamique » à sa porte. En 1978, ses dirigeants sont d'ailleurs inquiets de l'agitation qui gagne les régions soviétiques limitrophes de l'Iran. L'islamisme révolutionnaire semble faire des émules au sein de l'Union. Le 25 décembre, KhāKhā, un Turcoman de Kalāleh, venu apporter un peu de beurre à Ali-Patrick Pahlavi, et qui a de la famille « de l'autre côté » de la frontière, raconte qu'« à Marv les gens se sont révoltés et réclament à leur tour la liberté¹⁵ ». À Gombad-é Ghābous, le bruit court que les Soviétiques ont fait évacuer tous les villages voisins de la frontière. Nourris des leçons de la lutte de Catherine la Grande contre les Tatars de Crimée, les Russes savent que l'islam, surtout lorsqu'il est politique, est un feu qui, une fois allumé, est particulièrement difficile à circonscrire¹⁶.

Bref, si la superpuissance soviétique a soufflé sur l'islamisme iranien, elle l'a fait avec de plus en plus de retenue, jusqu'à bloquer complètement sa respiration dans les tout derniers temps. Alors que la Révolution islamique brûle déjà de tous ses feux, à l'extrême fin de l'année 1978, l'empire Pahlavi et l'Empire soviétique, réalisant qu'ils sont tous deux menacés par cet incendie, amorcent même un rapprochement de la dernière heure. Cet ultime contact prend la forme d'un étrange dîner de seize couverts donné, fin octobre, par l'ambassadeur d'URSS en l'honneur de Mme Diba, la mère de la reine Farah. Vinogradov en a eu l'idée pour répondre aux approches diplomatiques du Chah qui, sur les conseils de son chambellan, s'est soudain tourné vers lui, l'a convoqué et lui a suggéré une visite de Brejnev en Iran¹⁷. Le brasier révolutionnaire emportera sur son passage ce singulier projet de rapprochement entre deux régimes condamnés par la marche du temps.

1. Abolghassem Āref Qazvini, dit Āref (1882-1934), est un poète persan, auteur de chansons à thème révolutionnaire, qui participe au mouvement constitutionnaliste de 1906-1911.

2. Ancienne notabilité de la république démocratique d'Azerbaïdjan, le Dr Djavanchalou est aussi un ex-délégué du Toudeh et des Demokrats à la Jeunesse et recteur de l'université de Tabriz.

3. *Le Monde*, 15 décembre 1978. Le traité de paix et d'amitié entre la RPC et le Japon, signé à Pékin le 12 août 1978, est un nouveau revers diplomatique pour l'Union soviétique après le rapprochement sino-américain de 1973.

4. *L'Express*, 20-26 janvier 1979.
5. Journaliste et auteur, né à Melbourne en 1946, Robert Moss travaille pour *The Economist* et pour le journal *Conflict Studies*, au sein desquels il se spécialise dans la dénonciation de l'impérialisme soviétique.
6. Robert Moss, « The Campaign to Destabilize Iran », *Conflict Studies*, issue 101, novembre 1978, 18 pages.
7. Gary Sick, *All Fall Down*, *op. cit.*, p. 106.
8. Deux ans plus tard, en octobre 1976, le *Peyk-é Iran* (voir plus loin), se référant aux dires d'« un religieux vivant hors d'Iran », a annoncé : « L'Islam iranien est en danger. »
9. Issue, en 1976, de la fusion de plusieurs groupes de sensibilité maoïste, l'Union des communistes d'Iran participe à la rébellion contre ce que ses sympathisants appellent le statut semi-colonial et semi-féodal de l'Iran du Chah, avant de prendre la lutte armée contre la République islamique à partir de 1980 (guérilla dans la forêt d'Amol en 1982).
10. L'URSS, collaborant activement avec le Chah – durant les années 1960-1970 –, avait demandé aux communistes iraniens d'aller s'installer à Prague et à Berlin-Est.
11. Gary Sick, *All Fall Down*, *op. cit.*, p. 106.
12. *Pravda*, 4 novembre 1978.
13. Hélène Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté*, Paris, Flammarion, 1978, 320 pages.
14. Peter Ustinov, *Ma Russie*, Paris, Buchet-Chastel, 1995, p. 233.
15. Témoignage livré par le prince Ali-Patrick Pahlavi.
16. Hélène Carrère d'Encausse, « The national republics lose their independence », in Edward A. Allworth, *Central Asia : One Hundred Thirty Years of Russian Dominance, A Historical Overview*, Durham (NC), Duke University Press, 1994.
17. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, *op. cit.*, p. 315.

Une créature hybride

En marge des communistes « classiques » soutenus par Moscou, ceux que le Chah et les siens appellent les « marxistes-islamistes » jouent, aux côtés des disciples de Khomeini, un rôle éminent dans la genèse de la Révolution iranienne. Brandissant « le chapelet et la faucille¹ », ces *Zoon Politikon* d'un nouveau genre sont au premier rang des manifestations du Moharram. Mais qui sont-ils au juste ?

Issus, en 1965, de l'aile gauche du Mouvement de libération de l'Iran de Bāzargān et de Taleghāni, l'organisation des Modjāhedin du peuple [*Sāzemān-e Modjāhedin-e-Khalg-e Irān*, MeK] est la principale formation représentant ce courant politique radical. Sévèrement combattu par la SAVAK qui élimine 90 % de ses membres et de ses leaders historiques en 1971-1972 et le contraint à l'action clandestine, le MeK se spécialise, comme le mouvement des *Fedayin-e-Khalg*² dont il s'est séparé en 1974, dans les enlèvements et assassinats de ressortissants américains. Conduits par Massoud Radjavi, un petit *Führer* de souk au teint blafard et auteur prolifique de pamphlets révolutionnaires³, les Modjāhedin, qui s'apparentent plus à une secte qu'à un véritable parti politique, ont emprunté leur devise aux mousquetaires d'Alexandre Dumas : « Un pour tous, tous pour un ! »

Parfaitement organisés pour la guérilla urbaine, les Modjāhedin exercent une influence majeure sur le processus révolutionnaire. Depuis le début, ils se sont placés sous la protection de l'ayatollah Taleghāni. L'« ayatollah des villes », comme on le surnomme, est un chef spirituel aux idées larges et progressistes, partisan de l'autogestion. Son fils Mujtaba préconise même de placer la lutte islamiste sous le signe du marxisme : « C'est toi, lui écrit-il, qui m'a appris la révolution. Mais aujourd'hui, celle-ci ne suffit plus, il faut une révolution communiste⁴ ! » Leur influence reste néanmoins tributaire du bon vouloir du Guide suprême, l'ayatollah Khomeini, qui pour l'instant voit en eux des alliés de circonstance pour abattre le

régime des Pahlavi. Leur meilleure assurance-vie est l'épanouissement et le rayonnement de leur idéologie, engeance bâtarde de la pensée de Marx et de Mahomet.

Le gauchisme islamiste, tel qu'il s'épanouit, dans les années 1960 et 1970, au sein de mouvements comme le MeK, procède d'un phénomène hybride et original né d'une combinaison unique entre le *Manifeste* et le Coran. Prônant la compatibilité des thèses du marxisme avec les dogmes de l'islam, ses adhérents affirment, par exemple, que la notion de plus-value ou la dénonciation de l'exploitation capitaliste rejoignent la sourate du Coran selon laquelle un individu ne doit disposer que du seul fruit de son propre labeur. Cette fusion idéologique ressort dans le portrait que dresse Marc Kravetz d'un marxiste-islamiste type : « Parviz était alors le prototype du parfait gauchiste iranien. Il affirmait que la Révolution iranienne est à la fois la synthèse et le dépassement de toutes les révolutions du siècle et que, loin de s'exclure, marxisme et islam se fécondent l'un l'autre pour engendrer l'un des plus grands bouleversements que l'histoire ait connus⁵. » Le sociologue Narāghi, qui les a côtoyés en prison et a analysé leur idéologie, estime, quant à lui, que les islamo-marxistes sont davantage « marxistes » qu'« islamistes »⁶. Que l'image les caractérisant le mieux soit celle de la « pastèque trop mûre » ou de l'« islam plaqué rouge », une chose est sûre : cette conception politique imprègne profondément l'islamisme chiite et donne à la Révolution iranienne une orientation et une personnalité tout à fait uniques.

Ce syncrétisme a son théoricien : Ali Chariati, dont le visage, à l'étrange regard et à l'indéfinissable sourire, angélique et démoniaque à la fois, reproduit au pochoir presque aussi souvent que celui de Khomeini, guette les Iraniens au coin de chaque rue.

Ali Chariati est le fils d'un vieil ecclésiastique conformiste qui l'a désavoué à cause de ses idées venues d'« ailleurs ». Ce natif de Machhad est allé les puiser aux sources d'un savoir universel, à Paris, où il a étudié l'histoire religieuse et la sociologie à la Sorbonne. Là, il a lu avidement Louis Massignon, Jacques Berque, Georges Gurvitch, Jean-Paul Sartre⁷, mais aussi Frantz Fanon, dont il est devenu l'ami et a traduit l'œuvre en persan. Chariati s'est lié également avec Erich Fromm et a pris fait et cause pour les luttes de l'indépendance algérienne – il devra à Houari Boumediene sa dernière libération. Ses prises de position – il est arrêté lors d'une manifestation de soutien à

Patrice Lumumba –, son activisme politique – il fonde à Paris le Parti de la Liberté⁸ – et ses écrits contestataires attirent l'attention du régime et lui valent d'être emprisonné à son retour. C'est à travers lui que l'islamisme se teinte d'anticolonialisme et que la Révolution iranienne deviendra une « guerre de libération ».

Comme sa vie, la pensée de Chariati est empreinte de cosmopolitisme. Son œuvre porte, sans conteste, l'empreinte d'un moule étranger. Il a traduit et commenté *La Prière* d'Alexis Carrel et avoue s'être inspiré d'un ouvrage de Romain Rolland consacré à la Vierge, dans lequel il est écrit : « Marie, c'est Marie », pour écrire son *Fātemeh est Fātemeh*. Ce texte, dans lequel il dénonce l'acculturation de l'Iran – sous-entendu au préjudice de l'islam –, éblouit les intellectuels iraniens et influence profondément le rejet de la modernisation Pahlavi. L'œuvre de Chariati est traduite dans plusieurs langues, incluant des dialectes africains, et lui vaut une solide réputation au sein des mouvements radicaux de l'époque – il est notamment lu par les Black Panthers américains. En résumé, Chariati influence le monde autant qu'il est influencé par lui. En ce sens, il est déjà un authentique produit de la globalisation.

Mais Chariati est surtout influent chez lui, en Iran, où, entre deux séjours en prison, il prononce, fiévreusement et interminablement, ses prêches anti-Pahlavi à l'Husseinieh Erchād⁹. C'est dans cet institut, véritable incubateur de la pensée révolutionnaire – le Chah le fera d'ailleurs murer en 1972 –, que, tout en fumant 120 cigarettes par jour, il livre son enseignement à un public extasié qui, tournant le dos au palais aseptisé que la reine Farah a fait bâtir de l'autre côté de la rue pour qu'on y stérilise la jeunesse iranienne, vient boire avidement, parfois cinq heures durant, les paroles exaltées du maître.

Mort en 1977 dans des conditions mystérieuses, dans un hôtel de Southampton, Chariati porte aussi l'auréole du martyr. La SAVAK ayant interdit que sa dépouille soit inhumée en Iran, les Palestiniens ont pris livraison à Londres d'un cercueil vagabond. Une sépulture provisoire lui est donnée en Syrie. En avril 1979, il est décidé qu'Ali Chariati reposera à l'Husseinieh Erchād, dans cette chaire même d'où il lançait avec passion son message révolutionnaire. Au lendemain du triomphe de la Révolution islamique, les Modjāhedin et autres marxistes-islamistes seront reniés, chassés et combattus. Mais Chariati – dont plusieurs rues, avenues et boulevards iraniens portent toujours

le nom – et sa pensée mutante seront conservés et assimilés dans le patrimoine idéologique des mollahs.

Que dit Chariati ? Comme les mossadéghistes avant lui, il nie « l'âge d'or » de l'Iran antique et amalgame l'origine de la Perse avec la conquête arabe de 637-642. À l'instar des mollahs, il dénonce le « prétendu » passé préislamique de l'Iran comme « une mystification des colonialistes ». En 1975, il écrit : « Dans les conférences d'Erchād, j'ai montré que, de manière générale, la culture iranienne a été formée après la conquête des Arabes. Notre clergé national n'est pas en mesure de trouver la moindre preuve d'une quelconque culture iranienne et d'une forme quelconque de progrès avant la conquête arabe¹⁰. » Chez lui, tiers-mondisme et islamisme se mêlent donc pour vomir l'occidentalisme du Chah et se rapprocher du discours des mollahs de Ghōm.

L'intellectuel procède ensuite à une dichotomie, fondamentale pour son discours, au sujet du chiisme. On sait, depuis Aristote, que tout système a, comme Janus, deux visages, l'un idéal, l'autre perversi : *monarchie* et *autocratie*, *aristocratie* et *oligarchie*, *démocratie* et *anarchie*, etc. De même, Chariati affirme qu'il y a deux chiismes : l'« alavide », le « bon », protestataire et authentique, et le « safavide », le « mauvais », quiétiste et inventé par les rois iraniens pour asseoir leur pouvoir. Ce faisant, il remet en cause la fameuse observation de l'iranologue Corbin pour qui « le chiisme, c'est l'Iran islamisé autant que l'islam iranisé¹¹ ». À ses yeux, cette « nationalisation » du dogme religieux au profit du pouvoir monarchique est une hérésie qu'il faut réparer en restaurant un chiisme original, c'est-à-dire célébré dans toute sa dimension internationale et conquérante. C'est ce qui l'amène à dire qu'il faut « remettre le chiisme sur ses pieds¹² ». Les khomeinistes écoutent et prennent note.

Chariati prône donc de revenir aux sources d'un chiisme originel, d'avant sa perversion par les rois. Incontestablement, les bases de la doctrine chiite ont été élaborées, dans les premiers siècles de l'islam, par des contestataires acharnés de la légitimité du pouvoir. Le dogme chiite en a gardé certaines dispositions. Religion des minoritaires et des exclus, le chiisme fournit aux croyants une série d'instruments casuistiques de résistance et de camouflage intellectuel. Surtout, des concepts comme le martyr au service de Dieu¹³ ou celui de gouvernement illégitime offrent un environnement culturel favorable

aux idées révolutionnaires. C'est ainsi qu'un ancien dirigeant communiste d'Irak témoigne de la réceptivité révolutionnaire du milieu chiite où est né le communisme irakien :

C'est en exploitant des arguments à base religieuse chiite – contestation du pouvoir illégitime, nécessité du recours à la Choura [...], souci de justice inhérente au message islamique – que nous pûmes mobiliser nos partisans parmi les masses. Parmi elles, c'est la référence au socialisme « primitif » d'Abou Darr Al-Ghaffari, compagnon du Prophète, à la morale égalitariste d'Ali, cousin de Mahomet, et à la révolte héroïque d'Hussein qui nous permit de propager nos idées « subversives »¹⁴.

Prenant le contre-pied de ceux qui s'attachent aux caractéristiques immuables de la religion, Chariati fait sien le dogme chiite selon lequel la raison [*aghl*] l'emporte sur la tradition [*nagh*]. Préférant la *praxis* à la *poïésis*, il exalte tous les éléments qui permettent de sublimer le potentiel révolutionnaire du chiisme et de servir de manière effective la cause révolutionnaire. Comme le note, en décembre 1978, Maxime Rodinson, « les doctrines sont toujours et partout susceptibles d'interprétation. On n'a jamais manqué de théologiens ni de théoriciens habiles à renverser les applications sous la dictée des situations changeantes »¹⁵.

C'est donc consciemment que Chariati greffe la pensée révolutionnaire sur le substrat du chiisme pour développer une combinaison plus « agressive » sur le plan politique. Ainsi aiguise-t-il le sens de la victimisation propre au chiisme et politise-t-il les dogmes du *moqavemat* [résistance] et du *zolm* [tyrannie/injustice]. Ce type de pyrolyse idéologique aboutit à opérer une « popularisation du sacrifice physique » et une glorification de l'engagement dans le combat idéologique¹⁶.

Cependant, le « chariatisme » n'est pas seulement une lecture orientée des textes traditionnels, il comporte aussi des additions, des ajouts le plus souvent tirés du marxisme. Parce que, comme Charles Péguy à qui on le compare, Ali Chariati combat tout autant pour la justice sociale que pour la foi. Cet anticapitaliste farouche préconise une démocratie engagée : « Si Chariati ne parle pas de suffrage

populaire, remarque Yann Richard, c'est que le peuple ayant reçu une mission sacrée, la continuation de la mission prophétique, celle de se guider lui-même, on ne peut pas envisager qu'il ne se forme pas dans la communauté ainsi dirigée un consensus¹⁷. » Un peuple guidé par la volonté générale, divine et transcendante, que baigne une sorte de *Stimmung* heideggérienne. Preuve s'il en faut d'une pensée éminemment syncrétique qui ne se prête à aucune catégorisation.

Mêlant tiers-mondisme et emprunts à l'Occident, modernisme et lecture de la tradition, religion et marxisme, le chiisme politique développé par Chariati est donc un phénomène d'hybridation unique qui confère à la cause révolutionnaire une formidable arme idéologique de mobilisation sociale et de combat politique. Le glaive des islamo-marxistes mais aussi celui des mollahs. Même s'il intègre des éléments extérieurs, l'islamisme politique, tel qu'il se reflète dans le chariatisme, est donc un phénomène endogène qui est essentiellement le produit des conditions particulières de ce pays à ce moment précis de son histoire. Mais, si unique soit-il, il est également, déjà, une manifestation de cette *glocalisation*¹⁸ qui brasse le national et l'international pour générer une multitude d'éruptions essentialistes ou fondamentalistes qui enfièvreront le XXI^e siècle. Autant de manifestations d'un âge nouveau, celui, écrit Thierry Maulnier, « des convulsionnaires et des derviches tourneurs, des Ubu-empereurs à la mode africaine et des foules hypnotisées¹⁹ ».

L'idéologie qui sous-tend le mouvement révolutionnaire est donc un phénomène authentiquement iranien qui échappe, très largement, à la logique de guerre froide. « Ni Est, ni Ouest », tout est dans ce slogan de la Révolution islamique. Les États-Unis et l'Union soviétique sont également condamnés comme les « forces du mal » de la politique internationale. Le premier, qualifié de « Grand Satan », défend le capitalisme, le second, « l'autre Satan », promeut le socialisme : deux idéologies matérialistes et impérialistes, qui, aux yeux des islamistes, sont au service de la lutte contre le monde musulman. Dans le contexte d'opposition bipolaire, un Iran islamique ne peut donc pas s'aligner sur l'une ou l'autre de ces superpuissances.

Avec la naissance du chiisme politique ne s'écrit pas un nouveau chapitre de la guerre froide, mais sa conclusion et son dépassement. Bien avant la chute du mur de Berlin et le démantèlement de l'Union soviétique, cette hybridation idéologique annonce l'émergence d'un

nouveau jeu dans lequel les croyances, devenues armes politiques, sont la nouvelle norme. Du brasier iranien sort donc la pointe d'acier de l'islam politique qui, fichée au bout de la hampe tiers-mondiste, va lui conférer toute sa puissance pour le nouveau grand combat sur lequel s'ouvrira le XXI^e siècle.

-
1. Selon Claire Brière et Pierre Blanchet, *Iran*, op. cit.
 2. Fondés en 1971, les Fédâyîn révolutionnaires, d'obédience marxiste, perpétuent sous le Chah des assassinats politiques contre l'armée et les ressortissants américains ; après la Révolution, ils entrent en conflit ouvert avec les islamistes et sont dissous en 1983.
 3. Son œuvre majeure, publiée à Téhéran en 1979, *Taabir-e Djahan* [Explication du Monde], compte 18 volumes (même si chacun d'eux n'excède pas 50 pages).
 4. Mujtaba Taleghāni rejoindra une branche dissidente – donnant préséance au marxisme sur l'islam – qui se sépare du MeK en décembre 1978 pour former le Peykar, ou Organisation de lutte pour l'émancipation des classes laborieuses (du nom d'une organisation formée par Lénine à Saint-Petersbourg en 1895).
 5. Marc Kravetz, *Irano Nox*, op. cit., p. 47.
 6. Ehsān Narāghi, *Des palais du Chah*, op. cit., p. 275.
 7. « Je n'ai pas de religion, mais si je devais en choisir une, ce serait celle de Chariati » (Jean-Paul Sartre).
 8. Le *Nehzāt-e Āzādi-e Iran* (FMI) est cofondé en 1961 avec Mehdi Bāzargān, Mahmoud Taleghāni, Ebrahim Yazdi, Mostafa Chamrane et Sādegh Ghotbzādeh.
 9. Les *husseinieh* sont des enceintes où l'on raconte le martyre de l'imam Hussein, notamment pendant le deuil chiite du Moharram. L'Husseinieh Erchād [prédication] se trouve en bas de la route qui mène à Chémirān.
 10. Ali Chariati, « A manifestation of self-reconstruction and reformation », www.shariati.com/english/iqbal.html, 1975, p. 394.
 11. Henry Corbin, *En Islam iranien. Aspects spirituels et philosophiques*, Paris, Gallimard, 1971. Voir aussi : Jean Calmard, « Henry Corbin », *L'Homme*, 1976, vol. 16, issue 1, pp. 188-193.
 12. Christian Pahlavi, « Islamisme contre iranité : l'Iran assassiné », *Politique internationale*, no 10, hiver 1980/1981, p. 201.
 13. Du fait de la synthèse avec la tradition philosophique et mystique de la Perse, la notion du *Chah adat* [martyr] possède une connotation spéciale dans le chiisme en général et dans le chiisme militant et politique en particulier, où le thème de la martyrologie sert de base à la résistance contre l'opresseur (Fahrad Khosrōkhavar, *Les Nouveaux Martyrs d'Allah*, Paris, Flammarion, 2003, pp. 34-35).
 14. *Le Monde*, 15 mars 1979.
 15. Maxime Rodinson, « Réveil de l'intégrisme musulman ? », *Le Monde*, 7, 8 et

9 décembre 1978.

16. Ali G. Dizboni, « Le concept de martyr en islam », *Théologiques*, vol. 13, no 2, 2005, p. 78.

17. Yann Richard, *Le Monde*, 31 janvier 1979.

18. Néologisme né au Japon et popularisé par des auteurs anglo-saxons comme James Rosenau, la *glocalisation* (ce qui est « glocal ») est une combinaison de « global » et de « local ».

19. *Le Figaro Magazine*, février 1979.

LIVRE III

« Les mollahs maintenant vont se disperser dans un grand
envol de robes noires et blanches¹. »

Michel FOUCAULT

Twilight zone

La fin décembre est une *twilight zone* dans le sens que lui donnent à la fois le cinéma fantastique et les astronomes : une période surréaliste durant laquelle la nation iranienne tout entière glisse dans l'écharpe d'ombre mobile qui sépare le côté lumineux du côté sombre des corps célestes. Entre chien et loup. L'atmosphère irréaliste dans laquelle baigne alors le pays fait dire à la presse française que « Téhéran ressemble maintenant à Saigon et à Phnom Penh avant la chute ». Que va-t-il se passer ? « L'Iran, prophétise l'ayatollah Mohammadi Malāyeri dans les tout derniers jours de 1978, est grosse et enfantera dans moins d'une semaine. »

Perdu dans cette brume, l'Empire est à la dérive. À la barre de ce radeau de la Méduse, il n'y a plus de capitaine. Mohammad Réza, miné, rongé par le mal, est anéanti par l'amertume. Son entourage fuit dans la superstition. Consulté en décembre par l'ambassadeur Radji, le mage madrilène Gherardo Sanchez se déclare pessimiste pour le Scorpion – le signe zodiacal du Chah : « Mercure, décréte-t-il, est mal placé. » Le 28 décembre, Bani-Ahmad, soucieux d'être toujours le premier dans la trahison, réclame l'abdication du roi. Le même jour, les médias, se trompant ou feignant de se tromper, annoncent que l'empereur a quitté l'Iran. Le lendemain, la nouvelle, qui s'est propagée en Iran et dans le monde entier, est démentie, mais Radio Monte-Carlo, dans un programme capté à Téhéran, annonce que les derniers étrangers sont sur le point de partir et que les Américains songent à détruire leurs radars stratégiques le long de la frontière soviétique.

Le 29, Tadj ol-Molouk Ayromlou, veuve de Réza Chah et « impératrice mère¹ », s'embarque pour l'Amérique avec ses douze chiens, son cuisinier et sa dame de compagnie, à bord d'un Boeing 747 de la flotte d'Iran Air². Le lendemain, elle débarque à Los Angeles. Il pleut. Les caméras filment ses chiens qui s'ébrouent avec obstination

sur le tarmac. Elle va s'installer chez la sœur aînée du roi, la princesse Chams Pahlavi, à Beverly Hills. Au même moment, les trois plus jeunes enfants du couple impérial rejoignent leur frère aîné à Lubbock, au Texas, accompagnés par leur grand-mère maternelle, Mme Faridé Diba.

Le régime gît sur une civière. Dépassé, le général Azhari connaît une déchéance pitoyable. C'est encore Fardoust qui raconte : « Un jour, en plein Conseil des ministres, Azhari est terrassé par une crise cardiaque et il s'écroule sur le tapis. On le transporte au premier étage de la présidence du Conseil et le docteur Youssefi interdit toutes les visites³. » Pendant quelques jours, on ne sait plus très bien s'il y a encore un exécutif politique. Le « général-Premier ministre » finit par démissionner le 2 janvier⁴. Il est remplacé par le général Azimi, en attendant que soit nommé un nouveau Premier ministre⁵. Le « cabinet militaire » qui n'a, tout au long, été qu'une triste mascarade est dissous dans l'indifférence générale.

Au sortir du grand délire du Moharram, l'inconscient iranien est ailleurs, en proie à deux hystéries collectives : l'adulation pour Khomeini et la haine de Pahlavi.

L'âme populaire se laisse aller avec délices à son vieux penchant pour le surnaturel et prête déjà mille facultés fantastiques à l'ayatollah. Certains naïfs sont désormais convaincus que, lorsqu'il désire se chauffer, ses babouches viennent s'enfiler d'elles-mêmes sur ses pieds, sans qu'il ait à faire le moindre geste. L'ayatollah ayant prédit qu'il mourrait le jour de l'Achoura, on raconte qu'un tueur chargé de l'assassiner a découvert « cent khomeinis » en poussant la porte de son asile parisien. Désormais immortel, Khomeini se voit également prêter le don d'ubiquité. Devant le désir ardent de ses partisans de le voir revenir d'exil, le Guide, voulant les faire patienter un peu, aurait dit : « Chaque fois que vous trouverez un cheveu dans votre Coran, vous me verrez. » Dès lors, chacun feuillette fébrilement le Livre sacré, transporté d'aise lorsqu'il y découvre le moindre poil...

Alors que décembre bascule vers janvier, de nombreux Iraniens sont l'objet d'une hallucination collective. Nombreux sont ceux qui croient avoir vu l'image de l'imam se reflétant sur la Lune. Cette apparition provoque un grand émoi. De Tabriz, une vieille dame réveille ses neveux qui habitent Téhéran pour qu'ils ne manquent pas d'aller voir la noble face resplendissant sur l'astre nocturne. On se

demande les uns aux autres : « Avez-vous vu l'imam sur la Lune ? » Et il n'est pas conseillé aux sceptiques de dire qu'ils n'ont rien vu⁶ ! Le lendemain, les religieux, ulcérés, dénoncent les intentions malhonnêtes des propagateurs de cette « fable » qui, selon eux, n'aurait pour but que d'« assimiler la foi musulmane aux superstitions les plus grossières ». Et ils ajoutent que l'image de Khomeini n'est pas sur la Lune, « mais dans les cœurs des fidèles⁷ ».

Alors que l'adoration du Guide atteint de nouveaux sommets, la haine du Chah prend aussi d'indicibles proportions. Elle est si diffuse qu'elle se mêle à la culture populaire. À Ghôm, les mères de famille se sont mises à cuire des *āch-é* « *Marg-bar-Chāh* » (des potages « Mort au roi ») pour obtenir la guérison de leur enfant. Après la prière du soir, clame un slogan mural, « le dévot devra réciter un chapelet de *Marg-bar-Chāh* ». Obéissants, les fidèles, anciens et nouveaux, déambulent dans les rues en égrenant leur *tasbiḥ*⁸ et murmurent avec une conviction nouvelle : *Marg-bar-Chāh*, *Marg-bar-Chāh*, *Marg-bar-Chāh*... Au coin de l'avenue Chāpour, l'un des grands axes qui traversent du nord au sud les quartiers populaires de la capitale, un groupe d'individus est occupé à dégager une grosse Mercedes tombée dans le caniveau aux cris de *Marg-bar-Chāh*, qui remplace désormais l'habituel *Yā-Ali* – l'équivalent du *ho ! hisse !* français – invoqué d'ordinaire pour se donner du courage dans l'effort.

Alors que la ligne d'arrivée de la Révolution se rapproche inéluctablement, certains sont pris d'un doute au moment de la franchir. Quelques Bāzāris ont fait savoir au Chah que si ce dernier avait besoin de sacs de sable pour protéger son Palais, il n'aurait qu'à utiliser leurs propres corps. Un dignitaire religieux de Téhéran qui, par prudence, retire son turban pour aller acheter du pétrole déclare aux révolutionnaires : « Le Chah ne nous laissait pas parler mais il nous permettait encore de penser. Nous y autoriserez-vous si vous prenez le pouvoir ? »

1. Fille du général (*Mirpandj*) Teymour Tadfel Molouk Ayromlou, Tadj ol-Molouk (1896-1982), née Nimtaj Khānoum, est l'épouse de Réza Khan, fondateur de la dynastie Pahlavi. En tant qu'épouse de monarque régnant, elle porta le titre d'« impératrice consort » de 1925 à 1941, année de l'abdication de Réza Chah.

2. Le 2 janvier, des étudiants islamistes iraniens tentent de mettre le feu à la résidence de la princesse Chams Pahlavi. Tadj ol-Molouk et sa fille se réfugient alors dans la propriété de Palm Springs appartenant à l'ancien diplomate Walter Annenberg – ex-ambassadeur des États-Unis à Londres –, avant d'aller s'établir dans la propriété familiale de Lubbock, au Texas. L'impératrice mère mourra le 10 mars 1982, une semaine avant son quatre-vingt-sixième anniversaire, des suites d'une longue leucémie.
3. Hussein Fardoust affirme qu'il s'agit d'une maladie simulée par Azhari pour lui permettre de donner sa démission (*Zohour, op. cit.*, p. 589).
4. Il mourra à New York en novembre 2001.
5. Commandant de la gendarmerie impériale et commandant adjoint de l'armée jusqu'en janvier 1979, Abbās Gharabaghi remplace brièvement Azhari avant de devenir, le 7 janvier, le dernier chef d'état-major du Chah.
6. Un journal favorable au Palais a cependant l'impertinence d'écrire qu'il faut désormais que les astronautes, en alunissant, fassent bien attention de regarder où ils posent les pieds (!).
7. Rien de nouveau, pourtant... sous la Lune. Lorsque Henry VIII voulut épouser Anne Boleyn, un archevêque anglais, pour le mettre en garde, lui avait écrit qu'on avait aperçu une croix bleue au-dessus de la Lune ! En 1953, lorsque le sultan Mohammed V avait été exilé par les Français : « Par un extraordinaire phénomène d'hallucination collective, des millions de Marocains crurent reconnaître son profil inscrit sur la Lune » (Gilles Perrault, *Notre ami le roi*, Paris, Gallimard, 1990, p. 25).
8. Chapelet comparable à la corde de prières orthodoxe ou au rosaire catholique, servant à la récitation de courtes phrases à la gloire de Dieu et des autorités religieuses du chiisme.

Le Lafayette persan

La solution militaire ayant lamentablement échoué, le Palais a entamé, dès le début du mois de décembre, une série de consultations pour trouver l'homme providentiel susceptible de remplacer le pitoyable Azhari. En désespoir de cause, le régime des Pahlavi se tourne vers les mossadéghistes, ses vieux ennemis du Front national, pour tenter de trouver parmi eux un sauveur pour la monarchie.

Aux échecs [en allemand *Schach Spiel*, le Jeu du roi], le principe fondamental est de protéger le pion royal. Ehsān Narāghi prétend avoir dit au Chah, le 5 décembre 1978 : « Majesté, connaissant fort bien le jeu des échecs, vous conviendrez que, dans ce jeu, l'objectif suprême est de protéger le roi et que toute la tactique des joueurs consiste donc à manier leurs pièces, au besoin en les sacrifiant, de manière à le garder sain et sauf ; mais pour toutes ces pièces, le champ d'action est plus grand que celui du roi lui-même, dont le mouvement est limité à une seule case¹. » Le Palais pioche donc dans les réserves du Front national, à la recherche d'une « tour » ou d'un « fou » capable de préserver le trône du Paon.

Le ballet commence avec Karim Sandjabi. Après l'Achoura, le général Moghaddam, nouveau chef de la SAVAK, le conduit à Niāvarān où il trouve un Mohammad Réza découragé et pressé de passer la main. Se voyant proposer le poste de Premier ministre, Sandjabi, déférent, répond au souverain qu'il ne pourrait accepter que dans le cas où celui-ci serait d'accord pour « partir en voyage ». Le Chah refuse. Puis vient le tour du squelettique Dr Gholām Hussein Sadighi², ancien ministre de l'Intérieur de Mossadegh, qui jouit de l'appui de certains intellectuels, de la bourgeoisie éclairée, du Bāzār et de quelques religieux modérés comme l'ayatollah Chariat-Madari. Contrairement à Sandjabi, le vieil opposant indique comme condition préalable que le Chah s'éloigne de la capitale mais demeure sur le territoire iranien. Étant donné l'évolution du contexte, ce dernier est

contraint de rejeter cette demande. « Elle allait, écrit Nahāvandi, à l'encontre des exigences anglo-américaines pour qu'il quittât le pays³. »

Après Sandjabi et Sadighi⁴, le Chah fait appel à Chapour Bakhtiar, le leader du parti Iran⁵. Broyé par la maladie et la dépression, le Chah se laisse convaincre de considérer cette nouvelle candidature par la Chahbanou. C'est leur cousin commun, Réza Ghotbi, qui a présenté Bakhtiar à la reine lors d'une rencontre organisée dans la villa de son père à Téhéran. Cette entrevue qui dura près de six heures a convaincu Farah qu'il est l'homme de la situation⁶.

Le Chah fait à Bakhtiar ses premières ouvertures à la mi-décembre⁷. Les deux hommes se rencontrent un soir au palais de Niāvarān. Mohammad Réza lui demande depuis combien de temps ils ne se sont pas rencontrés. « Sire, répond Bakhtiar, depuis vingt-cinq ans. » Le Chah : « Vous êtes resté jeune. Vous n'avez pas vieilli en tout cas. » Et il ajoute : « Vous n'avez pas participé aux manifestations de rue de ces derniers jours ? » Bakhtiar : « Sire, je ne peux me fondre dans une foule dont l'idéal et la ligne politique ne correspondent pas aux miens, et crier avec elles⁸. » Une dizaine de jours plus tard, le monarque convie Bakhtiar à revenir. Au terme d'un bref entretien d'une vingtaine de minutes, le Chah lui dit : « Le temps presse, dites-moi si vous êtes disposé à former un gouvernement ? » Bakhtiar : « Sire, je vous demande dix jours. » Le Chah : « C'est trop. » Bakhtiar : « Je ne peux aller plus vite⁹. » La réponse sera donnée durant la période entre Noël et le jour de l'an que l'on appelle en France la « trêve des confiseurs ».

Le 26 décembre, comme convenu, Chapour Bakhtiar déclare au Chah qu'il est prêt à former le prochain gouvernement à la condition cependant qu'il s'engage personnellement à quitter l'Iran. Après maints atermoiements, le Palais répond que le roi se soumettra à cette exigence. La modalité, exorbitante pour quelques-uns, n'est-elle pas rendue incontournable par la tournure des événements et les nouvelles dispositions des alliés occidentaux ? L'information « fuite » aussitôt.

Le 2 janvier, les médias européens annoncent que Chapour Bakhtiar a accepté, à la demande du Chah, de former un gouvernement, à condition toutefois que le Front national lui donne son accord. Furieux, Sandjabi se rue sur le téléphone pour crier sa colère à son rival. Le soir même, Bakhtiar est exclu du parti pour

lequel il s'est battu pendant trente ans. Presque aussitôt, Radio Moscou annonce l'arrivée d'un porte-avions américain dans le golfe Persique. Le 3 au matin, la BBC authentifie la manœuvre de la US Navy tout en confirmant la formation du cabinet Bakhtiar, dont elle va jusqu'à donner la liste des éventuels membres.

Le 3 janvier, passant outre à l'accord officiel de la Cour, Chapour Bakhtiar confirme qu'il a été pressenti pour former un nouveau cabinet bientôt présenté au Parlement. Il révèle également que, à la suite de l'assermentation de son gouvernement, le Chah projette de partir se faire soigner en Europe. L'annonce parcourt le pays comme une onde de choc. La panique s'empare des agents de la SAVAK et des proches du Palais. L'aviation fait savoir que si le Chah quitte le royaume, elle raserait la capitale.

Malgré plusieurs démentis officiels, l'idée que le roi puisse s'expatrier hante désormais tous les esprits¹⁰. La rumeur circule qu'aux douanes d'énormes caisses contenant les affaires du « Patron » sont sur le point d'être expédiées hors du pays. Beaucoup gagent que ce départ « imminent » se fera également « dans le sang ». On raconte ainsi que le Chah aurait déclaré : « Je suis monté sur le trône quand l'Iran n'avait que dix-huit millions d'habitants, je n'en descendrai que quand il en aura à nouveau autant. » On diffuse aussi sur bande magnétique la voix du souverain, ou plutôt celle d'un habile imitateur, ordonnant à « ses » généraux de tout faire sauter dès qu'« il » aura quitté l'Iran... De son côté, la presse occidentale ne cesse, elle non plus, d'évoquer un départ prochain du « despote iranien ». À Washington, le secrétaire d'État Cyrus Vance annonce à son tour que « le Chah va partir prendre ses vacances à l'étranger ». Bientôt, la question n'est plus de savoir « si », mais « quand » Mohammad Réza prendra le chemin de l'exil.

L'homme par qui la nouvelle est arrivée, Chapour Bakhtiar, rapportera ce qu'il ressentit alors : « Il ne s'agissait plus du roi, il ne s'agissait même pas de la Constitution, il s'agissait de l'Iran. » Même s'il sait que « c'est trop tard ! », il veut être le médecin « appelé au chevet d'un agonisant » qui, n'écoulant que son devoir, tente malgré tout de le sauver. « Il lui donne sa dernière chance. » Et Bakhtiar ajoute : « Une fois dans sa vie, [...] un homme doit savoir se jeter du haut de la terrasse du temple de Kiyomisu¹¹. » Cette nomination au poste de Premier ministre, même assortie d'un départ du Chah, est un présent de Danaé ! Le contrat qu'on lui tend est terriblement clair. Il

sera le cascadeur du roi. À la fois Pétain et de Gaulle. Le glaive et le bouclier ! Il devra prendre sur ses épaules les fautes et les erreurs des autres pour en décharger sa patrie. Il ne le sait pas encore mais le destin va faire de lui un Émile Ollivier qui, opposant farouche à Napoléon III, est devenu son dernier et éphémère Premier ministre, entraîné dans le désastre de Sedan et la chute de l'Empire.

Qui est Chapour Bakhtiar ?

Surgi à la croisée des destins de l'Iran, la nouvelle figure qui s'apprête à prendre la survie du régime en main est celle d'un fils d'un *Ilkhān* [chef de tribu], noble de naissance mais roturier par vocation. Son visage élégant, parcouru de tics, garni d'une fine moustache, lui donne, selon Thierry Desjardins, « un air de Français moyen qui se prend pour Anthony Eden ». Membre de la tribu des Bakhtiaris, il est le produit d'un clan familial voué à la défense d'une Constitution iranienne perçue comme la seule protection réelle contre l'obscurantisme clérical et l'absolutisme monarchique. Petit-fils de Nadjaf-Gholi Samsam ol-Saltaneh, Premier ministre deux fois, en 1912 puis en 1918, il est de la famille de Sardar Assad¹² et d'Ali Gholi Khān, des chefs de la tribu des Bakhtiaris, venus au secours des constitutionnalistes et du premier Parti social-démocrate persan de Sattār-Khān et de Bāgher Khān. Son père a été exécuté en 1934 par Réza Chah. De sorte que lorsque Bakhtiar se présente devant Mohammad Réza, en décembre 1978, le père du premier a été exécuté sur ordre du père du second¹³.

Francophone et francophile, Chapour Bakhtiar est aussi le produit d'une éducation « à la française ». À Beyrouth, il obtient le baccalauréat français avant de partir, en 1936, pour la France afin de suivre des études de sciences politiques¹⁴. À Paris, rue Saint-Guillaume, il est le condisciple et ami de Félix Gaillard¹⁵ et, en 1945, il soutient à la Sorbonne une thèse prémonitoire intitulée : *L'État et la Religion*. À Paris, où il a vécu de longues années dans le quartier du Trocadéro, Paul Valéry vient prendre le café chez lui. Entre-temps, son opposition farouche à toute forme de totalitarisme l'a amené à servir de « facteur » à la Résistance près de Saint-Brieuc – où il rencontre sa femme – et à rejoindre l'armée française pour combattre l'Allemagne nazie, aux côtés de la 2^e DB, dans le bataillon Orléans¹⁶.

Mais Chapour Bakhtiar est avant tout un fidèle du Dr Mossadegh, son père spirituel¹⁷, dont il a été ministre délégué au Travail en 1953

et dont il a toujours défendu fidèlement les idées à la fois nationalistes et laïques. Là sont ses lettres de noblesse, qu'il brandit d'autant plus ostensiblement qu'elles lui confèrent une légitimité certaine au sein de la classe politique iranienne. Sans remettre en cause le principe monarchique inscrit dans la Constitution de 1906, Bakhtiar, fort de ses convictions, s'est toujours battu contre l'autoritarisme des Pahlavi. Le régime impérial a fait de lui un réprouvé. Sous le règne du dernier Chah, il a passé « cinq ans et huit mois » en prison et le reste du temps à diriger le Front national, le plus souvent dans l'illégalité. Comme Blanqui, on aurait pu ajouter à son nom « l'enfermé ».

Bakhtiar est donc un opposant de toujours au Chah, mais c'est aussi un laïc et un anticommuniste farouche. L'homme s'inspire davantage de Descartes que de Marx ou de Mahomet : il est antimollahs par hygiène politique. Par idéal social-démocrate, il veut « cantonner » l'islam comme Bourguiba en Tunisie mais aussi comme son grand-père, son père et son oncle avaient tenté de le faire, au début du siècle, dans le cadre du mouvement constitutionnaliste.

Dès le début de la Révolution, Chapour Bakhtiar a été au premier rang de la lutte pour faire changer le régime. En décembre 1977, dans l'incident du « Caravansérail de pierre¹⁸ », il a eu le bras meurtri par les « porteurs de gourdin » aux ordres de la SAVAK. Mais, depuis 1978, il pressent que le pire qui puisse arriver à l'Iran serait une remise en cause de la légalité constitutionnelle par des extrémistes de tout poil, qu'ils soient religieux ou communistes. C'est parce qu'il a la conviction qu'il faut éviter la ruine du pays qu'il n'a pas participé au défilé de l'Achoura. C'est aussi ce qui le pousse à accepter la nomination du Chah, même si cela lui vaut d'être immédiatement mis au banc de l'opposition.

Avant même d'être pressenti, la CIA dresse de lui un portrait lapidaire. Dans ce rapport daté du 17 novembre 1978, à la rubrique « *Personal Data* », on lit : « il est ambitieux » ; « c'est un leader » ; « il est plus européen qu'iranien ». On l'a souvent présenté comme le « Kerenski persan¹⁹ ». Ni Kerenski ni Ebert, car ceux-là sont plutôt de l'acabit d'un Bāzargān. Plutôt un don Quichotte à la noble figure. Un fringant « aristochat » qui a choisi le chemin des gouttières. Un patriote de l'étoffe d'un Max de Bade, d'un prince Lvov, d'un comte Károlyi ou d'un marquis de Lafayette, un Lafayette que Louis XVI aurait nommé Premier ministre. Tous deux sont des aristocrates

courageux aux idées généreuses. Tous deux se sont battus pour la liberté sur un autre continent. Tous deux ont voulu sauver le roi *et* la Révolution !

*

Le 4 janvier, Chapour Bakhtiar apparaît à la télévision pour prêter serment à la nation²⁰. Jusqu'ici, il n'était au plus qu'un nom. Ce jour-là, l'Histoire lui donne une voix et un visage. Son discours d'assermentation se prolonge par une véritable profession de foi qui commence par : « En tant que fils d'un des dirigeants de la Révolution constitutionnelle et compagnon du Dr Mossadegh, le grand leader de l'Iran²¹... » Le propos consiste aussi à mettre les choses au point. Bakhtiar condamne les excès du régime des vingt-cinq dernières années, y compris la création d'une « industrie de montage », s'engage à venir en aide aux familles des victimes tombées au cours des violences révolutionnaires et déclare que l'Iran respectera désormais les droits de l'homme. Mais, en farouche ennemi de tout monochromatisme totalitaire, qu'il soit brun, blanc, vert ou rouge, il déclare, à la manière de Lamartine le 24 février 1848, qu'il ne gouvernera que « sous le drapeau tricolore » et qu'il établira la « social-démocratie » en Iran. Chapour Bakhtiar achève son discours par ces vers :

*Je suis l'oiseau de la tempête
La vague qui ne craint pas l'océan.*

La presse européenne – tout particulièrement en Allemagne – réserve un excellent accueil au discours de Bakhtiar. Elle fait l'éloge d'un homme « intègre » dont elle admire le « courage ». La tentative de Bakhtiar est aussi saluée comme « la dernière chance de l'Iran ». Sur place, Touradj Farazmand²² déclare que « le gouvernement de M. Bakhtiar sera un gouvernement d'union nationale²³ ». Même Radio Moscou s'abstient de formuler des critiques, même si elle présage qu'il ne s'agit que d'un « gouvernement de transition ».

Le 6 janvier, Bakhtiar présente les membres de son cabinet au Chah. Personne n'est en jaquette et un seul nouveau ministre baisera la main du monarque. Pendant le petit discours protocolaire qu'il prononce, on voit Bakhtiar lever les yeux au ciel. Malgré la fermeté et

la conviction affichées par le nouveau chef du gouvernement, il a eu toutes les difficultés à former son équipe ministérielle. En vain a-t-il essayé de convaincre Derakhcheh, le vieux porte-parole, chéri des instituteurs, d'accepter le portefeuille de l'Éducation²⁴. Il a également échoué à attirer le jeune et bouillant Behazine – un marxiste – dans son cabinet. Quant au général Djam, revenu exprès de Londres pour diriger le ministère de la Guerre, il se rétracte au dernier moment²⁵. Si les uns déclinent et les autres se débinent, c'est, disent les mauvaises langues, qu'il ne fait pas bon être associé à ce gouvernement que tout condamne avant même qu'il soit constitué.

Malgré ces dérobades, Bakhtiar parvient à retenir 12 collaborateurs – 12 comme les apôtres et les imams chiites. N'y figurent que 2 membres du Front national, le Dr Razmara qui, en tant que médecin, reçoit le portefeuille de l'Hygiène²⁶ et Lotfali Samimi. Dans l'équipe figurent aussi deux amis de toujours, Manoutchehr Aryana, le frère du général, qui devient ministre du Travail, et Mohammad Mochiri-Yazdi. Les autres sont de hauts dignitaires de l'Empire comme le brillant Ahmad Mirfandereski, nommé aux Affaires étrangères²⁷, ou le général Chafaghat, substitut de Djam au ministère de la Guerre²⁸. Dans cette équipe, on relève aussi Abbās-Gholi Bakhtiar, cousin de Chapour et ministre de l'Industrie ; Manoutchehr Kazemi, ministre de l'Agriculture, Cyrus Amouzegar, journaliste, rédacteur en chef du *Payam* et ministre de l'Information ; Djavād Khadem, le benjamin, ministre du Logement ; Rostam Pirasteh, ministre des Finances ; Amin Riahi, à l'Éducation, ou le vieil Abdollah Entezām, réinvesti dans ses anciennes fonctions de directeur de la Société des pétroles²⁹. Même si ce cabinet, à peine formé, donne déjà l'impression de se désagréger, un seul de ses ministres, Sādegh Vaziri, en charge de la Justice, quittera le bateau avant qu'il ne coule.

Sachant que le temps œuvre contre lui, Bakhtiar s'attelle aux réformes les plus urgentes : dès le 6 janvier, à l'occasion d'une conférence de presse, il annonce de grands changements dans la politique étrangère de l'Iran qui, déclare-t-il, « ne sera plus le gendarme du golfe Persique » et « ne vendra plus de pétrole ni à Israël, ni à l'Afrique du Sud ». À un journaliste qui lui demande s'il compte poursuivre les officiers ayant participé à la répression, il répond cependant : « Ceux-là ont fait leur devoir de soldats ; on n'a pas jugé von Rundstedt à Nuremberg, que je sache ! » Dans la foulée,

le nouveau Premier ministre annonce une série de mesures de libéralisation. L'une des premières est de rétablir la liberté de la presse. Le 8 janvier, les journaux, qui reparaissent librement, s'ornent de grandes photos des ex-ministres internés sous le gouvernement précédent : l'ancien ministre de l'Information, Dariouch Homāyoun, a laissé pousser sa barbe tandis qu'Hoveida – le Goering de l'affaire – apparaît lisant *La Vie de Garibaldi*... Le gouvernement annonce notamment que, bientôt, tous ces personnages seront jugés par des tribunaux populaires élus par les corps de métiers, les syndicats, les journalistes et les universitaires.

En arrivant, Chapour Bakhtiar a, en quelque sorte, fait siennes les paroles de Bonaparte devenu Premier Consul : « Je suis l'enfant de la Révolution, je ne me laisserai pas insulter comme un roi. » Mais il doit très vite déchanter. La donne est exécrable : « Au jour de son arrivée au pouvoir, [...] il est soutenu du bout des lèvres par le Chah qui prépare ses valises, isolé de l'opposition par la rupture avec le Front national, menacé de mort par les manifestants, vomi par les religieux et suspect aux yeux des militaires qu'inquiètent les mesures de libéralisation envisagées³⁰. » Les coups pleuvent de toute part.

Pour l'opposition, qu'elle soit laïque ou cléricale, Bakhtiar fait immédiatement figure de trouble-fête capable, s'il venait à réussir, de faire retomber le feu révolutionnaire. La réaction se doit donc d'être immédiate : le 3 janvier au matin, alors qu'il n'est pas même 10 heures, Chapour Bakhtiar vient tout juste de prendre, pour la première fois, la parole sur les ondes que déjà les murs se couvrent de « Mort à Bakhtiar » griffonnés dans les rares interstices laissés par les innombrables « Mort au roi ». Et, presque aussitôt, la foule reprend ce nouveau slogan : « *Bakhtiar, Nokaré Bi-ékhtiyari !* » [Bakhtiar, le larbin sans pouvoir !] Les rues résonnent également de : « Ni Chah, ni Chapour ! » Journalistes et intellectuels se ruent pour dénicher toute tache, la plus minime soit-elle, susceptible de discréditer le nouveau venu³¹. Plus tard, sa maison de brique rouge située rue Sombol [Jacinthe], sur les hauteurs de la capitale, à Farmanieh, sera incendiée. Sa voiture, une Coccinelle Volkswagen, saccagée.

Ses anciens alliés politiques lui lancent les premières pierres. Le Dr Baghaï, le plus américanophile des mossadéghistes, fait distribuer un manifeste qui accuse le nouveau président du Conseil d'être « un agent stipendié de l'Angleterre ». Contre Bakhtiar, auquel il avait

immédiatement refusé son appui avant de le faire exclure du Front national, Karim Sandjabi s'acharne également de toute son énergie. Le 6 janvier, il prend la parole, avenue Saadi, pour galvaniser la foule contre son rival : « Le Chah et ses protecteurs, déclare-t-il, n'ont pas compris que le vœu du peuple iranien n'est pas de changer de pions ou de Premier ministre, mais de transformer, fondamentalement, le pouvoir et de rendre à la nation sa souveraineté. » Dans le souci de se démarquer au maximum de Bakhtiar et de souligner son allégeance à Khomeini, il quittera le Front national, moins d'un mois après en avoir chassé Bakhtiar, pour rallier le « Conseil de la Révolution islamique ». Ainsi la jalousie d'un vieillard assoiffé de gloire – tardivement « touché par la grâce islamique » – a-t-elle encore singulièrement réduit les chances de la Raison.

Bakhtiar reçoit aussi les flèches des khomeinistes, bien entendu : depuis son exil parisien, l'ayatollah n'a pas de mots assez durs pour condamner le « traître » dont il qualifie le gouvernement d'« illégal » et d'« illégitime ». Déchaîné, il promet de le détruire de ses propres mains et ajoute qu'il sera le seul, désormais, à nommer les gouvernements. Au ministre de l'Agriculture du nouveau cabinet, Manoutchehr Kazemi, qui lui rendra visite, Khomeini demandera comment il se fait que Bakhtiar ne soit pas venu personnellement lui demander la permission de devenir Premier ministre et de constituer un cabinet. Le Dr Yazdi prétend que, le 8 janvier 1979, Khomeini a reçu la visite de deux émissaires de Bakhtiar à Neauphle. Khomeini refuse toute entente avec le « félon » mais s'engage, en revanche, à « combattre le communisme » et à « vendre du pétrole à l'Occident³² ».

Loin de se laisser prendre au jeu de la pacification, la presse iranienne redouble ses provocations à l'égard du gouvernement. Le deuxième jour de leur parution, les journaux regorgent d'histoires édifiantes sur la SAVAK. Ce jour-là, les lecteurs peuvent lire qu'à Firouz-Abad, près de Chiraz, le blé pousse à l'emplacement de la maison d'un Savaki, rasée au bulldozer par la population. L'*Ayandegan* raconte que « Valiollah le policier », lorsqu'il avait abattu quelqu'un, n'oubliait jamais d'embrasser son revolver avant de le replacer dans son étui³³. Insensible à la nomination du gouvernement Bakhtiar, la colère populaire ne cesse d'enfler contre le régime du Chah. Avenue Bahar, la foule est conviée à venir voir la maison d'un tortionnaire. Très excité, un visiteur affirme avoir vu une grille sur laquelle étaient

encore accrochés « de la chair et des poils ». Le même jour, les employés des douanes montrent trois cercueils récemment arrivés d'Europe et prétendent qu'ils renferment les corps de certains membres de la famille impériale. Une liste, encore une – cette fois-ci des employés de la Cour, désignés à la vindicte populaire –, circule et excite davantage l'hystérie contestataire...

Pour tous, de tous bords, une évidence s'impose : il n'y aura pas d'apaisement tant et aussi longtemps que le Chah demeurera sur son trône.

1. Ehsân Narâghi, *Des palais du Chah*, op. cit., p. 120.

2. Septuagénaire, professeur émérite de l'université de Téhéran, cet ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud, docteur ès lettres de la Sorbonne, avait été ministre des PTT, puis de l'Intérieur, et vice-président du Conseil de Mossadegh (Houchang Nahāvandi, *La Révolution*, op. cit., p. 180).

3. *Ibid.*, p. 182.

4. L'autre figure historique du Front national, Mehdi Bāzargān, et Ali Akbar Siassi, ancien recteur de l'université de Téhéran, également consultés, auraient quant à eux décliné l'offre. Il fut aussi question de Baghaï.

5. Nationaliste et laïc, le parti Iran est l'une des trois principales formations du Front national.

6. Bertrand de Castelbajac, *L'Homme qui voulait être Cyrus*, op. cit., p. 86.

7. Selon des notes qui auraient été découvertes après la Révolution au domicile de Chapour Bakhtiar, par le *komiteh* de Farmānieh – comité de quartier qui perquisitionne les lieux –, le Chah lui aurait téléphoné lui-même pour le convoquer d'« ici une heure au Palais ». Posant la paume de la main sur le récepteur, Bakhtiar se serait alors tourné vers les personnes présentes autour de lui en disant : « C'est Saïdi – l'un de ses amis – qui me fait une blague. »

8. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, op. cit., pp. 126-127.

9. *Ibid.*, p. 127.

10. Au téléphone, la princesse Ashraf, sœur du roi, laisse entendre à l'ambassadeur Radji que la reine restera et que son frère partira seul.

11. Faisant référence à une phrase d'un général japonais (Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, op. cit., p. 128).

12. « Sardar Assad, écrit le prince Ali Qādjār, rêvait de se coiffer de la Couronne, sur son sabre était gravé "mort aux Qādjārs" » (*Les Rois oubliés*, Paris, Éditions no 1, 1992, p. 316). Neveu du dernier souverain qādjār, le prince Ali conserve une certaine rancœur à l'égard des Bakhtiar, particulièrement de Sardar Assad qui était à la tête de la révolution constitutionnelle contre la dynastie.

13. Bien que, assez ironiquement, Réza Chah et sa victime, Sardar Assad, aient été de grands amis. Très proche de l'empereur dont il était, en 1931, le ministre

de la Guerre, le père de Chapour Bakhtiar l'accompagnait partout. Réza Chah considérait que le père de Chapour Bakhtiar – qui possédait lui aussi le titre coutumier de « Sardar Assad » [Seigneur Lion] – l'avait trahi dans sa lutte pour la soumission des tribus.

14. Bakhtiar a aussi fréquenté le lycée Louis-le-Grand.

15. Homme politique radical français, Félix Gaillard d'Aimé (1919-1970) a été l'un des derniers présidents du Conseil de la IV^e République (de 1957 à 1958) et le plus jeune chef de gouvernement français depuis Napoléon et avant Laurent Fabius.

16. « Bakhtiar conservera de cette époque un symbole qui lui restera cher : un mot de passe – “récolte 43”. Il prendra l'habitude de prononcer mentalement ou de murmurer “récolte 43” lorsque les obstacles s'accumuleront devant lui, comme aux premiers jours de l'année 1979... » (Jean-Yves Chaperon et Jean-Noël Tournier, *Enquête*, op. cit., p. 47).

17. Le Dr Mossadegh l'appelait parfois « *Farzand* » [fils].

18. Voir la fin du [chapitre](#) « Canossa sur le Potomac ».

19. En novembre, il a déclaré au journaliste Bernard Ullman : « Si Kerenski avait accédé au pouvoir en 1916, on aurait évité Lénine en 1917 » (*L'Express*, 18-25 novembre 1978).

20. En raison des coupures d'électricité, seuls ceux qui sont munis de récepteurs à piles peuvent l'entendre ce jour-là. Les autres devront patienter jusqu'au lendemain.

21. Sur l'écran on voit, derrière Bakhtiar, un immense portrait de Mossadegh.

22. Homme de médias proche du courant social-démocrate, directeur de l'*Etelâat*, ensuite dernier directeur de la Radiodiffusion-Télévision iranienne, Touradj Farazmand fuit l'Iran en 1979 pour la France puis les États-Unis, où il meurt en 2006.

23. Radio Iran, 3 janvier 1979.

24. Derakhcheh est un vieux cryptocommuniste, beau-frère de Sharif-Emāmi.

25. Fils de Mahmoud Djam, Premier ministre de Réza Chah et ancien époux de la fille de ce dernier, la princesse Chams, Fereidoun Djam a commandé le corps d'armée impériale de 1969 à 1971 avant de quitter ce poste pour cause de désaccord avec le Chah et de devenir ambassadeur d'Iran en Espagne jusqu'en 1978, date à laquelle il s'établit à Londres. Pressenti comme ministre de la Guerre, Fereidoun Djam revient à Téhéran où il habite chez le général Nazem. C'est là que Fardoust dit être allé le trouver pour lui conseiller de refuser.

26. Cardiologue de formation française marié à une Française. Bakhtiar l'a fait venir de Paris pour en faire son ministre de la Santé.

27. Diplomate cultivé et russophone, Ahmad Mirfandereski fut ambassadeur à Moscou et écrivit un livre intitulé *2 500 km de frontière commune avec un ours*. En charge des Affaires étrangères pendant la guerre du Kippour – en l'absence de Zāhédi –, il laissa des MiG soviétiques survoler l'espace aérien de l'Iran pour se porter au secours des Arabes. C'est un passionné de poésie, de vodka et de Russie.

28. Le général Chafaghat est un fidèle du Chah à qui il avait présenté sa

couronne le jour du sacre en 1967. Avant sa mort à Nice, il avait raconté à ses amis qu'il se préparait à partir pour les États-Unis pour y être soigné (il avait été blessé durant les troubles de Tabriz, dont il était le gouverneur), lorsque le Chah lui avait téléphoné pour lui demander avec insistance d'accepter d'être le ministre de la Guerre de Bakhtiar.

29. Ministre franc-maçon, compétent et honnête, préférant l'ombre à la lumière, Abdollah Entezām avait, jadis, été chassé de ce poste par ces mots : « Entezām est un passionné d'ébénisterie : "Qu'il aille faire le charpentier ailleurs !" »

30. Jean-Yves Chaperon et Jean-Noël Tournier, *Enquête, op. cit.*, p. 116.

31. Bakhtiar a été le P-DG d'Iranit (une société spécialisée dans les matériaux de construction) et le vice-directeur du Cercle des amitiés françaises (le Club français de Téhéran), mais on lui reproche aussitôt d'avoir été en relation d'affaires avec la Fondation Pahlavi et l'Afrique du Sud.

32. Ebrahim Yazdi, *Akharin Talāch dar Akharin Rouz-hā* [Derniers efforts des derniers jours], Téhéran, Imprimerie Rochdié, 1984, pp. 93-94.

33. Fondé par Dariouch Homāyoun, l'*Ayandegan* est l'un des journaux les plus populaires de l'époque du Chah, l'équivalent de *Libération* en France. Il sera dissous et interdit sous les mollahs.

De Persépolis à la Guadeloupe

Dans les derniers jours de décembre, les États-Unis sont arrivés à la conclusion que, à moins d'un coup de force dont le Chah semble désormais incapable et qui, de toute façon, n'aurait selon eux que peu de chances de réussir, le régime impérial est perdu. Début janvier, bien que des individus comme « Zbig » Brzeziński soient encore d'avis de garder toutes les options ouvertes, le compromis s'installe : le Chah doit quitter le trône.

La décision de la Maison Blanche est confortée par l'analyse similaire que font de la situation le 10 Downing Street et le Foreign Office. En décembre, l'ambassadeur britannique, Anthony Parsons, recommande également de « jouer Khomeini », susceptible de rapporter, selon lui, « des gains moins grands mais plus sûrs¹ ». Faisant écho à l'analyse de la diplomatie britannique, l'organe de presse de la City écrit : « Les intérêts de l'Occident sont liés à la stabilité de l'Iran et non à la survie d'un quelconque monarque. En continuant à identifier la stabilité au Chah, on risque de plus en plus de torpiller cet objectif². » Qui des deux a convaincu l'autre et depuis combien de temps ? Plusieurs théories s'affrontent³. Ce qui est certain c'est que, début janvier, Londres et Washington sont sur la même longueur d'ondes.

Ne reste plus dès lors qu'à entériner la décision en la faisant parapher par leurs deux autres partenaires européens, la France et l'Allemagne-RFA. C'est l'un des principaux objectifs du sommet quadripartite qui se tient à la Guadeloupe du 4 au 6 janvier 1979.

Officiellement, le président américain, Jimmy Carter, le Premier ministre britannique, James Callaghan, le président français, Valéry Giscard d'Estaing, et le chancelier allemand, Helmut Schmidt, sont réunis pour discuter de l'aide militaire américaine à la république

populaire de Chine, devenue depuis 1973 le nouveau fer de lance de la lutte antisoviétique. Mais la réunion qui se tient dans le pavillon de musique de l'hôtel Hamak, à 15 kilomètres de Pointe-à-Pitre, porte aussi sur la nouvelle marche à suivre à l'égard de l'Iran. À la veille du sommet, le Chah espère encore que Carter, après un « bon *briefing* » de la CIA et du Pentagone, tentera de convaincre ses alliés – surtout Callaghan et Giscard – de le secourir.

Au cours des discussions, les avis des quatre leaders occidentaux convergent très vite sur l'état désespéré du régime iranien. Même s'il se défend d'avoir été le plus sceptique sur la viabilité du royaume⁴, Jimmy Carter, évoquant les menaces que l'URSS fait peser sur l'Afghanistan, déclare d'emblée qu'il est devenu souhaitable que « le Chah soit écarté du pouvoir⁵ ». L'hôte de la conférence, le président de la République française, se dit surpris : « Le président Jimmy Carter nous a annoncé sans ambages que les États-Unis avaient décidé de retirer leur soutien au régime du Chah⁶. » Reconnaisant l'« extrême impotence » de la monarchie iranienne mais se disant surpris qu'elle doive chuter « avant le royaume saoudien⁷ », le chancelier Schmidt aimerait un supplément d'enquête, rappelant à ses pairs qu'ils entretiennent tous de bonnes relations économiques et politiques avec l'Iran du Chah⁸. Mais le Premier ministre Callaghan finit de convaincre ses partenaires que le régime du Chah a « fait son temps » et déclare, passé les premières hésitations : « *Everyone is of the same opinion*⁹. »

Selon une version alternative, c'est le président français qui, invoquant les risques de guerre civile dont pourrait profiter l'URSS, préconise de prendre ses distances avec le régime impérial. « À ce moment, écrit Pierre Salinger, il semble que Giscard d'Estaing lui-même ait incité Carter à prendre contact avec l'opposition, car sur la foi de leurs renseignements, les Français viennent de décider d'abandonner la cause du Chah¹⁰. » Selon Daniel Clairvaux qui reprend cette version, le président français aurait été convaincu par un exposé présenté par Sâdegh Ghotbzâdeh¹¹ au Quai d'Orsay, une semaine avant le sommet, ainsi que par les données fournies par l'ambassadeur français en Iran, Raoul Delaye : « Son pronostic était pessimiste. Son départ [celui du Chah] était inévitable, malgré le soutien de l'armée. Il n'y avait pas de formule politique de remplacement¹². » Par la suite, sans doute rattrapés par une forme de

mauvaise conscience, les quatre dirigeants ne cesseront de s'accuser mutuellement d'avoir pris l'initiative de l'abandon, laquelle deviendra, à son tour, l'un des exemples préférés des théories conspirationnistes – même si, aux dires de Rosalynn Carter, également présente, au terme des débats... le consensus fut entier¹³.

Le 5 janvier, la « conférence en bras de chemise » se clôt sur une déclaration énigmatique de Carter qui laisse néanmoins peu de doute :

Nous avons discuté de *certaines* zones de crise de la planète et nous avons décidé de capitaliser sur l'unique opportunité qui se présente à nous d'y réduire les tensions, de laisser les populations de ces régions déterminer elles-mêmes, parfois avec notre assistance [...], une meilleure vie et de meilleures conditions pour les droits humains¹⁴.

Dans ses Mémoires, *Réponse à l'Histoire*, le Chah considère le message émanant de ce qu'il qualifiera de « Yalta du Moyen-Orient » comme « contradictoire et ambigu », mais ne doute pas en revanche que, « durant ces discussions, les Français et les Allemands se sont entendus avec les Britanniques et les Américains pour [l]'évincer¹⁵ ». Lucide ou paranoïaque ? La suite de l'histoire permet à chacun de se forger une opinion.

D'aucuns pourraient faire valoir que le Chah a eu toutes les malchances de voir son jury formé par ces quatre dirigeants-là. Quoi qu'il ait pu dire le chancelier allemand, aucun d'entre eux n'est alors très bien disposé à son égard. Parmi eux, seul Valéry Giscard d'Estaing appartient à une formation politique conservatrice et même lui ne porte pas le monarque iranien dans son cœur¹⁶. L'Anglais Callaghan a même été, dans sa jeunesse, le seul député travailliste à se prononcer pour la déchéance de l'empereur du Japon¹⁷. Cette fois-ci, il aura gain de cause ! Le contexte de l'époque aussi joue contre le souverain iranien. En cette année 1979, le monde libre fait le ménage et le Chah se retrouve abandonné sur une décharge en fâcheuse compagnie, aux côtés d'« autres affreux » comme Idi Amin Dada, Bokassa I^{er} et Somoza.

C'est donc là, dans les Antilles françaises, dans le confort d'un hôtel de villégiature guadeloupéen, à deux pas des flots bleus de la mer des Caraïbes, qu'est prononcée la sentence de mort de l'Empire

iranien vieux de vingt-cinq siècles. Une fois le consentement des quatre grandes puissances occidentales obtenu, sur le terrain les choses vont aller très vite.

Le 6 janvier, la Maison Blanche envoie à l'ambassadeur Sullivan des instructions lui enjoignant de se rendre auprès du Chah pour lui signifier qu'il est « de son intérêt et de celui de l'Iran qu'il quitte le pays ». Dans ses Mémoires, William H. Sullivan raconte comment il a mis le roi à la porte : « Ce n'était pas un message ordinaire pour un diplomate à transmettre à un chef d'État. » Il est en effet plutôt inhabituel pour un ambassadeur de dire au chef de l'État auprès duquel il est accrédité que celui-ci doit quitter son pays... « Pourtant, ajoute le diplomate, durant les derniers mois mes relations avec le Chah avaient évolué d'une manière si extraordinaire que cette démarche ne revêtait plus aucun caractère insolite¹⁸. » À l'annonce de son limogeage, le roi, qui s'y attendait, n'émet aucune protestation. Se soumettant au sort que lui réservent ses « alliés occidentaux », il s'enquiert tout juste de la destination choisie pour lui et son épouse...

Ayant eu vent de « rumeurs » de départ, le sociologue Narāghi se rend, le 8 janvier 1979, au Palais et demande au Chah s'il est vrai qu'il s'apprête à quitter l'Iran. L'intéressé lui répond d'abord que c'est Bakhtiar qui le lui demande mais, quand Narāghi s'étonne que Bakhtiar puisse être en mesure de l'exiger, il ajoute : « Il n'y a pas que Bakhtiar. Il y a aussi les “autres” [les Américains] qui me disent : Si vous ne partez pas et si Khomeini ne rentre pas en Iran, il n'y aura pas de dénouement à la crise¹⁹. »

1. Anthony Parsons, *The Pride*, op. cit., pp. 10 sqq.

2. *Financial Times*, 6 février 1979.

3. Selon Hussein Fardoust, ce seraient les Britanniques qui auraient persuadé les Américains d'abandonner le Chah : « Un coup de téléphone des Anglais suffit à convaincre les Américains » (Zohour, op. cit., p. 106).

4. Jimmy Carter, *Keeping Faith*, op. cit., p. 453.

5. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, op. cit., p. 336.

6. Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la Vie*, vol. III, *Choisir (1978-1981)*, Paris, Éditions Compagnie 12, 2006, p. 199.

7. William Shawcross, *The Shah*, op. cit., p. 133.

8. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, op. cit., p. 337.

9. Rosalynn Carter, « Iran and the beginning of the end », in *First Lady from the Plains*, Fayetteville (AR), University of Arkansas Press, 1990, p. 331.
10. Pierre Salinger, *Otages*, *op. cit.*, p. 46.
11. Daniel Clairvaux, *Iran : la contre-révolution islamique*, Paris, L'Harmattan, 2013 p. 85.
12. Valéry Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la Vie*, vol. III, *op. cit.*, p. 107.
13. Rosalynn Carter, *First Lady*, *op. cit.*, p. 331.
14. Abbās Milani, *The Shah*, New York, Macmillan, 2011, p. 402.
15. Mohammad Réza Pahlavi, *Answer to History*, New York, Stein & Day, 1980, p. 171. Dans les tout derniers jours de sa vie, le Chah avait opéré des ajouts à l'édition anglaise de ses Mémoires. C'était au Caire et au bord de la tombe qu'il avait libéré sa parole. La première édition de *Réponse à l'Histoire* avait été écrite en français, dans l'atmosphère relativement sereine de Cuernavaca.
16. Le ministre français des Affaires étrangères de l'époque, Jean François-Poncet, avait, quelques années plus tôt, quitté l'Iran où il était conseiller d'ambassade en claquant la porte avec fracas.
17. Edward Behr, *Hirohito : l'Empereur ambigu*, Paris, Robert Laffont, 1989, p. 416.
18. W. H. Sullivan, *Mission*, *op. cit.*, p. 228 ; Manoutchehr Ganji, *Defying*, *op. cit.*, p. 28.
19. Ehsān Narāghi, *Des palais du Chah*, *op. cit.*, p. 120.

Le « départ de Darius »

Dans l'après-midi du 6 janvier 1979, après avoir reçu Chapour Bakhtiar venu lui présenter son équipe ministérielle, le Chah s'adresse à la nation. Abattu, il confirme sa volonté, déjà annoncée le 6 novembre, de s'« associer à la révolution populaire ». Puis il ajoute, d'une voix sourde, qu'il est « très fatigué » et qu'il s'apprête à « partir se reposer à l'étranger ». La nouvelle est tombée. Attendue par beaucoup, redoutée par certains. Elle est étourdissante. Un instant, le tumulte est suspendu. Mohammad Réza Pahlavi ne précise pas si son départ est définitif mais, en ce 6 janvier – jour des Rois ! –, les Iraniens se doutent bien que c'est l'ayatollah Khomeini qui vient de « tirer la fève ».

Désavoué par les Iraniens, les Occidentaux et l'Histoire, le souverain a néanmoins tenté de faire entendre sa voix une dernière fois avant de se résigner à disparaître. Chodjaeddine Chafāi, l'obscur et besogneux porte-parole de la cour impériale, a rédigé à la hâte, dans un français correct mais désuet, deux articles qui doivent être signés par un parlementaire et un universitaire français avant d'être publiés, du moins l'espère-t-on au Palais, dans les colonnes du *Monde*. Quelques idées-forces le sous-tendent : « Une fois encore l'Atlantide a sombré », et « la porte du club des privilégiés a été brutalement claquée au nez de l'Iran qui prétendait y entrer ». Cet appel, tragique SOS, ultime plaidoyer pour un système qui s'effondre, est déchirant mais évidemment impubliable, à ce moment précis, dans un média occidental. Un dernier cri, désespéré par excellence, condamné à se perdre dans le tumulte des condamnations.

Ayant épuisé toutes les extrémités, à l'exception, certes, d'une répression jusqu'au-boutiste, le roi, échec et mat, s'apprête donc à quitter le damier de la politique iranienne, emportant avec lui les derniers débris de la dynastie. Sa fille aînée, Chahnāz, s'est déjà embarquée, le 7, à bord d'un avion militaire en partance pour

l'Espagne. Elle compte, « si Sa Majesté ne rentre pas en Iran », s'établir en Égypte auprès de sa mère, l'ex-reine Fozieh², revenue dans son pays grâce à une autorisation du président Sadate. De la famille impériale, il ne reste plus dès lors à Téhéran que ceux qui vivaient en marge de la Cour : la plus jeune femme de Réza Chah, la reine Esmat, le prince Hamid-Réza, frère cadet de Mohammad Réza, son neveu et fils du défunt Ali-Réza, *Ali-Patrick Eslami*³, ainsi que la mère française de ce dernier et son demi-frère, Christian Pahlavi. Et, enfin, Hamdān Saltaneh, la fille aînée de Réza Chah, « née de mère inconnue », une octogénaire pitoyable, vérolée, décoiffée, hagarde, que les *komitehs* révolutionnaires arrêteront, relâcheront et arrêteront de nouveau⁴. Comme la maison Usher, celle des Pahlavi s'effondre dans un poignant fracas.

Désormais, tous invitent le Chah à partir et lui indiquent, avec insistance, la porte de sortie : les mollahs, les Américains, son propre Premier ministre et même ses proches. Ça tombe bien, il ne tient plus tellement à rester.

Le matin de son allocution, l'ambassadeur Sullivan est donc venu annoncer au Chah que les puissances occidentales l'invitent à quitter l'Iran. La mission étant inhabituelle pour un diplomate étranger, Sullivan s'est efforcé de « présenter ce message avec des mots simples et modérés ». « Lorsque le Chah l'eut entendu, raconte Sullivan, il tourna son visage dans ma direction et, levant les mains dans une attitude de supplication, il dit : Oui, mais où aller ? » Le diplomate américain lui répond qu'il n'a reçu aucune instruction à ce propos. Sa villa de Saint-Moritz ? – « Non, la sécurité en Suisse n'est pas satisfaisante. » Sa résidence du Surrey ? – « Non, le climat de l'Angleterre est si mauvais. » Le Chah est demeuré un moment silencieux, fixant Sullivan « d'un regard suppliant ». L'ambassadeur lui propose alors : « Voulez-vous que je demande pour vous une invitation à Washington ? Il se pencha en avant et, à peu près comme un garçonnet, il plongeait son regard dans le mien et demanda : Vous feriez ça pour moi⁵ ? » Selon Shawcross, « Sullivan croyait qu'en recevant le Chah les États-Unis gagneraient des points auprès de l'opposition iranienne, dont la victoire lui paraissait inévitable⁶ ». La Maison Blanche donne aussitôt son feu vert et Mohammad Réza se résout à l'idée d'un exil américain.

À l'origine, il est décidé que le couple impérial atterrira d'abord à

la base aérienne d'Andrews, près de Washington DC, avant de se rendre en Californie. Là, Henry Kissinger se charge déjà d'organiser son séjour dans la résidence de Palm Springs, propriété du riche magnat de la presse Walter Annenberg, ancien ambassadeur des États-Unis à Londres⁷. Le 12 janvier, Sullivan informe le Chah qu'il devra débarquer de nuit sur un obscur aéroport du Maine ou de Caroline du Sud. On l'accueillera donc, mais par l'escalier de service. Et puis, au dernier moment, raconte Afshār, Sullivan téléphone au Palais pour annoncer une nouvelle modification d'itinéraire : « Carter suggère que *sur le chemin de l'Amérique* nous fassions une halte de deux ou trois jours à Assouan, où nous aurons un entretien avec Anouar al-Sadate et Gerald Ford (le précédent président américain) à propos des accords de Camp David⁸. » Le changement de programme est officiellement justifié par le fait que le Chah a joué un rôle d'intermédiaire au cours des négociations israélo-égyptiennes et qu'il pourrait, grâce au crédit dont il jouit auprès des leaders des deux pays, être de nouveau utile. Mais l'objectif réel est de retarder, voire de reporter *sine die*, l'arrivée du souverain iranien sur le sol américain.

*

Depuis l'annonce du départ, dont la date est tenue secrète, règne au palais de Niāvarān, transformé en bunker, une atmosphère de crépuscule tragique⁹. La reine se souvient du désarroi qui s'abat sur ce qui reste de la cour impériale : « Les gens continuaient d'aller et venir, mais comme des automates, et parfois je surprenais tel ou tel en train de pleurer silencieusement¹⁰. » La clepsydre du régime presque vide, les derniers jours s'égrènent avec une lenteur tragique. Le Chah confie à son fidèle chambellan : « En ouvrant mon lit, j'ai trouvé au milieu des draps un bout de papier sur lequel on avait écrit "*Marg-bar-Chāh*" [Mort au roi]. » Un journal allemand révèle que la princesse Farahnaz a tenté de se suicider après avoir vu le Chah remettre une ampoule de cyanure à sa mère.

Du 12 au 14 janvier, durant trente-six heures, Farah et ses amis – Lily Daftari, Fährad Riahi, Fereidoun Djavādi notamment¹¹ – se retrouvent dans le pavillon de chasse de Khodjir pour se faire leurs adieux. La reine ne rentre ensuite à Niāvarān que pour y passer les deux dernières nuits. Le 14 janvier, à 10 heures du matin, Christian Pahlavi revient de l'aéroport où il a pris congé de sa femme, Jana, de

ses fils et de quelques proches qui partent à leur tour vers l'Europe. Dans la voiture qui le ramène à sa demeure de Chémirān, il aperçoit un chien qui, d'un pas humble et souple, traverse le boulevard Sanāī. Sur son pelage blanc sale, les révolutionnaires ont tracé les trois lettres du mot « هاش » [CHAH] en bleu ciel, couleur qui, en Iran, est le bleu roi, la couleur du Palais¹².

Ce jour-là, le chambellan du Chah est parvenu à entrer en contact avec l'Égypte grâce aux lignes de communication de l'ambassade américaine, celles de l'Iran étant paralysées par les grèves. « Du Caire, dit-il, on m'a répondu que Sadate attendait Sa Majesté à Assouan le surlendemain à 14 heures. » Cette requête bouscule le cours des choses. À l'origine, le Chah avait décidé (à la demande expresse de Bakhtiar lors de la première séance du Conseil de régence) de partir un jour plus tard, le 17 janvier, de manière que le gouvernement puisse avoir le temps de recueillir le vote de confiance du Majless, fixé au mardi 16. Malgré cette interférence des dates, c'est le vœu de Sadate qui prime¹³.

16 janvier, jour du départ : un vent glacé souffle sur Téhéran. Le Chah se rend comme d'habitude à son bureau du palais Niāvarān. Il y signe quelques documents et y reçoit ses derniers visiteurs. Vers 10 heures, son aide de camp civil, Manoutchehr Sānēī, introduit auprès du souverain un groupe de fiers-à-bras du sud de la ville venus le supplier de rester et de sauver le royaume. Le Chah demande à Sānēī de relever leurs noms. À 11 heures, une dernière audience est accordée à l'ancien ministre de la Justice Mohammad Baheri qui, à son tour, implore le souverain de ne pas partir. Le Chah l'écoute en prenant, debout, une tasse de thé. Il travaille jusqu'à midi puis quitte son bureau et traverse les 400 mètres qui le sépare de l'héliport de sa résidence privée¹⁴. Le personnel du Palais est en pleurs. Avant de s'envoler, Mohammad Réza Chah, qui est passé sous un Coran, dit : « N'ayez crainte, nous reviendrons bientôt¹⁵ ! »

Le couple impérial quitte Niāvarān pour Mehrābād au même moment mais à bord de deux hélicoptères différents. Avant de monter dans son appareil, la reine se souvient d'avoir aperçu, dans les jardins du Palais, l'énorme général Badreī pleurant à chaudes larmes. Elle est vêtue d'un manteau à col de fourrure fauve et coiffée d'une toque assortie. Qu'emporte-t-elle avec elle ? Dix ans plus tard, elle confiera à Frédéric Mitterrand que, parmi les « trésors » qui l'accompagnent dans

les malles de son exil et dans son errance, Farah a emporté *Les Voix du silence* que lui avait dédiacées André Malraux ainsi qu'une petite sculpture de Dalí représentant deux escargots.

À l'aéroport Mehrābād, le couple impérial retrouve un petit comité de fidèles composé de militaires et de quelques dignitaires de l'Empire, parmi lesquels Aslan Afshār, Zelli (pilier du ministère des Affaires étrangères), le vieil Ardalan (ministre de la Cour) et Yazdan-Panā (chef du service de presse du Palais). Chapour Bakhtiar, qui est au Majless pour recevoir le vote d'investiture, doit les rejoindre dès que la cérémonie sera terminée. Des instructions ont été données pour garder la presse étrangère éloignée de l'aéroport. Les journalistes canadiens Pelletier et Adams se souviennent qu'on les a convoqués au Palais afin de les éloigner, sous le prétexte d'« une conférence de presse qui n'eut jamais lieu¹⁶ ». Un seul photographe a été convié pour immortaliser le départ de l'empereur.

Sur le tarmac, quelques minutes avant le décollage, tout le monde est bouleversé. Le Chah cache ses yeux humides derrière des verres fumés. Autour de lui, tout le monde pleure. Sous sa toque fauve, seule Farah – qui, dira-t-elle, avait pris un tranquilisant – ne semble pas envahie par l'émotion¹⁷. Le Chah remarque un sous-officier qui, au garde-à-vous, lutte contre une intense émotion, tremblant de tous ses membres. On lui fait signe d'approcher et il se jette en sanglots aux pieds du souverain. Un cliché célèbre montre le Chah, son feutre à la main, le visage déformé par l'émotion, aidant le sous-officier à se relever. Pour ceux qui assistent au départ des souverains, la souffrance est indicible¹⁸.

Au bout de trois quarts d'heure, l'hélicoptère de Bakhtiar, qui vient de recueillir le vote de confiance du Parlement, se pose avec fracas. Le nouveau Premier ministre accompagne le souverain vers l'avion. Marchant à sa gauche, il sort de sa poche un mouchoir qu'il porte à ses yeux. Un geste familier chez ce grand émotif. Au pied de la passerelle d'embarquement, Morteza Lotfi, reporter de Radio Iran, fend la foule qui entoure le Chah pour lui exprimer « le souhait de la nation de le voir revenir bientôt¹⁹ » (*sic*). Rééditant le geste paternel, le souverain ramasse, au coin de la piste, un peu de terre iranienne²⁰. Il quitte l'Iran sans la bénédiction de l'imam Djomeh, le chapelain du Palais, absent pour la première fois. Comme il n'y a aucun mollah, c'est un journaliste de la télévision qui présente au souverain le Coran

du départ dans le bruit assourdissant des turbines du Boeing 707 *Chahine*, l'avion personnel du roi, dans lequel commencent à grimper les voyageurs.

Chapour Bakhtiar se souvient : « Le Chah monte à bord du *Chahine*. Quelques minutes après, il a demandé à me voir. J'ai dû écarter des gens pour grimper dans l'avion. Il était installé aux commandes, il voulait piloter. » Bakhtiar s'assoit à côté de lui, dans la cabine de pilotage. Il raconte que le souverain, comme un maître de maison partant en voyage et cherchant à se rappeler s'il a fait toutes les recommandations nécessaires, lui demande : « Qu'allez-vous faire pour le budget de la marine ? Je sais que vous ne souhaitez pas que l'Iran soit le gendarme du golfe Persique, mais il faut garder intacte notre flotte²¹. » Aslan Afshār se rappelle, lui, que le Chah dit au Premier ministre : « Je vous confie l'Iran et vous confie à Dieu²². » Après avoir embrassé la main du roi, Bakhtiar redescend la passerelle. Au moment de quitter sa patrie, il y a donc encore, malgré tout, un peu d'*Aryamehr* en Mohammad Réza.

À bord du *Chahine*, outre la famille impériale et Aslan Afshār, ont pris place le copilote du Chah, le colonel Moezzi, le Dr Lucy Pirnia, pédiatre des enfants royaux, ainsi que celui qui sera l'ombre du Chah durant son exil, le colonel Kioumars Djahānbini²³. Il y a là aussi le garde du corps personnel de la reine, le colonel Yazdan Nevissi, un sergent, Ali Chahbazi, les deux valets du Chah, Amir Pourchodja et Mahmoud Eliassi... auxquels s'ajoute un passager clandestin : Kambiz Atabai, embarqué au dernier moment, sans passeport ni valise, par Aslan Afshār qui le savait en danger²⁴. Dans l'avion, se souvient ce dernier, les voyageurs ne trouvent ni nourriture ni vaisselle et devront se contenter de riz – servi dans des soucoupes – préparé par le cuisinier du Palais, Kabiri²⁵, pour ses enfants qu'il pensait retrouver en Amérique. Déjà, au sein des bâtiments de l'aéroport, l'étau de l'inhospitalité s'est resserré : au pavillon officiel, le téléphone ne fonctionne plus pour « ceux qui s'en vont ».

À 13 h 08, le *Chahine* s'envole pour Assouan. Au moment où le Chah, qui est aux commandes, arrache le Boeing à la terre d'Iran, celle-ci se met à trembler, engloutissant le village de Bozn-Abād, dans le Khorāsān, et faisant 200 victimes²⁶.

Mais c'est un autre genre de séisme qui secoue le pays tout entier.

En ville, où l'annonce du « départ » parvient vers 13 h 30, la liesse

éclate comme une formidable détonation. Elle se répand, comme une traînée de poudre, transmise de passant à passant, de boutique en boutique, de mosquée en mosquée. Du cœur de la ville, de la prison de Ghasr où ils sont enfermés, les deux employés américains d'EDS perçoivent l'immense clameur que provoque la nouvelle : « À peine la télévision avait-elle montré l'avion du Chah s'élevant dans le ciel que Bill commença à entendre un bruit de fond, comme la rumeur d'une foule lointaine à l'extérieur de la prison. Le bruit ne tarda pas à s'amplifier, jusqu'à devenir un pandémonium de cris, d'acclamations et de coups de klaxon²⁷. » À 14 heures, toute la capitale est en liesse. La foule exulte et pousse une grande clameur : « *Chāh raft !* » [Le Chah est parti !] Les automobilistes allument leurs phares et bloquent leurs klaxons. Certains braquent en avant leurs essuie-glaces, auxquels sont attachés des chiffons et des fanions de couleur oscillant devant leur pare-brise. Un énergumène, porté par la foule, s'est coiffé d'une couronne en papier journal et s'écrie à pleins poumons : « Le Chah a dégagé avec Farah ! » [*darrafté !*]

Sur les artères principales des grandes villes on distribue des bonbons, des fruits secs, du thé et des fleurs. « Le jour où le Chah est parti, se souvient Bernard Hourcade, ma fille, qui fêtait ce jour-là ses six ans, est tombée malade d'indigestion, tant on l'avait gavée de friandises pour remercier la petite Française²⁸. » Aux carrefours, la foule se précipite et emporte, au passage, militaires et policiers qui fraternisent avec les émeutiers d'hier. Portés en triomphe, certains factionnaires, de plus en plus nombreux, se laissent faire. D'autres, le traditionnel œillet rouge au canon, commencent à sourire timidement tandis que passe triomphalement un camion, recouvert d'une grappe humaine qui brandit la photo de l'ayatollah Khomeini.

Dans l'après-midi, les dernières statues du souverain finissent de tomber comme autant de chênes qu'on abat. Les plaques des avenues Chah et Pahlavi sont arrachées, piétinées, tordues, ainsi que d'autres symboles du règne du « despote » désormais en exil. La veille, au Bāzār, la mosquée du Roi a déjà été rebaptisée Khomeini. Certains passants exhibent fièrement des billets de banque dont a été découpée l'effigie du roi, parfois remplacée par celle de l'ayatollah. Tout ce qui peut rappeler l'ancien régime s'efface déjà. On s'arrache les éditions spéciales annonçant en caractères démesurés le départ du Chah²⁹. « C'est la Libération³⁰ ! »

Aucune fausse note dans cette indescriptible explosion de joie populaire, si l'on excepte la déclaration dérisoire d'un « Front pour la monarchie iranienne » qui annonce, de Genève où il vient de se créer, qu'il va « châtier Khomeini ». De Paris, le 17, l'ayatollah déclare : « Il nous reste encore à remporter la victoire finale³¹ », et ajoute, le lendemain : « Le Chah sera amené devant les tribunaux très bientôt³². » En marge de la liesse populaire, l'annonce du départ du roi accélère l'exode de ceux qui sont compromis avec son régime. Déjà, les Tāghoutis se ruent vers l'aéroport. Deux jours après avoir voté la confiance à Bakhtiar, le 18 janvier 1979 c'est le sauve-qui-peut pour les députés Alamouti et Abdollah Gharagozlou. Les premiers d'une longue liste.

À l'étranger, le départ de Mohammad Réza Chah provoque un retentissement à l'échelle de l'exaltation produite en Iran. Le lendemain, 17 janvier, la une des journaux du monde entier est consacrée au « Départ de Darius ».

Le monde arabe jubile. Les capitales panarabes se félicitent de la disparition d'un régime pro-occidental. Le quotidien algérien *Ech Chaâb* déclare que le « front de la honte » est désormais « lézardé ». Le 15, la Syrie prend officiellement fait et cause pour l'ayatollah et il ne faudra que trois jours à la République libyenne pour édifier un monument commémorant « la victoire de l'ayatollah Khomeini et la fin du régime du Chah ». Ignorant ces considérations de « guerre froide », la rue arabe, elle, s'enthousiasme de voir un pays évoluer vers l'islamisme. Le « printemps iranien » devient un modèle à suivre. Et il sera suivi.

En France, l'hebdomadaire *Le Point* affirme, sournoisement, que le Chah a réussi sa fuite à Varennes. En Russie, l'agence Tass clame que le « tyran » est parti comme « un fuyard³³ ». Dans les colonnes du *New York Times*, William Sullivan écrira bientôt que le roi « sortait de là comme une sorte d'Hamlet, ne laissant en Iran que peu de partisans³⁴ ». Le 31 mars 1978, le même ambassadeur le décrira comme « un agneau dans la peau d'un lion ». Quant à son homologue britannique, il comparera le souverain iranien à lord Jim, le personnage de Joseph Conrad qui, quand vint la tempête, oubliant sa superbe, se rua sur la première chaloupe, abandonnant son bateau et ses passagers³⁵.

Ainsi, alors que le monde musulman se réjouit de voir l'Iran

marcher à grands pas vers une République islamique, l'Occident, celui-là même qui a prié le Chah de tirer sa révérence, l'accuse-t-il maintenant de lâcheté et parle de fuite : « *Abiit, excessit, evasit, erupit.* »

Le Chah a-t-il fui ? Force est en tout cas d'admettre qu'il ne s'est pas vraiment débattu. Il y a loin entre sa mélancolique résignation à partir et la détermination farouche à rester d'un Anastasio Somoza, son contemporain d'infortune³⁶... A-t-il fait preuve de sagesse et de sens de l'État ? En refusant de recourir à la force, en choisissant de partir, le Chah a probablement évité des atrocités pour lui et pour les autres. A-t-il manqué de tempérament ? Les circonstances plaident plutôt en sa faveur. L'homme est gravement malade et trahi par ceux qu'il croyait être ses alliés. Bien sûr, on perd toujours la partie quand on quitte la table de jeu. Rester le « dernier », c'est devenir le « seul ». Un immense privilège cruellement acquis par quelques-uns comme Nicolas II, Haïlé Sélassié et Mohammad Réza³⁷.

Mais en Iran, l'heure n'est plus à juger *Aryamehr*. Plutôt que de faire le procès de celui qui part, on se préoccupe de fêter celui qui arrive. « Quand le Div s'en va, l'Ange doit apparaître³⁸. » Sitôt le Chah parti, ce nouveau slogan est sur tous les murs et sur toutes les lèvres.

1. Directeur de l'information sous le gouvernement Mossadegh, vice-ministre de la Cour impériale et porte-parole du Chah, Chodjaeddine Chafā (1918-2010) a été ambassadeur itinérant d'Iran pour les affaires culturelles, directeur général de la bibliothèque Pahlavi, secrétaire général du Conseil culturel impérial et de l'Union internationale des iranologues. Écrivain prolifique qui traduisit les œuvres de Dante, Goethe, Milton ou Hugo en iranien, Chafā fut également la plume du Chah pour ses discours et l'un des principaux instigateurs des célébrations du 2 500^e anniversaire de la fondation de l'Empire perse.

2. Descendante de Méhmet Ali, de Mohammad Charif Pacha, de Soliman Pacha et fille du dernier roi d'Égypte, Fouad I^{er}, Fozieh, connue pour son extraordinaire beauté, fut la première épouse de Mohammad Réza à qui elle donna sa première fille Chahnāz et dont elle divorça en 1945. Revenue en Égypte, contrainte à l'exil après le coup d'État de Nasser, elle y retourne et meurt le 2 juillet 2013 à Alexandrie.

3. L'ayatollah Mahmoud Taleghāni, leader du Mouvement pour la Liberté de l'Iran (FMI), l'a baptisé le *Momén-é Ale Ferhon* [le Pieux de la cour du Pharaon].

4. Née d'une précédente union de Réza Chah, la princesse Fatimah, dite Hamdān Saltaneh, est la demi-sœur de Mohammad Réza Chah et la femme de Hadi Atabay.

5. W. H. Sullivan, *Mission*, op. cit., pp. 229-230.

6. William Shawcross, *The Shah*, op. cit., p. 34.
7. Michael Ledeen et William Lewis, *La D  b  cle*, op. cit., p. 205.
8. Aslan Afsh  r, *Les Mémoires*, op. cit., p. 353. Aslan Afsh  r    Radio Shalom Nice, 30 avril 1998.
9. Ambiance de fin de règne qui a été très bien reconstituée par le téléfilm de Kevin Connor dans lequel Daniel Gélin campe merveilleusement le personnage du Chah, malade, abandonné, trahi et menacé durant ces heures sinistres (*L'Amérique en otage*, téléfilm américain de Kevin Connor, 1991).
10. Farah Pahlavi, *Mémoires*, op. cit., p. 284.
11. Tous les trois sont des amis du lycée français de Téhéran, le lycée Razi, fondé par la mission laïque française en 1950.
12. Christian Pahlavi, *Les Grains*, op. cit., p. 168.
13. Afsh  r raconte également : « Je dois ajouter qu'un certain nombre de députés étaient venus me trouver, deux ou trois jours avant le départ du souverain, pour me dire que si Sa Majesté partait, ils ne voteraient pas la confiance au gouvernement Bakhtiar. Sa Majesté, à qui j'en avais référé, me dit : "Répondez-leur que je ne pars que pour trois mois" » : Aslan Afsh  r, *Sangar* [La Barricade], 15 Farvadine 1374 (4 avril 1995).
14. Bertrand de Castelbajac, *L'Homme qui voulait être Cyrus*, op. cit., p. 160.
15. Aslan Afsh  r, *Les Mémoires*, op. cit., p. 333. Tout Iranien chiite, lorsqu'il quitte sa maison pour un voyage, a coutume de passer sous un volume du Coran. Le Livre saint est brandi sur le seuil par un parent, un ami, pour que le voyageur, s'inclinant, reçoive la sainte bénédiction.
16. Jean Pelletier et Claude Adams, *  vad  s d'Iran*, op. cit., p. 37.
17. Seize ans plus tard, Farah confiera à Vincent Meylan (pour *Point de vue*) : « J'avais pris des calmants afin de ne pas éclater en sanglots. Lorsque nous avons décollé, je me suis mise à écrire avec frénésie tout ce que je voyais. J'avais trop besoin de l'évacuer » (3 janvier 1995).
18. Ghol  m Réza Afkhami, *The Life*, op. cit., p. 527.
19. Cet échange est diffusé au journal parlé de 14 heures, puis supprimé au bulletin du soir.
20. Selon une autre version, le Chah avait demandé à un familier de lui apporter dans une boîte en argent de la terre recueillie sur la tombe de son père.
21. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, op. cit., p. 152.
22. Aslan Afsh  r, *Les Mémoires*, op. cit., p. 352.
23. Homme chauve et discret, le chef des gardes du corps du Chah n'a pourtant rien d'un gorille. Formé    Sandhurst, c'est un officier de la Garde impériale depuis quinze ans.
24. Responsable des haras impériaux et membre de la famille royale, Kambiz Atabai appartient à une tribu turkmène qui, au xix   siècle, comptait 3 000 familles «    cheval ». La radio islamique est sur le point de mettre sa tête à prix.
25. Aslan Afsh  r, interview donnée à Alamouti, publiée dans *Nimrouz* [Midi], le

15 Bahman (4 février) 1994.

26. Ce fut, écrivirent les journalistes canadiens, « le dernier spasme de cette terre qui venait d'expulser son souverain » (Jean Pelletier et Claude Adams, *Évadés d'Iran*, *op. cit.*, p. 38).

27. Ken Follett, *Comme un vol d'aigle*, Paris, Stock, 1983, pp. 270-271.

28. France Inter, « Vivre en Iran », 26 janvier 1994.

29. « Chāh raft ! », *Keyhān*, 26 Day 1357 (16 janvier 1979).

30. « La foule célèbre le départ du Chah », *Ayandegan*, 27 Day 1357 (17 janvier 1979).

31. *Keyhān*, même jour.

32. *Ayandegan*, 28 Day 1357 (18 janvier 1979).

33. Il est vrai que dans ces deux pays révolutionnaires les « despotes » n'avaient pas réussi à se faire la belle !

34. Michael Ledeen et William Lewis, *La Débâcle*, *op. cit.*, p. 199.

35. Anthony Parsons, *The Pride*, *op. cit.*, p. 149.

36. Dernier membre d'une dynastie de dictateurs qui règne sur le Nicaragua depuis 1936, Anastasio Somoza Debayle (1925-1980) vend on ne peut plus chèrement sa destitution en livrant une guerre civile sans merci au Front sandiniste de libération nationale, conflit qui fera, de septembre 1978 à juillet 1979, plus de 40 000 morts.

37. C'est ainsi qu'ils sont devenus « le » tsar, « le » Négus et « le » Chah.

38. Dans la mythologie iranienne, le Div est un diabolotin, un suppôt du diable.

Fuite en Égypte

Après le décollage de l'aéroport de Téhéran, le roi garde les manettes du *Chahine* jusqu'au rivage du golfe Persique. À son chambellan, il dira : « Comment pouvais-je être certain que notre pilote me conduirait bien là où je désirais aller¹ ? » Bien lui en a pris, puisque son copilote, le colonel Moezzi, révélera par la suite qu'il a alors songé à fracasser l'appareil afin d'exterminer le tyran au prix de sa propre vie²... Lorsque l'avion pénètre dans l'espace aérien saoudien, le Chah quitte la cabine de pilotage et rejoint les autres passagers qui se préparent à déjeuner du « *baghali polo* » préparé par Kabiri. C'est le dernier repas iranien de la famille impériale. Dans l'avion qui les emporte loin de l'Iran, le souverain et ses compagnons d'infortune s'efforcent encore de croire que leur « exode en Égypte » ne sera qu'un simple séjour.

Ce 16 janvier 1979, en milieu d'après-midi, après quatre heures de vol, lorsque le jet bleu et gris argenté du Chah atterrit à l'aéroport d'Assouan, à l'extrême sud de l'Égypte, il flotte, note Farah, « une douceur printanière » contrastant avec le vent glacial qui soufflait à Téhéran au moment du départ³. « Exactement l'une de ces journées que les hirondelles viennent chercher de si loin⁴ », ajoute Shawcross. Le président Sadate et son épouse Jehane ainsi que tout le gouvernement égyptien sont venus attendre les exilés iraniens, auxquels est réservé un accueil des plus chaleureux. On rend au Chah les honneurs militaires. Le souverain iranien, qui a revêtu le pire de ses complets à rayures, fait quelques pas avant de s'immobiliser sur le tapis rouge tandis qu'une salve de 21 coups de canon retentit et que la fanfare militaire joue les hymnes des deux pays. Le Chah, constate Jehane al-Sadate, « semble au bord de l'épuisement ». Le président égyptien l'embrasse chaleureusement et lui dit : « Sois assuré, Mohammad, que ce pays est le tien, et que tu es ici au milieu de ton peuple et de tes frères⁵. » Toutes les dispositions ont été prises pour

que le passage du couple impérial ait les apparences d'une visite « normale »⁶.

Puis les Sadate conduisent leurs hôtes à l'hôtel Oberoi d'Assouan, construit sur une île artificielle au milieu du Nil, choisie pour son isolement. Sur le chemin, Jehane passe son bras autour des épaules de Farah et la serre contre elle. Son mari a fait disposer en hâte, sur le parcours, les portraits du Chah qui avaient été installés l'année précédente à l'occasion de la visite éclair effectuée par le souverain iranien en janvier 1978 pour apporter son soutien à la politique de paix du président égyptien⁷. Dans la voiture qui les conduit à l'hôtel, Sadate offre à son invité plus qu'un noble accueil, une alliance : « Tout aussitôt, écrit Jehane al-Sadate, mon mari s'offrit à donner asile aux forces armées iraniennes qui, contre vents et marées, étaient restées fidèles à leur empereur. » Le raïs propose à Mohammad Réza de faire sortir la marine et l'aviation impériales et de les abriter en Égypte « jusqu'à ce que la situation se stabilise ». La réponse du Chah témoigne de son impuissance : « Les Américains s'y opposeraient. Ils m'ont forcé à m'exiler. À l'aéroport, leur ambassadeur [Sullivan] ne cessait de regarder sa montre, me disant que chaque minute d'atermolements jouait contre moi et contre les intérêts de l'Iran⁸. » Les jours suivants, Anouar al-Sadate s'efforce d'aider son hôte à conserver sa dignité même si, à Téhéran, une photo, représentant le Chah priant à ses côtés, lui vaut encore ce commentaire sardonique : « À force de ne pas prier, il ne sait plus et se croise les mains sur l'estomac comme un sunnite ! »

Tout au long de cette halte de cinq jours que leurs hôtes égyptiens passent avec le couple impérial sur l'île de l'Éléphant, Mohammad Réza Chah ne cesse, dit Jehane al-Sadate, de parler de leur prochain retour en Iran. Chaque matin, il fait une promenade d'une heure dans les jardins luxuriants de l'hôtel, perdu dans ses pensées. Le plus souvent silencieux, il pose gravement et machinalement à tous ses visiteurs, comme l'ancien président Gerald Ford ou le roi Constantin de Grèce, la même question : « Pourquoi⁹ ? » Le quatrième jour, le 20 janvier, Jehane al-Sadate leur fait faire une promenade en barque : « Nous nous étions munis de sandwiches, de boissons et de quelques friandises, et pendant trois heures, nous avons glissé sur les eaux paisibles du lac Nasser, en amont du haut barrage, pour gagner les ruines gréco-romaines du temple d'Isis à Philae¹⁰. » Le lendemain, le

Chah est examiné par le Dr Flandrin, venu de Paris pour suivre l'évolution de son état de santé.

À Téhéran, les opposants vivent dans la hantise de « le » voir revenir. En fait, durant les semaines et les mois qui suivent le départ des Pahlavi, tous les Iraniens, quel que soit leur camp, seront plongés dans une véritable « psychose nationale du 28 Mordād », par référence au coup d'État qui avait vu le roi reprendre le pouvoir aux mossadéghistes en août 1953. Ce n'est que plus tard, progressivement, que s'estompe la peur d'une nouvelle opération Ajax.

Le 21 janvier, malgré l'insistance du couple Sadate pour qu'ils restent, le Chah et Farah décident de quitter l'Égypte. Le roi dit au chambellan Aslan Afshār : « Nos entretiens sont maintenant terminés et Sadate doit partir pour une visite officielle au Soudan. Prenez contact avec l'ambassadeur américain au Caire et demandez-lui le jour et l'heure de notre arrivée aux États-Unis. » Après avoir interrogé son ministère de tutelle, Hermann F. Eilts répond à Afshār : « Je suis au regret de vous annoncer que, pour l'instant, les autorités de mon pays ne considèrent pas comme opportune la venue de votre monarque aux États-Unis¹¹. » Le 22, le couple impérial et sa suite décollent vers le Maroc où les a conviés le roi Hassan II¹². Commence alors une longue errance.

1. Aslan Afshār, *Sangar*, 15 Farvadine 1374 (4 avril 1995).

2. Cet individu, au moment de l'exil au Maroc, rejoindra la Révolution et dirigera la branche militaire des marxistes islamistes. Il pilotera Bani-Sadr hors d'Iran.

3. Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 288.

4. William Shawcross, *Le Shah*, *op. cit.*, p. 73.

5. Jehane Sadate, *Une femme d'Égypte*, Paris, Presses de la Renaissance, 1987, p. 564.

6. L'ambassadeur iranien Abbās Nayeri, resté fidèle, les rejoint le lendemain.

7. « “Je ne passerai qu'une brève nuit à Assouan”, avait annoncé à l'impromptu, au mois de janvier, un télégramme du Chah d'Iran » (Jehane Sadate, *Une femme d'Égypte*, *op. cit.*, p. 542).

8. *Ibid.*, p. 565.

9. Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 289.

10. Jehane Sadate, *Une femme d'Égypte*, *op. cit.*, p. 567.

11. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, *op. cit.*, p. 354.

12. La reine explique : « L'invitation du roi Hassan II avait soulagé mon mari qui ne voulait pas abuser de l'hospitalité du président Sadate » (Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 291).

L'héroïque intermède

En escortant le roi jusqu'à l'avion, Chapour Bakhtiar avait personnellement obtenu ce que la nation réclamait et que personne n'avait réussi à réaliser jusque-là. Mais, sachant pertinemment que ce « service rendu à la Révolution » ne lui vaudrait aucune sympathie de la part de ses adversaires, il se prépare à distribuer les coups, à droite comme à gauche, pour défendre les institutions iraniennes contre les désordres de la rue.

Prêt à en découdre, il a été à bonne école, celle de la Résistance contre l'Allemagne nazie. Téméraire, obstiné et romantique, il est aussi un aventurier. « En tant que joueur, écrit Fardoust, Bakhtiar savait admirablement bluffer¹. » Toutes ces qualités, qui sont autant de défauts politiques, le prédisposent à se mettre en travers de l'Histoire. Dès sa nomination, il est un bâton dans la roue de la dialectique. Un gêneur – ce que les Iraniens appellent un « *mou-é damagh* » [poil de nez] –, ni plus ni moins. Mais il sait aussi que face aux féroces adversaires qui l'attendent au tournant en raison de son manque d'appuis, au-dedans comme au-dehors, le défi promet d'être immense.

Le matin même du départ du Chah (16 janvier), Bakhtiar a obtenu, de justesse, la confiance du Parlement. Quinze députés ont démissionné pour rejoindre les rangs des khomeinistes. Prenant la parole à la tribune d'un hémicycle particulièrement hostile, le Premier ministre explicite, sans ambages, sa volonté de rétablir l'ordre. Durant son adresse, il déclare notamment que, selon lui, bien qu'il ait été personnellement victime de la SAVAK, « dans les geôles de laquelle on ne pouvait ni prier ni faire de gymnastique », l'Iran ne peut faire l'économie d'une police politique. Pour convaincre son auditoire, il explique que si Mossadegh en avait eu une, les « gangsters du “coup d'État de 1953” » auraient été neutralisés dès leur arrivée sur le sol iranien² ». Réaffirmant son attachement à la légalité constitutionnelle

et à la laïcité, Chapour Bakhtiar ajoute que « les ayatollahs doivent s'occuper de religion et non de politique ! ».

Par cette prise de position, Bakhtiar sonne le gong du second round du combat qui oppose la Révolution à ce qui reste du régime. À peine la cloche a-t-elle retenti qu'il apparaît que le match sera âprement disputé.

Le Conseil de régence que le Chah a désigné juste avant de partir est le premier ring de ce pugilat. Pour Bakhtiar le « légaliste », la monarchie étant inscrite dans la Constitution de 1906, elle est indispensable pour assurer la continuité du régime, une pièce maîtresse de cette Constitution qu'il défend bec et ongles et que sa tribu a jadis contribué à mettre en place³. Or, d'emblée, la réunion d'un Conseil de régence prend l'aspect d'une gageure. Personne ne veut y siéger. Nombreuses sont les personnalités qui se dérobent lorsqu'elles y sont invitées. Ainsi, à peine pressenti pour présider la nouvelle institution, Ali Amini décline poliment et s'envole pour Paris. Quant à la candidature de la reine, encore évoquée par certains, elle aurait été rejetée par Bakhtiar lui-même⁴.

Pour l'ayatollah Khomeini, ce Conseil constitue une cible de choix pour discréditer et faire tomber le nouveau cabinet. À cet organisme branlant il oppose, depuis le 13 janvier, son propre « Conseil de la Révolution islamique ». Le 17, le lendemain même du départ du Chah, il déclare qu'il continuera la lutte « jusqu'à la destruction définitive et totale du régime monarchique et l'instauration d'une République islamique », ajoutant qu'une nouvelle Constitution est en préparation⁵. Selon Ebrahim Yazdi, certains religieux – au premier rang desquels l'ayatollah Béhehti – avaient envisagé, jusque-là, deux voies « douces » pour la Révolution : soit la mutation du Conseil de la Couronne en Conseil national ; soit que le Majless vote une motion de censure contre Bakhtiar et accorde sa confiance à un gouvernement Bāzargān, avant de se saborder lui-même et d'ouvrir la voie à un nouveau régime⁶. Mais, selon ses propres dires, Yazdi serait personnellement intervenu pour encourager Khomeini à repousser ces deux « solutions en douceur », arguant que, pour trouver son « vrai visage », la Révolution doit naître dans la violence⁷. On reconnaît bien là la patte de ses maîtres à penser, Ali Chariati et Frantz Fanon. Le changement de régime se fera donc au forceps.

Depuis la « fuite du tyran », les Iraniens n'ont plus qu'un seul sujet

de conversation : le retour de l'imam Khomeini. Le 12, on a vu le correspondant du *Figaro* qui cherchait déjà à l'aéroport Mehrābād un endroit d'où il pourrait téléphoner tout en assistant à l'arrivée de l'ayatollah. On l'attendait à la mi-janvier, pour l'Arba-Ayn, cérémonie qui clôt les deuils de fin d'année. Ce jour-là à Téhéran, selon Radio Moscou, 4 millions de personnes avaient convergé, « *transparens*⁸ » en tête, en neuf colonnes vers la place Chahyād⁹. Mais l'ayatollah n'était pas au rendez-vous. Peaufinant son retour, attendant le moment idéal, l'imam, apprenant le départ des Pahlavi, s'est contenté de faire durer le suspense en déclarant que « le Chah devra revenir en Iran rendre compte de ses crimes ». Le 21 janvier, la presse iranienne annonce que Khomeini arrivera à Téhéran « vendredi prochain », c'est-à-dire le 6 Bahman [26 janvier]. Loin d'être anodine, cette date coïncide avec l'anniversaire de cette Révolution blanche contre laquelle l'ayatollah s'était dressé dès 1961. Un retour ce jour-là aurait valeur de symbole, effaçant d'un seul coup dix-sept ans de « fausse route » et marquant un nouveau départ. Une chose est sûre : quelle que soit la date du « retour », l'accueil que lui réservent ses disciples promet d'ores et déjà d'être triomphal. Depuis quelques jours, circule le bruit à Téhéran que le « Guide » aurait acheté 2 000 billets d'avion pour ses compagnons de route...

Le soir du 21, Chapour Bakhtiar apparaît à la télévision, très agité, pour se dissocier du « cirque médiatique » qui l'a rendu complice du retour de l'ayatollah. Se lissant nerveusement les moustaches, il s'en prend aux journalistes qui ont « déformé [s]es propos », puis affirme qu'il agira en garant des institutions du régime et qu'il remplira ses fonctions de Premier ministre, que l'ayatollah revienne ou non. Deux semaines auparavant, le 9 janvier, dans une interview au *Financial Times*, il avait déclaré avoir besoin de deux mois pour appliquer son programme et le mener avec succès, faute de quoi un coup d'État militaire, semblable à celui de Pinochet au Chili, serait à craindre pour l'Iran. Le même jour, mais cette fois sur les ondes d'une radio française, il avait déclaré, énigmatique, que l'ayatollah Khomeini était entouré de « gauchistes », « dont certains sont fascisants »¹⁰.

La situation ne laisse donc pas d'être ambiguë : le Premier ministre n'invitera pas Khomeini à venir occuper la place laissée par le Chah. La hache de guerre est déterrée.

De cette guerre, le Conseil de régence, finalement réuni, bien qu'à

grand-peine, fait les premiers frais. Le choix pour diriger cette instance de Hadji Seyyed Djalal Tehrani, un vieillard au regard démesuré¹¹, fut malheureux. Le 18 janvier, les médias le montrent grimant péniblement à l'échelle de l'avion qui l'emmène à Paris avec la mission d'essayer de ramener l'ayatollah à la raison. Mais son naufrage à Neauphle est des plus lamentables. Le 22, Khomeini refuse de le recevoir tant qu'il restera président du Conseil de régence. Seyyed Djalal décide alors de déclarer, de son propre chef, « illégale » l'institution impériale – dont il est pourtant lui-même le président ! Il obtient sur-le-champ une audience, très brève, avec l'ayatollah, au cours de laquelle il reçoit une bénédiction du saint homme avant de recevoir congé et de disparaître en Belgique. Comme avec Karim Sandjahi quelques mois plus tôt, le vicaire de Ghōm vient, une nouvelle fois, de démontrer son extraordinaire force de persuasion, en particulier sur ceux qui sont censés le convaincre.

À Téhéran, en attendant Godot – ou plutôt Khomeini –, le duel opposant Bakhtiar et les islamistes entre dans une phase aiguë.

Le camp des légalistes tente de prendre l'initiative en battant le rappel des fidèles, des nantis, des « civilisés » et de tout ce que l'Iran compte encore d'opposants à une islamisation des institutions du pays. Le 24, un Front pour la défense de la Constitution, créé pour les représenter, organise une réunion au stade d'Amjadieh, dans le centre-nord de la capitale, et, après avoir écouté une lecture célébrant la « Révolution qui ne verse pas le sang », appelle à organiser une nouvelle réunion le surlendemain, devant le Parlement. Le 26, plusieurs centaines de milliers de personnes – parmi lesquelles le tout-Téhéran – convergent vers le Majless et défilent dans les avenues de la capitale en clamant leur « soutien à la Constitution ». Dans le défilé, des dames en manteau de fourrure, des membres de la Garde impériale en civil. À leur tête : Houchang Nahāvandi, l'alternative éventuelle du régime, qui protège son crâne chauve avec le casque de polo que lui a prêté Parviz Foroughi pour le prémunir des parpaings que laissent choir les contre-manifestants sur ces « légalistes » depuis l'échangeur de la voie rapide.

Le 24, Chapour Bakhtiar s'est recueilli sur la tombe du Dr Mossadegh – dont il envisage, dans l'esprit de Douaumont, de faire transférer les cendres dans une sépulture officielle¹². Puis il a fait lire à la radio une lettre que, quelques jours plus tôt, il aurait adressée à

Khomeini, lui demandant de ne pas rentrer et de ne pas provoquer des troubles qui seraient nuisibles à la Constitution et à l'intérêt national. La veille au soir, à minuit, pour parer à toute éventualité, la présidence du Conseil a fait fermer l'aéroport jusqu'au samedi suivant et interdit au personnel d'Iran Air d'effectuer, jusqu'à nouvel ordre, le vol Paris-Téhéran... Comme le gouvernement Azhari à la veille du Moharram, Bakhtiar et les légalistes s'attendent à un coup de force.

Le *Danechgāh* (l'université de Téhéran) qui, en décembre, avait déjà été le théâtre d'affrontements violents sera le deuxième ring du combat entre Bakhtiar et ses opposants les plus farouches. C'est le lieu symbolique qu'ils ont choisi pour tester sa résolution.

Dans les derniers jours de janvier, la place du 24-Esfand¹³, qui jouxte le *Danechgāh*, est le champ clos de ce nouvel épisode. S'y déroule le scénario désormais classique de l'armée qui, cédant aux provocations estudiantines, tire sur la foule, provoquant cette fois-ci une vingtaine de morts. S'ensuivent des scènes, désormais tristement habituelles, d'horreur, d'hystérie et de panique. Les femmes se dévoilent et courent vers les soldats, couvrant de leur tchador le canon de leurs fusils. Les affrontements durent près de quarante-huit heures et embrasent progressivement les quartiers avoisinants. Les combats sont d'autant plus violents que les émeutiers sont désormais armés de poignards, de cocktails Molotov mais aussi de fusils-mitrailleurs de type AK-47 (dont un tract explique le maniement)¹⁴. Indomptable, la foule défie la troupe en criant : « Ni tirs, ni *toupes* [balles], ni tanks ne nous feront peur ! » Sous un immense portrait de Khomeini, des dizaines de milliers d'individus hurlent à mort. Un général qu'on prend pour le responsable de la fusillade est arraché à sa voiture et traîné jusqu'à la mosquée proche où se sont installés les religieux les plus vindicatifs. Un tribunal islamique, le premier du genre, le condamne et entreprend *illico* de le pendre à un réverbère. L'université est une « république » incontrôlable.

La province, elle aussi, s'affranchit de la tutelle gouvernementale. Bousculant les *Gauleiters* du Chah – les *Ostandārs* –, les ayatollahs locaux s'emparent du pouvoir politique, économique et juridique. Barbus, hirsutes, porteurs d'un brassard vert, les membres de la « police islamique » règnent déjà en maîtres sur Ghōm. Le Premier ministre dénonce les ingérences d'une « SAVAK islamique » qui, selon lui, fait désormais la loi dans plusieurs régions du pays.

Les opposants à Bakhtiar ont réussi leur pari : user sa résistance psychologique et celle de son équipe ministérielle. Avec cette nouvelle victoire de la rue, le retour de l'« homme noir » semble plus imminent que jamais.

Le vendredi 26 janvier, Bakhtiar annonce à son entourage qu'il a eu, dans la nuit, une idée : il ira rencontrer Khomeini pour le convaincre de retarder son retour¹⁵. Le lendemain soir, il apparaît sur le petit écran, exténué, et déclare qu'il ira peut-être à Paris pour négocier une trêve. Bāzargān affirme, dans ses Mémoires, être allé voir son ancien allié du Front national pour le conjurer de se soumettre à l'ayatollah. Consulté, Béhecti aurait donné son approbation : les dissensions idéologiques seront mises de côté et ce sera une rencontre « d'homme à homme ». Le 27, Khomeini déclare qu'il est d'accord. Bakhtiar décide de prendre l'avion le lendemain matin, à 10 heures. Mirfandereski sera Premier ministre par intérim. Mais, devant le refus de Bakhtiar de se soumettre aux conditions exorbitantes du Guide (sa démission), Yazdi, Bani-Sadr, Ghotbzādeh et l'ayatollah Hossein Ali Montazeri¹⁶ dissuadent l'imam de le recevoir à Neauphle. À l'aube du 28, on téléphone à Bakhtiar : « Inutile de vous déranger, nous arrivons ! » Le 29, alors que l'on croyait Bakhtiar en France, celui-ci déclare : « Étant donné les exigences émises par l'ayatollah Khomeini à mon encontre, je ne me rendrai pas à Paris, ni aujourd'hui, ni demain, ni après. »

Bakhtiar n'est pas allé à Canossa mais, tout le monde le sait, il est en train de perdre pied. Le 29 janvier, il déclare que « les portes du pays sont grandes ouvertes » et que l'ayatollah peut rentrer librement en Iran s'il le souhaite¹⁷. Ce jour-là, Bakhtiar fait aussi, pour la première fois, l'impasse sur les symboles régaliens du régime. Pendant sa conférence de presse, tenue dans la grande salle du *Nakhostvaziri*, il fait couvrir d'un drap blanc le portrait du Chah placé derrière lui. À la question d'un journaliste sur les formes futures des institutions iraniennes, excédé, il répond : « Vous êtes anglais, je crois. Pourquoi ne vous occupez-vous pas de la république dans votre pays ? Quant à moi, ce qui me préoccupe, ce n'est ni la monarchie ni la république, mais l'Iran ! » Cependant, ce libéral oublie une loi d'airain des révolutions : elles ne sont gagnées que par la violence.

Déjà un nouvel ordre moral s'installe, illustré, de manière tragique, par les heurts de Chahr-é-Nō, au sud de la capitale¹⁸. Le 29,

alors que Chapour Bakhtiar s'adresse aux médias, ce *Red Light District* et son dédale de lupanars est mis à sac par les islamistes qui saccagent tout sur leur passage, avant de parachever leur œuvre de purification en allumant un immense brasier alimenté avec le mobilier des maisons closes et des débits de boissons voisins. Des bouteilles de whisky et des canettes de bière explosent dans un immense autodafé alimenté avec des centaines de mètres de films pornographiques. Le lendemain, dans les ruines noircies de ce grand bordel à ciel ouvert, un religieux s'acharne encore sur des restes de lit... Mais au début de l'après-midi, armés de couteaux, les proxénètes contre-attaquent, ce qui donne lieu à des « scènes dignes à la fois de Buñuel et de Fellini¹⁹ ».

Malgré les survivances, glorieuses et moins glorieuses, de l'ancien régime, un système est bien en train d'en remplacer un autre. Ainsi la Garde impériale qui, le 31, défile furtivement dans Téhéran en long convoi de camions, aux cris de « Vive le roi²⁰ ! », est-elle immédiatement suivie d'une colonne silencieuse de citoyens, armés de brosse, qui s'activent à nettoyer le parcours, jonché des débris calcinés laissés par les derniers affrontements, qu'empruntera le lendemain... l'ayatollah Khomeini.

1. Hussein Fardoust, *Zohour*, op. cit., p. 606.

2. Ceci n'empêchera pas Chapour Bakhtiar de dissoudre, quelques jours plus tard, le *Sāzmān-e Etelāat va Amniyat-e Keshvar*.

3. Lors d'une conférence-débat à San Francisco, en 1984, lorsqu'on lui demande pourquoi il est un si chaud partisan de la monarchie constitutionnelle, Bakhtiar répond : « À cause de la situation géopolitique de notre pays, à cause de nos traditions séculaires, parce que nous appartenons à des ethnies très diverses pour lesquelles un roi est le meilleur lien... Croyez bien que ce n'est ni du fait des grands égards que feu le Chah avait pour moi, ni de ce que j'attends de son fils » (cf. Ali Limonadi, *Television-e Iran*, Los Angeles, hiver 1984).

4. Et semble-t-il revendiquée, un moment, par Farah elle-même.

5. Ce même jour, le 17, Ahmad Mirfandereski, le nouveau ministre des Affaires étrangères, adresse un télégramme à Ardéchir Zāhédi, l'ambassadeur du Chah à Washington, lui signifiant qu'un terme a été mis à sa mission. Mais l'intéressé n'en tient aucun compte alors que le Chah, qui se trouve à Assouan, s'écrie : « Mirfandereski a donc versé son venin ! »

6. Un scénario qui ressemble étrangement à celui du 10 juillet 1940 en France.

7. Ebrahim Yazdi, *Akharin*, op. cit., pp. 96-99.

8. Terme russe pour désigner les banderoles des manifestants.

9. Radio Moscou, 19 janvier 1979.

10. Sans doute fait-il allusion aux trois « Pieds nickelés » de Neauphle-le-Château : Bani-Sadr et, surtout, Ghotbzādeh et Yazdi.

11. Théologien, politicien et diplomate iranien né en 1893, Seyyed Djalal Tehrani a été ambassadeur en Belgique et sénateur de Tabriz, proche de Khomeini auquel il aurait sauvé la vie en 1963. S'étant opposé aux réformes agraires, il fut déchu de cette fonction et ne réapparut que quinze ans plus tard, lorsqu'il fut nommé à la tête du Conseil de la Couronne. Avec ses yeux humides de vieille tragédienne, Seyyed Djalal Tehrani avait, dit-on, des dons de voyance qui lui avaient valu un certain prestige auprès des dames de la Cour. On ne conservera de ce « kamikaze politique » que le souvenir du regard à la Buster Keaton, filtrant, affolé, sous la visière houleuse d'un feutre cabossé.

12. Les cendres du Dr Mossadegh se trouvent alors dans la salle à manger de sa résidence surveillée à Ahmad-Abad.

13. Bastion de la Révolution, la place du 24-Esfand est une sorte de Hyde Park extrême où se pratique avec véhémence le « *speaker-corner* ». C'est aussi une foire où des marchands ambulants vendent, pêle-mêle, les cassettes audio de l'ayatollah Khomeini, des caricatures du Chah, des photos de la reine en bikini ou bien des jeans et des fèves qu'accompagne ce boniment : « Mange des fèves, fortifie-toi pour mieux combattre les Pahlavi ! » On y vend également des fusils-mitrailleurs AK-47 et des bombes artisanales confectionnées avec des manchons de tuyau.

14. Signe des temps, le prix des kalachnikovs est passé, en quelques mois, de 200 à 20 000 tomans.

15. Jean-Yves Chaperon et Jean-Noël Tournier, *Enquête*, op. cit., p. 121.

16. L'ayatollah Montazeri (1922-2009) participe activement à la Révolution iranienne dont il est l'un des chefs de file religieux. Longtemps considéré comme le successeur de Khomeini, il sera écarté par celui-ci en 1988 et supplanté par Ali Khamenei, l'actuel Guide suprême de la Révolution islamique.

17. *Etelāat*, 29 janvier 1979.

18. Situé aux environs de la Douane [Gomrok], au sud-ouest de Téhéran, Chahr-é-Nō – littéralement : Villeneuve – sera démoli en 1980.

19. *Le Figaro*, 31 janvier 1979. L'*élāmieh* [sermon] de l'ayatollah Taleghāni sera le clou de cette tragi-comédie. Il déclare, assez maladroitement, que l'attaque de la ville close « est un nouveau complot dirigé contre la Révolution islamique ».

20. Encore convient-il de préciser qu'il s'agit d'un cortège blindé exhibant des bulldozers spécialement conçus pour refouler les manifestants.

Marianne et l'ayatollah

L'Histoire retiendra que, pendant trois mois et demi, Neauphle a été la capitale de l'Iran insurgé, le point de départ d'un cyclone géopolitique, le lieu d'où « la Révolution islamique a pris les dimensions de l'utopie et du rêve¹ ». Que cette Révolution ait pris son envol dans la capitale française, à des milliers de kilomètres du lieu de son triomphe, est un moindre paradoxe qui n'embarrasse nullement les islamistes. Lors de la victoire finale, on verra des gamins déployer, en tête du défilé de l'Arba-Ayn², un calicot sur lequel sera écrit en français : « Tous les Iraniens remercient la France d'avoir accueilli l'ayatollah Khomeini. » Hier fille aînée de l'Église, la France n'est-elle pas désormais la grand-mère des révolutions ? De toutes ces révolutions du tiers-monde pour lesquelles, à l'instar de l'iranienne, elle est la matrice originelle. Soulignant cette filiation, Malraux pensait que dans ces pays, comme dans la France de 1789, la Révolution n'est pas appelée par le prolétariat, comme en Russie ou en Chine, mais par le peuple³. Le refuge accordé à l'ayatollah s'inscrit donc dans la longue « tradition révolutionnaire » de ce pays.

Mais pour la grande puissance respectée et encore nantie qu'est la France de 1979, les choses ne sont pas aussi simples. En mûrissant sa vocation de protectrice des droits et des libertés, elle s'est alourdie de grandes responsabilités au sein du monde libre dont elle est devenue l'un des piliers. Lorsque le Guide déploiera ses ailes et regagnera l'Iran pour y faire sa révolution, cette responsabilité sera engagée. Des limes de ce monde, Moshe Dayan déclarera le 2 février 1979, le lendemain de ce retour d'exil : « J'estime qu'il est inconcevable que l'ayatollah Khomeini prenne, à Paris, des décisions qui concernent la sécurité et l'économie de tout l'Occident, sans que l'Occident réagisse plus énergiquement qu'il ne le fait⁴. » La question n'est plus, après les faits, de savoir s'il fallait ou non laisser ce drôle de volatile nidifier durant cent douze jours sur ce phare de liberté et y couvrir une révolution

rétrograde qui, une fois éclos, allait non seulement semer l'obscurantisme en Iran mais aussi menacer et affronter, lors de son vol de retour, cet Occident vieillissant. La question est maintenant de savoir pourquoi et au nom de quels espoirs on l'a laissé faire.

Marianne et l'ayatollah c'est l'histoire, somme toute banale, d'une idylle des faubourgs entre une bourgeoise concupiscente et un vagabond sans scrupules. Revenons sur les étapes de cette bagatelle.

Khomeini n'est pas le premier à être venu se refaire des forces dans la mère patrie des révolutions. La France, comme le président Giscard d'Estaing n'a cessé de le répéter durant tout l'automne 1978, a de longue date été une terre d'asile pour les réfractaires, les rebelles et les insurgés en tous genres. Celle où ont trouvé refuge les grands révolutionnaires, de Benjamin Franklin, accueilli à bras ouverts dans l'Ermitage de Passy, à Yasser Arafat, hospitalisé dans l'hôpital militaire de Clamart, en passant par Deng Xiaoping, ouvrier chez Renault, ou Pablo Neruda, le poète-ambassadeur. Celle d'où sont parties, une fois leurs batteries rechargées, les grandes révoltes de l'Histoire, de l'américaine à l'iranienne en passant par celle des Khmers. Cette mère protectrice des révoltés, si douce soit-elle, a aussi été, au ^{xx}e siècle, une usine de tyrans révolutionnaires qui après leur séjour dans l'Hexagone s'en sont allés, comme Vladimir Illitch Lénine, Enver Hodja, Hô Chi Minh, Võ Nguyên Giáp ou Pol Pot, répandre terreur et morts⁵. Car loin de n'être qu'un refuge, ce pays est aussi un incubateur de rébellion et d'extrémisme.

Pour l'Iran, la France a toujours été un exemple révolutionnaire, une université de la sédition dont les mollahs ne sont que les derniers étudiants. En 1848, au lendemain de la révolution qui chassa Louis-Philippe de son trône, Xavier Hommaire de Hell écrivait de Perse : « On connaît déjà ici la célèbre phrase de Lamartine dans laquelle il déclare que toutes les nationalités opprimées trouveront désormais aide et protection de la part de la France. Ces paroles ont si bien monté des têtes, qu'un Persan ne se gênait pas pour dire devant nous qu'on devrait bien renvoyer le roi de Perse, comme on a renvoyé le roi de France⁶. » C'est donc tout naturellement que Marianne, championne des régicides, a accueilli, le 6 octobre 1978, ce vieil opposant apatride, somme toute rassurant – n'est-ce pas, après tout, un inoffensif prélat ? –, presque inconnu encore, convaincu de se réfugier chez elle par un disciple – Paul Vieille – qui, comme tant

d'autres de ses congénères français, s'est amouraché de ce Lénine islamique.

En quelques semaines, dans la garçonnière de Neauphle-le-Château, le pavillon de banlieue d'un retraité de la SNCF où cette généreuse maîtresse lui a permis de s'installer, Khomeini est devenu l'objet d'une adoration de la part de tout ce que la capitale des droits de l'homme compte d'intellectuels et de penseurs, y compris les marxistes qui, pour le coup, ont conféré à leur « collage » quelques reflets islamiques. Paradoxalement, plus on est de gauche, plus on est athée, plus on est un khomeiniste zélé. C'est le cas de Vieille, mais aussi de l'historien Claude Manceron, de Jean-Paul Sartre, de Michel Foucault ou du philosophe humaniste Louis Rougier qui a bien volontiers comparé Khomeini à David triomphant de Goliath.

Beaucoup ont été partisans de Khomeini par hostilité à un souverain kémaliste, coupable, à leurs yeux, de vouloir réveiller l'Occident qui sommeille en Iran. C'est la motivation qui a animé Michel Foucault – une motivation telle qu'il « séchera » une manif pour Schransky afin d'aller accompagner l'ayatollah à l'aéroport⁷. Ce philosophe, expliquent deux journalistes de *Libération* témoins de cette ayatomanie, « comme la plupart des intellectuels de cette époque, ne perçoit pas l'émergence d'un nouveau totalitarisme. Son intelligence a été aveuglée par l'immense lueur de la Révolution⁸ ». Cette lueur a également ébloui une série d'autres « intellectuels » qui ont fait antichambre à Neauphle autant par haine de la monarchie que par amour sincère du Guide. Parmi ces derniers, Roger Garaudy, membre du PCF et auteur, en 1962, de *Dieu est mort*, et qui n'a pas hésité à abjurer sa foi trotskiste pour épouser celle de l'imam ; Vincent Monteil, ancien attaché militaire dans l'Iran de l'après-guerre, converti lui aussi à l'islam, qui s'est précipité à Neauphle pour « saluer » – ce sont ses propres termes – Khomeini ; Yann Richard qui, après avoir « présenté Khomeini aux Français », le suivra en Iran où il avouera même, fièrement, s'être engagé dans un *komiteh* de quartier⁹, etc.

La presse aussi a fait bon accueil à l'ayatollah. Favorablement prévenu par Éric Rouleau, son correspondant chargé des questions iraniennes qui, depuis des années, empilait consciencieusement les critiques du Chah dans ses colonnes, *Le Monde* a publié par exemple, le 13 janvier 1979, un article dans lequel il est écrit : « Nous devrions tous, je l'espère, nous sentir un peu chiites¹⁰. » Avec le quotidien

parisien, les commentaires bienveillants à l'égard de l'imam de Neauphle ont également été repris en chœur par le *New York Times*, le *Washington Post*, le *London Times*, le *Manchester Guardian* et, *last but not least*, la BBC. C'est donc sous le crépitement des flashes des plus grands médias internationaux que, dans sa crèche de banlieue, Khomeini a enfanté la République islamique. Le spectacle de cette singulière nativité a aussi attiré une foule de curieux qui sont venus contempler le second Persan de l'histoire de France, après l'Uzbek de Montesquieu¹¹, délivrer sa Révolution. Rares sont les visiteurs, comme l'écrivain et journaliste Jean Cau, à se poser des questions : « Où va-t-il ? Jusqu'où ira-t-il ? L'Iran, sous sa houlette, marchera-t-il à l'abîme en marmonnant des versets du Coran ou, quel qu'en soit le prix, vers une farouche rédemption ? »

Alors que, soutenues par les médias, les grandes figures de la gauche intellectuelle ont unanimement cédé au charme du « mage noire », d'autres, beaucoup moins nombreux, se sont inquiétés du dénouement de cette amourette franco-iranienne. En novembre, a été publié dans *L'Express* une caricature du leader cubain, coiffé d'un turban : « l'ayatollah Castro ». La droite la moins originale, la « droite-droite », s'est permis de s'inquiéter. Patrick Wajzman, spécialiste du Proche-Orient, a entrepris de démystifier le personnage : « S'il trouve assez de partisans pour transformer le quatrième producteur de pétrole du monde – et l'une des principales puissances militaires anticomunistes de la planète – en un État patriarcal, théocratique et ouvert à toutes les convoitises extérieures : libre à lui ! Mais que l'on ne vienne pas nous dire que ce personnage, dont le turban noir nous est désormais aussi familier que ses desseins nous restent impénétrables, prépare un avenir radieux pour l'Iran¹². » Quelques députés gaullistes ont interpellé le gouvernement. Mais dans le concert d'éloges prorévolutionnaires ces quelques voix sont restées inaudibles.

Qu'en est-il du gouvernement français ? Le président Giscard d'Estaing, qui entretenait avant les troubles des relations cordiales avec Mohammad Réza Chah, semble avoir, un temps, hésité à retourner sa veste. En octobre 1978, même s'il s'est dit impuissant à interdire l'arrivée de Khomeini sur le sol français, il a proposé au Chah, à travers le chef des services secrets français, Alexandre de Marenches, de l'en expulser. S'il ne l'a pas fait, c'est que le souverain iranien ne le souhaitait pas. Par la suite, VGE a d'abord fait mine de

s'opposer à l'option islamiste. Le 5 décembre, il a adressé un avertissement public, confirmé de vive voix par un émissaire personnel, déjà dépêché par l'Élysée auprès du Polisario, à l'ayatollah Khomeini. La veille, à la télévision, Jean François-Poncet, le ministre français des Affaires étrangères, avait tenté de sermonner l'irréductible vieillard. Le 23 décembre, lors d'une visite officielle à Conakry auprès de Sékou Touré, Giscard a été informé que Khomeini, qui avait décidé de se rendre à Hambourg, « ou bien ailleurs », s'est vu interdire l'accès du territoire de la République fédérale allemande et avait décidé de rester en France¹³.

C'est semble-t-il à ce moment-là que, passant outre à ses premières hésitations, VGE a décidé de joindre sa voix à celle des chefs de chœur anglo-américains réclamant qu'on abandonne le Chah. Le 27 décembre, l'émissaire de l'Élysée, Michel Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur, est secrètement arrivé à Téhéran, chargé par le président de la République d'une mission concernant le renouvellement du visa de l'ayatollah. Dès son arrivée, Poniatowski a été frappé par l'accueil qu'on lui fait. Un chauffeur tremblotant l'a conduit au Palais en Peykan à travers des chemins détournés. Il a trouvé le Chah « drogué » et sans « aucun ressort ». À son retour, il a dit à Giscard : « c'est foutu ». Ce compte rendu laconique, confirmant les rapports des services de renseignements et ceux que, depuis l'Ayd-fetr du 4 septembre, l'ambassadeur Raoul Delaye expédie à Paris, a beaucoup influencé la position de Giscard au sommet de la Guadeloupe. Sa décision est prise : il jouera la carte Khomeini.

La suite et fin, déjà relatée, se déroule en janvier 1979, au sommet quadripartite de la Guadeloupe, quand Giscard et ses partenaires américain, britannique et allemand, qui sont convenus de l'état de délabrement avancé du régime iranien, ont décidé d'arrêter « l'acharnement thérapeutique » pour le sauver. Londres et Washington, on le sait, avaient déjà arrêté leur décision en faveur de l'ayatollah¹⁴.

Mais pourquoi la France, rarement initiée au « secret des dieux », a-t-elle fini par pencher dans le sens de ses alliés anglo-américains ? Pour se mêler au concert des grands ? Assumer son idéal de patrie des révolutions ? Tirer un profit économique ? Sans doute un peu de tout cela. Certes, l'abandon du Chah, décidé ailleurs et plus haut, a été dicté par des considérations qui dépassent très largement le cadre

d'une politique strictement franco-française¹⁵. Il y a aussi, bien entendu, on vient de l'évoquer et il ne faut pas le sous-estimer, le vieux réflexe républicain de défendre « les pauvres et les opprimés », et tous ceux qui, comme l'ayatollah Khomeini, se présentent en défenseurs de la justice. Bien que ce raisonnement-là ait été davantage tenu par les moralistes des médias et des universités que par les stratèges, froids calculateurs, du Quai d'Orsay. Pour ces derniers, l'abandon de la monarchie iranienne semble davantage avoir été motivé par un mélange d'intérêt et de *Realpolitik*.

Au-delà de la défense de convictions idéologiques, le renversement de l'appui français permet de caresser des espoirs clairement matériels. Pourquoi la France ne pourrait-elle pas s'adjuger la « première place » sur les marchés d'un Iran révolutionnaire engendré à Paris ? Cette France accoucheuse de la République islamique n'a-t-elle pas reçu des gages de reconnaissance des mollahs ? Si fait : en signe de gratitude, ces derniers viennent d'annoncer qu'ils donneront, « une fois tout ça réglé », le nom de *Neauphle-le-Château* à cette avenue de Téhéran qui, fuyant entre les murailles interminables des légations de Russie et de Grande-Bretagne, symbolise pour les Iraniens l'étreinte de ses deux supervoies entre lesquels, depuis des siècles, louvoie leur patrie ; une artère à propos de laquelle, prophétique, un voyageur écrivait un demi-siècle avant la Révolution : « L'avenue est longue et le Persan pourrait l'imaginer une impasse si, dès son début, il n'apercevait, au-delà d'un lointain carrefour, miroitant comme des promesses, d'autres drapeaux moins redoutables pour lui que l'Union Jack et l'étendard rouge¹⁶. » À la perspective de la fructueuse collaboration avec le régime des mollahs et avant même d'avoir touché les dividendes de son investissement, Marianne fête, de manière un peu hâtive, son nouveau protégé.

À partir de début janvier, Khomeini, ayant droit à de plus grands égards, a obtenu les coudées franches pour préparer son prochain retour en Iran. Le bureau de poste local a mis à la disposition du saint homme deux télex et six lignes de téléphone, lui permettant d'envoyer ses directives vers l'Iran. Cent trente CRS, dont les képis se sont mêlés aux turbans, ont été chargés de sa sécurité, même si son propre service d'ordre, se substituant à la police française, s'est parfois permis de contrôler lui-même le trafic de la commune francilienne. Citant Maurice Druon, Nahāvandi s'interroge tout de même : « Il est difficile

de comprendre pourquoi Giscard d'Estaing accorda tant de bienveillance et de moyens à un faux prophète¹⁷. » Plus une semaine ne s'écoule maintenant sans que le QG de la Révolution ne reçoive la visite d'un émissaire américain ; et l'installation d'une antenne de la CIA non loin de là n'est plus un sujet d'inquiétude pour les habitants de la propriété située à l'angle de la route de Chevreuse et de la sente des Jardins. De toute façon, ils partent bientôt.

Alors que son entourage apporte les derniers soins à son voyage de retour, l'ayatollah est devenu une figure du paysage culturel français. Tandis que France Inter ne parle plus que de « Son Éminence », le phénomène Khomeini hante désormais la France, envahissant ses mœurs, son langage, son histoire. Les mots « mollah », « ayatollah », « tchador » font une entrée fracassante dans le Petit Larousse¹⁸. Le présentateur vedette de TF1, Yves Mourousi, vient même célébrer à Neauphle le rite moderne du journal télévisé et annonce du même coup le dernier épisode d'un « feuilleton » auquel les Français se sont d'autant mieux habitués que leur pays lui a servi de décor. Toutes les bonnes choses ont une fin et il est temps de se quitter : le destin de l'imam l'appelle à des milliers de kilomètres de là. Salué par le maire de Neauphle, ébloui, conquis et ceint de son écharpe tricolore, Khomeini s'apprête à quitter la France en véritable chef d'État. C'est l'apothéose d'un séjour de quatorze semaines qui culmine avec un vol Air France pour Téhéran, tout confort inclus.

Il était temps. Déjà les premiers signes d'une indigestion étaient perceptibles, comme le suggère une caricature parue alors montrant une femme, la main sur l'abdomen et se plaignant à son mari : « Chéri, j'ai mal à l'Ayatollah ! » Les Français, explique alors Pierre Daninos, sont las de devoir prononcer *Khomeini*, ayant déjà bien assez de mal à dire « Southampton »¹⁹. À force de se produire, Khomeini s'est galvaudé. Il est devenu l'attraction du dimanche pour des centaines de promeneurs. « C'est la messe des Arabes, a dit papa au petit qui se faisait curieux²⁰. » Dans le Midi, on voit même, pendant le carnaval de Nice, un ayatollah de papier mâché dévorant un Chah-ton...

1. Claire Brière et Pierre Blanchet, *Iran, op. cit.*, p. 19.

2. Le 20 du mois de Safar, deuxième mois du calendrier musulman, l'Arba-Ayn commémore la fin de la période de deuil de quarante jours suivant la

décapitation d'Hussein.

3. Suivant le modèle français, les Irakiens avaient fait leur révolution le 14 juillet 1958 (date choisie à dessein) et leur leader, Kassem, avait insisté pour offrir la tête du vizir du roi (Nouri Saïd) au général de Gaulle qui venait, lui aussi, de prendre le pouvoir.

4. *Paris-Match*, 2 février 1979.

5. « Le moule communiste français a donc été capable de produire des copies d'envergures différentes » (Moustafaj Besnik, *Un Albanais à Paris*, Paris, Grasset, 1996, pp. 118-119).

6. Xavier Hommaire de Hell, *Voyage en Turquie et en Perse*, Paris, Éditions P. Bertrand, 1856, p. 260.

7. S'il avait su ce que l'imam pensait de lui...

8. Claire Brière-Blanchet et Pierre Blanchet, *Le Meilleur des mondes*, Paris, Denoël, n° 7, été 2008, p. 59.

9. Yann Richard, *Téhéran*, Paris, Autrement, 1987, p. 136.

10. *Le Monde*, 13 janvier 1979.

11. Ce personnage des *Lettres persanes* qui, en 1711, quitte Ispahan pour entreprendre, accompagné de son ami Rica, un long voyage en Europe jusqu'à Paris.

12. *Le Figaro*, 24 novembre 1978.

13. Christian Pahlavi, « Marianne et l'Ayatollah », *Politique internationale*, n° 24, printemps 1984.

14. Quant à l'Allemagne d'Helmut Schmidt qui, à la Guadeloupe, a également voté la sentence capitale pour le Chah, elle n'est pas encore tout à fait souveraine et se contente de suivre ses partenaires occidentaux sur les grandes questions internationales.

15. « Tu sais bien, écrivait déjà Anatole France en 1897, que nous n'en avons pas de politique extérieure, et que nous ne pouvons pas en avoir » (Charles Maurras, *Kiel et Tanger*, Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1910, page de garde).

16. Jacques Hardoin, *Au soleil de Perse*, Paris, Éditions Baudinière, 1929, p. 101.

17. Houchang Nahāvandi et Yves Bomati, *Mohammad Réza Pahlavi*, *op. cit.*, p. 444.

18. À propos d'un livre paru au début des années 1980, sur Henri III, l'historien Emmanuel Le Roy Ladurie explique que la Ligue est « un mouvement khomeiniste ».

19. Le « KH » du persan est une fricative vélaire que, grâce à leur connaissance de la « jota » espagnole ou du « ch » allemand, certains Français ont néanmoins très vite appris à prononcer pour dire « Khomeini ».

20. *Le Monde*, 30 janvier 1979.

La « parousie de l'imam »

Enfin arrive le grand jour. C'est le retour de celui que tant d'Iraniens espèrent, depuis des mois, dans une fiévreuse attente messianique. Quittant sa retraite de Neauphle-le-Château, l'ayatollah revient vers la terre qu'il a quittée quinze ans plus tôt.

Parti à la lueur orangée d'un soir parisien, l'imam et son singulier cortège arrivent à l'aérogare de Roissy pour s'embarquer à bord d'un charter d'Air France affrété avec un chèque sans provisions de 100 000 dollars. Signataire du chèque en bois, Sādegh Ghotbzādeh s'affaire à vendre des billets aux « journalistes désireux d'accompagner l'ayatollah dans son retour triomphal¹ ». Les heures passent, interminables. Enfin, l'imam monte dans l'avion sans jeter un regard vers ses partisans qui l'ovationnent.

Le vol de la Providence décolle à 2 heures du matin. L'appareil, un Airbus, n'emporte que la moitié de sa charge, mais ses réserves de carburant ont été remplies au maximum au cas où il faudrait faire demi-tour². À bord, « il » occupe l'étage supérieur du gros-porteur, là où, ordinairement, se trouve le bar... tandis que ses *groupies* – parmi lesquels les trois Pieds nickelés de Neauphle – et pas moins de cent vingt journalistes « élus » ont pris place à l'étage inférieur. Des ordres ont été donnés pour qu'il n'y ait pas d'hôtesse à bord. Quant aux journalistes femmes, elles doivent impérativement être voilées. Durant le vol, une journaliste canadienne, Carole Jérôme, l'une des trois femmes ayant eu la permission de l'accompagner, se souvient qu'en plus de l'obligation de revêtir le voile, il leur a été interdit de s'adresser directement à l'ayatollah³.

Lorsque le soleil se lève, éclairant les montagnes d'Iran, le correspondant d'ABC News, Peter Jennings, et celui du *Monde*, Paul Balta, sont invités à lui poser quelques questions. Balta raconte : « Ghotbzādeh m'a amené en première classe où se trouvait l'ayatollah et où les hôtesse avaient été remplacées par des stewards. Je lui ai

demandé ce qu'il ressentait en rentrant dans son pays⁴. » Par l'entremise de son assistant, le Guide fait traduire la réponse laconique : « *Hitchi... Hitch ehsāsi nadāram* » [Rien... Je ne ressens rien]⁵. Lorsqu'il s'exprime, Khomeini marmonne plus qu'il ne parle. Les paupières à demi closes, le regard tourné en lui-même. Sa parole monocorde ne s'accompagne d'aucune expression du regard.

À Nadjaf, à Paris ou à trente mille pieds au-dessus du sol, le Guide demeure imperturbable devant l'Histoire. Jamais un muscle de son visage ne bouge. Ce n'est que par un petit geste de la main ou du bras qu'il communique ses états d'âme. C'est un homme ascétique, froid et calculateur, déterminé à réaliser la mission qu'il s'est fixée. Durant le voyage il refuse toute nourriture, pas même un verre d'eau. Après avoir répondu à quelques questions des journalistes embarqués, il va s'étendre sur la moquette du pont supérieur où il dormira, roulé dans une couverture, jusqu'à l'atterrissage.

De lourdes menaces semblent peser sur ce vol du destin. L'entourage de l'ayatollah craint que l'aviation impériale ne tente d'abattre l'appareil au-dessus de l'espace aérien de l'Iran. Les *desperados* de Téhéran, le général Khosrōdad en tête, ont fait savoir qu'ils veulent le faire s'abîmer, tandis qu'au Maroc, où il accompagne le Chah, Atabai envisage de le détourner sur la base de Charokhi, près d'Hamadān, et de prendre ses occupants en otage⁶. Le chef des forces aériennes et as de l'aviation, le lieutenant général Rabii, ne cesse de répéter : « Air France ou pas, je vais le descendre⁷ ! » Ces menaces sont prises au sérieux. On raconte que des forces spéciales américaines auraient pris la précaution de détruire au sol certains Phantom F-4 jugés dangereux⁸. Cynique, Ghotbzādeh dit aux journalistes : « En nous accompagnant, vous servirez de boucliers humains. » À l'approche de Mehrābād, de la tour de contrôle, le directeur d'Air France en Iran, qui a reçu dans la nuit deux appels de menaces le mettant en garde contre toute anicroche, ordonne au pilote d'inverser le sens de l'atterrissage et d'aborder la piste par l'ouest. Celui-ci, gêné par le soleil, doit s'y prendre à deux fois pour se poser.

Sur la piste et autour de l'aéroport se sont amassés 2, 3, 4 millions de partisans qui hurlent « *Allāh-ō-Akbar !* » [Dieu est grand]. Présent au milieu de cette foule innombrable, le correspondant du *Figaro*, Thierry Desjardins, se souvient : « Soudain, sur la piste jaillissent des énergumènes armés jusqu'aux dents qui déchargent leurs mitraillettes

en tirant en l'air et exigent que tous les journalistes quittent la piste. » Ce sont des *Pasdaran* [Gardiens de la Révolution]. Un Français, très grand, rouquin, tenant un curieux téléphone à l'oreille, s'approche. Très calmement, il dit aux énergumènes : « Calmez-vous, sortez de la piste, les armes sont interdites. Et les journalistes pourront rester ou alors l'avion ne se posera jamais. » À ce moment, l'avion transportant Khomeini apparaît dans le ciel. La foule est déchaînée. « Mais l'appareil vire brutalement sur l'aile et semble repartir. » Le Français, s'adressant aux *Pasdaran*, leur dit : « Je suis le directeur d'Air France à Téhéran. Je suis en contact avec le pilote. Ou vous sortez de la piste, ou je donne ordre à l'appareil de repartir définitivement⁹. » On obtempère et l'avion d'Air France va pouvoir déposer sur le sol de Téhéran une extraordinaire bombe humaine : l'ayatollah Khomeini, véritable Hiroshima idéologique. Difficile de ne pas penser au Kaiser qui avait fait entrer Lénine en Russie dans le fameux wagon plombé. Cette fois-ci, Guillaume II s'appelle Jimmy Carter, Callaghan et VGE.

Après un voyage de sept heures, le vol « Révolution » touche la piste de l'aéroport Mehrābād, le 12 Bahman [1^{er} février 1979], deux semaines à peine après que le Boeing *Chahine* l'eut quittée, emportant Mohammad Réza Chah vers l'Afrique. La nacelle s'ouvre et laisse apparaître Khomeini. Coiffé de son turban et vêtu de sa chasuble noire, le vieux prélat descend la passerelle au bras du steward de la compagnie bleu-blanc-rouge. Avant de débarquer de l'avion, Ebrahim Yazdi lui a fait enfiler, sous sa robe, un gilet pare-balles. « Par précaution¹⁰ », ajoute l'apothicaire.

Autour de l'avion français se presse une foule vert et noir formant une véritable marée humaine évaluée par la BBC à 5 millions de personnes¹¹. En plus des Téhéranais venus en masse, d'innombrables délégations provinciales ont convergé de partout en Iran. De Bord-Abbās par exemple, un village situé à 50 kilomètres de la capitale, dont 90 % des habitants, le portrait de leur chef religieux au revers, sont venus l'accueillir. Celui-ci s'engouffre dans une voiture « officielle » qui le conduit vers le pavillon des personnalités, où le téléphone fonctionne de nouveau.

Dans le salon d'honneur de Mehrābād, le « saint des saints », véritable nef d'un temple aéronautique construit par les Pahlavi, Khomeini prononce son « discours de Bayeux » devant les mollahs qui, a-t-on dit alors, attendent ce jour de « triomphe des mosquées sur les

Palais » depuis treize siècles. « Dès son entrée, raconte Thierry Desjardins, ce fut le délire¹². » Les 1 200 privilégiés hurlaient : « *Allāh-ō-Akbar !* » et, ce qui sûrement était un sacrilège – mais on n'en était pas à ça près : « *Khomeini-ō-Akbar !* » Le Guide attaque immédiatement : « Ils seront tous jugés par des tribunaux que je dresserai moi-même¹³ ! »

En fin de matinée, l'ayatollah quitte l'aéroport en direction du grand cimetière de la capitale. Il monte dans une Chevrolet 4 × 4 qui, sur le trajet, est plusieurs fois arrêtée, compressée et parfois même soulevée de terre par une foule délirante. « Une grande chenille humaine se [déroule] sur la route qui relie l'aéroport de Mehrābād à Téhéran, formée de millions d'hommes et de femmes qui n'avaient pu trouver de place dans l'aéroport¹⁴. » La ligne blanche au milieu de la chaussée est recouverte d'œILLETS. Au volant, un personnage clé de la Révolution, aux yeux de braise : Rafigh-Doust¹⁵. Dans l'indescriptible cohue qui aveugle ce singulier chauffeur, un enfant est écrasé. Mais, à l'intérieur, l'ayatollah reste imperturbable. En chemin, l'idole humaine reçoit sans broncher toutes les offrandes : chants naïfs, ballons multicolores, jets d'eau de rose, fumées d'encens. Ces actions de grâces matérialisées montent des trottoirs vers le ciel. La joie est indicible. Même les aveugles, racontent les témoins, ont « des larmes de joie dans leurs yeux crevés¹⁶ ».

Remontant cette foule ininterrompue, le 4 × 4 arrive finalement aux abords du cimetière de Béhesht-é Zahrā, devenu, depuis les tueries de Tabriz et de la place Jāléh, l'un des hauts lieux de la Révolution en marche. L'imam a rameuté une foule si dense que sa voiture ne peut s'y frayer un passage. Rafigh-Doust s'évanouit et l'ayatollah est contraint de monter dans un hélicoptère pour survoler la distance infranchissable qui va de l'entrée du cimetière à l'estrade sur laquelle il va se produire. Aux commandes du giravion, Rabii, qui, semble-t-il, doit se faire pardonner son engagement auprès de Chah.

Au sein de la nécropole, la fête atteint son paroxysme. Thierry Desjardins, emporté par « un phénomène qui ne doit arriver de par le monde que trois ou quatre fois par siècle », croit assister à la « parousie de l'imam des Temps¹⁷ ». Le bourdon d'acier se pose directement sur les tombes dont on chasse des hordes de gueux à coups de fouet et le « Mahdi parisien » grimpe à la tribune installée parmi les fosses où sont enterrés les 4 000 martyrs de la Révolution.

Dans l'immense columbarium, soudain silencieux, le fossoyeur de l'Empire iranien, justicier et inquiétant, profère ces paroles :

Mohammad Réza, ce traître, a fui, pillant tout ce qu'il pouvait, ruinant notre pays et remplissant ces tombes. Ses projets, conduits au nom du progrès et de la liberté, ont en réalité mené cette nation vers la décadence et l'impureté. Il est temps maintenant de chasser les mécréants, de rétablir l'autorité du Coran et la gloire d'Allah.

Enfin, la patience des révolutionnaires est exaucée : celui qu'ils ont tant attendu prononce les paroles vengeresses qu'ils veulent entendre. Ceux qui n'ont pu ou n'ont pas voulu être présents ont l'occasion de voir en direct, à la télévision, l'accueil triomphal réservé par le peuple à « son » imam. À cette occasion, les deux lions de la Radiotélévision publique, hier casqués, apparaissent sur l'écran, tenant dans leurs griffes un bouquet de bienvenue. Mais soudain, dès la descente d'avion, la retransmission est interrompue, remplacée par l'effigie du Chah et l'hymne impérial. Fardoust, qui se trouve dans son bureau de l'Inspection impériale, raconte : « L'événement était retransmis en direct à la télévision, mais la diffusion a brusquement cessé au bout de cinq minutes. J'ai téléphoné à [Parviz] Sābeti pour en connaître la cause. Il me dit qu'il allait se renseigner. Dix minutes plus tard, il m'a rappelé et m'a dit : Ils prétendent qu'il y a un problème technique, mais ce n'est pas vrai. C'est Bakhtiar qui a donné des ordres¹⁹. » Là-haut, dans les quartiers monarchistes de la haute ville, quelques visages émus s'éclairent d'un pâle sourire. Mais dans le sud de la capitale et en province, la fureur des disciples frustrés est indicible. À Tabriz, on voit même des gens hors d'eux jeter leur récepteur par la fenêtre !

À peine la fête a-t-elle été troublée.

Dès le soir de son retour, Khomeini et son clergé de campagne installent leur QG dans une école de filles, l'école Réfah, située juste derrière le Parlement. Là, l'imam trône à l'intérieur d'une véranda, une espèce de cage de verre. Derrière cette vitrine, il s'offre continuellement aux hommages d'une foule d'adorateurs qui défilent interminablement devant lui.

D'une fenêtre entrouverte, le Guide tapote les mains que ses fidèles tendent vers lui et qu'ils appliquent ensuite contre leur front, pour y faire pénétrer l'effluve sacré qui émane de leur saint. Parfois, un vieux laïc qui se tient dans l'entrebâillement de la fenêtre s'entremet. Il applique alors sa propre main sur celle de l'imam et sème ensuite, rapidement, une bordée de touchers sacrés à la nuée des mains implorantes. Puis, après les ouailles masculines, vient le tour de la bénédiction des femmes. Transportées d'aise, celles-ci jettent à l'imam des mouchoirs, des foulards ou des lambeaux de tchador. Le vieux préposé laïc les attrape au vol, caresse la djellaba sacrée du Guide et réexpédie les saintes reliques aux dévotes exaucées. Le voilà thaumaturge²⁰.

Le culte est en marche. Il y a quelques mois à peine, Ruhollāh Moussavi n'était encore que Khomeini, un ayatollah parmi d'autres. Hier, le respect et la crainte des foules en avait fait l'« Agha », « Monsieur ». Aujourd'hui, grâce à l'adoration de tout un peuple, il est devenu l'« Imam ». Le prélat septuagénaire joue avec une habileté consommée de l'ambiguïté de ce mot. Pour les chiites, tenants d'une tradition cléricale de l'islam, l'imam est le guide spirituel et temporel de la communauté islamique. Mais pour les masses galvanisées, c'est avant tout, bien sûr, celui dans l'attente fiévreuse duquel vivent depuis toujours les Iraniens. Ailleurs, on dit lama ou messie, ici on l'appelle le Mahdi et, sans le dire, Khomeini endosse sans rechigner le costume de ce guide providentiel. Très rares sont ceux qui s'indignent : « Un treizième imam ! C'est un sacrilège ! »

L'Autel a éclipsé le Trône. Il ne reste plus au Coran qu'à remplacer la Constitution. Ce sera une formalité.

1. Pierre Salinger, *Otages*, *op. cit.*, p. 83.

2. Christophe de Roquefeuil, « L'Iran s'apprête à célébrer le 20^e anniversaire de sa révolution », AFP, 24 janvier 1999.

3. Carole Jerome, « Back to the Veil », *New Internationalist*, 1^{er} septembre 1980.

4. France Culture, 30 janvier 1999.

5. ABC News, « 12 Bahman : Khomeini Returns », 1^{er} février 1979.

6. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, *op. cit.*, p. 327.

7. Pilote de première classe formé aux États-Unis – et à la base aérienne de Fürstenfeldbruck –, le lieutenant général Amir Hussein Rabii est commandant

des forces aériennes depuis 1976. En août 1978, il serait intervenu personnellement auprès de Moshe Dayan pour que celui-ci fasse réaliser à Mohammad Réza Chah la gravité de la situation politique. Rabii a été décrit comme « l'officier le plus capable dans les rangs supérieurs des forces armées iraniennes » (Barry Rubin, *Paved with Good Intentions*, New York, Penguin Books, 1980, p. 227).

8. Raconté cinq ans plus tard par certains pilotes iraniens de Phantom, réfugiés au Canada et reconvertis dans la distribution alimentaire à Toronto.

9. Thierry Desjardins, « Iran : la grande erreur », art. cité.

10. Christophe de Roquefeuil, « L'Iran s'apprête à fêter », art. cité.

11. BBC News, « Exiled Ayatollah Khomeini returns to Iran », 1^{er} février 1979.

12. *Le Figaro*, 1^{er} février 1979.

13. « Le premier message de l'imam », 1^{er} février 1979.

14. Christian Delannoy, *Khomeiny*, op. cit., p. 140.

15. L'un des fondateurs du corps des *Pasdarans*, et responsable iranien des futurs attentats de Beyrouth contre le Drakkar et les troupes françaises en octobre 1983.

16. *Le Figaro*, 1^{er} février 1979.

17. *Ibid.*

18. Depuis cette « parousie », les disciples de Khomeini répètent que, ce jour-là, le Soleil s'est élevé à l'ouest.

19. Hussein Fardoust, *Zohour*, op. cit., p. 623. Curieuse évocation de Sābeti qu'on sait loin de l'Iran depuis plus de trois mois !

20. Plus tard, Nazih racontera à Hélène Cassini : « Je fus témoin d'un spectacle sidérant. Debout sur le balcon de sa résidence de Djamaran, face à une foule en transe, Khomeini psalmodiait des sourates du Coran. Deux de ses gardes brassaient l'air "sacralisé" en direction de la foule. Devant mon étonnement, un d'eux m'apprit qu'il faut que l'haleine de l'imam atteigne les malades. »

La décade de l'aube

Après le retour de l'ayatollah et le raz-de-marée populaire qu'il a suscité, Bakhtiar ne bronche pas ; il tiendra encore dix jours. Dans le jargon des khomeinistes, cette parenthèse s'appelle « la décade de l'aube ».

Le Chah parti, Bakhtiar n'a plus, pour tenir le coup, que deux appuis : les Américains et l'armée. Lorsqu'il les perdra, il pourra encore compter sur son intarissable verve qui fait souvent mouche. Ses reparties cinglantes et sa gouaille parisienne enchantent, par exemple, le public français, agacé par les suffisances cléricales de Khomeini et toujours porté à pencher du côté du plus menacé. En revanche, au sein du clergé ses flèches n'amuse personne.

Déjà, le 29 janvier, Bakhtiar a fait rire les uns et grincer des dents les autres en grommelant que, tout compte fait, ces révolutionnaires enturbannés n'étaient pas « très catholiques ». Le 2 février, évoquant l'éventuelle formation par Khomeini d'un gouvernement islamique, il ironise devant l'envoyé spécial du journal suisse *Le Matin* : « S'il veut le faire à Ghôm, dans la ville sainte, je lui en laisse la liberté, ça sera charmant, nous aurons notre petit Vatican¹. » Et le lendemain, interviewé à la radio française, à la question : « Que diriez-vous à l'ayatollah Khomeini s'il vous demandait à nouveau de démissionner ? », il répond : « Je lui dirais merde² ! » Mais comme lorsqu'elle fut lancée par Cambronne, cette triviale réponse annonçait aussi un désastre. Car bien évidemment, le ton même de ces reparties trahissait la fragilité de son auteur, fragilité institutionnelle et psychologique d'un homme épuisé par un bras de fer inégal avec les mollahs. Et l'éditorialiste de *Keyhān* a beau jeu de se demander : « Comment M. Bakhtiar pourrait-il dominer la situation du pays alors qu'il ne se domine pas lui-même ? » Même s'il est le seul à avoir trouvé une brèche entre les Pahlavi et Khomeini, la détermination de Bakhtiar à se battre jusqu'au bout dérange et fait dire au journaliste :

« Sans doute faudra-t-il l'assassiner pour lui faire quitter son fauteuil, pourtant peu confortable, de Premier ministre. » Il est, déjà, l'homme à abattre.

Tout se passe comme si cet homme d'« extrême centre » était condamné à échouer dans un pays constamment tenté par les excès. L'écrivain iranien F. M. Esfandiari avait très bien situé, à travers les dialogues de ses personnages, le cercle vicieux de la tyrannie chez ses compatriotes : « Vous dites qu'il vous faut un homme fort, un homme "en colère" pour renverser les gouvernements dictatoriaux mais lorsque cet homme fort aura renversé le gouvernement, il établira lui-même une autre dictature et il vous faudra trouver un autre "homme en colère", pour chasser le nouveau dictateur³. » Dans ce pays où le pendule de l'Histoire oscille sans cesse d'un bout à l'autre du spectre politique, sans jamais s'arrêter au milieu, c'est un nouveau retour de balancier qui mettra Bakhtiar K.-O.

Et pourtant, si le « dernier Premier ministre » du Chah est condamné à échouer, ce n'est pas parce qu'il est complètement isolé et abandonné de ses concitoyens. Jusqu'au dernier moment, quelques voix se joignent à la sienne pour mettre en garde la nation contre les solutions radicales proposées par l'islamisme conquérant. Dans les tout derniers jours de janvier, un mot d'ordre a été lancé par le Pr Enāyat⁴, tenant pour l'essentiel dans le message suivant : *N'abandonnons pas notre vieille dictature pour une autre plus vivace, n'allons pas de Charybde en Scylla !* Aussitôt, un certain Key-Nejād lui emboîte le pas en signant un violent article dirigé contre Khomeini et ses « attitudes de despote ». Jusqu'à la fin, du Hilton où il s'est réfugié sous le nom de Torab Torabi [l'Isolé, un nom qui lui va si bien], le rédacteur de l'*Ahang-e-Siassi* continuera de défendre l'ancien régime. D'autres voix, en provenance de l'étranger, se joignent à celles-là pour soutenir le gouvernement et condamner la prise du pouvoir par les mollahs. De Paris, le journaliste Djavād Alamir lance un SOS pour « l'Allende persan », « dont la fragile silhouette incarne la légitimité de mon malheureux pays⁵ ». Le 1^{er} février, Léopold Sédar Senghor se déclare « très alarmé » par les événements d'Iran : « Là-bas, dit le président du Sénégal, ce n'est pas un sentiment religieux qui se développe harmonieusement, mais la déviation d'un sentiment religieux. Cela signifie un retour au Moyen Âge⁶. »

Mais tous les soutiens du monde n'auraient pu permettre à

Bakhtiar, ce laïc produit de la guerre froide, de tenir face à la déferlante verte qui s'apprête à faire table rase de l'Iran du ^{xx}e siècle et à emporter, sur son passage, toutes les utopies modernistes, pahlavisme, mossadéghisme et communisme inclus.

Khomeini, il le sait, gagnera contre Bakhtiar parce qu'il a l'Histoire et la foule de son côté... et bien d'autres forces. Sûr de son bon droit, il a déjà déclaré au cimetière Béhesht-é Zahrā : « Ces gens tentent de ramener le régime du Chah ou un autre régime. De mon poing, je vais leur briser les dents pour les en empêcher. À partir de maintenant, c'est moi qui nommerai le gouvernement⁷. »

Quelques jours après son retour triomphal, le combat inégal qui l'oppose à Bakhtiar entre dans sa phase finale.

Au soir du 5 février, alors que les syndicats lui ont apporté leur soutien et que le général Djam, depuis Londres, a recommandé à l'armée de se ranger du côté des mollahs, Khomeini annonce qu'il a nommé Mehdi Bāzargān au poste de Premier ministre⁸. La scène, qui se déroule sur l'estrade de la salle des fêtes de l'école Réfah, évoque la remise du prix d'excellence par un instituteur portant barrette au temps de l'Ordre moral. L'annonce fait l'effet d'une onde de choc qui parcourt l'ensemble de la classe politique iranienne. Aussitôt, l'autre Premier ministre, puisque l'Iran en a désormais deux, Chapour Bakhtiar, fait occuper chacun des ministères par la troupe pour éviter qu'ils ne soient investis par le camp islamiste⁹. Le lendemain, feignant une nouvelle fois la dérision, Bakhtiar déclare que « tant que l'affaire du gouvernement Bāzargān restera “une plaisanterie” [*choukhi*] et ne sera pas accompagnée par des actes », il ne réagira pas. La veille au soir, pourtant, à la suite d'une démarche de Bāzargān, il a accepté de considérer la nouvelle équipe comme un *shadow Cabinet* – le cabinet fantôme d'une opposition encore officieuse.

Au départ, Mehdi Bāzargān, autre fidèle du Dr Mossadegh, donne l'impression d'être un honnête homme¹⁰. Tout le monde voit en lui l'ingénieur dévot qui a élaboré une idéologie personnelle, un islam charpenté d'arguments scientifiques exposés dans un tas d'essais au long desquels il analyse la situation du réformisme musulman en employant – cela rajeunit la vieille doctrine – les formules de la science moderne telles que, par exemple, la « thermodynamique de l'amour¹¹ ». Admiré par les Occidentaux qui fondent beaucoup d'espoir en cet homme qui présente l'avantage de combiner dévotion

et modernisme, il est également jugé « acceptable » par Khomeini, non pas tant pour sa religiosité que pour son extrême pusillanimité. Or ce n'est que progressivement que cet aspect de la personnalité de Bāzargān, l'homme maniable, faire-valoir instrumentalisé par des forces politiques le dépassant très largement, apparaîtra au grand jour. En attendant, il est le « second Premier ministre » d'Iran.

Coexistent donc, pendant quelques jours, deux Iran avec deux Premiers ministres – les journalistes les appellent les deux B –, et deux régimes, l'un agonisant, l'autre naissant. Le temps d'un instant, le pays nage dans un curieux dualisme, reflet peut-être de la profonde schizophrénie nationale, avant de retourner, bientôt, vers les rivages rassurants du monolithisme. Du lion iranien, devenu bicéphale, l'une des deux têtes doit tomber.

Au caractère ubuesque de la situation s'ajoute le fait que les deux Premiers ministres désormais rivaux sont des amis de toujours. Tous deux mossadéghistes, membres du Front national, l'un (Bakhtiar) nommé par le Chah et l'autre (Bāzargān) nommé par Khomeini, ils se tutoient. Deux jours avant la désignation de Bāzargān, les deux hommes se sont rencontrés. Bakhtiar se souvient : « L'entrevue devait revêtir la plus grande discrétion ; aussi demandai-je à l'ancien recteur de l'Université, le docteur Siassi, de nous recevoir chez lui. » Bakhtiar rapporte l'échange surréaliste qu'il a alors eu avec son *alter ego*. Bakhtiar : « J'ai entendu dire qu'il [Khomeini] pensait te nommer président du Conseil. Es-tu certain de pouvoir travailler avec lui ? Ce ne sera pas facile, il ne raisonne pas comme toi et moi. » Bāzargān : « Nous non plus ne raisonnons pas du tout de la même façon, mais il y a un moyen de s'entendre sur un certain nombre de points¹². » Khomeini, qui ne voit pas tout à fait la situation sous le même angle, s'apprête à mettre tout le monde d'accord.

Dès le 5 février, le pouvoir réel passe entre les mains du Conseil de la Révolution et du gouvernement Bāzargān : « Les différents ministères leur font acte d'allégeance. Le chef du gouvernement provisoire demande aux premiers vice-ministres de chaque département d'en assurer la direction, tandis que Chapour Bakhtiar et ses ministres, abandonnés et isolés, occupent aussi certains bureaux¹³. » Le journaliste français Marc Kravetz témoigne qu'à la fin tout le monde a déserté, abandonnant Bakhtiar : « Un jour, raconte-t-il à la télévision, j'ai été jusqu'à son bureau sans rencontrer personne¹⁴. »

Mais, malgré cette marginalisation de fait, le cabinet « légaliste » et son chef refusent de capituler : « Ils peuvent toujours proclamer ce qu'ils voudront, déclare Bakhtiar, cela ne me dérange pas. Mais s'ils s'érigent en gouvernement, s'ils commencent à donner des ordres, je vous le dis tout net : je les fais arrêter¹⁵. » Pugnace, il ne cédera pas¹⁶.

Pendant les deux premiers jours qui suivent la nomination de Bāzargān, l'imam regarde la foule défiler devant sa résidence et continue de distribuer des petites tapes sèches sur les mains tendues vers lui. Pour déloger le récalcitrant Bakhtiar, il a besoin d'une démonstration de force. Le 8 février, considérant que la plaisanterie a assez duré, il décide de soumettre à la rue le choix du gouvernement à conserver et celui à jeter aux gémonies. Des millions d'individus plébiscitent son candidat en défilant à Téhéran et dans toutes les villes d'Iran au cri de : « *Bāzargān Nakhostvazir-é Iran !* » [Bāzargān, Premier ministre d'Iran !]¹⁷. La foule a tranché. Mais pour se prémunir contre tout retournement de situation – qu'il semble pourtant bien contrôler –, Khomeini ajoute que la désobéissance à l'égard du gouvernement Bāzargān sera considérée comme « une révolte contre Dieu¹⁸ ». L'argument est incontournable.

Dès lors que « son » gouvernement a reçu le plébiscite populaire et la bénédiction de l'imam, les heures de l'« autre gouvernement » sont comptées. Bakhtiar, qui doit faire face à une nouvelle provocation (la parution dans le *Keyhān* d'une photo qui montre des militaires au garde-à-vous devant Khomeini), tente une manœuvre : « J'ai en ma possession, déclare-t-il, un télégramme envoyé en 1962 par l'ayatollah Khomeini au ministre de la Cour et dans lequel il se présentait comme le défenseur de la Constitution [de 1906] et mettait en garde quiconque y porterait atteinte. » Dans le contexte du moment, la révélation a l'effet d'un pétard mouillé et c'est désormais le gouvernement Bakhtiar qui fait figure de cabinet fantôme.

Alors que le gouvernement légaliste se débat pour survivre, Mehdi Bāzargān apparaît à la télévision pour confirmer ce que certains avaient humé et que Radio Moscou vient aussi d'annoncer sur ses ondes. Tournant vers la caméra son visage d'échoppier troué d'un regard apeuré, il murmure : « L'Amérique est disposée à soutenir l'ayatollah... » L'ambassadeur en Iran, William H. Sullivan, qui considère que le gouvernement Bakhtiar est une « chimère » qui sera bientôt balayée par les forces révolutionnaires et qui n'a cessé de faire

campagne pour convaincre Washington d'appuyer ouvertement Khomeini, voit enfin poindre la récompense de ses efforts¹⁹. Pour les Américains, Bakhtiar est seul, sans légitimité populaire et sans autorité réelle sur l'armée²⁰. Devant le « fait accompli » du gouvernement Bāzargān, il devient donc urgent d'amorcer la normalisation des relations avec le nouveau régime²¹.

Le 9 février, pour officialiser la « triple investiture » de son gouvernement, le Premier ministre de Khomeini présente son programme. Le préambule de son discours a des allures de testament : « Le jour où le Chah est parti fut un grand jour, confie-t-il, je suis rentré chez moi et j'ai bu un verre d'eau [expression traditionnelle employée lorsqu'un fléau a été écarté]. Je pouvais dès lors mourir tranquille. » Bāzargān propose ensuite l'organisation d'un référendum placé sous le contrôle d'observateurs internationaux. Recourant à la surenchère nationaliste, Bakhtiar réplique immédiatement que l'Iran n'est pas une colonie et qu'il ne saurait accepter que son scrutin soit contrôlé par l'étranger. Mais, déjà, plus personne ne l'écoute.

Dans ces derniers jours tragiques, des royalistes se cabrent et envisagent l'action violente. Manoutchehr Ganji raconte avoir rencontré à plusieurs reprises le général Badreï²², partisan d'un coup d'État militaire. Lors de leur dernière entrevue, le chef de la Garde vient en complet-veston. Il dit avoir besoin de quelques civils pour gérer les affaires une fois le *putsh* réalisé et veut savoir s'il peut compter sur Ganji : « Certainement. Oui ! » répond ce dernier, qui ajoute : « Même si c'est dans le principe contraire à mes convictions, je suis moi-même prêt à faire partie d'un gouvernement militaire. Fût-ce en qualité de lampiste ou de balayeur. L'important est de sauver le pays²³ ! » Sur un mode moins héroïque, le général Hussein Fardoust raconte dans ses Mémoires : « J'ai passé les dernières soirées du régime impérial, avant la chute de Bakhtiar, au "Club Iran" avec un groupe d'amis qui ne cessait de s'amenuiser. À la fin, il n'y avait plus que moi et Esmat, la dernière épouse de Réza Chah. Elle venait en taxi pour que je ne sois pas seul²⁴. » Étrange image d'un crépuscule que ce tête-à-tête entre la femme du dynaste et l'éminence grise de son héritier.

1. *Le Matin*, 2 février 1979.
2. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, op. cit., p. 148.
3. F. M. Esfandiari, *Jour du sacrifice*, Paris, Mercure de France, 1964, p. 96.
4. Petit bonhomme tout jeune, pâle et fragile, affligé d'une grosse verrue sur la joue, cet universitaire de formation britannique meurt de manière précoce durant la Révolution.
5. *Le Figaro*, 31 janvier 1979.
6. Radio France internationale, 1^{er} février 1979.
7. Discours de l'imam à Béhesht-é Zahrā, 12 Bahman 1357 (1^{er} février 1979).
8. « Bāzargān nommé Premier ministre », *Etelāat*, 17 Bahman 1357 (6 février 1979).
9. « Le gouvernement révolutionnaire prend le contrôle des ministères », *Etelāat*, 18 Bhaman 1357 (7 février 1979).
10. L'agronome français Robert Xueref, qui l'a rencontré en 1961 alors qu'il était recteur de l'université de Tabriz, écrit : « Par la suite, je n'aurais que de la considération et de l'estime pour cet homme d'une haute culture, ouvert, loyal, conservant une certaine vénération pour Mme Joliot-Curie avec qui il a travaillé pendant deux ans à l'époque où il préparait un doctorat en physique à l'université de Paris » (*L'Iran avant le règne des ayatollahs*, Paris, La Pensée universelle, 1983, pp. 46-47).
11. On cite également parmi ses ouvrages *La Libération de l'Inde* et *Le Marxisme est-il scientifique ?*
12. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, op. cit., p. 171.
13. Houchang Nahāvandi, *La Révolution*, op. cit., p. 214.
14. FR3, 29 janvier 1999.
15. Houchang Nahāvandi, *La Révolution*, op. cit., p. 214.
16. On prête à Bakhtiar ces paroles de Clemenceau : « C'est celui qui tiendra un quart d'heure de plus qui aura gagné ! »
17. « Grandes manifestations en faveur de Bāzargān », *Etelāat*, 19 Bahman 1357 (8 février 1979).
18. Baqer Moin, *Khomeini : Life of the Ayatollah*, Londres, I. B. Tauris, 2000, pp. 205-206.
19. William H. Sullivan, « Dateline Iran : The road not taken », *Foreign Policy*, automne 1980, no 40, p. 184.
20. Steven R. Ward, *The Immortals*, op. cit., pp. 219-220.
21. Sara Steinmetz, *Democratic Transition*, op. cit., p. 63.
22. Formé à l'académie militaire de Kermānchāh, Abdolali Badreï (1921-1979) entre dans l'armée impériale avec le grade de lieutenant et se distingue lors de la lutte contre les mouvements sécessionnistes d'Azerbaïdjan et du Kurdistan, avant de rejoindre la Garde impériale (1946). Commandant adjoint (1967) puis commandant de la Garde (1971), ce colosse d'origine kurde, toujours à ce poste, est promu lieutenant général en 1976.
23. Manoutchehr Ganji, *Être persan*, op. cit., p. 118.

24. Hussein Fardoust, *Zohour*, *op. cit.*, p. 623.

Les Trois Glorieuses islamiques¹

En cet hiver 1979, « enfin » débarrassé des monarques qui l'ont gouverné pendant vingt-cinq siècles, l'Iran peut choisir entre quatre nouvelles directions : un grand pas à droite et tomber dans la rigole kaki des militaires ; un grand pas à gauche, vers le *djoub* [caniveau] rouge du communisme ; un grand pas en arrière vers les ténèbres de son passé ; ou, comme l'y invite le Jiminy Cricket de la conscience universaliste, un petit pas en avant, pour franchir un grand seuil : le porche de la démocratie. Or le pays, étourdi par le tourbillon révolutionnaire, cède à ses anciens démons.

Le matin du 10 février 1979, à la lueur plombagine d'un ciel saturé de neige, les Téhéranais apprennent que la Garde impériale se bat contre les techniciens de l'armée de l'air du côté de la garnison de Dochan-Tappeh, dans le sud-est de la capitale. C'est la stupeur. Que se passe-t-il ? Comment en est-on arrivé là ? À la surprise générale, on apprend bientôt que la Garde, le dernier garant de l'ordre ancien dans Téhéran, vient de tomber dans un traquenard planifié.

Quelques heures auparavant, le vendredi 9 au soir, le film de la triomphale arrivée de Khomeini, escamoté le jour du retour, est projeté, en *prime time*, à la télévision nationale. Dans leur chambrée d'une caserne de la place Fozieh, c'est l'occasion pour les techniciens de l'air, les élèves *Homāfars*², de faire un tumulte en l'honneur de l'ayatollah et de défier leurs officiers cadres. L'un de ceux-ci, indigné, décharge son arme d'ordonnance dans leur direction. Il est aussitôt neutralisé avant d'être lynché par les apprentis *Homāfars*. L'incident a des allures de provocation³. Alertée, la Garde impériale descend alors de ses cantonnements de Lavizān, dans le nord-est de la ville, afin de mater la mutinerie. Mais elle est attendue : à l'appel des élèves techniciens, une nuée de motocyclistes armés lui tombe sur le dos. Ce

sont des Fédayin et des Modjahedin, la tête entourée d'un bandeau blanc⁴, auxquels sont venus prêter main-forte des Palestiniens eux aussi coiffés de chèches blancs⁵. Le piège se referme : par les fenêtres surplombant la rue, les camions des renforts sont incendiés et des soldats de la Garde grillent sous les bâches de leurs véhicules sans avoir tiré un seul coup de feu.

Avec le massacre de Dochan-Tappeh, la situation d'urgence est montée d'un cran supplémentaire. Les événements vont s'enchaîner à toute vitesse. Au cours de la nuit, le Premier ministre légaliste, Chapour Bakhtiar, décide de ramener l'heure du couvre-feu de 18 h 30 à 16 h 30. Le 10 février, à 14 heures, le nouveau commandant de la loi martiale, le général Rahimi, successeur d'Oveissi, annonce le changement d'horaire à la radio.

Quelques minutes plus tard, Khomeini, qui s'est réfugié en lieu sûr, lance un appel à la désobéissance sur une télévision pirate aménagée par des grévistes : « La loi martiale est illégale, clame-t-il. Le peuple ne doit pas la respecter. N'ayez crainte de la braver⁶ ! » À 16 h 30, répondant au cri de guerre sainte du Guide, des dizaines de milliers de ses partisans défiant le couvre-feu envahissent les rues et hurlent au massacre. La capitale s'embrase. Des hordes d'émeutiers hystériques s'en prennent à tout ce qui porte un uniforme. C'est un nouveau bain de sang. Des automobilistes transportent des cadavres dans leur coffre. Certains trempent leurs mains dans le sang répandu ou exhibent des morceaux de cervelle par la portière de leur voiture⁷.

Pendant que révolutionnaires et forces de l'ordre s'affrontent dans les rues de la capitale, une autre partie se joue dans l'ombre. L'un des principaux protagonistes, celui en qui le Chah a placé toute sa confiance, Hussein Fardoust, raconte en détail comment, le 9 février, l'ingénieur Bāzargān lui fait savoir, par l'intermédiaire d'une connaissance commune, qu'il souhaite le rencontrer le lendemain dans une maison de Rostam Abad en compagnie du général Gharabaghi et en présence d'un représentant du Guide⁸. Le matin du 10 février, le directeur du puissant *Daftar-é Vidjeh* et le chef d'état-major rencontrent donc le Premier ministre de Khomeini, Mehdi Bāzargān, mais aussi l'ayatollah Echraghi, gendre de l'imam. Un pacte de non-agression est scellé entre les renégats et les révolutionnaires. Les ennemis du dehors et du dedans se donnent la main. Il reste cependant à obtenir la collaboration du reste de l'état-major, ce que

s'emploie à faire le général Gharabaghi.

Dans l'après-midi du 10, le général Gharabaghi appelle de nouveau Fardoust à l'Inspection impériale : « Je suis à [la garnison de] Lavizān, il y a ici, auprès de moi, des personnalités respectables, Messieurs l'ingénieur Bāzargān et le docteur Sahābi. Au regard des affrontements qui se déroulent en ville, ces Messieurs me demandent de réunir demain matin [le 11] une commission d'état-major pour que l'on proclame que l'armée ne soutient pas Bakhtiar. Je voulais connaître votre opinion. » Fardoust répond : « Adressez mon salut à ces Messieurs et dites-leur que je suis entièrement d'accord⁹. » Fardoust vient de donner sa bénédiction à une conjuration qui fera basculer le sort du régime et de l'Iran. La manœuvre est cependant loin d'être improvisée : dès le 29 janvier 1979, Gharabaghi, court-circuitant son Premier ministre, avait « amorcé des conversations avec les rebelles de Téhéran et donné son accord au retour de l'ayatollah¹⁰ ». On a simplement attendu que le gouvernement légaliste soit totalement isolé pour passer à l'action.

Le même 10 février, à 17 heures, Bakhtiar réunit le Conseil de sécurité qui regroupe les principaux chefs de l'armée au palais du *Nakhostvaziri* [présidence du Conseil]. Vers 19 heures, lorsque la séance est levée, Bakhtiar décide de passer la nuit sur place pour gérer la crise au plus près. Demeurent également à la présidence du Conseil sa secrétaire, Mme Kalantari, son conseiller, Réza Marzeban, le ministre du Logement, Djavād Khadem, le préposé à la sécurité, le colonel Zargham, et le garde du corps du Premier ministre, le colonel Tāhéri. Cette poignée de fidèles ne dormira pas de la nuit¹¹.

Lorsque le jour se lève, ce 11 février 1979, le ciel lourd et voûté, comme le plafond d'une cave, rappelle ces paroles de Shakespeare : « Un ciel aussi noir ne peut s'éclairer par une tempête. » Personne ne se doute encore que les khomeinistes en feront une fête nationale baptisée *Yomollah*, ce qui en arabe signifie « jour de Dieu ».

Ce dimanche-là, Bakhtiar retourne à son bureau à 8 heures. À midi, il attend Bāzargān qui devait déjeuner avec lui mais qui ne viendra jamais. Une demi-heure après, le ministre de l'Information Cyrus Amouzegar reçoit un communiqué du général Gharabaghi qui annonce « l'impartialité de l'armée ». Les généraux ont donc basculé, le dernier rempart est tombé. Coup de poker !

Comment, derrière le chef d'état-major, les autres haut gradés de

l'armée en sont-ils venus à déposer les armes ?

Nous devons au général Fardoust une description détaillée des pourparlers qui ont amené à cette décision fatidique – décision qu'il se flatte d'avoir lui-même très largement influencée. La commission qui réunit tous les membres de l'état-major siège depuis 8 h 30 lorsque le général Gharabaghi l'appelle une nouvelle fois à l'Inspection impériale pour réclamer sa présence. À son arrivée, une demi-heure plus tard, Fardoust est conduit dans une salle de conférence où l'attendent 25 haut gradés – « cinq ou six d'entre eux n'avaient pas trouvé de siège » –, parmi lesquels les généraux Khosrōdad, Badreï, Amin Afshār ainsi que le général Chafaghat, ministre de la Guerre du cabinet Bakhtiar. « J'étais le seul membre de l'assistance à ne pas porter l'uniforme », remarque Fardoust. Gharabaghi, qui préside la séance, lui annonce : « Nous discutons depuis ce matin pour savoir si l'armée doit ou non soutenir Bakhtiar. Les avis sont partagés, mais tout le monde souhaite connaître le vôtre. » Fardoust interroge Badreï, chef de la Garde impériale et commandant des armées de terre, au sujet du nombre d'hommes dont il dispose et réussit à lui faire dire qu'il en a à peine suffisamment pour assurer la défense des casernes¹². Flairant la direction que Fardoust tente de donner aux discussions et la recommandation qu'il s'apprête à faire, Badreï se lève, outré, et quitte la réunion en criant son indignation et sa fidélité au régime. Il est suivi par Khosrōdad.

S'adressant alors à toute l'assemblée, Fardoust dit : « La loi définit très précisément les devoirs de l'armée, défendre les frontières du pays, mais il n'est écrit nulle part qu'elle doive défendre un Premier ministre. Que ceux qui sont d'accord avec moi lèvent la main. » Affirmant que toutes les mains se sont levées pour appuyer sa motion, le chef du *Daftar-é Vidjeh* ajoute dans ses Mémoires : « Bien sûr, ce que je disais là était faux puisque la loi autorise l'utilisation des forces armées contre les ennemis de l'intérieur et lorsque prévaut la loi martiale. » Sous la direction de ce brillantissime chef d'orchestre, le « Conseil supérieur » parvient à la conclusion que l'armée est incapable de reprendre le contrôle de la rue, à moins de se résoudre à un massacre et de faire « un million de morts ». Au terme des discussions, le général Hātem est chargé de dresser un procès-verbal, d'en faire la lecture, de le faire signer par les membres de la Commission avant de le faire diffuser à la radio sous la forme d'un

communiqué spécial. Fardoust se souvient : « Je fus donc le premier à y apposer ma signature. » Le texte est ensuite présenté au général Chafaghat qui signe puis, se ravisant et arguant qu'il est membre du gouvernement, rature sa signature. Les autres s'exécutent sans discuter. Vers 12 h 30, avant d'être diffusé à la radio, le communiqué spécial est transmis à la présidence du Conseil par l'intermédiaire du ministre de l'Information Amouzegar. Bakhtiar répond que si le texte est diffusé, il partira¹³.

Appuyé par vingt-deux officiers de haut rang, le chef d'état-major décide donc, dans ces circonstances particulièrement dramatiques, de renoncer à la lutte, privant ainsi le gouvernement Bakhtiar de son dernier soutien véritable. À 14 heures, le communiqué du général Gharabaghi annonce à la radio que « le Conseil supérieur de l'Artech s'est réuni aujourd'hui, 22 Bahman 1357 [11 février 1979] et a décidé, à l'unanimité, que l'armée restera neutre ». La nouvelle de la défection de l'état-major est accueillie, comme le départ du Chah, par une fanfare de klaxons. Elle est immédiatement suivie par la débandade du reste de l'armée. Les soldats abandonnent aussitôt leurs casernes, la police les commissariats. Des stocks d'armes et des usines d'armement sont livrés aux pillards.

Quant aux forces militaires américaines présentes à Téhéran, elles observent, elles aussi, une position de stricte neutralité tout au long des Trois Glorieuses islamiques. Ce 11 février toujours, terré dans son QG cerné par les émeutiers, leur chef suprême, le général d'aviation Philip C. Gast, qui commande le Military Assistance Advisory Group (MAAG), bloque l'aviation américaine au sol et, se déclarant impuissant, lance un SOS à l'ambassadeur Sullivan qui, lui-même, cherche à obtenir de l'aide... auprès d'Ebrahim Yazdi¹⁴. Avec le soutien de l'ayatollah Béhechti, celui-ci intervient personnellement pour mettre les officiels américains à l'abri¹⁵.

C'est donc en vain qu'un peu plus tôt Bakhtiar a tenté d'obtenir du général Rabii, lui aussi signataire de l'acte de défection, un bombardement de bases militaires et d'usines d'armement dans l'espoir de désarmer la révolte¹⁶. Lorsque la nouvelle retentit à la radio, il comprend que tout est perdu. Plus tard, il écrira : « L'armée a basculé, l'armée a trahi. Ce Gharabaghi que m'a légué le Chah, et Hussein Fardoust, un intime du souverain, bénéficiant d'une certaine complicité du chef de la SAVAK, ont réuni vingt-cinq généraux en un

“Conseil supérieur des forces armées” sans aucune réalité légale, institué pour les besoins de la circonstance¹⁷. » Pour l’heure, sa sécurité n’étant plus assurée, il lui faut quitter sans délai la présidence du Conseil.

À 14 h 30, abandonnant son déjeuner, Bakhtiar rejoint l’Académie militaire située de l’autre côté de l’avenue, d’où il s’envole en hélicoptère avec son cousin Abbās-Gholi Bakhtiar et les colonels Zargham et Tāhéri. À Chémirān, les quatre hommes se séparent et Bakhtiar s’enfonce dans la clandestinité¹⁸. À 15 h 30, une heure à peine après leur départ, le Dr Yazdi se flatte d’être entré le premier dans le bureau du Premier ministre déchu : « J’ai pu voir le déjeuner encore tiède qu’il avait abandonné sur sa table avant de prendre la fuite¹⁹. » La rumeur circule déjà que le « Premier ministre du Chah » se serait suicidé.

Après le siège de la présidence du Conseil, les autres institutions publiques s’écroulent comme des dominos et tombent, une à une, aux mains des révolutionnaires²⁰. Désertés par les militaires, les arsenaux sont pillés par la foule qui, au cours des trente-six prochaines heures, s’emparera de quelque 75 000 mitraillettes et fusils. Les édifices publics tels que le Parlement sont abandonnés par leurs gardiens. Les insurgés qu’accompagne une foule de gamins occupent le palais du Golestān, lieu du sacre des Pahlavi. Aux quatre coins du pays, les casernes, les résidences royales et les bâtiments publics sont à leur tour occupés et pillés. À Mahābād, le petit « palais » aménagé pour les visites du Chah est envahi par les hommes du chef communiste kurde Habib Boularian²¹.

La prise de la lugubre prison d’Evin par les Modjāhedin provoque un « drame dans le drame ». Derrière eux, la foule s’engouffre dans cette Bastille moyen-orientale et, alors qu’un groupe de plusieurs centaines d’individus franchit l’énorme porte métallique qui en barre l’entrée, une trappe électronique s’abat et l’enferme dans un piège hermétique. Malgré l’intervention des plombiers, appelés à la rescousse par la « Voix de la Révolution », il est impossible de désincarcérer les malheureux. Tout au plus les ouvriers soudeurs parviendront-ils à percer au chalumeau de minuscules orifices par lesquels on leur fait passer un peu d’eau et de nourriture. Une semaine plus tard, le vice-Premier ministre, Hashem Sabbaghian²², recevra encore des coups de fil lui faisant état des râles et des chuchotements

parvenant encore au travers de la terrible porte de la prison²³.

Un peu plus loin, des révolutionnaires affluent en masse pour prendre d'assaut l'hôtel Hilton au sommet duquel sont réputés se trouver « les émetteurs de la CIA ». Terrorisé, le personnel a accroché, en signe de reddition, des draps de lit aux fenêtres des chambres de l'édifice déserté. Les dix clients qui sont en train de déjeuner sont, tout de même, faits prisonniers. Une édition spéciale du *Keyhān* titre : « La fin de la monarchie²⁴ ! »

Vers 17 heures, la prise stratégique de la Maison de la Radio permet aux révolutionnaires de contrôler les ondes. À 18 heures, le programme de musique diffusé depuis le milieu de l'après-midi est interrompu : « Attention ! Attention ! Ici Téhéran, la Voix véritable de l'Iran, la Voix de la Révolution... » Entrecoupés d'airs révolutionnaires chiliens²⁵, les bulletins d'information annoncent la chute du *Nakhostvaziri*, la démission de Bakhtiar, la prise du Majless, nouvelles qui résonnent comme autant de prises de guerre. En fin de soirée, après avoir prévenu que l'eau de la capitale a peut-être été empoisonnée par les monarchistes, la Télévision annonce que la Garde impériale, ou ce qu'il en reste, continue la lutte...

Sous le commandement du lieutenant général Abdolali Badreï, la Garde est effectivement retranchée dans son quartier général du sud-ouest de Téhéran, au palais Firouzeh²⁶, transformé en camp fortifié assailli par les révolutionnaires. Des feux nourris sont échangés. C'est un véritable siège. Vers 23 heures, le général Badreï et son commandant adjoint décident de téléphoner à la Télévision pour annoncer qu'ils obéiront aux directives du haut commandement : « Nous sommes tous dans nos casernes, déclarent-ils, et nous avons accroché à la porte un drapeau blanc sur lequel nous avons écrit que nous nous associons au soulèvement populaire. » C'est une ruse. Irréductibles héritiers des guerriers achéménides, les soldats d'élite sont décidés à vendre chèrement leur peau et opposent une résistance farouche à leurs assaillants. Après plusieurs heures de combat, il faudra que leurs deux chefs soient assassinés, l'un par son chauffeur, l'autre par son ordonnance, pour que la Garde finisse par se rendre.

Lorsque les assaillants pénètrent dans le camp retranché des derniers partisans de l'Empire, ils découvrent l'énorme carcasse du général Badreï criblée de balles de mitrailleuse. Avec la capitulation de la *Gārd-e Djāvidān* [la Garde des immortels], c'est le dernier bastion

de l'armée impériale qui vient de tomber. La bataille continue autour de quelques îlots de résistance. Devant le palais de Niāvarān. Sur la tombe de Réza Chah, un baroud d'honneur fait 24 morts. Et déjà le royaume des Pahlavi s'évanouit dans l'Histoire.

Alors que l'Empire s'effondre comme un château de cartes, les premières dissensions se font jour entre les différentes factions révolutionnaires. Au fur et à mesure que disparaît l'ennemi commun, on commence à diverger sur les formes à donner aux futures institutions de l'Iran révolutionnaire. Pour colmater les failles qui fissurent déjà la fragile coalition entre musulmans et marxistes, est savamment entretenue la psychose « fédératrice » de la SAVAK à laquelle sont imputés les coups de feu qui continuent de retentir dans les nuits froides de février. La désormais célèbre « Voix de la Révolution » fait courir le bruit qu'à la nuit tombée, surgissant de mystérieux souterrains, une armée cryptique de Savakis dissimulés dans un système de catacombes vient assassiner les émeutiers endormis et désarmés. Bientôt, pourtant, on apprendra que ces escarmouches nocturnes ne sont pas des tirs de miliciens de la SAVAK mais des révolutionnaires de mouvances différentes qui, déjà, s'entre-tuent sur les ruines fumantes de la monarchie.

Bien au-dessus de ces querelles souterraines trône déjà, au sommet du nouveau régime, un « Politburo » islamiste et secret dont les membres, parfois cagoulés, manipulent sans égard les marionnettes du gouvernement civil et bourgeois de Mehdi Bāzargān. À peine installé, ce gouvernement de l'ombre, qui s'est emparé de la réalité du pouvoir, juge et tue à un rythme effrayant. Il aura donc suffi d'un an depuis les premières émeutes de Ghōm, de moins d'un mois depuis le départ du Chah et la nomination de Bakhtiar, d'une douzaine de jours depuis le retour de Khomeini et de soixante heures de combats de rue, entre la Garde impériale et les Gardiens de la Révolution, pour que s'effondre ce que les Pahlavi avaient construit en un demi-siècle. Trois jours ont suffi à Khomeini pour faire écrouler une institution monarchique vieille de vingt-cinq siècles et la remplacer par sa machine infernale.

De sa cachette, au nord de Téhéran où il est parvenu à se réfugier chez de lointaines connaissances, en attendant de pouvoir gagner l'étranger, Bakhtiar peut observer l'effondrement de ce qu'il a tenté de défendre jusqu'au dernier moment et au péril de sa vie²⁷. Sur un petit écran de télévision, il regarde, impuissant, ce tragique spectacle :

« l'appareil de l'État qui se désagrège » et, « au milieu de spasmes répugnants, l'ayatollah qui accouche de sa République islamique ». Mais il en veut surtout à ceux qui, au sein de l'appareil d'État, l'ont lâchement trahi. Désormais, il en est certain, « les chefs militaires se cachaient sous ce terme de “neutralité” qui n'était, en réalité, qu'une complicité²⁸ ».

1. Ces trois jours qui détruisirent l'Iran...

2. *Homāfar* est un titre technique conféré par l'armée de l'air impériale au personnel qualifié, généralement formé aux États-Unis, ayant la responsabilité de maintenir et de réparer l'équipement américain. Obscurs, de grades peu élevés, souvent complexés, les techniciens de l'air iraniens tiennent dans la Révolution islamique le rôle joué en 1917, en Russie, par les marins de Cronstadt. Après les événements de 1978-1979, les *Homāfars* seront dissous et remplacés par des gradés de l'armée régulière (1988).

3. *The Telegraph*, 9 février 1979.

4. Emprunté aux kamikazes nippons, le bandeau blanc signifie que ceux qui en sont coiffés sont prêts à sacrifier leur vie pour la cause.

5. Des témoins disent avoir vu aussi des guérilleros italiens et français. L'un d'eux ayant demandé de l'eau en français se vit porté en triomphe par la foule aux cris de « Vive la France ! ».

6. Jean-Yves Chaperon et Jean-Noël Tournier, *Enquête*, *op. cit.*, p. 138.

7. « Téhéran est le théâtre de scènes de guerre », *Etelāat*, 22 Bahman 1357 (11 février 1979).

8. Hussein Fardoust, *Zohour*, *op. cit.*, p. 624.

9. *Ibid.*

10. Ken Follett, *Comme un vol*, *op. cit.*, p. 101.

11. Jean-Yves Chaperon et Jean-Noël Tournier, *Enquête*, *op. cit.*, p. 139.

12. Selon les Mémoires de Fardoust, Badreï aurait répondu : « Ce matin, il n'y en avait plus que 800... Au plus sommes-nous en mesure de défendre les casernes » (*Zohour*, *op. cit.*, p. 625).

13. *Ibid.*, p. 626.

14. Ken Follett, *Comme un vol*, *op. cit.*, pp. 374-375.

15. Sepehr Zahir, *The Iranian Military in Revolution and War (RLE Iran D)*, New York, Taylor & Francis, 2012, p. 110.

16. Celui qui, dix jours auparavant, menaçait d'abattre l'avion qui ramenait Khomeini de Paris vient de rejoindre les rangs de la Révolution. Il était l'un des premiers à rencontrer le général Huyser (Jean-Charles Brotons, *U.S. Officials and the Fall of the Shah : Some Safe Contraction Interpretations*, Plymouth, Lexington Books, 2012, p. 74). Malgré sa défection, il sera jugé et sommairement exécuté en février 1979, en compagnie d'une deuxième fournée de généraux d'Empire.

17. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, op. cit., p. 181.
18. *Ibid.*, p. 183.
19. Christophe de Roquefeuil, « L'Iran s'apprête », art. cité. On raconte alors à Téhéran que lorsque les révolutionnaires font irruption dans le bureau du Premier ministre, la nourriture du plateau-repas servi à Bakhtiar pour son déjeuner, composé d'un pilaf aux aubergines, est encore tiède.
20. « Le régime s'effondre », *Etelāat*, 22 Bahman 1357 (11 février 1979).
21. Ken Follett, *Comme un vol*, op. cit., p. 458.
22. Mossadéghiste de la première heure, Hashem Sabbaghian (1937-) a été, après 1953, un opposant du Chah et le vice-recteur de l'université de Téhéran (1970-1974). Ministre de l'Intérieur du gouvernement Bāzargān, il démissionne (1980) et rejoint l'opposition « officielle » au sein du Mouvement pour la Liberté (*Nehzat-e Azadi-e Iran*) dirigé par Bāzargān et Yazdi.
23. Par la suite, les autorités cessèrent d'en parler mais en mars, dans les quartiers adjacents, on racontait encore qu'un tapis roulant permettait de nourrir les enterrés vivants d'Evin et que le nombre d'assiettes qui revenaient vides permettait d'évaluer leur nombre à plusieurs milliers ! On n'a jamais plus entendu parler de ces malheureux. Quant à la prison d'Evin, elle est devenue la plus sinistre geôle de la République islamique.
24. *Keyhān*, 11 février 1979.
25. Les oreilles attentives reconnaissent aussi le thème de Z de Costa-Gavras, un morceau de *Hair*, l'opéra hippie, et même... une composition de Guy Béart.
26. Construit à l'époque qādjāre, le petit palais Firouzeh est une annexe du palais de Farah-Abad où habitait Ahmad Chah à la fin de son règne. Sous les Pahlavi, l'ensemble appartenait aux chasses royales. C'était aussi l'endroit où se trouvait le haras royal, les écuries de la Cour.
27. Bakhtiar raconte dans ses Mémoires qu'il a trouvé refuge au domicile d'un couple avec ses enfants, qui par souci de sécurité a congédié ses serviteurs. Là, « j'assiste à la Révolution par l'intermédiaire de cette petite boîte bruyante, posée devant moi, dans la pénombre de ma cachette, en audition privée, à guichet fermé » (*Ma fidélité*, op. cit., p. 187).
28. *Ibid.*, pp. 181-183.

Post mortem

La formidable armée iranienne, réputée être un rempart indestructible capable de défier n'importe quelle tempête, s'est écroulée à la première vague révolutionnaire. L'Artech qui, en 1979, dispose de trois corps d'armée, de 300 000 hommes, de l'armement le plus sophistiqué de l'époque, l'armée de la « cinquième puissance militaire au monde » n'aura finalement été qu'une digue de sable face à la déferlante populaire. Même la Garde des immortels, pourtant forte de 20 000 combattants aguerris, a été, malgré sa bravoure, emportée comme un fétu de paille. Le monde qui s'était laissé abuser, ou rassurer, par les parades des corps d'élite ou les rodomontades du général Khosrōdad s'esclaffe : « ce n'était donc que cela », « une armée à la mexicaine », « une armée de carnaval » !

Pourquoi cet effondrement ? Pendant un demi-siècle de paix, a dit Mehdi Pirasteh, dur parmi les durs du régime impérial, « nous n'avons été occupés que de développement et nous n'avons pas appris à tirer, pas même des pétards ! ». Mais le manque d'entraînement de l'Artech ne saurait expliquer à lui seul l'effondrement du mois de février 1979. Cette armée n'a-t-elle pas démontré, à plusieurs reprises, durant les années 1970, et notamment lors de l'intervention aéroportée au Dhofar, qu'elle était adaptée pour gérer les opérations les plus complexes ? Si elle n'a pas échoué, se pourrait-il alors qu'elle ait basculé comme un seul homme dans les bras de Khomeini ? Un ralliement massif à la cause révolutionnaire ne constitue pas non plus une réponse satisfaisante. Si beaucoup de conscrits ont rejoint les rangs khomeinistes, d'autres, surtout les militaires de carrière, le cœur des forces armées iraniennes, sont restés loyaux jusqu'au bout à l'ancien régime. Ces derniers sont nombreux à prendre très au sérieux leur serment, prêté sur le Coran, de défendre loyalement la Constitution et le régime impérial¹. Relativement rares sont ceux qui répondront favorablement lorsque, par la suite, les autorités

islamiques appelleront les déserteurs à rejoindre les forces armées de la nouvelle République iranienne. Le régime des mollahs considérera d'ailleurs longtemps les restes de l'ancienne armée du Chah, avec suspicion, comme un foyer monarchiste d'où elle craindra que ne jaillisse un coup d'État militaire – crainte qui, du reste, motivera la création du corps des Gardiens de la Révolution islamique pour servir de contrepoids au sein de l'armée bicéphale de la République islamique.

S'il y a eu défectuosité de l'Artech, celle-ci se situe avant tout au niveau des élites militaires. Mais, là encore, il faut préciser et distinguer les bonnes des mauvaises explications.

Selon la thèse officielle, celle que défend notamment l'historien militaire Steven R. Ward, la référence en la matière, l'état-major de l'armée iranienne a fait défection parce qu'il était incapable de prendre des décisions une fois privé du *leadership* du commandant en chef des forces armées iraniennes : le Chah. Selon Ward, le souverain iranien aurait volontairement, dans le but d'asseoir son contrôle politique, organisé la chaîne de commandement de son armée de manière qu'elle ne réponde qu'à lui seul². Au sommet, l'état-major aurait été constitué d'une poignée de généraux fonctionnant de manière clanique, se surveillant les uns les autres, désireux de conserver leurs privilèges et, surtout, obnubilés par le désir de ne pas déplaire à un souverain paranoïaque et jaloux de son pouvoir absolu. Aux échelons inférieurs, la machine militaire n'est guère mieux huilée, écrit Ward : « Les subordonnés hésitent régulièrement à prendre des décisions sur des questions de routine sans l'approbation de leurs supérieurs³. » De sorte que l'Artech, malgré sa puissance théorique, aurait été un « géant de papier » dirigé par des officiers conditionnés pour obéir, incapables d'agir sans l'aval de leur souverain, et par conséquent, une fois ce dernier parti, prédisposé à s'effondrer à la première situation de crise.

Cette thèse d'une armée « instrument inerte du Chah » coexiste avec une autre qui explique la défection du 11 février par la lassitude d'un certain nombre d'officiers de haut rang, fatigués de défendre un trône vide pour un roi absent qui, le plus souvent, ne répond plus à leurs appels. Le meilleur exemple est celui du général Azhari qui, en décembre 1978, ne cache pas sa frustration à l'ambassadeur américain de servir un souverain « incapable de prendre une décision⁴ ». Devant

l'inaptitude du Chah à diriger la destinée de sa nation et, en particulier, de conduire ses forces armées, ces haut gradés auraient donc préféré continuer de servir leur pays, quitte à abandonner la lutte contre les révolutionnaires. Sur ce point, le commandant en chef de l'aviation royale, Amir Hussein Rabii, qui a rejoint le camp des mollahs, expliquera devant le Tribunal révolutionnaire – lequel, malgré son ralliement, le condamnera à mort – qu'ayant réalisé que Bakhtiar s'apprêtait à proclamer la République, il s'était dit que, « république pour république », mieux valait soutenir celle qui avait la faveur du peuple. Pour les partisans de cette thèse, c'est ce même raisonnement qui, le matin du 11 février, aurait poussé le haut commandement à déclarer la « neutralité » de l'armée et à baisser les armes devant les révolutionnaires, signant, du même coup, l'arrêt de mort du régime constitutionnel.

Les thèses de « l'armée servile » et de « l'armée sans chef », tout en se contredisant partiellement l'une l'autre, fournissent toutes les deux une partie de la réponse à la question de l'effondrement de l'Artech. Elles ont néanmoins tendance à simplifier la réalité et à tout mettre sur le compte d'une carence du *leadership* impérial, au détriment de la responsabilité de certains officiers. Surtout, elles occultent, un peu trop rapidement, la possibilité que cette défection puisse être le produit d'une banale trahison de certains généraux. Des trahisons de généraux, l'histoire de l'Iran n'en manque pas. Victor Bérard, dans ses *Révolutions de Perse*, en donne un exemple cocasse dans le contexte de la révolte constitutionnelle du début du ^{xx}e siècle. L'historien raconte ainsi le cas d'« un général de Cour, qui, sans avoir jamais fait campagne ni même fréquenté le champ de manœuvre, est chargé de réprimer la Révolution, abandonne son armée et rentre dans ses terres, puis accepte une nouvelle charge royale, et, du jour au lendemain, passe au service de la nation⁵ ».

À l'instar de celui-là, les généraux et colonels du Chah seraient-ils pour autant, comme les *condottieri* décrits par Nicolas Machiavel, de vulgaires mercenaires prêts à vendre leurs services au plus offrant ? Pas tout à fait. En réalité, comme l'explique alors Ahmad Faroughy⁶, le Chah n'était pas, comme il le pensait et comme le pensaient ses sponsors occidentaux, le véritable maître d'une armée « *made in USA*⁷ ». Sous la cuirasse de ces officiers formés en Europe et aux États-Unis se cachent, en réalité, des Iraniens pétris de la même culture

politique, des mêmes frustrations et des mêmes fantasmes que leurs compatriotes. Sans doute davantage que leurs officiers subalternes et que bon nombre de leurs subordonnés du rang, ces haut gradés « occidentalisés » ont été sensibles à la cause islamo-révolutionnaire défendue par l'ayatollah Khomeini. Prototype de ces officiers islamisants, le général Hachémi-Néjād, commandant de la Garde et Seyyed⁸, affichait fièrement, dans son bureau du palais de Niāvarān, un grand portrait de lui enveloppé dans un drap blanc pendant son pèlerinage à La Mecque. Le général Gharabaghi est également représentatif de ces officiers modernes en surface mais ambivalents au-dedans, qui n'hésiteront pas à donner un « coup de main » aux mollahs. Avec sa silhouette de Superman et son « *crue-cut* », il est le prototype de ces « GIs persans » sous le képi desquels se cache souvent un turban. Il a beau avoir été formé à l'occidentale dans les académies militaires, il est, aussi, le propre neveu du grand ayatollah Chariat-Madari, son oncle maternel...

Mais, là encore, une explication qui se limiterait à un facteur unique, fût-ce l'adhésion à la cause islamiste, passerait à côté du phénomène complexe de la trahison en général et, en particulier, de celle du 11 février. Ici comme ailleurs, une multitude de facteurs se combinent pour expliquer le passage à l'acte de certains généraux. Un mélange d'opportunisme, de carriérisme, de patriotisme ainsi que, et peut-être même surtout, les incitations fournies par une série d'intervenants extérieurs, ont conduit ces grands officiers, les plus orgueilleux et les plus équivoques, à céder, quoi qu'en dise Steven Ward, à la tentation de trahir le roi et la Constitution qu'ils ont juré de servir, mais aussi leur patrie, leurs frères d'armes et jusqu'à leurs propres convictions.

À travers l'Histoire, l'effondrement des grands empires a souvent été causé par l'ultime trahison d'un général. Au début du ^{xx}e siècle, l'empire de Chine s'était écroulé à cause de la trahison du général Yuan Che-kai. À Fontainebleau, en mars 1814, ce fut Marmont, duc de Raguse⁹, et après Sedan, en 1870, ce fut Trochu. Dans le cas de l'Empire iranien, fait notable, ils sont deux : Gharabaghi et Fardoust. Le premier est le chef des armées ; le second, un ami d'enfance du Chah, supervise depuis toujours l'ensemble des services de sécurité. Qui sont-ils, et qu'est-ce qui les a poussés à trahir ?

Si les raisons qui ont motivé l'énigmatique Fardoust demeurent

floues, elles apparaissent en revanche de manière plus claire pour ce qui a trait à son comparse. Le chef d'état-major Gharabaghi porte beau, mais c'est un personnage prétentieux et vaniteux, fat et sans consistance. Fardoust écrit : « Durant ces trente-sept jours [du gouvernement Bakhtiar], Gharabaghi se montra imbu de son importance. Et particulièrement le jour où il vint me trouver dans mon bureau, arborant toutes ses médailles [ce qui est contraire aux usages de l'armée impériale]. Il tenait à la main un "*tchomagh-é marechali*" [un bâton de maréchal]¹⁰. » Attribuant cette poussée d'orgueil à la proposition que lui aurait faite Bāzargān de devenir vice-président d'un futur régime républicain, Fardoust, qui ne cache pas son mépris pour son acolyte, le présente comme un personnage creux, soumis et facilement influençable : « Comme on l'a dit, écrit-il, Gharabaghi, commandant des armées, était lui-même placé sous le commandement de sa femme. » Le chef d'état-major aurait donc été entraîné dans la conjuration autant par faiblesse que par arrogance. Gharabaghi, ce centurion de bronze, cette stature granitique, s'effondre comme s'il était en plâtre et entraîne l'armée dans sa propre démission.

Son parcours dans les jours qui suivent l'écroulement du régime reste obscur. Le 12 février, les guérilleros fouillent de fond en comble le grand ensemble de luxe Iran-Sokna, où résidait le dernier chef d'état-major du Chah¹¹. Sans résultat. Bien entendu : « Après le 11 février, nous apprend Fardoust, Gharabaghi se cacha. À cette époque, je m'étais moi-même réfugié chez le docteur Omid et Gharabaghi m'y téléphonait deux à trois fois par jour sans me laisser son numéro¹². » Par la suite, Gharabaghi échappe « miraculeusement » au formidable coup de faux qui décapite l'armée dans les premiers mois de la Révolution et le régime islamique évitera soigneusement de prononcer son nom, même si les rumeurs les plus diverses, répandues par les ennemis de Khomeini, prêtent au « traître » un rôle actif dans les affaires de la République islamique. Certaines le donnent siégeant, cagoulé, aux côtés de l'*Hodjatoleslam* Sādegh Khalkhālī, au Tribunal révolutionnaire, d'autres le reconnaissent parmi les tortionnaires du régime islamiste¹³. Il réapparaîtra bientôt, sain et sauf, à Paris.

Quant à Fardoust, pourquoi a-t-il trahi ? Il explique lui-même à la fin de sa « déposition » – ses Mémoires – qu'il s'est rallié au nouveau régime ni par crainte ni par ambition, mais parce qu'il assurait l'ordre et il ajoute : « La Révolution française avait installé le désordre parce

qu'il lui manquait un personnage de la stature de l'imam¹⁴. » C'est donc par amour de l'ordre que le « cher Fardoust », comme aimait à l'appeler son ami le Chah, l'a trahi, lui et tout le royaume. L'ordre musulman pour conjurer le désordre monarchique. Peut-être, s'il le dit. Mais sans doute y a-t-il aussi autre chose. Pourquoi pas le désir de n'être pas le dernier à quitter le navire qui sombre ? Le besoin de montrer à tous qu'il a toujours été le seul à tout savoir et à tout prévoir ? Plus encore que Gharabaghi, Fardoust a donc commis un péché d'orgueil. Non pas celui, frivole, qui vient du besoin de paraître mais celui, bien plus profond, qui guide ces individus chez qui complexe d'infériorité et complexe de supériorité se mêlent intimement pour consumer l'âme, pour leur faire construire de grandes choses et en anéantir de plus grandes encore. Par ce geste, l'éminence grise, celui qui a toujours été dans l'ombre, prouve, à tous et à lui-même d'abord, qu'il a toujours été le meilleur... celui qui aurait dû figurer dans la lumière.

Le parcours « postimpérial » de Fardoust est plus obscur encore que celui de Gharabaghi. Le 11 février 1979, après avoir convaincu l'état-major de retirer son soutien au gouvernement Bakhtiar, il prétend s'être caché de peur des représailles des révolutionnaires. À 17 heures, au moment où les émeutiers s'emparent de la Radiotélévision, il raconte avoir quitté à pied l'Inspection impériale, proche de la présidence du Conseil. Reconnu par Namdjou, un champion d'haltérophilie, il aurait été conduit en automobile par ce dernier au domicile du Dr Omid, où il dit avoir voulu « se cacher ». Mais dès le lendemain de son arrivée chez Omid, le 12 février, il reçoit un appel de Mehdi Bāzargān, qui lui demande de s'associer au nouveau régime et de l'aider à choisir les nouveaux commandants des forces armées et de la sécurité (!). Toujours selon ses dires, Fardoust aurait alors recommandé que Moghaddam se succède à lui-même à la tête de la SAVAK¹⁵. Celui-là ne réapparaîtra au grand jour que plus tard... à Téhéran¹⁶.

L'écrivain iranien Iradj Pezeckhzad a défini la fameuse proclamation de neutralité comme « le coup de grâce donné à l'Iran et à son histoire¹⁷ ». Accompagnés par d'autres félons comme le général Nasser Moghaddam, le remplaçant de Nassiri à la tête de la SAVAK, ces hommes ont non seulement condamné un régime, mais un pays tout entier, et avec lui une bonne partie de leurs propres compagnons

d'armes. Car à côté de cette poignée de traîtres qui ont choisi de collaborer avec les mollahs ou de prendre le chemin de l'exil, nombre d'autres officiers, la vaste majorité, ont payé de leur vie la défection du 11 février. L'Artech sera décapitée et, chaque jour après la chute du régime, des officiers supérieurs seront traînés devant le peloton d'exécution. Pour ceux-là sonne le glas.

1. *Khodā, Chah, Miḥan* [Dieu, le Roi, la Patrie] est la devise de l'armée impériale qui, selon Ward, est scrupuleusement respectée par la majorité de la profession militaire (*The Immortals*, *op. cit.*, pp. 222 et 225).

2. *Ibid.*, p. 209.

3. *Ibid.*, p. 206.

4. W. H. Sullivan, *Mission*, *op. cit.*, p. 212.

5. Victor Bérard, *Révolutions*, *op. cit.*, p. 15.

6. Petit-fils du dernier souverain qādjār – Ahmad Chah –, Farouhy a été un cinéaste et un reporter de talent pour l'ORTF. C'est lui qui en 1968, à Prague, a filmé Dubček molesté par les communistes.

7. Ahmad Farouhy, en collaboration avec Jean-Loup Reverier, *L'Iran contre le Chāh*, Paris, Jean-Claude Simoën, 1979.

8. Titre honorifique souvent donné aux gens reconnus comme descendants du prophète Mahomet par sa fille Fatima Zahra.

9. Son corps d'armée est passé aux Alliés, précipitant la chute de Napoléon. Aussi disait-on alors « ragusade » pour trahison.

10. Hussein Fardoust, *Zohour*, *op. cit.*, p. 610.

11. Iran-Sokna était à l'époque un lotissement élégant à la hauteur de Vanak, à mi-chemin entre Téhéran et Chémirān.

12. Hussein Fardoust, *Zohour*, *op. cit.*, p. 610.

13. Amir-Abbās Hoveida aurait, dit-on, reconnu sa voix parmi celles de ses juges, et de son côté le Dr Tehrani, ministre de l'Information de l'Iran sous le régime du Chah, a écrit dans les marges d'un livre qu'il lisait en prison avant d'être exécuté : « Le général Gharabaghi m'a interrogé. »

14. Hussein Fardoust, *Zohour*, *op. cit.*, p. 668.

15. *Ibid.*, p. 625.

16. Après avoir purgé une peine brève, Fardoust reste en Iran pour aider le régime islamique à mettre en place la SAVAMA, l'organisation qui remplace la SAVAK. Il est de nouveau arrêté à son domicile de l'avenue Vessal-Chirazi à Téhéran, le 2 décembre 1983. C'est alors qu'il est « invité » à écrire ses Mémoires. À la suite d'une étrange apparition à la télévision islamique, en avril 1987, il meurt (officiellement d'un infarctus) le 17 juin de la même année.

17. Iradj Pezeckhzad est l'auteur de *Daï-Djan Napoléon* [Mon oncle Napoléon], le

plus grand succès littéraire iranien du ^{xx}e siècle, publié en 1973. Il a travaillé en tant que diplomate jusqu'à la Révolution iranienne de 1979 et a quitté son poste aux Affaires étrangères pour résider en France après la Révolution, où il rejoint Chapour Bakhtiar et son parti, le Mouvement national de la Résistance iranienne contre le régime islamique établi en Iran.

L'huissier du Pentagone

L'histoire de l'effondrement de l'Empire iranien serait incomplète s'il n'était pas fait mention du rôle discret mais décisif joué par le général quatre étoiles américain Robert Ernest Huyser.

Début janvier, les Américains, désormais convaincus que le Chah et Bakhtiar ne leur seront plus d'aucune utilité, ont besoin d'un médiateur qui ait, mieux que l'ambassadeur Sullivan, l'oreille de tous et qui puisse encore sauver de l'incendie révolutionnaire ce qui peut l'être. Le 3 janvier, une réunion du Conseil de sécurité nationale présidée par Jimmy Carter a abouti à la décision d'envoyer à Téhéran le général Huyser, chargé de « *coacher* » l'appareil dirigeant de l'Artech et de mettre en place les conditions favorables pour une transition en douceur. À première vue, c'est un désaveu de la politique de rapprochement direct avec les khomeinistes préconisée jusque-là par Sullivan. D'ailleurs, une mission de l'ancien conseiller économique de l'ambassade à Téhéran, Theodor H. Eliot, qui devait rencontrer le 6 janvier Khomeini à Neauphle pour établir les bases d'une relation bilatérale, a été annulée le 4, jour de l'arrivée d'Huyser en Iran. Mais Sullivan qui, le 6, se rend auprès du Chah pour le convaincre de la nécessité de partir va voir ses efforts converger avec ceux du nouvel émissaire.

Lorsque le général Huyser, surnommé *Dutch*, débarque à Téhéran, son séjour en Iran n'est censé durer que trois jours. Il n'en repartira qu'un mois plus tard – le surlendemain du retour de Khomeini –, non sans avoir contribué à modifier le cours de l'histoire iranienne. Arrivé de Francfort, Robert E. Huyser est commandant adjoint des forces américaines de l'EUCOM (United States European Command), l'une des pièces maîtresses du dispositif militaire antisoviétique sur le théâtre eurasiatique. Au cours de sa visite, il est accompagné par le général d'aviation Philip C. Gast, commandant du MAAG, qui demeurera sur place, en Iran, après son départ en février. Pour

communiquer avec leurs interlocuteurs iraniens, soulignent Ledeen et Lewis, « Huyser et Gast utilisaient comme interprète principal l'amiral Hassan Habibollahi, tandis que le général d'aviation Rabii servait à l'occasion d'assistant¹ ».

La mission de celui que les Soviétiques qualifieront bientôt d'« ambassadeur militaire » des États-Unis en Iran² est loin d'être formulée de manière explicite par l'administration américaine. Lorsqu'il comparaitra, le 10 juin 1981, devant une commission du Congrès américain ayant pour fonction d'examiner les relations irano-américaines, Huyser avouera le caractère « secret » de sa mission et ajoutera qu'« il ne rendrait compte de ses particularités qu'à huis clos³ ». Dans ses souvenirs publiés, cinq ans plus tard, sous le titre *Mission to Tehran*, Huyser se contentera de rabâcher la version officielle : « J'avais pour mission de convaincre les généraux de collaborer avec Bakhtiar. » Mais la description de la tâche qui lui a été confiée a déjà un corollaire que le général américain reconnaît : « Si j'échouais, on irait tout droit dans la mauvaise direction, celle du coup d'État militaire⁴. »

La mission d'Huyser tient en réalité en trois objectifs complémentaires : superviser le départ du Chah ; neutraliser l'armée et ses velléités de *putsch* ; mettre les militaires en contact avec les différents groupes d'opposition et faciliter la transition vers un Iran postmonarchique stable et, bien entendu, compatible avec les intérêts américains. Pour Washington, explique Gary Sick, il est « vital » qu'au terme de cette mission l'Iran soit doté d'un gouvernement « fort, stable et proaméricain » – autant de conditions que ni Bakhtiar ni le Chah ne semblent plus pouvoir garantir⁵. En somme, la tâche d'Huyser est de « persuader les généraux iraniens, à l'insu de Bakhtiar lui-même, de jouer le jeu de l'alternance quoi qu'il arrive et de se soumettre même à l'autorité islamique. On avait ainsi improvisé un scénario de transition non violente de la monarchie à un régime islamique, en préservant le lien avec Washington, essentiel pour les Américains⁶ ». Quelques jours suffisent à l'émissaire américain pour tâter le terrain et assurer Washington qu'il pense avoir de bonnes chances d'atteindre les objectifs qui lui ont été assignés.

Le 10 janvier, soit six jours après son arrivée, le président Jimmy Carter appelle son homologue français pour lui demander de transmettre un triple message à l'ayatollah Khomeini : 1) le départ du

Chah est imminent ; 2) il faut, pour assurer une transition en douceur, ménager le gouvernement « intérimaire » de Chapour Bakhtiar, car... 3) il existe un très grand danger de coup d'État violent que les États-Unis s'efforcent de prévenir. À peine les diplomates français dépêchés à Neauphle ont-ils livré la première partie de ce message, celle concernant le départ du Chah, que le vicaire de Ghôm les interrompt avec impatience : « Quel jour ? » – « Bientôt, Votre Éminence », répondent MM. Chayet et Lecomte. Quant à l'éventualité d'un coup d'État de l'armée, Khomeini dit qu'il en rendrait les Américains responsables, car il considère qu'il ne pourrait se faire qu'avec leur feu vert⁷. Au cours des jours suivants, une ligne de communication permanente, sorte de « téléphone vert » entre la Maison Blanche et Neauphle-le-Château, est établie pour coordonner les actions de part et d'autre et s'assurer de la réalisation, sans anicroche, des trois objectifs qu'Huyser poursuit, pour sa part, à Téhéran.

Dès le départ, la décision a été prise de ne pas annoncer la visite du général américain sur le sol iranien afin de lui permettre d'agir hors de portée des radars de la Cour. À son arrivée, et sans en référer au Palais, il rencontre quotidiennement un groupe de cinq officiers incluant le chef d'état-major Gharabaghi, le vice-ministre de la Guerre, Hassan Toufanian, le chef de l'aviation impériale, le général Rabii, le commandant de la marine, Hassan Habibollahi, et le commandant de la Garde impériale, Abdolali Badreï, avec lesquels, sous la supervision du MAAG, sont établis des plans de contingence dont le postulat commun est l'écroulement prochain du régime monarchique⁸. Le général Fardoust confirme que le Chah n'a pas été informé de la présence de Robert Huyser et qu'il ne l'a apprise, du général Badreï, que plusieurs jours après son arrivée. Au cours de cette première période « clandestine », Huyser établit, selon les termes de Nazir Fansa, « une sorte d'interrègne⁹ » qui lui permet de créer un contact direct avec les principaux haut gradés de l'armée, d'acquérir une idée claire de leurs intentions et de ménager ainsi les conditions favorables à la poursuite de sa mission.

Ce n'est que le 11 janvier, soit une semaine après son arrivée, que le général Huyser demande à être reçu par Mohammad Réza Chah à Niāvarān, où il arrive flanqué de W. Sullivan. Témoin de l'audience, Badreï l'a racontée à Fardoust : « Sans s'excuser pour son manque de courtoisie et sans aucune forme de préambule, Huyser demande au

Chah la date de son départ¹⁰. » Faisant fi des règles de bienséance à l'égard de ses hôtes persans, le natif du Colorado et le diplomate du Rhode Island n'ont en tête que la première partie de la mission qui leur a été confiée : « Ce qui les préoccupait, l'un et l'autre, confirme le souverain, c'était de savoir quel jour et à quelle heure je partirais¹¹. » Ayant obtenu gain de cause, les deux émissaires américains parviennent également à s'assurer que le souverain n'a nulle intention de fomenter un coup d'État avec l'aide de l'armée et qu'il consent, avant de quitter le trône, à remettre son autorité de commandant en chef des forces armées au Premier ministre, « conformément à la Constitution ». Quant à ce « Premier ministre », personne ne juge vraiment nécessaire d'en préciser l'identité¹².

Deux ou trois soirs avant son départ de Téhéran, Mohammad Réza Pahlavi, les traits tirés, a murmuré devant quelques intimes : « Quand les Américains ne veulent plus de quelqu'un, il n'y a rien à faire. » Le 17 janvier, le journaliste et homme de lettres français Édouard Sablier déclare, sur les ondes de Radio France, que « le Chah n'a pas été chassé par la rue mais écarté du pouvoir, comme [Ngô Đình] Diệm¹³, par les Américains ».

Après le « départ de Darius », le général Huyser passe à la phase suivante et se met en quête d'un leader politique « fiable » et « consensuel » susceptible de gouverner l'Iran postmonarchique. L'option du Premier ministre légaliste Chapour Bakhtiar est rapidement écartée. Elle n'avait jamais été sérieusement considérée. Bakhtiar se souvient que le général américain lui a d'abord demandé de rejoindre le camp islamiste : « Il y vint très vite en me demandant si je ne verrais pas un avantage à essayer de composer avec Béhechti et d'autres comme Bāzargān et Minatchi¹⁴. » Mais Bakhtiar se rebiffe, convaincu qu'il est que la vraie mission d'Huyser est de neutraliser le régime et d'« empêcher les généraux de faire un coup d'État¹⁵ ». Qu'à cela ne tienne. On fera sans lui.

Parmi d'autres candidats comme Mohammad Béhechti¹⁶ ou Nasser Minatchi¹⁷, Mehdi Bāzargān s'est très vite démarqué comme l'homme que les Américains cherchent. Ce Girondin de Tabriz, vieux Condorcet dévot, voit la Maison Blanche fonder sur lui les plus grands espoirs, dont celui d'être un nouvel allié plus discret que le Chah, fondateur d'une république bien-pensante. L'idée est de faire de lui un nouveau Dr Sun Yat-sen, capable de déboulonner la statue de l'empereur mais

d'en garder le socle et les cariatides : la SAVAK, l'armée, l'administration, tout ce qui permet de pérenniser le lien ombilical avec les États-Unis. Khomeini est d'accord. Doublement adoubé par l'imam et par l'ambassade américaine, l'homme a toutes les chances de réussir. Bāzargān lui-même, circonspect, se montre en revanche plus hésitant. Il sait que cette double allégeance sera son talon d'Achille. Il est réticent à devenir la caution laïque d'une République islamique, ce qui, selon M^e Lahidji, aurait contraint Khomeini à transiger pour obtenir sa participation. Mais pour pouvoir fonctionner il manque encore à cet étrange duo Bāzargān-Khomeini l'appui de la machine militaire.

Robert « Dutch » Huyser est parvenu à « chasser effectivement l'empereur du trône ». Il lui reste maintenant à « faire passer l'armée aux côtés de Bāzargān¹⁸ ». La tâche s'annonce délicate. L'armée est encore truffée de monarchistes et Bāzargān, qui contrairement à Bakhtiar n'est constitutionnaliste que du bout des lèvres, ne cache plus sa préférence pour une République islamique. Vers le 20 janvier, il a rencontré, en présence de Sullivan, un représentant religieux du Conseil de la Révolution pour discuter de la forme future du régime iranien. Au cours de cette réunion, il a été question d'un référendum – jugé indispensable par les Américains pour donner un vernis démocratique – devant permettre le passage de la monarchie constitutionnelle à une République islamique¹⁹. Une République islamique ? Pourquoi pas ! C'est, *a priori*, une formule acceptable aux yeux de la République américaine. Mais comment faire avaler la pilule aux gradés de l'armée qui ont prêté serment de défendre la Couronne et la Constitution ?

Huyser estime que le général Gharabaghi est l'homme qu'il lui faut pour réaliser la greffe, de prime abord contre nature, entre les mollahs et les militaires²⁰. Durant les deux dernières semaines de janvier, le chef d'état-major et Huyser œuvrent de concert pour dissuader le corps des officiers de tenter un coup de force susceptible, aux yeux de leurs commanditaires, soit de ramener le Chah sur le trône, soit de provoquer une guerre civile elle-même prélude à la destruction totale des infrastructures iraniennes²¹. À l'inverse, ils s'attachent à leur prodiguer des conseils pacifiques et à les convaincre qu'il est de l'intérêt national qu'ils acceptent un transfert de pouvoir vers Mehdi Bāzargān et ses alliés islamistes. Par l'intermédiaire du chef d'état-

major, Huyser rencontre, un à un, tous les haut gradés de l'armée pour les convaincre de « dialoguer » avec les mollahs. À ceux qui s'en alarment, comme Houchang Nahāvandi, le général Gharabaghi répond : « Ne vous inquiétez de rien. Le général Huyser est mon conseiller politique²². » En bon entremetteur, l'émissaire américain va jusqu'à faire venir tous les membres de l'état-major pour leur distribuer la liste des numéros de téléphone des mollahs iraniens²³.

Alors qu'Huyser s'occupe de « garder le contact » avec le corps des officiers, le chef d'état-major entame la négociation avec l'entourage de l'ayatollah Khomeini. Le 29 janvier, soit quatre jours avant le départ de l'émissaire américain et trois jours avant le retour de l'imam, « Gharabaghi, court-circuitant son Premier ministre [Bakhtiar], amorça des conversations avec les rebelles de Téhéran et donna son accord au retour de l'ayatollah²⁴ ». Le lendemain, selon un rapport adressé par Sullivan au Département d'État et reconstitué, en novembre 1979, par les envahisseurs de l'ambassade américaine, Bāzargān rencontre le général Gharabaghi qui, en tant que chef d'état-major, garantit que « l'armée ne s'opposera pas au changement ». Sur la base de cette assurance, les tractations entre l'équipe de Gharabaghi et celle de Khomeini débutent dès le retour de ce dernier, le 1^{er} février, à Béhesht-é Zahrā.

Parallèlement, le dispositif est complété par le ralliement d'hommes de l'ombre parmi lesquels le chef de la SAVAK, le lieutenant général Nasser Moghaddam, ou encore le général Hussein Fardoust, directeur du service de l'Inspection impériale. Entretenant des relations étroites avec les services secrets occidentaux, ces deux dignitaires du régime impérial sont également cooptés au cours du mois de janvier²⁵. Le 23, Mehdi Bāzargān et Nasser Minatchi rencontrent, au nom de Khomeini et avec l'assentiment de Sullivan, le général Moghaddam qui, après s'être fait promettre de conserver son poste, les assure de son soutien. Chahrokh Vaziri rapporte que, le 4 février, Fardoust rencontre à son tour un représentant de l'ambassade des États-Unis, un certain Nathanson, en vue d'un arrangement avec Khomeini qui vient de revenir en Iran²⁶. Le 23 octobre, le *Financial Times* rapportera que d'autres officiers supérieurs de la police du Chah, le général Farazian et le général Kāveh, ont aussi été récupérés par les mollahs. Le journal ajoute : « Le gouvernement actuel [celui de Bāzargān] a, semble-t-il, conservé

pratiquement intact trois Bureaux de l'ancienne SAVAK. Il s'agissait des 2^e, 6^e et 8^e Bureaux s'occupant respectivement des communistes, des tribus et du contre-espionnage²⁷. » Alors que la partie « utile » de l'ancien régime finit d'être transvasée dans le nouveau, le *Keyhān* du 7 février fait état de « négociations secrètes pour décider du futur de l'Iran²⁸ ».

La suite est désormais connue. Lorsque le général Huyser quitte le territoire iranien, le 3 février 1979, la collaboration va déjà bon train entre l'état-major et les membres du gouvernement Bāzargān que l'ayatollah Khomeini nommera deux jours plus tard. Le lendemain de la mutinerie des *Homāfars* de la garnison de Dochan-Tappeh, le général Gharabaghi et le général Hussein Fardoust rencontrent le Premier ministre Bāzargān et l'ayatollah Echraghi, gendre et représentant de Khomeini, pour négocier une entente dans une demeure de Rostam Abad²⁹. Le matin du 11 février, lors de la réunion du « Conseil supérieur de l'armée », Fardoust et Gharabaghi parviennent, assez facilement, à convaincre 22 des officiers les plus haut gradés de l'Artech de retirer leur soutien au gouvernement Bakhtiar et de proclamer la « neutralité » des forces armées face à la Révolution³⁰. Quelques heures plus tard, le régime impérial s'effondre.

*

Le 12 février 1979, à peine plus d'un an après avoir assuré le Chah d'Iran de son soutien indéfectible et moins de vingt-quatre heures après la chute de la présidence du Conseil, le locataire de la Maison Blanche se déclare « prêt à travailler avec les religieux ». Le 14, Washington reconnaît le nouveau régime³¹. L'ambassadeur Sullivan reçoit des instructions pour établir des relations officielles avec le gouvernement iranien et pour assurer Mehdi Bāzargān, « et à travers lui, assurer Khomeini, que les États-Unis *acceptent la Révolution* et n'envisagent pas d'intervenir dans les affaires internes de l'Iran³² ». Le 15, l'ambassadeur américain aux Nations unies, Andrew Young, annonce que l'ayatollah Khomeini est « un saint ». Le 17, le Premier ministre iranien, Mehdi Bāzargān, prenant acte de la main tendue de Washington, déclare que l'Iran livrera du pétrole aux États-Unis. Le 27 février, deux semaines après le triomphe de la Révolution, le président Carter déclare : « Le gouvernement de Khomeini a clairement établi depuis qu'il est arrivé au pouvoir, à travers des

négociations avec le Premier ministre Bāzargān et notre ambassadeur et à travers ses émissaires qui ont même parlé aujourd'hui avec le secrétaire Vance, qu'il désire des relations de travail et d'amitié sincères avec les États-Unis³³. »

Après sa mission en Iran, Robert E. Huyser bénéficiera d'un avancement et d'une année supplémentaire de service actif. Fin février, il sera invité à Washington à une réunion des diplomates américains rentrés d'Iran. « Selon la description d'un participant, Huyser demeure impassible "comme une statue indienne", pendant que les hauts fonctionnaires évoquent la chute de Bakhtiar et la désintégration des forces militaires³⁴. »

Par la suite, l'émissaire américain, qui avait pourtant conseillé Gharabaghi tout au long de l'opération, rejettera l'intégralité de la faute sur le chef d'état-major iranien : « Après l'échec de sa mission, le général Huyser a déclaré, en privé et publiquement, que Gharabaghi l'avait trahi, et il a laissé entendre que le chef d'état-major avait, depuis toujours, été d'intelligence avec Khomeini³⁵. » Six ans plus tard, Gary G. Sick, spécialiste de l'Iran, membre du NSA et l'un des principaux conseillers de l'équipe Carter durant la Révolution islamique, fait paraître un gros livre présenté, par son éditeur, comme un document sensationnel contenant « plein de révélations ». De ce pavé, qui est surtout une somme de récusations, la thèse est limpide : l'administration Carter n'est pas responsable de la chute du Chah qui s'est effondré de lui-même³⁶. Ajoutant démenti sur démenti, Gary Sick ira jusqu'à affirmer que Washington ignorait que le Chah avait un cancer ou prétendre que les dépêches de l'ambassadeur Sullivan cachaient les faiblesses du régime impérial³⁷. Comment comprendre alors « Dutch » Huyser quand il conclut ses Mémoires, intitulés *Mission to Tehran*, en disant que sa mission en Iran « débuta avec désespoir et désorganisation pour finir en désastre³⁸ » ?

Au lendemain du 11 février, les esprits avisés saluaient à Téhéran un coup de maître de la politique américaine, « un 28 Mordād [date de l'opération Ajax de 1953] exécuté, cette fois, par le peuple lui-même ». Mais pourquoi ?

2. *Pravda*, 19 janvier 1979.
3. *La Suisse* (Genève) du 11 juin 1981.
4. Robert Huyser, *Mission to Tehran*, New York, Harper & Row, 1986, pp. 1-10.
5. Gary Sick, *All Fall Down*, *op. cit.*, p. 132.
6. Yann Richard, « La prise du pouvoir », art. cité, pp. 28-42.
7. Pierre Salinger, *Otages*, *op. cit.*, p. 47.
8. Jean-Charles Brotons, *U.S. Officials*, *op. cit.*, p. 74.
9. Nazir Fansa Tehrani, *Destin de l'Occident*, Paris, Éditions Pierre Saurat, 1987, p. 39.
10. Hussein Fardoust, *Zohour*, *op. cit.*, p. 600.
11. Mohammad Réza Pahlavi, *Réponse*, *op. cit.*, p. 275.
12. Lorsque, quatre jours plus tard, le Chah quitte définitivement l'Iran, il laisse à son dernier grand vizir les clés d'un royaume dont les Américains sont déjà occupés à changer la serrure.
13. Président de la république du Viêt-nam de 1955 à 1963, Jean-Baptiste Ngô Đình Diệm (1901-1963) est déposé par un coup d'État coorganisé par ses généraux, la Maison Blanche et la CIA. Il sera assassiné dans la foulée.
14. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, *op. cit.*, p. 158.
15. *Ibid.*, p. 164.
16. Soupçonné d'être proche de la SAVAK, de Fardoust et de Moghaddam, Seyyed Mohammad Hussein Béhehti (1928-1980) meurt dans l'attentat spectaculaire du 28 juin 1981 qui coûtera la vie à plusieurs autres grands personnages de la République islamique et qui sera attribué aux marxistes islamistes du MeK. Huyser rencontre Béhehti à Téhéran en janvier 1979. On raconte qu'ils s'étaient déjà rencontrés à Hambourg.
17. Leader du Bāzār et cofondateur de l'*Husseinieh Erchād*, proche des milieux islamo-marxistes, Nasser Minatchi (1931-2014) est un acteur relativement mystérieux de la première phase de la Révolution islamique. Ministre du Tourisme, de l'Information et de la Publicité (*sic*) du gouvernement de transition, accusé d'appartenir à la CIA, il est arrêté en février 1980 puis libéré sur intervention de Mehdi Bāzargān. Il deviendra ensuite ministre de la Culture de Bani-Sadr avant de rentrer dans l'anonymat.
18. Nazir Fansa Tehrani, *Destin de l'Occident*, *op. cit.*, p. 39.
19. Chahrokh Vaziri, « Pour un Iran démocratique », *Centre d'études et de documentation iranienne*, Lausanne, 17 mars 1982.
20. Visiblement impressionné, il décrit le chef d'état-major comme « un leader naturel au sein de ses généraux » (Gary Sick, *All Fall Down*, *op. cit.*, p. 140).
21. « Il est clair, note Daniel Clairvaux, que les Américains ne souhaitent pas voir rééditer le coup d'État de 1953 » (*Iran*, *op. cit.*, p. 89).
22. Houchang Nahāvandi, *Carnets secrets*, *op. cit.*, p. 286.
23. Le lieutenant général Amir Hussein Rabii, commandant en chef de l'aviation, aurait dit pendant son procès : « Huyser m'avait donné le numéro de téléphone de Béhehti. » Devant ce tribunal qui le condamnera à mort malgré son

ralliement tardif aux khomeinistes, Rabii se serait écrié : « Le général Huyser a jeté le Chah en dehors du pays comme une souris morte » (James Perloff, « Iran and the Shah : what really happened », *The New American*, 12 mai 2009).

24. Ken Follett, *Comme un vol*, *op. cit.*, p. 101.

25. Dans ses Mémoires, Bakhtiar se souvient que « vers la fin, au cours de la semaine cruciale, il [Moghaddam] penchait nettement en faveur de Bāzargān qui lui avait promis de le maintenir dans son rôle de chef de la SAVAK » (Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, *op. cit.*, p. 165).

26. Chahrokh Vaziri, « Pour un Iran démocratique », art. cité.

27. *Financial Times*, 23 octobre 1979.

28. *Keyhān*, 18 Bahman 1357 (7 février 1979).

29. Selon Aslan Afshār, qui en possède une copie, ce document est le véritable acte de capitulation des grands dignitaires du régime (Gharabaghi et Fardoust), la déclaration du lendemain signée par l'état-major n'étant qu'une « mise en scène » pour le légitimer *post facto* (Aslan Afshār, *Les Mémoires*, *op. cit.*, p. 346).

30. Dans son livre, Huyser prétend que, le 11 février 1979, Brzeziński et Haig – son chef direct – lui ont demandé de retourner à Téhéran pour... organiser un coup d'État. Il aurait, assure-t-il, décliné cette proposition en disant que c'était impossible (*sic*). Étrangement, Hussein Fardoust laisse entendre que le général américain était présent, ce matin-là, lors du vote de neutralité : « Nous apprîmes alors, écrit-il, que la foule venait dans notre direction. J'ai quitté précipitamment la séance mais Gharabaghi s'était lancé à ma poursuite et me dit : "Il serait bon que vous rencontriez le général Huyser. Il est justement là, dans la pièce voisine, avec son équipe." Je refusai. En sortant, je vis que les soldats avaient abandonné leurs armes et avaient disparu » (Hussein Fardoust, *Zohour*, *op. cit.*, p. 626).

31. En cette Saint-Valentin 1979, les États-Unis de Jimmy Carter et l'Iran de l'ayatollah Khomeini semblent filer le parfait amour.

32. Sara Steinmetz, *Democratic Transition*, *op. cit.*, p. 63.

33. Jimmy Carter, *News Conference*, 27 février 1979, cité in Yonah Alexander et Allan Nanes, *The United States and Iran*, Georgetown, Georgetown University Press, 1980, pp. 478-479.

34. Michael Ledeen et William Lewis, *La Débâcle*, *op. cit.*, p. 247.

35. *Ibid.*, p. 210.

36. G. Sick le répète à plusieurs reprises à travers son plaidoyer : « Le gouvernement Carter était mal préparé mais il a été constamment surpris par la dissolution rapide de la monarchie iranienne » (*All Fall Down*, *op. cit.*, p. 157).

37. Entrevue donnée à la feuille bakhtiariste *Nehzāt*, 9 Aban 1364 (31 octobre 1985).

38. Robert Huyser, *Mission*, *op. cit.*

Pourquoi ?

En exil, Mohammad Réza Chah tourne en rond. Le visage perpétuellement interrogatif, il pose, à lui-même et à tous ceux qui viennent le voir, la même question : « Pourquoi¹ ? »

La question s'impose en effet : pourquoi ses alliés occidentaux se sont-ils entendus avec ses amis d'hier – Fardoust –, ses généraux – Gharabaghi et Moghaddam –, ses opposants – Bāzargān ou Sandjabi – et ses plus farouches adversaires – les communistes, le Dr Yazdi, les mollahs et l'ayatollah lui-même – pour faire tomber le régime impérial ? Une réponse évidente se présente, avancée par plusieurs témoins de l'effondrement de ce régime : le Chah était devenu trop faible, son régime trop vacillant. Khomeini trop fort et son ascension irrésistible. Prenant note de la fracturation du système monarchique, de l'effondrement physique du souverain et de la fulgurante montée en puissance des islamistes, les Américains devaient tenter de canaliser un phénomène qui, surtout *a posteriori*, semblait inéluctable. À la lecture de tous ces signaux d'alerte, ils se sont résolus à promouvoir, selon les termes de Houchang Nahāvandi, « la constitution d'un gouvernement Khomeini-Bāzargān, d'inspiration islamique, soutenue fermement par l'armée² ». En d'autres termes, leur pari a été de réaliser une transition sans heurts entre la monarchie et une « république islamique modérée » au sein de laquelle la dimension islamiste et la force militaire s'équilibreraient pour créer une entité stable et, surtout, proaméricaine³. Mais cette hypothèse, qu'elle soit convaincante ou non, répond à la question de la méthode et non à celle du but poursuivi par les instigateurs de ce changement de régime.

Quel objectif peut bien sous-tendre le remplacement d'une monarchie kémaliste par un régime oxymorique qui prétend combiner « républicanisme », « démocratisme » et « islamisme » ? Certains ont fait valoir que, depuis sa création, la République américaine, née, faut-il le rappeler, d'une révolution contre le roi George III, n'a jamais

cessé de promouvoir son propre système comme un modèle universel. L'Amérique de Wilson, devenue surpuissante au lendemain de la Première Guerre mondiale, n'a-t-elle pas, sans relâche, éradiqué les monarchies européennes et mis leurs souverains au chômage ? N'a-t-on pas vu ce même Woodrow Wilson, sur un autre continent, voler au secours de Pancho Villa avec toute la force de sa bonne foi, « tout simplement parce qu'il le croyait un messie de la démocratie⁴ » ? Cette Amérique du *Manifest Destiny*, où l'antimonarchisme est épidermique, n'a bien évidemment aucune prévention, aucun *a priori* contre la proclamation d'une république en Iran, fût-elle religieuse. Mais la haine atavique des têtes couronnées est-elle suffisante pour expliquer la chute de la monarchie iranienne ? Certainement pas. Pas plus que le désir, si profondément ancré outre-Atlantique, de répandre la démocratie et de promouvoir les droits individuels. Car dans tout cela, les fameux « droits de l'homme » ont surtout servi de prétexte. Pour preuve, quelques mois après la chute de Mohammad Réza Pahlavi, en août 1979, Jimmy Carter, le champion des droits et des libertés, réserve un accueil « royal » au dictateur guinéen, Ahmed Sékou Touré, en visite aux États-Unis. À Washington, il l'installe à Blair House et le couvre de dollars. Une « rente » de 10 millions de dollars par an ! Non, décidément, ces explications idéologiques ne sont pas satisfaisantes.

S'il est un réflexe inhérent à la politique étrangère américaine, ce n'est ni son antimonarchisme ni son amour de la démocratie, mais son pragmatisme. Paraphrasant le mot que l'on prête souvent au vicomte Palmerston et au général de Gaulle, les dirigeants américains pourraient dire que « les États-Unis n'ont pas d'amis mais seulement des intérêts ». Ce sont des raisons froidement pratiques qui ont motivé le changement de cap de la politique iranienne de Washington. Plus précisément, ce sont des considérations d'ordre à la fois économique et géopolitique.

Sur le plan économique, il s'agit surtout d'intérêts hydrocarbures. À très court terme, en quelques jours à peine même, la chute de la monarchie permet de réaliser une très jolie opération boursière. En mars, à la suite de la brusque augmentation du brut, les pétroliers américains parlent de Khomeini comme d'un « miracle ». Qu'est-ce à dire ? En deux mots, ceci : l'augmentation du pétrole suscitée par la crise iranienne va permettre aux États-Unis, qui, ces dernières années, étaient devenus dépendants des autres pays producteurs pour 40 % de

leur consommation (au lieu de 15 % précédemment), de rentabiliser leur propre production. Ce raisonnement était au fond du fameux discours sur l'énergie prononcé le 15 juillet 1979 par le président Carter.

Sur le plus long terme, la chute de la monarchie permet de se débarrasser du « chef de bande » de la rébellion de l'OPEP, l'« instigateur en chef » du premier choc pétrolier, celui-là même qui s'était répandu en de pénibles leçons d'économie politique aux Occidentaux et qui, au cours des derniers mois de son règne, s'était montré particulièrement récalcitrant à reconduire l'accord pétrolier avec le Consortium et la British Petroleum. Dès février 1978, la presse américaine annonce que la santé mentale du Chah « ne cesse de se détériorer » et que, selon les médecins européens qui l'ont examiné, « son cerveau n'est pas convenablement irrigué ». À la place de ce cuistre malade, il est permis d'espérer l'instauration d'un régime moins réactionnaire et moins nationaliste, un « régime d'ecclésiastiques vieillissants » moins au fait des questions pétrolières, moins rompus aux négociations dans ce domaine et auxquels il sera, croit-on, plus facile de faire entendre raison. L'avenir, bien entendu, prouvera assez vite le contraire.

Heureuse coïncidence. La Révolution islamique fait voler en éclats l'OPEP et la bulle pétrolière gonflée au cours des années 1970. Le meilleur moyen d'une augmentation des revenus pétroliers, observe Manoutchehr Ganji, réside en une étroite collaboration et une solide discipline de solidarité entre les pays producteurs. Or, dès que les religieux chiites arrivent au pouvoir, « le régime iranien fait très précisément le contraire⁵ ». Plus d'une fois, la fièvre islamiste s'est révélée une bien commode source de dissensions pour fracturer le front antioccidental des puissances pétrolières. Le 10 août 1996, François Lebrétte écrivait : « Il n'est pas certain qu'une réislamisation intégrale de la Bosnie déplaie aux Américains : cela fait longtemps qu'ils jouent la carte d'un islamisme sinon modéré, du moins attentif aux intérêts pétroliers⁶. » Sans trop l'étirer, l'explication économique présente un certain intérêt. Mais, pas plus que les autres, elle n'est suffisante pour répondre à la question qui taraude le Chah exilé.

Les plus grands profits escomptés par Washington sont d'ordre géopolitique.

À l'instar de la grande sœur britannique, des stratèges nazis⁷ et des

communistes eux-mêmes⁸, les Américains pensent que l'islam peut servir de levier efficace contre le marxisme parce qu'il constitue un puissant antidote pour neutraliser et vaincre l'idéologie areligieuse sur laquelle repose le Bloc de l'Est. Dans leurs rêves les plus fous, cette foi vivace, qui au début du ^{xx}e siècle progressait encore vers le nord, au Turkestan, grâce à la tolérance du tsar, au Kāfiristān avec la guerre sainte d'Abdel Rahman, serait encore capable de reconquêtes sur les contreforts de la forteresse soviétique. Les Américains savent à quel point les communistes ont toujours eu peur de l'islam⁹ et ils sont résolus à en tirer avantage en substituant à une monarchie surannée un régime nouveau fondé sur un islamisme conquérant¹⁰.

Le calcul est, on l'a dit, influencé par l'opinion d'iranologues occidentaux, mais il est également nourri par les idéologues révolutionnaires qui, souhaitant ainsi obtenir le soutien de Washington, rappellent ostentatoirement la menace que constitue l'islamisme pour l'Union soviétique. Ainsi, un malicieux Sādegh Ghotbzādeh suggestionne fort adroitement ces espoirs lorsqu'il déclare, à Paris, que « si l'URSS était en mesure de répandre le communisme dans les pays musulmans, il va de soi qu'elle l'aurait déjà fait dans ses propres Républiques islamiques, que seule la force a séparées de l'Iran. Or ces régions demeurent réfractaires au régime communiste et la pensée islamique gêne le marxisme dominant¹¹ ». Les nouvelles dispositions d'esprit de Carter sont aussi parfaitement exploitées, stimulées même, par d'habiles « appels du pied » de l'ayatollah. Depuis le printemps 1978, Khomeini se répand en déclarations anticommunistes manifestes dans lesquelles il s'oppose non seulement au Toudéh, mais encore à « l'hérésie » des Modjāhedin. À Paris, où il déclare publiquement que l'Iran devrait devenir « libre comme l'Inde », il accuse les Soviétiques de « voler le gaz iranien ». Jouant sur la loi selon laquelle « l'ennemi de mon ennemi est mon ami », les islamistes iraniens réussissent ainsi à se poser, habilement, comme les « alliés objectifs » de la croisade antibolchevique de Washington.

Si le projet américain, qui consiste à contrecarrer le communisme par l'islamisme conquérant, est séduisant, il comporte cependant des dangers que la Maison Blanche et le Département d'État ont peut-être négligé de soupeser sur le moment. Cette façon de dresser un fanatisme contre l'autre, « que ce soit le maccarthysme ou la barbarie

populaire, indique un manque de maturité politique », écrivait déjà, en 1956, un observateur de la politique iranienne des Occidentaux. Réfléchissant à la portée de cette politique inconstante et capricieuse, Robert Godet ajoutait : « L'homéopathie, l'emploi du mal dans la lutte contre le mal, ne doit pas être utilisée n'importe comment, les apprentis sorciers risquent toujours le choc en retour¹². » Mais l'avertissement ne sera pas entendu. Une première attaque de la légation américaine, au cours de laquelle on vit l'ambassadeur Sullivan, les yeux rougis par les gaz lacrymogènes, aux mains des guérilleros barbus¹³, et l'assassinat du chef des agents américains en Iran, retrouvé pendu à son domicile, font partie des alertes précoces de ce danger que les Américains ignorent. Occultant – volontairement ou non – le « facteur risque » dans leurs calculs, ils sont décidés à faire du rempart iranien, galvanisé par l'islam, la première pierre d'un nouveau genre de barrage destiné à endiguer et, cette fois-ci, à éradiquer la « lèpre rouge » en lui opposant la « fièvre verte ».

La Révolution iranienne s'inscrit donc dans un vaste projet de recomposition et de « modernisation » de la vieille enceinte antisoviétique construite au début du siècle, entre la Baltique et la muraille de Chine. De ce point de vue, le *regime change* iranien ne se limite pas exclusivement au règlement du vieux contentieux, si important soit-il, avec les Pahlavi. Autant, sinon plus, que leurs rodomontades aryanistes et leurs provocations pétrolières, les princes de cette dynastie se sont rendus coupables, dans un monde en mutation profonde, de ne plus remplir adéquatement leur fonction première de gardes-chiourme de l'Internationale communiste. À ces porteurs de sabre désuets plantés dans leur tranchée du CENTO, il s'agit maintenant de substituer une solution plus radicale. De remplacer le vieux cordon sanitaire, établi au temps des Pahlavi, par un chapelet d'États fondamentalistes permettant non seulement de contenir l'extension de l'impérialisme rouge, mais de l'étrangler définitivement.

Après le désastre de la révolution, l'ancien ambassadeur William H. Sullivan cherchera à justifier sa trahison à l'égard du Chah d'Iran. Dans un article qu'il fait paraître dans le *Baltimore Sun* en 1981, il expliquera que la Révolution islamique est la boucle d'une ceinture qui verrouille l'expansion soviétique « infiniment mieux que la force américaine de déploiement rapide¹⁴ ». Ironiquement, les Tāghoutis

n'ont cessé, depuis 1979, de dénoncer la *Karmarband-e Sabz* [ceinture verte] déroulée par les Américains.

L'« annexe afghane »

L'Iran islamiste n'est qu'une première étape de ce projet. De là, on espère une « reconquête spirituelle » de l'Afghanistan qui, il y a quelques mois, vient de tomber dans l'escarcelle soviétique et qui, le 19 octobre, a adopté le drapeau rouge marqué dans le coin, en jaune clair, d'un épi, d'une étoile et du mot « *Mélat* » [Peuple]. Plus au sud, la dictature islamo-militaire qui vient d'être décrétée au Pakistan par le général Muhammad Zia-Ol-Hagh¹⁵ – au moment même où, le premier, il reconnaît le nouveau régime iranien – semble être l'autre point de départ pour la reconquête d'une région où l'islamisme fait soudain figure d'alternative avantageuse aux fortifications obsolètes formant la vieille muraille antisoviétique établie par les Occidentaux à l'apogée de la guerre froide. Le « plan américain » comporte donc aussi une « annexe afghane ».

Le coup d'État qui, en avril 1978, a instauré un régime prosoviétique à Kaboul met en exergue la grande perméabilité ethnoculturelle des deux nations – l'Iran et l'Afghanistan étant de vrais vases communicants –, une interdépendance idéologique encourageant une coévolution naturelle entre les événements révolutionnaires qui se déroulent dans les deux pays voisins. À Téhéran, par exemple, où ils affluent depuis le coup d'État d'avril, de nombreux Afghans sont appréhendés au cours des manifestations de septembre et d'octobre 1978. Dans un article du mois de novembre, Robert Moss affirme que deux camps d'endoctrinement et de guérilla ont été créés sous la supervision des Soviétiques à l'intention des Iraniens, des Turkmènes et des Baloutches¹⁶.

De son côté, l'Iran postmonarchique apparaît très vite comme une plate-forme de lutte contre l'emprise de Moscou sur l'Afghanistan. Une série d'événements, concomitants avec le départ du Chah, en attestent : en février et mars, Moscou accuse le gouvernement Bakhtiar, puis le gouvernement islamiste de Bāzargān, d'avoir inséré, dans les colonnes d'ouvriers afghans expulsés d'Iran, des agents

provocateurs ayant pour mission de déstabiliser la république démocratique d'Afghanistan. Le 17 mars, Hérat, la grande ville chiite, proche de la frontière, est envahie par des milliers de paysans qui brandissent la bannière verte de l'islam et occupent la préfecture de police aux cris d'*Allāh-ō-Akbar*. Au moins une centaine de Soviétiques sont alors massacrés. Quelques jours plus tard, le consul d'Iran dans cette ville sera expulsé. D'Iran, les ayatollahs exhortent leurs coreligionnaires afghans à la révolte. Début juin, Khomeini en personne dénoncera les ingérences soviétiques en Afghanistan, préconisant pour ce pays une « solution islamique ». Le Kremlin, pour sa part, ne cesse de dire à haute voix que les tribus insurgées contre le pouvoir central sont aidées par le Pakistan, l'Iran et la Chine pour promouvoir « un valet de l'impérialisme américano-sino-musulman ». C'est le début de la révolte islamique d'Afghanistan¹⁷.

Les Soviétiques ne seront pas longs à prendre la mesure de la contagion islamiste dans leurs autres républiques musulmanes. Au mois de mai 1979 éclate à Douchanbé une émeute qui « semble, écrit Vincent Monteil, avoir débuté par une gifle donnée à un enfant tadjik par un Russe¹⁸ ». En quelques jours, elle prend des proportions telles qu'elle nécessite l'intervention d'une brigade blindée.

En cette fin de décennie 1970, la guerre froide, « guerre moderne » par excellence, prend donc les allures inattendues d'une croisade religieuse. L'enjeu est important et les ramifications sont alors insoupçonnées par Washington et Moscou. À travers l'Afghanistan, l'URSS cherche à s'avancer en direction de l'océan Indien et à réaliser un rêve géopolitique qui date de Pierre le Grand : « l'accès aux mers chaudes ». Dans le camp adverse, les Américains se persuadent que, bien mieux que les technologies les plus sophistiquées, les guérilleros de l'Islam sont le moyen efficace et peu coûteux de contrer le vieux projet russe. À peine les stratèges américains ont-ils formulé l'idée de créer dans cette région « le Viêt-nam des Soviétiques », que le slogan remplit déjà la bouche des chefs Nouristanis du nord-est de l'Afghanistan. Le 3 juillet 1979, sur les conseils de Zbigniew K. Brzezinski, Carter signera la première directive sur l'assistance clandestine aux opposants du régime prosoviétique de Kaboul¹⁹. Désireux de garder le contrôle des opérations – encore une fois – sans s'investir directement, les Américains confieront au redoutable ISI pakistanais²⁰ le soin de recruter, former, financer et armer une force

de Modjâhedin afghans, fers de lance de la lutte antisoviétique, du rang desquels sortiront, bien plus tard, les talibans et les membres d'Al Qaïda. Ceux-là mêmes qui se retourneront un jour contre les forces de l'OTAN.

Maîtres du feu nucléaire, les deux Grands sont, pour l'instant, convaincus de pouvoir aisément contrôler celui de l'islam combattant. Le 2 août 1979, Brzeziński, à mots à peine couverts, met en garde le Kremlin contre une intervention plus vaste en Afghanistan et menace, en représailles, de laisser se déchaîner sur l'armée Rouge la guérilla djihadiste. Ignorant la nature du danger, les Soviétiques répliquent que, Moscou n'ayant à se préoccuper ni d'une opinion publique, ni d'un Congrès récalcitrant, ni des protestations de ladite communauté internationale, « il n'y a pas de risque que l'Afghanistan devienne le Viêt-nam de l'Union soviétique ». Et comme pour conjurer le sort, ils font écraser par des MiG-23 la rébellion de la forteresse de Bala-Hissar (5 août), assassiner le président Taraki²¹ (14 septembre) et repeindre les mosquées afghanes. Au-delà d'une victoire éphémère, c'est le prélude, six mois plus tard, à l'engagement de l'armée Rouge sur le théâtre afghan et, durant la décennie suivante, à la plus cuisante défaite de son histoire.

Alors qu'ils se satisfont de voir le piège de l'islamisme se refermer sur l'URSS, il faudra plus de temps aux États-Unis – et les attentats du 11 septembre 2001 à New York – pour comprendre qu'ils venaient d'ouvrir la boîte de Pandore d'où s'échappera le mauvais génie du *djihad* international. De cette nouvelle ère et de ce que les Américains, devenus alors « pompiers-pyromanes », appelleront la « grande guerre contre le terrorisme », le « coup de pouce » à la Révolution islamique d'Iran a, assurément, été l'un des éléments déclencheurs. En 1996, l'ancien directeur de la CIA, Robert Gates, révélera que les services secrets américains ont commencé à aider les Moudjahidines afghans six mois avant l'intervention russe, précipitant ainsi l'écroulement du bloc soviétique²².

Alors la question qui obsède Mohammad Réza Chah redevient entière : *Pourquoi ?*

1. Farah Pahlavi, *Mémoires*, op. cit., p. 289.

2. Houchang Nahāvandi, *Carnets secrets*, op. cit., p. 286.
3. Une combinaison du « déséquilibre contrôlé » qui n'est pas sans rappeler celle que Washington a favorisée entre l'armée et les Frères musulmans en Égypte, après la chute d'Hosni Moubarak, durant l'intérim du président de Mohamed Morsi (2012-2013).
4. Vicente Blasco Ibañez, *La Révolution mexicaine*, Paris, Vuibert éditeur, 1923, p. 21.
5. Manoutchehr Ganji, *Iran – les dix ans de la Révolution islamique (1979-1989)*, Paris, 1989, p. 30.
6. François Lebrette, *Le Figaro-Magazine*, 10 août 1996.
7. Les nazis sont parmi les premiers à avoir été convaincus que l'islam extrême constitue un rempart contre le communisme (M. Prizan, *Frères musulmans*, Paris, Grasset, 2013, 432 pages).
8. Dès les années 1920 et 1930, les bolcheviks mettent en place des institutions antireligieuses ayant pour fonction de répandre la propagande athéiste et de déraciner l'islam des régions musulmanes de l'Union soviétique. Bernard Lewis, *Notes on a Century*, op. cit., pp. 37-38.
9. N'est-ce pas pour cela que Lénine, en 1920, renonça à fomenté une révolution en Iran et laissa Moustafa Kemal écraser le Parti communiste turc ?
10. Une logique de guerre idéologique dans laquelle s'inscrirait également le soutien marqué de Reagan au pape Jean-Paul II et à Solidarność. C'est, finalement, la Croix et le Croissant contre la Faucille et le Marteau...
11. *Le Monde*, 31 janvier 1979. Ici, le rôle tenu par Ghotbzādeh – l'un des trois « Rois mages » de Neauphle – nous éclaire beaucoup : il n'a cessé de lancer des défis à l'adresse de Moscou. Serviteur zélé, Ghotbzādeh va jusqu'à écrire à Andreï Gromyko pour lui reprocher les ingérences soviétiques dans les affaires iraniennes.
12. Robert Godet, *Le Jardin des cinq saisons*, Paris, Julliard, 1956, p. 68.
13. Précédant l'occupation de l'ambassade américaine (novembre 1979-janvier 1981), cette première attaque s'est déroulée au début du printemps 1979, et c'est Ebrahim Yazdi en personne qui s'est rendu sur place pour y mettre fin.
14. Nazir Fansa Tehrani, *Destin de l'Occident*, op. cit., p. 145.
15. Sous la dictature de Zia, Islamabad apporte, à travers l'Inter-services Intelligence (ISI), une aide militaire et financière décisive aux Modjāhedin afghans dans leur lutte contre les Soviétiques (voir plus loin dans ce chapitre).
16. Robert Moss, *The Campaign*, op. cit., pp. 8-9.
17. C'est aussi le début des « problèmes afghans » de la République iranienne qui, à plusieurs reprises au cours des décennies suivantes, fera les frais de l'intégrisme des talibans sunnites.
18. Vincent Monteil, *Les Musulmans soviétiques*, Paris, Seuil, 1982, p. 93.
19. En 1998, Zbigniew Brzeziński déclare que c'est à la suite du coup d'État communiste à Kaboul d'avril 1978 que Jimmy Carter décide d'apporter cette assistance aux Modjāhedin afghans (*Le Nouvel Observateur*, 15-21 janvier 1998,

p. 76).

20. Véritable « État dans l'État », l'Inter-services Intelligence (ISI) est non seulement un service de renseignements ultrapuissant au sein des forces armées pakistanaïses, mais aussi un acteur central qui influence la politique et les relations extérieures du Pakistan, notamment à travers ses liens troubles avec certains groupes islamistes armés, actifs dans la région.

21. Nommé président de la république démocratique d'Afghanistan le 30 avril 1978, Nour Mohammad Taraki (1913-1979) est, à son tour, renversé et assassiné lors du coup d'État de son Premier ministre, Hafizullah Amin, le 14 septembre 1979.

22. Robert Gates, *From the Shadows : The Ultimate Insider's Story of Five Presidents and How They Won the Cold War*, New York, Simon & Schuster, 1996.

La mort des quatre généraux

Alors que la fumée des affrontements se dissipe à peine, le nouveau régime, pressé de nettoyer la place, fait dresser les gibets et enchaîne les exécutions. Lorsque le couperet islamiste s'abat, les têtes des généraux de l'Empire sont les premières à tomber¹.

En moins de vingt-quatre heures, avec une rapidité déconcertante et malgré le chaos de l'effondrement monarchique, les révolutionnaires ont pris dans leurs griffes la plupart des chefs militaires du Chah. À l'exception de ceux qui ont fait défection comme Fardoust et Gharabaghi, et de ceux qui ont perdu la vie au cours de la nuit comme Badreï, la plupart des membres du « Conseil supérieur » qui, la veille, ont participé au vote de la « neutralité des forces armées iraniennes » ont été arrêtés et conduits à la prison de Ghasr². Les généraux du Chah avaient, certes, été « retournés » par l'Amérique et son émissaire Huyser. Mais, bien que bénéficiaire de la manœuvre, Khomeini n'avait que faire de ces grands officiers qui avaient donné la preuve de leur connexion américaine et de leur manque de fiabilité. Le matin du 12 février 1979, après une nuit de supplice, deux d'entre eux sont extraits de leurs cachots en compagnie d'un responsable politique pour être conduits au domicile de Khomeini où ils comparaissent devant le Tribunal révolutionnaire : Nassiri, qui pendant quinze ans fut le chef suprême de la sinistre SAVAK, Mehdi Rahimi, le dernier gouverneur militaire de Téhéran, et Sardar Djāf, le député loyaliste de Pāveh.

Le jugement a lieu dans une petite salle de classe. Dans le local rudimentaire où parviennent, venus du dehors, les vociférations et des tirs d'une foule qui hurle à la mort, les prévenus sont traînés, pieds et poings liés, par des gardiens barbus puis assis sur des bancs d'écoliers. Au-dessus de leur tête, sur le tableau noir, on a écrit à la craie ces

mots, extraits du Coran, qui sont déjà une sentence : « Qui a tué sera tué. »

Le réquisitoire est mené par l'*Hodjatoleslam* Sâdegh Khalkhālī³, petit personnage trapu aux doigts boudinés qui vient d'être nommé chef des tribunaux révolutionnaires iraniens. Même s'il se vante d'avoir inventé le concept de « culpabilité évidente », selon lequel l'accusé, avant même d'être entendu, est présumé coupable si ses crimes « paraissent évidents », ce spécialiste de la charia n'a aucune formation de juriste⁴. Sa justice expéditive vaudra bientôt à ce maître bourreau les surnoms de « juge qui pend » ou de « boucher sanguinaire ». Également présents dans cette singulière salle d'audience, Ebrahim Yazdi, le « pharmacien texan », et un groupe de journalistes triés sur le volet complètent les questions que posera aux trois accusés ce sinistre procureur.

Premier à comparaître, le crâne serré par des bandages de trépané, le général Nematollah Nassiri est plié en deux, le thorax enfoncé. L'interrogatoire commence. Les questions fusent de toutes parts. Le visage émacié, maculé de sang, l'accusé peine à répondre. Chaque mot lui arrache des grimaces et il se tord de douleur. Il ne parvient pas à articuler et bredouille d'une voix rauque des réponses inaudibles. Au cours de la nuit, ses bourreaux lui ont fait avaler des morceaux de lames de rasoir. Face à ses juges, puisant dans ses dernières ressources, Nassiri parvient à se dérober. La SAVAK, dit-il, toujours grimaçant, était un système complexe et « une main ne savait pas ce que l'autre faisait ». Le reporter de la télévision et la rangée d'individus qui l'interrogent – et l'injurient – ne parviennent pas à lui faire proférer un seul mot contre le Chah.

Comparaissant sur le même banc, Sardar Beg Djāf, le bouillonnant député kurde de Pāveh, se lisse, impassible, les moustaches⁵. Entre autres chefs d'accusation, les islamistes lui reprochent d'avoir mené, au mois d'octobre, une razzia de 2 000 cavaliers ayant fait une vingtaine de victimes parmi les émeutiers de la ville. Djāf a été cueilli à la prison du Majless où il croupissait, comme Nassiri, depuis son arrestation sous le gouvernement militaire d'Azhari. Il reconnaît en bloc sa responsabilité dans les événements de Pāveh. Et voilà qu'on lui demande : « Quelle est la vraie Révolution : celle du 6 Bahman [date du début de la Révolution blanche], ou celle d'aujourd'hui ? » Sans se départir de son calme, Djāf répond du tac au tac, avec son épais

accent kurde : « La Révolution du 6 Bahman était une révolution faite par le roi *avec* le peuple. Celle-ci est faite par le peuple *tout seul*. » Le mépris et l'impatience se dessinent sur le visage des jurés.

Quant au général Rahimi, véritable centurion de bronze, il est assis droit et attend son jugement en prisonnier de guerre. Le procureur raconte comment, après la chute des principales garnisons militaires, il a été repéré marchant seul avant d'être appréhendé par un *komiteh* révolutionnaire près de la place Sepah. Portant de nombreuses ecchymoses, Mehdi Rahimi raconte qu'il a été battu et torturé avant d'être amené devant le tribunal. L'interrompant soudain, Ebrahim Yazdi lui demande : « Qui reconnaissez-vous comme votre commandant en chef, maintenant ? » Sans se laisser intimider, la réponse du gouverneur de Téhéran est ferme : « Mon commandant en chef est Sa Majesté impériale, le Chah. » Contemplant son destin en face, il est de cette trempe de soldats pour qui une « bonne mort », une « mort héroïque », est une récompense en soi.

Au bout de huit heures d'interrogatoire, les trois inculpés sont reconnus coupables d'être des « ennemis d'Allah » et des « corrupteurs sur Terre ». La sentence tombe : Djāf reçoit une peine de prison à perpétuité, Nassiri et Rahimi sont condamnés à mort. Le procureur Khalkhālī annonce qu'ils seront exécutés quatre jours plus tard, le 16 février, en compagnie de deux autres grandes figures de l'armée impériale : le major général Khosrōdad, commandant des forces aéroportées de l'Artech, et le général Réza Nādjī, le vainqueur du Dhofar, au profil d'aigle, accusé d'avoir joué un rôle dans l'incendie du Rex d'Abadan.

Manoutchehr Khosrōdad est un cas particulier qui mérite un mot. Ce fringant petit Caspien, aux allures faunesques, est sorti de l'école des forces aéroportées de Pau. Intrépide, il commandait les bérets verts iraniens et, pour s'amuser, s'habillait en Kurde pour aller donner un coup de main aux *Peshmergeas* de Barzani⁶, de l'autre côté de la frontière irakienne. Mondain, il aimait, au retour d'un stage en Corée ou au Texas, s'arrêter à Paris pour emmener des mannequins dîner chez Maxim's et participait, le 20 octobre encore, monté sur son cheval Beaujolais, à un concours hippique. Incapable de supporter plus longtemps qu'on raconte qu'il s'était sauvé, Khosrōdad s'est constitué prisonnier. Les révolutionnaires lui en veulent tout particulièrement parce qu'il faisait partie des officiers qui ont écrasé

dans le sang leur révolte de Ghōm en 1963.

Le 12, au premier soir du nouveau régime, la Radio-télévision islamique présente un *show* à couper le souffle. À 20 h 30, le présentateur de nouvelles annonce la retransmission, avec un léger différé, de l'interrogatoire du général Nassiri. Suivent des images de cauchemar. Le prisonnier est maculé de sang, ne s'exprime qu'avec grande difficulté. Ayant déjà elle-même, dans le passé, eu maille à partir avec ce sombre personnage, Christiane Pahlavi, épouse française du frère du Chah, ne peut retenir son dégoût : « Les sauvages ! Ce sont des sauvages⁷ ! » Comme elle, des centaines de milliers de téléspectateurs iraniens sont saisis d'effroi. Les autres savourent la soupe froide de la vengeance. Cette vengeance dont le régime vient de revêtir le masque hideux.

Le vendredi 16 février, au matin, la radio annonce comme prévu l'exécution de Nassiri, de Khosrōdad, de Rahimi et de Nādji. Peu avant minuit, les quatre généraux ont été conduits sur la terrasse de l'école où réside Khomeini et où ils avaient été sommairement jugés quatre jours plus tôt. Après les séances de torture auxquelles il a été soumis depuis son arrestation, Nassiri aurait été « tué » par trois fois : « Il fut d'abord pendu, estropié alors qu'il vivait encore, et, enfin, achevé par balle dans le cœur et dans la tête⁸. » Des témoins rapportent que Rahimi, qui avait refusé d'avoir les yeux bandés, aurait lancé, au moment où le peloton d'exécution allait faire feu sur lui, le cri de ralliement des monarchistes iraniens : « *Djāvid Chāh* ! » [Vive le roi !]⁹.

Après que le décès des quatre condamnés eut été constaté, on voit l'un des membres du peloton d'exécution porter au poignet le bracelet-montre de Khosrōdad, un cadeau du Chah. Un autre, goguenard, raconte aux reporters du *Figaro* que « Nassiri a uriné dans son pantalon ! ». Dans le cadre d'une mise en scène macabre, les parents des « victimes des généraux » ainsi que les jeunes souhaitant se joindre à eux sont invités à se défouler en tirant sur les cadavres. Le corps de Nassiri, accroché au pare-chocs d'une voiture, est traîné dans la rue. Deux semaines après l'exécution, aucun de ses proches n'aura encore osé venir réclamer sa dépouille à la morgue, de peur des représailles.

Le soir même de l'exécution, l'image des visages boursoufflés et tuméfiés des suppliciés s'étale à la une d'une édition spéciale¹⁰ du journal *Keyhān*. Photographiés nus sur le carrelage de la morgue, leurs cadavres sont criblés de balles¹¹. Particulièrement honni, Nassiri aurait

été victime de sévices atroces. Constatant qu'on lui a enfoncé dans la gorge un « GC » (fusil) et qu'on lui a coupé les oreilles, le médecin légiste observe aussi que la peau de son cou a été tranchée et recousue, avant son décès. Il recueille dans la poche de son blazer – lequel ne l'a pas quitté depuis son arrestation en novembre 1978 – un carnet percé d'une balle. Les photos du corps de Rahimi font dire à certains qu'il aurait été amputé d'un bras avant d'être abattu d'une balle dans la nuque. « Voilà, conclut Radio Iran, du sang frais qui entre dans les veines de notre Révolution. » Mais ce n'est qu'un avant-goût de l'hécatombe que s'apprête à subir l'Artech.

Déjà, la presse parle de vingt autres exécutions sommaires. Deux jours plus tard, un nouveau « quarteron » de généraux sera passé par les armes. Du sang « impur » qui viendra encore abreuver les sillons de la Révolution triomphante.

-
1. On relève d'étranges similitudes entre l'avènement des républiques théocratiques de Cromwell et de Khomeini. Toutes deux ont commencé par faire exécuter des généraux royalistes : trois pour la première, quatre pour l'autre.
 2. Construite à l'emplacement d'un ancien palais de Fath-Ali Chah Qādjār par des architectes russes, la prison de Ghasr sert, après la Révolution, à la détention des dignitaires de l'ancien régime avant de devenir un musée en 2008.
 3. Issu d'une famille cléricale modeste, Sādegh Khalkhālī (1926-2003), qui, sous le régime du Chah, a été exilé à plusieurs reprises, notamment pour avoir qualifié Cyrus le Grand de « sodomite dégénéré », fait partie de la faction radicale du clergé islamiste. Ses Mémoires (*Khaterat*, Téhéran, éditions Sayeh, 1999) ont été traduits en français par un certain Jean-Paul Pichart (traducteur aussi des Mémoires de Mossadegh).
 4. « Sadeq Khalkhali », *The Daily Telegraph*, 27 novembre 2003.
 5. Chef de l'une des plus belliqueuses tribus kurdes établie sur la frontière irakienne dans la province de Sinna, à proximité du mont Avroman, Sardar Djāf, bien qu'irakien, est devenu député iranien au nom d'une espèce de loi du retour. En bon vassal, il a, en octobre, chargé à cheval ses électeurs pour les punir de manifester contre le Chah.
 6. Chef historique du mouvement national kurde en Irak, Moustafa Barzani (1903-1979) mène de 1961 à 1963 et de 1974 à 1975, avec ses *Peshmergas* – guérilleros kurdes, mot à mot : « Ceux qui cherchent la mort » –, une guérilla contre le pouvoir central de Bagdad qui l'amène à chercher, et parfois à obtenir, le soutien du Chah. Il est le père de Massoud Barzani, président du gouvernement régional du Kurdistan établi après la chute de Saddam Hussein en 2003.
 7. Christian Pahlavi, *Les Grains*, op. cit., p. 175.

8. Michael Ledeen et William Lewis, *La Débâcle*, op. cit., p. 98.
9. Pour le témoignage de la veuve du général Rahimi, lire : Cyrus Kadivar, « General Rahimi », *The Iranian*, 2 Esfand 1379 (21 février 2001).
10. « Les généraux du Chah exécutés », *Keyhān*, 27 Bahman 1357 (16 février 1979).
11. Le fameux photoreporter « Abbās » doit une grande part de sa célébrité à la photo des quatre suppliciés étendus, nus et percés de balles, sur le carrelage de cette morgue : « On ne me laissait pas entrer au QG de la révolution, raconte-t-il, alors j'ai couru à la morgue. » C'est aussi Abbās qui a pris le célèbre cliché d'une femme monarchiste lynchée.

Le tabou piétiné

Du jour au lendemain, l'Iran change de visage et ce dont les Téhéranais avaient eu un aperçu au mois d'octobre, avec la désacralisation de la « statue du Commandeur », s'étend à toutes les facettes de l'ancien régime impérial¹.

Les femmes doivent se voiler². La cravate, parce qu'elle symboliserait la croix des chrétiens, est interdite. La barbe est recommandée et, comme à l'époque de la théocratie de Jan Hus, on s'adresse aux autres en disant « *barādar* » [frère] ou « *khahar* » [sœur]. Le mot « Monsieur » [*Agha*] a, quant à lui, été proscrit ou, plus exactement, il est devenu l'apanage de Khomeini³. Sur les routes, des péages d'un genre très particulier font leur apparition. Pour avoir le droit de poursuivre leur chemin, les automobilistes doivent cracher sur l'effigie royale. Ils s'en acquittent avec un mélange de joie et de crainte.

En ce milieu de saison hivernale, la rentrée scolaire, insolite, s'effectue dans chaque classe au cri d'un vibrant « Mort au roi ! ». Dans les campagnes, où la Révolution finit de s'étendre et de perturber les habitudes, des propriétaires sont massacrés par les paysans qui, un peu partout, s'emparent des terres. À l'inverse, d'anciens latifundiaires profitent également du désordre pour tenter de reprendre les domaines que la réforme agraire du Chah leur avait arrachés.

Les palais royaux, envahis et saccagés, sont filmés. Les médias islamiques étanchent la soif du peuple avide de savoir comment vivaient ses tyrans. À Niāvarān, l'œil scrutateur de la caméra s'attarde sur la penderie du Chah où ses uniformes sont toujours sous leurs housses de teinturerie en plastique. L'objectif a une prédilection pour les éléments « répréhensibles » comme les bars et les toilettes à l'europpéenne. Découverte, chez la princesse Ashraf, la sœur du Chah, d'un laboratoire « où l'on développait des photos pornographiques ». Exploration chez son frère, le prince Gholām-Réza⁴, d'armoires pleines

de chaussures et de penderies démesurées : « Il pouvait changer de costume chaque jour de l'année. » Rien de tout cela ne vaut les « W.-C. en or du Chah », dont la presse reproduit des clichés géants.

Les architectes du mythe révolutionnaire suggèrent que les horreurs du régime des Pahlavi soient exposées au mausolée de Réza Chah, sur la tombe duquel on a placé un écriteau : « Prière de ne pas cracher. » Mais bientôt l'*Hodjatoleslam* Khalkhālī, encore lui, s'acharne, armé d'un marteau-piqueur Black & Decker, à détruire le cénotaphe du dynaste⁵, tandis que, à l'entrée du palais de Saad-Abad, sa statue est tranchée au ras des genoux pour qu'il n'en reste que les bottes. On envisage d'abattre la tour Chahyād, le Mémorial du Chah, où, en attendant, un spectacle audiovisuel de glorification de l'œuvre du Chah est déprogrammé au profit de gémissements de « martyrs » enregistrés sur des bandes magnétiques.

Avant que l'iconographie révolutionnaire ne se fige sur les portraits austères des mollahs, la chute du régime impérial inspire aux graphistes une multitude de posters, qui remplacent la publicité à la télévision et recouvrent peu à peu sur les murs de la capitale les « Mort au Chah ! » d'hier : la superposition d'une tête de mort et de la Couronne, le portrait du Chah oblitéré par un large tampon « périmé ! » figurent parmi les réalisations les plus créatives et les plus convaincantes. Cornu, griffu, fourchu, le personnage du Chah est décliné à l'infini autour de la figure mythologique du « Div⁶ » pour devenir le diable en personne. Les expositions d'affiches révolutionnaires de l'université ou de l'*Husseinieh Erchād* attirent les foules venues y contempler quelques compositions scabreuses. La petite bourgeoisie hystérique accourt voir *Le Chah aux toilettes*, l'un des clous de ces expositions. Quelques rares sujets échappent à la vulgarité ou au morbide, comme un amusant « livret scolaire » établi par les étudiants pour « Mohammad-Long-Nez » qui se voit attribuer 0/20 en sincérité et 20/20 dans la rubrique trahison.

La presse à scandale des magazines, qui s'est vu interdire ses thèmes favoris – *pin-ups* et détails à connotation sexuelle –, trouve dans les albums de photos de la famille impériale une mine fabuleuse lui permettant de gonfler ses ventes. Des photos de la vie dissolue des rois mécréants s'étalent sur les couvertures de ces tabloïds comme celles montrant la reine en maillot de bain, dansant, avec des intimes, et notamment en compagnie de l'ex-roi de Grèce « qui lui a passé son

bras autour des épaules ». D'autres photographies « scandaleuses » représentent Amir-Abbās Hoveida nourrissant un chien sous la table royale, la reine mère jouant aux cartes – ce qui est formellement proscrit par la morale religieuse –, ou le prince héritier, Réza, assis à la batterie de l'orchestre d'un groupe de rock occidental accompagné de cette légende : « Et dire qu'avec une telle mentalité, ce jeune homme prétendait vouloir régner sur une nation islamique ! » Ces mêmes revues font de sensationnelles « révélations » en racontant comment le roi et sa sœur, la princesse Ashraf, se sont amusés un jour à brûler un journaliste... avec des allumettes⁷. Que le Chah était un homosexuel et que le prince héritier n'était pas son fils. Que la famille impériale nourrissait ses chiens avec de la viande de cerf. Que la princesse Ashraf avait, à l'âge de dix-huit ans, abattu un officier après l'avoir séduit ou encore que Marlon Brando avait refusé de lui céder, malgré les sommes faramineuses qu'elle lui proposait. Les Mémoires d'une maîtresse du Chah, Parvine Ghaffary, font un tabac...

Ayant décidé de débarrasser l'Iran du souvenir du système déchu et de tout ce qui, depuis des millénaires, imbriquait Iran et monarchie, la Révolution islamique entreprend une vaste opération de purification toponymique. Banni du vocabulaire, le mot « Chah » doit également l'être des panneaux de signalisation. La plupart des rues et de nombreuses villes changent de nom : KermānChāh devient Ghahreman-Chahr [la ville des héros] et Homāyoun-Chahr devient Khomeini-Chahr⁸, etc. Le nom du plus glorieux souverain safavide, Chah Abbās, est effacé et le fameux hôtel portant son nom devient l'hôtel Abbāssi ! Tout ce qui rappelle trois mille ans de royauté doit disparaître, y compris les Safavides qui avaient pourtant promu le chiisme religion d'État. Mieux que la mère Michel, la République a perdu tous ses chahs. Or la monarchie étant en Iran un phénomène aussi bien culturel que politique, cette chasse aux « Chahs » ne va pas sans poser quelques problèmes. Alors qu'on débaptise et oblitère, à tour de bras, tout ce qui porte le préfixe maudit, un vieil officier qui n'a plus rien à perdre s'écrie : « Que va devenir le Chāh-Nāmeḥ ? » Tout ce qui porte l'appellation *Pahlavi* a tendance à devenir *Khomeini*, ce qui était « impérial » ou « royal » devient « révolutionnaire », « républicain » ou, alternativement, « islamique »¹⁰. Ce dernier adjectif est accolé à tout, même à la bière désormais sans alcool. Les rectifications sont parfois situées entre la simplification et le jeu de

mots, de manière à ne pas trop dépayser l'oreille. C'est ainsi que la Fondation Pahlavi devient la Fondation Alavi, la place du 25-Chahrivar (commémorant l'avènement du Chah, le 16 septembre 1941) celle du 17-Chahrivar (le Vendredi noir de la place Jāléh). La place Vali-Ahd, place Vali-é Asr¹¹.

En leur temps, les sans-culottes français avaient bien rebaptisé *Grenoble* en *Gre-Libre*, les bolcheviks avaient remplacé Saint-Pétersbourg, entre-temps Petrograd, par Leningrad et les Algériens, au lendemain de leur indépendance, avaient renommé la rue Anatole-France rue... Anatole-Algérie. Décidément, les révolutions se suivent et se ressemblent.

Un riverain de l'avenue Aryamehr, ne sachant plus sur quel pied danser et ne se souvenant plus très bien du nouveau nom donné à cette artère centrale de la capitale, croit prudent de lancer au chauffeur de taxi : « Conduisez-moi donc avenue de cette crapule d'Aryamehr ! »

1. La transgression des interdits devient possible, voire est encouragée – avant, bien entendu, que d'autres interdits ne les remplacent.

2. Pour les musulmans, la femme est tout entière objet de convoitise sexuelle. Par « femmes nues », l'ayatollah désigne celles qui ne portent pas le tchador, cette pièce de tissu semi-circulaire ouverte sur le devant que revêtent les femmes chiïtes. Proscrit par Reza Chah, son port est généralisé par la Révolution islamique.

3. Au même moment, Pol Pot se donne le titre de « frère numéro un ».

4. Issu du troisième mariage de Réza Chah avec une princesse qādjāre, Gholām-Réza Pahlavi (1923-) est le demi-frère de Mohammad Réza Chah. Lire ses Mémoires : Iman Ansari et Patrick Germain, *Mon père, mon frère, les Shahs d'Iran : Entretiens avec Son Altesse Impériale le prince Gholam-Reza Pahlavi*, Nantes, Éditions Normant, 2004, 336 pages.

5. Au dire de Plutarque, lorsque Alexandre viola le tombeau de Cyrus, croyant y trouver un trésor, il ne découvrit, près du cercueil du roi achéménide, qu'un sabre, deux arcs scythes et cette inscription : « Ô homme, qui que tu sois, et de quelque endroit que tu viennes, car je sais que tu viendras, je suis Cyrus, qui ai conquis aux Perses cet empire ; ne m'envie donc pas ce peu de terre qui couvre mon corps » (Plutarque, *Les Vies des hommes illustres*, Paris, Didier, 1844, p. 344).

6. Dans la mythologie iranienne, le Div est un diabolin, un suppôt du diable.

7. Comme de nombreux mythes entourant la Révolution, cette histoire a aussi pour héros tantôt une sœur, tantôt un frère, ou bien le Chah lui-même.

8. Homāyoun est, comme Chahriar, un synonyme de Chah (roi).

9. Littéralement, en persan, *Livre des rois*, le *Chāh-Nāme* est un poème épique du grand poète Ferdoussi relatant l'histoire de l'Iran depuis les origines du monde jusqu'à l'arrivée de l'islam et, à bien des égards, un soubassement de l'histoire, de la langue et de la culture iraniennes.

10. Ainsi, la ville portuaire du Khouzestān Bandar Chāhpour devient Bandar-e Emām Khomeyni et le port de la mer Caspienne Bandar-Pahlavi redevient Bandar-e Anzali – pour ne citer que deux exemples célèbres.

11. Signifiant « place du prince héritier », la place Vali-Ahd, récemment créée, avait été dédiée au jeune prince Réza tandis que Vali-é Asr désigne l'imam du Temps, le Messie des chiites. La judicieuse ressemblance des termes est destinée à faciliter la « digestion » du changement.

1. Michel Foucault, « Une poudrière appelée Iran », *Corriere della Sera*, 13 février 1979.

LIVRE IV

« John Bull n'est qu'un cynique qui se sert du Monde
comme d'une bobine dont il tire le fil pour recoudre son
bouton de culotte. »

Henri HEINE

La jungle des *komitehs*

Ce sont des jours sombres et froids. Ils se déroulent sous l'éclairage d'un soleil voilé par la pollution et la lumière crue de néons verdâtres. Ils ont l'odeur de la sueur mêlée à un petit relent obstiné d'oignon. Jaillissant du fond de l'hiver et de l'Asie, les turbans blancs ou noirs et les « *abbās* » bruns glissent sur le sol couvert d'une boue glacée. La radio émet une étrange musique qui glace l'âme, le ricanement d'une guimbarde empruntée aux guérilleros latino-américains. Mais l'instrument de cette révolution, celui dont les révolutionnaires sont devenus virtuoses, c'est la kalachnikov inventée par un petit sergent de l'armée Rouge à la voix fluette.

C'est dans cette atmosphère sordide que s'installe le nouveau régime et avec lui, comme c'est souvent le cas lors des grandes révolutions, la terreur. Mais une terreur encore incohérente, improvisée et bégayante, signe que tout n'est pas entièrement sous le contrôle de ceux qui viennent de s'emparer du pouvoir. Depuis le pillage des dépôts de munitions de l'armée, Téhéran vit dans un climat de tension intense. À la faveur de la nuit, dans l'obscurité, on tire, on enlève, on assassine. L'anarchie s'installe : vols, pillages et massacres, vendetta et règlements de comptes ont libre cours.

Les premiers jours sont marqués par de grandes rafles. Début mars, à Téhéran, on arrête quotidiennement, en moyenne, une centaine de personnes. C'est une véritable battue pour attraper la moindre sorcière d'ancien régime. Comme dans *Le Zéro et l'Infini* d'Arthur Koestler, ceux qui, de près ou de loin, ont été associés à l'Empire vivent dans la hantise permanente des dénonciations, des arrestations arbitraires, dans la peur que l'on ne vienne frapper à leur porte. Dans le quartier des villas qui entoure le palais, à Niāvarān, la vieille bonne d'un ancien ministre raconte à son maître qu'elle a vu emmener sous bonne garde le voisin, un général, « vêtu comme un portefaix ». Pas une journée ne s'écoule sans que d'anciens dignitaires disparaissent en

chemise de nuit, pour ne jamais réapparaître. Dénichés dans leur cachette. Dénoncés. Arrachés à leur table ou même à leur lit, les Tāghoutis, ces notables du système impérial, qu'ils soient agents de la SAVAK, généraux ou fonctionnaires, qu'ils aient servi la monarchie ou qu'ils soient simplement soupçonnés de l'avoir fait, sont conduits *manu militari* rue Iran, derrière le QG de Khomeini. Cette artère, dont les quarante maisons ont été vidées de leurs occupants pour qu'on y entasse les déchus, est devenue une « rue-prison ».

Les hommes de Cour, souvent très âgés, sont pourchassés jusque dans les hôpitaux. Le vieux Fazlollah Nabil, ancien chambellan de l'impératrice, qui vient de faire un infarctus, est contraint de quitter l'hôpital du Palais, où il était soigné, parce que celui-ci vient d'être fermé sur ordre des autorités. À peine est-il recueilli dans une clinique privée que, en pleine nuit, il est réveillé par une patrouille de miliciens, armés jusqu'aux dents, qui l'emportent, arrachant au passage sa perfusion de sérum. Le très digne et très élégant Nasrollah Entezām, qui fut secrétaire général de l'Assemblée des Nations unies, et le très érudit Ali Dachti, qui traduisit l'œuvre d'Anatole France en persan, deux autres vieillards, connaîtront eux aussi une fin où la violence le dispute au lugubre et au sordide.

L'histoire des Aalam, un vieux couple de courtisans, ressemble au pire des cauchemars. Djamchid, chirurgien, avait commis la faute de répéter « Dieu protège le roi ». Pour l'arrêter une première fois, on l'arrache presque de la table d'opération où il allait subir une intervention pour soigner sa prostate. Souffrant de rétention aiguë, il est libéré. Sa maison est fouillée, pillée. Il est placé en résidence surveillée sous la « protection » de l'imam, comme en atteste le papier collé sur sa porte d'entrée. Alice, une Lyonnaise, qui doit à la pension des Oiseaux une précieuse diction, est atteinte d'un cancer généralisé qui la dévore sur une banquette, dans un coin du grand salon vidé de ses meubles et de ses tapis. Vidé également de son mari, que les miliciens viennent finalement emporter. En mourant dans ce « pays des horreurs », Alice s'accroche à un espoir : « Djamchid sera libéré ! » À son tour, victime de l'implacable haine de l'ayatollah, Djamchid périra, au terme de son long calvaire, en septembre, devant le peloton d'exécution de la « justice islamique ». Comme de nombreux dignitaires, parfois nonagénaires, qui sont fusillés, assis dans leur fauteuil roulant devant le « mur Allah Akbar ».

D'autres doivent leur salut à la confusion qui règne entre les différents groupes révolutionnaires occupant la rue. C'est le cas de l'un des derniers membres de la dynastie déchue, Christian Pahlavi, chez qui l'un de ces groupes autoproclamés, formés d'une quinzaine d'individus, vient frapper le soir du 12 février. Gardant son calme, il essaie de gagner du temps grâce aux accessoires de la politesse iranienne, les fameux *tarofs* : « Mais entrez donc, messieurs. Comment pourrais-je accueillir des visiteurs sur le pas de la porte, sans leur offrir un verre de thé ? » Agacé, l'un d'eux réplique sèchement : « C'est bon comme ça. Il parle trop, embarquons-le. » C'est alors qu'un second groupe armé arrive et prend position autour du premier. Son chef, un grand type au visage à demi mangé par un épais collier de barbe, intime au meneur du premier groupe l'ordre de le suivre pour discuter en aparté. Lorsqu'il revient, il dit à Christian Pahlavi : « Vous êtes libre. La Révolution a été faite pour que des gens de votre espèce puissent vivre tranquillement. » Qui était ce groupe providentiel venu à son secours ? Des éléments de la Garde impériale ? Plus probablement les redoutables *Fédayin-é-Eslam* qui s'étaient installés dans l'ancienne résidence d'été du Premier ministre, à deux pas de là.

Avec une administration décapitée, une police et une armée démantelées, le nouveau pouvoir abandonne la rue à une multitude de petits *komitehs* révolutionnaires – de petits groupes de miliciens qui se sont spontanément développés, les derniers mois, autour des mosquées, des syndicats, des quartiers, des clubs sportifs et des universités. Début février, on en compte plus de 1 500 pour la seule ville de Téhéran.

Chacun de ces « soviets islamiques » règne en maître absolu sur « ses » quartiers, « ses » administrations et « ses » entreprises. Sans existence légale, ils exercent les pouvoirs de police et de municipalité tandis que leurs chefs, véritables petits caïds, font arrêter qui bon leur semble. Ryszard Kapuściński, écrivain polonais, témoigne : « On ne sait jamais avec certitude qui vous a arrêté, puisque aucun signe distinctif ne permet d'identifier les divers représentants de la violence que l'on rencontre : pas d'uniforme ni de képi, pas de brassard ni d'insignes – ce sont simplement des civils armés dont il faut accepter l'autorité sans la moindre contestation si l'on tient à la vie. » Kapuściński ajoute : « Ce sont peut-être des miliciens, mais ils peuvent aussi appartenir à l'un des commandos de l'opposition [...] qui

s'empressent, avec une détermination suicidaire, d'aller perpétrer un acte de sabotage, de vengeance². » Le soir venu, des patrouilles quadrillent les grandes artères. Leurs factionnaires sont abrités derrière des redoutes de sacs de sable empilés. Christian Pahlavi se souvient : « Les révolutionnaires de l'hiver 1979 étaient très fiers de leurs barricades, les *sangars*. Ils s'en gargarisaient. Pourtant, on était très loin des glorieux échafaudages de Delacroix. Ceux-ci étaient dérisoires, presque symboliques. On aurait dit un amoncellement de sacs-poubelle oubliés au coin d'une rue par des employés de la voirie³. » La nuit venue, derrière ces barrages de fortune, les miliciens arrêtent les voitures en agitant une torche électrique, mais les mots de passe, différents d'un quartier à l'autre, indiquent des rivalités.

Les *komitehs* sont armés jusqu'aux dents, puisque l'essentiel des 300 000 fusils et mitraillettes pillés dans les arsenaux militaires le 11 février a fini entre leurs mains. Mais leurs membres, des étudiants, des adolescents, des syndicalistes et de jeunes *Talibehs*, sont rarement formés au maniement de ces armes. Se présentant comme les garants de l'ordre, ces milices sont au contraire une source de désordre et de danger. Prompts aux abus, ils sont crédités de nombreuses arrestations arbitraires, de harcèlement sexuel, de confiscations de biens et d'exécutions sommaires. Eux-mêmes terrorisés par l'atmosphère délétère, ces employés ou petits boutiquiers ont la gâchette facile. Il advient que, novices dans l'art de la guerre, ces « gardiens de la nuit », qu'affole même leur ombre, tirent sur un camarade ou sur un passant. Les victimes de leurs bavures ont au moins le privilège d'être enterrées parmi les « martyrs de la Révolution » au cimetière Béhesht-é Zahrâ. Censés être les « yeux et les oreilles » du régime, ils combattent le plus souvent pour leur survie et pour la promotion de leurs propres intérêts économiques. Sans carte et sans véritable légitimité institutionnelle, ces groupes sont très vite noyautés par la pègre. Leurs larcins ne se comptent plus : racket, réquisition de voitures, viol, pillage, trafic d'alcool, de cigarettes, etc. Petits groupes mafieux, initialement destinés à servir d'auxiliaires durant la phase de transition, ils se révèlent être davantage un problème qu'une solution.

Les forces clandestines des différentes factions se terrent durant la journée mais, telles des nuées de cafards, ressurgissent la nuit venue et lancent à l'attaque leurs commandos masqués. Aux quatre coins de la capitale, chaque soir, le bruit des fusillades entre comités rivaux

déchire le silence de la nuit. Kapuściński témoigne : « On commence à 21 heures, comme si l'usage et la tradition en avaient décidé. Puis, la ville retombe dans le silence. Puis, d'autres coups de feu et d'autres explosions assourdies⁴. » De véritables batailles rangées opposent aussi ces *komitehs* révolutionnaires à ce qu'ils croient être des Savakis et qui, en réalité, sont les membres de factions rivales. Ils se plaignent d'incessantes agressions. Une boîte de haricots, offerte par une « âme compatissante » et qui, bourrée d'explosifs, leur éclate au nez ; un individu qui, jaillissant d'un coffre inspecté, décharge sa mitrailleuse sur eux... Rapidement, des dissensions éclatent entre les *komitehs* « gauchistes » et ceux d'obédience islamiste. Ces deux grandes tendances – les Rouges et les Verts – se déclinent elles-mêmes en une multitude de sensibilités différentes qui rivalisent dans le cadre d'une véritable guérilla urbaine dont les Téhéranais « neutres » font les frais. Théâtre de ces règlements de comptes, les rues de la capitale et des autres grandes villes du pays se muent ainsi en une véritable jungle hobbésienne. *Homo homini lupus est*.

À peine éclos, l'embryon d'État islamique découvre la nécessité impérieuse, décrite par Max Weber, du « monopole légal de la violence » et entreprend de domestiquer cette faune de milices paramilitaires. Déplorant les dérives du *komiteh-bāzi* [le jeu des comités révolutionnaires], Bāzargān déclare que « Téhéran ressemble à une ville qui aurait cent shérifs ». Dès le 12 février, les *komitehs* sont sommés de restituer les armes pillées dans les arsenaux impériaux. Le 19, Khomeini déclare : « Je n'admettrai pas l'anarchie. » Il nomme un fidèle, l'ayatollah Mahdavi Kanī⁵, à la tête du Comité central provisoire de la Révolution islamique, une institution *ad hoc* chargée de superviser les groupements révolutionnaires armés et de lutter contre le chaos provoqué dans le sillage de l'effondrement des institutions policières et militaires.

Plus grave que le problème des stocks d'armes est celui des groupes marxistes de la mouvance des *Modjāhedīn-é-Khalg* (MeK), du Toudeh, ainsi que les Fédayin qui échappent encore très largement à l'autorité de Khomeini et ne partagent pas sa conception du *velāyat-é fagih* [gouvernement du sage, du docte]. Pour le pouvoir clérical, il devient urgent de créer une institution paramilitaire capable de contrecarrer l'influence de ces *komitehs* marxistes et islamo-marxistes, de résister à leur volonté d'établir une « armée du peuple » inspirée

des modèles communistes et, surtout, d'asseoir l'autorité théocratique des mollahs. Les *Fédayin-é-Eslam*, une confrérie voisine des fameux Frères musulmans, sert de noyau dur à la milice des *Pasdaran-é Enghelab* [Gardiens de la Révolution] qui, comme leur nom l'indique, sont appelés à devenir les vestales du feu révolutionnaire. Ce qui deviendra bientôt le corps des Gardiens de la Révolution islamique [*Sépah-é Pasdaran-é Enghelab*] répond donc au besoin pressant d'assurer la survie, encore chancelante, du nouveau régime⁶.

Simultanément, dans l'immédiat post-11 février, les autorités islamiques s'attachent à ramener les restes de l'armée impériale dans le giron du nouveau régime. Dès le 12, Khomeini et Bāzargān ordonnent aux émeutiers de cesser de harceler les soldats et d'attaquer les installations militaires. Dans la foulée, le gouvernement appelle les membres des forces armées, en civil et en uniforme, à rejoindre les institutions qu'ils avaient désertées dans les derniers temps de l'Empire. À la mi-février, Khomeini annonce que l'Artech, héritée du régime monarchique, est désormais partie intégrante du projet révolutionnaire. Le 21, alors que la plupart des généraux ont été mis à la retraite, l'ayatollah distribue quelques galons à des officiers subalternes. Dans le Sud, Bāzargān passe des troupes en revue. Un peu plus tard, des cérémonies de réconciliation et de fraternisation entre l'armée et le peuple sont organisées à Téhéran. Les deux groupes défilent côte à côte en échangeant ces répliques : « L'armée pour le peuple », crient les soldats, « Le peuple pour l'armée », répondent les civils. Mais avec leurs uniformes disparates, leurs visages hirsutes, envahis par la « barbe islamique », les militaires ont des allures de rôdeurs. Le 18 avril, Khomeini proclamera une « journée de l'armée » avec défilé à Téhéran. En juin, sera décrétée une amnistie en faveur des militaires et des policiers, avant qu'en juillet il ne soit interdit de porter plainte contre eux... Malgré ces scènes de fraternisation et ces appels, des pans entiers de l'armée impériale manqueront dans les rangs de la nouvelle force que projette de construire l'État islamique⁷.

La logique qui sous-tend la tentative de cooptation de l'armée impériale dans le système islamique prévaut également pour la SAVAK. Née au mois de janvier, à Ghōm, ce qu'on appelait alors, par dérision, la « SAVA-KH islamique » – en y accolant l'initiale de Khomeini – a récupéré une grande partie des anciens agents de la police secrète du Chah. Radio Moscou, qui n'a rien compris, affirme

que les Américains ont emporté avec eux 20 000 dossiers de Savakis. Heureux de la diversion, Téhéran abonde dans ce sens en prétendant que la SAVAK est en train de créer une nouvelle police politique... en Égypte. En réalité, nombreux sont les agents de la police secrète qui sont restés en Iran et qui veulent offrir leurs services au nouveau régime. Afin d'être rassurés sur leur sort, certains vont jusqu'à manifester au grand jour devant la présidence du Conseil. Le désir est réciproque, puisque le Premier ministre Bāzargān ne cesse de plaider leur cause. Le 24 avril, il déclarera dans un message à la nation que « chacun » doit apporter sa pierre à la Révolution : « Certains des documents que nous avons découverts prouvent qu'il y a eu une révolte à l'intérieur de la SAVAK ; quand le printemps arrive dans un jardin, il ne peut y avoir de recoins sans bourgeons. » Et, désormais, on ne parlera presque plus des horreurs de la SAVAK qui, encore dans son cocon, s'apprête à muer en SAVEMA (1980), puis en VAVAK (1984).

-
1. Christian Pahlavi, *Les Grains*, op. cit., pp. 175-176.
 2. Ryszard Kapuściński, *Le Shāh*, op. cit., p. 20.
 3. Christian Pahlavi, *Les Grains*, op. cit., p. 180.
 4. Ryszard Kapuściński, *Le Shāh*, op. cit., p. 20.
 5. Fils de mollah et élève des grands ayatollahs Golpāyegāni et Boroudjerdi, Mahdavi Kani (1931-) est un membre actif de l'opposition religieuse qui est nommé, avant la chute du Chah, au Conseil révolutionnaire par Khomeini et qui cofonde l'Association du clergé militant en 1977.
 6. Sur ce sujet, lire notamment : Pierre Pahlavi, « Guerre irrégulière et analyse institutionnelle : le cas de la stratégie asymétrique des Gardiens de la Révolution en Iran », *Études internationales*, vol. 42, no 4, décembre 2011, pp. 473-492.
 7. Steven R. Ward, *The Immortals*, op. cit., p. 225.

Le divorce des Verts et des Rouges

En pleine mutation au niveau institutionnel, le nouveau système l'est également au niveau idéologique. À l'image du chariatisme dont elle s'inspire, la pensée officielle de la nouvelle république hésite entre tiers-mondisme et internationalisme, modernisme et tradition, rigorisme religieux et dogme marxiste. Le jeune régime, qui marche sur une ligne idéologique fuyante et hybride par essence, se cherche encore une orthodoxie.

Les premières heures de la République islamique augurent d'une « Révolution absolue » calquée sur le modèle soviétique. Dans le domaine hydrocarbure, notamment, elle réclame d'emblée sa souveraineté face aux intérêts de l'impérialisme occidental et annonce, le 26 février, qu'elle vendra désormais son pétrole à 26 dollars¹. Le surlendemain, le nouveau président de la NIOC, Hassan Nazih², déclare que le pétrole iranien sera vendu aux plus offrants, sans passer par le Consortium, « un mot qui doit quitter la culture iranienne ». Dans la même veine, le Toudéh et les radicaux se félicitent de la confiscation de tous les biens de la famille impériale, des notables d'ancien régime et de tout ce que l'Iran comptait comme nantis et possédants. Mais bientôt Mehdi Bāzargān déclare que, « bien qu'elle ne soit plus sacrée », la propriété survivra à la Révolution. Les apparitions du Premier ministre, qui avouera, début avril : « Nous ne sommes pas un gouvernement révolutionnaire », sa cravate, le dossier canné de son fauteuil, le tableau accroché au mur de son bureau rassurent les bourgeois d'Iran et d'ailleurs.

En fait, la future « République islamique » n'a pas encore de contours bien définis et, dans l'entourage de Khomeini, les débats vont bon train sur la forme et l'orientation à lui donner. Personnage vantard qui prétend qu'il sera « le premier président de la république d'Iran », Sādegh Ghotbzādeh énumère les grandes lignes d'un

« programme islamique » selon lequel il faudrait corriger le « réseau routier disproportionné » et instaurer une exploitation modérée des ressources minières, « en vue de protéger les générations futures ». D'après ce programme ambitieux, une révision des contrats nucléaires serait également indispensable, pour que l'Iran ne devienne pas une « poubelle à déchets ». Mais Ghotbzādeh, c'est sa grande idée, appelle surtout de ses vœux la création d'« une société sans classes³ ». De son côté, Bani-Sadr préconise de renégocier les contrats pétroliers, de nationaliser les banques et la dette extérieure mais aussi de lancer une nouvelle réforme agraire, grâce à laquelle le village deviendrait l'unité de production, « en revenant à la propriété communale ». Concernant la gestion des entreprises, il propose la création, dans chaque usine, d'un « comité-imam », ce qui selon lui signifie « coordinateur » et « avant-garde », et qui fixera la marge bénéficiaire du propriétaire. Quant à Yazdi le pharmacien, il se contente d'approuver ces propositions tout en précisant que, quelle que soit la nature de la réforme du système iranien, celle-ci ne doit pas se faire au détriment de l'indépendance de l'Iran... surtout vis-à-vis de l'Union soviétique.

Car c'est là que réside tout le paradoxe de la ligne, très subtile, que préconise le trio du BYGH : tout en rêvant à une République islamique à forte saveur socialiste, les « intellectuels » qui gravitent autour de l'ayatollah se gardent de faire des références directes au marxisme ou, Dieu les en garde, de promouvoir un rapprochement quelconque avec Moscou. Au contraire, ils le rejettent⁴. Les trois compères de Neauphle réussissent le tour de force de tenir un discours à la fois « islamo-marxiste » et antisoviétique. Et en remplaçant la « monarchie populaire » de Mohammad Réza par une « théocratie socialiste », ils transforment le khomeinisme en un puissant antidote à la tentation du communisme intégral⁵. Le philosophe Alexandre Zinoviev fera, en 1987, cette curieuse remarque : « Le communisme comme structure sociale peut se passer du marxisme et de son idéologie. L'Iran est une République islamique, n'est-ce pas ? Mais il marche dans la même direction⁶. »

Durant les premières semaines du régime, cette teinte « gauchisante » ressort également dans le discours officiel du gouvernement. Le 17 février, prenant une nouvelle fois la parole, Mehdi Bāzargān explique que la République islamique est un système conçu il y a quatorze siècles, mais qui n'a jamais été réalisé, et ajoute :

« Nombreux sont ceux, parmi vous, à souhaiter la création de soviets [*choura*] [...] nous y viendrons progressivement. » Ainsi Bāzargān n'hésite-t-il pas à additionner, afin de n'offenser personne, le modèle soviétique au référant mecquois. Loin d'être une véritable adhésion aux thèses de Karl Marx, ces clins d'œil à sa pensée relèvent, entre autres, d'une volonté du régime de surmonter les dissensions qui apparaissent déjà dans la coalition révolutionnaire. Mettre le Coran et le *Capital* côte à côte, c'est le prix que Khomeini est prêt à payer pour gagner du temps et fédérer, encore un peu, ceux qui jusque-là étaient unis par la lutte contre le régime du Chah. En fait, pour reprendre l'image de Benjamin Barber, la République islamique est « déformée » par le communisme, comme le boa qui a mangé un pachyderme, en attendant de le digérer et de reprendre sa forme⁷.

Le pacte brisé

Au cours du mois de février 1979, le « pacte islamo-marxiste », dont la raison d'être était d'abattre le Chah, achève de se lézarder. Au terme de cette alliance tactique, que d'aucuns ont pu qualifier de « contre nature », les religieux et les communistes semblent, fatalement, devoir s'affronter. Dès l'effondrement du régime monarchique, l'aile gauchisante de la Révolution et ses différentes composantes veulent passer à l'étape suivante. « Après la révolution de février, explique Ahmad Salamatian, chacun voulait avoir sa révolution d'octobre. Toutes les factions pensaient à Lénine. Son ombre planait sur tous les esprits⁸. » L'imminence d'une lutte pour le contrôle du nouveau régime ne fait plus de doute.

Déjà, le 15 décembre, les marxistes clandestins du groupe Behazine avaient annoncé : « L'URSS ne tolérera en Iran ni une dictature militaire, ni le despotisme islamique d'un Khomeini. » Alors que les grandes marches du Moharram avaient été l'occasion pour les communistes de sortir de la clandestinité, ils ont bien l'intention, après le départ du Chah, de s'afficher de manière décomplexée et de mener leurs propres actions. Sous le gouvernement Bakhtiar, les journées des 20 et 21 janvier ont ainsi vu les premiers défilés entièrement rouges. L'analyse des Soviétiques, reprise sur place par le Toudeh, est la suivante : les Américains ont imaginé « l'épisode Bakhtiar » pour « gagner du temps et provoquer une scission dans l'opposition ». L'objectif est désormais de profiter du vide laissé par le départ du Chah avant que Khomeini, qui tarde à rentrer, ne vienne le remplir.

Décidés à ne pas se laisser griller la priorité, les révolutionnaires musulmans sont intervenus pour ne pas abandonner la rue aux communistes. On a même vu un mollah précéder la « marche communiste » en brandissant une pancarte sur laquelle on lisait : « Attention ! La manifestation qui suit n'est pas islamique. Ne vous y mêlez pas ! » Il était déjà loin le temps où les drapeaux rouges des

syndicats et les fanions noirs du deuil chiite flottaient côte à côte dans le cortège monstre de l'Achoura...

Entre le clergé et le Toudeh, les « islamo-marxistes » du *Modjāhedin-e-Khalg* de Massoud Radjavi tentent de se faire une place et de présenter leur mouvement comme une force fédératrice : « Ma religion est l'islam, et mon idéologie le communisme ! » lance hardiment une jeune militante du MeK à l'auditoire qui l'entoure, sur la pelouse de l'université. Plus proches du marxisme pur, les activistes du mouvement des *Fedayin-e-Khalg* optent pour une approche plus radicale. Dès le 16, ils ont accroché l'emblème du marteau et de la faucille à la porte d'une officine de la SAVAK, puis se répandent dans les rues de la capitale pour réclamer la création d'une « armée populaire » dont les officiers seraient élus⁹. Ces « kamikazes de l'idéologie » qui, en signe de sacrifice, ont toujours sur eux une ampoule de cyanure estiment avoir joué un rôle décisif dans le renversement de la monarchie et sont résolus à réclamer leur part du gâteau révolutionnaire¹⁰.

Conscient que l'anarchie provoquée par la chute de la monarchie peut être exploitée au profit des forces rivales de l'islamisme, Khomeini siffle la fin de la récréation et ordonne la reprise du travail pour le 17 février. Mais les communistes, auxquels se sont joints les Modjāhedin, ont décidé, à l'appel du personnel de la Télévision qui s'est insurgé contre Sādegh Ghotbzādeh, le « censeur » que lui a imposé l'ayatollah, de boycotter cette reprise. Cette journée est néanmoins un triomphe pour Khomeini puisque, à quelques exceptions près, tout le monde répond au mot d'ordre de l'ayatollah et retourne au travail. Ne s'avouant pas vaincus, les Fedayin annoncent que le vendredi suivant, 23 février [4 Esfand], ils marcheront en direction de la demeure de l'ayatollah. Cette fois encore, c'est un échec. Les 70 000 communistes, contraints de renoncer à leur « marche », en sont quittes pour manifester sur le terrain de football de l'université. Sans plus attendre, en effet, les religieux ont riposté. Dès le 22, bousculant les manifestants communistes, ils ont envahi le siège des grands journaux en déclarant, péremptoires : « C'est nous qui avons rendu à la presse sa liberté. Vous ne devez donc soutenir qu'un seul parti, l'*Hezbollah*¹¹, le parti d'Allah ! » Dès lors, il apparaît qu'entre le Rastākhiz d'hier et le Hezbollah naissant, les partis de gauche ne jouiront jamais d'un multipartisme réel.

Face au grand bloc islamiste, les partis marxistes souffrent également de leurs contradictions internes. Déjà l'extrême gauche, que déchirent des querelles intestines, se consume. À peine créé, on n'entend plus parler du nouveau Parti communiste iranien, qui se vantait d'être « sans attaches avec Moscou », ni de son créateur, un ancien militant de l'UNEF, qui s'était donné le nom de guerre d'Azaryon. Dans l'enceinte de l'Institut polytechnique de Téhéran, de violentes bagarres éclatent entre des factions trotskistes et maoïstes qui se traitent mutuellement de « Savakis » et d'« agents de la CIA ».

Sans grande illusion sur les chances des communistes locaux de « voler » la Révolution iranienne, Moscou, faisant preuve de circonspection, se contente d'élaborer une analyse structurée. Tout en continuant de mettre en garde contre un éventuel coup de force de Washington¹², le Kremlin se satisfait des accents antiaméricains de la Révolution iranienne, de ses slogans, et notamment des énormes « *Yankees go home !* », tracés avec des caractères « hauts d'un mètre jusque sur les murs de l'ambassade américaine¹³ ». À défaut de miser sur l'avènement d'une démocratie populaire iranienne, on se réjouit donc, outre-Caspienne, de la chute d'un des plus fidèles alliés de l'Amérique, à propos de quoi les *Izvestias*¹⁴ font ce commentaire, digne d'un roman de Gogol : « Le festin pendant la peste a pris fin. » Le réalisme et l'analyse géopolitique l'emportent donc, sans surprise, sur une quelconque prise de position idéologique.

Sur place, le Toudeh, également lucide quant à sa capacité à piloter la nouvelle république, se résout à jouer la carte du rapprochement avec les islamistes. Son nouveau secrétaire général, Nouredine Kianouri¹⁵, un vieux stalinien, prudent et secret, proclame que son parti appuiera la République islamique pour laquelle il recommandera de voter – alors que les Fédayin boycotteront le référendum sur la définition du régime. Ce faisant, le Parti communiste historique de l'Iran vise deux objectifs : consolider la nouvelle république contre toute tentative de restauration et se faire accepter au sein de la société iranienne. Le raisonnement est le suivant : il est préférable de collaborer avec les mollahs plutôt que de risquer de voir revenir au pouvoir une junte militaire. Au minimum, ainsi que l'explique un marxiste : « La preuve sera faite de l'exécrabilité des "*Akhounds*"¹⁶ ! » Car pour le Toudeh il est évident que les islamistes, « une anomalie conjoncturelle » au sens de la

dialectique historique, seront irrémédiablement discrédités par l'exercice du pouvoir et que le temps travaille pour lui.

En réalité, le temps travaille, et à vive allure, contre le Parti communiste qui se retrouve isolé au sein même de la révolution qu'il a aidé à faire triompher. Rapidement, le Toudeh apparaît comme l'un des derniers îlots de « modernité » autour duquel viennent s'agglutiner tous ceux qui refusaient la dictature du Chah mais qui ne veulent pas, non plus, de l'établissement d'un régime rétrograde et obscurantiste. S'y rallient donc les désenchantés, ne serait-ce que pour continuer de boire du whisky, pour être dispensé du voile ou de la prière, ou encore, paradoxalement, au nom du nationalisme. Certains militaires rejoignent ses rangs parce qu'ils voient dans sa réhabilitation l'occasion de régler un vieux compte avec les religieux. Le PCI devient ainsi une cour des miracles. Mais de miracle, pour lui, il n'y en aura pas.

En attendant que la république des mollahs s'intéresse à son sort, le Toudeh, revenu de son exil pragoïse, s'installe dans la rue paisible qui borde, au nord, l'université, à l'abri d'un... rideau de fer. Mais alors qu'il tente de se fondre dans le paysage islamiste, les critiques acerbes de ses adversaires le ramènent sur l'avant-scène politique. Ces critiques, qui fusent de partout, sont nombreuses. C'est d'abord Karim Sandjahi qui l'accuse d'être un pion à la solde de l'Union soviétique. Kianouri lui répond, sans se troubler, qu'il faut « rendre hommage à l'héroïsme de l'armée Rouge » et que les gens de l'acabit de Sandjahi ont jadis « collaboré avec les nazis ». Ce sont ensuite les jeunes « Che Guevara iraniens », partisans d'un « communisme libre », qui accablent de leurs sarcasmes ce petit bonhomme aux allures bourgeoises, marié à une princesse de la riche famille des Farman-Farmayan. Sa soumission absolue à Khomeini et sa filiation avec un prélat réactionnaire qui avait combattu, jadis, la Révolution constitutionnelle lui vaudront même le sobriquet d'« ayatollah Kianouri » !

Mais la principale menace vient du Guide suprême, qui n'a jamais caché son antipathie à l'égard du « parti des athées ». Se présentant comme plus révolutionnaire que les marxistes, Khomeini expliquera, en septembre, à la journaliste italienne Oriana Fallaci que la gauche s'était réfugiée à l'étranger¹⁷ et n'est rentrée en Iran qu'« après que le peuple, lui, eut versé son sang... pour se servir de ce sang ». À ce

reproche, il ajoute : « Sous le régime du Chah, les gens de gauche étaient contre nous, comme ils le sont aujourd’hui, et leur hostilité à notre égard dépasse même celle qu’ils avaient pour le Chah¹⁸. » L’ayatollah ira plus loin encore, les marxistes étant, selon lui, tout simplement les agents du Chah et du sionisme. Ce point de vue est clarifié, le 3 mars, par Ebrahim Yazdi qui déclare que « ceux qui se présentent sous le masque du marxisme ne sont, le plus souvent, que des débris pourris de l’ancien régime ». L’analyse a valeur d’anathème. Khomeini, dans sa phraséologie, oppose donc « gauche » et « peuple », ce peuple dont il est issu, comme la plupart des membres du clergé chiite, et qui le reconnaît comme l’un des siens. Car le khomeinisme s’appuie sur le *Lumpenproletariat*, les obscurs, les déchaussés [*pāh-berahne*], à côté de qui l’ouvrier ou le fonctionnaire « comblés » par le Chah et son socialisme d’État font figure de privilégiés.

Déjà, certains intellectuels sont tentés de donner raison à Khomeini, tel A. P. Lentin qui admet la faillite du « marxisme dogmatique » dans un pays « où la religion ne se contente pas d’être une “superstructure”, mais influe directement sur l’“infrastructure” en organisant toute une vie économique et sociale des fidèles¹⁹ ». Or reconnaître que l’islamisme khomeiniste est, par définition, plus adapté à la situation iranienne que le communisme ou le socialisme revient, du même coup, à reconnaître l’inutilité, voire la nocivité, de ces derniers.

Le pacte entre les islamistes et les communistes étant hypothéqué, ces derniers, sur la défensive, se mettent à craindre l’imminence d’une « Nuit des longs couteaux ». Cette peur sera confortée par l’indiscrétion d’un activiste américain, Ralph Schoenman²⁰, emprisonné pour sa dénonciation du régime impérial²¹ qu’il combattait au côté de M^e Matin-Daftari²². Le 21 février, à peine libéré, Schoenman va trouver le colonel Tavakoli, l’un des nouveaux chefs de l’armée, en se faisant passer pour un émissaire officieux de Washington. Mis en confiance, le colonel lui confie qu’il a reçu ordre des mollahs d’attendre que « tous les gauchistes » soient sortis de leur clandestinité pour lancer un grand coup de filet anticommuniste. L’affaire, largement exploitée par la presse, fait scandale et entraîne immédiatement la démission du colonel Tavakoli.

En attendant que cette lutte larvée entre les Verts et les Rouges débouche sur une confrontation violente, le régime islamiste affiche

de plus en plus ouvertement le visage conservateur et traditionaliste qu'il avait jusque-là habilement dissimulé derrière le voile progressiste. Plus tard, le poète Mohammad-Ali Sépānlou dira que la Révolution iranienne a subi une fausse couche, qu'elle n'a pas enfanté normalement à neuf mois, mais « par césarienne, à six mois²³ ». En reprenant l'analogie, on pourrait dire que la Révolution portait des jumeaux dizygotes, l'islamisme et le marxisme, mais qu'elle a fini par avorter du second.

1. Ce doublement des prix – le Chah les avait, lui, quadruplés – allait entraîner le « second choc pétrolier ». Mais, cette fois, ce « feu de barrage » va prévenir de nouveaux incendies en cassant l'unité de l'OPEP et en stabilisant les cours.

2. Nationaliste, membre du parti Iran et proche du Dr Mossadegh, Hassan Nazih a été bâtonnier de l'ordre des avocats sous le Chah. Après la chute de ce dernier, ce partisan d'un État laïc – il s'oppose notamment à l'association des mots « république » et « islamique » – a été désigné à la tête de la NIOC. Condamné pour ses critiques de la théocratie khomeinienne, il s'exile en France où il meurt en 2012.

3. Et non pas, ironisent les mauvaises langues, une société à classe unique.

4. Voir, plus loin, les attaques antimarxistes de Yazdi ou l'entrevue de Ghotbzādeh dans *Le Monde*, 31 janvier 1979.

5. En écoutant Liebknecht pérorer sur l'Alexanderplatz à Berlin, le comte Harry Kessler écrit : « La vague de bolchevisme qui vient de l'est ressemble un peu à la marée déclenchée par Mahomet au septième siècle. Du fanatisme et des armes au service d'un nouvel espoir mal défini, auquel ne s'opposent que des vestiges de doctrines périmées » (*Les Cahiers du comte Harry Kessler [1918-1937]*, Paris, Grasset, 1972, p. 49).

6. Alexandre Zinoviev, *Figaro-Magazine*, 10 janvier 1987.

7. Benjamin R. Barber, *Jihad vs. McWorld : How the Planet Is Both Falling Apart and Coming Together*, Mishawaka (IN), Crown, 1995.

8. France Inter, « Vivre en Iran », 26 janvier 1994.

9. On a vu que la création des *Pasdarān-é Enghelab* vise précisément à contrecarrer ce projet.

10. Ironiquement, les islamo-marxistes du MeK rompent les premiers avec le régime (1981), tandis que les marxistes « purs » du FeK continueront de cohabiter avec les islamistes jusqu'en juin 1983. Après que les deux mouvements, entrés en dissidence, se furent installés en France, les Modjāhedin sont placés sous la protection du PS et les Fédayin sous celle du PC. En août 1981, l'ex-sous-secrétaire d'État américain George Ball écrira : « Cette habitude de la presse de condamner les Modjāhedin en tant que “gauchistes” a aggravé sérieusement le problème. Massoud Radjavi est le chef de file du mouvement. Son intention est de remplacer l'actuel régime islamique rétrograde

par un islam chiite moderne tirant ses principes égalitaires des sources coraniques, et non de Marx » (« Iran's bleak future », *Washington Post*, 19 août 1981).

11. Une manière métaphorique de parler du parti unique – Parti de la République islamique (PRI) – que les mollahs s'apprêtent à créer. À ne pas confondre avec la Milice de Dieu, mouvement chiite pro-iranien du Liban, même si les deux partagent la même étymologie.

12. Tout au long des mois de décembre et de janvier, Radio Moscou n'a cessé d'annoncer l'imminence d'une intervention militaire américaine en Iran et la *Pravda* du 19 janvier annonce encore que « les Américains, sous prétexte d'envoyer des vêtements d'hiver aux soldats iraniens, ont établi un pont aérien pour effectuer des ravitaillements d'armements ».

13. Radio Moscou, 24 janvier 1979.

14. « Les Nouvelles », le plus important journal russe après la *Pravda*.

15. Fils d'un religieux réactionnaire qui avait combattu la Révolution constitutionnelle, détenteur d'un Ph.D. d'ingénieur de l'université d'Aix-la-Chapelle, Nouredine Kianouri (1915-1999) avait eu, pendant ses études en Allemagne dans les années 1930, un petit « béguin » pour les idées nazies. Engagé auprès du Toudeh lors de son retour en Iran, Kianouri s'exile, après 1953, en RDA où il enseigne à la Deutsche Bauakademie de Berlin (DBA) sous l'identité d'un architecte italien, le « Dr Architect Prof. Silvio Macetti ». Il est secrétaire général du Toudeh de 1979 à 1984, date à laquelle le parti est de nouveau interdit, ce qui lui vaut d'être emprisonné et torturé. Il était marié à une princesse, Mariam Khanom, l'un des trente-six membres de la fratrie Farman-Farmayan.

16. Terme péjoratif qui pourrait être traduit, en français, par « les curés », « la prêtraille ».

17. Comme lui !

18. *Corriere della Sera*, 26 septembre 1979.

19. On appréciera la capacité de certains exégètes du marxisme à modeler et à remodeler le dogme pour l'adapter à des « exceptions historiques ».

20. Jeune et scandaleux secrétaire de Bertrand Russell, Ralph Schoenman, qui a bien connu les geôles du Chah, fait circuler la rumeur d'un complot islamo-américain visant à éliminer les forces communistes, ce qui lui vaut d'être expulsé par le gouvernement provisoire de la République islamique en mars 1979.

21. R. W. Apple Jr, « American describes police siege in terrified small iranian town », *New York Times*, 18 décembre 1978.

22. L'ancien bâtonnier du barreau de Téhéran devenu leader du Front national démocratique, un parti révolutionnaire « modéré », sera banni par les autorités islamiques en 1979. Il en est réduit, en 2013, à arroser ses pots de fleurs sur le balcon de son domicile parisien.

23. Écrivain, poète et critique littéraire iranien (1940-), père de la chanteuse irano-américaine Shahrzād Sēpānlou.

L'arabisation de l'Iran

Le 26 avril 1979, le président syrien, Hafez el-Assad, déclare qu'il considère la Révolution islamique d'Iran comme une « victoire des Arabes ». Celui qui s'apprête à devenir l'un des principaux alliés de la République iranienne a parfaitement raison¹ : l'intégrisme chiite qui, sous le voile noir du khomeinisme, éclot en ce printemps 1979 implique, en même temps que son islamisation, l'arabisation de l'Iran.

À la veille du retour de l'ayatollah, un frisson nationaliste parcourt l'échine de certains officiers. Ces patriotes ont été scandalisés quand le vicaire de Ghōm, qui en signant fait précéder son nom d'une particule arabe (« Al-Khomeini »), a osé parler du « golfe Islamique » au lieu du « golfe Persique ». Ou quand ils ont entendu l'un des conseillers de Neauphle-le-Château, le Dr Yazdi, annoncer que le drapeau iranien « serait modifié et que le noir de l'islam remplacerait le blanc [de la monarchie]² ». Vert, rouge, noir, ne sont-ce pas les couleurs de n'importe quel pays arabe ? Ils en seront quittes avec l'adoption d'un drapeau vert-blanc-rouge frappé d'un nouvel emblème, remplaçant le Lion et le Soleil par une forme calligraphique stylisée de « Allah » surmonté d'un *shadda* en forme de W (signe diacritique tiré de l'alphabet arabe) et ceinturé par deux lisières stylisées en coufique proclamant, onze fois plutôt qu'une, « *Allāh-ō-Akbar* ». Dans cette bannière nationale ainsi oblitérée, personne ne manquera de voir une déclaration d'allégeance à la communauté des croyants. Déjà, l'*Hodjatoleslam* Sādegh Khalkhālī propose de passer à l'étape suivante en changeant le nom de l'Iran pour celui d'Islamistan³...

En arrivant, après avoir annoncé la prochaine unification des nations musulmanes « sous un seul drapeau », Khomeini ajoute : « De ses mains nues, le peuple a arraché les racines d'un despotisme de 2 500 ans. » Pour lui, il ne s'agit donc pas simplement de renverser un régime « mécréant », mais de purifier une histoire et même une culture plurimillénaire de sa dimension « impie », « gibeline » et

« gallicane ».

Après avoir entrepris de réviser la toponymie du pays en modifiant toutes ses appellations monarchiques, la Révolution s'attelle à expurger la culture nationale de toutes ses références païennes et zoroastriennes. Prenant à rebours la volonté du Chah de désislamiser le calendrier iranien, les mollahs s'appliquent, au contraire, à en expulser les fêtes entrées dans les coutumes iraniennes avant la conquête arabe. À la télévision, où le langage s'arabise soudainement, un individu invite les écoliers à arracher de leurs manuels les pages consacrées aux vieux rites préislamiques comme le Mehregan, le Sadeh ou le Nōrouz – le nouvel an iranien.

Les khomeinistes lancent également une campagne d'arabisation de la langue qui, en plus de la purger du vocabulaire importé des langues occidentales (français, anglais, russe), consiste à préférer systématiquement les mots d'origine arabe à leurs équivalents persans : *kalamé* [mot] plutôt que *sokhan* ; *mariz* [malade] plutôt que *bimār* ; *tachakkor* [merci] plutôt que *sepās* ; *vatan* [patrie] plutôt que *mihān*, pour ne citer que quelques exemples. Comme pour le calendrier, cette campagne répond à l'iranisation de la langue sous les Pahlavi – l'Académie mise en place par Réza Chah dans les années 1930 avait éliminé près de 5 000 mots d'origine arabe – et à l'émergence de ce que les nationalistes appelaient alors le *Parsi Sareh* [persan purifié]. L'un des chantres de ce courant nationaliste, Zabih Béhrouz, estimait qu'« un Iranien qui pense avec des mots arabes finit par penser comme un Arabe⁴ ». Convaincus sans doute de la même chose, Khomeini et ses lieutenants décident de réduire le nombre d'heures consacrées à l'étude du persan au profit de l'arabe, qualifié de « langage d'Allah » ou de *Zaban-é moghaddas* [langage sacré].

Pour Khomeini, la célébration du caractère islamique de l'Iran est une réfutation du concept même de nation. L'État-nation iranien doit, à ses yeux, se diluer dans l'Internationale islamique – l'« Oumma » : « La patrie de l'islam, écrit-il, une et indivisible, a été morcelée par les agissements des impérialistes. Et quand l'Empire ottoman a lutté pour réaliser l'unité islamique, il a été combattu par une coalition des impérialismes russe, anglais, autrichien et autres, qui le partagèrent finalement entre eux. » Le renouveau d'un « patriotisme musulman » et le discrédit d'une histoire iranienne, trop longtemps compromise avec l'autocratie et les Aryens, soutiennent ses dires.

Alors qu'au même moment, au Moyen-Orient, le panarabisme laisse progressivement la place à l'islamisme des Frères musulmans et des salafistes saoudiens, alors que le nationalisme « pur » d'un Gamal Abdel Nasser devient de plus en plus fortement « un nationalisme musulman, un islam nationalisant⁵ », les adeptes d'une « décolonisation de l'Histoire⁶ » affirment que l'idée d'un Iran préislamique est l'œuvre satanique de « bourgeois cossus », comme le « chevalier Chardin⁷ », d'agents du Foreign Office, de racistes tels que Joseph Arthur de Gobineau et leurs théories « farfelues » sur la « prétendue » appartenance de l'Iran à la grande famille des peuples indo-européens. L'islamisation de l'Iran et son corollaire, l'arabisation culturelle, s'inscrivent donc dans une réaction violente contre le « complot impérialiste » qui a tenté, notamment sous les Pahlavi, de rattacher ce pays au train de l'Occident.

Depuis juillet, le Dr Yazdi déclare à la manière d'un Ali Chariati ou d'un Ferhat Abbās : « J'ai feuilleté l'histoire d'Iran et me suis rendu compte qu'elle commençait aujourd'hui » – « Monsieur le “docteur-ministre des Affaires étrangères”, lui réplique le poète Chamlous⁸, vous n'avez pas feuilleté l'histoire de l'Iran, vous l'avez liquidée⁹. » En août, on entend dire que, afin que la Constitution qui est en cours d'élaboration soit « islamique à 100 % » et que soient comblés les vœux de l'imam, on aurait suggéré que le futur président de la République islamique n'aurait nul besoin d'être iranien, dès lors que ce serait un parfait musulman. Œuvrant sans relâche pour le rapprochement interislamique, Khomeini ira, dans un élan panislamiste, jusqu'à autoriser les fidèles chiites à prier derrière des imams sunnites.

Désormais, le clivage Iran-Islam est clairement établi. Vomi est l'aphorisme d'Henry Corbin selon lequel : « Le chiisme, c'est en même temps l'islam iranisé et l'Iran islamisé¹⁰. » violemment rejetée est l'idée que l'Iran puisse se doter de « sa » religion, comme l'Angleterre s'est dotée d'un « catholicisme national » sous la forme de l'anglicanisme. Dans un mouvement de révisionnisme historique, le khomeinisme, comme le chariatisme, rejette ce qui a toujours fait la spécificité de l'Iran et de sa relation à la religion du Coran. Partout ailleurs, l'hégémonie musulmane n'avait connu que le rejet net – la *Reconquista* ibérique – ou la victoire totale. Seul l'Iran négocia un « compromis irano-islamique », entériné par l'usage et le temps¹¹.

Selon le mot d'Ahmad Salamatian, le Chah qui cherchait l'Iran dans les ruines de Persépolis est renversé par un ayatollah qui le cherche désormais dans les ruelles de Médine¹².

L'islam « décaféiné » et « turco-persan » qui prévalait dans l'Iran monarchique, ce quietisme mystique que le Chah appréciait tant chez le grand ayatollah Boroudjerdi, l'ancien *Mardja-é Taghlid* des chiites, le Guide le proscrit au profit d'« un pur islam “arabe” des origines¹³ ». Ce faisant, il brise ce que ses prédécesseurs avaient fêlé, le compromis séculaire entre *Iran* et *Islam*. En dénonçant vingt-cinq siècles d'histoire, en s'en prenant aux traditions ancestrales des Iraniens, l'ayatollah a repris, aux côtés des Palestiniens, la conquête arabe stoppée pendant des siècles dans les fossés de Nahāvand (le Poitiers iranien)¹⁴. C'est de là, et non pas de Neauphle, qu'à bord du jumbo-jet d'Air France il est arrivé à Téhéran¹⁵.

1. Au cours des années à venir, la Syrie alaouite des Assad – père et fils – deviendra progressivement l'épine dorsale de l'axe Téhéran-Damas-Beyrouth. Un axe que les capitales sunnites dénonceront en le qualifiant de « Croissant chiite » menaçant d'éclipser l'« Arc sunnite » (Vali R. Nasr, « When the Shiites rise », *Foreign Affairs*, juillet-août 2006 ; Sabrina Mervin, *Les Mondes chiites et l'Iran*, Paris, Karthala, 2007).

2. Thierry Desjardins, *Le Figaro*, 1^{er} février 1979.

3. Amir Tāhéri, « Iran and anti-Iran », *The Persian Night: Iran under the Khomeinist Revolution*, New York (NY), Encounter Books, 2013.

4. *Ibid.*

5. Maxime Rodinson, « Réveil de l'intégrisme », art. cité.

6. Ahmad Farougy, *L'Iran contre le Chah*, op. cit.

7. L'un des premiers à établir un pont intellectuel entre l'Iran et l'Occident, Jean Chardin (1643-1713) est un voyageur et un écrivain français, connu pour ses séjours en Perse au début du XVIII^e siècle et pour son ouvrage intitulé *Voyages de monsieur le chevalier Chardin en Perse et autres lieux de l'Orient* (1686).

8. Ahmad Chamlou (1925-2000) est l'un des grands poètes iraniens du XX^e siècle.

9. Dans *Tehran-Mossovar* [Téhéran illustré], un magazine populaire du temps du Chah.

10. Christian Pahlavi, « Islamisme contre iranité », art. cité, pp. 193-196. Voir aussi René Grousset, *La Face de l'Asie*, Paris, Presses universitaires de France, 1960, p. 88.

11. « Lorsque les Arabes conquièrent le Moyen-Orient au nom de l'islam, les Persans furent, de tous les peuples convertis à la religion de Muhammad, le principal qui, premier affront, refusa de s'arabiser. » Élisabeth Picard et Pierre-

Jean Luizard, « Arabes et Iraniens », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (Cémoti), 22 (1996), p. 2.

12. France Inter, « Vivre en Iran », 26 janvier 1994.

13. Michael Barry, « Révolution islamique : vers un fascisme vert ? », *Politique internationale*, n° 41, automne 1988, p. 403.

14. À la différence de Charles Martel qui avait vaincu les Arabes à Poitiers, les Perses ont été vaincus, en 642, par les Arabes à la bataille de Nahāvand, dans la province d'Hamadān. Mais cette image se réfère au fait que la Perse, en gardant sa langue (seulement arabisée) et en iranisant l'islam (chiisme), n'avait été qu'à demi vaincue.

15. Cette volonté d'acculturation et de dilution de l'Iran dans le monde musulman cohabite déjà, chez Khomeini sans doute aussi, avec un calcul géopolitique visant à casser les barrières entre chiisme et sunnisme afin de revendiquer un *leadership* iranien au sein de la communauté des croyants (Pierre Pahlavi, « La place du chiisme dans la grande stratégie iranienne », *Défense nationale et sécurité collective*, 64 [8/9], août-septembre 2008).

Les désillusions du mois de mars

Le 1^{er} mars, Khomeini regagne Ghōm où il retrouve les pénates de la vieille maison du 61 *Koutcheh Yachtchāl* [Rue de la Glacière] qu'il avait quittée en 1964. Beaucoup s'attendent que, ayant « rempli sa mission », le prélat octogénaire se retire de la vie politique et qu'il reprenne ses enseignements théologiques. Ghōm, citadelle de l'intégrisme, aurait pu alors devenir le « Colombey-les-Deux-Églises de Khomeini », la retraite d'un arbitre politique à la carrure de titan, continuant, sans y prendre part, à projeter sur le jeu politique son spectre charismatique. Mais Khomeini n'entendait pas offrir « sa » victoire aux laïcs – ni à ceux qui se cachaient derrière eux¹.

En se retirant dans la ville sainte du chiisme, l'ayatollah n'a jamais eu l'intention d'abandonner la vie politique iranienne. Mehdi Bāzargān, celui sur lequel tout le monde s'était entendu pour assurer la transition, dont les Américains, va l'apprendre à ses dépens. Dès la mi-mars, Ghōm, où l'on a installé un télex, devient la vraie « capitale politique » de l'Iran islamique, tandis que le gouvernement civil de Téhéran, toujours inexistant, apparaît comme l'ombre du pouvoir théocratique des mollahs. Dans tous les domaines clés, l'équipe Bāzargān est coiffée par plusieurs instances qui relèvent toutes de Khomeini : le Comité central de l'Imam tout d'abord, une assemblée de mollahs qui occupent le Majless, puis le Conseil de la Révolution, dont les membres sont presque tous des ecclésiastiques.

D'emblée, ce dédoublement des institutions civiles par des juridictions religieuses perturbe sévèrement le travail de Bāzargān. Député, celui-ci confie à Kénizé Mourad que, en partant à Ghōm « pour ne pas me gêner », l'ayatollah a, en raison de son éloignement, considérablement « compliqué les choses ». Mais, candide, il ajoute : « Maintenant il n'y a plus de problèmes, car je vais là-bas tous les

jeudis pour le mettre au courant² » (sic).

Au départ, tous les « fossoyeurs » de la monarchie iranienne voyaient en l'ingénieur Bāzargān l'« honnête courtier » capable de liquider l'héritage des Pahlavi tout en respectant les intérêts de ses divers successeurs. Aux yeux des Occidentaux, qui ont favorisé sa nomination auprès de l'ayatollah, Bāzargān est un homme qui incarne la raison au sein d'un système théocratique auquel ils ne comprennent pas grand-chose. Il est donc leur interprète. Ils ont confiance en cet ancien élève de l'École centrale de Paris, premier directeur de la NIOC, qui, pendant les longs mois de la Révolution, a fait preuve d'une discrétion et d'une modération remarquables. Annonçant par exemple, fin novembre, qu'il était favorable à un Conseil de régence ou secourant, en janvier, Chapour Bakhtiar, en allant à Abadan exhorter les ouvriers à reprendre le travail. Pour les mossadéghistes et les laïcs, Bāzargān est l'un des leurs, le trait d'union entre « république » et « islamique », pieux mais fidèle aux idées du Dr Mossadegh, qu'il coucha dans sa tombe. Un progressiste capable d'insuffler de la modernité dans le khomeinisme comme lorsqu'il analysait, dans ses essais, le réformisme musulman en employant les formules de la science moderne.

Pour l'ayatollah Khomeini, sa principale qualité est avant tout d'être malléable et de ne présenter aucun obstacle majeur à la réalisation du projet théocratique. Aussi fait-il mine d'acquiescer à la requête de Bāzargān qui, en janvier, demande que le futur régime reçoive dans sa définition un attribut supplémentaire et que la République iranienne devienne une République islamique « et démocratique ». Mais, au-delà de quelques concessions formelles, l'imam n'a aucune intention de se laisser dicter sa politique par cette « créature » des libéraux et des Occidentaux. Tout en acceptant l'ajout de l'épithète « démocratique », le Guide du « chiisme politique » donne quelques explications sur ce que serait le nouveau régime de l'Iran : « Nous ne considérons et n'acceptons comme gouvernement islamique que le modèle de gouvernement de Mahomet pendant les dix années de Médine, ou les cinq années d'Ali³. »

Alors que l'ordre islamique s'instaure, l'ingénieur Bāzargān, sa caution laïque, devient un figurant, sorte de porte-parole dénué de tout pouvoir exécutif. Chacun sait qu'il ne donne pas les ordres et ne fait que les exécuter. Il n'a même pas été informé de la décision de

passer par les armes les quatre premières victimes de la Révolution islamique. Et depuis... Depuis, au rythme d'affronts incessants, ce respectable vieillard est devenu, aux yeux de tous, « la serpillière des excès du despote ». Malgré l'intelligence qu'on lui prête, son maître, l'ayatollah, pourrait dire de lui ce que Churchill avait dit d'Attlee, que c'est « un homme très modeste et qui a de très bonnes raisons de l'être ». Christian Delannoy confirme : « “Malade de religiosité”, il ne prend jamais de position ferme, se contentant de présenter sa démission à l'imam à chaque désaccord, en la reprenant aussitôt à chaque froncement de sourcils de l'imam⁴. » L'évidence s'impose : face à l'ogre de Ghōm, ce vieux dévot, qui se compare lui-même à « un couteau sans lame », ne fait pas le poids. Par ses innombrables « démissions », il devient la risée de la presse étrangère. Et c'est à qui dénoncera sa « pusillanimité ». Mortifié par son impuissance, il regrette de s'être embarqué dans cette galère et se répète que, dès le début, on lui a forcé la main...

Malgré les pénibles trajets des « Montoire hebdomadaires » auxquels on l'a astreint, ce Pétain iranien, dont le « fond de barbe » [*tahrich*] est devenu, en l'espace de deux mois, un bouc d'académicien soigneusement délimité, agit, non sans plaisir, les symboles du pouvoir encore imprégnés des splendeurs impériales. Au Golestān, tendant la main pour recevoir les lettres de créance d'un ambassadeur, on l'a vu tantôt esquisser un allègre et délicat rond de jambe. À défaut d'être d'ancien régime, il est de la vieille école. Autant dire qu'il jure déjà dans le décor.

*

Alors que Bāzargān, l'« homme du compromis », apparaît de plus en plus comme un simple exécutant des mollahs, la République islamique, excluant de partager le pouvoir, montre son vrai visage : celui d'un régime intransigeant, sanguinaire et sectaire.

En mars, la machine à exécution de la Révolution, lubrifiée par le sang des opposants, commence déjà à fonctionner à plein régime sans que l'ex-leader du Front national puisse rien y faire.

Le 8, interrogé à la télévision à propos des parodies de justice observées par les tribunaux islamiques, le ministre de la Justice, Assadollah Mobācheri⁵, un sinistre vieillard présentant une étonnante ressemblance avec la version cinématographique du Dr Frankenstein,

déclare, cynique : « Vous savez, c'est la Révolution... En France aussi on a coupé la tête d'André Chénier pour pas grand-chose. » Le 13 mars au matin, la radio annonce de nouvelles exécutions dont celles du général Nader Djahānbāni⁶ et de personnalités politiques civiles incluant Mahmoud Djafarian, l'ancien responsable de la propagande du Rastākhiz, Parviz Nik-Khā, dirigeant étudiant et ancien candidat au régicide⁷, et Dānechi, un mollah assermenté par la Cour à qui l'on a, au préalable, arraché son turban et sa djellaba pour mieux signifier son excommunication et la privation de sa « nationalité islamique ». Après une farce de procès sous le jugement de Sādegh Khalkhālī, le « juge qui pend », tous les membres de cette nouvelle « fournée » qui, au moment de mourir, présentent des visages amaigris et des barbes d'un mois sont exécutés à la prison-citadelle de Ghasr le matin du 13. En faisant fusiller pêle-mêle des individus dont le tort est d'avoir été associés à l'ancien régime, les tribunaux islamiques établissent, *de facto*, le délit idéologique en crime de lèse-majesté.

Le soir même, Bāzargān, réalisant qu'après une vie de combat contre le despotisme il est devenu son instrument complaisant, déclare, désarmé, que « ce qui se passe ici est une honte pour l'Iran ». Dans la ville, on aurait entendu proférer : « Mort à nous-mêmes qui avons crié "Mort au roi" ! » Dans le monde, quelques rares observateurs commencent à percevoir et à partager la désillusion des Iraniens. Envers Khomeini, explique un journaliste, les élites intellectuelles occidentales ont ressenti, quasi simultanément, une reconnaissance éternelle et une répulsion immédiate ! Déçus ceux qui, comme l'islamologue Jacques Berque, s'attendaient que Khomeini légitime « islamiquement » le capitalisme et le monde moderne, « comme l'Égyptien Abdou a fait jadis pour les assurances⁸ ». Déçues d'innombrables personnes, par ce retour aux origines, car les « autrefois radieux » ressemblent aux « lendemains qui chantent⁹ ».

Mais, surtout, l'« imamocratie » est dénoncée comme un non-sens, une aberration dangereuse, une « vérité » devenue folle. Le chiisme ne prêche-t-il pas la circonspection et le détachement vis-à-vis de toute autorité temporelle, de tout pouvoir ? Comment alors, se demandait, dès octobre 1978, A. P. Lentin, « ne se diviserait-il pas contre lui-même, s'il venait à assumer la responsabilité du pouvoir¹⁰ » ! L'évidence s'impose pourtant : les mollahs ignorent la nuance métaphysique pour prendre leurs décisions et diriger l'Iran... d'une

1. On l'avait bien vu, lorsque quelques jours plus tôt il avait envoyé au diable le pauvre Dr Chayegan, ancien ministre de la Culture du Dr Mossadegh. Celui-ci, rentré d'un exil de vingt ans aux États-Unis où il avait mené, dans les colonnes de l'organe du Front national, le *Bākhtar-e Emrouz*, un combat politique ininterrompu, avait eu l'outrecuidance de se coiffer d'un béret basque et de se déclarer candidat à la présidence de la République. Deux erreurs de tact que l'ayatollah ne pouvait pardonner.
2. *Le Nouvel Observateur*, 2 avril 1979.
3. *Le Monde*, 27 janvier 1979.
4. Christian Delannoy, *Khomeiny*, op. cit., p. 143.
5. Juriste associé au gouvernement Mossadegh, journaliste, poète et traducteur des œuvres de Goethe, Freud et Jaspers du français en persan, Assadollah Mobācheri (1909-1990) n'est resté à ce poste qu'un très court laps de temps.
6. Demi-russe, noble, blond, surnommé le « général aux yeux clairs », le *Sepahbod* (lieutenant général) Nader Djahānbāni (1928-1979) est considéré comme le père des forces aériennes iraniennes auxquelles il fait acquérir les avions de chasse F-4, F-5, F-14, des systèmes de radar avancés et des missiles air-air AIM-54 Phoenix. Méprisant, hautain, il n'a cessé de toiser, de braver ses juges. On prétend qu'un mollah lui ayant ordonné de laver les latrines de la prison de Ghasr, il lui aurait répondu qu'il avait besoin de sa barbe pour le faire...
7. Dirigeant de la Confédération des étudiants iraniens (CEI), l'un des principaux groupes d'opposition à la monarchie, Parviz Nik-Khā (1939-1979) avait en effet comploté contre la vie du roi. Arrêté et condamné – Jean-Paul Sartre avait protesté contre son exécution –, il avait finalement rallié le régime impérial. Devant son bourreau, il proclame, une dernière fois et de façon absolument gratuite, son athéisme : « Étrange destin que celui de Parviz Nik-Khā » (épilogue d'Éric Rouleau dans *Le Monde*).
8. Référence à Mohammed Abdou (1849-1905) qui fut, avec Djamal al-Din al-Afghani, l'un des grands penseurs et réformateurs de l'Égypte du début du xxe siècle.
9. Olivier Chevrillon, *Le Point*, 19 février 1979.
10. A. P. Lentin, *Peuples méditerranéens*, octobre-décembre 1978.

L'Empire éclate-t-il ?

À l'instar de l'Empire russe, construit, en remorque, derrière sa locomotive occidentale, l'Iran est un empire multiethnique enveloppé autour du noyau persan qui ne représente au plus que 50 % de la population iranienne¹. L'un des arguments principaux de ses partisans a toujours été que la monarchie est le seul ciment capable d'agglomérer le kaléidoscope ethnoculturel iranien. Sa fin signifierait, comme pour l'Autriche-Hongrie des Habsbourg, l'éclatement de ce vieil empire².

Dès les premiers jours de la Révolution, les présages des monarchistes menacent de devenir réalité. Les premières fissures apparaissent à la périphérie, sur ses marches où vivent des peuples alloènes qui, de surcroît, sont le plus souvent sunnites.

Le premier « fracas » sécessionniste vient du côté du Turkménistan iranien. Exclue du jeu politique des *komitehs*, et désespérant qu'aucune révolution métropolitaine les affranchisse jamais de leur ghetto, les Turcomans se soulèvent, le 11 mars, pour réclamer que *Bandar-Chah* devienne *Banda-Turkoman* et non pas *Bandar-Islam*, comme il en a été décidé par Ghōm. Mais c'est surtout leur demande d'autodétermination qui alarme les autorités islamiques et les convainc d'intervenir. En quinze jours, la révolte turcomane est écrasée dans le sang, à Gombad-é Kabous, au prix de dizaines de morts. Pendant la bataille de Gombad, Radio Achkabad, émettant à partir du territoire soviétique limitrophe, n'a cessé d'encourager les insurgés turkmènes. Bien que le porte-parole du gouvernement de l'ayatollah, Abbās Amir-Entezam, ait voulu minimiser l'affaire en déclarant que tout avait éclaté « à propos du prix d'un paquet de cigarettes », tout indique que l'URSS nourrit des visées irrédentistes très précises sur la steppe turcomane, au nom de la république soviétique du Turkménistan.

Simultanément, des rébellions similaires éclatent au Kurdistan, au

Khouzestān, au Baloutchistan, en Azerbaïdjan et dans d'autres provinces non perses. Début mars, on fait déjà état d'une série impressionnante de mouvements séparatistes : Union patriotique du Kurdistan (UPK) ; Parti démocratique de l'Azerbaïdjan (PDA) ; Front pour la libération du Baloutchistan (FLB) ; Front populaire pour la libération de l'Arabistan [Khouzestān] (FPLA). Les mollahs réalisent que ces mouvements séditieux, qui procèdent peut-être d'une seule dynamique, menacent de s'étendre à l'ensemble des régions périphériques. À Kermānchāh, un mollah réclame déjà la liberté pour *toutes* les minorités, « y compris les bahaïs ».

C'est cependant le Kurdistan iranien, où la rébellion est animée par le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI)³ du Dr Ghassemlou et par les marxistes-léninistes du Komala⁴, qui constitue le principal défi à la jeune et fragile République islamique⁵. Dès le départ, la suspicion s'installe entre les nouveaux dirigeants chiites de l'Iran et les Kurdes, majoritairement sunnites, auxquels les mollahs reprochent de n'avoir soutenu que trop « timidement » le renversement de la monarchie. Les dirigeants du Komala et ceux du PDKI se voient progressivement écartés des instances théocratiques mises en place à Téhéran et à Ghōm, tandis que les mollahs remettent en cause la légitimité des revendications nationalistes des Kurdes au sein de la nouvelle république. Leurs droits politiques et linguistiques ne sont, par exemple, pas pris en compte dans la Constitution qui est en cours d'élaboration⁶.

Symboliquement, le vieux leader kurde d'Irak, Moustafa Barzani, qui fut pendant de longues années le porte-étendard de l'alliance des Kurdes et du Chah, vient de mourir dans un hôpital de Georgetown, sous le nom de *Moustafa Irani* [Moustafa l'Iranien]. Ses héritiers voient la révolution qui secoue l'Iran comme une chance d'affaiblissement du pouvoir central de Téhéran. Toutes les conditions semblent donc réunies pour tenter d'obtenir plus de liberté pour le Kurdistan iranien⁷. Dès le départ du Chah, on voit fleurir des drapeaux tricolores kurdes avec leur emblématique soleil dans les villes kurdes de Mahābād, Pāveh et Sanandadj. En mars, les leaders du PDKI rendent public un plan en huit points pour créer les conditions d'une émancipation de la nation kurde.

La rébellion éclate à la mi-mars 1979. Le 19, prenant prétexte du refus d'un ayatollah local de leur fournir des cartouches, les habitants

de Sanandadj descendent dans la rue pour protester, affrontent les forces de l'ordre – incapables de les disperser – et finissent par occuper deux casernes de la gendarmerie⁸. L'agitation se propage ensuite à Divan Darreh, Saghez, Mahābād et à d'autres régions du Kurdistan. Au bout de trois jours de combat, les affrontements entre *Peshmergas* et forces gouvernementales font 100 morts et 300 blessés, mais n'empêchent pas les rebelles kurdes de s'emparer de toute une artillerie, incluant des chars de combat. Téhéran opte d'abord pour la négociation et envoie l'ayatollah Taleghāni sur place pour marchander la paix. « Les Kurdes avaient formulé trois revendications, dira fièrement Bani-Sadr, qui l'accompagnait, nous leur en avons accordé sept ! » Ces concessions ne suffisent cependant pas à apaiser les rébellions.

Dans un réflexe jacobin, les mollahs mettent de côté leur vision œcuménique et transnationale de l'islam pour recourir à la manière forte. Fin mars, Téhéran parvient à convaincre une centaine de commandos de l'ancienne Garde impériale de prendre part à l'écrasement du mouvement sécessionniste de Sanandadj⁹. C'est un Guernica kurde, qui fait une centaine de victimes. Après le raid iranien, des miliciens promènent, parmi la foule, des obus de mortier utilisés par l'armée iranienne avec une pancarte sur laquelle on lit : « Voici les cadeaux de Nōrouz offerts par le gouvernement révolutionnaire au peuple kurde. » Au passage d'un F-4 Phantom, les *Peshmergas* brandissent leurs armes en criant : « Kurdistan ou *Ghabrestan* ! » [Le Kurdistan ou le cimetière !] » Au cours du mois d'avril, les combats font des centaines de morts de part et d'autre.

Le 29 mars, les Kurdes annoncent qu'ils boycotteront le référendum que Téhéran organise sur l'adoption du nouveau régime islamique. Voyant la situation leur échapper, les autorités confient au Kurde Karim Sandjabi, alors ministre des Affaires étrangères, la mission de s'adresser, par voie de radio et de télévision, à ses frères de race « qui ont créé le premier État iranien », afin de les conjurer de voter pour la République islamique. Sandjabi achève son discours en marmonnant quelques mots de kurde et ne convainc, une nouvelle fois, personne. Le 21 avril, un nouveau foyer de crise éclate à Naghadeh où des affrontements entre Kurdes sunnites et Turcs chiites font, en moins de trois jours, un millier de morts.

Avec le prolongement de la rébellion de Sanandadj, les mollahs se

mettent à craindre que le Kurdistan ne devienne la base arrière d'un mouvement contre-révolutionnaire. On dit alors à Téhéran que, dans cette ville kurde, la statue du Chah a été replacée sur son socle et que l'on y joue l'hymne impérial. On se rappelle aussi que, en 1953 déjà, les Kurdes s'étaient montrés favorables au coup d'État du général Mohammad Fazlollah Zāhēdi – contre le Dr Mossadegh – et avaient contribué à son succès en massant plusieurs milliers de cavaliers à la lisière sud de leur territoire pour tenir en respect la puissante tribu des Ghachghais hostile à la Couronne.

Début mai, le gouvernement central est persuadé que certains généraux fidèles au roi – il est notamment question de Gholām Ali Oveissi et de Palisban¹⁰ – tournent autour du pays en allumant, sur leur chemin, le feu de la rébellion : « Le général Oveissi fait la ronde des frontières en suscitant, tantôt ici, tantôt là, des révoltes », déclare par exemple, le 8 mai, le ministre de l'Intérieur Sādegh Tabatabaei. Ne devrait-on pas considérer alors les Kurdes comme les Chouans d'une « Vendée iranienne¹¹ » ?

À la fin du printemps, suspectant l'Artech d'être de mèche avec ces conspirateurs monarchistes, le corps des Gardiens de la Révolution prend le contrôle des opérations et entreprend d'écraser, sans pitié, la rébellion kurde. Mais l'inexpérience des *Pasdarān* et leur méconnaissance du terrain montagneux du Kurdistan jouent en faveur des *Peshmargas* qui réussiront, à la mi-août, à tendre à la milice révolutionnaire une embuscade et à lui asséner une défaite cuisante dans la ville de Pāveh. Dans la foulée, d'autres villes comme Mahābād seront prises par les rebelles. Ce n'est que le début d'une longue et sale guerre.

Alors que les mollahs combattent la sécession kurde, ils sont également occupés à éteindre les foyers de crise au Turkménistan, au Khouzestān, au Baloutchistan et en Azerbaïdjan. Dans cette dernière province, la majorité turcophone des Azéris s'oppose, derrière le grand ayatollah Chariat-Madari, au concept de *velāyat-e faḡīh* et à son insertion dans la Constitution du nouveau régime. « Aux yeux de Khomeini et de ses partisans, écrit Steven R. Ward, les Azéris constituent une opposition plus sérieuse, bien que moins active, que les Kurdes parce que Chariat-Madari a le pouvoir de délégitimer la vision khomeinienne de la République islamique¹². » La crise éclate en décembre, à Tabriz, lorsque des manifestants azéris prennent le

contrôle du siège de la Radiotélévision, du bureau du gouverneur et de l'aéroport militaire. Après l'intervention des *Pasdaran* et de la 64^e division d'infanterie en janvier 1980, il faudra l'exécution des chefs rebelles, la dissolution des principaux partis politiques azéris et la mise en résidence surveillée de Chariat-Madari pour que le gouvernement central restaure un peu de son autorité sur cette province rebelle.

Dans un discours prononcé le 17 décembre 1979, l'ayatollah Khomeini déclare le concept de minorité ethnique contraire à la doctrine islamique et accuse ceux qui se dressent contre l'unification des pays musulmans sous la bannière du Coran¹³. Mais l'unité de l'Empire iranien est encore loin d'être sauvée.

1. Pour le reste, le pays est composé par des Azéris (20 %), des Turkmènes (5 %), des Kurdes (15 %), des Baloutches (5 %), des Lors (5 %), des Arabes (2 %), des Talyshes, des Ghachghais, des Gilaki, des Mazandérani, des Pachtounes, des Arméniens, des Juifs, des Assyriens, des Géorgiens, des Circassiens, des Tats et d'autres (1 %), etc.

2. Le Chah lui-même mettait souvent en garde ses sujets contre la proclamation d'une « république populaire de l'Iranestân » qui, selon lui, entraînerait à coup sûr une désagrégation de ce grand amalgame.

3. Membre consultatif de l'Internationale socialiste, le *Parti Dêmokirati Kurdistanî Êran* [en kurde] ou Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI) est un parti politique nationaliste kurde, fondé en 1945, qui milite pour la reconnaissance de l'identité et des droits des Kurdes au sein d'une entité fédérale iranienne.

4. Mouvement d'obédience marxiste-léniniste formé en 1969 pour lutter contre le régime monarchique, le *Komala-ye Shoreshgari-ye Zahmat Keshan-e Kordestan-e Iran* ou *Komala* [Comité des révolutionnaires du Kurdistan iranien] se mue, en 1979, en guérilla qui lutte contre le régime des mollahs.

5. Durant son exil, Khomeini croyait avoir raison des Kurdes avec un peu d'argent envoyé de Paris et quelques rimes : « *Chiye Sonni, fargh-nié, Emam-é ma Khomeynieh* » [« Chiites ou sunnites, pas de différence, Khomeini est notre imam »].

6. Ali-Réza Nourizadeh, « The tragedy of being Kurd in Iran », texte de l'allocution prononcée à l'Assemblée nationale française en hommage au Dr Sharafkandi, 27 avril 2004.

7. Les Kurdes s'étaient toujours vu offrir le même conseil, à Bakou en 1945, par les Soviétiques, puis par Nasser en 1959 : leur indépendance devrait passer par la démocratisation de l'Iran, de l'Irak ou de la Turquie.

8. La BBC rapporte des incidents similaires à Pâveh.

9. Pourtant, les officiers se montraient très réticents : « On nous appelle pour

aller combattre les Kurdes. Mais cela aussi c'est tuer des frères, ce qu'on nous a tellement reproché. »

10. On sait relativement peu de choses sur ce général aux allures de demi-mirage. Basé à Kermānchāh (Kurdistan), il doit son importance au fait d'être l'un des rares généraux encore libres (ni tués ni prisonniers) ou à ne pas s'être réfugiés hors des frontières. À l'automne, il avait soumis au Chah un plan d'action antirévolutionnaire et, désormais, c'est faute d'autres candidats que les espoirs des monarchistes se tournent vers lui. Au royaume des aveugles...

11. Les choses, cependant, sont moins simples qu'il y paraît. Le Chah n'est pas le seul à s'intéresser à cette question et les Kurdes sont loin de vouloir lier leur destin uniquement aux forces monarchiques. En juillet, le leader du PDKI, le Dr Ghassemlou, un ancien professeur à Vincennes, explique à Jean Lartéguy : « Nous autres Kurdes, nous avons la fâcheuse habitude de trop demander pour ne rien obtenir. Cette fois, nous voulons être raisonnables, demander peu pour obtenir beaucoup (il éclate de rire). Nous réclamons l'autonomie alors que nous sommes déjà indépendants » (*Paris-Match*, 27 juillet 1979).

12. Steven R. Ward, *The Immortals*, op. cit., p. 234.

13. Radio Téhéran, 17 décembre 1979.

Le référendum

Enfin Nōrouz ramène le soleil, blanc, pâle et lointain. Il ne réchauffe pas, mais le premier acte est terminé. Bāzargān lance un mot d'ordre : « Nettoyons nos rues. » Le référendum sur le nouveau régime qui, un mois plus tôt, avait été annoncé pour le 21 mars est finalement repoussé au 31¹.

Un différend est survenu quant à la définition précise du nouveau régime sur laquelle on va consulter la nation. Khomeini rechigne à admettre l'appellation « République islamique *et démocratique* » que souhaiteraient voir adopter le Premier ministre Bāzargān et l'ayatollah Chariat-Madari. « La République, s'écrie-t-il, prenant la foule à témoin, sera simplement islamique ! » Et il voue aux gémonies cet adjectif « *dômokrātik* » qu'il exècre du plus profond de son être. Du même avis que lui pour une fois, Bakhtiar remarque que « République islamique » et « démocratique » sont deux mots qui ne vont pas mieux ensemble que « la chèvre et le chou² ». Le nouveau régime s'intitulera donc *Djumhuriyé Eslāmiyé Irān*, que l'on peut traduire par « république islamique (d'abord) et (ensuite) d'Iran ».

Mais d'aucuns observent que, dans le cadre traditionaliste et religieux au sein duquel s'inscrit le concepteur du *vélāyat-é-fagih*, les notions de « référendum » – l'imam prononce « *Rōfērāndoum* » – et de « république » ne sont pas moins incongrues que celle de « démocratie ». Le philosophe Dariouch Shayegan fait remarquer : « La *république* est un concept laïc, l'islam est une religion. Chacun de ces deux termes renvoie à d'autres constellations d'idées, à d'autres harmoniques. Entre les deux, il y a les grandes failles de la modernité, d'immenses continents de la pensée qui ont dérivé les uns par rapport aux autres. Bref, il y a des changements de paradigme³. » Selon lui, cette démarche, fondamentalement incohérente, conduit le Guide à commettre deux erreurs : il ouvre la voie à une laïcisation du fait religieux, ce qui à terme menace, en le figeant sur le socle répressif de

l'institution républicaine, de désacraliser l'islam et de « porter un coup mortel à son capital symbolique⁴ ».

Ensuite et surtout, l'instauration d'une « république de droit divin », ineptie s'il en est, procède d'une acculturation qui ne tient aucun compte de l'histoire de la nation iranienne. Cette « théocratie républicaine » est édifiée sur des notions étrangères, qui plus est héritées de cet Occident que rejette l'ayatollah. Même le mot « *Djumhuriyé* » – du turc *Cumhuriyet*, qui signifie « rassemblement de masses » plutôt que « république », chose publique – est, dans l'*Encyclopédie de l'islam* à laquelle se réfère le Guide, une notion importée, qui n'est apparue au Moyen-Orient (en Anatolie) qu'à la fin du XVIII^e siècle, portée par le vent de la Révolution française de 1789. De sorte que, au lieu de profiter de la nouvelle vague qui le porte pour construire un système authentiquement révolutionnaire permettant d'effacer l'hérésie kémaliste des Pahlavi en restaurant, par exemple, le califat, Khomeini entérine plutôt l'initiative sacrilège de ses prédécesseurs en reprenant le concept exogène, moderne, laïc – voire simplement athée – qu'avait adopté Moustafa Kemal Atatürk, celui du *Cumhuriyeti* turc.

Faisant fi de ces considérations, l'ayatollah, qui avant même le dépouillement du scrutin proclame triomphalement sa « République islamique », se préoccupe surtout de se débarrasser de la monarchie plurimillénaire ou, selon ses propres mots, de jeter « le régime immonde aux poubelles de l'Histoire⁵ » ; ce régime que, faut-il le rappeler, les mollahs eux-mêmes ont mis en place, en 1926, en empêchant Réza Khan de proclamer la République⁶. Ce sont eux qui sacralisèrent la Loi fondamentale proclamant la nécessité du principe monarchique que Khomeini demande maintenant de bannir. Dans son autobiographie spirituelle (*Le Chemin de La Mecque*), Muhammad Asad, alias Leopold Weiss, le « Lawrence viennois », apporte sur ce point, en relatant ses souvenirs de Perse, un témoignage irrévocable. Comme en écho au mouvement kémaliste de Turquie, nous dit-il, l'idée d'une république avait surgi en Iran et Réza Khan s'apprêtait à lui donner corps, quand il se heurta à l'attachement à la monarchie dicté « par la crainte qu'avaient les Iraniens de perdre leur religion comme les Turcs avaient perdu la leur dans le sillage de la révolution d'Atatürk⁷ ». Dans le préambule de la Constitution de 1906, c'est le clergé qui fait inscrire sentencieusement que le principe monarchique

doit durer « jusqu'au retour du Mahdi », c'est-à-dire jusqu'à la fin des Temps. En prononçant sa révocation, le « Mahdi parisien » estime certainement que ce temps est arrivé.

En fait, Khomeini semble plutôt disposé à tirer tout le contre-profit de cette maxime de Muhammad Iqbal :

Méfie-toi du régime républicain
et prends pour guide un homme de mûre expérience
car les cerveaux de deux cents ânes
ne peuvent produire l'intelligence d'un être humain.

L'ayatollah a pris toutes les précautions nécessaires pour s'assurer d'un plébiscite écrasant. L'âge minimal de la participation a été fixé à seize ans, celui de la prière, celui aussi que conseille la muse de la Démagogie. Ressortant du triste panier aux accessoires de la politique iranienne un vieux truc datant du Rastākhiz, les mollahs ont fait savoir que les cartes d'identité des votants seraient tamponnées – elles le furent en effet –, tout en faisant planer un doute menaçant sur ce qu'il adviendrait des absentéistes⁹. Le seul vrai trouble-fête est Chapour Bakhtiar qui, juste avant le scrutin, réapparaît soudain pour adresser ses « vœux de Nōrouz aux Iraniens » au moyen d'une cassette adressée à l'AFP de Téhéran et accompagnée d'un mot écrit sur un papier à en-tête de l'hôtel Claridge de Londres. Dans un message d'une quinzaine de minutes, Bakhtiar demande à ses partisans de boycotter le référendum. Mais comme il n'y a pas eu de listes électorales, les abstentions, somme toute, importaient peu.

N'importe qui peut voter n'importe où, avec n'importe quoi, y compris le permis de conduire, ce qui permet aux assidus de voter plusieurs fois avec chacune de leurs pièces d'identité. Les ouvriers indiens d'une usine de papier peuvent ainsi voter en faisant oblitérer leurs fiches de paie, réalisant le rêve des musulmans allemands qui ont écrit aux autorités iraniennes pour réclamer le droit, eux aussi, de plébisciter la République islamique. Il n'y a pas non plus d'isoloirs et de nombreux votants, surtout les mollahs, brandissent fièrement au-dessus de leur tête le bulletin vert du « OUI », comme la coupe d'une victoire sportive, avant de l'introduire dans l'urne. On voit aussi des préposés des bureaux de vote aider les hésitants. Comme si tout cela ne suffisait pas, les bureaux de vote sont lourdement gardés par des

Pasdaran, des *komitehs* de quartier et autres milices révolutionnaires.

Dans ces conditions, il faut pas mal de cran aux adversaires du nouveau régime pour voter « NON ». Ces rares « héros » se recrutent d'ailleurs souvent parmi les femmes et les individus d'origine étrangère. C'est ainsi que la maîtresse autrichienne d'un grand entrepreneur recherché profite de sa nationalité, acquise par un mariage blanc, pour aller dire non à Khomeini. L'ayatollah qui alors, de toute façon, dispose encore d'au moins 60 % des cœurs et des consciences, reçoit en plus le soutien moite des lâches. Le legs historique du « *ketman* », c'est-à-dire la faculté accordée aux fidèles du culte chiite de cacher, en cas de nécessité, leur vraie foi pour sacrifier, en apparence, au rite du vainqueur, pèse encore lourdement sur la société iranienne. Au dernier moment, cédant aux instances de ses adversaires partisans de l'ancienne Constitution, laïcs ou marxistes, qui craignent d'être confondus, Khomeini les autorise à se dissocier en inscrivant sur le bulletin « NON » le genre de régime qu'ils souhaitent. Cette concession, destinée à montrer la magnanimité de l'imam, a en outre l'avantage de permettre un raffinement de cruauté mentale envers le Chah en révélant, lors du dépouillement, qu'un seul individu a voté pour lui.

Plébiscitée par 99 % des 20 millions de votants, la république islamique d'Iran est proclamée officiellement le 1^{er} avril 1979. L'ayatollah met au monde sa république de droit divin. C'est la fin d'une monarchie qui a duré plus de deux mille cinq cents ans, recouvrant 46 dynasties et 446 règnes...

Pénible détail : le 31 mars, à la prison de Ghasr, Amir-Abbās Hoveida, à la tête d'une partie des prisonniers politiques, glisse dans l'urne son bulletin pour la République islamique... une semaine avant de mourir.

1. Du coup, la République qui aurait pu être plébiscitée le jour de Nōrouz ne sera proclamée que celui des poissons d'avril. Les hirondelles ne font pas le printemps et les Iraniens commencent à se demander si les révolutionnaires font la démocratie.

2. Chapour Bakhtiar, *Ma fidélité*, *op. cit.*, p. 120.

3. Dariouch Shayegan, *Sous les ciels*, *op. cit.*, p. 168.

4. « En fait, écrit-il, en idéologisant la religion on la désacralise. Je crois que ce

qui s'est passé en Iran depuis a été vraiment un phénomène de laïcisation de la religion. La notion même de république islamique a porté un coup mortel au capital symbolique de l'islam » (*ibid.*, p. 164).

5. Paul Balta, *Le Conflit Irak-Iran : 1979-1989*, Institut français de polémologie, Centre d'études de l'Orient contemporain, Paris, La Documentation française, 1989, p. 22. Ici, Khomeini reprend – en l'ignorant ou en feignant de l'ignorer – une métaphore de Léon Trotski.

6. Ebrahim Safaï, *Zandegui*, *op. cit.*, p. 45.

7. Muhammad Asad, *Le Chemin de La Mecque*, Paris, Fayard, 1976.

8. Considéré comme l'un des poètes musulmans les plus influents du ^{xx}e siècle, critiqué par ses détracteurs (dont V. S. Naipaul) pour sa pensée réactionnaire, Muhammad Iqbal (1877-1938) est aussi vu comme le père spirituel du Pakistan. Certaines de ses œuvres – *Les Secrets du moi* (1915), *Les Mystères du non-moi* (1918), *Message de l'Orient* (1923), *Le Livre de l'éternité* (1932) – ont été traduites en persan.

9. Il devait y avoir malgré cela beaucoup d'abstentions, parmi les intellectuels de la capitale et chez les Kurdes notamment.

Trois balles pour le Sphinx

Le 6 août 1977, il avait dû abandonner la direction du gouvernement. Le 8 septembre 1978, il était chassé de la Cour. Le 8 novembre, dans la soirée, le général Rahimi-Laridjani le mettait aux arrêts et le conduisait à la prison de Djamchidié. Le 7 avril 1979 enfin, à 20 heures, le speaker de la télévision annonce, sans broncher, qu'« Amir-Abbās Hoveida a été passé par les armes ».

Le 13 février, soit deux jours après l'écroulement du régime, l'ancien Premier ministre du Chah a été transféré d'une « prison dorée » – sa mère et son médecin particulier étaient autorisés à le visiter – à l'antichambre de la mort. Exhibé comme une « prise de guerre », il est interrogé par l'*Hodjatoleslam* Sādegh Khalkhālī, le « juge-bourreau », devant les envoyés spéciaux de la presse étrangère. Au cours de cette première comparution destinée à tester les réactions de l'étranger, il lui est interdit d'allumer sa fameuse pipe – instrument de ses sortilèges d'antan – que, penaud, il repose devant lui sur la table. Mais cela ne l'empêche pas de dire bien haut – et là réside l'essentiel de son système de défense – qu'il ne se considère « ni plus ni moins coupable que n'importe quel Iranien » : seul « le système » est responsable¹. Le Dr Yazdi assure le chargé d'affaires de l'ambassade américaine, Charles Naas, grâce auquel il est en contact permanent avec le directeur de l'Iran Desk à Washington, Henry Precht, que la vie de l'ex-président du Conseil « n'est pas en danger² ».

Trois semaines plus tard, craignant un coup d'État monarchiste mais aussi que l'attention internationale portée à l'« affaire Hoveida » ne finisse par devenir nuisible, l'ayatollah Khomeini ordonne un procès expéditif. Cette fois-ci, l'audience a lieu à huis clos dans une petite salle à l'atmosphère confinée, devant une assemblée d'une quarantaine de mollahs et de Gardiens de la Révolution. Amir-Abbās Hoveida vient d'être réveillé et, comme il a pris des somnifères avant de s'endormir, il transpire abondamment. Depuis son arrestation, il a

perdu vingt kilos. On a du mal à le reconnaître. Ses proches ont été appelés pour apporter des vêtements propres. Il est vêtu d'un blouson, sans orchidée, sans pipe, mais la canne à la main. Avec philosophie et humour, il s'excuse de sa mise et demande seulement que sa mère ne soit pas informée...

Après l'énumération, qui dure trois quarts d'heure, de tous les crimes du régime Pahlavi, Khalkhālī fait la lecture des dix-sept charges qui ont été retenues contre Hoveida. On l'accuse notamment d'avoir « déclaré la guerre à Dieu » et d'être « un espion de l'Occident ». On lui reproche aussi d'avoir participé au rétablissement des capitulations proaméricaines adoptées en 1964, un « dada » de l'imam³. Hoveida répond qu'il ne peut être responsable de « tout » ; que, par exemple, lorsque des troupes impériales furent envoyées combattre au Dhofar en 1973, il ne l'a appris qu'un mois plus tard. À l'accusation d'être une « marionnette des Américains », il répond malicieusement : « S'ils étaient réellement mes maîtres, pensez-vous que je serais ici⁴ ? » Hoveida dit aussi que « la vie d'un individu ne compte pas devant celle d'une nation ». Mais à juger du ton et de la nature des échanges, l'accusé craint que l'audience ne soit qu'une simple formalité.

Le lendemain après-midi, la presse annonce qu'Hoveida a été condamné à mort. Pour la première fois cependant, l'exécution de la sentence est repoussée. Pour ses amis, c'est une raison d'espérer. On croit savoir que « l'homme à la pipe » a réussi à faire parvenir à l'étranger des notes rédigées en prison, une véritable arme de dissuasion. Les uns et les autres trouvent Hoveida trop inoffensif, trop malin, ou tout simplement trop célèbre pour subir le sort commun des acteurs de l'ancien régime.

Hors d'Iran, sa situation suscite une grande émotion. Des gouvernements, comme celui de la Suède, mais aussi des personnalités interviennent pour plaider sa cause. À l'instar de son oncle, le prince Sadruddine, l'Agha Khan demande clémence pour un homme auquel il est lié par la nationalité, la parenté et l'amitié⁵. Le 18 mars, on apprend à Téhéran que le Français Edgar Faure, ancien président du Conseil, a demandé à prendre personnellement en charge la défense de l'accusé et que pas moins de six anciens Premiers ministres français sont intervenus auprès des autorités islamiques pour que l'ex-président du Conseil iranien soit jugé avec équité et, si possible, gracié. Déjà, en octobre, quinze personnalités politiques françaises, à la tête desquelles

figuraient les « barons du gaullisme⁶ », avaient signé une pétition en faveur de celui qu'on venait alors d'arrêter et fondé sur-le-champ une Association des amis d'Amir-Abbās Hoveida.

Quatre jours avant la date fixée pour l'exécution, le 31 mars, Christine Ockrent a obtenu, grâce à ses relations avec Sādegh Ghotbzādeh, l'autorisation d'interviewer Hoveida dans sa cellule de la citadelle-prison de Ghasr, pour le compte de la télévision française⁷. Ce dernier apparaît à des millions de téléspectateurs, recroquevillé sur un grabat, réduit, dira-t-on, « à cette épouvante sans voix, arraché à son monde mental, et n'attendant plus, de l'obscur humain, que l'épouvante finale⁸ ». Hoveida est coiffé d'une casquette de bateleur en velours sombre, d'un petit chandail beige et porte aux pieds des chaussettes comme on en distribue parfois sur les vols long-courriers : « À côté de lui, racontera sa visiteuse, en piles, bien rangés, des livres, presque tous en français : le *Talleyrand* d'Orieux, *L'Esprit, cet inconnu*, de Jean Charon ; tout près de lui, un *Quid* ⁷⁹ et un Coran dont dépassent des signets de papier, un tube de Mogadon, un flacon de cortisone, un after-shave et, incongru, contre le mur, un superbe attaché-case de cuir bordeaux à clés griffées. » Le prisonnier est apparemment heureux de pouvoir rétablir un instant, fût-ce par médias interposés, un contact avec un pays qu'il aime tant. Mais l'interrogatoire sera à sens unique.

S'installant dans le rôle du procureur, la journaliste formée à CBS débute par une question cinglante : « Saviez-vous quel genre de torture était pratiqué dans vos prisons ? » Hoveida, surpris, plaide l'ignorance. Christine Ockrent ne lui laisse aucune chance de se dérober : « Comment le Premier ministre pouvait-il ne pas être au courant de ce qui se passait ? » Hoveida tente de faire valoir qu'il s'agissait d'un domaine réservé au roi. Saisissant la perche, la journaliste demande sur un ton plus complaisant : « Pourquoi pensez-vous que le Chah a ordonné votre arrestation ? » Dans les cordes, Hoveida répond : « Vous devriez le lui demander. » Ockrent revient à la charge : « Mais c'est bien le Chah qui vous a fait arrêter ? Vous considérez-vous comme une victime de l'ancien régime ? » Harcelé et amer, Hoveida finit par balbutier : « Je pense que je suis devenu un bouc émissaire », avant de se replier sur lui-même⁹.

Christine Ockrent : « Monsieur Hoveida, avez-vous quelque chose à dire ? » Hoveida : « ... » Ockrent : « Vous n'avez rien à dire ? »

Hoveida : « Un bouc émissaire doit se taire¹⁰ ! »

Comme s'il y avait davantage à espérer de ses geôliers que de la journaliste de FR3, Hoveida se tourne vers le procureur islamique qui l'accompagne dans sa cellule pour s'enquérir en persan : « Dites-moi, l'audience de l'autre nuit, c'était le début de mon procès, oui ou non ? »

Dans la soirée du 6 avril, l'ancien dignitaire comparaît de nouveau devant Sâdegh Khalkhālī et son coprocurateur, l'*Hodjatoleslam* Hādi Ghaffari¹¹. Ces deux-là lui signifient sa mise à mort imminente. Tard dans la nuit, Férechte Encha¹² reçoit un coup de fil de la prison de Ghasr. La voix à l'autre bout du fil annonce : « Il est inutile de lui apporter d'autres vêtements. Il a été exécuté il y a quelques minutes¹³. » Vers minuit, un autre appel informe les proches du prisonnier que son corps a été transporté dans le cabinet du coroner. Le rapport du médecin légiste, le Dr Garman, qui fait état de nombreuses contusions ainsi que de trois impacts de balles de revolver de calibre 35, laisse entendre qu'Hoveida a été abattu avant d'être transporté devant le peloton d'exécution. Au sortir du tribunal, le futur député au Majless islamique Hādi Ghaffari lui a tiré deux fois dans la nuque, à bout portant. Une décharge supplémentaire a été nécessaire pour l'achever alors qu'il agonisait, suppliant, sur le sol. Rayonnant de satisfaction, Khalkhālī racontera fièrement à Vidiadhar Naipaul qu'il conserve jalousement l'arme avec laquelle a été abattu le « serviteur du tyran ». Trois balles auront donc été nécessaires pour assassiner le Sphinx persan.

Le Dr Garman réussit à faire mettre la dépouille d'Hoveida à l'abri pour qu'elle ne tombe pas entre les mains de la foule déchaînée qui, à l'annonce de la nouvelle, assiège le pénitencier de Ghasr. Cependant, l'accès de Béhesht-é Zahrā, le grand cimetière moderne que, dix ans plus tôt, il avait fait bâtir, lui est interdit¹⁴. Il est enterré sous une fausse identité. Sur son cercueil, une main superstitieuse a tout de même jeté trois pièces d'un toman¹⁵... À la morgue, un bourreau a posé avec sa mitraillette devant le cadavre qu'il contemplait, hilare. Hoveida a fait rire une dernière fois... Tandis que les Fédāyin du Peuple saluent le martyr de l'ex-Premier ministre du Chah comme un « acte révolutionnaire », la très vieille mère du défunt, à laquelle on a dit que son fils était parti pour l'étranger, s'écrie : « C'est un jour de fête, je vais mettre ma robe rose ! » Par la suite, malgré les efforts de

ses proches pour lui faire croire que son fils est encore vivant – des colis sont régulièrement envoyés d'Europe –, la pauvre femme se murera dans une longue et silencieuse agonie.

Pour éviter de devenir un « second Hoveida », Mehdi Bāzargān aurait dû démissionner. Prisonnier, comme son prédécesseur, du « système » qu'il sert, il a comme lui préféré composer. L'indignation suscitée dans le monde lui permet d'obtenir du Tribunal islamique la grâce d'un obscur Savaki et la libération de « seize personnalités » parfaitement anonymes. Mais ce n'est que partie remise.

Alors qu'en Iran la foule exulte, au-dehors une vague d'indignation déferle sur l'Europe et surtout en France, où la presse clame que « les records de la SAVAK sont battus ». Le lendemain de l'exécution d'Hoveida, paraît dans *Le Figaro* un éditorial intitulé « Du sang sur les mains ». Françoise Giroud écrit : « Honte ! Honte sur nous. Honte sur la France [...] ». Le crime est sur nous. Sur le gouvernement français dont on ne sait pas s'il a été plus neutre que nul, plus nul que pleutre dans cette affaire¹⁶. » Marianne se sent bernée. Horrifiée, elle s'aperçoit que celui qu'elle a réchauffé sur son sein n'était qu'un sombre et féroce vampire. Jean d'Ormesson bondit sur sa meilleure plume pour condamner l'« assassinat » d'Hoveida, perpétré par le « curé sanglant de Gom [Ghōm] ». Et il ajoute : « J'ai longtemps pensé que le fascisme était la pire des abjections. Je commence à me demander si ceux qui se réclament de l'amour de Dieu ou de l'amour de l'Humanité pour agir comme des fascistes ne méritent pas, en fin de compte, un supplément de mépris. » Invoquant Voltaire contre Allah, Louis Pauwels déclare que celui qui vient d'être exécuté par ses bourreaux fanatiques mettait les Lumières au-dessus du Coran et que, soudain, il a été heurté par « la foi au front de bœuf ». Le scandale éclabousse aussi Christine Ockrent, témoin équivoque des derniers instants du supplicié. Au nom de la profession, Max Clos condamne le « monstrueux » interrogatoire d'une « tricoteuse ». Pierre Salinger, l'agent publicitaire des démocrates américains sur le continent européen, vient alors à la rescousse de la journaliste pour expliquer qu'elle ne voulait pas nuire à Hoveida, mais à Mohammad Réza Pahlavi : « L'interview nous rappelle un fait essentiel, explique-t-il : ce n'est pas l'ayatollah Khomeini qui avait jeté M. Hoveida en prison, mais son meilleur ami, le Chah. »

On a souvent dit que l'empereur avait sacrifié son ministre, comme

l'« Ugolin de Dante, dévorant ses sujets pour leur garder un roi¹⁷ ». Déjà, Saadi prévenait qu'« il ne faut pas compter sur l'amitié d'un monarque, ni sur la voix d'un enfant, parce que l'une change au plus léger soupçon, l'autre en l'espace d'une nuit¹⁸ ». La réalité est un peu plus compliquée. Mohammad Réza ne sera disculpé que grâce aux souvenirs du correspondant du *Figaro*, Thierry Desjardins : « À deux reprises, témoigne ce dernier, le Chah a voulu faire partir son fidèle serviteur, “même s'il en avait fait un bouc émissaire”. Le soir du 7 novembre, il lui dit : “Partez tout de suite pour l'étranger. J'ai besoin de vous une fois encore. Mais il ne faut pas que vous soyez ici¹⁹.” » À la manière de Socrate, Hoveida refuse : « Faites-moi arrêter, si vous croyez que c'est nécessaire, mais ne me demandez pas de fuir comme un lâche. » Deux mois plus tard, le 15 janvier, la veille de son départ, le Chah, atterré par la « trahison » de Jimmy Carter, envoie un général rendre visite à Hoveida dans sa prison pour lui porter un dernier message : le souverain, qui s'en va sans savoir ce qui se passera ensuite, propose à l'ancien ministre de l'emmener discrètement avec lui. Celui-ci refuse encore : « Dites à Sa Majesté qu'elle trahit maintenant sa mission. »

Un mois plus tard et cinq mois avant d'être exécuté, Hoveida a eu une ultime chance de quitter l'Iran.

Le 11 février, journée froide et neigeuse, c'est l'émeute. La foule attaque les casernes et les arsenaux que l'armée déserte avant de se disperser. Gardé à la « *guest-house* » de la SAVAK à Shian, dans la banlieue est de Téhéran, Hoveida est abandonné par ses gardiens qui, en partant, laissent les portes ouvertes. Il se retrouve seul, libre : il pourrait fuir, quitter l'Iran. D'autres, comme Madjidi ou Homāyoun, en ont profité pour « mettre les voiles » et sont parvenus à gagner l'étranger. Il décide de téléphoner à Férechti Encha-Razavi. Autour de lui la population devient menaçante, il voudrait se mettre à l'abri²⁰. À son tour, Encha-Razavi téléphone à Dariouch Forouhar, l'un des leaders historiques du Front national, qui propose à Hoveida de se réfugier chez lui où il lui offre, comme il est de coutume en Iran, thé et gâteaux secs. Là, son hôte convainc le fugitif d'appeler le QG de Khomeini. Le numéro est composé : « Je suis Amir-Abbās Hoveida. Je suis en face de la prison. Je ne veux pas fuir. Mais je ne veux pas non plus tomber entre les mains de cette foule déchaînée. Envoyez quelqu'un de vos hommes pour me garder²¹. » Au bout d'une heure,

quelques *Pasdaran* et deux mollahs passent le cueillir chez Forouhar. Hoveida se constitue prisonnier.

Hoveida n'a pas voulu fuir son destin. En partie parce que ce féroce d'histoire savait par cœur ce que devait être l'attitude face à la déchéance des grands hommes d'État. Moitié aussi parce qu'il avait la certitude d'avoir la conscience tranquille et qu'en tous les cas il se croyait du côté du peuple avec lequel il partageait, quoique dans son for intérieur, l'horreur de la dictature. Confiant dans son talent, il entendait s'expliquer, se défendre. Et il aurait sans doute pu le faire devant toute autre juridiction que celle de l'*Hodjatoleslam* Khalkhālī, ce Fouquier-Tinville iranien, selon lequel l'accusé est présumé coupable si ses crimes « paraissent évidents » avant même de comparaître. Il espérait une tribune. Ce n'était que l'échafaud.

Quelques instants avant de mourir, dans son ultime défense, il dira : « Je n'étais pas vraiment Premier ministre mais plutôt un coordinateur... Je demande pardon à tous les jeunes qui ont été torturés. » En définitive, Hoveida a été victime de ses vieilles croyances marxistes d'étudiant de l'université libre de Bruxelles. Pour lui, les fins primaient les moyens. Sa conscience mise en veilleuse, il avait choisi de faire aveuglément confiance à la Révolution blanche et de croire qu'elle pourrait sortir son pays du Moyen Âge et de l'obscurantisme²².

Jusqu'au bout, Hoveida n'a pas compris, ou a refusé de comprendre, qu'il allait mourir. Lorsqu'on lui demande quelle est sa dernière volonté, il souhaite qu'on lui envoie dans sa cellule les derniers livres parus²³. Il a même la naïveté de solliciter un délai de quelques mois afin d'écrire ses Mémoires²⁴. Or, expliquera Édouard Sablier, son vieil ami, c'est justement parce qu'il en savait trop qu'on l'a supprimé²⁵.

1. On prétendra aussi que, lors de son procès, Hoveida aurait dit qu'il fallait le juger entre deux autres chaises sur lesquelles auraient pris place le Chah et la reine Farah...

2. Abbās Milani, *The Persian Sphinx*, op. cit., p. 334.

3. Hoveida avait été ministre dans le gouvernement d'Hassan-Ali Mansour qui, en 1964, avait dispensé les conseillers militaires américains de comparaître devant la justice iranienne. L'adoption de cette immunité juridique aux *advisers* américains avait provoqué les émeutes de juin 1964, au cours desquelles s'était

fait connaître un certain Khomeini.

4. Abbās Milani, *The Persian Sphinx*, op. cit., p. 335.

5. De nationalité suisse, française et iranienne, et fils de l'Agha Khan III, le prince Sadruddine (1933-2003) a été haut-commissaire des Nations unies pour les Réfugiés de 1965 à 1977. Hoveida avait été son collaborateur au HCR avant d'assumer les responsabilités que l'on connaît auprès de Mohammad Réza Chah.

6. Michel Debré, Jacques Chaban-Delmas, Olivier Guichard, etc.

7. M^e Lahidji, de la Ligue des droits de l'homme, raconte à Christian Delannoy que c'est par son entremise que Christine Ockrent a pu aller visiter Hoveida en prison.

8. Louis Pauwels, *Le Figaro-Magazine*, 13 avril 1979.

9. Daniel Clairvaux, « Une interview controversée », *Le Nouvel Observateur*, 17 janvier 2011.

10. Abbās Milani, *The Persian Sphinx*, op. cit., pp. 31-35.

11. Surnommé le « mollah-mitrailleuse » en raison de son implication personnelle dans l'exécution sommaire de soixante des anciens partisans du Chah, l'*Hodjatoleslam* Hādi Ghaffari deviendra membre du Conseil central des forces de l'Assemblée de l'Imam et l'un des responsables du Hezbollah iranien (Baqer Moin, *Khomeini*, op. cit., p. 211).

12. Cousine d'Hoveida, qui s'occupera courageusement de lui durant les derniers mois de sa vie.

13. Abbas Milani, *The Persian Sphinx*, op. cit., p. 341.

14. Toutes les autres grandes figures du régime impérial, une fois passées par les armes, ont trouvé une place dans les cimetières iraniens. Sans doute faut-il voir dans cet ostracisme morbide la preuve que, pour les mollahs, Hoveida était un renégat, fils de bahaï et soupçonné de l'être lui aussi. Comme la sienne, la dépouille du général Pākравān, chrétien, trouve porte close parce que, écrit Parviz Sābeti, « il n'était pas circoncis ».

15. Ces quelques pièces sont destinées à faire réciter la prière des morts des musulmans, la *chahida*.

16. Françoise Giroud, « Du sang sur les mains », *Journal du Dimanche/Le Figaro*, 8 avril 1979.

17. Édouard Sablier, *Le Point*, 16 avril 1979.

18. Grand mystique et poète persan de la période médiévale, dont le *Golestān* est l'œuvre maîtresse.

19. Aslan Afshār, *Les Mémoires*, op. cit., p. 288.

20. Parviz Radji, *In the Service*, op. cit., pp. 325-326.

21. *Le Figaro*, fin avril 1979.

22. Inconsolable, le frère d'Amir-Abbās, Fereidoun Hoveida, exprime sa douleur mais aussi sa colère dans un premier livre (*La Chute du Chah*) et, quatre ans plus tard, retrempe sa plume dans l'encrier pour écrire des Mémoires nostalgiques (*Les Nuits féodales : tribulations d'un Persan au Moyen Âge*, Paris, Scarabée & Co-A. M. Métaillé, 1983, 284 pages). En 1984, il publie encore *Le Glaive de l'islam*

(Paris, Denoël, 440 pages).

23. Hoveida était un intellectuel pur sucre, un lecteur boulimique. « Monsieur Turgot et moi, disait Malesherbes, nous étions passionnés pour le bien. Pourtant, ne connaissant les hommes que par les livres, nous avons très mal administré. Par nos idées, nous avons, sans le vouloir, contribué à la Révolution. »

24. « Si on m'en donne le temps, répète-t-il jusqu'à la fin, j'écirai un livre dans lequel de nombreux points ambigus pourraient être clarifiés... J'ai certainement les documents qu'il faut pour cela » (Abbās Milani, *The Persian Sphinx*, op. cit., p. 336).

25. Trop, notamment, sur l'affairisme de Bāzargān, sur Sādegh Ghotbzādeh, l'éminence grise de Khomeini ; sur Ebrahim Yazdi, l'agent trouble, le pharmacien au passeport américain (Édouard Sablier, *Le Point*, 16 avril 1979).

L'inquisition islamiste

L'Iran que l'ayatollah affuble d'un « tchador constitutionnel » n'est pas encore tout à fait démaquillé du lustre impérial. Mais le temps de la pénitence et des châtiments est venu. « Toi, Perse, je te nomme prison », écrivait l'auteur Serge Rezvani¹ du temps du Chah et de la SAVAK. La situation s'est-elle améliorée maintenant que l'ayatollah et ses mollahs ont pris les rênes du pays ? En aucune façon. « C'est la Révolution des cimetières », s'écrit Andreï Amalrik. En avril, le feu de la géhenne islamiste brûle à plein régime.

« Il n'est pas besoin de juger les criminels, il faut les exterminer », s'écrit, fort de son plébiscite, Khomeini le 1^{er} avril, le jour du référendum sur l'établissement de la République islamique. L'ayatollah ajoute : « Tous ces propos au sujet des droits de l'homme sont des marques d'acculturation. » Dès le lendemain, de nouvelles rafles et de multiples arrestations sont ordonnées, dont celle du professeur Pouyan², ancien ministre, du mollah Mohadjerani, l'« aumônier de la Révolution blanche », et de Mohsen Fouroughi, le « ministre-archéologue ». À côté de ces figures d'ancien régime sont emmenés un chanteur de charme et un tailleur, sans qu'on sache très bien ce qui leur est reproché. Cette nouvelle vague de terreur porte en elle la mort d'Hoveida, mais elle en annonce bien d'autres.

Une semaine après l'exécution de l'ex-Premier ministre du Chah, Mehdi Bāzargān, oubliant qu'il avait autrefois présidé la Ligue iranienne des droits de l'homme, déclare à un journal allemand qu'« on n'allait tout de même pas le décorer ! ». Devenu, comme son prédécesseur, la courroie de transmission d'un système qui le dépasse, il ajoute qu'il y aura encore des exécutions sommaires « pendant un an ». Pour les nouveaux maîtres de l'Iran, c'est une nécessité impérieuse : « *Il le faut*, explique le nouvel ambassadeur d'Iran à Moscou, Mohammad Mokri, on chasse bien, trente-quatre ans après, les criminels nazis. » Comme sous la Terreur de 1792, la République

islamique, s'estimant en danger, décide de mettre en accusation tous « les ennemis de la Révolution et les suspects », définition vague qui frappe pêle-mêle toutes sortes d'individus associés, de près ou de loin, à la monarchie des Pahlavi. Les exécutions ordonnées par les tribunaux révolutionnaires s'enchaînent. Juste après la dernière fournée, on apprend, le 11 avril, que treize nouvelles personnalités politiques de l'ancien régime vont être passées par les armes, parmi lesquelles : Abbās-Ali Khalatbari, ex-ministre des Affaires étrangères³, le général Pākравān, ancien chef de la sécurité et ancien ambassadeur à Paris, les deux présidents du Majless, Rohani, bahāi d'origine modeste et ancien ministre de l'Agriculture, l'électrificateur de l'Iran et l'introducteur de l'agro-business ; Nikpay, l'ancien maire de la capitale.

Cette fois, Bāzargān, dans le cadre d'un entretien télévisé, se tait, se contentant de raconter des « histoires de Mollah Nassreddine⁴ », en se curant les ongles. Ces exécutions de personnages, souvent âgés, retirés des affaires et donc inoffensifs, conduit la Révolution islamique à innover et à violer un tabou ancestral : en tuant des vieillards, on souille de sang « le poil blanc », au mépris des plus anciennes traditions nationales qui confèrent aux chevelures et aux barbes blanches des vertus sacrées⁵.

Le général Pākравān passait aux yeux de tous, y compris à ceux des pires adversaires du Chah, pour un militaire singulièrement sensible, cultivé, pétri d'humanisme, qui avait eu, en outre, le mérite d'avoir tenté de purger la SAVAK de ses bourreaux avant que l'institution ne passe, en 1965, entre les mains de Nematollah Nassiri. Tout au long du processus révolutionnaire, le général adopte une attitude chevaleresque. En janvier, gravement malade, il avait demandé au Chah la permission de se rendre en Europe pour y être soigné. Ayant donné sa parole de soldat, il était rentré, bien que le roi soit, lui, déjà sur le point de partir. Le jour de l'attaque du Palais, son sang n'avait fait qu'un tour et il s'était précipité sur les lieux. On l'avait vu revenir brisé. Il s'était alors écroulé, s'était couché et avait gardé le lit deux jours. Sans doute s'était-il repassé les souvenirs de sa carrière à la tête de la SAVAK et son intervention auprès du Chah en 1963 pour faire commuer la peine de mort de Khomeini en exil. Cette intervention ne lui avait valu cependant aucune clémence de la part de l'āyatollah. Lors de son arrestation, il s'était rendu avec tant de dignité

qu'instinctivement l'un des jeunes guérilleros venus le chercher lui avait ouvert la portière de la voiture⁶.

Considérant que sa vie intègre et sa carrière exemplaire le mettaient au-dessus de tout soupçon, Abbās-Ali Khalatbari, homme doux, effacé et poli, avait, comme Pākравān, refusé de quitter l'Iran pendant la période prérévolutionnaire. Mais la justice islamiste ne fait pas dans la dentelle. Avant de l'envoyer à l'échafaud, la cour révolutionnaire a « obtenu » de l'accusé une déclaration écrite affirmant que le Chah déchu avait « personnellement » tué « beaucoup de gens⁷ ». Le lendemain de sa mort, le *Djumhuriyé Eslami*, l'organe officiel du Parti républicain islamique, publie une photo de la dépouille du « traître », le visage tuméfié, le corps dénudé portant sur le torse les chefs d'accusation, photo accompagnée d'un cliché de la centrale de Bouchehr dont il avait signé le contrat de construction avec l'entreprise allemande Kraftwerk Union AG, filiale de Siemens AG⁸. Étant donné la réputation sans tache de ce nouveau « martyr de la Révolution », les islamistes prétendront que ce Khalatbari-là n'était pas celui qu'ils cherchaient. L'ancien ministre des Affaires étrangères du Chah est donc peut-être mort « par erreur ».

Tous ces hommes sont condamnés à mort au terme de procès bâclés au cours desquels ils n'ont pas la possibilité d'être défendus. Les principaux chefs d'accusation retenus contre eux sont d'avoir cédé à la « corruption terrestre » [*mofsed-ol flarz*] et d'avoir fait « la guerre à Dieu ». Leurs biens sont saisis, leurs demeures pillées, occupées, leurs familles et leurs proches persécutés. Témoignant de la haine dogmatique qui la motive, la justice islamiste fait, sans discernement, les mêmes griefs démentiels et impose la même peine capitale aux plus petits des « collaborateurs » du régime monarchique. On raconte qu'accusé lui aussi d'avoir fait « la guerre à Dieu », un simple soldat de l'armée impériale s'est écrié : « Moi, je voulais tirer sur la foule, mais c'est le capitaine qui m'a ordonné de tirer vers le Ciel ! » Ces petits, ces sans-grade seront également légion à périr sous la faux des mollahs.

Au début, les gens approuvent, dans leur ensemble, cette justice expéditive qui châtie « les méchants », les « Tāghoutis », les « maudits », cette justice qui « venge » les frustrations qu'ils ont eu à endurer sous le règne de Mohammad Réza Chah. Les Iraniens cautionnent cette justice qui, même si elle est arbitraire, ne s'en prend

alors qu'aux dignitaires de l'ancien régime et ne frappe pas encore à leur porte. Les seuls à s'émouvoir sont peut-être ceux qui l'exécutent, ces étranges bourreaux qui portent une cagoule, que les responsables des tribunaux sacrés isolent et droguent pour les empêcher de défaillir devant leurs cibles pitoyables, ces vieillards martyrisés sur lesquels ils doivent décharger leurs kalachnikovs.

Mais, petit à petit, les Iraniens sont touchés, affligés de constater que l'autoritarisme du Chah a laissé la place à l'arbitraire le plus impitoyable. Photocopiée, la dernière lettre du général Fathi-Amine circule. Adressée à son épouse, ce document émeut les plus sensibles, les femmes surtout : « J'ai confié ma montre à Untel pour qu'il te la remette. Dis à notre fils que je n'ai commis aucun des crimes dont on m'a accusé. Que je crois en Dieu. Qu'il n'a pas à rougir de son père. » Avec lui sont exécutés, le 8 mai, Gholām Réza Kianpour, ancien ministre de la Justice, Mohammad Réza Ameli Tehrani, intellectuel nationaliste et ancien ministre de l'Information, Djavād Saiid, médecin et dernier président du Majless, ainsi que dix-sept autres codétenus.

Déjà, certains musulmans étrangers s'indignent de la sauvagerie de cette répression qui, à leurs yeux, défigure l'islam. La voix du grand ayatollah Ali al-Husayni al-Sistani, théologien influent dans tout le monde chiite et mardja⁹ d'Irak d'origine iranienne, s'élève pour rappeler à ses coreligionnaires que le prophète Ali, assassiné par un coup de dague en sortant de la mosquée de Koufa, « pardonna à ses agresseurs ».

Ailleurs dans le monde, le vicaire de Ghōm s'est taillé une réputation prometteuse de leader brutal et sans pitié. Une caricature, parue dans un journal américain, représente la Camarde comparant le tranchant de sa faux avec celle du brillant amateur Khomeini, qui s'écrie : « Les droits de l'homme... quel genre d'animal est-ce¹⁰ ? »

Comme toujours dans les temps révolutionnaires, certains émules dépassent le maître.

Le véritable justicier en chef des tribunaux divins est l'*Hodjatoleslam* Khalkhālī, l'une des plus sinistres figures de la Révolution¹¹. Le Freisler iranien, pour qui « le croyant ne doit pas s'embarrasser de formalités », condamne à tour de bras et s'occupe personnellement de l'interrogatoire des accusés avant de les envoyer à la potence. Ce personnage démoniaque, qui a le cynisme de lire son journal pendant les procès et qui se flatte d'avoir ordonné à Hoveida

de laver les toilettes de la prison avant de le faire abattre, est déjà tristement célèbre pour la violence, la démente (il aurait passé plusieurs mois dans un asile d'aliénés) de ses propos et de ses actes. Le 21 septembre 1992, Sādegh Khalkhālī divulguera fièrement son tableau de chasse : les noms des 85 condamnés à mort dont il dit s'être « personnellement » occupé¹². Sous la baguette de ce sinistre chef d'orchestre, la justice islamiste devient une commodité sommaire, assujettie au principe de « culpabilité évidente ». En octobre 1979, après un bref et très léger fléchissement, le nombre des exécutions repart à la hausse et s'approche bientôt du millier de condamnés à mort¹³.

Il y a ceux qui meurent, par centaines, et il y a ceux qui, par milliers, attendent la fin dans les conditions les plus révoltantes. À peine vidées des prisonniers politiques, les anciennes geôles du Chah, maintenant pleines à craquer, servent à accueillir une multitude de nouveaux pensionnaires issus de toutes les classes sociales et de toutes les professions. Ministres, diplomates et militaires, bien sûr, mais aussi intellectuels, commerçants, médecins, avocats, universitaires et artistes. Les mollahs ne font pas davantage de distinguo entre les métiers qu'entre les sexes et les origines. En mai, on apprend qu'il y a officiellement une trentaine de femmes en prison. Parmi elles Mehri Gharagozlou¹⁴, une téméraire amazone de soixante ans, enfermée au secret depuis février. Ainsi que la sénatrice Mossāheb.

À la prison-citadelle de Ghasr où ils s'entassent en attendant le gibet, les prisonniers, qui sont vingt par cellule, dorment à même le sol et ne disposent que d'une couverture pour deux. Après un mois de détention, l'ancien gouverneur de la Banque centrale s'est vu refuser, sèchement, le dentifrice et le pantalon de rechange qu'il réclamait : « Il n'a qu'à laver celui qu'il porte. » Pour se rendre aux toilettes, les prisonniers doivent passer un rouleau de papier blanc par le trou qui sert de judas. On ne les promène dans la cour que les yeux bandés, alors ils prennent appui les uns sur les autres en posant la main sur l'épaule de celui qui les précède, pour ne pas trébucher et tomber. La prison est si sale que l'ancien responsable du Plan, Safi Asfia, un brillant polytechnicien qui, malgré ses infarctus, pourrait encore rendre bien des services à l'économie ravagée de son pays, s'est porté volontaire pour balayer. Au-dehors, une foule d'élégantes, qui cachent derrière leurs verres fumés des visages dévastés par les larmes,

supplient des gardes-chiourme arrogants et grossiers de transmettre à leurs pères ou maris un message, un vêtement chaud, un médicament ou un aliment, dont ils se saisissent avec de gros rires : « Oh, *lui*, il n'a plus besoin de cela ! »

Mais les tribunaux de l'imam, sans doute à cause de leur caractère « divin », semblent concevoir leur juridiction comme devant outrepasser les frontières du pays. Plus de 2 millions de Tāghoutis, devenus les parsis des Temps modernes, ayant fui l'Iran, des commandos de la mort sont expédiés au-delà des frontières pour exécuter les sentences. Les États-Unis et la France sont alors le théâtre de nombreux meurtres. Ainsi Khalkhālī se flatte-t-il d'avoir commandité l'assassinat de Chahriar Chafigh, le fils de la princesse Ashraf, à proximité de l'avenue Foch à Paris. Le 13 mai, il annonce à la presse la condamnation à mort, par contumace, du Chah, de la reine Farah, de Mme Diba et de dix autres personnalités de l'ancien régime – parmi lesquelles Chapour Bakhtiar, Djafar Sharif-Emāmi et Houchang Nahāvandi, monarchiste de gauche et alternative éventuelle du régime. Il ajoute que toute personne qui les tuera, où qu'ils se trouvent, sera l'exécuteur d'une sentence du Tribunal islamique et bénéficiera, à ce titre, de la reconnaissance du régime et d'une prime de 1 million de tomans. À Ghōm, un journal, l'*Enghelab-e-Birang* [la Révolution incolore], promet un pèlerinage à La Mecque à quiconque assassinera le Chah, ce qui pousse *Le Canard enchaîné* à demander à ce lointain confrère si le prix de l'hôtel est compris.

Le Chah n'a pas à attendre la mort. Il sait qu'il a rendez-vous avec elle.

1. Peintre, écrivain et auteur-compositeur-interprète, Serge Rezvani (1928-), est notamment l'auteur – sous le pseudonyme de Cyrus Bassiak – des chansons *Le Tourbillon (de la vie)* et *J'ai la mémoire qui flanche*, interprétées par Jeanne Moreau. Dans *Testament amoureux*, publié en 1981, Rezvani écrit : « Il n'y a pas de menteurs, mais des gens avides d'illusion. » Au vu des crimes de la République islamique, il a regretté publiquement, en 2013, le combat qu'il avait mené contre le Chah.

2. Ancien recteur, le professeur Pouyan fut reçu premier au concours de l'internat de Paris.

3. Diplomate iranien et ancien secrétaire général du CENTO, Abbās-Ali Khalatbari (1912-1979) a été ministre des Affaires étrangères de 1970 à août

1978.

4. Mollah Nassreddine est en Iran, comme en Turquie ou dans le Caucase, un personnage naïf et rusé à la fois, héros d'innombrables anecdotes, comme celle-ci : il est midi et Nassreddine va s'acheter du pain. Devant l'échoppe du boulanger, les gens font la queue. Le rusé s'écrie à pleins poumons : « Le gouvernement est en train de distribuer des pièces d'or sur la Grand-Place ! » En quelques secondes, les clients de la boulangerie disparaissent comme un vol de moineaux. Mais Nassreddine, grand naïf, se demande : « Et si c'était vrai ? » Et le voilà se précipitant à son tour vers la place...

5. Dans les villages, les barbes blanches confèrent d'office une autorité sociale et politique à ceux qui les portent. Ce sont les « Rich-Sefid » – les sachems de l'Iran.

6. Dans ses Mémoires publiés en 1998, Fatemeh Pākravān revient sur la carrière et sur la mort de son époux (Fatemeh Pākravān et Habib Ladjevardi, *Memoirs of Fatemeh Pākravān : Wife of General Hassan Pakravan*, Cambridge [MA], Iranian Oral History Project, Center for Middle Eastern Studies, Harvard University Press, 1998).

7. « Iran court testimony », *The Montreal Gazette*, 12 avril 1979.

8. Cinq ans après l'exécution de l'ancien ministre, la République islamique relancera le programme nucléaire du pays et, en 1995, réitérera la « trahison » de Khalatbari en accordant un contrat de 1 milliard de dollars à la Russie pour reconstruire le réacteur de Bouchehr.

9. *Mardja'-é taghlid* : source d'autorité et d'imitation pour les croyants.

10. Le 16 mai 1979.

11. C'est lui qui, dans l'*Etelāat*, vient d'accuser l'ayatollah Chariat-Madari de vouloir semer la « zizanie » dans les rangs de la Révolution en créant un second parti musulman.

12. Ses Mémoires paraissent à cette époque sous la forme d'un lugubre feuilleton dans les pages du quotidien *Salam* [Bonjour].

13. Quatre décennies plus tard, la soif morbide des mollahs ne semble pas être étanchée. Malgré sa proximité alléguée avec le régime, l'iranologue Trita Parsi note que les autorités islamiques, qui exercent toujours un contrôle absolu sur le système judiciaire, continuent d'accroître le nombre des exécutions : Trita Parsi et Ryan Costello, « Iran's hard-liners are using mass executions to undermine the nuclear deal », *ForeignPolicy.com*, 14 mars 2014.

14. Née d'une mère américaine, Mehri Gharagozlou avait fait partie, avant la réforme agraire, des grands propriétaires terriens à Hamadān. Épouse d'un chef Bakhtiari et connaissant pratiquement toutes les langues des tribus iraniennes, elle avait été chargée de s'occuper des affaires tribales sous le Chah.

Le Chah errant

Depuis le 16 janvier, le Chah s'éloigne de son pays, voguant à la dérive des tropiques, sur la ligne des palmiers. Rares sont ceux qui consentent à l'accueillir. À l'exception d'Anouar al-Sadate qui, « au nom de la charité humaine », est disposé à le recevoir de nouveau en Égypte, seuls quelques pays lui ouvrent leurs portes : le Maroc d'Hassan II, la Roumanie de Ceausescu, le Mexique, l'Autriche du chancelier Kreisky et l'État-confetti de Monaco dont le prince, Rainier, donne une leçon de dignité aux Grands en rappelant « tout ce que le Chah avait fait pour son peuple ». À Téhéran, on se réjouit de voir le souverain déchu pris au piège, coincé, chassé de partout jusqu'aux antipodes. Le caricaturiste Iradj Zareh le dessine, errant, un baluchon sur l'épaule, arrêté à son arrivée en Australie par un petit kangourou surgi de la poche maternelle, qui lui tend un écriteau : « Défense d'entrer. » La presse en vient jusqu'à prétendre que le Chah sera bientôt contraint de se réfugier en haute mer et de vivre sur un bateau, en exilé des flots, jusqu'à la fin de sa vie. Louis Aragon a écrit :

*Ma patrie est comme une barque
Qu'abandonnèrent ses haleurs
Et je ressemble à ce monarque
Plus malheureux que le malheur
Qui restait roi de ses douleurs.*

Le 22 janvier 1979, une semaine après avoir quitté l'Iran, le Boeing 707 *Chahine*, à bord duquel les souverains iraniens ont débarqué à Assouan, redécolle vers le Maroc où ils ont été invités par Hassan II¹. Celui-ci est venu les accueillir à l'aéroport de Marrakech-Ménara qui, pour l'occasion, est fermé au trafic et sévèrement gardé. Il a mis à leur disposition sa résidence de Djenane El-Kebir, le grand verger, au

milieu d'une orangerie entourée de hauts murs ocre. À peine arrivé, l'équipage du colonel Moezzi, qui rejoindra bientôt les rangs des Modjahedin, abandonne le Chah et retourne en Iran. De Téhéran ne cessent d'affluer les mauvaises nouvelles : la chute de l'Empire, la proclamation de la république, bien entendu, mais aussi, dans les jours qui suivent, les exécutions des généraux, les arrestations des anciens dignitaires, etc. Profondément affecté, le Chah est prostré. Son hôte marocain, à qui il fait l'effet d'un mineur sorti hagard sur le carreau de la mine après y avoir passé six mois, témoigne : « Son coefficient de décision était tombé en panne². » Le 14 février, la première attaque de l'ambassade américaine fait dire à Farah que les chances de voir Washington leur offrir l'exil s'amincissent. Durant ce séjour d'une semaine, que le couple impérial passe à Marrakech puis à Rabat, Mohammad Réza apprend également le décès de son grand ami Nelson Rockefeller qui, avec Henry Kissinger, a tenté de plaider sa cause auprès du gouvernement américain.

À cette pluie de mauvaises nouvelles s'ajoutent les menaces directes formulées par l'ayatollah Khomeini contre le Chah mais aussi contre le gouvernement marocain, la personne d'Hassan II et sa famille. Le 28 février, trois semaines après l'arrivée des souverains iraniens à Rabat, une colonne motorisée du Polisario franchit la frontière marocaine et occupe la ville de Tan-Tan. « Ce coup d'éclat, écrit Gilles Perrault, fut reçu comme une gifle par le peuple marocain, sa pire humiliation depuis le protectorat³. » Des rapprochements sont établis avec la présence du Chah sur le sol marocain. Des parallèles sont également dressés entre l'Iran et le royaume marocain, où l'opposition dénonce l'exil accordé au « despote iranien » et réclame son départ. La présence du couple impérial est devenue compromettante pour le souverain chérifien, menacé à son tour d'une révolution. De toutes parts, des voix s'élèvent pour presser les Iraniens de partir : selon Farhad Sepahbodi, l'ambassadeur d'Iran au Maroc, un émissaire « moustachu » de la CIA serait venu s'entretenir avec le Chah à ce sujet⁴. Mohammad Réza et Farah sont finalement convaincus des risques que leur présence fait courir à leurs hôtes par le patron des services spéciaux français, qui les informe que l'ayatollah Khomeini veut faire enlever des membres de la famille royale marocaine pour les échanger contre eux⁵. Marenches leur montre également la photographie d'un graffiti, écrit en français, sur les murs

de Rabat : « Le roi est le chien du Chah⁶ ! » Hassan II ne veut pas céder mais leur décision est prise : ils partiront. Ce qui reste de la Cour devient alors, selon l'expression de Kissinger, un vaisseau fantôme à la recherche d'un havre de paix.

Il faut trouver un autre asile, mais lequel ? Avec Khomeini qui double ses menaces en promettant de priver de pétrole quiconque accueillerait les souverains en fuite, les portes se ferment les unes après les autres. La France et la Suisse invoquent des raisons de sécurité. La principauté monégasque se désiste sous la pression de Paris. Londres oppose aussi une fin de non-recevoir. George Gale, l'éditorialiste du *Daily Express*, écrit : « Nous devrions démontrer que nous sommes aux côtés de nos amis, par gros temps. Cela conforterait notre image de marque, qui a bien besoin d'être améliorée. » Faute de mieux, le Chah et Farah, qui viennent d'être rejoints par leurs enfants, sont sur le point de s'embarquer pour l'Afrique du Sud. Mais, au dernier moment, la princesse Ashraf et le fils de Nelson Rockefeller, David, les informent qu'ils ont réussi à obtenir un visa pour les Bahamas. Le 30 mars 1979, la famille impériale, accompagnée de Mme Diba, de la pédiatre des enfants, des colonels Nevissi, Nassri, Hamraz, Mohammadi, de Kambiz Atabai et du valet de chambre du roi, Eliassi, s'envole, à bord de l'avion personnel d'Hassan II, à destination de Nassau.

Dans l'île du Paradis, située au nord-est de l'île de New Providence, face à la capitale des Bahamas, le Chah se baigne dans l'eau turquoise de la mer des Caraïbes ou se promène accompagné de Benno, son danois noir, venu lui aussi de Téhéran. Rebaptisé « Mouk-a-Mouk » [homme riche et puissant] par les autochtones, le *ChahinChah* est en passe de devenir, au même titre que ce cloître des Augustins du ^{xiv}e siècle reconstruit dans l'île par le milliardaire Huntington Hartford, une curiosité touristique. Mohammad Réza Pahlavi a confié à quelques étrangers l'organisation de sa demeure. Un certain Mark Morse lui sert de porte-parole, alors que Robert Armao, autrefois au service des Rockefeller, fait office de majordome, dirige les gardes du corps et répond au téléphone. Quelques rares privilégiés franchissent les limites du domaine : Nancy Kissinger est conviée à déjeuner, l'acteur George Hamilton et son épouse sont venus prendre un verre et disputer une partie de tennis. Dans ce drôle de Sainte-Hélène, les souverains iraniens reçoivent une lettre de Mme Tchang

Kaï-cheh disant combien leur situation lui est familière.

Le 20 avril, *Paris-Match* publie une photo du cadavre d'Amir-Abbās Hoveida à côté d'un cliché montrant l'empereur sur la plage de Paradise Island⁷. Quelques jours plus tard, Saïdé, la fille du général Hassan Pākравān qui vient, à son tour, d'être exécuté, écrit aux souverains iraniens pour leur dire que leurs anciens serviteurs meurent alors qu'ils « s'amuse⁸nt au soleil ». Malgré son nom, dira le prince Réza à ses biographes, l'île du Paradis « ne fut pour nous qu'un enfer⁹ ». Au cancer virulent du roi et à l'inconfort d'un bungalow dispendieux que leur loue un dénommé James Crosby s'ajoute le silence imposé par les autorités des Bahamas, qui n'ont accepté de recevoir les Pahlavi qu'à condition qu'ils s'abstiennent de toute déclaration d'ordre politique. Mais, note Pierre Salinger, « cette vulnérabilité et l'inconfort de l'installation passeront bientôt au second plan : la demande de prolongement de visa touristique du Chah fut rejetée par le gouvernement des Bahamas, sous la pression, il [le Chah] en était certain, du gouvernement britannique¹⁰ ». Jock Duncan, haut-commissaire du Royaume-Uni dans la capitale des Bahamas, est en communication constante avec Londres¹¹.

Margaret Thatcher avait promis que si elle remportait les élections elle accueillerait le Chah. Mais au mois de mai 1979, devenue Premier ministre, elle retire son offre, convaincue par le ministre des Affaires étrangères, lord Carrington, et par Anthony Parsons, l'ancien ambassadeur de Grande-Bretagne en Iran, que recevoir le roi nuirait aux intérêts de la Grande-Bretagne et à ses relations avec le nouveau régime¹². Un haut fonctionnaire du Foreign Office câble : « Idéalement, nous préfé¹³rerions décourager ce groupe de venir en Grande-Bretagne ». C'est avec une fausse barbe et sous le nom d'Edward Wilson que Denis Wright, l'ancien ambassadeur à Téhéran et maintenant directeur de Shell, est chargé d'aller exposer au Chah les mauvaises « bonnes raisons de la Dame de fer¹⁴ ». Quelques jours plus tard, un document de Whitehall ajoute : « L'idée que le Chah aille s'établir en Amérique latine pourrait offrir un moyen satisfaisant de le retirer de la scène¹⁵. » Approchés par Londres, le Brésil, l'Argentine et la Nouvelle-Zélande refusent d'accorder le refuge au couple royal. Le Mexique accepte. Le 10 juin 1979, le Chah, successeur des Achéménides, débarque dans l'ancien empire des Aztèques¹⁶.

1. C'est Ardéchir Zāhédi qui a négocié le séjour du Chah au Maroc.
2. FR3, 15 juin 1979.
3. Gilles Perrault, *Notre ami le roi*, *op. cit.*, p. 280.
4. William Shawcross, *The Shah*, *op. cit.*, p. 122.
5. Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 296.
6. Alexandre de Marenches, interview donnée à Patrick Poivre d'Arvor, Radio France, 1^{er} février 1989.
7. *Paris-Match*, 20 avril 1979.
8. Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, pp. 299-300.
9. Christian Malard et Alain Rodier, *Réza Pahlavi*, *op. cit.*
10. Pierre Salinger, *Otages*, *op. cit.*, p. 20.
11. Owen Bowcott, « National archives : how Britain told deposed Shah of Iran to stay away », *The Guardian*, 30 décembre 2009.
12. Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 297 ; trente ans après, des documents secrets déclassifiés par le Foreign Office et le 10 Downing Street accréditent les soupçons du couple impérial (Owen Bowcott, « National archives », art. cité).
13. *Ibid.*
14. William Shawcross, *Le Shah*, *op. cit.*, p. 252.
15. Owen Bowcott, « National archives », art. cité.
16. Cette fois, la presse iranienne accuse Majid Rahnema, le plus onusien des hommes politiques iraniens, d'avoir obtenu le visa du souverain. Longtemps ambassadeur, Rahnema a représenté l'Iran auprès des Nations unies durant douze sessions successives, de 1957 à 1971.

Malaise

À l'arrivée du printemps, la Révolution semble avoir perdu son « souffle épique ». Ses graphistes manquent d'inspiration, les symboles se mélangent, s'entrechoquent : *salve tirée sur des œillets rouges, fusils dont les baïonnettes sont devenues des pioches*. On perçoit, très distinctement, un malaise.

Khomeini, expert de la rhétorique, ne cesse de réclamer la « patience révolutionnaire » [*sabr-é enghelābi*]. À Téhéran, les gens se sont d'ailleurs installés dans l'attente. Non pas celle d'un miracle islamique – ils n'y croient plus –, mais de quelque chose qui ressemblerait à un clash, un putsch, un coup d'État, de droite ou de gauche, peu importe, pourvu qu'il les débarrasse de la chape cléricale. Privés de télévision, d'alcool, de musique, ils en ont déjà assez. Rien de précis pourtant. On dit que « ce » sera pour Ordibéhecht (mai), puis, quand Ordibéhecht s'achève, on annonce Chahrivar (septembre) en prétextant que la confusion vient de cette « chuintance » que l'on retrouve dans le nom des deux mois de l'année (*sic*).

Au cours de cet étrange printemps, le fantôme de l'ancien régime – qui avait pris tant de place dans la vie des Iraniens – se manifeste de curieuse façon. Il est tantôt directement invoqué lorsque les amateurs de spiritisme, qui foisonnent, invoquent les âmes « fraîches » des récents fusillés en faisant trembler un verre ou tourner une table. Il est quasi réel, palpable, lorsqu'un énigmatique émetteur – sans doute portatif – projette du haut de l'Alborz, sur les ondes du Canal 5, ses émissions pirates et l'hymne impérial. Curieuse coïncidence, ce mirage d'un hier révolu est nocturne, comme l'est aussi la liquidation des personnages du passé.

Fin avril, la « légende du Forghan » apporte, avec toute la force de son suspense, un exutoire à cette anxieuse ponction de l'avenir. Le 21, trois individus s'introduisent au domicile du général Gharani¹, le nouveau chef d'état-major, qu'ils abattent². Le lendemain, on accuse déjà les Kurdes et les fidèles du Chah : mais un groupe d'« extrémistes

musulmans », qui signe « Forghan », revendique ce meurtre. Il s'agit de la première riposte à Khomeini. Elle a été magistrale. Une semaine après, le 1^{er} mai au soir, l'un des membres du très important et très secret Conseil de la Révolution, l'ayatollah Mottahari, est à son tour foudroyé d'une balle en pleine tête, tirée à bout portant³. Cette fois encore, l'attentat est revendiqué par Forghan. Mottahari, personnage placide et massif, était réputé pour son anticommunisme. Dans son œuvre, il avait réfuté le matérialisme occidental et, tout particulièrement, celui prôné par le marxisme. Sa mort donne lieu à d'impressionnantes démonstrations anticommunistes. Des millions d'individus suivent le cercueil de ce « nouveau et bienheureux martyr » qui navigue à la surface chaotique d'une foule humaine, et sur lequel on a placé le turban ensanglanté.

Ne sachant où frapper, le régime réagit sur le front des symboles. À l'occasion des obsèques de Mottahari, l'ayatollah Akbar Hashemi Rafsandjani, un jeune religieux curieusement imberbe⁴, prononce, au côté de Khomeini, un violent réquisitoire contre le communisme. Tout y passe : les morts du Cambodge, l'URSS dépendante du blé américain, les intrigues du KGB – prononcé « Kāghébeh » –, etc. Rafsandjani rappelle aussi que l'Azerbaïdjan avait secoué le joug des Rouges à l'appel de l'ayatollah Kāchāni. Moscou et le Toudeh répliquent en dénonçant un complot de la CIA et du Mossad, destiné à créer une dissension parmi les révolutionnaires rouges et noirs. Le 25 mai, victime à son tour d'une agression, l'ayatollah Rafsandjani a le foie perforé d'une balle. La « psychose Forghan » est alors si forte qu'on prétend que cette organisation a adressé un message de menace dont les premières lettres seraient formées par les initiales de ses victimes : « GhōM sera détruit ! » (G pour Gharani et M pour Mottahari).

Qu'est-ce que le Forghan ? Qui se cache derrière ce nom mystérieux ? Tout le monde s'interroge. Les plus simples ont cru qu'il s'agissait d'un « fourgon », le nom iranien de la brouette. On croit savoir que c'est une organisation de fanatiques religieux. Des sunnites, des Kurdes peut-être ? L'*Ayandegan* a écrit qu'il pourrait s'agir d'une secte musulmane farouchement anticléricale. Forghan est synonyme de Coran et ses adeptes, dit-on, prétendraient que le Livre saint dont on dispose, parce qu'il n'a pas été rédigé par Mahomet, ne correspondrait pas au véritable message révélé par Dieu au Prophète. Ils réclament donc une nouvelle authenticité. Les esprits sont à l'affût :

quand, où et qui l'organisation secrète frappera-t-elle maintenant ? Les deux premières victimes ayant été abattues deux mardis consécutifs, le mardi suivant, 8 mai, l'excitation est à son paroxysme. Ce jour-là, Khomeini, pour qui l'origine du Forghan ne semble pas faire de doute, ordonne à titre dissuasif l'exécution de vingt et une personnalités de l'ancien régime.

Aussi vite qu'elle est apparue, l'ombre du Forghan va pourtant se dissiper. On l'oubliera rapidement, bien qu'au mois d'août on ait encore signé de ce nom l'assassinat du rédacteur en chef du *Keyhān*⁵.

Mai et juin ont des faux airs de normalisation. Après les rigueurs du terrible hiver, ceux qui ont échappé aux rafles, réchauffés aux rayons d'un soleil déjà resplendissant, se donnent l'illusion d'oublier. Le vendredi 11 mai ont lieu les cérémonies de réouverture du champ de courses. Stanley Ho, le fameux proxénète de Macao et le promoteur de cet hippodrome, un personnage à la John Le Carré, remet à un jeune jockey turkmène la « coupe de la République islamique⁶ ». Trompés par l'atmosphère riante du renouveau saisonnier – la nature est immuable –, les victimes de l'intolérance cléricale s'enhardissent. Un chanteur connu convie ses amis à une... « *garden party* ». On chante, on boit « à la santé du Chah ». Le chien d'une des convives a été baptisé « Khomeini » !

Derrière cette ambiance surréaliste et schizophrénique se cache le vrai visage d'un pays qui se désagrège. En juillet, la situation se détériore inexorablement.

Le gouvernement Bāzargān n'est pas maître de la situation. L'insécurité règne aux portes des villes et le brigandage gangrène les routes. Même les pèlerins qui rentrent de Ghōm, où ils sont allés voir la *relique vivante*, sont dévalisés. Un climat de guerre civile, à peine larvé, se propage sous les formes les plus variées, et à tous les niveaux. Les autorités, incapables de résoudre les vrais problèmes qui agitent le pays, « jouent aux pompiers, sans savoir quel incendie est le plus menaçant⁷ ». Inexistant, dominé, le gouvernement de transition est maintenant « envahi », « occupé » par les mollahs, comme celui d'Hoveida l'avait été par les hommes du Palais au temps de la « Commission impériale ». Le 19, Bāzargān annonce la fusion de son cabinet avec le Conseil de la Révolution.

Début juillet, tous les éléments qui entretiennent l'instabilité sont réunis : attentat contre un ayatollah, sabotage d'installations

pétrolières, rumeurs de coup d'État monarchiste et de révolte marxiste, exécutions d'officiers, « démission-samba » du chef de la police, rituelles menaces de résiliation du Premier ministre. L'armée se dilue. L'un à la suite de l'autre, ses chefs démissionnent. Après Riahi, c'est maintenant Nasser Farbod⁸ et Ahmad Madani⁹, le premier parce qu'il refuse de tirer sur les populations kurdes, le second parce qu'il n'arrive pas à éteindre la révolte des Arabes du Khouzestān. À ces mauvaises nouvelles s'ajoutent les premiers signes d'une corruption qui semblait, jusque-là, être l'apanage de l'ancien régime : le fils de l'ayatollah Hashemi Rafsandjani, qui se préparait à quitter l'Iran avec une forte somme – cela lui vaut les surnoms d'« ayatollah Dollar » ou de « Mohammad Ringo » –, a été dénoncé par des provocateurs d'extrême gauche, et une fusillade s'ensuit à l'aérodrome. On voit Khomeini, à bout de nerfs, se donner des coups sur la tête.

On dit que la chute de l'imam est désormais inévitable. Les crypto-monarchistes se mettent à croire à un retour de la Couronne. Ils tournent leurs espoirs vers un certain général Palisban dont la silhouette se profile dans la brume estivale : il serait à la tête de 100 000 hommes et, au moyen d'une radio clandestine, il somme déjà l'armée de se rallier à lui...

Palinodie constitutionnelle

C'est dans ce climat d'instabilité chronique et de moiteur estivale que se déroule la formation d'une Constituante.

Le référendum du 1^{er} avril avait fait approuver par le peuple un régime dont Khomeini ne lui présentait que le titre : « République islamique », sans autre forme de précision au sujet du contenu. Tout juste a-t-il laissé entrevoir que le futur système sera monocaméral, un oracle péremptoire, prononcé dans les premiers jours de la Révolution, l'ayant convaincu que « le Sénat est une chose exécrationnelle ». C'est à Paris, à l'époque de Neauphle, que les islamistes ont commencé à rédiger ce projet. Assisté par un conseiller juridique français, un certain Hassan Habibi, traducteur de Georges Gurvitch en persan¹⁰, a soumis une première ébauche à l'approbation de l'ayatollah¹¹. Puis sur le vol de retour de l'ayatollah, le 1^{er} février, le projet a été confié au journaliste franco-allemand Peter Scholl-Latour¹². Depuis, des bribes d'information ont filtré. Elles ont toujours été suivies de critiques et de démentis. Au goutte à goutte les Iraniens ont appris que leur futur président serait « élu pour quatre ou cinq ans », que la nouvelle Loi fondamentale iranienne « s'inspirerait de la Constitution algérienne »...

Khomeini hésite d'abord à soumettre l'adoption du texte à une Constituante élue par le peuple. Le principe présentait le défaut de heurter le dogme : pouvait-on définir la République islamique comme fondée sur la souveraineté populaire ? Ou ne devait-elle pas plutôt s'appuyer sur la « souveraineté divine » ? Les législateurs islamistes ne parviennent pas à tomber d'accord sur ce point. Khomeini tranche : « Étant donné que, dans un système islamique, Dieu seul a le pouvoir de légiférer, l'Assemblée législative doit être remplacée par une "Assemblée de planificateurs" chargée de réguler l'action de l'administration dans le cadre strict des lois coraniques. » Les critiques fusent. Certains s'effraient de la « montée du fascisme » des mollahs¹³. Le Guide suprême, en mal de légitimité populaire, sera contraint de

revenir sur sa décision.

Sur la question, l'ayatollah se dédit en fait deux fois plutôt qu'une, puisque non seulement il se résout à admettre l'élection d'un *Majless-e Mohassessan* [Assemblée constituante], mais il annonce de plus son intention de briguer la présidence de la République – alors qu'il avait, à Nadjaf et à Paris, confirmé sa volonté de ne jouer qu'un rôle symbolique dans l'Iran postrévolutionnaire¹⁴. Si la seconde décision est promesse de tragédie, la première donne lieu à un joyeux fiasco. Boycottée par l'ayatollah Chariat-Madari et son nouveau parti, ainsi que par le Front national et les libéraux, l'élection de cette assemblée est un échec pour Khomeini qui se retrouve seul avec les communistes en tous genres : Toudeh et Fédayin¹⁵. Sur 60 élus, il y a 55 religieux de tout poil – ayatollahs, hodjatoleslams, mollahs, pich-namaz (qui guide la prière dans une mosquée) –, dont une femme, sorte d'abbesse chiite, professeur d'éducation religieuse. Pour beaucoup, c'est l'avènement d'une « mollarchie absolue¹⁶ ».

Le 7 août, alors que l'ayatollah Chariat-Madari réclame le retour de la Constitution de 1906 et brandit la menace de la « guerre sainte », la presse iranienne qui vient de dénoncer, à grands cris, les « multiples fraudes » des élections de l'Assemblée constitutionnelle est l'objet de sévères brimades. Les locaux de plusieurs journaux, parmi lesquels le « *Keyhān* libre » sont occupés.

À travers les différentes ébauches, celle qui a circulé à Neauphle et celle qui a été présentée, le 18 juin, par le gouvernement Bāzargān, les Iraniens commencent à se forger une idée du cadre constitutionnel que concoctent les mollahs. Comme la « république de droit divin » qu'il annonce, ce texte promet d'être une chimère institutionnelle, une monstruosité juridique qui fera cohabiter deux systèmes l'un dans l'autre : le moignon d'une république parlementaire moderne inspirée du système de la V^e République française et une théocratie médiévale fondée sur le *velāyat-é fagih* de Khomeini, le tout enveloppé dans un voile d'obscurité. Sur cette loi fondamentale sera édifié un gratte-ciel constitutionnel empilant les étages : le gouvernement, le Premier ministre, le président de la République et, tout en haut, touchant presque le ciel, le Guide suprême de la Révolution. À ce dernier, le *fagih*, sont promis des pouvoirs exorbitants : il pourra démettre le président de la République, dissoudre le Parlement. N'est-il pas après tout l'ombre d'Allah sur la terre ? Dans cette pièce montée

institutionnelle, un étage essentiel : l'Assemblée des experts, sorte de conclave, élu au suffrage universel, qui élit lui-même le Guide suprême de la Révolution islamique pour huit ans. Quant à la source de légitimité, elle est également double : celle du peuple et celle d'Allah, ce qui explique la cohabitation de deux hiérarchies parallèles, celle des institutions élues et celle des institutions soumises à la régulation cléricale et, donc, à la volonté divine. Ces dernières, craignent déjà certains, détiendront l'essentiel du pouvoir politique.

En octobre 1979, lorsque le texte sera enfin dévoilé pour être soumis à un nouveau référendum, des voix s'élèveront chez les laïcs comme chez les religieux modérés pour dénoncer la domination du clergé. Cela n'empêchera pas la Constitution d'être plébiscitée à 98 % et d'entrer aussitôt en vigueur.

1. Connu pour ses sympathies mossadéghistes, le général Gharani avait été choisi par Mehdi Bāzargān et l'ayatollah Taleghāni comme chef d'état-major de « l'armée nationale » dans une tentative de rallier autour de lui les militaires au nouveau régime républicain.

2. « Le général Gharani assassiné », *Etelāat*, 2 Ordibéhecht 1358 (22 avril 1979).

3. Cofondateur du *Husseinie Erchād* et de l'Association du clergé combattant [*Djāme'e-yé Rôhāniyat-é Mobārez*], Morteza Mottahari (1919-1979) était président du Conseil de la Révolution au moment de son assassinat.

4. Né en 1934, ce fils d'agriculteurs aisés suit de front une carrière de mollah – il est formé par Khomeini – et de *businessman* avisé qui lui permet, dès les années 1960, d'amasser une importante fortune personnelle dans l'immobilier et le commerce de la pistache. Représentant des petits commerçants du Bāzār, qui le surnomment Akbar Chah [roi Akbar], ce pragmatique deviendra en 1980 président du Majless, puis président de la république islamique d'Iran de 1989 à 1997.

5. Organisation secrète d'obédience « islamo-marxiste » apparue en 1975, le *Gorouh-e Forghan* [Groupe des détenteurs de la vérité du Coran] est, semble-t-il, dirigé par le mollah Akhbar Goudarzi.

6. Surnommé « *The King of Gambling* », Stanley Ho (1921-), alias Ho Hung-sun, est un multimilliardaire sino-portugais spécialisé dans les casinos et les jeux. En 2006, il deviendra la 86^e plus riche personne au monde selon le classement du magazine *Forbes*.

7. *Le Monde*, 17 juillet 1979.

8. Au sommet de sa carrière militaire, le général Nasser Farbod, connu pour ses sympathies mossadéghistes, avait été nommé par Bāzargān au poste de chef d'état-major des forces armées de la République. Il siégera ensuite au conseil de direction du Front national.

9. Commandant de la marine impériale (1979), Ahmad Madani (1928-2006) deviendra ministre de la Défense et gouverneur du Khouzestân avant de s'exiler aux États-Unis.

10. Excellent exercice pour un « Sieyès iranien » !

11. Sociologue de formation française, Hassan Ebrahim Habibi (1937-2013) a donc été chargé par l'ayatollah de rédiger une première mouture de la future Constitution, mais celle-ci sera modifiée et longuement discutée avant d'être adoptée en novembre 1979.

12. Il dira de plus qu'il avait « toute la confiance de l'ayatollah » (« Khomeini trusted me », *Deutsche-Welle*, 3 février 2009).

13. Amir Tâhéri, *The Persian Night*, *op. cit.*

14. Le 7 novembre 1978, à Neauphle, le « vieux prélat », « sans ambitions politiques », avait déclaré lors d'une interview à l'Associated Press : « Mon désir personnel, l'âge et mon état de santé ne me permettent pas d'assumer personnellement un rôle dans la gestion du pays après la chute du système actuel. » Cet « engagement à ne pas s'engager » avait été répété à plusieurs reprises avant son retour en Iran.

15. Visiblement irrité, l'éditorialiste du *Monde* prend parti et traite Chariat-Madari, qui s'est déclaré partisan de l'ancienne Constitution « sans la monarchie », de « monarchiste de cœur » (*Le Monde*, 4 août 1979).

16. Un terme imaginé par les journalistes occidentaux, repris par les Iraniens (*mollah-Chahi*) et qui entrera même dans les dictionnaires (cf. Le Petit Robert 1994).

Reprise en main

Face à l'instabilité croissante, Khomeini est bien décidé à reprendre les choses en main. La fin de l'été 1979 est marquée par la mise au pas du pays : élimination des ayatollahs rivaux – Chariat-Madari se réfugie à Machhad et Taleghāni meurt opportunément –, liquidation des derniers vieux courtisans du Chah, répression des médias contestataires et, surtout, usage de la « pacification » la plus brutale contre la rébellion kurde. Au cours de cette période qui va de la fin d'août au début de novembre, le durcissement du régime s'accompagne, sur le plan extérieur, d'une distanciation vis-à-vis de l'Union soviétique mais aussi d'un début de rapprochement avec les États-Unis de Jimmy Carter.

Depuis la fin du printemps, l'ayatollah a entrepris de museler la presse. En mai, il a enjoint aux typographes de chasser les « rédacteurs persifleurs » de l'*Ayandegan*¹. Le 5 juin, dans un discours prononcé à l'école Faiziyah, il déclare : « Nous allons détruire les gens qui s'opposent à l'islam avec la même force que nous avons utilisée pour détruire le régime [du Chah]. Attention à vos déclarations. Abstenez-vous d'écrire² ! » Le 8 août, l'*Ayandegan* qui, la semaine précédente, a dénoncé la relation ambiguë du ministre des Affaires étrangères, le Dr Yazdi, avec les États-Unis, est fermé sur ordre du Guide. Le même jour, dans une déclaration adressée au peuple iranien, Khomeini déclare : « Nous devons avertir ces intellectuels qu'ils seront écrasés s'ils n'arrêtent pas leurs ingérences. Nous vous avons, jusque-là, traités avec clémence dans l'espoir que vous cessiez votre malfaisance³. » Dans la foulée, il fait occuper le siège des grands journaux (qui sont sur le point d'être nationalisés) et rétablit définitivement la censure. Alors que les reporters étrangers sont menacés ou expulsés, à l'agence Pars un « mollah de service » invite ses collaborateurs à « cesser de rire ». Le 12, à l'appel du Front national démocratique, 2 000 personnes descendent dans la rue et manifestent au cri de « À

bas le fascisme ! » pour protester contre la fermeture de journaux comme l'*Ayandegan*. Les manifestants sont « violemment attaqués par des voyous du Hezbollah iranien » à coups de chaîne, de barre de fer et de couteau⁴. Peu de temps après, un mandat d'arrêt est émis contre Hedayat Matin-Daftari, l'un des leaders du FDN⁵.

Le 17 août, dans un discours prononcé à Ghôm, l'ayatollah Khomeini clôt cette campagne antipresse en déclarant : « Les journalistes, les intellectuels, les écrivains ont abusé de la liberté qui leur a été accordée. Nous voulons qu'il ne soit plus désormais permis à ces gens d'écrire quelque part⁶. » Le même jour, il demande « pardon au peuple et à Dieu » de n'avoir « pas été assez révolutionnaire ».

Au même moment, le Guide entreprend de rétablir l'autorité de la République sur l'ensemble du territoire iranien en écrasant les séparatistes kurdes, qualifiés pour l'occasion d'« ennemis de l'État islamique ». Le 17 août, il leur déclare la guerre sainte et se résout, une nouvelle fois, à se tourner vers l'Artech et sa force de frappe conventionnelle pour reprendre le contrôle du Kurdistan. L'opération antiguérilla se solde par un fiasco : le ministre de la Défense, Mostafa Chamrane⁷, auquel a été confiée la direction des opérations de pacification, est tombé dans une embuscade et se retrouve encerclé dans Pāveh avec deux auxiliaires palestiniens. Hors de lui, l'ayatollah adresse aux militaires un ultimatum : ils doivent pacifier en vingt-quatre heures le Kurdistan ou ils feront face à des « sanctions révolutionnaires ». Ayant proclamé la mobilisation générale, le Guide suprême, devenu général en chef, lance quatre cents tanks à l'assaut des bastions kurdes : Pāveh, Saghez et Mahābād.

Le chef spirituel des Kurdes, Cheikh Ezzedine Hussein⁸, réplique en mettant les autorités iraniennes en garde : le Kurdistan pourrait bien devenir « leur tombeau ». Mais, malgré la résistance farouche qu'opposent les *Peshmargas* aux forces islamistes, le combat est inégal. Au terme d'un siège de dix jours faisant 500 morts, Mahābād est reprise par l'armée iranienne appuyée par une artillerie lourde, des hélicoptères, des avions de chasse F-4 et une centaine de blindés⁹. Pilonnées par l'aviation, les autres villes kurdes succombent à leur tour. Les rebelles échappent à la capture et s'enfuient en Irak à travers les montagnes, emportant avec eux des otages persans. Loin d'être vaincus, les Kurdes, qui ont trouvé un terrain à leur convenance, continueront de harceler les khomeinistes. Début octobre, ils

massacrent un détachement entier de *Pasdaran* et réattaquent avec succès Mahābād, puis, un mois après, Sanandadj, Saghez et d'autres villes kurdes. S'adaptant à la supériorité militaire de l'armée et des Gardiens de la Révolution, les *Peshmergas* ont opté pour des tactiques de guerre asymétrique privilégiant les combats de nuit et l'utilisation d'armes légères comme les cocktails Molotov ou les RPG¹⁰. Au cours des mois suivants, ils reprendront, progressivement, les principaux points clés du Kurdistan, confinant les forces gouvernementales dans quelques grandes villes.

Dans la bataille pour le contrôle du Kurdistan, la « patrie islamique en danger » déploie un maximum de moyens militaires et utilise des méthodes brutales qui épouvantent l'opinion publique internationale. L'armée iranienne entraîne dans son sillage le lugubre équipage du funeste *Hodjatoleslam* Khalkhālī : son tribunal ambulant et sa parodie de justice. Cette charrette fantôme sème la mort à l'aveuglette, tuant à peu près n'importe qui, même un médecin qui avait osé soigner les insurgés. Des photographies de pelotons d'exécution fusillant des Kurdes ou de cadavres de *Peshmergas* recouverts de cubes de glace envahissent la presse étrangère. Le cliché qui représente les rebelles s'écroulant, semblables aux fameux fusillés de la guerre d'Espagne photographiés par Robert Capa ou à ceux du *Dos de Mayo* peints, jadis, par Goya, fait le tour du monde. La répression prend la physionomie hideuse d'un génocide qui émeut l'Occident.

Dans le contexte plus large de la crise afghane, la répression de la rébellion kurde par la République islamique écrit l'un des derniers chapitres de la guerre froide. Comme le PDKI et les marxistes-léninistes du Komala, la plupart des mouvements kurdes sont d'obédience communiste et certains de leurs leaders ont même fait de longs séjours en URSS – c'est le cas de Karim Hassani, qui a traduit Gorki. Pour Khomeini, il ne fait pas de doute que les Rouges ont sciemment « exhumé le problème kurde » pour détruire le projet islamiste. Dans la fameuse interview accordée à Oriana Fallaci, il condamne l'intransigeance des communistes qu'il accuse d'être « inspirés par l'ancien régime et des forces étrangères » : « Par l'intermédiaire de M. Bani-Sadr, ici présent, je suis allé jusqu'à inviter les communistes au dialogue. Pour toute réponse, ils ont brûlé les récoltes de blé, ils ont mis le feu aux urnes des élections, ils ont répliqué par les armes et les fusils à notre offre de dialogue¹¹. »

Moscou lui répond, à travers Alexandre Bovine, principal analyste des *Izvestias*, en déclarant que la Révolution iranienne est « un échec » qui a engendré l'« hystérie anticommuniste ». Rien ne va plus entre Ghōm et le Kremlin. La prophétie du docteur Lewis se réalise.

Au travers de cette guerre par procuration et de cet affrontement rhétorique, l'ayatollah Khomeini démontre clairement qu'il est désormais l'un des adversaires les plus farouches de l'URSS et, de ce fait, un allié objectif des États-Unis.

La lutte contre la guérilla kurde fait d'ailleurs apparaître les liens naissants entre Washington et la République islamique. Sur fond de lutte contre-insurrectionnelle au Kurdistan, les États-Unis viennent en effet de reprendre leurs aides à l'Iran que certains considèrent pourtant, au Département d'État, comme « la folle république des derviches ». Le 20 août, alors qu'il remonte le cours du Mississippi, le président Jimmy Carter est interpellé, devant les caméras, par un syndicaliste dont le beau-frère croupit dans les geôles islamistes et qui lui demande si les États-Unis comptent faire quelque chose pour les « droits de l'homme en Iran ». Si le président américain élude la question embarrassante en évoquant les besoins américains en pétrole, on apprend presque aussitôt que Washington va fournir du carburant et même des armes à l'Iran... en pleine guerre contre les Kurdes. Le 22 août, de nouveau interrogé au sujet des ventes de kérosène à l'Iran, Carter répond qu'il les a personnellement approuvées parce que le nouveau régime en a besoin pour se remettre « des désordres qui ont eu lieu quelques mois auparavant¹² ». Des rumeurs plus embarrassantes encore font état d'un soutien direct des États-Unis dans le cadre de la lutte au Kurdistan. Dans une entrevue accordée à l'envoyée du journal *Libération*, le leader du PDKI, le Dr Ghassemlou, accuse des pilotes américains d'avoir participé aux raids de Phantom F-4 contre la ville kurde de Mahābād¹³.

1. Dès le 7 mars, il avait demandé aux typos de « casser les plumes » des journalistes.

2. « Deux discours, une même révolution », *Courrier international*, 3 février 2009.

3. *Ibid.*

4. *New York Times*, 13 août 1979.

5. Baqer Moin, *Khomeini, op. cit.*, pp. 219-20.

6. Sophie Chautard, *L'Iran face au monde : géopolitique et enjeux*, Paris, Studyrama, 2006, p. 37.
7. Premier ministre de la Défense, vice-Premier ministre et patron de la SAVAMA – le nouvel acronyme de la SAVAK –, Mostafa Chamrane est un ingénieur de formation américaine (il passe par les laboratoires Bell et par le Jet Propulsion Laboratory de la NASA) qui, pendant des années, a enseigné la technologie et l'idéologie à des chiites du Sud-Liban. Cofondateur du mouvement Amal, il commandera également des volontaires iraniens pendant la guerre Iran-Irak et sera tué au combat en 1981.
8. Adhérent de la première heure du Komala, Cheikh Ezzedine Hussein (1922-2011), leader spirituel et personnalité politique du Kurdistan iranien, s'est illustré durant les événements de 1978-1979 par son opposition farouche à l'ayatollah Khomeini. Il meurt en exil en Suède.
9. Steven R. Ward, *The Immortals*, op. cit., pp. 232-233.
10. RPG est le sigle anglais de *Rocket Propelled Grenade*, ou lance-roquettes en français, une arme de choix dans les conflits de basse intensité. Il s'agit probablement ici de lance-roquettes de fabrication soviétique.
11. Oriana Fallaci, « Khomeini unveiled », *Washington Post*, 28 octobre 1979.
12. Frank Thompson, *Public Papers of the Presidents of the United States, Jimmy Carter, 1979, Book 2 : June 23 to December 31, 1979*, Washington, Government Printing Office, pp. 1505-1506.
13. Citant pour preuve les communications interceptées entre les avions et leurs bases, Ghassemlou affirme que ces pilotes américains auraient remplacé les objecteurs de conscience iraniens ayant refusé de bombarder les zones rebelles du Kurdistan : « Nous sommes pratiquement sûrs que des pilotes américains ont participé aux raids de Phantom F-4 contre Mahābād » (*Libération*, août 1979).

Vers une normalisation irano-américaine

Mais où en sont, à ce moment-là, les relations entre Washington et Téhéran ? Sans être aussi cordiales qu'à la « grande époque » de Nixon et du Chah, au début des années 1970, elles n'en sont pas moins, à bien des égards, sur la voie de la normalisation.

Les premiers contacts officiels avec Washington avaient, on s'en souvient, été établis au lendemain immédiat de la chute de la monarchie. Moins de quarante-huit heures après la prise de la présidence du Conseil, le locataire de la Maison Blanche se déclarait « prêt à travailler avec les religieux » avant de reconnaître, deux jours plus tard, le nouveau régime et d'assurer l'ayatollah Khomeini que les États-Unis s'engageaient à ne plus s'immiscer dans les affaires domestiques de l'Iran¹. Outre les déclarations de bonne volonté, les ouvertures faites de part et d'autre s'étaient ensuite traduites par des engagements concrets. Dès les premiers contacts, l'ambassadeur W. Sullivan avait été mandaté par le secrétaire d'État Vance pour annoncer aux autorités islamiques que les États-Unis étaient désireux de continuer à vendre des armes à l'Iran². Ce à quoi le Premier ministre iranien, Mehdi Bāzargān, avait répondu, le 17 février, que l'Iran continuerait de livrer du pétrole aux États-Unis. En mars, les Américains ont fait des offres de livraison de pièces détachées pour l'équipement militaire, mais aussi pour vendre du pétrole raffiné, du blé, du riz et des biens de première consommation³. En août, autre geste d'ouverture, Carter approuve, personnellement, la vente de 47 millions de dollars de kérosène et de mazout à l'Iran...

L'embellie observée au sommet contraste cependant avec l'hostilité de la base révolutionnaire à l'égard des États-Unis. Entre février et mai 1979, au moment même où les deux capitales tentent de renouer des relations diplomatiques et économiques, la légation américaine à

Téhéran est attaquée à deux reprises⁴. « En février, l'ambassade a été occupée par 150 insurgés vêtus d'uniformes de l'armée et de l'aviation iraniennes et armés de fusils militaires. Un employé iranien de l'ambassade, non armé, a été tué, un *marine* enlevé et l'ambassadeur pris en otage avec tout le personnel de l'ambassade⁵. » Après cette première attaque, le nombre des *US marines* est porté de huit à treize et l'on installe de nouvelles portes d'acier à la chancellerie. Néanmoins, le 25 mai, une centaine de milliers de manifestants attaquent de nouveau la représentation américaine et déchirent la bannière étoilée. Cette fois-ci, on prend des précautions supplémentaires pour que l'incident ne se reproduise plus : « Le drapeau [est] attaché à environ 6 mètres de haut et le mât enduit de saindoux pour décourager les grimpeurs⁶. » Il faut à tout prix éviter un nouveau dérapage.

Malgré ces incidents, le désir de normalisation semble l'emporter de part et d'autre au sein des chancelleries. En juin, lors de sa prise de fonctions, le nouveau chargé d'affaires américain, Bruce Laingen, fait sa tournée de visites de courtoisie aux dirigeants de la République islamique au terme de laquelle il affirme à son autorité de tutelle que « tout irait bien désormais ». Et, de fait, les relations entre Téhéran et Washington ne cesseront de s'améliorer au cours de l'été 1979.

*

Mais cette amélioration des relations irano-américaines n'aurait pu se faire sans la contribution de personnages haut placés au sein du nouveau régime islamique. Parmi eux, le Premier ministre Bāzargān lui-même, mais aussi son porte-parole et vice-président du Conseil, Abbās Amir-Entezam⁷, ou encore son ministre des Affaires étrangères, le Dr Ebrahim Yazdi. Celui qui, avec Bani-Sadr et Ghotbzādeh, formait à Neauphle-le-Château le trio du BYGH est un personnage clé du rapprochement bilatéral et mérite, à ce titre, que soit brièvement rappelé son parcours depuis l'exil à Paris.

Durant le séjour de l'ayatollah Khomeini en France, Yazdi s'est dépensé sans compter pour forger des liens entre le nouveau Conseil de la Révolution et l'administration Carter, faisant jouer pour cela ses connexions personnelles avec l'Amérique et les Américains. Après plusieurs contacts informels, une première rencontre sérieuse avait été organisée, le 14 janvier, avec Warren Zimmermann, le chargé des

Affaires politiques de l'ambassade américaine à Paris⁸. L'objectif de la rencontre était d'« obtenir des garanties de la part des États-Unis que l'armée n'entreprendrait aucune action contre l'opposition islamiste⁹ ». Déclarant que, selon l'ayatollah, un coup d'État militaire serait impossible sans l'aval de Washington, Yazdi avait affirmé à son interlocuteur qu'il était de la responsabilité des États-Unis d'utiliser « tous les moyens possibles » pour faire échouer une telle action¹⁰. Bien que tenue secrètement, à l'abri des caméras, dans une petite auberge de la banlieue parisienne, ce fut, note Christian Emery, la première rencontre de haut niveau entre un officiel américain et un membre de l'entourage de l'ayatollah Khomeini¹¹. Dès lors, à Washington, on s'est plu à voir en l'ancien pharmacien une carrure de président de la nouvelle République.

En février, lors du retour triomphal en Iran, Ebrahim Yazdi jouit déjà, dans le cercle des élites révolutionnaires, d'une solide et encombrante réputation d'« Américain ». Mais ce n'est que durant les semaines suivantes que les Iraniens découvrent, en même temps que son sourire « *cheese* » et son accent texan, le fait qu'il a résidé dix-huit ans d'affilée aux États-Unis et que, comble de tout, il a conservé son passeport américain. La découverte simultanée de tous ces éléments, qui font immédiatement de lui un « agent américain », scandalise l'opinion publique iranienne. Dès le 11 mars, la presse, selon laquelle la fille de Yazdi aurait dit que son père « attacherait beaucoup de prix à sa citoyenneté américaine », reproduit les propos de James Bill, l'émissaire iranologue de Carter, qui, parlant de Yazdi, a déclaré : « C'est un allié¹². »

Aussitôt, une rumeur se répand qui va très vite devenir une profonde conviction : Yazdi est membre de la CIA. Simultanément, il devient – plus encore que Sâdegh Ghotbzâdeh – le personnage le plus impopulaire du nouveau régime. Il est antipathique à tous, quelle que soit la couleur politique, y compris parmi les islamistes de gauche, mouvance dont il est lui-même issu. Les adversaires de Khomeini répandent le bruit que le magazine allemand *Stern* aurait été interdit en Iran parce qu'on pouvait y voir une photographie de Yazdi baisant la main du Chah. L'affaire passionne l'opinion, et le kurdologue Mokri, qui vient d'être nommé ambassadeur à Moscou, demande au correspondant de Reuter de lui procurer un exemplaire du journal¹³. La rumeur enfle. Le bruit court, en avril 1979, que le général Gharani

aurait été assassiné parce qu'il a adressé à Khomeini des messages le mettant en garde contre Ebrahim Yazdi et Ghotbzādeh, qu'il accusait d'être des agents américains. On raconte aussi que George Cave, le chef d'antenne de la CIA à Téhéran, aurait eu des rencontres avec plusieurs membres du gouvernement iranien, dont Yazdi et Bāzargān¹⁴.

Ne voulant pas « comme Jonas être mangé par la baleine », Yazdi se débat comme un beau diable. Il affirme qu'il ne se dérobera pas, parce que « cette campagne de diffamation n'a d'autre but que d'émousser le fer de lance de la Révolution ». Il rejette sur Bakhtiar, qu'il présente comme l'« homme des Américains », les accusations qu'on lui adresse. Selon lui, en effet, le président Carter avait mis en garde l'ayatollah, dans une missive élaborée à la Guadeloupe et datée du 8 janvier, contre le danger d'un « bain de sang » au cas où il n'accorderait pas son soutien à ce dernier. Mais si le Dr Yazdi dénonce la « mauvaise Amérique », celle des républicains et de William P. Rogers, l'ancien secrétaire d'État de Richard Nixon, il plaide avec passion, et des accents de persuasion lyrique, pour une « nouvelle Amérique », « de gauche » et « antisioniste ». Il le fait avec tant d'insistance que le quotidien *Ayandegan* l'accuse maintenant d'organiser la « réintroduction de l'impérialisme par la fenêtre » : « Vous dites, monsieur Yazdi, que le mal vient du sionisme, des mauvais ambassadeurs, mais l'un comme les autres ne sont-ils pas justement “mauvais” du fait même de leur connexion avec les États-Unis¹⁵ ? » En août 1979, dans une atmosphère où il convient d'être « plus ayatollah que l'ayatollah », Yazdi propose et fait adopter, par Khomeini, la célébration d'un « Jour de Jérusalem » anticipant la « reprise de la Ville sainte aux sionistes ».

Ebrahim Yazdi se présente aussi à Éric Rouleau, le préposé aux affaires iraniennes du *Monde*, comme l'un des partisans d'une révolution permanente qui ferait tomber les « frontières artificielles » implantées par l'impérialisme pour diviser l'« Oumma » et que le journaliste appelle, pour cette raison, les « trotskistes de l'Islam¹⁶ ». La sophistication de ses élucubrations idéologiques lui vaut rapidement une réputation de fumiste en chef du régime et lui attire la méfiance du clergé de Ghōm qui, comme de coutume, préfère s'en tenir au dogme « au pied de la lettre ». Éminemment ambigu et terriblement rusé, l'apothicaire islamiste, avec un pied aux États-Unis et l'autre

dans la mosquée, incarne à sa façon l'extraordinaire « mélange des forces » qui, en cette année 1979, pousse la locomotive révolutionnaire... à entrer en gare de Washington.

*

Derrière l'écran de fumée qu'il entretient savamment, le très déroutant ministre des Affaires étrangères du gouvernement Bāzargān œuvre activement à développer les liens entre la jeune République islamique et la superpuissance. En juillet, le conseiller « très spécial » de Khomeini annonce, contre toute attente, qu'une partie des accords militaires irano-américains, signés sous l'ancien régime et rompus par le gouvernement Bakhtiar, seront reconduits. Durant sa visite à New York, du 3 au 6 octobre 1979, pour l'Assemblée générale des Nations unies, le Dr Yazdi aura trois séries de rencontres avec les officiels américains au cours desquelles il sera encore question du dossier des ventes d'armes et de la coopération militaire entre les deux pays. Le 3, il rencontre le secrétaire d'État Vance à qui il explique, entre autres choses, que la Révolution islamique est « le plus grand événement de l'histoire de l'humanité¹⁷ », tout en lui promettant que l'établissement d'une « théocratie » n'aura aucun impact sur la politique iranienne qui, ajoute-t-il, sera très probablement entre les mains de décideurs laïcs comme lui. En retour, Vance l'assure que les États-Unis supportent « l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Iran¹⁸ ». C'est la première rencontre de ce niveau entre les représentants des deux pays depuis la chute du Chah d'Iran et, malgré les critiques de la presse de gauche¹⁹, on espère que la coopération militaire est à nouveau sur les rails.

Peut-on alors parler d'un « retour à la normale » dans les relations entre les États-Unis et la république islamique d'Iran ? Non, certes non. D'abord parce qu'il est trop tôt. Les braises du trône du Paon sont encore chaudes. Ensuite parce que les Américains et les Iraniens sont soucieux, aux yeux de leurs opinions publiques respectives, mais également aux yeux de l'opinion publique internationale, de ne pas afficher leurs rapports. En Iran, comme partout dans le tiers-monde, une alliance américaine est toujours intrinsèquement déstabilisatrice et source de discrédit. Par conséquent, « le gouvernement américain doit sauver d'eux-mêmes ses alliés potentiels par le moyen bien simple de leur refuser son appui officiel²⁰ ». Tout cela fait partie du jeu

complexe de la diplomatie internationale que des chanteurs tels que Serge Gainsbourg et Georges Brassens ont très bien su exprimer : « je t'aime, moi non plus » et « j'ai l'honneur de ne pas te demander ta main ». Mais il n'en demeure pas moins que le gouvernement Bāzargān et l'administration Carter sont motivés par un même désir de concorde²¹.

La rencontre, à Alger, le 1^{er} novembre, entre Mehdi Bāzargān, le Dr Yazdi, le ministre de la Défense, Mostafa Chamrane, et Zbigniew K. Brzeziński, conseiller à la Sécurité nationale du président Carter, démontre que le processus de normalisation est en bonne voie²². Seul un élément imprévu pourrait le faire dérailler.

1. Sara Steinmetz, *Democratic Transition*, op. cit., p. 63.

2. Cyrus Vance, *Hard Choices : Critical Years in America's Foreign Policy*, New York, Simon & Schuster, 1983, p. 343.

3. Barry Rubin, « America's relations with the Islamic Republic of Iran », *Iranian Studies* 13, nos 1-4, 1980, pp. 307-326.

4. Difficile de croire que ces attaques n'ont pas reçu la bénédiction du Guide et de son entourage. Une chose est sûre : elles désolent le Premier ministre Bāzargān et Ebrahim Yazdi, son singulier ministre des Affaires étrangères.

5. Pierre Salinger, *Otages*, op. cit., p. 30.

6. Michael Ledeen et William Lewis, *La Dêbâcle*, op. cit., p. 252.

7. Né en 1933, il fait des études en France et aux États-Unis où il réside de nombreuses années comme « entrepreneur » avant de rejoindre Bāzargān, son « mentor », qui lui demande de devenir Premier ministre adjoint et porte-parole de son cabinet. En raison de l'hostilité des religieux, Bāzargān choisit de l'éloigner d'Iran en le nommant ambassadeur en Suède en août 1979.

8. Said Amir Arjomand, *The Turban*, op. cit., p. 131.

9. *Global Affairs*, vol. 2, issues 3-4, International Security Council, 1987, p. 182.

10. Gary Sick, *All Fall Down*, op. cit., p. 142.

11. Christian Emery, *US Foreign Policy and the Iranian Revolution : The Cold War Dynamics of Engagement and Strategic Alliance*, New York, Palgrave Macmillan, 2013, p. 78.

12. Ironiquement, dans le livre de 520 pages qu'il a consacré, en 1988, à la Révolution islamique, ce dernier semble soigneusement éviter de se répandre au sujet de « son ami » Yazdi (James A. Bill, *The Eagle and the Lion : The Tragedy of American-Iranian Relations*, Yale, Yale University Press, 1988).

13. Proche de Mossadegh et exilé après le coup d'État de 1953, Mohammad Mokri (1921-2007) revient en Iran avec Khomeini dont il est l'assistant. Premier ambassadeur de la République islamique en URSS, puis en Mongolie, il se

brouillera avec le Guide suprême avant de revenir s'installer en France.

14. Cette dernière « rumeur » est accréditée par le livre du journaliste Robert Fisk, *The Great War for Civilisation : The Conquest of the Middle East*, New York, Random House LLC, 2007.

15. Ayandegan, 1^{er} août 1979. Ce journal aurait été interdit, le 8 août 1979, pour avoir proféré ces accusations.

16. *Le Monde*, 14 juin 1979.

17. Michael Ledeen et William Lewis, *La Débâcle*, *op. cit.*, p. 172.

18. Babak Ganji, *Politics of Confrontation : The Foreign Policy of the USA and Revolutionary Iran*, New York, I. B. Tauris, 2006, p. 144.

19. Le 20 octobre 1979, La Voix nationale de l'Iran – une radio clandestine de gauche – prendra violemment à partie Yazdi, lui reprochant non seulement de vouloir annuler la rupture des accords militaires décidée par Bakhtiar, mais aussi de développer l'achat d'armements américains.

20. Michael Ledeen et William Lewis, *La Débâcle*, *op. cit.*, p. 241.

21. Shireen Hunter, *Iran's Foreign Policy in the Post-Soviet Era : Resisting the New International Order*, Santa Barbara, ABC-CLIO, 2010, p. 38.

22. Blade, « Brzezinski, Bazargan Hold First Talks Since February Revolution in Iran », *Reuters in Toledo*, 2 novembre 1979.

Shahdov en Amérique

Dans *A King in New York* (1957), Charlie Chaplin raconte l'histoire du roi Igor Shahdov qui, chassé par une révolution sous les cris de « À mort Shahdov », finit, ruiné et transi, à New York. Ce « Shahdov » résonne comme un acronyme de « Shah » et de « *shadow* » (spectre). Curieuse coïncidence puisque, après une halte au Mexique, c'est aussi dans cette mégapole que le souverain iranien traînera son ombre.

Le 10 juin 1979, le *Néfertiti*, le radeau de luxe de la famille impériale, aborde les rives d'Acapulco. Insensible aux menaces des mollahs et aux pressions internationales, le gouvernement du président José López Portillo accueille les souverains proscrits avec respect et gentillesse. « Nous eûmes, écrit l'impératrice Farah, le sentiment que le Mexique n'était pas mécontent de donner à cette occasion une leçon d'éthique politique aux États-Unis¹. » Le couple impérial, leurs quatre enfants et la suite royale sont logés à Cuernavaca, la célèbre villégiature déjà fréquentée par l'empereur à la « couronne de cactus », Maximilien I^{er} du Mexique. Le Chah apprécie l'avenante villa Dos Rios qui appartient à la petite-fille du milliardaire américain Jason « Jay » Gould, hissée à 1 600 mètres, soit l'altitude de son palais de Niāvarān. C'est Roberto Armao, l'élégant fondé de pouvoir de David Rockefeller, qui a trouvé l'endroit.

Havre de paix, halte bienfaisante, rémission de la maladie. C'est le dernier été d'une vie et il sera mexicain. Le Chah trouve au pays du serpent à plumes un peu de l'air vivifiant des montagnes de Perse. Un peu de vigueur et de fierté lui est rendu. Ce sont les derniers instants de bonheur. C'est là qu'il reçoit Richard Nixon, donnant lieu à ce qu'un témoin appellera la « rencontre de deux anges déchus ». C'est aussi là qu'il célébrera – en avance – son dernier anniversaire. Une photographie immortalise ce mélancolique événement. Le Chah amaigri, vêtu d'un veston blanc, est entouré des derniers fidèles, une dizaine de personnes : Farah, les princesses Chams et Fatemeh, le

colonel Djahānbini. Sur une petite table devant eux, un gâteau d'anniversaire avec des bougies et quelques coupes de champagne...

Ragaillardi par l'été, l'altitude, l'obscène glissement du masque de Khomeini et une rémission du cancer, le Chah retrouve des manières de roi et la force d'enregistrer ses souvenirs : *Réponse à l'Histoire*. Aidé par Henry Bonnier, le directeur des éditions Albin Michel, qui, au départ, avait été chargé de la version française de *Vers la Grande Civilisation*, il dicte, en français, son plaidoyer *pro domo*, le cri rauque d'un aigle malade dans la tempête, une réplique à Clio qui vient de le terrasser, lui et son pays². Farah conserve la dernière page du manuscrit. Au bas de cette feuille de papier à lettres aux armes des Pahlavi, le Chah a écrit : « Cuernavaca, le 16 septembre 1979. » Trente-huit ans plus tôt, jour pour jour, il accédait au trône³.

Dans ce livre-testament, Mohammad Réza Pahlavi s'exprime une dernière fois sur les raisons du triomphe de la « Révolution noire », sur son rêve inachevé mais aussi, de manière plus générale, sur le recul de la civilisation face à l'avancée des ténèbres :

Nos très grandes époques sont celles où l'énergie, l'ambition, l'habileté, parfois la ferme sagesse d'un seul chef nous maintiennent unis. Nos basses époques, au contraire, sont toutes marquées par une double série d'attaques, dirigées ouvertement, ou non, de l'extérieur, mais aggravées par une complicité intérieure plus ou moins consciente, et plus ou moins organisée⁴.

Au départ, le projet du couple impérial est de demeurer quelque temps au Mexique, mais bientôt la faux du destin, pressée, frappe à la porte de ce nouvel exil. D'abord sous la forme d'une condamnation à mort par contumace que l'*Hodjatoleslam* Khalkhālī dit vouloir mettre à exécution personnellement, ensuite sous celle d'une récidive de la maladie de Waldenström, décelée quelques années plus tôt par le professeur Fellingner. Cette leucémie chronique dont souffre le Chah depuis six ans s'est brusquement transformée en une forme plus grave du mal nommé « lymphome histiocytaire diffus ». Contre les conseils du Dr Flandrin qui pense que le Chah pourrait être soigné sur place à l'Hospital General de Mexico, le Dr Kean, dépêché par David Rockefeller, estime qu'il doit de toute urgence aller se faire opérer au

New York Hospital.

Sur les conseils insistants du Dr Kean et de Roberto Armao, le Chah finit par accepter d'être hospitalisé aux États-Unis mais refuse de s'abaisser à solliciter la permission de la Maison Blanche. Informé de l'intention du malade de se rendre à New York, le président Carter s'emporte : « Que le Chah aille se faire foutre ! s'exclame-t-il. Je ne vais sûrement pas l'accueillir ici alors qu'il a d'autres endroits où aller, où il sera en sécurité⁵. » L'Amérique a néanmoins une réputation de terre d'asile à défendre et il faudra se résoudre à accueillir cet intrus.

La décision est prise le 19 octobre 1979, lors du petit déjeuner hebdomadaire du vendredi matin réservé aux questions de politique étrangère. Hostiles à l'idée, Cyrus Vance, Jimmy Carter et Hamilton Jordan, le secrétaire général de la Maison Blanche, craignent la réaction des mollahs. En coulisse, Henry Precht, directeur de l'Iran Desk, les soutient : malgré le début de réchauffement des relations irano-américaines, certains éléments révolutionnaires sont encore incontrôlables et l'ambassade américaine a déjà été attaquée à deux reprises, en février et en mai. Jordan se souvient que Vance estime qu'en accueillant le Chah « les chances qui existent d'établir des relations avec le nouveau régime seraient anéanties » : il faut donc « choisir entre le Chah et son lieu de villégiature et les intérêts de la nation⁶ ». Dans ses Mémoires, Carter est du même avis que « Cy » et Jordan mais explique avoir craint que les amis du souverain iranien, Henry Kissinger et David Rockefeller, ne fassent pression sur les autres pour que la porte soit entrouverte au paria iranien⁷.

Et qu'advierait-il si la presse venait à apprendre que l'on a refusé l'asile à un malade ? Le vice-président Walter Mondale, Zbigniew Brzezinski et Harold Brown, ministre de la Défense, sont d'avis qu'aux yeux du monde il faut faire preuve de magnanimité à l'égard de l'ancien protégé iranien : « Certes, c'est prendre un risque, mais on doit bien ce geste au Chah après l'avoir si mal traité depuis plusieurs mois, alors qu'il souhaite s'installer aux États-Unis et qu'on lui a fait savoir qu'il n'était pas le bienvenu⁸. » « Zbig » Brzezinski avance l'argument que céder serait perçu comme un signe de faiblesse par les mollahs et compromettrait la suite de la nouvelle relation bilatérale⁹. Tout le monde s'accorde néanmoins sur le fait qu'il faut préserver le fragile équilibre obtenu au cours des derniers mois avec l'équipe Bāzargān-Yazdi. Un compromis est avancé : le souverain

malade ne pourrait-il pas être accueilli en invoquant un cas d'urgence médicale, ce qui, espère-t-on, ne pourrait être interprété par les dirigeants islamiques comme une trahison ?

Au terme des délibérations, le consensus se construit autour de l'idée d'un permis de séjour médical accordé pour une période limitée. Les six hommes votent : on laissera entrer le Chah aux États-Unis mais, pour ménager les islamistes, on n'accordera à l'« ex-roi » qu'un asile sanitaire sans aucune autre forme de privilèges. Il est également impératif que l'hospitalisation demeure la plus discrète possible et que la presse ne s'en mêle pas. Les apparences seront sauvées. Du moins le croit-on.

Se rangeant à l'avis général, Carter ajoute cependant : « Et que me conseillerez-vous quand ils auront occupé notre ambassade et pris nos gens en otage¹⁰ ? » Dévasté lorsqu'il apprend la décision, Henry Precht, qui a tout fait pour que le permis de séjour ne soit pas accordé, se précipite sur son téléphone pour informer le Dr Yazdi qui réagit, outré : « Vous jouez avec le feu¹¹ ! »

Le 22 octobre, à bord d'un avion loué à la Gulf, Mohammad Réza, Farah et leur suite quittent le Mexique en direction des États-Unis. Neuf mois après la date qui avait été initialement fixée avec Carter pour son arrivée aux États-Unis, le Chah entre incognito au New York Hospital où il est admis, dans le service de cancérologie, sous un nom d'emprunt : David Newsom¹².

1. Farah Pahlavi, *Mémoires*, op. cit., p. 304.

2. Une photographie les montre tous les deux prenant le thé dans de petits « *estekans kamarbarik* » (des verres à thé galbés, très en vogue en Iran).

3. On pense bien sûr à Napoléon dictant à Sainte-Hélène, à Las Cases, ses « mémoires d'outre-exil » (le *Mémorial*). L'un et l'autre avaient donc dicté leur réponse au destin, à des milliers de kilomètres de leur Empire perdu au seuil de leur tombeau.

4. Mohammad Réza Pahlavi, *Réponse*, op. cit., p. 15.

5. William Shawcross, *Le Shah*, op. cit., p. 268.

6. Hamilton Jordan, *Crisis : the Last Year of the Carter Presidency*, New York, J. P. Putnam's Sons, 1982, pp. 29-32.

7. Jimmy Carter, *Keeping Faith*, op. cit., p. 461.

8. Pierre Salinger, *Otages*, op. cit., p. 30.

9. Zbigniew Brzezinski, *Power and Principle : Memoirs of the National Security*

Adviser, 1977-1981, New York, Farrar, Straus and Giroux, 1985, p. 474.

10. Pierre Salinger, *Otages*, *op. cit.*, p. 30.

11. Mansour Farhang, « U.S. Policy toward the Islamic Republic of Iran », in Houchang Amirahmadi, *The United States and the Middle East : A Search for New Perspectives*, New York, SUNY Press, 1993, pp. 153-155.

12. C'est à contrecœur que David Newsom, alors numéro deux du State Département, sert de prête-nom au Chah (William Shawcross, *Le Shah*, *op. cit.*, p. 285).

ÉPILOGUE

La rupture

Le 25 octobre 1979, le monde apprend que le Chah a été opéré, la veille, pour un lymphome dans un établissement hospitalier de New York. Sur son lit d'hôpital, le convalescent reçoit des milliers de messages amicaux, la visite de stars d'Hollywood telles que Frank Sinatra. Il voit de sa fenêtre passer un avion qui, survolant l'East River, traîne dans son sillage une banderole sur laquelle on peut lire : « Longue vie au Chah ! » À des milliers de kilomètres de là, la nouvelle, qui a l'effet d'une bombe, secoue la République islamique. Ses dirigeants se sentent trahis. La rue est hors d'elle. Sa rage ne peut être contenue.

Mohammad Réza se sait condamné. Même avec les meilleurs soins, il ne lui reste plus que huit mois à vivre. Mais il sait aussi que la nouvelle qui vient de se propager va créer une formidable commotion. Aux États-Unis comme en Iran. A-t-il voulu, en venant se faire soigner aux États-Unis, se venger de ceux qu'il accuse de l'avoir trahi ? Il est permis de le penser. En Iran, la vengeance est un art consommé, même – et surtout – lorsque la défaite et la mort semblent inéluctables. Dans la Perse antique, les cavaliers-archers parthes qui battaient en retraite avaient pour technique de se retourner sur leur monture pour arroser de flèches leurs poursuivants. Difficile d'affirmer que le Chah a voulu « décocher une flèche du Parthe », mais une chose est sûre : l'effet provoqué par la nouvelle de son hospitalisation à New York est un désastre pour l'ensemble de ses adversaires.

À Washington, la Maison Blanche essaie de limiter les dégâts en ménageant la susceptibilité de ses interlocuteurs islamistes. Le président Carter met les formes requises et fait savoir qu'il a demandé l'« autorisation » à la République islamique. Le secrétaire d'État Vance précise qu'il a obéi à un mobile « essentiellement humanitaire » et qu'il considère le roi comme « définitivement déchu ». Peu importe, cette agonie du Chah sur les marches du trône de son ancien maître, celui-là même qui l'a chassé, excite la colère des Iraniens les plus radicaux.

À Ghôm, la nouvelle de la maladie du Chah suscite les plus sinistres commentaires. Khomeini grommelle qu'il espère que c'est bien un cancer. La foule qui l'entoure reprend en chœur : « *Inch Allah !* » L'inférel Sâdegh Khalkhālī ayant demandé aux musulmans new-yorkais d'aller faire du bruit sous les fenêtres du malade, « pour qu'il ne puisse pas se reposer », 80 Iraniens se prosternent avec fougue contre les grilles du New York Hospital où est alité Mohammad Réza. Hurlant à la mort, ils implorent Dieu pour que meure le « félon ».

À Téhéran, où la colère n'a cessé de monter au cours des dernières semaines, la populace exaspérée tourne sa vindicte vers le « Grand Satan ». Les cris de « *Marg-bar-Amrikā* » [Mort à l'Amérique] l'emportent sur les « *Marg-bar-Chāh* ». La nouvelle est reçue dans une atmosphère d'américanophobie extrême. Le 20 octobre 1979, La Voix nationale de l'Iran – une radio clandestine de gauche – prend violemment à partie le Dr Yazdī, lui reprochant non seulement de vouloir annuler la rupture des accords militaires décidée par Bakhtiar, mais aussi d'accélérer l'achat d'armements et de pièces détachées auprès des fournisseurs américains. Comme si ce n'était pas suffisant, le 2 novembre la presse publie une photo du Premier ministre Mehdi Bāzargān serrant la main de Zbigniew Brzeziński, lors de leur rencontre, la veille, à Alger¹. Le révolutionnaire lambda n'en croit pas ses yeux : le Premier ministre de Khomeini avec l'un des cerveaux de la politique du « Grand Satan » ! Les médias radicaux alertent « la Nation d'un retour de l'influence américaine² ». Les États-Unis veulent-ils remettre la main sur la Perse ? Les rumeurs les plus folles circulent. Le 26, un *sit-in* est organisé devant l'ambassade américaine. Le 1^{er} novembre, une manifestation en marche vers cette dernière est déournée à la dernière minute sur l'intervention personnelle de Mehdi Bāzargān³. Le pays est de nouveau en proie à l'agitation révolutionnaire. Des dizaines de milliers de manifestants battent le pavé. Il faut faire quelque chose, mais le gouvernement semble paralysé.

Le dimanche 4 novembre 1979, en fin de matinée, un groupe de 400 individus, formé d'étudiants et de *Pasdarān*, prend d'assaut l'ambassade des États-Unis à Téhéran. Vers 10 heures, les membres du groupe se sont réunis, sous une pluie fine, à un pâté de maisons de l'ambassade, près de l'avenue Roosevelt. « À 10 h 30, raconte Pierre Salinger, ils se mettent en marche par l'avenue Taleghāni [*Takhté-*

Djamchid au temps du Chah] vers les grilles de l'ambassade, les jeunes filles marchant en tête⁴. Ils dépassent les grilles, puis font brusquement demi-tour face à l'ambassade. Aussitôt, plusieurs des jeunes gens, les plus agiles, se précipitent pour escalader les grilles⁵. » C'est la cohue. Deux heures durant, la dizaine de *marines* postés devant l'ambassade tentent de retenir la foule d'assaillants déchaînés pendant que le personnel consulaire s'occupe de détruire à la hâte les documents sensibles en les brûlant ou en les passant à la déchiqueteuse. Lorsque les « étudiants » voient de la fumée s'échapper des bâtiments, ils forcent le passage et prennent cinquante-deux personnes en otage, auxquelles s'ajouteront trois autres, capturées au ministère des Affaires étrangères⁶. En échange de ces otages, ils réclament l'extradition du Chah. La bannière étoilée est brûlée et les murs de l'édifice couverts de slogans injurieux envers l'Amérique de Jimmy Carter.

Les envahisseurs de l'ambassade américaine se présentent sous le nom des Étudiants musulmans de la ligne de l'Imam [*Dānechjuyān Mosalmān Peyro Khatt Emām*]. Leur leader, Ebrahim Asgharzadeh, qui dit aussi être le cerveau de l'opération, déclare avoir pour guide non plus l'imam, mais son idéologie. Khomeini serait-il désavoué, débordé par sa propre base ? En décembre, au terme du premier mois d'occupation, « les Iraniens et les sources diplomatiques occidentales » s'accorderont à dire que « les 200 jeunes gens et jeunes femmes qui demeurent au sein de l'ambassade sont de véritables étudiants », même si le *Time Magazine* rapporte que des images prises montrent également « des hommes armés [...] en uniforme kaki », qui « ressemblent davantage à des combattants » susceptibles de sortir des rangs du corps des Gardiens de la Révolution islamique⁷. Même s'il s'empresse d'en prendre l'initiative à son compte, certains doutent que Khomeini ait été informé du projet de la prise de l'ambassade⁸. D'autres sont convaincus qu'il a été monté de toutes pièces par sa garde rapprochée.

Au lendemain de la prise de l'ambassade, Mehdi Bāzargān fait de son mieux pour rassurer Washington : ce ne sont que quelques militants zélés à la recherche d'un coup d'éclat. Un de ces *sit-in* que les étudiants américains pratiquent eux-mêmes. Il assure que cela ne durera pas. Mais, très vite, tout indique que ce qui est déjà une « crise » est parti pour durer. Et plus la crise s'éternise, plus elle rend

la position de Bāzargān intenable. Quarante-huit heures après la prise de l'ambassade, l'« ingénieur » décide qu'il ne veut plus jouer les courtiers de haut vol entre les deux capitales. Le 6 novembre, pour l'énième fois, il déclare qu'il va démissionner. Mais, au lieu de se rendre lui-même auprès de Khomeini, il envoie son neveu... et, pour la première fois, l'ayatollah accepte la résignation de son président du Conseil. Sans rechigner. « Bon débarras ! » L'annonce de son limogeage qui s'étale le lendemain à la une des grands journaux est un coup de tonnerre. Les révolutionnaires radicaux exultent. Ceux qui misaient sur un rapprochement avec l'Amérique déchantent.

Que l'opération soit spontanée ou non, elle arrive à point nommé pour Khomeini à qui elle offre l'occasion de se remettre en selle. Voilà l'occasion qu'il attendait pour se débarrasser des gêneurs qui lui ont été imposés par l'Ouest, pour rompre définitivement avec l'Amérique et pour proclamer une « seconde Révolution islamique⁹ ». Car le vicaire de Ghōm sait qu'il a besoin de sa base révolutionnaire pour rester l'unique Guide de la Révolution. S'accrochant à la crinière de ce cheval fougueux qui a déjà désarçonné tant de cavaliers (la majorité absolue de ce peuple n'a pas vingt ans), le voilà maintenant qui approuve, cautionne, renchérit. Il va jusqu'à traiter Carter de « baudet¹⁰ ». En occupant la légation américaine, les « étudiants islamiques » ont obtenu la démission de Bāzargān, dont la collusion avec les Américains est maintenant ouvertement dénoncée. Mieux, en occupant le « nid d'espions » – c'est ainsi qu'on a baptisé l'ambassade des États-Unis –, ils ont également saisi des documents classifiés des services de renseignements américains – hâtivement déchiquetés par le personnel consulaire mais patiemment reconstitués – qui laissent apparaître, au compte-gouttes, des liens très compromettants entre certains dirigeants iraniens et Washington.

Les informations divulguées par les documents saisis à l'ambassade américaine déclenchent une purge au sein du cabinet Bāzargān. Plusieurs de ses membres sont inquiétés par la justice islamiste. Son porte-parole, Abbās Amir-Entezam, fortement soupçonné de connivence avec la CIA, est emprisonné dès le mois de décembre¹¹. Certains, comme Bāzargān ou Ebrahim Yazdi, son ministre des Affaires étrangères, sont écartés du premier cercle du pouvoir islamique et cantonnés à un rôle mineur dans l'opposition au sein du Mouvement pour la Liberté [*Nehzat-e Azadi-e Iran*]. D'autres

connaissent une disgrâce différée mais tragique. C'est le cas du remplaçant de Yazdi à la tête de la diplomatie iranienne, Sādegh Ghotbzādeh, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1980, qui, après être retourné dans l'anonymat, est arrêté pour son implication présumée dans une tentative de coup d'État. Le « bellâtre de Neauphle » sera finalement condamné à mort et exécuté en 1982 pour « haute trahison ». Quant au troisième Pied nickelé, sans doute moins impliqué et plus « innocent » que les deux autres, Abolhassam Bani-Sadr, fils spirituel de l'ayatollah, il est élu premier président de la République islamique en février 1980 mais destitué quatre mois plus tard, notamment pour avoir insinué l'existence de liens entre Khomeini et le successeur républicain de Jimmy Carter, Ronald Reagan¹². Pour tous ceux-là, la partie a mal tournée depuis l'attaque de l'ambassade américaine. Le « nid d'espions » s'est révélé être un « nid de frelons ».

Si l'« équipe Bāzargān » a tout perdu dans cette affaire, c'est également, à travers elle, l'Amérique qui en fait les frais. Pour la superpuissance, la crise des otages est un « Pearl Harbor psychologique », mais aussi un fiasco diplomatique, économique¹³ et politique. Cette fois-ci, l'Iran s'affranchit définitivement de la tutelle américaine. L'expérience islamiste est un échec sur toute la ligne. Son résultat, la République islamique, sera, des décennies durant, le poison de la politique étrangère américaine. Il faut se rendre à l'évidence : l'Amérique est la première à s'embourber dans le marais islamiste.

1. Kenneth Pollack, *The Persian Puzzle : Deciphering the Twenty-Five-Year Conflict between the United States and Iran*, New York, Random House, 2004, p. 158.

2. Baqer Moin, *Khomeini*, *op. cit.*, p. 221.

3. Gary Sick, *All Fall Down*, *op. cit.*, p. 204.

4. Il leur faut agir vite et discrètement, étant donné les précautions qui ont été prises depuis les deux dernières attaques de l'ambassade.

5. Pierre Salinger, *Otages*, *op. cit.*, p. 34.

6. L'épisode a fait l'objet d'une brillante reconstitution dans le film *Argo* de Ben Affleck (2012).

7. « From the Campus to the Street », *Time Magazine*, 17 décembre 1979.

8. Massoumeh Ebtekar, *Takeover in Tehran : The Inside Story of the 1979 US Embassy Capture*, New York, Talon Books, 2001, pp. 33-39.

9. Reza Kahlili, *A Time to Betray : A Gripping True Spy Story of Betrayal, Fear, and Courage*, New York, Simon & Schuster, 2013, p. 53.

10. Radio Iran, 20 novembre 1979.

11. Sur son site officiel, Abbās Amir-Entezam clame, aujourd’hui encore, que Medhi Bāzargān l’avait lui-même chargé à l’époque de travailler à « la normalisation des liens avec les États-Unis » (<http://www.entezam.org/>).

12. La théorie du « *october surprise* » est également reprise par l’ancien conseiller de Carter, Gary Sick (Gary Sick, *October surprise : America’s Hostages in Iran and the Election of Ronald Reagan*, New York, Times Books, 1992, 306 pages).

13. D’emblée, sur le plan financier, le Cartel a volé en éclats et le pétrole iranien se vend jusqu’à 50 dollars le baril sur les marchés libres !

Quatre décennies de prolongations

Mektoub ! C'était écrit. Concocté par les scénaristes hollywoodiens et réalisé par la Maison Blanche, sur le thème désormais classique du *regime change*¹. Mais le *thriller* d'espionnage, dépassant le script original, a viré au film-catastrophe. Le projet a déraillé. Les résultats escomptés ne sont pas au rendez-vous. Depuis trente-huit ans, l'astre américain attend la Lune islamique qui, comme dans la chanson de Trenet, ne vient pas. Pourquoi cette rencontre sur fond de bannière étoilée est-elle continuellement ajournée ? Que s'est-il passé ?

En deux mots comme en cent, le tourbillon déclenché par l'apprenti sorcier yankee, prenant des proportions inattendues, s'est mué en maelström titanesque. Les stratèges américains ont vu l'expérience islamiste leur échapper le jour de la prise de l'ambassade américaine de Téhéran. Se débarrassant des « collaborateurs » qu'on lui avait imposés, Khomeini reprend alors les rênes de « sa » révolution. Durant quatre cent quarante-quatre jours, la République islamique humilie l'Amérique de Jimmy Carter aux yeux du monde. L'opération Eagle Claw, menée les 24 et 25 avril 1980 pour secourir les cinquante-cinq otages américains, est un désastre. L'aigle américain perd encore des plumes². Englué dans cette affaire, Carter perd l'élection de 1980 et devient, du même coup, le premier président de l'ère moderne à ne pas obtenir un second mandat. Le bilan de ce nouvel épisode « Baie des Cochons » est catastrophique. L'Iran, claironne *L'Humanité*, a proclamé son « indépendance ». Affranchi et perdu pour longtemps.

Les retombées régionales du fiasco sont des plus fâcheuses. Le diable islamique menace bientôt de sortir de sa huche. Les mollahs entreprennent d'exporter leur révolution hors des frontières iraniennes pour établir autour de la fragile République un paravent d'États fondamentalistes. Le péril est grand. L'occasion de se rappeler que les

deux autres révolutions universelles, la jacobine et la bolchevique, franchissant allègrement les frontières, avaient en leur temps fait des émules et menacé l'ordre mondial. Cette fois-ci, il faut empêcher que la poudre islamiste ne se répande au Levant, au Golfe et au reste du monde musulman. Soutenu, financé, armé par les Occidentaux et les pétromonarchies arabes, Saddam Hussein attaque l'Iran le 22 septembre 1980. Mais il faudra huit ans de guerre et 1 million de morts pour que le Djinn islamiste retourne dans sa fiole³. En 1988, l'ayatollah Khomeini se résigne à boire la « coupe de poison » du cessez-le-feu avec le raïs irakien et promulgue, l'année suivante, une *fatwa* stipulant que, désormais, la *Realpolitik* et la promotion des intérêts de l'Iran devront prendre le pas sur la diffusion de l'idéologie révolutionnaire⁴.

Même si, à première vue, l'opération a été très coûteuse, l'Amérique a tiré de grands profits de ce corps à corps ambigu. La stabilisation du prix du pétrole d'abord, le fanatisme de Khomeini ayant fait voler en éclats l'OPEP et considérablement atténué les risques d'un troisième choc pétrolier. L'effondrement du communisme ensuite. Sur la dernière ligne droite de la guerre froide, Khomeini et la République islamique se sont glissés en tête du marathon contre les Rouges. L'ayatollah sort victorieux de son *djihad* contre l'athéisme communiste bien mieux que le Chah, dont le bilan en la matière reste décevant. Sur le plan domestique, le Guide, sans états d'âme, purge l'Iran des marxistes en tout genre qui l'avaient aidé à détrôner le roi. Au terme d'une sanglante guerre civile, les mollahs exterminent les vieux caciques du Toudéh et les jeunes néocommunistes, Fédâyîn ou Modjâhedîn. Leurs cadavres, jugés indignes des cimetières musulmans, sont jetés aux chiens sur une décharge à laquelle est donné le nom de *Laanat Abād* [la Terre des Maudits].

Au-dehors aussi, l'Iran islamiste contribue de plusieurs manières à la croisade contre l'Union soviétique. D'abord et dans l'immédiat, à travers les humiliations infligées aux Américains, en provoquant chez eux un sursaut d'ardeur et d'orgueil. Exit Jimmy Carter et la stratégie « *soft* » à l'égard de Moscou. Le président cow-boy, Ronald Reagan, balaie la politique de détente des démocrates, relance la lutte anticomuniste à outrance et la course aux armements qui finit par mettre l'« empire du Mal » à genoux. Plus directement, la République islamique participe, en première ligne, au renversement de l'Union

soviétique. Comme l'a fait remarquer Mohammad Réza Djalili, la contiguïté territoriale de l'Iran avec le bloc de l'Est confère à la République islamique une « valeur stratégique ajoutée », « un rôle stratégique supplémentaire sur l'échiquier international⁵ », une position privilégiée pour intoxiquer l'URSS sur ses confins. À plusieurs reprises, Khomeini dénonce le traitement réservé par Moscou aux populations islamiques de l'Union et appelle les musulmans du monde entier à descendre dans les rues pour crier : « Mort à l'URSS ! » En 1989, le Guide suprême prophétise la fin prochaine de l'utopie marxiste et, répétant la mise en demeure de Mahomet à l'empereur sassanide, enjoint publiquement à Mikhaïl Gorbatchev de se convertir à l'islam⁶. Au même titre que le pape blanc, l'ayatollah noir a donc su mettre l'arme religieuse au service de la campagne antisoviétique. À la mort du Guide, le monde communiste est sur le point de s'effondrer. Malade d'une *Perestroïka* aiguë qui mine le communisme, sa coquille, l'URSS implose finalement le 21 décembre 1991, à Alma-Ata, en terre d'islam.

L'Union soviétique et l'ayatollah Khomeini n'étant plus que de mauvais souvenirs, on pense à Washington que le moment est venu de faire la paix avec Téhéran. Les analystes de la Maison Blanche, du Département d'État et du Pentagone se mettent fébrilement en quête d'un « ayatollah modéré », interlocuteur idéal qui combinerait, en une seule personne, les qualités des Pahlavi, de Mehdi Bāzargān et de Ruhollāh Khomeini... sans leurs défauts respectifs, bien entendu. Jouant le jeu des Américains, les gouvernants iraniens prennent l'habitude de s'attribuer les partitions : « Bon, maintenant, qui va jouer le rôle du “modéré” ? Qui va jouer le rôle du “radical”⁷ ? » L'oiseau rare, les Américains croient l'avoir trouvé en la personne d'un ayatollah « pragmatique », Akbar Hashemi Rafsandjani, qui se présente volontiers comme un partisan de la réintégration de l'Iran dans la communauté internationale, avant de tourner leurs espoirs vers son successeur, l'ayatollah « réformateur » Mohammad Khatami⁸. À l'été 1999, l'administration Clinton déclare que « les États-Unis n'ont pas d'intentions hostiles vis-à-vis de la République islamique et qu'ils espèrent établir de meilleures relations entre les deux pays⁹ ». Sur le plan symbolique, en 1998, Bill Clinton offre aux Iraniens une victoire footballistique à Lyon, alors « capitale des goals », tandis que son secrétaire d'État, Madeleine Albright, bourgeoise décalée, bat sa

coulpe en regrettant que son pays ait replacé le Chah sur son trône en 1953¹⁰. De part et d'autre, certains se plaisent alors à penser que la rupture de novembre 1979 n'était qu'une brouille passagère sur le point d'être oubliée.

À la fin des années 1990, alors que les États-Unis trônent sur l'échiquier mondial, tout semble conforter l'approche adoptée vingt ans plus tôt à l'égard de l'islam politique. Dans une entrevue accordée au *Nouvel Observateur*, Zbigniew Brzeziński, l'architecte du programme d'aide aux islamistes, se félicite des résultats de cette stratégie de revers.

– *Le Nouvel Observateur* : Vous ne regrettez pas d'avoir favorisé l'intégrisme islamiste, d'avoir donné des armes, des conseils à de futurs terroristes ?

– *Zbigniew Brzeziński* : Qu'est-ce qui est le plus important au regard de l'histoire du monde ? Les talibans ou la chute de l'empire soviétique ? Quelques excités islamistes où la libération de l'Europe centrale et la fin de la guerre froide ?

– *Le Nouvel Observateur* : Quelques excités ? Mais on le dit et on le répète : le fondamentalisme islamique représente aujourd'hui une menace mondiale.

– *Zbigniew Brzeziński* : Sottises. Il faudrait, dit-on, que l'Occident ait une politique globale à l'égard de l'islamisme. C'est stupide : il n'y a pas d'islamisme global. Regardons l'islam de manière rationnelle et non démagogique ou émotionnelle¹¹.

Mais un nouveau fracas vient perturber le charmant pas de deux : le 11 septembre 2001 et l'ahurissant attentat des tours jumelles à New York. À peine la poussière est-elle retombée sur Manhattan que certains se rappellent que les commanditaires de l'attaque terroriste, Al Qaïda et Ben Laden, sont eux aussi, comme les islamistes chiites, des créatures sorties des laboratoires du Pentagone¹². Le feu islamiste allumé vingt ans plus tôt par l'administration Carter pour enfumer l'Union soviétique vient, dans un retour de flammes, brûler les doigts des pyromanes américains. Ces pyromanes contraints maintenant de jouer aux pompiers volants en intervenant au Moyen-Orient et en Asie centrale pour essayer de contenir le brasier fondamentaliste. Bien

qu'encerclés par les forces armées américaines, les Iraniens voient une occasion de se débarrasser des talibans afghans et d'étendre leur influence en Irak où les États-Unis démettent Saddam Hussein, leur ennemi juré, pour le remplacer par un État confié... aux chiites pro-iraniens. Mais alors que les rencontres informelles se multiplient entre dirigeants américains et iraniens, plusieurs développements font dérailler encore une fois le nouveau processus de rapprochement. D'abord, les Américains découvrent que, sous couvert de « dialogue des civilisations », le président Khatami vient de relancer un programme nucléaire clandestin. Puis c'est au tour de son successeur, le bouillonnant Mahmoud Ahmadinejad, de ruer dans les brancards en rallumant le flambeau du khomeinisme et en multipliant les provocations à l'égard des États-Unis et de leurs alliés. Il n'en fallait pas plus pour que la défiance se réinstalle entre l'Iran, qualifié par George W. Bush de pays de l'« axe du Mal », et les États-Unis, plus que jamais conspués par les Iraniens comme le « Grand Satan ». La suspicion mutuelle est à son paroxysme. Même la « main tendue » au peuple iranien par le président démocrate, Barack Obama, en mars 2009, à l'occasion du Nōrouz, ne suffira pas à effacer la méfiance entre les deux pays. Quant à la relation qu'entretiendra le régime islamique avec Donald Trump, les paris demeurent ouverts au moment de l'écriture de ces lignes. Bien que la nouvelle administration ait indiqué vouloir remettre les mollahs au pas, les négociateurs iraniens ne désespèrent pas de pouvoir conclure un « deal » avantageux avec le businessman-président. Du taqia au ketman en passant par le khod'eh et le taarof¹³, les leaders iraniens puiseront sans doute encore dans l'attirail de feintes et de ruses accumulées depuis des siècles sur les champs de bataille, les arrière-cours des palais et les entrepôts des bazars ; ils emprunteront, à n'en pas douter, tous les raccourcis pouvant accélérer la remontée de l'Iran vers l'Olympe des grands États.

*

Rétrospectivement, lorsqu'on s'attarde sur les origines de la Révolution islamique de 1979, il est difficile de ne pas remarquer que tout a commencé avec les discours prodémocratiques du président Carter contre le régime Pahlavi. Les historiens réalisent à quel point l'hostilité idéologique du président américain vis-à-vis du Chah a

accélérala chute de ce dernier, scellé le destin de l'Iran et influencé celui du monde¹⁴. Ce fameux « vent de Carter », en soufflant dans les voiles de la rébellion islamiste, a entraîné l'effondrement de la monarchie millénaire et l'affaiblissement durable de l'un des principaux piliers du système moyen-oriental. L'ironie est que ce ne fut ni la première ni la dernière fois que Washington donna sa bénédiction, *urbi et orbi*, à un mouvement révolutionnaire aux conséquences géopolitiques gravissimes. En juin 2009, trente ans après l'« affaire iranienne », Barack Obama prononce au Caire, comme en écho à Wilson et Carter, un discours intitulé « Un nouveau départ » [*A New Beginning*] qui appelle à renouveler les relations entre les États-Unis et le monde musulman autour d'une nouvelle alliance avec les « islamistes modérés¹⁵ ». Entendu par les radicaux comme une remise en cause des régimes laïques et autoritaires de la région, ce « vent d'Obama » a déclenché à son tour la tempête du « Printemps arabe » (appelé « Réveil islamique » par les Iraniens) qui n'a cessé de souffler depuis, semant sur son passage désordres, guerres civiles, excès et désolation¹⁶. Davantage que les démocrates et les libéraux, ce sont aujourd'hui les Frères musulmans, les salafistes et les jusqu'aboutistes d'al-Nosra et de l'État islamique qui profitent de cette cécité historique¹⁷. Non contente de s'être embourbée la première dans le marécage des ayatollahs, l'Amérique, escomptant sans doute des profits – mais lesquels ? –, s'obstine et signe donc en bouturant à tour de bras l'expérience iranienne¹⁸.

À l'heure où le Moyen-Orient poursuit son inexorable désagrégation, en proie à l'extrémisme et aux luttes sectaires, alors que la République islamique souffle fièrement sa trente-huitième bougie, plus robuste que jamais, les Iraniens, eux, continuent de payer le prix de cette monumentale erreur. Car la nation iranienne demeure à ce jour la première et la plus grande victime de l'expérience islamiste et du gâchis (*kār-ter*, disent les Iraniens) qu'elle a provoqué. La Révolution de 1979 et ses conséquences tragiques constituent une faille sanglante dans son histoire plurimillénaire. Une calamité qui a désorganisé son fonctionnement, retardé son développement et sa modernisation et détruit son économie, devenue dépendante de la rente pétrolière. Un désastre qui a fracturé la nation et saigné ses forces vives, jetées sur les champs de bataille ou perdues dans l'exode de millions d'immigrés. Cette tragédie a été l'œuvre des ayatollahs.

Elle n'aurait peut-être pas eu lieu sans l'approbation des Occidentaux ; mais il serait injuste de taire la responsabilité des Iraniens eux-mêmes qui, par leurs actions ou par leur silence, s'en sont faits les complices. Même s'ils en ont souffert et même lorsqu'ils ont des regrets, leur orgueil leur interdit de se dédire. Aujourd'hui encore, nos compatriotes ont tendance à juger le Chah plus sévèrement que Khomeini : « Quand le temps a effacé la trace des douleurs privées, écrit l'historien Pierre de La Gorce, qui compare Napoléon I^{er} à Napoléon III, les peuples sont moins reconnaissants à leurs maîtres pour le sang épargné qu'ils ne sont enorgueillis pour le sang répandu¹⁹. » La Révolution islamique aura finalement été un jeu de dupes. Dans cette affaire, le Chah aura été la dupe de l'Occident, l'Occident, la dupe de Khomeini, Khomeini, la dupe du peuple, et le peuple, comme souvent, sa propre dupe. Et pourtant, si au milieu de l'orage les Iraniens avaient eu, un seul instant, le temps de méditer le Coran, ils y auraient peut-être lu cette sourate (13, 12) :

Allah ne modifie pas ce qui est en un peuple avant que celui-ci ait modifié ce qui est en lui-même.

-
1. Sur l'implication des États-Unis dans les *changements de régime* de 1898 à Cuba au début du ^{xx}^e siècle : Stephen Kinzer, *Overthrow : America's Century of Regime Change from Hawaii to Iraq*, New York, Macmillan, 2007.
 2. Jimmy Carter est hors de lui. En 2014, il dira que la Maison Blanche a alors envisagé de « rayer l'Iran de la carte » (« Jimmy Carter says he could have wiped Iran off the map in 1980 », *Chicago Sun-Times*, 1^{er} octobre 2014).
 3. La meilleure source pour en apprendre plus sur ce 14-18 oriental : Pierre Razoux, *La Guerre Iran-Irak : Première guerre du Golfe 1980-1988*, Paris, Perrin, 2013.
 4. Pierre Pahlavi et Afshin Hojati, « Iran and Central Asia : the smart politics of prudent pragmatism », in Emilian Kavalski (dir.), *The New Central Asia : The Regional Impact of International Actors*, Londres, Imperial College University Press, 2010, p. 217.
 5. Mohammad Réza Djalili, « L'Iran sans l'URSS », *Politique internationale*, no 56, été 1992, pp. 363-372.
 6. Houchang Amirahmadi et Nader Entessar, *Reconstruction and Regional Diplomacy in the Persian Gulf*, New York, Routledge, 2002, p. 206.
 7. Manoutchehr Ganji, *Être persan*, op. cit., p. 216.
 8. Longtemps ministre de la Culture et de l'Orientation islamique, Mohammad

Khatami est président de la République islamique de 1997 à 2005.

9. Bryan R. Gibson, « The National Security File : A case study on US-Iranian rapprochement », *The Majalla*, 24 octobre 2012.

10. Secrétaire d'État Madeleine K. Albright, *Remarks before the American-Iranian Council*, Washington D.C., Office of the Spokesman U.S. Department of State, 17 mars 2000.

11. Entretien avec *Le Nouvel Observateur*, 15-21 janvier 1998.

12. Dès le mois d'avril 1979, raconte le futur secrétaire à la Défense des États-Unis, Robert M. Gates, le Pakistan et l'Iran des mollahs appellent les États-Unis à soutenir les Modjahedin afghans contre les Soviétiques. Parmi ces combattants islamistes soutenus et financés par la CIA et l'ISIS pakistanais, le jeune Oussama Ben Laden (Robert M. Gates, *From the Shadows : The Ultimate Insider's Story of Five Presidents*, New York, Simon & Schuster, 2011, pp. 131-134).

13. À l'instar du ketman, le taqi et le khod'eh sont de vieilles techniques de mystification intellectuelle développées par le clergé iranien pour assurer la survie et l'épanouissement de la cause chiite. Pour une analyse casuistique des différents outils de ce « réalisme théologique », se référer à l'ouvrage de Mohamed Bâqr al Sadr, *Our Philosophy*, Londres, Routledge Kegan & Paul, 1988.

14. Sara Steinmetz, *Democratic Transition*, op. cit., p. 189.

15. Gilles Kepel, « Barack Obama a fait de l'islam une religion américaine », *Le Monde*, 5 juin 2009.

16. Éditorial, « Obama Channeling Jimmy Carter : Egypt is Barack's Iran moment », *The Washington Times*, 30 janvier 2011.

17. En septembre 2014, le président Rohani déclare, à la tribune de l'Assemblée générale des Nations unies, que : « Certains États ont aidé à créer l'extrémisme et se montrent à présent incapables de le combattre » (*International Business Times*, 25 septembre 2014).

18. Albert Einstein a défini la folie comme le fait de reproduire sans cesse la même erreur en escomptant toujours un résultat différent.

19. Henry Bordeaux, *Le Cœur de la reine Hortense*, Paris, Plon, 1933, p. 319.

Chronologie

~~1971~~ 1er. La conférence de l'OPEP à Téhéran marque le début d'un processus qui, rebondissant avec la guerre du Kippour, enflamme le prix du brut et aboutit au choc pétrolier.

12 octobre. Début des célébrations des 2 500 ans de l'Empire iranien et du « *bashing* » du Chah.

~~1976~~ 16 novembre. Élection de Jimmy Carter à la présidence des États-Unis.

~~1977~~ 11. Amouzegar remplace Hoveida à la tête du gouvernement iranien.

15 novembre. Visite du Chah à Washington.

31 décembre. Carter réveillonne avec le Chah au palais de Niāvarān, à Téhéran.

~~1978~~ 1er janvier. Parution dans l'*Etelāat* d'un violent article contre Khomeini qui met le feu aux poudres. Les jours suivants, la répression d'une manifestation dans la ville sainte de Ghōm déclenche le cycle infernal des manifestations et des morts.

19 août. Incendie au cinéma Rex d'Abadan.

27 août. Remplaçant Amouzegar comme Premier ministre, Sharif-Emāmi multiplie les mesures d'apaisement envers les mollahs.

4 septembre. Grand défilé de l'Ayd-é Fetr.

8 septembre. Vendredi noir, place Jāléh ; le sang coule abondamment.

6 octobre. Khomeini débarque à Paris puis va s'installer à Neauphle-le-Château pour déclarer sur les ondes de la BBC que « le Chah doit partir ».

6 novembre. Le gouvernement pseudo-militaire du général Azhari remplace celui de Sharif-Emāmi. Le même jour, le Chah déclare à la radiotélévision qu'il s'associe à la Révolution.

8 novembre. Arrestation de plusieurs charrettes de ministres « corrompus », au premier rang desquels Hoveida et le chef de la

SAVAK.

10 et 11 novembre. Défilés gigantesques et contestataires dans les rues de Téhéran, à l'occasion des deuils chiites de l'Achoura et Tessouā.

~~1979~~ *19 janvier.* Formation du cabinet Bakhtiar.

16 janvier. Le Chah quitte l'Iran.

1^{er} février. Retour de Khomeini, qui nomme Bāzargān Premier ministre.

9, 10 et 11 février. Les Trois Glorieuses islamiques renversent les derniers remparts du régime impérial. De très nombreux dignitaires et généraux sont passés par les armes devant le « mur Allah Akbar ».

1^{er} avril. Proclamation de la République islamique.

Juillet. Bakhtiar refait surface à Paris.

22 octobre. Arrivée du Chah à New York pour y subir une opération.

4 novembre. Occupation de l'ambassade des États-Unis à Téhéran par les révolutionnaires qui prennent en otages les diplomates américains.

~~1980~~ *1980* Raid manqué d'un commando américain sur Tabās (à l'est de l'Iran) pour récupérer les otages...

9-10 juillet. Coup d'État manqué de Nojéh, patronné par Bakhtiar. Des centaines d'officiers monarchistes et nationalistes sont passés par les armes.

27 juillet. Mort du Chah au Caire. Réza, son fils, se proclame empereur.

22 septembre. L'armée de Saddam Hussein envahit le sud de l'Iran. La guerre entre l'Iran et l'Irak durera huit ans (1980-1988) et fera un million de morts.

~~1981~~ *1981* *1^{er} janvier.* Le jour de l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison Blanche, Khomeini libère les otages.

29 juillet. Fuyant la République dont il est le premier président, Bani-Sadr débarque d'un avion militaire iranien à Évreux, Khomeini ayant rompu son alliance avec les marxistes de tout poil au premier rang desquels se trouvent les Modjāhedin, amis de Bani-Sadr. Cette rupture donne lieu à une guérilla urbaine, ponctuée d'attentats terroristes.

~~1985~~ *1985* *1^{er} janvier.* Attentats antiaméricains et antifrçais au Liban,

perpétrés par le Hezbollah et commandités par la République islamique. D'autres attentats ensanglanteront aussi la capitale française.

~~1988~~ Khomeini met fin à la guerre avec l'Irak. Il compare cette décision à une « potion amère ».

~~1989~~ Mort de Khomeini. Khamenei, épaulé par Rafsandjani, lui succède comme « Guide ».

~~1991~~ *It.* Dans la torpeur de l'été, Bakhtiar est assassiné à Suresnes.

~~1997~~ Élection de Khatami à la présidence de la République islamique. L'Occident exulte mais ce n'est qu'un mirage. Il est réélu en 2001.

~~2001~~ *Septembre.* Attentats des tours jumelles à New York. Les mois suivants, George W. Bush inscrit l'Iran dans l'« axe du Mal ».

~~2005~~ Madinejad remplace Khatami. Il vient du *Lumpenproletariat*. C'est un laïc, mais aussi un ultra. Le programme nucléaire iranien commence à inquiéter les puissances.

~~2009~~ Élection d'Ahmadinejad. Cette réélection est contestée par le Mouvement vert qui est noyé dans le sang.

~~2013~~ Élection de Rohani en qui l'administration Obama et les chancelleries occidentales placent de grands espoirs.

~~24 janvier 2013~~ Conférence de Genève sur le programme nucléaire iranien.

~~14 juillet 2015~~ *14 juillet 2015* d'action conjoint visant à lever les sanctions imposées à l'Iran par les États-Unis, l'Union européenne et les Nations unies.

~~2016~~ Guide suprême de la révolution islamique déclare à plusieurs reprises que l'Iran ne se pliera plus aux « diktats des puissances impérialistes ».

~~Donald Trump~~ Trump devient le 45^e président des États-Unis.

Bibliographie sélective¹

La Révolution en marche

- *Alam (Assadollah), *Yāddācht-hā-yé Alam* [Les carnets d'Alam], 6 t., Téhéran, Kétab Sahrā, 2003, publiés par les soins d'Ali Naghi Alikhani aux États-Unis (Swan Overseas Plc.). Ce journal intime d'un proche du Chah, ministre de la Cour durant de longues années, est sans conteste la plus fabuleuse source d'information sur le règne de Mohammad Réza Chah. On en a tiré, en Iran : Alam (Assadollah), *Goftégouhā-yé man bā Chah* [Mes conversations avec le Chah], Téhéran, Tarh-hé No, 1992.
- Alamouti (Mostafa), *Iran dar asr-é Pahlavi* [L'Iran à l'ère des Pahlavi], 15 vol., Londres, Book Press, 1992.
- Bachiri (Siāvoch), *Ghessé-yé SAVAK* [Le roman de la SAVAK], Levallois, Parang, 1987.
- *Brière (Claire) et Blanchet (Pierre), *Iran : la Révolution au nom de Dieu*, Paris, Seuil, 1979.
- Castelbajac (Bertrand de), *L'Homme qui voulait être Cyrus*, Paris, Albatros, 1987.
- Faroughy (Ahmad) et Reverier (Jean-Loup), *L'Iran contre le Chah*, Paris, J.-C. Simoën, 1979.
- Hachemi (général Mamoutchehr), *Davari : sokhani dar bāre-yé karnamé-yé SAVAK* [Arbitrage des actions de la SAVAK], Londres, 1994.
- Kapuściński (Ryszard), *Le Shāh ou la démesure du pouvoir*, Paris, Flammarion, 1986.
- Kravetz (Marc), *Irano Nox*, Paris, Grasset, 1982.
- *Milani (docteur Abbās), *Abolhoulé-yé Iran* [Le sphinx persan], Téhéran, Nachr-é Peykan, 2002, traduit en anglais (*The Persian Sphinx*) et publié à Washington par Mage Publishers et à Londres par I. B. Tauris. Il s'agit d'une biographie très complète d'Hoveida.
- *Nahāvandi (Houchang) et Bomati (Yves), *Mohammad Réza Pahlavi*, Paris, Perrin, 2013.
- Pākravān (Saïdé), *Toghif-é Hoveyda* [L'arrestation d'Hoveida],

Téhéran, Kētāb-é Rouz, 1999.

Radji (Parviz), *In the Service of the Paacock Throne*, Londres, Hamish Hamilton, 1983.

*Sābeti (Parviz), *Dar Dāmgāh-é Hādéssé* [Au piège des événements], Los Angeles, Sharkat-é Kētāb, 2012.

*Shawcross (William), *Le Shah : exil et mort d'un personnage encombrant*, Paris, Stock, 1988 (éd. anglaise : *The Shah's Last Ride*, Londres, Pan Books, 1989).

Tabib (Hibat), *Téhéran-Paris*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2007.

Les acteurs iraniens (témoignages)

- *Afshār (Amir Aslan), *Khātérāt-é Doctor Amir Aslan Afshar, Akharin Raïs-é Kol-é tachriftāt-é Mohammad-Reza Chah Pahlavi* [Les Mémoires du docteur Amir Aslan Afshār, dernier grand maître des cérémonies de Mohammad Réza Chah Pahlavi], Montréal, Farhang, 2012.
- Afshār (Amir Aslan), *Mémoires d'Iran : Complots et trahisons*, Mareuil éditions, Paris, 2015.
- Āhantchian (Djalal), *Tarh-é soghout-é yek Padéchah* [Planification de la chute d'un roi], Mill Valley, 1982.
- Ansari (Iman) et Germain (Patrick), *Mon père, mon frère, les Shahs d'Iran : Entretiens avec Son Altesse Impériale le prince Gholam-Reza Pahlavi*, Nantes, Éditions Normant, 2004.
- *Bakhtiar (Chapour), *Ma fidélité*, Paris, Albin Michel, 1982.
- *Bidgoli (colonel Amir), *Nocturne iranien*, Paris, L'Harmattan, 2006.
- *Fardoust (Hussein), *Zohour va Soghout-é Saltanat-é Pahlavi* [La naissance et la chute de la monarchie Pahlavi], Téhéran, Etelāat, 1990.
- Ganji (Manoutchehr), *Être persan*, Paris, Michel Lafon, 1995.
- *Gharabaghi (général Abbās), *Haghāyegh dar bārē-yé bohram-é Iran* [Vérités sur la crise iranienne], Paris, Soheil, 1984 (publié d'abord en français).
- Homāyoun (Dāriouch), *Dirouz-o Fardā* [Hier et demain], États-Unis, 1981.
- Homāyoun-Far (Ebrahim), *L'Histoire répond au Chah d'Iran*, Paris, Académie européenne du livre, 1990.
- Hoveida (Fereidoun), *La Chute du Shah*, Paris, Buchet-Chastel, 1980.
- Kianouri (Nour Eddine), *Khatérāt-é Nour Eddin-é Kianouri* [Les Mémoires de Nouredine Kianouri], Téhéran, Etelāat, 1991.
- Māzandi (Youssef), *Iran, abarghodrat-é gharn ?* [L'Iran, superpuissance du siècle ?], Los Angeles, S. H. Mortazavi Co., 1990.
- Moussavi (docteur Mohammad-Hussein), *Yādmāndé-hā az barbādrafté-*

- hā* [Souvenirs d'avant la tourmente], Cologne, Mehr, 2003.
- Nadji-Ghazvini (Firouz), *Les anges ne reviendront pas*, Paris, Denoël, 2005.
- Nahāvandi (Houchang), *Carnets secrets : chute et mort du Shah*, Paris, Éditions Osmondes, 2003.
- Nahāvandi (Houchang) et Bomati (Yves), *Mohammad Réza Pahlavi : le dernier Shah (1919-1980)*, Perrin, Paris, 2013.
- *Narāghi (Ehsān), *Des palais du Chah aux prisons de la Révolution*, Paris, Balland, 1991.
- Pahlavi (princesse Ashraf), *Jamais résignée*, Paris, La Table Ronde, 1983.
- *Pahlavi (Farah), *Mémoires*, Paris, XO Éditions, 2003.
- *Pahlavi (Mohammad Réza), *Réponse à l'Histoire*, Paris, Albin Michel, 1979.
- Samimi (Minou), *Pochté pardé-yé Takhté Tāvous* [Dans l'ombre du trône du Paon], Téhéran, Etelāat, 1989.
- Sandjabi (Karim), *Omid-hā va nāomid-hā* [Espoirs et désespoirs], Londres, Nachré Kētāb, 1989.
- Tafazoli (Djahāngir), *Khātérāt-é Djahangir-é Tafazoli* [Les Mémoires de Djahāngir Tafazoli], Téhéran, Daftaré adabiāt-é Enghélāb-é Eslāmi [Bureau littéraire de la Révolution islamique], 1997.
- Toufanian (général Hassan), *Khātérāt-é artechbod Hassan-é Toufanian* [Les Mémoires du général Hassan Toufanian], témoignages oraux glanés par l'université d'Harvard, Téhéran, Zibā Press, 2002.
- *Yazdi (Ebrahim), *Akharin Talāch dar Akharin Rouz-hā* [Derniers efforts des derniers jours], Téhéran, Rochdié, 1984.

Les acteurs étrangers (témoignages)

Adler (Alexandre), *Rendez-vous avec l'Islam*, Paris, Grasset, 2005.

Bill (James A.), *The Eagle and the Lion : the Tragedy of American-Iranian Relations*, New Haven, Yale University Press, 1988.

Brzeziński (Zbigniew), *Power and Principle : Memoirs of the National Security Adviser, 1977-1981*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 1983.

*Carter (Jimmy), *Keeping Faith : Memoirs of a President*, Toronto-New York-Londres-Sydney, Bantam Books, 1982 ; *Mémoires d'un président*, Montréal, Libre Expression, 1984.

Carter (Rosalynn), *First Lady from Plains*, Fayetteville, University of Arkansas Press, 1990.

Cooper (Andrew Scott), *The Fall of Heaven: the Pahlavis and the Final Days of Imperial Iran*, New York, Henry Holt & Company, 2016.

Giscard d'Estaing (Valéry), *Le Pouvoir et la Vie*, vol. 3, *Choisir (1978-1981)*, Paris, Éditions Compagnie 12, 2006.

Guerrero (Javier Gil), *The Carter Administration and the Fall of Iran's Pahlavi Dynasty: US-Iran Relations on the Brink of the 1979 Revolution*, New York, Palgrave Macmillan, 2016.

Hamilton (Jordan), *Crisis : the Last Year of the Carter Presidency*, New York, J. P. Putnam's Sons, 1982.

*Huyser (Robert E.), *Mission to Tehran*, New York, Harper & Row, 1986.

Ledeen (Michael) et Lewis (William), *Débâcle : l'échec américain en Iran*, Paris, Albin Michel, 1981.

Lewis (Bernard), *Notes on a Century : Reflections of a Middle East Historian*, New York, Penguin Books, 2012.

*Ockrent (Christine) et Marenches (comte Alexandre de), *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.

*Parsons (Anthony), *The Pride and the Fall : Iran 1974-1979*, Londres, Jonathan Cape, 1984.

Scholl-Latour (Peter), *Les Guerriers d'Allah*, Paris, France-Loisirs, 1987.

*Sullivan (William H.), *Mission to Iran*, New York, W. W. Norton and Company, 1981.

Zonis (Marvin), *Majestic Failure. The Fall of the Shah*, Chicago-Londres, University of Chicago Press, 1991.

La République islamique

- Clairvaux (Daniel), *La Contre-Révolution islamique*, Paris, L'Harmattan, 2013.
- Cogan (Charles), *La République de Dieu*, Paris, Éditions Jacob-Duvernet, 2008.
- Delannoy (Christian) et Pichard (Jean-Pierre), *Khomeiny : la Révolution trahie*, Paris, Carrère, 1988.
- Haykal (Mohamed), *The Return of the Ayatollah*, Londres, Deutsch, 1981.
- Hourcade (Bernard), « Iran, révolution islamique ou tiers-mondiste ? », *Hérodote*, 1985, pp. 138-158.
- Kotobi (Mortéza), *Le Grand Satan et la Tulipe. Iran, une première république*, Paris, Édition SA, 1983.
- Saedi (docteur Gholam-Hussein) et Peress (Gilles), *Telex persan*, Paris, Éditions Contrejour, 1984.
- *Shayegan (Dariouch), *Qu'est-ce qu'une révolution religieuse ?*, Paris, Les Pensées d'aujourd'hui, 1982.
- Tāhéri (Amir), *The Spirit of Allah* [mot à mot, la signification du prénom de Khomeini, Ruhollāh], Londres, Hutchinson, 1985.

Les plaintes viennent surtout des femmes

Azadi (Sousan), *Fugitive*, Paris, Calmann-Lévy, 1990.

Hakim (Christine), *Les Bahaïs ou la Victoire sur la violence*, Lausanne, Éditions Pierre-Marcel Favre, 1982.

*Nemat (Marina), *Prisonnière à Téhéran*, Paris, Jean-Claude Gawsewitch Éditeur, 2008.

*Solouki (Mehrnoushe), *Fatwa de sang*, Neuilly-sur-Seine, Michel Lafon, 2010.

L'affaire des otages

- Ebadi (Shirin), *Iranienne et libre*, Paris, La Découverte, 2006.
- Ebtekar (Massoumeh), *Takeover in Tehran : The Inside Story of the 1979 US Embassy Capture*, Vancouver, Talon Books, 2000.
- Hachtroudi (Fariba), *Khomeyni Express*, Vevey, Éditions Xenia, 2009.
- Lafond (Jean-Daniel) et Reed (Fred A.), *Iran : les mots du silence*, Montréal, Les 400 coups, 2006.
- Nicoullaud (François), *Le Turban et la Rose*, Paris, Ramsay, 2006.
- Pelletier (Jean) et Adams (Claude), *Évadés d'Iran*, Montréal, Éditions de la Presse, 1981.
- Saint-Prot (Charles), *La Guerre du Golfe*, Paris, Proche-Orient et tiers-monde, 1983.
- *Salinger (Pierre), *Otages : les négociations secrètes de Téhéran*, Paris, Buchet-Chastel, 1981.
- Trab Zemzemi (Abdul-Majid), *La Guerre Irak-Iran*, Paris, Albatros, 1985.
- Wright (Robert), *Notre homme à Téhéran*, Montréal, Éditions de l'Homme, 2010.

Le terrorisme

*Chaperon (Jean-Yves) et Tournier (Jean-Noël), *Enquête sur l'assassinat de Chapour Bakhtiar*, Paris, Éditions n° 1, 1992.

Et encore...

- Amir Arjomand (Said), *The Turban for the Crown : The Islamic Revolution in Iran*, Oxford, Oxford University Press, 1988.
- Ansari (Ahmad-Ali), *Man va Khāndan-e Pahlavi* [Les Pahlavi et moi], San José, Touka Publishing, 1991.
- Baer (Robert), *Iran, l'irrésistible ascension*, Paris, Jean-Claude Lattès, 2008.
- Bashiriyeh (Hussein), *The State and Revolution in Iran*, Londres, Routledge, 2011.
- Fansa (Nazir), *Téhéran : destin de l'Occident*, Paris, Pierre Saurat, 1987.
- *Hachtroudi (Fariba), *Ali Khamenei ou les Larmes de Dieu*, Paris, Gallimard, 2011.
- Kurzman (Charles), *The Unthinkable Revolution in Iran*, Harvard, Harvard University Press, 2009.
- Malar (Christian) et Rodier (Alain), *Reza Pahlavi*, Paris, Plon, 1986.
- Naipaul (V. S.), *Crépuscule sur l'Islam*, Paris, Albin Michel, 1981.
- *Parham (Ramin) et Taubmann (Michel), *Histoire secrète de la Révolution iranienne*, Paris, Denoël, 2009.

1. Sont précédées d'un astérisque les références particulièrement importantes.

Remerciements

Nos remerciements s'adressent d'abord aux amis et proches iraniens qui ont partagé le drame de la révolution iranienne et qui se reconnaîtront ici. Parmi eux, nos pensées vont au prince Ali Patrick Pahlavi, sa mère la princesse Christiane Pahlavi, ses fils les princes Davoud, Houd et Younes, mais aussi, à travers eux, tous les membres de la famille impériale. Nous pensons aussi à Jana, Xavier, Axel, Niels, à leurs épouses respectives et à leur merveilleuse ribambelle d'enfants qui, de près ou de loin, nous ont inspirés et soutenu dans cette aventure. Un remerciement particulier à Camilla Sâed-Afshâr et à son époux, l'ambassadeur Aslan Afshâr, pour le témoignage précieux des moments passés auprès de Mohammad Reza Chah et pour la permission d'utiliser le manuscrit de ses mémoires afin d'enrichir notre compte rendu. Merci aux autres témoins directs qui comme Houchang Nahâvandi ou le Dr Razmara ont apporté leur contribution à l'amélioration de la version originale de ce récit. Merci à Ariane Rahnema.

Pierre tient également à exprimer sa gratitude à son père, pour son courage et sa confiance, à son épouse Camille, pour son amour et sa patience, à ses enfants, Louis, Jana, Matthias et Greta, qui font toute sa fierté et qui portent aussi l'avenir des Pahlavi. Il remercie aussi tous les membres du Collège d'état-major des forces canadiennes (CFC) et ses collègues du Département des études de la Défense. Il tient également à exprimer sa reconnaissance envers le regretté Maurice G. Dantec qui, le premier, lui a donné l'idée d'écrire le chapitre sur les cérémonies de Persépolis. Un grand merci à Pierre Razoux sans lequel ce projet n'aurait sans doute jamais vu le jour et à tous les membres de l'équipe des éditions Perrin si merveilleusement dirigées par Benoît Yvert, en particulier Amandine Dumas dont la gentillesse et l'efficacité n'ont pas de limites. Merci à l'Académie française pour la consécration qu'elle a accordée à ce livre en lui décernant le prix Diane-Potier-Boès. Merci enfin à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, œuvrent au

service de la vérité. *Ad maiorem Dei gloriam.*

Index

- Aalam (Alice), épouse française de Djamchid [503](#)
- Aalam (Djamchid), chirurgien et intime du Chah [503](#)
- Abbās (Ferhat), figure de l'indépendance de l'Algérie [237](#), [526](#)
- Abbās ibn Ali, généralissime de l'imam Hussein [301](#)
- Abdel Rahman, émir d'Afghanistan au début du [xxe](#) siècle [477](#)
- Abdou (Mohammed), musulman moderniste de l'Égypte au début du [xxe](#) siècle [534](#)
- Adams, journaliste canadien [379](#)
- Afshār (Amin), général, responsable du maintien de l'ordre [193](#), [439](#)
- Afshār (Amir Khosrō), ministre des Affaires étrangères de l'Iran (cabinets Sharif-Emāmi et Azhari) [263](#), [377](#)
- Afshār (Amir Aslan), diplomate iranien, ambassadeur à Vienne, Washington et Bonn ; dernier grand maître des cérémonies du Chah [139](#), [165](#), [186](#), [264-265](#), [276-278](#), [283](#), [315](#), [331](#), [376](#), [378-379](#), [381-382](#), [387](#), [390](#)
- Agha Khan (Sadruddine), prince, fils de l'Agha Khan III et ancien haut-commissaire du HCR [553](#)
- Ahmadinejad (Mahmoud), successeur de Khatami [625](#)
- Alā (Fereidoun), cardiologue [293](#)
- Alam (Assadollah), Premier ministre (1962-1964) puis ministre de la Cour jusqu'à sa mort (1978) [84-85](#), [125](#), [251](#)
- Alamir-Davalou (Djavād), journaliste iranien, correspondant du *Monde* à Téhéran [177](#), [427](#)
- Alamouti, député d'Alamout [384](#)
- Albala (Nuri), avocat [226](#)
- Albright (Madeleine), secrétaire d'État de Clinton [623](#)
- Ali, premier des douze imams chiites [210](#), [228](#), [339](#)
- Ali al-Husayni al-Sistani, grand ayatollah, grand théologien établi en Irak [568](#)
- Allende (Salvador), président du Chili renversé par un putsch commandité par la CIA [112](#), [427](#)
- Amalrik (Andreï), journaliste franco-russe [563](#)
- Amin Dada (Idi), président de l'Ouganda de 1971 à 1979 [371](#)

Amini (Ali), Premier ministre de l'Iran en 1961 [31-32](#), [46](#), [112](#), [127-128](#), [132-133](#), [161](#), [177](#), [207](#), [213](#), [267-268](#), [270](#), [300](#), [393](#)

Amir-Entezam (Abbās), élégant et moderne personnage qui, après avoir été ambassadeur en Suède, passera plusieurs décennies dans les cachots de l'ayatollah [538](#), [597](#), [616](#)

Amouzegar (Cyrus), ministre de l'Information dans le cabinet Bakhtiar [361](#), [439](#), [441](#)

Amouzegar (Djamchid), Premier ministre de l'Iran (1977-1978) [122](#), [127-129](#), [144](#), [147](#), [161-162](#), [166](#), [174](#), [178](#), [180](#), [215](#), [293](#)

Annenberg (Walter), milliardaire américain, ambassadeur à Londres [376](#)

Ansari (Ahmad-Ali), cousin et ennemi de Farah et Réza Pahlavi [145](#), [182](#), [284](#)

Ansari (Houchang), autodidacte, diplomate et homme politique iranien [127-128](#), [215](#), [293](#)

Antonescu (Ion), maréchal et homme d'État roumain [19](#)

Arafat (Yasser), chef de l'OLP [405](#)

Aragon (Louis), poète français [573](#)

Ardalan (Ali Gholi), diplomate d'origine kurde ; ministre des Affaires étrangères, ministre de la Cour [181](#), [210](#), [379](#)

Āref (Abol Ghassem), poète iranien qui a chanté le réveil poétique de l'Iran [324](#)

Aristote, philosophe grec [338](#)

Armao (Robert), membre de la suite du Chah en exil [576](#), [606](#), [608](#)

Aron (Raymond), écrivain et philosophe français [239](#), [326](#)

Aryamehr (titre conféré au Chah) [38](#), [46](#), [50-51](#), [55](#), [57-58](#), [71](#), [80](#), [90](#), [104](#), [136](#), [141](#), [166](#), [175](#), [240](#), [252](#), [381](#), [386](#), [498](#)

Aryana (Manoutchehr), ministre du Travail dans le cabinet Bakhtiar [361](#)

Asad (Muhammad), *alias* Leopold Weiss, le « Lawrence viennois », l'un des concepteurs du Pakistan [547](#)

Asfia (Safi), ministre du Plan [570](#)

Asgharzadeh (Ebrahim), meneur des « Étudiants de la ligne de l'Imam » [614](#)

Assad (Hafez el-), au pouvoir à Damas depuis 1970 [523](#)

Assad (Sardar), il y en a eu plusieurs, l'un d'eux fut le père de Chapour Bakhtiar [356](#)

Atabai (Kambiz), accompagne le Chah en exil [382](#), [417](#), [576](#)

Augier (Jeanne), propriétaire de l'hôtel Negresco à Nice [168](#)

Avery (Peter), iranologue anglais [103](#)

Ayadi (Abdolkarim), médecin particulier du Chah [84-85](#), [179](#)

Āzād (Khalil), avocat 160

Azaryon, pseudonyme du fondateur en 1979 d'un Parti communiste iranien indépendant 517

Azhari (Gholām Réza), général, Premier ministre du gouvernement militaire formé le 6 novembre 1978 264, 278, 281-284, 290-292, 294, 296, 298, 300-301, 305, 307, 311, 314, 318, 346, 351, 397, 451, 488

Azimi, général, homme de confiance du Chah 347

Azmoun, ministre du Travail de Sharif-Emāmi, marxiste rallié à la SAVAK 203, 285

Azod (Abou-Nasr), « prince rouge » et *businessman* 121

Bacon (Francis), penseur, chancelier de Jacques I^{er} Stuart 322

Bade (Max de), prince, nommé chancelier par le Kaiser, il s'efface devant Ebert 358

Badreï, (Abdolali), général commandant la Garde impériale 263, 379, 433, 439-440, 445, 462-463, 485

Baez (Joan), chanteuse contestataire américaine 139

Baghai (Dr Mozaffar), mossadéghiste opportuniste, proche des Américains 74, 115, 363

Bāhā (Abdol), deuxième « Calife » des bahais 320

Baheri (Mohammad), ex-ministre de la Justice 378

Bahonar (Mohammad Djavād), *Hodjatoleslam*, l'un des animateurs de la Révolution khomeiniste 187

Bahrami (Chapour), dernier ambassadeur du Chah à Paris 229-230

Bakhtiar (Abbās-Gholi), ministre de l'Industrie dans le cabinet Bakhtiar 361, 442

Bakhtiar (Chapour), dernier Premier ministre du Chah 73-74, 85, 116, 128, 136, 144, 163, 176, 182, 196, 264, 269, 311, 352-365, 372-373, 375, 378-381, 384, 391-400, 422, 425-428, 430-433, 437-442, 445-447, 452, 454, 456, 459-461, 464-465, 467, 469-470, 481, 515, 530, 545, 548-549, 571, 600-601, 612

Bakhtiar (Mme), née Hervo 357

Bakhtiar (Teymour), général, fondateur de la SAVAK 80, 208, 288

Ball (George), conseiller diplomatique des présidents Kennedy et Johnson 243, 313

Balta (Paul), reporter ayant « couvert » la Révolution iranienne pour *Le Monde* 184, 416

Bani-Ahmad (Ahmad), député « désigné » par le Chah qui a tourné sa veste 146, 163, 202, 213, 301, 345

Bani-Sadr (Abolhassam), se qualifiant lui-même d'« élève » de Paul Vieille, de « fils spirituel » de Khomeini, il fut le premier président de la République

islamique [76](#), [78](#), [226-227](#), [234-235](#), [399](#), [512](#), [540](#), [593](#), [597](#), [617](#)

Baraheni (Réza), farouche opposant au Chah [101](#)

Barber (Benjamin) [514](#)

Barré (Siad), président de la Somalie [95](#)

Barrès (Maurice), écrivain nationaliste français [124](#)

Barry (Michael), voyageur, reporter et écrivain spécialiste de l'Afghanistan [93](#)

Barzani (Moustafa) mena durant les années 1960 et 1970 la rébellion kurde contre Bagdad à la tête de ses *Peshmargas* [489](#), [539](#)

Bāzargān (Mehdi), premier Premier ministre de Khomeini [73-75](#), [78](#), [117](#), [131](#), [150](#), [192](#), [194](#), [253](#), [269](#), [333](#), [358](#), [393](#), [399](#), [428-433](#), [437-439](#), [446](#), [455](#), [457](#), [464-470](#), [473](#), [481](#), [507-509](#), [512](#), [514](#), [529-532](#), [534](#), [545](#), [557](#), [564-565](#), [583](#), [587](#), [596-597](#), [600-601](#), [603](#), [609](#), [613](#), [615-617](#), [622](#)

Beaujolais, le cheval du général Khosrōdad [489](#)

Behazine, brillant marxiste [360](#), [515](#)

Béhechti (Mohammad), ayatollah, personnage pivot entre le clergé, la SAVAK, etc. [182](#), [244](#), [393](#), [399](#), [442](#), [464](#)

Behr (Edward), journaliste et écrivain [98](#)

Béhrouz (Zabih), philologue iranien [525](#)

Ben Laden, grand prêtre d'Al Qaïda [624](#)

Benno, le danois noir du Chah [576](#)

Bérard (Victor), écrivain français du début du ^{xx}e siècle [221](#), [452](#)

Berkeley (George), évêque et philosophe irlandais [206](#)

Bernadotte, roi de Suède (Charles XIV) de 1818 à 1844 [305](#)

Bernard (Jean), fameux hématologue français spécialiste des leucémies [84-85](#)

Bernstein (Leonard), compositeur américain [140](#)

Berque (Jacques), arabisant français [335](#), [534](#)

Bill, agent de la firme américaine EDS [383](#)

Bill (James), iranologue à l'université du Texas [246](#), [599](#)

Blanchet (Pierre), reporter et écrivain français [115](#), [304](#)

Blanqui (Auguste), passa trente-six ans en prison [357](#)

Blücher, commandant des forces prussiennes à Waterloo [282](#)

Blumenthal (Michael), secrétaire d'État américain au Trésor [313](#)

Bokassa Ier, président puis empereur autoproclamé de Centrafrique [371](#)

Bonaparte (Napoléon Ier), empereur des Français [23](#), [36](#), [40](#), [362](#), [628](#)

Bond (James), célèbre héros des romans d'espionnage de Ian Fleming [19](#)

Bonnier (Henry), directeur des éditions Albin Michel [606](#)

Borchgrave (Arnaud de), reporter de *Newsweek* [316](#)

Boroudjerdi (Seyyed), ayatollah [77](#), [229](#), [528](#)

Bosshard (Walter), journaliste suisse [24](#), [259](#)

Boularian (Habib), chef de bande communiste kurde [443](#)

Boumediene (Houari), président de la République algérienne (1965-1978) [84](#), [336](#)

Bourassa (Robert), Premier ministre du Québec de 1970 à 1976 [71](#)

Bourguet (Christian), un des avocats français de la République islamique [226-227](#)

Bourguiba (Habib), premier président de la République tunisienne [358](#)

Bovine (Alexandre), journaliste des *Isvestias* [593](#)

Brando (Marlon), acteur de cinéma américain [496](#)

Brassens (Georges), chanteur de cabaret français [602](#)

Brejev (Leonid), président de l'URSS (1977-1982) [98](#), [323](#), [331](#)

Briand (Aristide), diplomate et homme d'État français, pacifiste acharné [124](#)

Brière (Claire), reporter et écrivain français [115](#)

Brook (Peter), réinventeur anglais du théâtre [59](#)

Brown (George), ministre des Affaires étrangères de Harold Wilson [311](#), [315](#)

Brown (Harold), ministre de la Défense de Carter [110](#), [317](#), [609](#)

Brzeziński (Zbigniew K.), conseiller à la sécurité de Carter [110](#), [113](#), [157](#), [243-244](#), [317](#), [326](#), [328](#), [367](#), [483](#), [603](#), [609](#), [613](#)

Buñuel (Luis), cinéaste espagnol [400](#)

Bush (George Walker), 43^e président des États-Unis [625](#)

Callaghan (James), Premier ministre anglais (1976-1979) [253](#), [368-369](#), [371](#), [418](#)

Cambronne (Pierre), général, héroïque commandant du « dernier carré » à Waterloo [426](#)

Cambyse II, empereur achéménide de la Perse de 530 à 522 avant J.-C. [42](#)

Capa (Robert), célèbre photo-reporter de guerre [593](#)

Carlos, célèbre terroriste emprisonné en France [128](#)

Carrel (Alexis), chirurgien et penseur français [336](#)

Carrère d'Encausse (Hélène), historienne française de la Russie [329](#)

Carrington, lord, ministre anglais des Affaires étrangères (cabinet Thatcher) [578](#)

Carroll (Lewis), écrivain anglais [105](#)

Carter (Jimmy), 39^e président des États-Unis [11](#), [105-117](#), [132-134](#), [136](#), [139](#), [141-142](#), [145](#), [155](#), [165](#), [199](#), [219](#), [232](#), [239-241](#), [243](#), [245](#), [310](#), [312-313](#), [317](#), [368-370](#), [376](#), [418](#), [459](#), [461](#), [469-471](#), [475-476](#), [478](#), [483](#), [559](#), [589](#), [594](#), [596](#), [598-600](#), [603](#), [608-610](#), [612](#), [614](#), [616-617](#), [620-621](#), [624](#), [626](#)

Carter (Rosalynn), épouse du président Carter [113-114](#), [139](#), [141](#), [313](#), [370](#)

Cassavetes (John), cinéaste américain [171](#)

Castelbajac (Bertrand de), écrivain français [262](#)

Castro (Fidel), leader massimo du Cuba marxiste [408](#)

Catherine II, tsarine de Russie (1762-1796) [330](#)

Cau (Jean), polémiste français [318](#), [407](#)

Cave (George), chef d'antenne de la CIA à Téhéran [600](#)

Ceaușescu (Nicolae), président de la république de Roumanie de 1974 à 1989 [41](#), [98](#), [253](#), [573](#)

Chaban-Delmas (Jacques), ancien Premier ministre français [287](#)

Chafā (Chodjaeddine), « porte-plume » du Chah, dans l'exil il bombardera la République islamique d'ouvrages brillants [373](#)

Chafaghat, général, ministre de la Guerre dans le cabinet Bakhtiar [361](#), [439](#), [441](#)

Chafigh (Chahriar), officier de la marine, second fils de la princesse Ashraf [571](#)

Chahbanou (titre donné à la reine Farah) [38](#), [40](#), [141](#), [300](#), [352](#)

Chahbazi (Ali), sergent [382](#)

Chah Nématollāh Vali, le Nostradamus iranien, fondateur d'une confrérie de derviches [224](#)

Chaker (Saddoum), chef de la police politique irakienne [225](#)

Chalfont, lord, homme politique (travailliste) et diplomate [261](#)

Chamlou (Ahmad), le plus grand poète iranien du ^{xx}e siècle [526](#)

Chamrane (Mostafa), Arabe d'Iran qui remplace le général Riahi (1979) comme ministre de la Défense [591](#), [603](#)

Chaperon (Jean-Yves), biographe de Chapour Bakhtiar [233](#)

Chaplin (Charles, dit Charlie), fameux acteur burlesque (Charlot) et cinéaste anglais [125](#), [605](#)

Chardin (Jean), auteur d'un célèbre *Voyage en Perse* [526](#)

Chariati (Ali), islamiste et tiers-mondiste icône de la jeunesse khomeiniste [76](#), [237](#), [335-341](#), [394](#), [526](#)

Chariat-Madari, grand ayatollah, beaucoup plus modéré que Khomeini [149](#), [151](#), [182-183](#), [192](#), [244](#), [268](#), [352](#), [453](#), [543](#), [545](#), [586](#), [589](#)

Charon (Jean) 554

Chenal (Alain), analyste français 318

Chénier (André), poète guillotiné sous la Terreur 533

Cheron (François), avocat de la République islamique 226

Chir Ahmad Khan, ambassadeur d'Afghanistan 22

Chopin (Frédéric), compositeur et pianiste franco-polonais 140

Christie (Agatha), romancière britannique 171

Churchill (Winston), Premier ministre britannique durant la Seconde Guerre mondiale 23, 25, 146, 270, 532

Cimino (Michael), cinéaste américain 171

Clairvaux (Daniel), auteur d'un livre critique sur la Révolution islamique 369

Clark (Ramsey), avocat américain des droits de l'homme 232, 245

Clinton (Bill), 42^e président des États-Unis 623

Clos (Max), journaliste français 558

Condorcet (Marie, Jean), mathématicien et philosophe français du XVIII^e siècle 47, 465

Constantin II, roi de Grèce (1964-1974) 41, 389, 496

Corbin (Henry), spécialiste français du mysticisme iranien et musulman 338, 527

Cottam (Richard), iranologue américain 182, 199, 246

Cromwell (Oliver), dictateur et régicide anglais 229

Crosby (James), propriétaire du bungalow du Chah aux Bahamas 577

Curzon of Kedleston (lord George), homme d'État anglais 17

Cyrus le Grand, fondateur de l'Empire perse des Achéménides, (VI^e siècle avant J.-C.) 36, 39, 41-42, 46, 56, 58

Dachti (Ali), homme politique et écrivain iranien 202, 502

Daftari (Lily), amie de la reine Farah, petite-nièce de Mossadegh 377

Daï-Djan Napoléon, vieux bonhomme souffrant d'un complexe de persécution, personnage imaginé par Pezechkzad 254

Dalí (Salvador), peintre surréaliste espagnol 379

Dānechi, mollah coupable de collaboration avec le Palais 533

Daniel (Jean), journaliste français 12

Daninos (Pierre), écrivain fantaisiste français, auteur des *Carnets du major Thompson* 413

Dante, père de la poésie italienne 558

Daoud, général, proclame la république en Afghanistan (1973) 154

Darius Ier, empereur achéménide de la Perse de 522 à 486 av. J.-C. [42](#), [464](#)

Darius III, chassé de son Empire par Alexandre [373](#), [384](#)

Davis (Bette), actrice de cinéma [171](#)

Dayan (Moshe), général et ministre israélien [404](#)

Deghani-Tafti (Hassan), évêque anglican de l'Iran [306](#)

Delacroix (Eugène), peintre romantique et exotique français [505](#)

Delannoy (Christian), observateur avisé des événements d'Iran [532](#)

Delaye (Raoul), dernier ambassadeur de France auprès du Chah et premier ambassadeur de France auprès de Khomeini [167](#), [369](#), [409](#)

Deng Xiaoping, dirigeant communiste chinois au moment de la Révolution islamique [71](#), [405](#)

Derakhchech, chef gauchiste du syndicat des instituteurs [360](#)

Derian (Patricia M.), responsable des droits de l'homme à la Maison Blanche [109](#), [196](#)

Descartes (René), philosophe et savant français du Grand Siècle [358](#)

Desjardins (Thierry), journaliste, envoyé spécial du *Figaro* [192](#), [279](#), [356](#), [394](#), [418-420](#), [559](#)

Diba (Faridé), mère de Farah Pahlavi [331](#), [346](#), [571](#), [576](#)

Dickens (Charles), romancier anglais du XIX^e siècle [155](#)

Diệm (Ngô Đình), président du Viêt-nam en 1955 [31](#), [464](#)

Djafarian (Mahmoud), chargé de la propagande du parti Rastâkhiz [149](#), [533](#)

Djāf (Sardar Beg), député kurde fidèle au Chah [223](#), [486-488](#)

Djahānbāni (Khosrō), époux de Chahnāz, la fille aînée du Chah [205](#), [303](#)

Djahānbāni (Nader), général, aviateur à la silhouette d'archange [533](#)

Djahānbini (Kioumars), colonel, l'ombre du Chah dans son exil [381](#), [606](#)

Djalili (Mohammad Réza) [622](#)

Djam (Fereidoun), général, ancien chef d'état-major [360-361](#), [428](#)

Djavādi (Fereidoun), ami du lycée Razi [377](#)

Djavanchalou, docteur, notabilité de l'Azerbaïdjan séparatiste [325](#)

Djomeh, imam, chapelain de la Cour [293](#), [381](#)

Dodd (Mark), directeur de la BBC [263](#)

Don Quichotte, célébrité de Cervantès [101](#), [358](#)

Druon (Maurice), écrivain français [227](#), [411](#)

Dru-Zod, personnage de fiction, adversaire de Superman [36](#)

Dulles (John Foster), secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1952-1959) [27](#)

Dumas (Alexandre), romancier français, auteur des *Trois Mousquetaires* 334

Duncan (Jock), haut-commissaire du Royaume-Uni aux Bahamas 577

Ebadi (Chirine), ancien juge et prix Nobel de la Paix en 2003 51

Ebert (Friedrich), premier président allemand de la République 358

Ebrahimi (Abdol-Ghassem), mystique de l'École Sheikhi 228

Echraghi, ayatollah, gendre de Khomeini 438, 468

Eden (Anthony), ministre des Affaires étrangères et Premier ministre anglais 356

Edwards (Blake), cinéaste américain 171

Eghbal (Manoutchehr), médecin et homme politique iranien, Premier ministre à la fin des années 1950 124

Eilts (Hermann F.), ambassadeur américain au Caire 390

Eisenhower (Dwight), général, président des États-Unis d'Amérique 27, 31, 136

Eliassi (Mahmoud), valet du Chah 382, 576

Eliot (Theodor H.), ancien diplomate américain à Téhéran 245, 459

Élisabeth II, reine du Royaume-Uni depuis 1952 44, 253

Emery (Christian), auteur américain 598

Enāyat, professeur, l'un des derniers défenseurs du régime impérial 427

Encha-Razavi (Férechté), cousine d'Hoveida 288, 556, 559-560

Entezām (Abdollah), directeur de la Société des pétroles 362

Entezām (Nasrollah), un des premiers secrétaires généraux des Nations unies 502

Erani (Dr Taghi), considéré comme le fondateur du parti communiste iranien Toudeh bien que mort un an avant sa création, en 1941 74

Esfandiari (F.M.), auteur dramatique iranien 426

Eslami-Nia (Hedayat), un Bāzāri influent 182

Falk (Richard) 246

Fallaci (Oriana), journaliste et militante italienne 53, 520, 593

Fallah (Réza), un des directeurs de la production pétrolière 293

Falsafi, *Hodjatoleslam*, mollah atypique 179

Fanon (Frantz), théoricien du tiers-mondisme 335, 394

Fansa (Nazir), en charge des éditions en langue arabe de la presse iranienne 462

Farazian, général 468

Farazmand (Touradj), journaliste iranien 360

Farbod (Nasser), général, nommé chef d'état-major par Bāzargān [583](#)

Fardoust (Hossein), général, chef du cabinet noir du Palais [27](#), [67](#), [79-80](#), [107](#), [111](#), [155](#), [166](#), [213](#), [282](#), [293](#), [346](#), [391](#), [421](#), [433](#), [437-442](#), [454-457](#), [462-463](#), [467-469](#), [473](#), [485](#)

Faroughi (Ahmad), cinéaste et écrivain iranien, petit-fils d'Ahmad Chah [101](#), [453](#)

Fathi-Amine, général, fusillé comme tant d'autres devant le mur Allah Akbar [568](#)

Faure (Edgar), ancien président du Conseil de la IV^e République [553](#)

Fellinger, professeur qui le premier diagnostiqua la maladie de Waldenström dont souffrait le Chah [83-84](#), [607](#)

Fellini (Federico), cinéaste italien [400](#)

Ferdinand I^{er}, roi des Deux-Siciles [305](#)

Ferry (Jules), homme politique français, créateur de l'école publique sous la III^e République [50](#)

Firouz (Mozaffar), l'un des « princes rouges » de l'Iran, ministre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale [116](#)

Flandrin (Georges), médecin français assistant du Pr Bernard [84-86](#), [390](#), [607](#)

Fontaine (André), rédacteur en chef du *Monde* dans les années 1970 [325](#)

Ford (Gerald), 38^e président des États-Unis de 1974 à 1977 [103](#), [105](#), [240](#), [376](#), [389](#)

Ford (Henry), roi américain de l'automobile [293](#)

Foroughi (Mohammad Ali), écrivain, diplomate et homme d'État iranien qui fit monter le Chah sur le trône [24](#)

Foroughi (Mohsen), ministre de la Culture dans le cabinet Sharif-Emāmi [564](#)

Foroughi (Parviz), petit-fils et fils des précédents [396](#)

Forouhar (Dariouch), membre du Front national de Mossadegh, assassiné par les mollahs [73-74](#), [116](#), [270](#), [310](#), [560](#)

Foucault (Michel), philosophe français « ayatophile » [12](#), [196](#), [198](#), [232](#), [343](#), [406](#)

Fouquier-Tinville (Antoine), impitoyable procureur durant la Terreur [560](#)

Fozieh, ex-reine d'Iran, sœur du roi Farouk d'Égypte [374](#)

France (Anatole), écrivain français [502](#)

Franco (Francisco), général, « Caudillo » de l'Espagne (1939-1975) [181](#)

François I^{er}, roi de France (1515-1547) [40](#)

François-Poncet (Jean), ministre des Affaires étrangères de la France sous Giscard [409](#)

Franklin (Benjamin), VRP américain de la Révolution [405](#)

Frantz (Rodolphe), chef d'escale d'Air France à Téhéran [418](#)

Freisler (Roland), le procureur du Troisième Reich [569](#)

Fromm (Erich), psychanalyste germano-américain [336](#)

Gaillard (Félix), président du Conseil français en 1957 [357](#)

Gainsbourg (Serge), chanteur de variétés français [602](#)

Gale (George), journaliste britannique [576](#)

Gamelin (Maurice), commandant allié lors de la débâcle de juin 1940 [282](#)

Ganji (Manoutchehr), ministre de l'Éducation du gouvernement Amouzegar (1977-1978) [50](#), [147](#), [167](#), [174](#), [193](#), [260](#), [433](#), [476](#)

Garaudy (Roger), communiste français devenu khomeiniste [407](#)

Garibaldi (Giuseppe), héros de l'unité italienne [362](#)

Garman, médecin légiste [556](#)

Gast (Philip C.), général d'aviation, commandant de la mission militaire américaine en Iran MAAG arrivé avec Huyser et resté sur place [441](#)

Gaulle (Charles de), général, fondateur et premier président de la Ve République française [98](#), [355](#), [475](#)

George III, roi d'Angleterre que la perte de l'Amérique conduisit à la folie [474](#)

George VI, roi d'Angleterre [25](#)

George (Jim), avant-dernier ambassadeur du Canada auprès du Chah [72](#), [101](#)

Ghaffari (Abou Darr Al-), compagnon de route de Mahomet [339](#)

Ghaffari (Ali), intime d'Hoveida [288](#)

Ghaffari (Farrokh), père du festival de Chiraz [293](#)

Ghaffari (Hādi), coprocurateur et futur député [556](#)

Ghaffary (Parvine), célèbre demi-mondaine ayant connu les faveurs du Chah [496](#)

Ghahremani (Safar), doyen des prisonniers d'Evin, libéré en 1978 [212](#)

Gharabaghi (Abbās), général, tour à tour chef d'état-major et ministre de la Guerre [244](#), [437-442](#), [453-456](#), [462](#), [466-470](#), [473](#), [485](#)

Gharagozlou (Abdollah), député de Bahar Hamadān [384](#)

Gharagozlou (Mehri), femme d'action, spécialiste du monde nomade [570](#)

Gharani, général, premier chef d'état-major de la République islamique [580](#), [599](#)

Ghassemlou, docteur, ce marxiste kurde sera finalement assassiné à Vienne par les tueurs de la République islamique [539](#), [594](#)

Ghotbi (Mohammad Ali), oncle maternel de la reine Farah [208](#)

Ghotbi (Réza), cousin de la reine Farah, directeur de la Radio-télévision [51](#),

- Ghotbzādeh (Sādegh), organisateur du retour de Khomeini à bord de l'arche aérienne de l'airbus d'Air France 76, 78, 226, 234, 236-237, 369, 399, 415-417, 478, 512, 517, 554, 597, 599, 616
- Gierek (Edward), chef du Parti communiste polonais (1970-1980) 98
- Gillespie (Dizzy), étoile noire du jazz 136
- Giroud (Françoise), journaliste française 557
- Giscard d'Estaing (Valéry), 3^e président de la 5^e République (1974-1981) 147, 229, 316, 368-369, 371, 404, 408-409, 411, 418, 461
- Gobineau (Joseph Arthur, comte de), diplomate et écrivain français 13, 191, 526
- Godet (Robert), écrivain voyageur français du milieu du xxe siècle 479
- Godot, personnage d'une pièce de Samuel Beckett 396
- Goering (Hermann), maréchal, n° 2 du Troisième Reich 362
- Goethe (Johann Wolfgang von), peut-être le plus grand écrivain de langue allemande ; on lui doit *Werther*, *Faust* et un *Divan* 130
- Gogol (Nikolaï), romancier russe 518
- Golpāyegāni (Lotfollah), grand ayatollah 162
- Gorbatchev (Mikhaïl), dernier tsar rouge 622
- Gorki (Maksim), Zola russe, auteur des *Bas-Fonds* 123, 593
- Gould (Jason « Jay »), milliardaire américain 606
- Goya, peintre espagnol de l'époque napoléonienne 593
- Grace de Monaco, épouse de Rainier III 41
- Grouchy (Emmanuel de), général français attendu en vain par Napoléon à Waterloo 282
- Guillaume II, empereur d'Allemagne 418
- Gulliver, célèbre héros de Jonathan Swift 273
- Gurvitch (Georges), sociologue franco-russe 335, 584
- Hâtem, général, greffier de la séance historique du 11 février 1799 440
- Habibi (Hassan), auteur du premier projet de Constitution pour la République islamique 584
- Habibollahi (Hassan), amiral 460, 462
- Hachémi-Néjād, général, ancien chef de la Garde impériale 293, 453
- Hamilton (George), acteur d'Hollywood 576
- Hamlet, fameux personnage de William Shakespeare 385
- Hamraz, colonel, membre de la suite du Chah 576

Hartford (Huntington), milliardaire américain 576

Hassan II, roi du Maroc 390, 573-576

Hassani (Karim), leader kurde, traducteur de Gorki en persan 593

Hecke (Ernest Van), grande figure de la franc-maçonnerie 124

Helms (Richard), directeur de la CIA puis ambassadeur en Iran (1973-1976) 312

Henry VIII, roi d'Angleterre (1509-1547) 40

Hérode, roi des Hébreux à l'époque de Jésus 59

Hindi-Zādeh, nom prêté par la SAVAK à Khomeini 262

Hirohito, empereur du Japon (1926-1989) 371

Hô Chi Minh, père du Viêt-nam communiste 405

Hodja (Enver), dictateur communiste de l'Albanie 405

Homāyoun (Dariouch), journaliste et ministre de l'Information 144-145, 179, 285, 362, 559

Homāyoun-Far, ministre du cabinet Azhari 264

Hommaire de Hell (Xavier), voyageur français en Perse au XIX^e siècle 405

Ho (Stanley), proxénète de Macao 582

Hourcade (Bernard), iranologue français 303, 383

Hoveida (Amir-Abbās), Premier ministre de l'Iran (1965-1977) 49-51, 55-57, 94, 107, 111, 119-125, 127-129, 144, 180-181, 203-204, 286-289, 319-320, 362, 496, 550-561, 564, 569, 577, 583

Hua Guofeng, successeur de Mao de 1976 à 1980 99, 185

Hugo (Victor), grand écrivain français 282

Humphrey (Hubert), vice-président américain sous Lyndon Johnson 108

Hus (Jan), protoprotestant tchèque du XIV^e siècle 493

Husseini (Cheikh Ezzedine), autorité spirituelle des Kurdes 591

Hussein, imam, fils d'Ali 301, 303, 310

Hussein, roi de Jordanie de 1952 à 1999 41, 140, 299, 315

Hussein (Saddam) dirige l'Irak de 1978 à 2003 99, 156, 225, 620, 625

Huyser (Robert Ernest), général, en mission à Téhéran en janvier 1979 pour rapprocher l'armée de Khomeini 459-468, 470-471, 486

Illich (Ivan), essayiste autrichien établi au Mexique, pourfendeur de la société industrielle 13, 68, 72

Iqbal (Muhammad), l'un des concepteurs du pays des purs, le Pakistan islamique 548

Ironside (William Edmund), général et agent britannique 19-21, 102

Isis, reine légendaire de l'Égypte ancienne, femme d'Osiris [390](#)

Istrati (Panaït), écrivain contestataire roumain [123](#)

Janus, dieu romain à deux visages [338](#)

Jennings (Peter), envoyé d'ABC News [416](#)

Jérôme (Carole), journaliste canadienne [416](#)

Jésus, le Christ des chrétiens [59](#), [308](#)

Jiminy Cricket, la conscience de Pinocchio [435](#)

John Bull, personnage symbolisant le peuple anglais [254](#), [499](#)

Johnson (Lyndon), 36^e président des États-Unis et successeur de Kennedy [106](#), [245](#)

Jonas, personnage biblique [600](#)

Jordan (Hamilton), conseiller de Carter à la Maison Blanche [109](#), [317](#), [608](#)

Juan Carlos, roi d'Espagne de 1975 à 2014 [41](#), [167](#)

Juárez (Benito), révolutionnaire mexicain [184](#)

Jung (Carl Gustav), psychologue suisse, théoricien de l'inconscient collectif [190](#)

Kāchāni, ayatollah, leader religieux de l'époque Mossadegh [581](#)

Kāchāni (Mohsen), soldat qui, le « vendredi noir », refuse de tirer sur la foule [197](#)

Kāveh, général [468](#)

Kabiri, cuisinier du Chah [382](#), [387](#)

Kadhafi (Muammar al-), colonel, dirige la Libye de 1969 à 2011 [172](#)

Kalachnikov, inventeur du plus célèbre fusil-mitrailleur [501](#)

Kalantari (Mme), secrétaire de Chapour Bakhtiar [438](#)

Kaminski (Heinz), vulcanologue allemand [206](#)

Kani (Mahdavi), ayatollah, khomeiniste de la première heure [507](#)

Kapuściński (Ryszard), écrivain voyageur polonais [151](#), [504](#), [506](#)

Károlyi (Mihály), comte, premier président hongrois de la République [358](#)

Kāzemieh (Aslan), poète, rédacteur du journal clandestin *Djombech* [194](#)

Kazemi (Manoutchehr), ministre de l'Agriculture dans le cabinet Bakhtiar [361](#), [364](#)

Kean, médecin américain [607-608](#)

Kemal (Moustafa), Atatürk, officier et homme d'État turc [19-21](#), [58](#), [255](#), [547-548](#)

Kennedy (John Fitzgerald), 35^e président des États-Unis d'Amérique (1960-1963) [31-32](#), [80](#), [106](#), [112](#), [132-133](#)

Kerenski (Alexandre), chef du gouvernement russe d'août à novembre 1917 [358](#)

Key-Nejād, l'un des derniers défenseurs du régime impérial [427](#)

Khādēmi, général d'aviation, Bahāi, administrateur d'Iran-Air [286](#)

KhāKhā, paysan turkmène [330](#)

Khān (Ali Gholi), chef constitutionnel [356](#)

Khān (Bāgher), héros de la Révolution constitutionnaliste [356](#)

Khān (Mīrzā Koutchik), créateur d'une « république des Forêts » au début du ^{xxe} siècle [305](#)

Khadem (Djavād), ministre du Logement dans le cabinet Bakhtiar [361](#), [439](#)

Khalatbari (Abbās-Ali), ministre des Affaires étrangères dans les cabinets Hoveida et Amouzegar [145](#), [564](#), [566-567](#)

Khalkhālī (Sādegh), *Hodjatoleslam*, juge-bourreau de la République islamique [455](#), [486](#), [488](#), [494](#), [524](#), [534](#), [551-552](#), [555-556](#), [560](#), [569](#), [571](#), [592](#), [607](#), [612](#)

Khan-Ali, enseignant tué en 1960 au cours d'une manifestation [218](#)

Kharazmi, mathématicien de la fin du ^{viii}e siècle [190](#)

Khatami (Mohammad), président de la République islamique [623](#), [625](#)

Khatam (Mohammad), général, commandant de l'aviation impériale et beau-frère du Chah [71](#), [91](#)

Khayyām (Omar), poète et mathématicien persan du ^{xiii}e siècle [57](#)

Khayyāmi, producteur de la Peykan, l'automobile nationale [293](#)

Khazal, cheikh d'Arabistan [22](#)

Khoï, ayatollah, doyen du clergé chiite [211](#)

Khomeini (Ahmad), fils cadet de Ruhollāh Khomeini [226-227](#)

Khomeini (Mostafa), fils aîné de Ruhollāh Khomeini [131](#)

Khosrōdad, général, commandant des forces aéroportées [276-279](#), [300](#), [417](#), [439-440](#), [449](#), [488-490](#)

Khosravi (Khosrō), sociologue marxiste iranien [314](#)

Kianouri (Noureddine), secrétaire général du Toudeh à la naissance de la République islamique [518](#), [520](#)

Kianpour (Gholām Réza), ancien ministre de la Justice [568](#)

Kimiai (Massoud), cinéaste [171](#)

Kipling (Rudyard), poète et romancier britannique [15](#)

Kissinger (Henry), chef du Département d'État (1973-1977) [93](#), [108](#), [114](#), [240](#), [376](#), [574-575](#), [608](#)

Kissinger (Nancy), épouse d'Henry [576](#)

Koestler (Arthur), écrivain hongrois d'expression anglaise [502](#)

Kojak, héros d'une série de télévision américaine des années 1970 [51](#)

Komélian (Nasser), marchand du Bāzār de Téhéran [219](#)

Kossyguine (Alexeï), président du Conseil des ministres de l'URSS de 1964 à 1980 [48](#)

Kravetz (Marc), journaliste français [297](#), [335](#), [430](#)

Kreisky (Bruno), chancelier d'Autriche [573](#)

Lafayette, héros de l'indépendance américaine déçu par la Révolution française [351](#), [359](#)

La Gorce (Paul-Marie de), journaliste français [313](#)

La Gorce (Pierre de), historien [628](#)

Lahidji, maître, avocat de l'association iranienne pour la défense des droits de l'homme [465](#)

Laingen (Bruce), chargé d'affaires américain à Téhéran [597](#)

Lamartine (Alphonse de), poète et homme politique français [359](#), [405](#)

Lawrence (Thomas Edward, dit Lawrence d'Arabie), orientaliste et agent de l'Intelligence Service [18](#)

Lebey (Marie), jeune courtisane française, dernière aventure du Chah [86](#), [98](#)

Lebrette (François), journaliste français qui a perçu la connexion établie par les Américains entre pétrole et islam [476](#)

Le Carré (John), auteur anglais de romans d'espionnage [582](#)

Ledeen (Michael), coauteur d'un livre sur la Révolution en Iran [95](#), [460](#)

Lénine, leader des bolcheviks et fondateur de l'URSS [236](#), [405-406](#), [418](#), [515](#)

Le Nôtre (André), créateur des jardins du château de Versailles au XVII^e siècle [40](#)

Lentin (A.P.), marxiste soudain ébloui, comme Michel Foucault, par les vertus du khomeinisme [521](#), [535](#)

Lewis (Bernard), politologue américain [54](#), [241-242](#), [246-247](#), [258-259](#)

Lewis (William), coauteur d'un livre sur la Révolution en Iran [95](#), [460](#)

Liddell Hart (sir Basil), stratège et polémologue anglais [18](#)

Lord Jim, personnage de Joseph Conrad [385](#)

Lotfi (Morteza), reporter de Radio Iran [380](#)

Louis-Philippe I^{er}, roi des Français (1830-1848) [289](#), [315](#), [405](#)

Louis XVI, roi de France (1774-1791) [148](#), [359](#)

Louis XV, roi de France de 1715 à 1774 [81](#)

Lucas (George), cinéaste américain [171](#)

Lumumba (Patrice), pionnier de l'indépendance du Congo [336](#)

Lvov, prince, dirigea le gouvernement russe après la 1^{re} révolution de 1917 [358](#)

Machiavel (Nicolas), philosophe florentin de la Renaissance connu pour son cynisme [452](#)

Mackinder (Halford John), géopoliticien anglais [19](#), [243](#)

Madani (Ahmad), amiral, gouverneur de Khouzestân en 1979 [583](#)

Mahdavi (Fereidoun), ministre de l'Économie du cabinet Amouzegar [220](#)

Maheu (René), secrétaire général de l'UNESCO dans les années 1960 [122](#)

Mahomet, prophète de l'islam [58](#), [227](#), [334](#), [339](#), [358](#), [531](#), [582](#), [622](#)

Majidi (Majid), homme politique iranien, plusieurs fois ministre ; en charge du Plan [149](#), [559](#)

Malāyeri (Mohammadi), ayatollah [345](#)

Malraux (André), écrivain, archéologue, ministre de De Gaulle [379](#), [403](#)

Malraux (Clara), écrivain, épouse d'André Malraux [319](#)

Mammon, divinité de l'Orient prébiblique [58](#)

Manceron (Claude), historien français [12](#), [406](#)

Mannerheim (Carl Gustaf), maréchal et homme d'État finlandais [19](#)

Mansour (Hassan-Ali), Premier ministre de l'Iran (1964-1965) [34](#)

Mao Tsé-toung, dirige la Chine communiste de 1949 à 1976 [98](#), [185](#)

Marachi (Nadjafi), grand ayatollah [162](#)

Marchais (Georges), secrétaire général du PCF (1972-1994) [198](#)

Marcus (Steve), escroc apatride indirectement lié à la famille royale [208](#)

Marenches (Alexandre de), à la tête du SDECE sous Pompidou et Giscard d'Estaing [230](#), [316](#), [408](#), [575](#)

Marianne, le masque de femme de la République française [404-405](#), [411](#), [558](#)

Marmont, général de Napoléon, négocie la capitulation de Paris avec les Alliés [454](#)

Marx (Groucho), aîné des frères Marx [239](#), [247](#), [259](#)

Marx (Karl), patriarche du communisme, auteur du *Capital* et du *Manifeste* [123](#), [247](#), [334](#), [358](#), [514](#)

Marzeban (Réza), conseiller de Chapour Bakhtiar [439](#)

Massignon (Louis), islamologue français [335](#)

Massoudi (Farhad), rédacteur en chef de l'*Etelāat* [144](#)

Matin-Daftari (Hedayat), petit-fils de Mossadegh et animateur d'un Front national rajeuni (FDN) [161](#), [522](#), [590](#)

Maulnier (Thierry), écrivain français [341](#)

Maximilien de Habsbourg, empereur du Mexique [184](#), [605](#)

Mayer (Armin), ambassadeur des États-Unis à Téhéran à l'époque de Lyndon Johnson [132](#)

McGovern (George), homme politique américain, membre du Parti démocrate [108](#)

Mesbah-Zadéh [184](#)

Milani (Abbās), historien iranien, biographe d'Hoveida [122](#)

Minatchi (Nasser), Bāzārī influent [464](#), [468](#)

Minbachian (Fathollah), général, chef d'état-major des armées en 1973 [54](#)

Mirfandereski (Ahmad), ministre des Affaires étrangères [361](#), [399](#)

Mitterrand (Frédéric), journaliste et ministre français [379](#)

Mobācheri (Assadollah), premier ministre de la Justice de la République islamique [533](#)

Mochiri-Yazdi (Mohammad), ministre dans le cabinet Bakhtiar [361](#)

Moezzi, colonel, pilote du Chah quittant l'Iran [381](#), [387](#), [574](#)

Moghaddam (Nasser), général, quatrième et dernier chef de la SAVAK, de 1978 à 1979 [80](#), [166](#), [213-214](#), [351](#), [457](#), [467-468](#), [473](#)

Mogharani, général, espion pour le compte de l'URSS [213](#)

Mohadjerani, mollah, l'aumônier de la Révolution blanche [564](#)

Mohammadi, colonel, membre de la suite du Chah [576](#)

Mohammad Ringo, sobriquet du fils de Rafsandjani [584](#)

Moïnian (Nosratollah), homme de radio devenu le secrétaire privé du Chah [66](#), [111](#)

Mokri (Mohammad), ambassadeur de la République islamique en URSS [564](#), [599](#)

Molavi-Doust, marchand du Bāzār de Téhéran [220](#)

Molotov (Viatcheslav), à la tête de la diplomatie soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale [194](#), [224](#), [296](#), [398](#), [592](#)

Moncef (Mahmoud « Stanley »), aventurier anglo-iranien qui règne sur le « paradis terrestre » de Kish [208](#)

Mondale (Walter), vice-président de Carter [110](#), [609](#)

Montazeri (Hossein Ali), ayatollah, au départ on le présentait comme le « prince héritier » de Khomeini [399](#)

Monteil (Vincent), ancien attaché militaire français converti à l'islam [407](#), [482](#)

Montesquieu, auteur des *Lettres persanes* [407](#)

Morier (James), écrivit son *Hadji-Baba* dans la Perse du début du XIX^e siècle

- Morse (Mark), membre de la suite du Chah en exil 576
- Mossāheb (Mme), une des premières femmes sénatrices 293, 570
- Mossadegh (Mohammad), Premier ministre iranien qui nationalisa le pétrole 25, 72-74, 117, 161, 249, 256, 267, 352, 357, 359, 392, 397, 429, 531, 542
- Moss (Robert), politologue australien 326, 328, 481
- Mottahari (Morteza), ayatollah, membre du Conseil de la Révolution islamique 580-581
- Mourad (Kénizé), petite-fille du sultan Mourad, reporter du *Nouvel Observateur* 304, 530
- Mourousi (Yves), présentateur français du journal télévisé dans les années 1970 et 1980 412
- Moussa Kazem, 7^e imam chiite 227
- Moussavi (Ruhollāh) 34, 227, 423
- Mussolini (Benito), Duce de l'Italie fasciste de 1922 à 1943 58
- Mutsuhito (Meiji Tenno), empereur du Japon (1852-1912) 36
- Nādji (Réza), général, il commanda le corps expéditionnaire en Oman et sera l'un des quatre premiers généraux fusillés par Khomeini 96, 488, 490
- Nūrī (Mīrzā Ḥusayn-ʿAlī), dit Bahāʾullāh 320-321
- Nātegh (Homa), figure féminine de la Révolution de 1978 188, 219
- Naas (Charles), chargé d'affaires américain 552
- Nabil (Fazlollah), diplomate et dignitaire du Palais 502
- Nadjafi, ministre de la Justice dans le cabinet Azhari 292
- Nahāvandi (Houchang), universitaire, homme politique et ministre iranien, auteur de nombreux livres 29, 66, 85, 104, 166, 181, 218, 240, 278, 289, 293-294, 300, 317, 352, 396, 411, 466, 473, 571
- Naipaul (Vidiadhar), écrivain d'origine indienne de la Trinité 556
- Namdjou, champion olympique d'haltérophilie 457
- Napoléon III, empereur des Français (1852-1870) 355, 628
- Narāghi (Ehsān), sociologue iranien 177, 205, 207, 252, 300, 315, 335, 351, 372
- Nasrallah, cheikh, chef de l'Hezbollah chiite du Liban 97
- Nasr (Seyyed Hussein), philosophe islamologue, conseiller de la reine 283
- Nasser (Gamal Abdel), colonel, dirigea l'Égypte de 1954 à 1970 255, 315, 389, 526
- Nassiri (Nematollah), général, 3^e chef de la SAVAK 166, 208, 213, 286-288, 457, 486-491, 565

Nassiri, colonel, membre de la suite du Chah [576](#)

Nathanson, membre de l'ambassade américaine à Téhéran [468](#)

Nazih (Hassan), avocat mossadéghiste nommé à la tête de la Société du pétrole par la République islamique [511](#)

Neruda (Pablo), écrivain révolutionnaire chilien [405](#)

Nevissi (Yazdan), colonel, garde du corps de la Chahbanou [382](#), [576](#)

Newsom (David), nom d'emprunt du Chah [610](#)

Nicolas II, dernier tsar de Russie [386](#)

Nik-Khā (Parviz), candidat au régicide dont le Chah avait fait un ministre [533](#)

Nikpay (Gholām-Réza), maire de Téhéran sous Hoveida [130](#), [289](#), [565](#)

Nivelle (Robert), général qui dirigea la vaine offensive du Chemin des Dames [87](#)

Niven (David), acteur anglais [171](#)

Nixon (Richard), 37^e président républicain des États-Unis (1968-1974), chassé par le scandale du Watergate [93-94](#), [102](#), [106](#), [108](#), [240](#), [312](#), [595](#), [600](#), [606](#)

Nobel (Alfred), savant suédois et créateur du prix qui porte son nom [51](#)

Nostradamus, astrologue français de la Renaissance [187](#), [224](#)

Obama (Barack), 44^e président des États-Unis [625-627](#)

Ockrent (Christine), journaliste française [554-555](#), [558](#)

Ollivier (Émile), chef du gouvernement français en 1870 [355](#)

Olympe, l'« opinion internationale », c'est-à-dire le fameux tandem anglo-américain [104](#)

Omid, docteur, personnage qui hantait les sphères du pouvoir depuis des lustres [455](#), [457](#)

Oncle Sam, symbolise les États-Unis comme Marianne la France [106](#), [112](#), [254](#)

Ormesson (Jean d'), journaliste et écrivain français [558](#)

Orwell (George), écrivain anglais [105](#)

Oveissi (Gholām-Ali), général, gouverneur militaire de Téhéran (septembre-décembre 1978) [195](#), [274](#), [276-278](#), [282](#), [290](#), [300](#), [314](#), [437](#), [542](#)

Owen (David), ministre des Affaires étrangères du gouvernement Callaghan (1976-1979) [102](#), [258](#), [263-264](#)

Pākravān (Hassan), général, deuxième chef de la SAVAK [80](#), [565-566](#), [577](#)

Pahlavi (Ali-Patrick), fils du prince Ali-Réza, neveu du Chah [166](#), [330](#), [374](#)

Pahlavi (Ali-Réza), frère puîné du Chah, père d'Ali-Patrick, et à qui les auteurs de ce livre doivent leur nom [374](#)

Pahlavi (Ali-Réza), second fils du Chah, mort en 2011 [210](#), [346](#)

Pahlavi (Ashraf), princesse, sœur jumelle du Chah [99](#), [134](#), [185](#), [208](#), [210](#), [278](#), [293](#), [311](#), [494](#), [496](#), [571](#), [576](#)

Pahlavi (Chahnāz), fille aînée du Chah et de sa première épouse égyptienne [374](#)

Pahlavi (Chams), princesse, sœur aînée du Chah [209](#), [346](#), [606](#)

Pahlavi (Christian), universitaire et journaliste franco-iranien, coauteur de ce livre [14](#), [375](#), [377](#), [503-505](#)

Pahlavi (Esmat), 3^e et dernière épouse de Réza Chah [374](#), [434](#)

Pahlavi (Farahnaz), deuxième fille du Chah [346](#), [377](#)

Pahlavi (Farah), née Diba, impératrice, 3^e épouse du Chah [36](#), [38](#), [40](#), [48](#), [58-59](#), [85](#), [99](#), [114-115](#), [121](#), [124](#), [134](#), [182](#), [206](#), [210-211](#), [278-279](#), [283](#), [285](#), [313-314](#), [318](#), [331](#), [337](#), [353](#), [377](#), [379-380](#), [383](#), [387-388](#), [390](#), [393](#), [571](#), [574-576](#), [605-606](#), [610](#)

Pahlavi (Fatemeh), princesse, sœur cadette du Chah [606](#)

Pahlavi (Gholām-Réza), prince, deuxième frère du Chah [494](#)

Pahlavi (Hamdān Saltaneh), fille de Réza Chah, née d'un tout premier mariage [375](#)

Pahlavi (Hamid-Réza), prince, le plus jeune frère du Chah [374](#)

Pahlavi (Jana), épouse de Christian Pahlavi [377](#)

Pahlavi (Leila), troisième fille du Chah, décédée [346](#)

Pahlavi (Mahmoud-Réza), cinquième et avant-dernier frère du Chah [209](#)

Pahlavi-Nia (Chahram), fils aîné de la princesse Ashraf [210](#)

Pahlavi (Niloufar), épouse de Chahram [210](#)

Pahlavi (Réza), prince, prétendant au trône de l'Iran depuis 1980 [38](#), [277](#), [346](#), [356](#), [496](#), [577](#)

Pahlavi (Réza Chah), Chah d'Iran, fondateur de la dynastie [19-24](#), [36](#), [38-39](#), [46](#), [48](#), [56](#), [77](#), [92](#), [128](#), [147](#), [210](#), [254-255](#), [259](#), [319](#), [346](#), [374-375](#), [434](#), [494](#), [547](#)

Pahlavi (Soraya), née Esfandiary, deuxième épouse du Chah [54](#)

Pahlavi (Tadj ol-Molouk), mère de Mohammad Réza Chah [346](#), [496](#)

Pahlavi (Xavier Cyril et Axel), fils de Christian Pahlavi et coauteurs de ce livre [377](#)

Pahlbod (Mehrdād), beau-frère du Chah, ministre des Beaux-Arts durant de longues années [179](#), [209](#)

Palisban, général inconnu dont les Tāghoutis ont rêvé de faire leur sauveur [542](#), [584](#)

Palmerston (Henry), homme d'État anglais du ^{xix}e siècle [475](#)

Panurge, personnage créé par Rabelais [302](#)

Parsā (Farokhrou), première femme ministre (de l'Éducation) ; les ayatollahs la fusilleront enfoncée dans un sac de jute [130](#)

Parsons (Anthony), ambassadeur du Royaume-Uni à Téhéran [56-57](#), [60](#), [101](#), [226](#), [252](#), [258](#), [264](#), [274](#), [277-278](#), [285](#), [287](#), [300](#), [367](#), [385](#), [578](#)

Pauwels (Louis), journaliste et écrivain français [558](#)

Péguy (Charles), auteur chrétien, patriote et socialiste [340](#)

Pelletier (Jean), journaliste québécois au journal *La Presse* [71-72](#), [379](#)

Pérez Alfonzo (Juan Pablo), citoyen vénézuélien, un des fondateurs de l'OPEP [69](#)

Pernot (Maurice), grand reporter français [17](#)

Perrault (Gilles), écrivain français [575](#)

Pétain (Philippe), maréchal, chef de l'État français de 1940 à 1944 [355](#), [532](#)

Pezechkpour (Mohsen), député paniraniste [161](#), [173](#), [204](#)

Pezechkzad (Iradj), diplomate et écrivain, auteur du fameux *Dai-Djan Napoléon* [457](#)

Piłsudski (Josef), maréchal et homme d'État polonais [19](#)

Pierre Ier le Grand, tsar de Russie de 1682 à 1725 [483](#)

Pinochet (Augusto), général, renversa Allende en 1973 au Chili [395](#)

Pirasteh (Mehdi), ancien ministre de l'Intérieur, ancien ambassadeur [449](#)

Pirasteh (Rostam), ministre des Finances [361](#)

Pirnia (Lucy), médecin des enfants royaux [381](#), [576](#)

Podgornyï (Nikolaï), président de l'URSS de 1965 à 1977 [41](#)

Polak (Jiri), artiste tchèque promu proconsul d'Ormuz en 1970 [58](#)

Pol Pot, auteur d'un génocide au Cambodge [405](#)

Pompidou (Georges), deuxième président de la Ve République française (1969-1974) [84](#)

Poniatowski (Michel), ancien ministre de l'Intérieur français [316-317](#), [409](#)

Portillo (José López), président du Mexique [605](#)

Pourchodja (Amir), valet du Chah [382](#)

Pouyan, professeur, ancien recteur et ministre [564](#)

Precht (Henry), chef du Département Iran sous Cyrus Vance [109-110](#), [243](#), [317](#), [552](#), [608-609](#)

Prince Napoléon, arrière-petit-fils de Jérôme Bonaparte [316](#)

Qādjār (Ahmad Chah), Chah de Perse, 7^e et dernier souverain de cette dynastie [20](#)

Qādjār (Mozaffar Eddine Chah), Chah de Perse, 5^e souverain de cette dynastie [16](#)

Qādījār (Nasser Eddine Chah), Chah de Perse, 4^e souverain de cette dynastie 16

Qabus (ibn Saïd), sultan d'Oman depuis 1970 96-97

Rabii (Amir Hussein), général, commandant de l'aviation militaire 417, 420, 442, 452, 460, 462

Rachidi-Motlagh, pseudonyme d'un certain Nikou-kha, rédacteur de l'éditorial par dans l'*Etelāat* 144

Radjavi (Massoud), leader des Modjāhedin du peuple 334, 516

Radji (Parviz), dernier ambassadeur du Chah auprès de la cour de Saint-James 64, 102, 121, 185, 209, 251, 317, 345

Rafigh-Doust, un des fondateurs de la milice des Pasdaran, organisateur des sanglants attentats de Beyrouth en 1983 420

Rafsandjani (Akbar Hashemi), ayatollah, religieux anticommuniste 581, 584, 623

Rahimi-Laridjani, général 287, 551

Rahimi (Mehdi), général, dernier gouverneur militaire de Téhéran 300-301, 437, 486, 488, 490-491

Rahman-Zadeh (Samad), employé iranien de la BBC 254

Rainier III Grimaldi, prince de Monaco 573

Rambod (Holāgou), député d'origine seigneuriale 146, 161

Razmara, médecin, ministre de l'Hygiène dans le cabinet Bakhtiar 179, 361

Razmi (Réza), général, chef de la police d'Abadan (1978) 171

Reagan (Ronald), 40^e président des États-Unis 147, 617, 621

Reporter (Ardéchir-Dji), agent britannique d'origine persie 19

Réza, imam, le plus iranien des douze imams chiites ; sa tombe se trouve à Meched 290

Rezvani (Serge), artiste multiple, peintre, écrivain 563

Riahi (Amin), ministre de l'Éducation 362

Riahi (Fahrad), recteur de l'UBAS 377

Riahi, général, ministre de la Guerre dans le cabinet Bāzargān 583

Richard (Yann), iranologue français 303, 340, 407

Ritzel, dernier ambassadeur de la RFA auprès du Chah 130-131

Robespierre (Maximilien de), maître de la France pendant la Terreur 205

Rockefeller (David), fils de Nelson Rockefeller 576, 606-608

Rockefeller (Nelson), milliardaire américain, ami du Chah 165, 574, 576

Rodinson (Maxime), islamologue français 339

Rogers (William Pierce) dirigea la diplomatie américaine sous Nixon et Ford

Rohāni (Mansour), autodidacte, plusieurs fois ministre, notamment de l'Économie et de l'Équipement, de l'ère Pahlavi 47, 204, 303, 565

Rohāni (Zia), ayatollah, juge instructeur dans l'affaire du cinéma Rex 176

Rolland (Romain), écrivain français 336

Rooney (Mickey), vedette d'Hollywood 105

Roosevelt (Franklin Delano), 32^e président des États-Unis d'Amérique 23, 106

Roosevelt (Kermit), petit-fils du président Theodore Roosevelt et agent de la CIA 26

Rostam, héros légendaire de la Perse, sorte de Siegfried iranien magnifié dans le *Livre des rois* 90

Rougier (Louis), philosophe humaniste 406

Rouhāni, speaker de Radio Téhéran 263

Rouleau (Éric), journaliste du *Monde* (de Paris) promu ambassadeur par Mitterrand 133, 136, 184, 407, 601

Rousta (Réza), dirigeant syndical du Toudeh 328

Rudaki, poète et musicien iranien de la fin du IX^e siècle 141

Rundstedt (Gerd von), maréchal, résista au débarquement en Normandie au côté de Rommel 362

Russell (Bertrand), philosophe et pacifiste britannique 213, 260

Sābeti (Parviz), n° 2 et bon profil de la SAVAK 213-215, 421

Sāed (Mohammad), homme d'État iranien qui a repoussé les visées soviétiques sur son pays, interdit le Toudeh et reconnu Israël *de facto* 74, 295

Sāhebjam (Fereidoun), journaliste et écrivain royaliste iranien 318

Sānēi (Manoutchehr), aide de camp civil du Chah 378

Saadi, grand poète persan, auteur du *Golestan* 558

Sabbaghian (Hashem), ministre de l'Intérieur du gouvernement Bāzargān 444

Sablier (Édouard), journaliste et écrivain français, ami d'Hoveida 464, 561

Sadate (Anouar al-), Raïs de l'Égypte qui succéda à Nasser et fit la guerre puis la paix avec Israël 95, 142, 231, 374, 376, 378, 388-390, 573

Sadate (Jehane al-), épouse du président Sadate 388-390

Sadighi (Dr Gholām Hussein), ministre de l'Intérieur de Mossadegh 352

Safavian (Abbās), médecin iranien, recteur de l'Université libre de Téhéran 84

Safavide (Abbās I^{er}, le Grand), régna sur la Perse de 1587 à 1629 et fit

d'Ispahan sa capitale [168](#)

Safavide (sultan Hussein), dernier souverain de la dynastie des Safavides [168](#)

Sahābi, docteur, membre du Front national [438](#)

Saiid (Djavād), médecin, dernier président du Majless [568](#)

Saint-Just (Louis Antoine de), révolutionnaire français proche de Robespierre [104](#)

Saint Louis, Louis IX, roi de France (1226-1270) [231](#)

Saint-Simon (Claude Henri de), penseur français de la révolution industrielle [47](#)

Salamatian (Ahmad), khoméiniste repentant, réfugié en France [515](#), [527](#)

Salinger (Pierre), journaliste américain proche du clan Kennedy [140-141](#), [167](#), [229](#), [369](#), [558](#), [577](#), [613](#)

Samimi (Lotfali), ministre dans le cabinet Bakhtiar [361](#)

Samsam ol-Saltaneh (Nadjaf-Gholi), grand-père de Chapour Bakhtiar [356](#)

San-Antonio, héros des romans policiers de Frédéric Dard [238](#)

Sanchez (Gherardo), mage espagnol [345](#)

Sandjabi (Karim), personnage velléitaire, membre du Front national de Mossadegh [73-74](#), [116](#), [150](#), [173](#), [192](#), [269](#), [300](#), [310-311](#), [315](#), [351-352](#), [354](#), [364](#), [396](#), [473](#), [520](#), [541](#)

Sandjari, compositeur iranien [140](#)

Sartre (Jean-Paul), écrivain et philosophe français [232](#), [335](#), [406](#)

Sattār-Khān, héros de la Révolution constitutionnelle [356](#)

Sauvy (Alfred), économiste et démographe français [13](#)

Scheel (Walter), président de la RFA (1974-1979) [147](#)

Schlesinger (Arthur), conseiller spécial de John Kennedy [107](#), [239](#)

Schmidt (Helmut), chancelier de la RFA [368-369](#)

Schoenman (Ralph), parti à l'assaut de l'Empire iranien gauchiste [521](#)

Scholl-Latour (Peter), journaliste franco-allemand [585](#)

Schransky, contestataire russe [406](#)

Scrooge, figure mythologique d'avare [220](#)

Sélassié (Haïlé), empereur d'Éthiopie [41](#), [43](#), [386](#)

Senghor (Léopold Sédar), président de la république du Sénégal (1960-1980) [427](#)

Sépānlou (Mohammad-Ali), poète de gauche [522](#)

Sepahbodi (Farhad), ambassadeur d'Iran au Maroc [575](#)

Seyyed-Djavādi (Asghar), magistrat mossadéghiste, ministre de l'Intérieur

dans le cabinet Bāzargān 115-116

Shahdov (Igor), personnage d'un film de Charlie Chaplin 605

Shakespeare (William), le plus grand écrivain de langue anglaise 252, 255, 439

Sharif-Emāmi (Djafar), Premier ministre à deux reprises, 1960, puis août-novembre 1978 177-183, 192, 201-204, 218-219, 226, 243, 267, 275-276, 281, 283, 291, 300, 319, 571

Shawcross (William), écrivain anglais, fils de lord Shawcross, l'un des juges de Nuremberg 376, 388

Shayegan (Dariouch), philosophe aux pensées claires mais subtiles, disciple de Corbin 546

Siassi (Ali Akbar), ancien recteur de l'université de Téhéran 430

Sick (Gary), analyste pour la Maison Blanche 244, 328, 461, 470-471

Simon (William), secrétaire américain au Trésor jusqu'en 1977 103

Sinatra (Frank), chanteur de charme américain 611

Šīrāzī (Al Muhammad), dit le Bāb 320

Socrate, l'un des plus grands philosophes de la Grèce antique 559

Soljenitsyne (Alexandre), écrivain russe qui dénonça Staline et ses goulags 115, 241

Solon, homme d'État, l'un des Sept Sages de la Grèce antique 49

Somoza (Anastasio), « régna » sur le Nicaragua de 1956 à 1979 371, 385

Staline (Joseph), à la tête de l'URSS de 1924 à 1953 154, 260

Stevens (Ruth), maîtresse américaine de Mohammad Réza Chah 25

Suárez (Adolfo), chef du gouvernement espagnol (1976-1981) 122

Sullivan (William H.), ambassadeur américain à Téhéran durant la montée du processus révolutionnaire (1977-1979) 109-111, 165, 244, 261, 277-278, 284, 300, 313, 317-318, 371, 375-376, 385, 389, 432, 441, 451, 459, 463, 465, 467-469, 471, 479-480, 595

Summer (Donna), chanteuse américaine 141

Sun Yat-sen, fondateur du Kuomintang 465

Tāhéri (Amir), journaliste iranien proche d'Hoveida 220, 231

Tāhéri, garde du corps du Premier ministre Bakhtiar 439, 442

Tāhéri (Monir), capitaine, accusé de l'incendie du cinéma Rex 175

Takbalizādeh (Hussein), suspecté d'être, ou impliqué dans, l'incendie du Rex 174, 176

Taleghāni (Mahmoud), ayatollah, proche des marxistes islamistes 73, 75, 302, 306, 333-334, 540, 589, 613

Taleghāni (Mujtaba), fils de l'ayatollah Taleghāni 334

Talleyrand-Périgord (Charles Maurice de), homme politique français au service de trois régimes [60](#), [123](#), [146](#), [273](#), [306](#), [554](#)

Taraki (Nour Mohammad), président de la république d'Afghanistan de 1978 à 1979 [484](#)

Tavakoli, colonel, l'un des nouveaux chefs de l'armée postrévolutionnaire [522](#)

Tchang Kaï-chek, maréchal et homme d'État chinois [19](#)

Tchang Kaï-chek (Mme) [577](#)

Tehrani (Mohammad Réza Ameli), ancien ministre de l'Information [568](#)

Tehrani (Seyyed Djatal), président du Conseil de régence [131](#), [395-396](#)

Thatcher (Margaret), Premier ministre de Grande-Bretagne (1979-1990) [148](#), [577](#)

Tito (Josip Broz, dit), président de la République de Yougoslavie de 1953 à 1980 [41](#)

Tocqueville (Charles Alexis Clérel de), diplomate, homme politique et écrivain français, auteur de *De la démocratie en Amérique* [120](#), [214](#)

Todd (Olivier), grand reporter au *Nouvel Observateur* [107](#)

Tolstoï (comte Léon), grand romancier et pacifiste russe, auteur de *Guerre et Paix* [78](#)

Torabi (Torab), l'un des derniers défenseurs du régime impérial [427](#)

Toufanian (Hassan), général, chargé de l'achat des armements [462](#)

Touré (Sékou), proclame l'indépendance de la Guinée en 1958 [409](#), [475](#)

Tournier (Jean-Noël), biographe de Chapour Bakhtiar [233](#)

Trenet (Charles), chanteur et compositeur français des années 1930 et 1940 [619](#)

Trochu (Louis Jules), général qui trahit Napoléon III en 1870 [454](#)

Trotski (Léon), fondateur de l'armée Rouge, écarté par Staline [327](#)

Truffaut (Georges), jardinier et pépiniériste français [40](#)

Turner (Stansfield), amiral, chef de la CIA sous Carter [110](#)

Ugolin, personnage de *La Divine Comédie* [558](#)

Ustinov (Peter), acteur anglo-russe [171](#), [330](#)

Valéry (Paul), poète français [357](#)

Valian, colonel, directeur des coopératives agricoles puis gouverneur de Meched [285](#), [288](#)

Valiollah, policier désigné à la vindicte populaire [365](#)

Vance (Cyrus, « Cy »), chef de la diplomatie américaine sous Carter [109-110](#), [116](#), [243](#), [245](#), [317](#), [355](#), [470](#), [595](#), [601-602](#), [608](#), [612](#)

Vaughan (Sarah), étoile noire du jazz [136](#)

Vaziri (Chahrokh), auteur d'un article sur la Révolution islamique [468](#)

Vaziri (Sâdegh), ministre de la Justice dans le cabinet Bakhtiar [362](#)

Verdi (Giuseppe), sans doute le plus fameux compositeur italien [140](#)

Vieille (Paul), sociologue français [12](#), [235](#), [406](#)

Villa (Pancho), révolutionnaire mexicain [474](#)

Vinogradov (Vladimir Mikhaïlovitch), ambassadeur d'URSS [275](#), [324](#), [331](#)

Volpone, figure mythologique d'avare [220](#)

Voltaire, philosophe français du XVIII^e siècle [159](#), [558](#)

Võ Nguyễn Giáp, vainqueur à Diên Biên Phu [405](#)

Vossough Dowleh (Hassan), Premier ministre de la Perse [17](#)

Wajsman (Patrick), rédacteur en chef de *Politique internationale* [408](#)

Waldenström (Jan Gösta), médecin suédois [83-85](#), [607](#)

Walters (Barbara), vedette de la presse américaine [102](#)

Ward (Steven R.), historien militaire [450-451](#), [454](#), [543](#)

Weber (Max), sociologue allemand, spécialiste des « types » (idéal, moyen, etc.) [507](#)

Welles (Orson), cinéaste et acteur américain [40](#), [43](#), [60](#)

Whitley (Andrew), correspondant de la BBC à Téhéran [263](#)

Wilson (Harold), Premier ministre, à deux reprises, de Grande-Bretagne [123](#)

Wilson (Thomas Woodrow), 28^e président des États-Unis d'Amérique [474](#), [626](#)

Wolinski, dessinateur caricaturiste français [173](#)

Wright (Denis), ancien ambassadeur anglais à Téhéran [578](#)

Xerxès I^{er}, empereur achéménide de la Perse (486-465 avant J.-C.) [40](#), [42](#)

Yamani, cheikh, ministre saoudien du pétrole [129](#)

Yazdani (Hojabr), milliardaire bahāī [208](#)

Yazdan-Panā, chef du service de la presse de la Cour [379](#)

Yazdi (Ebrahim), pharmacien au Texas, un des « Pieds nickelés » de Neauphle-le-Château [76](#), [226](#), [234](#), [236-237](#), [245](#), [364](#), [393](#), [399](#), [419](#), [442](#), [473](#), [487-488](#), [513](#), [521](#), [523](#), [526](#), [552](#), [590](#), [597-601](#), [603](#), [609-610](#), [612](#), [616](#)

Young (Andrew), délégué américain aux Nations unies sous Carter, puis maire d'Atlanta [109-110](#), [116](#), [470](#)

Youssefi, médecin de la présidence du gouvernement [346](#)

Yuan Che-kai, chef des armées impériales chinoises, il proclame la République [454](#)

Zāhédi (Ardéchir), fils du général Zāhédi qui fut un moment le gendre du Chah [113](#), [135](#), [165](#), [199](#), [293](#)

Zāhédi (Fazlollah), général qui renversa Mossadegh [26](#), [74](#), [542](#)

Zadeh (Cheikoleslam), ancien ministre de l'Hygiène [291](#)

Zaher-Chah, dernier roi d'Afghanistan (1933-1973) [154](#)

Zarathoustra [59](#)

Voir [Zoroastre](#)

Zareh (Iradj), caricaturiste iranien [573](#)

Zargham, colonel, chargé de la sécurité du Premier ministre Bakhtiar [439](#), [442](#)

Zelli, haut dignitaire des Affaires étrangères [379](#)

Zia-Ol-Hagh (Muhammad), président de la République du Pakistan (1978-1988) [185-186](#), [481](#)

Zimmermann (Warren), diplomate américain [232](#), [245](#), [598](#)

Zinoviev (Alexandre), philosophe russe [513](#)

Zonis (Marvin), iranologue américain, conseiller de la Maison Blanche [232](#), [245-246](#)

Zoroastre, réformateur du mazdéisme, ^{vii}e siècle av. J.-C. [58-59](#)

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur

